TESIS DE LA UNIVERSIDAD DE ZARAGOZA
2024
51

Grégory Pirmet

Les regards politique et médiatique de la France du Front Populaire sur la guerre civile espagnole (1936-1938)
Las miradas política y mediática de la Francia del Frente Popular sobre la guerra civil española (1936-1938)

Director/es
Casanova Ruiz, Julian
Martinez Vasseur, Pilar

http://zaguan.unizar.es/collection/Tesis

ISSN 2254-7606

Prensas de la Universidad Universidad Zaragoza

© Universidad de Zaragoza
Servicio de Publicaciones

ISSN 2254-7606

Universidad Zaragoza
1542

Tesis Doctoral

LES REGARDS POLITIQUE ET MÉDIATIQUE DE LA FRANCE DU FRONT POPULAIRE SUR LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE (1936-1938)
LAS MIRADAS POLÍTICA Y MEDIÁTICA DE LA FRANCIA DEL FRENTE POPULAR SOBRE LA GUERRA CIVIL ESPAÑOLA (1936-1938)

Autor

Grégory
Pirmet

Director/es

Casanova Ruiz, Julian
Martinez Vasseur, Pilar

UNIVERSIDAD DE ZARAGOZA
Escuela de Doctorado

Programa de Doctorado en Historia Contemporánea

2023

Repositorio de la Universidad de Zaragoza – Zaguan http://zaguan.unizar.es

THESE DE DOCTORAT DE

NANTES UNIVERSITE / UNIVERSITE DE SARAGOSSE (ESPAGNE)

ECOLE DOCTORALE N° 595
Arts, Lettres, Langues
Spécialité : *Etudes Hispaniques / Histoire contemporaine*

Par
Grégory PIRMET

« Les regards politique et médiatique de la France du Front Populaire sur la guerre civile espagnole (1936-1938) »

Thèse présentée et soutenue à Nantes, le lundi 2 octobre 2023

Unités de recherche : CRINI (Centre de Recherche sur les Identités, les Nations et l'Interculturalité)

Histoire Contemporaine 481 (Université de Saragosse)

Rapporteurs avant soutenance :

Jesús Alonso Carballes	Professeur, Université Bordeaux Montaigne
François Malveille	Professeur, Université de Nanterre

Composition du Jury :

Examinateurs :	Florence Belmonte	Professeure émérite, Université de Montpellier
	María Pilar Salomón Cheliz	Professeure, Université de Saragosse (Espagne)
	Roberto Ceamanos Llorens	Professeur, Université de Saragosse (Espagne)
	José Luis Ledesma Vera	Professeur, Université Complutense de Madrid (Espagne)
	Jesús Alonso Carballes	Professeur, Université Bordeaux Montaigne
	François Malveille	Professeur, Université de Nanterre
Dir. de thèse :	Pilar Martínez-Vasseur	Professeure émérite, Université de Nantes
Co-dir. de thèse :	Julián Casanova	Professeur, Université de Saragosse (Espagne)

REMERCIEMENTS

Je souhaite tout d'abord adresser ma plus grande gratitude à Pilar Martinez-Vasseur, professeure à l'Université de Nantes, d'avoir accepté la codirection de mes mémoires de master et de ces nombreuses années de thèse, de m'avoir montré le chemin de la recherche et l'exigence qu'elle implique. Toujours présente lors de moments de doute, elle m'a témoigné d'une grande confiance, d'une patience illimitée et d'un soutien sans faille. A ses côtés, j'ai appris l'importance de l'érudition au-delà du simple domaine historique. Je lui dois beaucoup dans mon parcours universitaire, professionnel et humain.

Je suis également reconnaissant à Julián Casanova, professeur de l'Université de Saragosse et codirecteur de ce travail, qui a fortement influencé ma volonté de consacrer mes travaux à l'Histoire d'Espagne depuis une perspective européenne. Merci pour son accompagnement, ses encouragements, ses conseils et sa rigueur.

Je suis aussi reconnaissant à Paul Lees, professeur de civilisation britannique à l'Université de Nantes, pour son immense générosité, en me faisant don des copies d'archives britanniques issues du People's History Museum de Manchester en Angleterre, fruits de ses recherches et, entre autres, à la base de ce travail. Merci pour sa bienveillance et son temps précieux.

Mes vifs remerciements aux membres de mon Comité de Suivi de Thèse, Mmes Carmen Pineira-Tresmontant de l'Université d'Artois et Florence Belmonte de l'Université de Montpellier, dont les échanges ont permis de mûrir ce projet et de le questionner à l'issue de chaque année. Je remercie chaleureusement Marlène Lebreton, Angélique Renaud et Yannick Pontais de l'Université de Nantes, et Berta Bauluz de l'Ecole Doctorale de Saragosse pour leur aide dans les démarches administratives à effectuer lors de ces années de doctorat.

Je tiens également à manifester ma gratitude à la Fondation Juan Negrín de Las Palmas de Gran Canaria en Espagne, pour son accueil, son accompagnement tout au long de mon séjour de recherche en février 2018. Je souhaite tout particulièrement mentionner ici son président José Medina Jiménez et le professeur José Miguel Pérez, dont les conseils m'ont été précieux.

Mes remerciements vont également à mes camarades doctorants, Céline Loué, François Gomez, Héloïse Rouverand, Camille Dillmann, Paul Buffeteau et Juan Gonzalez. Nos échanges fréquents ont constitué un grand soutien face à la solitude du doctorant.

Merci également aux différents établissements scolaires, où j'ai enseigné et enseigne actuellement, avec une mention spéciale pour la direction de Notre-Dame-de-Toutes-Aides à Nantes pour leur flexibilité et leur compréhension au cours des derniers mois de thèse, ils ont contribué à la réalisation de ce projet. Merci à mes élèves auxquels j'ai essayé d'enseigner de manière claire et rigoureuse l'Histoire de l'Espagne et l'Histoire de la guerre civile espagnole. Ce travail partagé a largement contribué à l'élaboration de cette thèse.

Enfin, cette recherche n'aurait pu aboutir sans le soutien de mes proches. De mes parents et de mon frère Hugo tout d'abord, qui m'ont toujours soutenu dans tous les choix entrepris dans ma vie, de Christine Pirmet, Sophie Chevalier-David, Solvej Goldberger, Delphine Gapihan, Michelle Rocher, ensuite, pour leurs nombreuses relectures. Je remercie aussi mes amis et mes collègues qui ont partagé ces années intenses. Plusieurs rencontres déterminantes ont, chacune à leur manière, façonné ma réflexion. A ce titre, ma gratitude à Clara Sauvetre, Laura Mira Saénz, Marouane Dhimine et Daniel Torres Pinilla qui, par leurs regards singuliers, m'ont orienté vers d'autres perceptions du monde.

SOMMAIRE

Liste des abréviations …… 8

Introduction …… 9

Partie I – L'Espagne et la France dans les années 1930. ……17

1 – La situation de l'Espagne de 1898 à 1939. …… 17

1.1 - L'Espagne à l'entrée du XX^{ème} siècle. …… 17

1.2 – L'Espagne de la Seconde République. ……... 29

1.3 – La guerre civile espagnole (1936-1939) : vers un nouveau type de conflit. ……..44

2 – La France du Front Populaire et la guerre d'Espagne (1936-1938). ..….. 54

2.1 – La France avant juillet 1936. …… 54

2.2 – Au secours de la République espagnole. ……... 63

2.3 - Vers l'élaboration du pacte de non-intervention. ……... 73

2.4 - Fractures dans la coalition au sujet de l'Espagne. ……... 93

2.5 - La mise en application du programme commun du Front Populaire. . 104

2.6 – L'importance du courant pacifiste. …… 110

2.7 – La presse française et la guerre d'Espagne. ……... 117

- Des presses en France. ……..…. 117

- D'autres supports médiatiques. …….. 121

- Bataille médiatique au sujet de la guerre d'Espagne. ……..…... 129

Partie II – La politique de non-intervention de la France. …… 135

1. Les négociations au sein du Comité de Londres. ……...……. 135

1.1 – La non-intervention au cours des premiers mois de la guerre d'Espagne (septembre-octobre 1936). ……..……... 135

1.2 – Nouvelle orientation de la politique de non-intervention face à la perspective d'une guerre longue (novembre – décembre 1936). ……..…….. 166

1.3 – Plan de contrôle et la question des volontaires étrangers (décembre 1936 – avril 1937). …….. 183

1.4 – Bombardements, actes de piraterie : la non-intervention mise à défaut (avril – septembre 1937). ……..…. 215

1.5 – Entre espoir et découragement (septembre 1937 – avril 1938). ..….. 240

2. Agir face à l'inefficacité de la non-intervention. ……...… 247

2.1 - La « non-intervention relâchée » de Blum. ……..... 247

2.2 – Les soutiens à la République en dépit de la non-intervention. …..... 260

Partie III – Les obstacles à une intervention de la France du Front Populaire en Espagne. ……... 274

1 – Une opposition de droite et d'extrême-droite puissante et virulente. …… 274

1.1 – Les visages de l'opposition française au Front Populaire. ……. 275

1.2 – La droite en soutien des rebelles franquistes. ……..... 283

- L'anticommunisme de la droite et de l'extrême-droite. …… 283

- Soutien idéologique ou admiration pour Franco, « sauveur » de l'Espagne. …… 293

- Les assiégés de l'Alcazar de Tolède, un héroïsme mythifié. ...…… 298

- Intervention française en faveur du camp rebelle. ……...…… 304

1.3 – La droite hostile à Franco. ……. 308

2 - La non-intervention en Espagne au regard d'une Europe au bord d'un nouveau conflit généralisé. ……... 319

2.1 - La guerre d'Espagne, conflit dans une Europe sous tension. ….…… 320

2.2 - La non-intervention : un échec de la Société des Nations. ……..... 328

2.3 – « L'énigme allemande » ou la crainte de l'ennemi héréditaire. …… 337

- Les relations franco-allemandes depuis 1870. ……. 337

- La prise en compte de la menace nazie par le Front Populaire. ……... 339

- Les relations franco-allemandes pendant la guerre d'Espagne. ……... 344

3 – La question de l'alliance avec la Grande-Bretagne. …… 352

3.1 - Les raisons de la non-intervention britannique en Espagne. …….. 352

- L'Apaisement comme stratégie globale à l'international. ……..... 353

- L'attitude de la Grande-Bretagne face à la victoire de Franco. ……... 360

- Une opposition à gauche indécise. ..……. 366

3.2 - Alliance franco-britannique : Fidélité ou soumission ? …….. 375

- Une politique commune de raison. ……... 375

- Faiblesse diplomatique du Quai d'Orsay : soumission à la Grande-Bretagne ? .. 379

Conclusion …… 389

Annexes …… 398

Sources …… 404

Bibliographie …… 409

Index …… 436

NOTES PRELIMINAIRES

Sauf indication contraire, toutes les traductions proposées émanent de l'auteur, qui assume toutes imprécisions, erreurs, ou maladresses.

Dans les citations issues des sources, nous ne nous sommes pas permis d'intervenir dans le texte original.

LISTE DES ABREVIATIONS

AF: Action Française

DDF: Documents Diplomatiques Français

FAI: Federación Anarquista Ibérica (syndicat anarchiste espagnol)

FJN: Fundación Juan Negrín, 30 Calle Reyes Católicos, Las Palmas de Gran Canaria, Espagne.

- MES: Ministerio de Estado

- MDN: Ministerio de Defensa

FO: Foreign Office (Bureau des Affaires Etrangères britannique)

CGT: Confédération Générale du Travail

CNT: Confederación Nacional del Trabajo (syndicat anarchiste espagnol)

IC: Internationale Communiste (ou Komintern)

PCE: Partido Communista Español

PCF: Parti Communiste Français

PCGB: Parti Communiste de Grande-Bretagne

PHM: People's History Museum, 103 Princess Street, Manchester, Grande-Bretagne.

POUM: Partido Obrero de Unificación Marxista

PSOE: Partido Socialista Obrero Español

SDN : Société des Nations

SFIO : Section Française de l'Internationale Ouvrière

UGT: Unión General de Trabajadores (syndicat socialiste espagnol)

INTRODUCTION

Dès la ratification du pacte de non-intervention, en août 1936, la politique de la France à l'égard de la guerre d'Espagne (1936-1939) valut aux différents gouvernements du Front Populaire et d'Edouard Daladier bien des critiques acerbes, de la part des contemporains de cette guerre fratricide à la dimension internationale, puis de l'historiographie. Cette critique récurrente, qui constitue le point de départ de notre réflexion, continue d'être perceptible de nos jours, plus de quatre-vingts ans après la fin de la guerre civile espagnole. Dans le roman graphique *Josep* du dessinateur de presse Aurel, publié en 2021, qui porte notamment sur l'accueil par les autorités françaises des réfugiés républicains, le personnage de Martin François, volontaire français au sein des Brigades Internationales, revenu d'Espagne en février 1939, peste contre « la France qui a laissé faire », contre « l'Europe qui a laissé faire »[1]. La dénonciation, depuis 1936, d'une France qui, par sa décision de prôner la politique de non-intervention en Espagne, abandonna la République espagnole à son funeste sort, fait partie de nombreuses zones d'ombre de la politique diplomatique française de cette période, et nous a amené, depuis quelques années, à nous interroger sur ce pan de l'Histoire des deux pays et plus largement de l'Europe.

Rapidement dénoncée comme une « farce » ou une « neutralité malveillante »[2] à l'égard des républicains espagnols, la politique de non-intervention du Front Populaire français menée conjointement avec la Grande-Bretagne, mais surtout son maintien tout au long de la guerre d'Espagne malgré un échec presque immédiat[3], demeurait inconcevable pour ses détracteurs compte tenu, tout d'abord, de la proximité idéologique de la coalition avec celle du *Frente Popular*, des velléités premières de Léon Blum de venir en aide à la Seconde République espagnole en juillet 1936, et enfin de l'accord commercial signé entre les deux pays en 1935, autorisant l'achat d'armes et de munitions à la France.

---

[1] Aurel et Milesi Jean-Louis et Rebmann Audrey, *Josep*, Paris, Editions de l'usine, 2021, pp.6-8.
Aurel est un dessinateur de presse français, qui collabore fréquemment avec *Le Monde* et *Le Canard Enchaîné*, et dont le roman graphique, *Josep*, est une adaptation du long-métrage éponyme qui reçut en 2020 le César du meilleur film d'animation.
Le passage est cité en annexe 1 pp. 398-399.

[2] Expression employée par le député travailliste Lord Strabolgi dans un article publié le 10 août 1936 dans le *Daily Herald*, et citée dans Buchanan Tom, *Britain and the Spanish Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p.37.

[3] Léon Blum le reconnaissait d'ailleurs en juin 1938 dans le quotidien socialiste *Le Populaire*.
« Petite histoire de la non-intervention », *Le Populaire*, numéro 5609, 24/06/1938, p.1.

Le travail de recherche que nous proposons ici, dans le cadre des Études Hispaniques, se situe au carrefour de plusieurs champs disciplinaires, tels que l'histoire politique, l'histoire comparée, l'analyse du discours politique et de la presse, et entend justement revenir sur cet évènement, dans le sens donné à ce mot par Pierre Nora en 1974 :

> […] Le déplacement du message narratif à ses virtualités imaginaires, spectaculaires, parasitaires, a pour effet de souligner dans l'évènement, la part du non évènementiel. Ou plutôt de ne faire de l'évènement que le lieu temporel et neutre de l'émergence brutale, isolable, d'un ensemble de phénomènes sociaux surgis des profondeurs et qui, sans lui, seraient demeurés enfouis dans les replis du mental collectif. L'évènement témoigne moins pour ce qu'il traduit que pour ce qu'il révèle, moins pour ce qu'il est que pour ce qu'il déclenche. Sa signification s'absorbe dans son retentissement ; il n'est qu'un écho, un miroir de la société, un trou.[4]

Par le biais d'une analyse de cet évènement, « de ce miroir de la société », ce travail prétend poser un regard à la fois sur la société française des années 1930 et sur une Europe en crise, face à la guerre civile espagnole. Notre thèse, de ce fait, ne s'intéressera pas uniquement à l'étude de la politique de non-intervention du Front Populaire de Léon Blum entre 1936 et 1938, mais analysera également en profondeur les raisons qui déclenchèrent cette décision politique et diplomatique, ainsi que la conjoncture politico-sociale dans laquelle elle s'est inscrite.

En choisissant de centrer notre recherche sur cet évènement, il nous a semblé pertinent de rappeler, au préalable, les publications incontournables de l'historiographie sur la question, auxquelles nous ferons bien entendu référence au cours de ce travail. Parmi ces ouvrages, qui présentent tous des approches singulières et complémentaires, citons entre autres ceux de Paul Preston, Julián Casanova, Enrique Moradiellos, Santos Juliá, Hugh Thomas, Guy Hermet, Bartolomé Bennassar, Gabriel Jackson, Emile Témime ou encore Pierre Broué[5]. La liste ici

---

[4] Nora Pierre, « Le retour de l'évènement », *Faire de l'histoire*, sous la direction de Le Goff Jacques et Nora Pierre, Tome I : *Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1974, p.222.

[5] Preston Paul, *Une guerre d'extermination*, Espagne 1936-1939, Paris, Belin, 2012.
Preston Paul, *La Guerra Civil española*, Barcelona, Penguin Random House Grupo Editorial, 2017.
Preston Paul: *La destrucción de la democracia en España, Reforma, reacción y revolución en la Segunda República*, Barcelone, Penguin Random House Grupo Editorial, 2020.
Casanova Julián, *República y guerra civil*, Barcelone, Crítica, 2007.
Casanova Julián, *España partida en dos*, Barcelone, Crítica, 2013.
Moradiellos Enrique, *Historia mínima de la Guerra Civil española*, Madrid, Turner, 2016.

n'est en rien exhaustive, la bibliographie que le lecteur pourra retrouver à la fin de la présente thèse[6], complète et actualise les nombreuses approches portées sur ces évènements. Ces historiens, spécialistes, notamment, de la guerre d'Espagne, ont tous montré, dans le cadre de leurs ouvrages, l'importance de l'internationalisation du conflit, afin de mieux comprendre son dénouement. Les études dédiées à l'analyse de la dimension internationale de la guerre d'Espagne ont été, par ailleurs, nombreuses depuis la fin du XX^{ème} siècle et ont offert de nouvelles perspectives pour une démarche plus approfondie et plurielle de ce conflit si complexe. En 2004, Michael Alpert a proposé, par exemple, une analyse globale de l'internationalisation de cet affrontement, en replaçant l'ensemble des positions prises par les puissances étrangères dans un contexte international global[7], perspective au sein de laquelle nous souhaitons inscrire notre thèse. Au cours des dernières années, deux autres ouvrages collectifs ont été consacrés à l'étude de cette même question: *La guerre d'Espagne, un conflit qui a façonné l'Europe*, publié en 2016, sous la direction de Jordi Canal et de Vincent Duclert, qui prétendait notamment « témoigner de la place du conflit dans la formation d'une conscience commune aux Européens, inscrite dans les mémoires et les cultures »[8]; et *La guerra civil española, 80 años después, un conflicto internacional y una fractura cultural*, publié en 2019 sous la direction d'Alberto Reig Tapia et de Josep Sánchez Cervelló, qui a rappelé, entre autres, que le conflit n'aurait pas eu lieu sans une aide internationale décisive auprès de chacun des deux belligérants[9].

Plusieurs autres historiens ont analysé, à leur tour, l'importance de l'aide apportée par les puissances fascistes au camp franquiste, ainsi que les raisons de ces soutiens. Mentionnons ici les contributions d'Angel Viñas ou de Pierpaolo Barbieri concernant l'intervention nazie en Espagne, ou celles de Morten Heiberg et plus récemment de Javier Rodrigo à propos du

---

Moradiellos Enrique, *1936, Los mitos de la guerra civil*, Barcelone, Península, 2019.
Juliá Santos, *República y guerra en España, 1931-1939*, Madrid, Espasa Calpe, 2006.
Thomas Hugh, *La guerra civil española*, Barcelone, Delbosillo, 2020.
Hermet Guy, *La guerre d'Espagne*, Paris, Seuil, 1989.
Bennassar Bartolomé, *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, Perrin, 2006.
Jackson Gabriel, *La República española y la guerra civil*, Barcelone, Crítica, 5ème édition, 2020.
Témime Emile, *1936, La guerre d'Espagne commence,* Bruxelles, Ed. Complexe, 2006.
Témime Emile et Broué Pierre, *La révolution et la Guerre d'Espagne*, Paris, Les éditions de Minuit, 1961.

[6] Bibliographie p. 409.
[7] Alpert Michael, *A new international history of the Spanish Civil War*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2004.
[8] Canal Jordi et Duclert Vincent (Dir.), *La guerre d'Espagne, Un conflit qui façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p.327.
[9] Reig Tapia Alberto et Sánchez Cervelló Josep (Dir.), *La guerra civil española, 80 años después, Un conflicto internacional y una fractura cultural*, Madrid, Tecnos, 2019.

renfort militaire italien[10]. De la même manière, Enrique Moradiellos et Tom Buchanan ont révélé et documenté les raisons qui entraînèrent la décision de la Grande-Bretagne de ne pas intervenir dans le conflit espagnol[11]. Dans une logique similaire, nous nous sommes intéressés au cas de la France, qui décida, conjointement avec la Grande-Bretagne, d'opter pour une neutralité dans le cadre de ce conflit. Si l'historien David Wingeate Pike a rédigé en 1975 une thèse sur *Les Français et la guerre d'Espagne*[12], dans laquelle il met en avant les divisions au sein de la société française sur la question espagnole, son homologue espagnol Juan Avilés Farré a proposé quelques années plus tard, en 1994, une analyse détaillée de la politique commune de non-intervention menée par Français et Britanniques, tout au long de la guerre d'Espagne, dans *Pasión y farsa, Franceses y Británicos ante la guerra civil española*[13]. Carlos Serrano a, quant à lui, étudié le regard et l'action du Parti Communiste Français face à la guerre d'Espagne en 1987[14]. L'ensemble de ces travaux restent, par ailleurs, toujours d'actualité.

Malgré la portée de ces ouvrages, il nous a semblé qu'il restait toujours quelques aspects non abordés sur la politique de l'ensemble de la coalition du Front Populaire, dans les contextes français et international. Notre étude prendra, bien entendu, appui sur ces travaux, dont la lecture a constitué un des points de départ de notre réflexion, tout en soulevant un certain nombre d'interrogations auxquelles notre thèse tente, nous l'espérons, d'apporter des réponses. Ce rapide état de la recherche historique traduit l'intérêt certain des historiens pour la question de la non-intervention française, mettant en évidence tantôt les fractures de la société française, tantôt l'alliance avec la Grande-Bretagne. Toutefois, dans le cadre d'une perspective globalisante, notre étude entend offrir une analyse de cette question à l'aune des situations nationales et européennes, sans toutefois les dissocier. Son objectif majeur est ainsi d'appréhender l'influence de chacune de ces conjectures sur la décision des gouvernements

[10] Viñas Ángel, *Franco, Hitler y el estallido de la guerra civil, antecedentes y consecuencias*, Madrid, Alianza, 2001.
Barbieri Pierpaolo, *La sombra de Hitler, el imperio económico nazi y la guerra civil española*, Barcelone, Taurus, 2015.
Heiberg Morten, *Emperadores del Mediterráneo. Franco, Mussolini y la guerra civil española*, Barcelone, Crítica, 2004.
Rodrigo Javier, *La guerra fascista, Italia en la Guerra Civil española, 1936-1939*, Madrid, Alianza, 2016.
[11] Buchanan Tom, *Britain and the Spanish Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión: El gobierno británico y la guerra civil española*, Madrid, Siglo Veintiuno, 1996.
[12] Wingeate Pike David, *Les Français et la guerre d'Espagne*, Paris, PUF, 1975.
[13] Avilés Farré Juan, *Pasión y farsa, franceses y británicos ante la guerra civil española*, Madrid, Eudema, 1994.
[14] Serrano Carlos, *L'enjeu espagnol, PCF et guerre d'Espagne*, Paris, Messidor, 1987.

du Front Populaire de prôner la politique de non-intervention à l'égard de la guerre d'Espagne.

Si l'historiographie a en grande partie montré le poids décisif de la politique de non-intervention franco-britannique dans la victoire des franquistes au cours de la guerre d'Espagne, cette hypothèse principale nous invite à réfléchir également sur les répercussions des divisions au sein du Front Populaire, ainsi que sur le calendrier national de la coalition relatif à la décision de ne pas intervenir en Espagne. Alors que l'on connait les intentions premières de Léon Blum de venir en aide aux républicains espagnols, il serait également pertinent d'évaluer la part de responsabilité de l'opposition de droite et d'extrême-droite en France dans ce changement de perspective. De même, l'hypothèse d'une influence de la presse française sur le choix du gouvernement dans sa politique extérieure requiert, nous semble-t-il, une analyse approfondie de ces médias. Une attention doit être portée, par ailleurs, sur les solutions adoptées et mises en place, par la suite, pour aider la République espagnole, et ainsi répondre à l'échec du pacte de non-intervention. Enfin, la prise en compte du contexte européen des années 1930, par les dirigeants du Front Populaire, dans le choix de promouvoir ce pacte international, appelle à jeter un regard nouveau, au sein d'une perspective comparée.

L'analyse d'un corpus riche et pluriel, mettant en résonance des archives en provenance de trois pays - la France, l'Espagne et la Grande-Bretagne[15]- prétend proposer quelques réponses à ces questionnements. La consultation des Archives Diplomatiques françaises nous a paru tout d'abord essentielle pour comprendre le rôle du Quai d'Orsay dans la politique de non-intervention, afin d'analyser ensuite le suivi des travaux du Comité de Londres du point de vue français, et donner à voir, enfin, les relations de la diplomatie française avec ses voisins européens. Toutefois, avec la volonté de croiser ces sources et de les faire dialoguer, et toujours dans une perspective comparée, notre thèse porte également sur un corpus issu de la *Fundación Juan Negrín* de Las Palmas de Gran Canaria, qui nous permet d'approfondir davantage les relations entre la République espagnole et les gouvernements français de la période du Front Populaire, mais aussi de dévoiler ce que les seules archives diplomatiques françaises ne pouvaient révéler. Par ailleurs, nous avons eu accès aux archives du parti travailliste britannique, en provenance du *People's History Museum* de Manchester,

[15] Un aperçu de l'ensemble du corpus mis à notre disposition pour ce travail est visible à la fin de notre étude, pp.404-408.
Au cours du développement, nous avons souhaité être le plus précis dans la citation de nos sources, en notes de bas-de-pages, afin que le lecteur puisse, à sa convenance, y vérifier leurs authenticités.

qui nous donnent la vision britannique de la politique extérieure française en Espagne, en la plaçant dans une perspective distancée. L'ensemble de ces archives témoigne aussi, nous semble-t-il, des enjeux complexes, et parfois controversés, que représentait, pour les gauches françaises et britanniques, la question de la guerre civile espagnole.

L'étude des mémoires des hommes politiques de premier plan, que ce soit en Espagne, en France ou en Grande-Bretagne, nous a également semblée nécessaire car, en dépit du fait que ces témoignages aient été consignés après le déroulement des évènements auxquels ils se réfèrent et que, comme l'écrit l'historien Jean Tulard, « celui qui rédige ses souvenirs a tendance à se présenter sous son jour le plus favorable »[16], ils offrent à leurs auteurs la possibilité d'expliquer, voire de justifier leur rôle dans les évènements, dont ils sont acteurs et/ou témoins, en adéquation avec la situation politique d'alors. Ces différents regards rendront possible une comparaison des perspectives et points de vue pluriels au sujet de l'attitude de la France envers le conflit. Ce corpus archivistique a été également complété par des sources orales et écrites en provenance des différents médias. Les premières – parmi lesquelles l'allocution, particulièrement prégnante, de Léon Blum à Luna Park en septembre 1936, visant à justifier la politique extérieure espagnole de son gouvernement auprès de ses militants – nous permettent une immersion dans cette époque autant qu'elles témoignent du rôle marquant qu'a eu la guerre d'Espagne en France, et donnent, nous semble-t-il, une épaisseur à l'histoire de la période que nous avons étudiée.

La presse en tant que source de l'Histoire constitue, de longue date, un document indispensable pour qui souhaite accéder à une meilleure compréhension d'une période historique controversée. Si déjà en 1957, Jacques Kayser décrivait le texte de presse comme « une source complémentaire de premier ordre »[17], dans les années 1980 Pierre Milza signalait à ce sujet que « nulle source ne permet une approche qualitative aussi riche que celle du discours de presse »[18] et, plus récemment, Jean-François Soulet la désignait à son tour comme « un instrument privilégié pour celui qui cherche à prendre le pouls d'une opinion publique »[19]. Ainsi, par le biais de la plateforme numérique *Gallica* de la BNF[20], notre analyse de la presse s'appuie sur un corpus constitué par des journaux politiques de premier

[16] Thuillier Guy et Tulard Jean, *La méthode en Histoire*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986, p.83.
[17] Kayser Jacques, « L'historien et la presse », *Revue Historique*, Paris, PUF, 1957, p.284.
[18] Milza Pierre, *Le fascisme italien et la presse française, 1920-1940*, Paris, Editions Complexe, 1987, p.38.
[19] Soulet Jean-François, « Chapitre 4 - La presse », *L'histoire immédiate. Historiographie, sources et méthodes*, sous la direction de Soulet Jean-François, Paris, Armand Colin, 2012, p.118.
[20] Plateforme disponible sur le site de la Bibliothèque Nationale de France: https://gallica.bnf.fr

plan, tels que *L'Humanité*, *Ce Soir*, *Le Populaire*, *L'Œuvre*, *L'Echo de Paris*, *Le Figaro*, *L'Action Française* ou encore *Gringoire* pour la période 1932-1939. L'étude des témoignages des correspondants de guerre présents sur le sol espagnol pendant le conflit, ainsi que des nombreux éditoriaux de journalistes et d'hommes politiques, répond à une volonté, de notre part, de tenir compte des différentes approches idéologiques et d'essayer de proposer une véritable cartographie, certes insuffisante, de la société française à l'égard de la politique de non-intervention.

L'étendue de ce corpus et de l'important champ disciplinaire convoqué ne saurait cependant masquer certaines insuffisances, car chaque approche disciplinaire aurait pu tendre à une plus grande exhaustivité en vue d'une étude thématique plus approfondie. Les regards diplomatiques entrelacés en provenance de la France, de l'Espagne et de la Grande-Bretagne auraient certainement nécessité une ouverture plus large encore vers les archives italiennes, allemandes ou soviétiques, malgré la densité déjà conséquente d'un corpus qui offre pourtant matière encore à de nombreuses analyses.

De fait, notre travail de recherche, qui ambitionne de resituer la politique de non-intervention du Front Populaire à l'égard de la guerre d'Espagne durant cette période, se situe au cœur d'une interaction entre politiques intérieure et extérieure. Les influences conjointes des situations de la France et de l'Europe des années 1930, sur la décision prise par Léon Blum en août 1936, espère ainsi offrir une interface originale associant le national et l'international. La structure choisie au cours de ce travail entend ainsi intégrer une démarche thématique au sein d'une chronologie précise, tout en reconnaissant la porosité de cette limite temporelle qui nous conduira, certes, à quelques allers-retours au vu d'une pluralité considérable d'angles d'attaque que propose cette thèse. Ces différentes perspectives croisées et comparées se sont construites autour de trois parties :

Dans la première partie, nous ferons état de la situation de l'Espagne des années 1930, en rappelant les fractures et les différentes crises issues de la période de la Restauration (1875-1930) qui se sont aggravées au cours des premières années de la Seconde République et qui ont conduit au conflit de 1936. De la même façon, nous analyserons la situation de la France du Front Populaire, les circonstances de l'arrivée de la coalition de gauche au pouvoir en juin 1936, les conséquences vis-à-vis de la guerre d'Espagne de l'application de son programme commun, ses clivages idéologiques, ainsi que l'importance de l'opinion publique du pays dans les décisions prises par les différents gouvernements. Cela nous permettra de

mieux saisir certaines contraintes d'ordre national qui ont entravé les premières velléités d'intervention du gouvernement de Léon Blum et ont favorisé l'émergence du pacte de non-intervention, en août 1936.

Au cours de la deuxième partie, nous reviendrons sur les coulisses du Comité de non-intervention en soulignant son évolution depuis l'été 1936, les tentatives d'application de ces décisions au fil des mois, et ses conséquences sur le déroulement de la guerre d'Espagne. Nous nous intéresserons également aux initiatives menées à bien dans le but de compenser l'inefficacité de la non-intervention, telles que la « non-intervention relâchée », le recrutement de combattants volontaires, les campagnes humanitaires et d'accueil des réfugiés, sans oublier les démarches culturelles comme autres formes de soutien à la République. Nous mettrons aussi l'accent sur les tentatives de pression idéologique de la part de la presse française pour infléchir, d'une manière ou d'une autre, la politique extérieure de la France envers l'Espagne.

Dans la troisième et dernière partie, nous nous pencherons d'abord sur les différentes raisons qui, sur le plan national, ont empêché les gouvernements du Front Populaire de soutenir militairement les républicains espagnols, et notamment la virulence avec laquelle la droite et l'extrême-droite française se sont opposées à toute intervention française dans le conflit espagnol. Nous nous attacherons enfin à montrer comment, sur le plan international, les conséquences de l'échec de la Société des Nations et les relations de la France avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont pu influencer la décision du gouvernement de Léon Blum de miser sur la politique de non-intervention au cours de la guerre d'Espagne.

Puisse cette recherche contribuer modestement à créer un espace propice à une réflexion plus large sur la genèse d'une politique étrangère et notamment sur le rôle des hommes d'Etat, ainsi que sur la question des forces et des influences qui guident l'exercice du pouvoir et les actions diplomatiques menées par celui-ci.

Partie I – L'Espagne et la France dans les années 1930.

1 – La situation en Espagne de 1898 à 1939.

Pour cerner la dimension internationale de la guerre d'Espagne, il nous semble indispensable de rappeler au préalable l'évolution de l'Espagne, depuis la Restauration de la monarchie en 1875 jusqu'au coup d'Etat militaire de juillet 1936. Il convient en effet de saisir les grands sujets de division dans la société espagnole provoquant les changements de régimes politiques qui ont eu lieu dans le pays (monarchie parlementaire, dictature dans la monarchie, république), et débouchant sur une guerre civile entre 1936 et 1939. Les trois premières décennies de l'Histoire d'Espagne du XX^{ème} siècle, les transformations et les fractures qu'elles supposèrent pour le pays et qui conduisirent, à partir de 1936, à une guerre civile, peuvent, nous semble-t-il, nous permettre de mieux appréhender la dimension internationale du conflit, au cœur de notre sujet de recherche.

1.1 – L'Espagne à l'entrée du XX^{ème} siècle.

A la suite de la révolution de 1868, mettant un terme à la monarchie d'Isabel II, et d'une tentative infructueuse d'un régime républicain en 1873, l'Espagne retrouva une certaine stabilité avec la Restauration de la monarchie sous Alfonso XII (1874-1885), puis la régence de Marie-Christine d'Autriche (1885-1902). L'avènement d'une monarchie constitutionnelle en Espagne, sur le modèle britannique était, d'après l'hispaniste britannique Raymond Carr, « l'expression de la philosophie politique d'un homme, Antonio Cánovas del Castillo »[21]. Toutefois, la perte des dernières colonies, Cuba et Porto Rico, en 1898, considérée comme « l'année du Désastre »[22], provoqua un bouleversement inédit en Espagne. La fin de l'empire colonial espagnol issu des Rois Catholiques fut si brutale qu'elle « obligea les espagnols à un examen de conscience »[23]. Toute une génération d'intellectuels, parmi lesquels figuraient en premier lieu le régénérationniste Joaquín Costa, puis Miguel de Unamuno, Pío Baroja, Antonio Azorín, José Ortega y Gasset, Ramón del Valle Inclán, ou encore Antonio Machado appartenant à la génération dite de 98, s'interrogea alors sur l'identité de l'Espagne, sur la décadence du pays et proposa une « régénération » en vue d'une redécouverte de son essence. Au-delà de ces questionnements identitaires, cet évènement eut des conséquences profondes

[21] Carr Raymond, *España 1808-1975*, Barcelone, Ariel, 1985, p.336.
[22] Pérez Joseph, *Histoire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 1996, p.618.
[23] Carr Raymond, *España 1808-1975*, *op.cit*, p.452.

sur la société espagnole : un antimilitarisme grandissant des classes populaires, qui estimaient injustes les pertes humaines au cours de la campagne de Cuba, et un rejet de la classe politique de la part des militaires qui la considéraient comme responsable de la perte des dernières colonies et la jugeaient incompétente pour gérer le pays. Cet antimilitarisme, qui laissa des traces durables sur la société espagnole, traduisait également, d'après l'historien Carlos Dardé, la volonté originelle de Cánovas de « *civiliser* la politique, en excluant les militaires »[24], mettant ainsi un terme aux nombreux pronunciamientos militaires que le pays avait connus depuis la fin de la guerre d'indépendance (1808-1814), au profit d'un système proposant une alternance de partis politiques. De fait, les politiques conservatrices de Cánovas del Castillo et libérales de Sagasta se succédaient les unes aux autres, par le biais du *Turno* : lorsqu'un gouvernement semblait en difficulté, il était remplacé par un autre. Cette structure politique, rendue possible par le caciquisme, vaste réseau de clientélisme qui permettait de manipuler les résultats des élections au profit du parti les ayant convoquées, était dénoncée par l'intellectuel Joaquín Costa, dans un essai publié en 1901 sous le nom de « Oligarchie et caciquisme »[25]. Genoveva García Queipo de Llano précise à ce sujet que le caciquisme constituait en fait « un moyen de rendre compatible une Espagne rurale avec des institutions modernes »[26]. L'historien Joseph Pérez écrit que « la défaite de 1898 amena une partie de l'opinion publique jusque-là indifférente, à s'interroger sur la politique suivie depuis 1875 »[27], et eut pour effet de réveiller la population espagnole sur les enjeux politiques de son pays, ce qui la conduisit à s'impliquer davantage dans les destinés du pays. Parallèlement à ce réveil politique, l'économie espagnole, principalement basée sur l'agriculture, connut une période de changements structurels avec notamment l'industrialisation de plusieurs régions – témoignage de l'entrée, certes plus tardive, de l'Espagne dans l'ère industrielle initiée en Angleterre au cours du siècle précédent – et dont il convient de citer, parmi ces changements, le développement de la sidérurgie et des chantiers navals au Pays Basque, de l'industrie du textile en Catalogne et de l'extraction du charbon dans les Asturies.

Ces transformations proposèrent de nouveaux défis à la monarchie d'Alfonso XII, sur le trône depuis 1902. Plusieurs mouvements nationalistes se développèrent tout d'abord dans

[24] Dardé Carlos, *Historia de España, La Restauración, 1875-1902, Alfonso XII y la regencia de María Cristina*, Madrid, Temas de Hoy, 1997, p.10.
[25] Costa Joaquín, *Oligarquía y caciquismo*, Madrid, Establecimiento Tipográfico de Fontanet, 1902.
Edition utilisée: Madrid, Biblioteca Nueva, 1998.
[26] García Queipo de Llano Genoveva, *Historia de España, El reinado de Alfonso XIII, La modernización fallida*, Madrid, Temas de Hoy, 1997, p.10.
[27] Pérez Joseph, *Histoire de l'Espagne*, *op.cit*, p.624.

un système constitutionnel qui réaffirmait, depuis 1876, l'idée d'une Espagne unie et centralisée. Ces mouvements furent à l'origine de divisions profondes dans la société espagnole qui perdurent encore de nos jours. En Catalogne, la naissance du nationalisme fut notamment le fruit des répercussions économiques du désastre : les industries textiles souffraient de la perte du marché avec l'ancienne colonie cubaine, qui fournissait, de surcroît, le coton nécessaire pour les productions. Cette situation créa, d'après l'historien Benoît Pellistrandi, « un décalage politique et économique »[28] entre les élites catalanes et madrilènes, qui renforça le soutien au catalanisme, notamment développé par Enric Prat de la Riba dans un ouvrage publié en 1906, *La Nacionalitat catalana*. Ce décalage politique eut également pour conséquence la fondation, en 1901, du parti catalaniste *Lliga Regionalista* par Prat de la Riba et Francesc Cambó, ce qui « éroda fortement la position des partis traditionnels »[29] aux Cortès. Pour sa part, le nationalisme basque se voulait avant tout défensif, Sabino Arana fondant le *Partido Nacionalista Vasco* (PNV) en 1875 avec l'idée de préserver la langue, la culture basque, les traditions et la religion catholique, menacées à ses yeux par l'arrivée de travailleurs non basques, d'idéologie socialiste, dans les industries basques. Enfin en Galice, à l'issue de la renaissance littéraire galicienne autour de Rosalía de Castro, plusieurs associations visaient à promouvoir la langue et la culture de la région. L'émergence de ces mouvements nationalistes fut en tout cas perçue par « une partie des classes moyennes et l'armée presque tout entière » comme « des menées séparatistes et une atteinte à l'unité nationale »[30]. La question liée aux mouvements nationalistes constitua donc une des raisons, parmi celles déjà mentionnées plus haut, du pronunciamiento militaire de 1936, qui prétendait permettre le retour à une Espagne « une » et unie, selon la devise utilisée par la suite par le régime franquiste.

Sur le plan politique, la monarchie constitutionnelle d'Alfonso XIII semblait à bout de souffle au début du siècle. Les disparitions des grandes figures de la Restauration, le conservateur Cánovas del Castillo et le libéral Sagasta, contribuèrent à l'échec du système politique espagnol et, si leurs successeurs respectifs, Antonio Maura et José Canalejas essayèrent de réformer leurs partis, les deux grandes forces politiques étaient en proie aux crises internes, ce qui engendra une instabilité ministérielle importante (seize gouvernements et six élections entre 1901 et 1914). Dans ce contexte, comme l'a écrit Benoit Pellistrandi, « les masses ouvrières commençaient de regarder de plus en plus attentivement les

[28] Pellistrandi Benoît, *Les fractures de l'Espagne, de 1808 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2022, p.185.
[29] *Ibid*, p.194.
[30] Pérez Joseph, *Histoire de l'Espagne*, *op.cit*, p.654.

mouvements socialistes », soulignant que « le syndicat UGT, fondé en 1888 par Pablo Iglesias Posse, leader du Parti Socialiste, passa de 15 000 adhérents en 1900 à 147 000 en 1913 »[31], et contribuant peu à peu à l'apparition d'un grand mouvement ouvrier. L'épisode révolutionnaire entre 1868 et 1874 avait par ailleurs constitué le terreau propice à la fondation d'un mouvement anarchiste espagnol, grâce au concours de l'Italien Fanelli, envoyé en Espagne par le théoricien russe de l'anarchisme Bakounine, et dont l'insurrection d'Alcoy en 1873 avait offert ses premiers faits d'armes[32]. D'après Edouard Waintrop, « partout en Europe, l'influence de l'anarchisme faiblissait alors qu'au contraire montait la force du socialisme marxiste […], partout sauf en Espagne »[33], et au cours de la Restauration, l'anarchisme espagnol mena dans la clandestinité une série d'attentats similaires à ceux connus en France[34], un de ses militants allant même jusqu'à assassiner le libéral José Canalejas à Madrid en novembre 1912. L'anarchisme espagnol trouvait des conditions favorables en Andalousie, avec « le soutien des ouvriers journaliers »[35] des grands latifundios, mais également à Barcelone, ville à grande industrialisation, et son mouvement s'organisa autour du syndicat de la CNT à partir de 1910[36], même s'il existait toutefois une rivalité entre les courants des « libertaires » et des « marxistes autoritaires »[37]. Si les anarchistes réprouvaient toute participation à la vie politique du pays, ne désirant que la révolution, Joseph Pérez a signalé quelques similitudes avec les socialistes du PSOE, parmi lesquelles : le souhait essentiel de mettre fin au capitalisme, une haine de l'Eglise catholique, de la *Guardia Civil* qui « réprime les grèves », ou encore la méfiance vis-à-vis de l'Etat[38].

Peu à peu, la classe ouvrière montra sa capacité à se mobiliser contre les différents gouvernements se succédant. L'exemple de la *Semana Trágica* de juillet 1909 à Barcelone nous semble assez significatif à ce sujet : à la suite de la décision impopulaire du gouvernement conservateur de Maura d'envoyer des soldats près de Melilla au protectorat du Maroc espagnol, rappelant ainsi les douloureux sacrifices du désastre de Cuba en 1898, le

[31] Pellistrandi Benoît, *Les fractures de l'Espagne, de 1808 à nos jours*, *op.cit*, p.195.
[32] Sur le thème de l'anarchisme en Espagne, la lecture de l'œuvre d'Edouard Waintrop, *Les anarchistes espagnols 1868-1981*, Paris, Denoël, 2012, nous semble éclairante.
[33] Waintrop Edouard, *Les anarchistes espagnols 1868-1981*, Paris, Denoël, 2012, p.34.
[34] Rappelons ici l'assassinat du président de la République Sadi Carnot en 1894 ou encore les attentats de la célèbre Bande à Bonnot entre 1911 et 1912.
[35] García Queipo de Llano Genoveva, *Historia de España, El reinado de Alfonso XIII, La modernización fallida*, *op.cit*. p.8.
[36] La *Confederación Nacional del Trabajo* (CNT) fut le premier syndicat anarchiste. En 1927, la *Federación Anarquista Ibérica* (FAI) fut créée à son tour pour lutter contre l'hégémonie de la CNT.
[37] Carr Raymond, *España 1808-1975*, *op.cit*. p.421.
[38] Pérez Joseph, *Histoire de l'Espagne*, *op.cit*. pp.665-666.

Parti Socialiste appela la classe ouvrière à faire grève, un appel suivi dans les grandes villes comme Madrid et Barcelone. Cependant, dans la capitale catalane, les manifestations dégénérèrent, avec plusieurs bâtiments religieux incendiés. L'armée réprima l'émeute avec violence et de nombreuses arrestations eurent lieu, dont celle de l'anarchiste Francisco Ferrer, élevé au rang de leader de cette révolte ouvrière. Son exécution sous le gouvernement de Maura suscita une grande indignation dans toute l'Espagne, et « retint l'attention de l'opinion publique internationale et avant tout française », comme l'écrit Edouard Waintrop[39], provoquant ainsi la démission du chef de gouvernement conservateur. Cet évènement qui témoignait des difficultés rencontrées par le régime monarchique profita au courant républicain qui bénéficiait, non pas d'une véritable adhésion à ses thèses, mais plutôt des conséquences d'une contestation envers le régime monarchique, ce que confirme Genoveva García Queipo de Llano :

> Bien que le républicanisme donna la sensation, au début du siècle, de mettre gravement en danger les institutions politiques monarchiques, en réalité, au fil du temps, tout au long du règne d'Alfonso XIII, sa dangerosité pour les institutions diminua progressivement. Les seules chances pour les républicains étaient les erreurs de la monarchie.[40]

L'impopularité de la guerre au Maroc et celle du gouvernement de Maura auprès de la classe ouvrière, ainsi que la répression de Barcelone, poussa par conséquent le socialiste Pablo Iglesias Posse à s'allier au parti *Unión Republicana* menée par Nicolás Salmerón, pour faire élire ses représentants aux *Cortes*. Toutefois, ces évènements de la Semaine Tragique et les attentats anarchistes commis au cours de la période suffirent à créer et à ancrer durablement l'image d'un péril révolutionnaire anticlérical dans les rangs des conservateurs, des catholiques et de l'armée.

Le début du XX^{ème} siècle fut indéniablement marqué par l'éclatement de la Première Guerre Mondiale en 1914. Ce conflit généralisé auquel l'Espagne ne participa pas, à la différence de la France et d'autres pays, accentua pourtant les tensions et les divisions sociales dans le pays. Si, comme l'écrit Genoveva García Queipo de Llano, « les dirigeants espagnols

---

[39] Waintrop Edouard, *Les anarchistes espagnols 1868-1981*, *op.cit*, p.105.

[40] García Queipo de Llano Genoveva, *Historia de España, El reinado de Alfonso XIII, La modernización fallida*, *op.cit*. p.28.
"Aunque el republicanismo dio la sensación a principios del siglo de poner en grave peligro a las instituciones políticas monárquicas, la verdad es que con el transcurso del tiempo, a lo largo de todo el reinado de Alfonso XIII, fue disminuyendo su peligrosidad respecto a las instituciones. Las únicas posibilidades para los republicanos estaban en los errores de la monarquía."

surent se maintenir dans une neutralité efficace »[41], l'opinion espagnole était divisée à ce sujet: la gauche et le centre soutenaient la Triple-Entente (France, Angleterre, Russie), tandis que la droite penchait davantage vers les Empires germanique et austro-hongrois. La non-participation de l'Espagne à la Grande Guerre conduisit les industriels à se moderniser, et modifia également les conditions du marché, en ôtant temporairement toute menace concurrentielle en provenance des autres pays européens en plein conflit. De fait, l'Espagne pouvait ainsi exporter certains produits sur le reste du continent, tels que le fer des mines du Pays Basque ou le charbon des Asturies, mais souffrait, dans le même temps, du tarissement de certains produits importés. Ces deux facteurs incitèrent les industriels espagnols à développer de nouveaux moyens de production en Espagne. Si une partie de la bourgeoisie profita du conflit pour s'enrichir, l'augmentation des prix – sans que les salaires des travailleurs ne soient revus à la hausse en contrepartie – provoqua une baisse du niveau de vie et accentua de fait la tension sociale. L'industrialisation du pays, au cours du premier conflit mondial, avait, en effet, parallèlement contribué à renforcer le pouvoir des syndicats socialiste et anarchiste[42]. De nombreuses manifestations dans le pays faisaient craindre au gouvernement conservateur l'avènement d'une révolution sociale. La crise de 1917, qui allait mettre le système de la Restauration à rude épreuve, en constitua une preuve, et constatait l'alliance de l'armée, du catalanisme et des partis républicains prolétaires dans le but lancer une rénovation politique au sein de la monarchie de Alfonso XIII[43]. Cette tentative se révéla certes infructueuse, mais attesta de cette tension sociale croissante qui mena, en 1923, à l'instauration de la dictature du général Primo de Rivera. Dès 1916, des juntes militaires de défense, sorte de syndicats visant à protéger les intérêts des différents corps de l'armée, furent créées avec la volonté de « participer à une totale rénovation de la vie du pays »[44] et la conviction, comme l'écrit l'historienne Pilar Martínez-Vasseur, que « l'armée ne pouvait rester indifférente aux problèmes de l'ensemble de la nation »[45]. La révolte des officiers provoqua d'ailleurs la chute des gouvernements de Romanones et García Prieto. A ce retour de l'armée dans la politique espagnole s'ajouta une crise politique en mai 1917, avec le refus de Eduardo Dato, nouveau chef du gouvernement, d'ouvrir les *Cortes*, qui conduisit Cambó à défier – certes sans grand succès – le cabinet conservateur en organisant une Assemblée de parlementaires à Barcelone, afin d'obtenir une véritable refondation politique en faveur d'un

[41] *Ibid*. p.48.
[42] *Ibid*. p.54.
[43] Carr Raymond, *España 1808-1975*, *op.cit*. p.481.
[44] Martínez-Vasseur Pilar, *L'armée espagnole (XIX^e^ et XX^e^ siècles)*, Paris, Ellipses, 2003, p.49.
[45] *Ibid*. p.51.

régime parlementaire auquel participeraient l'ensemble des partis politiques, et non seulement les deux partis traditionaux de la Restauration. En août 1917, enfin, les protestations de l'industrie ferroviaire à Valence débouchèrent sur une grève générale socialiste du 10 au 13, et dans ce contexte politico-social difficile, Dato décréta ainsi la loi martiale et fit appel à la *Guardia Civil* pour réprimer les manifestations, qui se solda par plus de 70 morts et 2000 personnes faites prisonnières, pour reprendre les chiffres de García Queipo de Llano[46]. D'après l'historien Ian Kershaw, la monarchie espagnole était alors « au seuil de la révolution »[47]. Le vent révolutionnaire soufflant depuis la Russie ne rassura probablement pas les milieux conservateurs espagnols, comme ce fut également le cas pour les conservateurs français, dans la crainte d'une révolution dans leur pays, tandis que les divisions au sein de la société se creusaient inexorablement, comme l'écrit Julián Casanova:

> […] [L'Espagne] partageait cette division et cette tension, qui accompagna le processus de modernisation, entre ceux qui craignaient le bolchevisme et les différentes manifestations du socialisme, partisans de l'ordre et de l'autorité, et ceux qui rêvaient de ce monde nouveau et égalitaire qui surgirait de la lutte à mort entre les classes sociales.[48]

En réponse à cette situation intenable pour les différents gouvernements qui se poursuivit tout au long des années suivantes, ainsi qu'au discrédit généralisé de la classe politique jugée incapable de résoudre les problèmes économiques du pays, au début de l'année 1923, le général Miguel de Primo de Rivera, gouverneur militaire de la Catalogne, appuyé par l'armée espagnole, l'élite conservatrice, les grands propriétaires terriens et les classes moyennes, renversa le gouvernement pour ramener l'ordre et mit en place un directoire militaire. Le coup d'Etat ne reçut pas de réelles oppositions de la classe ouvrière, fortement affaiblie par les répressions. Avec l'aval du roi Alfonso XIII, le régime de Primo de Rivera se voulait avant tout une tentative pour résoudre les problèmes de cette « Espagne invertébrée », tant décriée par le philosophe Ortega y Gasset dans un essai publié en 1922[49]. Ce choix semblait en tout cas accepté par la population, comme l'a écrit Benoit Pellistrandi:

---

[46] García Queipo de Llano Genoveva, *Historia de España, El reinado de Alfonso XIII, La modernización fallida*, *op.cit*. p.60.

[47] Kershaw Ian, *L'Europe en enfer, 1914-1949*, Paris, Seuil, 2016, p.157.

[48] Casanova Julián, *Europa contra Europa, 1914-1945*, Barcelone, Crítica, 2011, p.114.
"[…] [España] compartía esa división y tensión, que acompañó al proceso de modernización, entre quienes temían al bolchevismo y a las diferentes manifestaciones del socialismo, amantes del orden y la autoridad, y los que soñaban con ese mundo nuevo e igualitario que surgiría de la lucha a muerte entre las clases sociales."

[49] Ortega y Gasset José, *España invertebrada*, Madrid, Calpe, 1922. Edition utilisée: Barcelone, Austral, 2011.

Les premières réactions politiques et sociales donnèrent raison au choix du monarque. D'une certaine manière, le général Primo de Rivera incarnait le « chirurgien de fer » que, à l'initiative de Joaquín Costa, les régénérationnistes, depuis 1900, attendaient pour transformer le pays. Le patronat industriel et agricole […] accueillit avec enthousiasme et soulagement la solution militaire. Le jeune philosophe Ortega y Gasset […] condamnait le rôle des élites. Or, il accepta non sans ferveur le coup d'Etat du général. Cet exemple révèle l'état d'esprit de l'opinion publique, y compris chez des intellectuels attachés à la démocratisation de l'Espagne. Car en septembre 1923 se manifeste une immense fatigue de la « vieille politique » […] L'absence de mouvement significatif contre le coup d'Etat montre que l'ancien système a vécu. Le Parti Socialiste et son syndicat l'UGT prônent l'abstention, jugeant que le coup d'Etat est moins condamnable que l'attitude des partis bourgeois responsables d'une politique catastrophique.[50]

En septembre 1923, c'était donc un sentiment de résignation, de lassitude de la politique des partis et de soulagement, parfois mêlé d'espoir, qui régnait en Espagne. Une lassitude que l'on ne ressentait pas seulement en Espagne, mais plus globalement en Europe. Comment toutefois caractériser le nouveau régime ? Pour Raymond Carr, « la dictature de Primo de Rivera n'était pas fasciste »[51] d'après le modèle italien, alors même que le roi Alfonso XIII avait présenté le général comme « son Mussolini », au cours d'une visite officielle à Rome en novembre 1923. Malgré une certaine admiration pour le Duce, le régime mis en place en Espagne se différenciait de l'italien, car si le mouvement fasciste de Mussolini souhaitait en effet démanteler peu à peu la démocratie en Italie, les motivations de la dictature de Primo de Rivera en Espagne, étaient tout autres. Son avènement impliquait certes l'effondrement du système parlementaire des *Cortes*, fortement décrié par ailleurs, au profit d'un parti unique, l'*Unión Patriótica*, l'arrivée de la censure dans la presse, ou l'arrestation et l'emprisonnement de dirigeants d'opposition accusés de menacer l'unité de la Nation[52]. Toutefois, son ambition prioritaire visait bien à répondre aux problèmes politico-sociaux du pays en rétablissant un pouvoir fort, en apportant des mesures concrètes à la population et en réglant la question marocaine, qui s'était aggravée depuis le désastre d'Anoual[53]. Sur ces points, force est de constater que ce fut le cas, temporairement tout du moins. Sur le plan national, la dictature lança en effet une série de grands travaux, tels que l'électrification du pays, le développement

[50] Pellistrandi Benoît, *Les fractures de l'Espagne, de 1808 à nos jours, op.cit.* p.262.
[51] Carr Raymond, *España 1808-1975*, *op.cit*. p.545.
[52] Notons ici l'arrestation et l'exil du philosophe Miguel de Unamuno.
[53] Pérez Joseph, *Histoire de l'Espagne*, *op.cit*. p.685.

des infrastructures ferroviaires et routières, l'irrigation du bassin de l'Ebre ou la création de compagnies nationales dans les domaines du pétrole et de la téléphonie. La modernisation de l'Espagne était en cours, avec, comme ailleurs en Europe, l'émergence de la radio, dont le rôle serait particulièrement important par la suite. Elle fit également construire des logements à bas coûts dont profitèrent surtout les classes moyennes, les fonctionnaires de l'Etat et les militaires.

Le régime s'attacha à donner de meilleures conditions de vie à la classe ouvrière et obtint par conséquent le soutien du syndicat socialiste UGT. Son leader, Francisco Largo Caballero accepta de faire partie du conseil d'Etat, ce qui provoqua des divisions au sein du PSOE. Les socialistes réformistes, menés par Julián Besteiro et Francisco Largo Caballero, souhaitaient collaborer avec le régime sur les questions sociales, tandis que d'autres, comme Indalecio Prieto ou Fernando de los Ríos, considéraient que cette participation constituait une trahison au socialisme. De fait, la collaboration de l'UGT avec le régime de Primo de Rivera réduisit considérablement les mouvements de grève jusqu'au début de la décennie suivante[54]. La dictature réussit donc à atténuer une partie des tensions sociales, profitant également, à l'instar de ce que connaissaient les autres pays européens et notamment en France, d'une « période de prospérité internationale des années vingt, une fois la majorité des déséquilibres de la guerre disparus »[55], pour reprendre les propos des historiens Témime, Broder et Chastagnaret. Le directoire de Primo de Rivera trouva aussi une solution à la question marocaine, comme annoncé plus haut, bénéficiant de l'appui de la France pour mener une guerre sur deux fronts contre le président de l'auto-proclamée République du Rif, Abd-El-Krim, en 1926. La position de la dictature se trouvait ainsi renforcée par ce succès militaire, alors que le pays connaissait parallèlement une période faste sur le plan culturel.

Pellistrandi écrit à ce sujet que « les années 1923-1930 marquent l'apogée de "l'âge d'argent de la culture nationale" »[56]. L'Espagne voyait en effet l'arrivée de la « Génération de 27 », la troisième génération d'intellectuels après celle de 1898 et de 1914. Si la première avait déclenché un processus de réflexion sur la question identitaire et la seconde avait appelé à la modernisation du pays, Pellistrandi poursuit en indiquant qu'en « bouleversant les codes esthétiques, [la troisième] absorba avec avidité la modernité venue d'Europe avant de la

[54] *Ibid*. p.684.
[55] Témime Emile, Broder Albert et Chastagnaret Gérard, *Historia de la España contemporánea, desde 1808 hasta nuestros días*, Barcelone, Ariel Historia, 11ème édition, 2009, p.226.
[56] Pellistrandi Benoît, *Les fractures de l'Espagne, de 1808 à nos jours, op.cit.* p.270.

restituer dans une sensibilité hispanique singulière »[57]. Parmi les grandes figures de cette génération, citons les poètes Federico García Lorca, Jorge Guillén, Pedro Salinas, Vicente Aleixandre, Rafael Alberti ou Manuel Altolaguirre, ou encore l'écrivain José Bergamín.

Cependant, si le régime paraissait dans un premier temps avoir proposé des solutions à un certain nombre de problèmes récurrents en Espagne, menant à une régénération du pays souhaitée par les intellectuels, l'obsession de Primo de Rivera en faveur d'une centralisation de la vie politique du pays et de l'unité de l'Espagne lui valut tout d'abord l'opposition des nationalismes périphériques. Ses attaques aux nationalismes basque, catalan et galicien, qui menaçaient à ses yeux l'unité de la Nation, premier élément du triptyque de l'*Unión Patriótica*[58], relançaient à nouveau les tensions. Sa politique de répression eut même l'effet inverse de ce que Primo de Rivera escomptait. L'exemple catalan est assez significatif, car comme l'a montré Carr, au lieu d'avoir tué le catalanisme de Cambó, comme il ambitionnait de le faire, « la répression avait radicalisé les exigences catalanes et les avait jetées vers le séparatisme républicain de Macià »[59]. Les séparatistes purent ainsi compter sur le soutien des anarchistes, férocement persécutés par le régime. En 1927, la création d'un nouveau syndicat anarchiste à Valence, la *Federación Anarquista Ibérica* (FAI), répondait à deux objectifs : « reprendre le contrôle du mouvement anarchiste et abattre la dictature en liaison avec d'autres opposants, notamment avec les nationalistes catalans »[60]. Ici encore, au lieu de calmer les tensions sociales, la répression visant à éliminer les menaces à la stabilité du pays eut l'effet inverse : relancer l'agitation, les divisions et les crispations de la société. Enfin, sur le plan militaire, l'arrivée d'un général au pouvoir et la victoire au Maroc ne signifiait pas pour autant une adhésion pleine et entière de l'armée à la personne de Primo de Rivera. Pilar Martínez-Vasseur écrit, à ce propos, que malgré ce « premier succès de l'armée espagnole depuis cinquante ans », « Primo de Rivera dut affronter des moments difficiles pour imposer son autorité personnelle sur un corps d'officiers inquiet »[61]. Durant le conflit marocain, les troupes africanistes s'étaient indignées et senties trahies par les choix stratégiques du général, tandis que le système de promotions « au choix » et non « au mérite » ou « à l'ancienneté », mis en place par la « Junte de classification » avait fortement irrité les officiers basés sur la

[57] *Ibid*, p.271.
[58] "Nación, Iglesia, Rey" ("Nation, Eglise, Roi").
[59] Carr Raymond, *España 1808-1975*, *op.cit*. p.547.
[60] Pérez Joseph, *Histoire de l'Espagne*, *op.cit*. p.685.
[61] Martínez-Vasseur Pilar, *L'armée espagnole (XIX^e^ et XX^e^ siècles)*, *op.cit*, p.63.

Péninsule[62], ce qui créa « un malaise » au sein de l'armée[63]. La réduction du budget consacré à l'armée, le renvoi de 1200 officiers, ou encore la fermeture de l'académie de Ségovie, constituaient d'autres éléments qui accentuèrent la colère au sein de l'institution militaire, menant même à plusieurs projets de coup d'Etat contre le Directoire militaire. Pour atténuer, en partie, ce mécontentement, Primo de Rivera créa en 1928 l'Académie militaire de Saragosse et plaça le général Francisco Franco à sa tête, une décision qui marqua, d'après Paul Preston, « le triomphe des africanistes »[64] et que ne fut pas sans conséquence, comme l'a montré Pilar Martínez-Vasseur, car la plupart des officiers passés par cette académie rejoignirent le camp nationaliste à partir de juillet 1936[65]. Paul Preston ajoute, à ce sujet, que « les fissures des divisions créées au cours des années 1920 persistèrent jusqu'à la guerre civile en 1936 »[66]. Les opposants à Primo de Rivera constatèrent en effet une amélioration dans leur condition sous la Seconde République en 1931, tandis que les africanistes allaient, au même moment, perdre leur position privilégiée et être à l'origine de conspirations contre la République, et notamment celle de juillet 1936.

A l'approche des années 1930, l'espoir suscité en 1923 pour un rétablissement de l'ordre et une régénération de l'Espagne s'estompait et laissa place à la déception. Peu à peu, les soutiens de la dictature se désagrégèrent : le mécontentement grandissait dans l'armée, les nationalistes catalans avaient rejoint l'opposition, dès 1925, en raison des multiples attaques anti-catalanistes du Directoire militaire, les intellectuels tels que Unamuno[67] ou Ortega y Gasset étaient profondément déçus par l'échec de ce qui n'était plus qu'une « illusion régénérationniste »[68] pour citer les mots de Pellistrandi. La conjoncture économique difficile, à partir de 1929, n'arrangea rien pour le régime et dans ces conditions, le général Primo de Rivera consulta les chefs militaires afin d'obtenir un vote de confiance en janvier 1930, mais ne l'obtenant pas, il démissionna. Le régime dictatorial n'atteignit finalement pas l'objectif qu'il s'était fixé, et le roi Alfonso XIII « chargea un autre général, Berenguer, de liquider la dictature »[69] pour revenir au système monarchique d'avant 1923. Toutefois, la monarchie était

[62] Ces officiers estimaient que l'avancement des carrières de leurs homologues africanistes avait été injustement favorisé par les combats au Maroc.
[63] *Ibid*, p.63.
[64] Preston Paul, *Franco Caudillo de España*, Barcelone, Mondadori, 2005, p.87.
[65] Martínez-Vasseur Pilar, *L'armée espagnole (XIX^e^ et XX^e^ siècles)*, *op.cit.* p.67.
[66] Preston Paul, *Franco Caudillo de España*, *op.cit*., p.83.
[67]Unamuno avait été contraint à l'exil à Fuerteventura, dans l'archipel des Canaries, en 1924, après de nombreuses critiques envers le régime de Primo de Rivera, puis s'était exilé en France quelques mois plus tard, à Paris d'abord, puis à Hendaye.
[68] Pellistrandi Benoît, *Les fractures de l'Espagne, de 1808 à nos jours, op.cit.* p.282.
[69] Pérez Joseph, *Histoire de l'Espagne*, *op.cit*. p.702.

en difficulté tandis que les partisans d'une république en Espagne se faisaient de plus en plus nombreux, ce qui ne signifiait toujours pas, à la hauteur de 1930, un plébiscite pour le régime républicain, car c'est bien l'échec – dès lors patent – de la monarchie parlementaire qui favorisa la concrétisation des aspirations républicaines, comme l'écrivait Joseph Pérez à ce propos :

> Depuis 1923, la situation a évolué. Dans tous les secteurs, […] on ne veut plus revenir au passé […]. Une idée fait son chemin : la monarchie s'est trop compromise avec la dictature. Au lieu d'apparaître comme un pouvoir modérateur, au-dessus des partis et garant de l'unité nationale, elle s'est identifiée à un système de gouvernement impopulaire ; on la considère désormais comme un obstacle sur la voie de la rénovation. […] La République ne fait plus peur, elle attire. Les intellectuels qui la préconisaient depuis quelques années sont rejoints par des hommes politiques qui, jusque-là étaient plus que réticents.[70]

Le modèle républicain n'avait pas connu le même succès en Espagne qu'en France, où la République était profondément enracinée depuis 1870. L'idée d'une République, qui avait d'ailleurs été, depuis 1873-1874, souvent associé à l'insurrection[71], n'effrayait plus en 1930. L'aspiration à un changement de régime prit de l'ampleur le 17 août 1930 à l'occasion du pacte de Saint-Sébastien, qui scella l'union entre les forces républicaines et les partis politiques basques, catalans et galiciens en faveur d'une autonomie plus importante. Ce pacte ambitieux prévoyait la fin de la monarchie parlementaire au profit d'une république, mais aussi l'octroi d'un Statut d'autonomie pour la Catalogne. Rapidement, les socialistes et les anarcho-syndicalistes de la CNT se joignirent au projet, tout comme les intellectuels, tels que Miguel de Unamuno ou encore Ortega y Gasset, qui souhaitaient l'émergence d'un nouveau régime, et s'engagèrent à « se débarrasser de la monarchie » et à « donner naissance à la république », pour reprendre les termes de l'historien Santos Juliá, dans *Historias de las dos Españas*[72]. Les élections générales convoquées le 12 avril 1931 tournèrent à leur avantage. Désavoué, Alfonso XIII abdiqua deux jours plus tard et la Seconde République espagnole fut proclamée dans la foulée.

---

[70] *Ibid*. p.702.

[71] Au cours de la période révolutionnaire (1868-1874), l'expérience de la Première République espagnole (1873-1874) intervint à la suite du départ d'Amédée I[er], fut extrêmement brève et largement marquée par l'instabilité politique. Joseph Pérez explique à ce sujet que « le mot même de République fait peur ; pour beaucoup, il est synonyme de subersion » (Pérez Joseph, *Histoire de l'Espagne*, *op.cit*. p.600). Dans un climat de chaos, la République fut renversée sans résistance en décembre 1874 par le général Martínez Campo, permettant ainsi le retour de la monarchie sous Alfonso XII.

[72] Juliá Santos, *Historia de las dos Españas*, Madrid, Taurus, 2015, p.230.

1.2 – L'Espagne de la Seconde République.

L'avènement de la Seconde République en Espagne, le 14 avril 1931, se déroula dans une ambiance d'euphorie. Un gouvernement provisoire, composé d'anciens membres de l'Ancien Régime convertis au républicanisme et d'hommes politiques issus des courants socialiste et républicain[73], s'installe sous la direction de Niceto Alcalá Zamora. Fervent opposant à la dictature de Primo de Rivera et à la monarchie d'Alfonso XIII, Alcalá Zamora représentait le républicanisme conservateur dans un gouvernement provisoire orienté plutôt à gauche. Ce gouvernement se chargea de mettre en place les institutions républicaines, en s'inspirant de la solide Troisième République française et de la jeune République de Weimar en Allemagne, et à la fin juin, les élections législatives dotèrent la République d'un parlement. Les *Cortes* furent à l'origine de la rédaction d'une nouvelle constitution, basée sur les principes d'égalité et de laïcité, pour une « république des travailleurs de toutes classes ». Le 9 décembre 1931, la nouvelle constitution fut approuvée et Alcalá Zamora devint le premier président de la Seconde République espagnole.

Pour la République, l'enjeu était assez considérable, si l'on se place du point de vue européen. Sa proclamation avait en effet eu lieu au cours d'une période où la plupart des démocraties européennes avaient été renversées ou étaient sous la menace de mouvements contre-révolutionnaires et antidémocratiques (Italie, Hongrie, Allemagne, Portugal), comme nous le détaillerons au cours de la troisième partie de notre travail. Son instauration en Espagne constituait certes une tentative audacieuse quelque peu à contre-courant du reste de l'Europe, mais surtout une réponse aux échecs de la monarchie parlementaire d'Alfonso XIII et de la dictature de Primo de Rivera. La conjoncture économique ne favorisait pas non plus la République naissante, car comme dans le reste de l'Europe, l'Espagne allait endurer les effets de la crise économique de 1929 et subir ses conséquences politico-sociales, et aggraver les divisions sociales présentes depuis le début du XX^{ème} siècle. La tentation autoritaire, bien au-delà de celle du général Primo de Rivera, apparut au cours des années de la République. La montée de cette menace, combinée aux arrivées de régimes fascistes ou autoritaires dans le reste de l'Europe, provoqua, comme en France en février 1934, une réaction qui, nous le verrons plus loin, amènerait les forces de gauche à se regrouper politiquement.

Si la Seconde République espagnole fut donc proclamée dans un certain enthousiasme, la politique du premier gouvernement, mené par l'intellectuel Manuel Azaña, qui allait

[73] Carr Raymond, *España 1808-1975*, *op.cit*. p.578.

concentrer sur lui autant d'admiration que de haine, renforçait là encore les tensions et les divisions au sein de la société espagnole. Charismatique et éloquent, Azaña s'imposa rapidement comme le leader pouvant mener la première coalition républicaine. Ses études sur la situation militaire française publiées en 1919, lui avaient conféré une certaine compétence théorique, lui permettant d'obtenir le ministère de la Guerre au sein du Gouvernement provisoire, poste qu'il conserva tout en étant chef de gouvernement à partir d'octobre 1931. Joseph Pérez le décrit ainsi :

> Azaña n'est pas du tout un révolutionnaire ; il pense que le meilleur moyen d'éviter la révolution est de faire à temps les réformes sociales nécessaires. Il se trouve dans une position ambiguë ; il doit compter sur les masses sans se faire leur instrument. Cela le conduit à se battre sur deux fronts ; il lui faut défendre les institutions républicaines à la fois contre les partisans de l'Ancien Régime qui trouvent qu'on va trop loin, et contre les révolutionnaires, qui s'irritent parce qu'on ne va pas assez loin, ce qui lui vaut la haine de la droite et la méfiance de l'extrême-gauche. En 1936, il se trouve confronté au même problème, mais dans des circonstances plus dramatiques : lui qui a horreur de la violence est débordé par la situation révolutionnaire créée par le soulèvement des militaires […]. Il n'a pas pu empêcher la guerre civile.[74]

Pris au piège entre les partisans de la révolution et ceux de l'ordre, il tenta en effet de réformer l'Espagne. Gabriel Jackson signale d'ailleurs dans la préface de l'ouvrage *Causes de la guerre d'Espagne* de Manuel Azaña, que ce dernier « consacra sa carrière politique à la formation d'une république réformiste et séculière, fondée sur des élections honnêtes et sur une administration non corrompue »[75]. Toutefois, les réformes entreprises par son gouvernement furent considérées comme trop brutales par les forces conservatrices du pays. Sur le plan militaire tout d'abord, l'arrivée d'un intellectuel et d'un civil à la tête du ministère de la Guerre surprit, pour le moins, dans les rangs de l'Armée. Son expérience en France l'avait convaincu de la nécessité de réformer l'institution et ce, dès sa prise de fonction, le 14 avril 1931. Pilar Martínez-Vasseur écrit, à ce sujet, que « les deux institutions espagnoles que Azaña considérait comme les principales responsables du retard du pays étaient l'armée et l'Eglise »[76]. Au cours des premières semaines de son mandat, le nouveau ministre ordonna

[74] Pérez Joseph, *Histoire de l'Espagne*, *op.cit*. p.714.
[75] Azaña Manuel, *Causes de la guerre d'Espagne*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1999, p.11.
Cet ouvrage est une traduction de l'ouvrage en espagnol, dont nous citons une édition postérieure: Azaña Manuel, *Causas de la guerra de España*, Barcelone, Crítica, 2002.
[76] Martínez-Vasseur Pilar, *L'armée espagnole (XIX^e^ et XX^e^ siècles)*, *op.cit.* p.74.

donc la restructuration et réduction des effectifs pour accroître leur efficacité et leur opérabilité. De fait, le nombre de divisions passa de 16 à 8, l'ensemble du grade de lieutenant-général fut supprimé et l'Académie militaire de Saragosse fut fermée. Une réduction qui, poursuit Pilar Martínez-Vasseur, « n'était nouveau ni en Espagne ni en Europe », notant que le modèle suivi par Azaña, celui de la France, « avait procédé à cette réduction pendant les années 1920 »[77]. Parallèlement, si Azaña demanda à ce que le matériel de guerre soit modernisé, il annula les promotions octroyées sous le régime précédent. Santos Juliá affirme que « le sens de cette avalanche consistait à délivrer l'Etat du militarisme et les militaires du despotisme ministérielle »[78], mais précise cependant que ces nombreux changements s'étaient effectués alors même qu'Azaña n'avait pas encore « tissé au préalable de complicités et de soutiens parmi les haut-commandants militaires »[79]. La rapidité des mesures prises par le ministre de la Guerre lui valut certes quelques éloges en provenance de la presse militaire, des militaires d'artillerie, des députés, mais généra un profond ressentiment et une rancune tenace dans les rangs de l'Infanterie et des militaires africanistes.

Si les réformes de l'Armée irritèrent une partie de l'institution, qui allait finalement décider de se soulever en juillet 1936, le gouvernement républicain d'Azaña s'attira aussi les foudres de l'Eglise catholique. L'article 26 de la nouvelle constitution prévoyait en effet la séparation de l'Eglise et de l'Etat, sur le modèle de la France de 1905. L'Eglise catholique devenait par conséquent une simple institution soumise aux lois de la République, ne reçut plus d'argent de la part de l'Etat, et se vit retirer certaines de ses propriétés, tandis que les congrégations religieuses, notamment celles des jésuites, furent dissoutes. La séparation de l'Eglise et de l'Etat impliquait aussi que l'enseignement ne soit plus dispensé par des religieux, mais par des instituteurs, et que les signes distinctifs religieux soient retirés des salles de classe. Une des priorités du gouvernement républicain était de développer l'Éducation, planifiant à un rythme intensif la construction d'écoles primaires, permettant ainsi de réduire à terme le taux d'analphabétisme dans le pays. Comme l'a écrit Raymond Carr, « les dirigeants républicains se rassemblaient autour de la conviction que l'Eglise était une institution archaïque »[80] et privilégiaient de fait un enseignement laïc. D'après l'hispaniste, « la République ne persécutait pas l'Église mais lui retirait les privilèges qui

[77] *Ibid,* pp.76-77.
[78] Juliá Santos, *Vida y tiempo de Manuel Azaña (1880-1940)*, Barcelone, Penguin Random House, 2015, p.281.
[79] *Ibid*, p.283.
[80] Carr Raymond, *España 1808-1975*, *op.cit*. p.581.

l'avaient convertie en pilier et berceau de la réaction politique ».[81] S'il n'y avait donc aucune haine de la part de la République, certaines déclarations provoquèrent l'indignation des milieux catholiques. Manuel Azaña déclara aux *Cortes*, le 14 octobre 1931 : « l'Espagne a cessé d'être catholique », une phrase considérée comme une provocation par les catholiques, et qui fut, par la suite, utilisée pour justifier le soutien au pronunciamiento et à la croisade religieuse menée par les rebelles franquistes à partir de 1936[82]. Deux autres mesures au cours du « *Primer bienio* » d'Azaña, entre 1931 et 1933, renforcèrent la colère des conservateurs catholiques: la reconnaissance du mariage civil et la possibilité pour la première fois en Espagne de divorcer. L'historien Guy Hermet confirme en tout cas que la séparation de l'Eglise et de l'État adoptée en décembre 1931 « marqua le début de la coupure entre les deux univers qui s'affrontèrent pendant la guerre civile »[83].

Sur le plan social, afin de répondre aux attentes de la population rurale, qui constituait à cette époque la moitié de la population espagnole, le gouvernement réformiste d'Azaña relança la question agraire. Jusqu'alors, le système de latifundios était majoritaire dans une grande partie du pays et imposait aux paysans des conditions de vie d'une extrême précarité. Déçus, ces derniers rejoignaient les rangs du socialisme voire ceux de l'anarchisme, expliquant ainsi le succès des anarchistes dans des régions comme l'Andalousie. Face à cette menace anarchiste, le gouvernement républicain décida d'agir en faisant passer aux *Cortes* une loi de réforme agraire, en septembre 1932, considérée comme « inévitable », d'après Raymond Carr, « pour remédier au problème du chômage rural »[84]. Cette loi prévoyait une redistribution des terres sous forme de parcelles, menée par l'Institut de Réforme Agraire, permettant ainsi aux paysans d'obtenir un petit bout de terre cultivable, tandis que les propriétaires dont les terres seraient confisquées devaient toucher une compensation financière. Naturellement, les grands propriétaires terriens exprimèrent leur mécontentement face à une mesure qu'ils percevaient comme un pas vers la collectivisation des terres suivant le modèle soviétique. L'application de la réforme agraire fut en tout cas trop lente pour calmer les tensions sociales. Benoit Pellistrandi précise à ce sujet :

> Fin 1932, plus d'un million d'agriculteurs sont éligibles ; mais 4 400 seulement en ont reçu au 31 décembre 1933 pour un peu plus de 24 000 hectares. Un an plus tard, le

[81] *Ibid*, p.581.
[82] Raguer Hilari, « "España ha dejado de ser católica": la política religiosa de Azaña », Leioa, *Historia Contemporánea*, numéro 6, 1991, p.145.
[83] Hermet Guy, *La guerre d'Espagne*, Paris, Seuil, 1989, p.53.
[84] Carr Raymond, *España 1808-1975*, *op.cit*. p.586.

chiffre monte à 12 000 agriculteurs pour 110 000 hectares. […] La réforme agraire a donc été insuffisante pour pallier la double misère économique et sociale des campagnes espagnoles ; elle alimente les impatiences d'un prolétariat pour qui la République demeure une réalité bourgeoise et lointaine. La tradition de l'anarchisme rural s'est renforcée et explique la violente conflictualité qui marque les années 1930, Guerre civile incluse.[85]

Force est de constater qu'avec la question agraire, le gouvernement réformiste était confronté à la fois aux ouvriers agricoles, qui estimaient que cette réforme était insuffisante et exprimaient leur mécontentement par des grèves, et à l'opposition conservatrice, terrifiée à son tour par cette réforme. La question de la terre s'avéra en tout cas cruciale et s'invita dans le conflit à venir, comme nous le verrons plus loin.

Une autre revendication, celle des nationalismes périphériques, réapparut, par ailleurs, avec l'avènement de la Seconde République en avril 1931, bien présents également au cours de la guerre civile. La signature du pacte de Saint-Sébastien, en août 1930, dont on a parlé plus haut, avait en effet promis une autonomie plus large, en échange d'un soutien au courant républicain. Cette promesse n'avait cependant pas été respectée, ce qui conduisit la gauche républicaine catalane de Macià, *Esquerra republicana*, à proclamer le 15 avril 1931 la République catalane. Cette proclamation, un jour après celle de la Seconde République, avait placé le gouvernement provisoire dans une position délicate. Après la visite d'Alcalá Zamora à Barcelone, Macià avait finalement accepté de renoncer, mais au cours de l'été 1931, les catalans proposèrent un Statut d'autonomie, dont l'historien Gabriel Jackson livre les contours :

Le projet se référait à la Catalogne comme un Etat autonome au sein de la République espagnole et ne disait rien d'une fédération ibérique. Il prévoyait clairement que le Gouvernement de Madrid contrôlerait de manière exclusive les affaires relatives à la défense nationale, les affaires étrangères, les tarifs et les douanes, ainsi que les relations entre l'Eglise et l'Etat. Cependant, le projet déclarait également que le pouvoir public en Catalogne émanait du peuple, vraisemblablement le peuple catalan, même s'il n'employait aucun adjectif. Le catalan devenait la langue officielle de l'Etat, et il demandait le contrôle total des écoles et de l'Université de Barcelone.[86]

[85] Pellistrandi Benoît, *Les fractures de l'Espagne, de 1808 à nos jours, op.cit.* p.305.

[86] Jackson Gabriel, *La República española y la guerra civil*, Barcelone, Crítica, 5ème édition, 2020, p.76.
"El proyecto se refería a Cataluña como un Estado autónomo dentro de la República española y no decía nada de una federación ibérica. Establecía claramente que el Gobierno de Madrid controlaría de modo exclusivo los

Si le projet obtint un large plébiscite en Catalogne, à Madrid certains républicains s'inquiétaient de ce projet qui tendait à leurs yeux vers le fédéralisme. Unamuno et Ortega y Gasset firent état de leurs préoccupations au sujet de la langue et de l'éducation, tandis qu'Azaña soutenait le projet. Finalement, la Catalogne devint une région autonome – non un Etat – et obtint un parlement ainsi qu'un gouvernement et un président. Au Pays Basque aussi, la proclamation de la Seconde République avait donné l'espoir aux nationalistes d'obtenir une plus large autonomie. L'historien Santiago de Pablo écrit à ce propos :

> […] Le Parti National Basque [PNV] ne renonça pas à l'indépendance de l'Euskadi comme objectif final, mais – mené par une nouvelle génération de jeunes politiques tels que José Antonio de Aguirre ou Manuel Irujo – il se jeta dans la lutte pour un Statut d'autonomie pour le Pays Basque-Navarrais dans l'Espagne républicaine.[87]

Le projet d'autonomie du PNV fut approuvé par référendum en 1933, mais ne serait ratifié que trois ans plus tard, en pleine guerre civile. En tout état de cause, ces mesures favorables aux nationalismes périphériques prises par le gouvernement républicain d'Azaña indignèrent les défenseurs d'une Espagne unitaire et centralisée. Si la nouvelle constitution prévoyait en théorie une compatibilité entre les désirs d'autonomie de certaines régions et l'idée d'une Espagne unitaire, la droite conservatrice ne pouvait accepter cette prise de position des républicains qui lui semblait particulièrement dangereuse.

Le projet réformiste d'Azaña et des républicains se confrontait ainsi aux réalités sociales de l'Espagne, et à ses multiples fractures. La République souhaitait fonder une Espagne démocratique, moderne, laïque, mais les différentes oppositions se (re)formèrent au même moment, ce qui accentua les tensions, à tel point qu'une partie de l'opposition se radicalisa, et le 10 août 1932, le général monarchiste José Sanjurjo tenta de mener un soulèvement dans le but de renverser le régime républicain, une tentative qui se solda par un échec et par la condamnation à mort de Sanjurjo, peine finalement commuée en prison à

---

asuntos relativos a la defensa nacional, las relaciones exteriores, las tarifas y aduanas, así como las relaciones entre la Iglesia y el Estado. Sin embargo, también declaraba que el poder público en Cataluña emanaba del pueblo, presumiblemente el pueblo catalán, aunque no se empleaba ningún adjetivo. El catalán se convertía en el idioma oficial del Estado, y pedía el pleno control de las escuelas y de la Universidad de Barcelona."

[87] Pablo (de) Santiago, « El nacionalismo vasco: de Sabino Arana al Estatuto de 1979 », dans Martínez-Vasseur Pilar (Coord.), *La question nationale en Espagne*, Nantes, CRINI, 2002, p.11.

"[…] el PNV no renunció a la independencia de Euskadi como objetivo final, pero – liderado por una nueva generación de jóvenes políticos como José Antonio de Aguirre o Manuel Irujo – se volcó en la lucha por un Estatuto de autonomía para el País Vasco-Navarro en la España republicana."

perpétuité. Ce pronunciamiento mit en lumière la frange d'opposition anti-républicaine, composée de l'aristocratie, des membres les plus conservateurs du clergé espagnol, des riches catholiques, et des carlistes en faveur d'un régime monarchique autoritaire. D'après Pilar Martínez-Vasseur, l'échec de ce coup d'Etat « entraîna la mise en route immédiate d'une nouvelle conspiration militaire, qui devait être une constante pendant toute l'histoire républicaine »[88].

Si certains souhaitaient le retour de la monarchie, d'une Église puissante et des valeurs traditionnelles, d'autres choisirent une voie plus radicale, de type fasciste. Citons ici l'émergence à partir d'octobre 1931 des *Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista* (JONS), fondées par Onésimo Redondo et Ramiro Ledesma Ramos, qui prenaient appui sur le modèle mussolinien en Italie. Comme l'explique Gabriel Jackson, « les deux dirigeants sentaient une forte nostalgie de la grandeur de l'Espagne sous les Rois Catholiques, une haine envers le marxisme et croyaient dans une certaine forme de dictature populaire »[89]. En 1933, la même année que l'arrivée au pouvoir d'Hitler comme chancelier, José Antonio Primo de Rivera, fils de l'ancien dictateur, créait la Phalange Espagnole, avec l'idée de revenir à une grande Espagne sous un régime autoritaire dirigé par un seul chef, le *Caudillo*, terme attribué quelques années plus tard à Franco. Pour ce faire, la Phalange, constituée d'escouades paramilitaires composées de militants bras tendu à la manière fasciste et aux chemises bleues, était profondément opposée au régime républicain et plus largement hostile aux principes démocratiques. Les deux formations fascisantes fusionnèrent en 1934, mais comme le signale Julián Casanova, cette alliance « se maintint, jusqu'au printemps 1936, comme une organisation minuscule, d'à peine quelques milliers de membres, qui chercha des soutiens financiers chez les monarchistes et en Italie sans grands résultats »[90]. Elle n'avait alors pas les moyens de renverser la République.

Face à l'échec de Sanjurjo pour prendre le pouvoir par la force, une autre partie de l'opposition, constituée des masses catholiques ainsi que des membres du clergé qui avaient accepté comme moindre mal le régime républicain, choisit de passer par la voie démocratique. Cette frange de la population allait pouvoir compter sur le rôle très important joué par José María Gil Robles, qui rassembla les catholiques dans la formation politique *Confederación Española de Derechas Autónomas* (CEDA), pour essayer d'emporter les élections en 1933.

[88] Martínez-Vasseur Pilar, *L'armée espagnole (XIX^e^ et XX^e^ siècles)*, *op.cit*. p.86.
[89] Jackson Gabriel, *La República española y la guerra civil*, *op.cit.* p.126.
[90] Casanova Julián, *República y guerra civil*, Barcelone, Crítica, 2007, p.95.

La conjoncture semblait en outre favorable à une victoire, Azaña étant en difficulté, pris « dans une tenaille » pour reprendre les termes de Casanova[91]. Le chef de gouvernement était en effet attaqué à la fois par l'aile gauche socialiste de Francisco Largo Caballero, le Parti Communiste Espagnol et l'anarcho-syndicalisme pour la lenteur de sa réforme agraire et pour son incapacité à résoudre la crise économique qui frappait l'Espagne, critique que l'on retrouvait également dans les autres pays européens tels que la France, comme nous le constaterons dans le chapitre « La France avant juillet 1936 » de la première partie de ce travail. L'émergence de formations fascisantes dans le pays inquiétait bien entendu les formations de la gauche. A droite, Azaña était également critiqué pour ses réformes au sujet de l'Eglise, et notamment par la *Ley de Confesiones y Congregaciones Religiosas*, qui assurait que les églises pouvaient « fonder et diriger des établissements destinés à l'enseignement de leurs doctrines respectives et à la formation de ses ministres », mais aussi que « l'inspection de l'Etat [garantissait] qu'au sein de ceux-ci on n'[enseignait] pas de doctrines portant atteinte à la sécurité de la République »[92]. Cette loi, promulguée en mai 1933, constitua d'après Guy Hermet « un point de non-retour dans la détérioration des rapports entre l'Eglise et la gauche républicaine »[93]. Malgré l'obtention d'un vote de confiance au parlement, le président de la République Alcalá Zamora faisait remarquer à son chef de gouvernement qu'il ne disposait plus de la confiance nécessaire, et Azaña démissionna de son poste. L'Espagne connut alors une campagne électorale extrêmement tendue à l'automne 1933. Le socialiste Largo Caballero déclara : « Nous voulons faire évoluer légalement la société, mais, si vous vous y opposez, nous ferons la révolution par la violence », tandis qu'à droite, le monarchiste Calvo Sotelo s'exclama : « J'ai la conviction que ce parlement sera le dernier à être élu au suffrage universel »[94].

En dépit de ces menaces révolutionnaires et contre-révolutionnaires portées contre le régime républicain, les élections eurent bien lieu en novembre 1933, avec pour la première fois la participation des femmes, qui avaient obtenu le droit de vote deux ans auparavant[95]. Le

---

[91] *Ibid*, p.99.

[92] Bulletin officiel, *Gaceta de Madrid*, numéro 154, 3 juin 1933, p.1652. https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE/1933/154/A01651-01653.pdf (consulté le 24/08/2022).

[93] Hermet Guy, *La guerre d'Espagne*, *op.cit*, p.53.

[94] Propos cités et traduits par l'hispaniste Joseph Pérez dans *Histoire de l'Espagne*, *op.cit*. p.741.

[95] Si les femmes espagnoles purent voter à partir de 1931, rappelons qu'en France, les femmes durent attendre l'année 1944 et la Libération avant de pouvoir obtenir ce droit. Par ailleurs, cette participation des femmes, majoritairement conservatrices et catholiques, eut une influence importante sur la victoire de la droite aux élections espagnoles de 1933, même si certains historiens, tels que Alejandro Camino Rodríguez, ont nuancé cette idée en avançant que, malgré ce soutien des femmes, la droite se serait probablement imposée lors du scrutin. Pour plus d'informations à ce sujet: Camino Rodríguez, Alejandro, "La influencia de las mujeres

scrutin donna une large victoire à la CEDA, qui s'allia au Parti Républicain Radical (PRR) centriste d'Alejandro Lerroux pour gouverner. Ce suffrage constituait pour Manuel Azaña une véritable sanction contre ses réformes et la façon de les conduire, et son parti, l'*Acción Republicana*, n'obtint que 8 sièges au nouveau parlement. Se méfiant des intentions de Gil Robles, le président Alcalá Zamora, préféra Lerroux et le chargea de former un gouvernement de coalition. Cependant, pour légiférer plus aisément, le républicain radical avait besoin de l'appui de la CEDA, comme le signalait Gabriel Jackson :

> Malgré le fait d'être composé totalement de radicaux, le premier gouvernement de Lerroux était tributaire des votes de la CEDA et des monarchistes. Ce n'était donc pas un gouvernement de coalition comme l'avait été celui d'Azaña. Mais de la même manière qu'Azaña avait été dépendant des votes des socialistes, Lerroux dépendait des droites.[96]

Ce qu'il faut, nous semble-t-il, retenir de ce nouveau gouvernement de centre-droit, c'est la mise à mal de l'ensemble de la politique réformiste d'Azaña. Sur le plan des réformes concernant le rôle de l'Eglise, la loi sur la confessionnalité des écoles et les congrégations religieuses fut ignorée, les jésuites purent récupérer leurs postes d'enseignants et les prêtres touchèrent de nouveau une rétribution de la part de l'Etat. L'application de la réforme agraire fut pratiquement interrompue, et les propriétaires terriens expropriés sous le gouvernement Azaña furent indemnisés en compensation. Enfin, le gouvernement amnistia, en avril 1934, ceux qui avaient participé au coup d'Etat de Sanjurjo, comme la droite l'avait promis au cours de sa campagne électorale. Cette mesure indigna le président de la République Alcalá Zamora, qui trouvait néfaste pour la République de réhabiliter les ennemis du régime, et refusa de la ratifier, ce qui provoqua la chute de Lerroux au profit d'un autre radical, Ricardo Samper. Malgré cela, pressée par la droite, l'amnistie fut finalement ratifiée au cours des semaines suivantes, ce qui fragilisa d'une certaine mesure le régime républicain. Naturellement, les mesures prises par le gouvernement furent extrêmement impopulaires à gauche, de nombreuses manifestations furent organisées, et réprimées avec violence. Dans le même temps, le gouvernement dut faire face, à l'été 1934, à une crise avec la *Generalitat* de

---

españolas en los resultados de las elecciones generales de 1933", *Revista Historia Autónoma*, numéro 11, 2017, 179–197.
https://doi.org/10.15366/rha2017.11.009 (Consulté le 21/09/2022).

[96] Jackson Gabriel, *La República española y la guerra civil*, *op.cit.* p.131.
"El primer Gobierno de Lerroux, aunque estaba compuesto totalmente de radicales, dependía de los votos de la CEDA y de los monárquicos. No era, pues, un Gobierno de coalición como lo había sido el de Azaña. Pero lo mismo que Azaña había dependido de los votos de los socialistas, Lerroux dependía de las derechas."

Catalogne, présidée depuis la mort de Macià par Lluís Companys : le parlement catalan avait ratifié une loi rejetée par le Tribunal des garanties constitutionnelles. La gauche républicaine catalane put compter sur le soutien des nationalistes basques, et les deux partis décidèrent de quitter les *Cortes* de Madrid, en signe de protestation. Cet épisode relança les tensions sur la question des nationalismes périphériques dans un gouvernement de plus en plus affaibli. En octobre, la CEDA retira son soutien à la coalition, provoquant la démission de Samper, et Gil Robles demanda, à cette occasion, que des membres de la CEDA entrent dans le cabinet. Le basculement à droite s'opérait encore davantage, sans toutefois voir la participation de José María Gil Robles au gouvernement, probablement en raison d'un refus d'Alcalá Zamora, qui redoutait, comme l'écrit Jackson, la réaction de la gauche si le pouvoir se retrouvait aux mains du leader de la CEDA[97]. Cependant, trois membres du parti de droite entrèrent dans le nouveau gouvernement dirigé une nouvelle fois par Lerroux, marquant ainsi un virage de plus en plus à droite de la République espagnole.

Bien que Gil Robles ne soit pas entré au gouvernement, la présence de son parti entraîna une vive réaction à gauche. En réponse, à l'initiative de la ligne radicale des socialistes de Largo Caballero, qui s'était imposée sur celle des socialistes modérés, un appel de grève générale fut lancé dans les grandes villes du pays, la nuit du 4 au 5 octobre 1934. Cependant, dans certaines régions, la situation dégénéra, et les manifestations tournèrent à l'insurrection révolutionnaire. En Catalogne, la gauche républicaine craignait un recul de l'autonomie catalane sous le nouveau gouvernement de droite. Le président de la *Generalitat* Lluís Companys proclama alors « l'Etat catalan de la République fédérale espagnole », le 6 octobre 1934, mais Lerroux décréta la loi martiale, permettant à l'armée de réprimer l'insurrection, et obligeant Companys à renoncer le lendemain à cette proclamation. Dans les Asturies, la situation dégénéra davantage encore. Depuis février 1934, l'Alliance Ouvrière minière asturienne avait réussi à mener un certain nombre de manifestations et de grèves, réussissant à fédérer les syndicats socialiste UGT et anarchiste de la CNT, ainsi que le PCE. Parvenant à se munir d'armes et de munitions, des syndicalistes lancèrent l'insurrection, en prenant par la force quelques postes de la *Guardia Civil*, l'usine de canons de Trubia, et en occupant une partie des villes de Avilés, Gijón et Oviedo. On assista alors à une véritable violence contre les classes sociales aisées et les membres du clergé espagnol. Afin de rétablir l'ordre, le gouvernement de Lerroux fit appel à la *Guardia Civil*, aux troupes de la Légion ainsi qu'aux forces régulières marocaines pour réprimer l'insurrection. Lors d'une répression

[97] *Ibid*, p.155.

sévère, au cours de laquelle le général Franco joua un rôle important, des milliers de militants syndicalistes furent envoyés en prison, d'autres violemment torturés. Cette répression du gouvernement à l'insurrection révolutionnaire dans les Asturies indigna aussi bien les milieux de gauche espagnols, que certains membres de droite. L'évènement eut même des échos au-delà des frontières espagnoles : en France, le quotidien socialiste *Le Populaire* dénonça en effet « la répression en Espagne » du gouvernement coalisé de Lerroux et Gil Robles, notant que « les catholiques et les monarchistes qui réclament à haute voix que les jugements soient exécutés, oublient que la République […] n'a prononcé aucune condamnation à mort lors du « pronunciamiento » du général Sanjurjo à l'été 1932 »[98]. Cet épisode asturien marqua profondément les consciences des Espagnols et des Européens, comme le précise Raymond Carr:

> La réponse de l'extrême-gauche fut la révolution d'octobre, la grande ligne de démarcation dans l'histoire de la République et le prélude de la guerre civile. L'entrée de la CEDA dans le gouvernement présidé par Lerroux fut le signal-détonateur pour la révolution d'octobre, non pas sa cause. […] Elle constitua une tentative […] pour créer en Espagne une République des travailleurs comme seule alternative à la destruction du parti socialiste. Elle fut conçue par des dirigeants socialistes obsédés par les parallélismes européens, et poussée jusqu'à prendre des aspects violents par le courage révolutionnaire des masses […].[99]

Les socialistes, tels que Largo Caballero ou Araquistain, considéraient, sans doute à tort, Gil Robles comme un nouveau Dollfuss, homme politique qui avait réussi à mettre un terme au régime républicain en 1933, en Autriche, pour y établir un régime autoritaire de type corporatiste et catholique. Ils craignaient que l'arrivée de la droite catholique espagnole au gouvernement ne dérive par la suite vers l'établissement d'un régime similaire à ceux présents en Allemagne, en Italie, au Portugal ou en Autriche. L'échec de l'insurrection fit néanmoins comprendre que la victoire de la gauche ne viendrait pas de coups de force, mais bien du suffrage électoral, comme l'écrivait Julián Casanova : « Après octobre 1934, la gauche essaya

---

[98] « La répression en Espagne – Une nouvelle condamnation à mort et de nombreuses arrestations », *Le Populaire*, Paris, numéro 4278, 27 octobre 1934, p.1.

[99] Carr Raymond, *España 1808-1975*, *op.cit*. p.605.
"La respuesta de la extrema izquierda fue la revolución de octubre, la gran línea divisoria en la historia de la República y el preludio de la guerra civil. La entrada cedista en el gobierno presidido por Lerroux fue la señal para la revolución de octubre, no su causa. […] Fue un intento […] de crear en España una República de los trabajadores como única alternativa a la destrucción del partido socialista. Fue concebida por dirigentes socialistas obsesionados por los paralelismos europeos, y empujada hasta adquirir tintes violentos por el temple revolucionario de las masas […]."

de rétablir l'activité politique démocratique, de vaincre par les urnes et de surmonter les désastres insurrectionnelles »[100]. Pour lutter contre cette menace, la gauche espagnole, à l'instar de celles de plusieurs pays européens tels que la France ou la Grande-Bretagne, comprit la nécessité de passer par le biais d'une unité électorale, qui se traduisit en 1936 par la coalition du *Frente Popular*. En France aussi, cette réflexion, qui eut lieu en février 1934, déboucha sur la formation de la coalition du Front Populaire, comme nous le verrons plus loin, sans toutefois la présence de la composante anarchiste, propre à l'Espagne. En Grande-Bretagne, cependant, malgré les appels au rassemblement au cours des années 1934 et 1935, notamment en provenance des travaillistes, aucune coalition de ce type ne vit le jour, la gauche britannique n'ayant jamais su dépasser ses divergences. La droite espagnole, quant à elle, interpréta les évènements des Asturies comme la confirmation de la menace d'une révolution bolchevique en Espagne. On le voit, la révolution des Asturies accentua encore davantage des fractures sociales déjà bien présentes dans le pays.

La période 1934-1935 qui suivit fut marquée par une instabilité gouvernementale, similaire à celle que connaissait alors la France: entre le départ d'Azaña à la fin de 1933 et les élections de février 1936, douze gouvernements se succédèrent. A de nombreuses reprises, Alcalá Zamora chargea le radical Alejandro Lerroux de former un nouveau gouvernement, sans jamais offrir cette possibilité au catholique Gil Robles, qui ne s'était à ses yeux jamais montré d'un républicanisme convaincu. Les nombreuses non-nominations du leader de la CEDA au gouvernement étaient perçues, dans certaines franges extrêmes de la droite, comme un aveu d'impuissance à s'imposer par la voie démocratique. Raymond Carr écrit que « l'extrême-droite qualifiait Gil Robles de collaborationniste raté dans sa tentative de devenir *caudillo* »[101]. Cela peut, nous semble-t-il, expliquer les nouvelles rumeurs de coups d'État qui circulaient en Espagne à partir de la fin de l'année 1935. Alors qu'aucune solution ne semblait se profiler pour la formation d'un nouveau gouvernement, et que l'instabilité au pouvoir se poursuivait inexorablement, Alcalá Zamora décida de dissoudre les *Cortes*, et demanda à Manuel Portela Valladares d'organiser de nouvelles élections pour février 1936, dans le but de redistribuer les cartes politiques et de mettre fin au « *Segundo bienio* », au cours duquel les fractures dans la société espagnole et les tensions n'avaient fait que s'aggraver.

Les cinq années écoulées de cette Seconde République avaient rendu visibles la division de l'Espagne, non en deux mais en trois blocs que l'historien Enrique Moradiellos

[100] Casanova Julián, *República y guerra civil, op.cit.* p.136.
[101] Carr Raymond, *España 1808-1975*, *op.cit*. p.611.

qualifie de « *Tres Erres* » (« Trois R ») : « Réforme, Réaction, Révolution »[102]. Cette thèse de trois blocs a également été avancée par l'historien Paul Preston dans le titre d'un de ses ouvrages, *Las tres Españas*[103]. Le premier bloc, représenté par les républicains d'Azaña, était partisan d'une démocratie réformiste ; le second, constitué de la droite catholique ainsi que des mouvements monarchistes, fascisant et carliste, souhaitait le retour d'une « grande » Espagne sous un régime plus autoritaire; le troisième, qui comprenait à la fois les socialistes radicaux menés par Largo Caballero, les communistes espagnols et les anarcho-syndicalistes de la CNT et de la FAI, souhaitait l'aboutissement d'une révolution dans le pays. Pourtant, consciente de la nécessité de l'union de la gauche pour gagner les élections de février 1936, la Gauche Républicaine d'Azaña, l'Union Républicaine de Martínez Barrio, le PSOE de Largo Caballero et le syndicat de l'UGT, le PCE et le parti marxiste antistalinien du POUM dépassèrent leurs méfiances respectives et fondèrent une alliance. L'*Esquerra* catalane et le parti régionaliste galicien s'associèrent à cette coalition constituée en octobre 1935, dont le programme incluait notamment la reconnaissance des nationalismes périphériques, mais aussi la reprise de la réforme agraire, une amnistie pour les prisonniers de la Révolution des Asturies, ainsi qu'une réforme de l'enseignement. Le programme fut signé par l'ensemble des formations politiques le 15 janvier 1936. Contrairement à la gauche unie au sein du *Frente Popular*, la droite ne parvint pas à créer une alliance réellement solide, malgré la constitution d'une coalition électorale autour de la CEDA, de formations républicaines conservatrices, fascistes et monarchistes. Julián Casanova explique en outre que « l'extrême-droite, avec José Calvo Sotelo à sa tête, considérait déjà la République comme défunte et présentait, sans ambiguïtés, son État autoritaire et corporatiste »[104].

Comme à l'automne 1933, la campagne électorale se caractérisa, entre autres, par sa violence verbale, et le scrutin donna la victoire à la coalition du *Frente Popular*, qui obtint 263 des 473 sièges aux *Cortes*. Dans l'ouvrage *Causes de la Guerre d'Espagne*, Azaña qualifia cette victoire de « raz-de-marée électoral », permettant la nomination d'un « gouvernement de républicains bourgeois, sans participation socialiste»[105]. Le gouvernement ne se composait en effet que de républicains modérés, tout en disposant du soutien du PSOE

[102] Moradiellos Enrique, *1936, Los mitos de la guerra civil*, Barcelone, Península, 2019, p.46.

[103] Preston Paul, *Las tres Españas del 36*, Barcelone, Penguin Random House Grupo Editorial, 2003. L'expression est également utilisée comme titre d'un autre de ses ouvrages: *La destrucción de la democracia en España, Reforma, reacción y revolución en la Segunda República*, Barcelone, Penguin Random House Grupo Editorial, 2020.

[104] Casanova Julián, *República y guerra civil, op.cit.* p.151.

[105] Azaña Manuel, *Causes de la guerre d'Espagne*, *op.cit*. p.25.

et du PCE. Pour l'opposition de droite, le retour d'Azaña à la tête du gouvernement en février 1936 constituait un danger, dans le sens où l'intellectuel représentait tout ce qu'elle adjurait, comme l'explique Joseph Pérez :

> Pour ses adversaires, Azaña représente ce qu'ils détestent le plus : la République, l'anticléricalisme militant, le démantèlement de l'armée, le séparatisme, les réformes sociales… L'homme n'a pourtant rien d'un révolutionnaire ; il était même probablement le seul à pouvoir éviter la révolution, mais cela, les conservateurs ne veulent pas le voir […].[106]

Les évènements du printemps 1936 ne rassurèrent guère l'opposition, car à la suite de la destitution d'Alcalá Zamora de son poste de président de la République par le nouveau parlement[107], Manuel Azaña fut élu le 3 mai 1936 pour lui succéder. Santos Juliá précise les raisons de ce choix:

> Manuel Azaña fut président de la République parce que lui-même le décida et l'imposa à ses alliés et aux principaux opposants à sa candidature, les amis de Luis Araquistain, qui craignaient ce que cela impliquerait par la suite: appeler Indalecio Prieto pour lui offrir la présidence du Conseil. Une fois qu'Azaña rendit publique son intention de se présenter comme candidat à la présidence, il n'y avait pour la *Izquierda Republicana* aucune autre alternative que celle de le proclamer à l'occasion d'une émouvante réunion de son conseil national […].[108]

Azaña ne put en revanche nommer le socialiste Indalecio Prieto au poste de président du Conseil, car les syndicalistes de l'UGT et l'aile gauche du PSOE de Largo Caballero s'y opposaient et menaçaient de dissoudre l'alliance du *Frente Popular*. Azaña dut se résoudre à nommer Santiago Casares Quiroga, dont le gouvernement appliqua rapidement le programme pour lequel il avait été élu : amnistie pour les condamnés de la révolution asturienne, reprise de la réforme agraire et octroi du Statut d'autonomie à la Catalogne. Cependant, ces mesures ne suffisaient pas à la gauche radicale : les anarchistes déclenchèrent une vague de grèves et

---

[106] Pérez Joseph, *Histoire de l'Espagne*, *op.cit*. pp.753-754.

[107] La constitution prévoyait qu'au bout de deux dissolutions des *Cortes* durant le même mandat présidentiel, le parlement pouvait légalement destituer le président de la République.

[108] Juliá Santos, *Vida y tiempo de Manuel Azaña (1880-1940)*, *op.cit*, p.383.
"Manuel Azaña fue presidente de la República porque así lo decidió él mismo y así lo impuso a sus correligionarios y a los adversarios de su candidatura, los amigos de Luis Araquistain, que temían lo que desde ella planeaba: llamar a Indalecio Prieto para ofrecerle la presidencia del Consejo. Una vez que Azaña hizo pública su intención de presentarse no quedó a Izquierda Republicana más alternativa que proclamarlo en una emotiva reunión de su consejo nacional […]."

de violences, et au cours du printemps 1936, des terres furent illégalement occupées, des lieux de culte incendiés, et de nombreux affrontements eurent lieu entre forces révolutionnaires et réactionnaires. Ce climat effrayait les conservateurs du pays, qui voyaient le signe de l'avènement prochain d'une révolution, alors que le gouvernement, dont la coalition restait fragile, était perçu comme incapable d'apaiser la situation. Paul Preston signale qu'après sa défaite aux élections de février, la droite « allait se charger davantage de détruire la République que d'assumer sa direction », ajoutant que « la conspiration militaire avait commencé »[109]. La mise hors-la-loi de la Phalange et l'arrestation de son leader José Antonio Primo de Rivera, soupçonné d'avoir voulu faire assassiner le socialiste Jiménez de Asúa, ainsi que le meurtre de José Calvo Sotelo, le 13 juillet 1936, en représailles de l'assassinat du garde d'assaut Castillo, renforcèrent la conviction de la nécessité d'organiser un complot à l'encontre du régime républicain. Le gouvernement se montra impuissant face à ces évènements et l'opposition considéra alors qu'elle devait mettre un terme à la démocratie. Cependant, comme l'a montré, entre autres, Paul Preston, « la conspiration qui conduisit au soulèvement des 17 et 18 juillet 1936 fut bien plus soigneusement préparée qu'aucun autre coup d'Etat antérieur »[110], les conspirateurs ayant retenu la leçon d'août 1932. Dès le mois de mars, plusieurs généraux de l'armée espagnole se réunirent pour préparer « un soulèvement » contre le gouvernement républicain, qui incarnait le désordre et l'insurrection. Organisé sous la direction du général Mola, le soulèvement débutait au Maroc espagnol l'après-midi du 17 juillet, et le général Franco décrétait l'état de guerre contre la République le lendemain. Victorieuse à Saragosse, Séville et Burgos, la rébellion fut néanmoins repoussée à Barcelone par les anarchistes et les forces de l'ordre catalanes, à Madrid grâce aux officiers restés fidèles à la République et aux ouvriers, bien encadrés par les syndicats de l'UGT et de la CNT, mais également à Valence et au Pays Basque. Ces multiples revers, qui s'expliquèrent, d'après Pierre Vilar, par « une politisation des masses »[111] inédite, marquèrent « la fin de la République en paix »[112], pour reprendre les termes de Julián Casanova, et firent basculer l'Espagne dans un conflit qui allait durer trois années.

[109] Preston Paul, *La Guerra Civil española*, Barcelone, Penguin Random House Grupo Editorial, 2017, p.98.
[110] *Ibid*, p.108.
[111] Vilar Pierre, *La guerre d'Espagne (1936-1939)*, Paris, PUF, 1986, p.39.
[112] Casanova Julián, *España partida en dos*, Barcelona, Crítica, 2013, p.18

1.3 – La guerre civile espagnole (1936-1939): vers un nouveau type de conflit.

Si l'éclatement de la guerre civile espagnole avait été la conséquence de la résistance d'une partie du peuple espagnol au pronunciamiento militaire, et opposait de fait deux camps, celui de la République à celui des rebelles, elle fut en réalité un combat entre différentes idéologies qui s'étaient affrontées depuis la première partie du XX^{ème} siècle et, bien entendu, pendant les dernières années de la Seconde République. Les luttes des « Tres Erres » (Réforme, Réaction, Révolution), précédemment mentionnées, ainsi que l'absence d'unité au sein du camp de la République constitua, nous semble-t-il, un des obstacles à son succès face au projet réactionnaire des insurgés. La guerre qui se déroula en Espagne entre 1936 et 1939, revêtit de fait plusieurs dimensions : politique, sociale, religieuse et culturelle avec une forte composante internationale.

Le déclenchement du conflit espagnol provoqua dans le camp républicain une véritable « révolution sociale » que le régime républicain ne fut pas en mesure d'arrêter. Ce mouvement révolutionnaire aussi soudain que violent constituait une réponse au pronunciamiento militaire de juillet 1936, qui prétendait éviter une révolution marxiste sur le territoire espagnol. Julián Casanova écrit à ce sujet :

> Un coup d'Etat contre-révolutionnaire, qui essayait de freiner la révolution, finit en fin de compte par l'entraîner. Il est très probable que sans ce coup d'Etat, et sans l'effondrement des mécanismes de coercition de l'Etat, l'ouverture du processus révolutionnaire ne se serait jamais produite. […] Les rues des villes où le coup d'Etat échoua se remplirent d'hommes et de femmes en armes […], dont beaucoup s'étaient signalés par leur vigoureuse opposition à l'existence de ce même État qui désormais chancelait. Ils n'étaient pas tout à fait là pour défendre la République […], mais pour faire la révolution. Où la République n'était pas arrivée par ses réformes, ils y parviendraient par la révolution. La politique faisait place aux armes.[113]

Le bloc révolutionnaire semblait prendre le dessus sur un gouvernement républicain profondément instable au cours du conflit. Comme le cinéaste britannique Ken Loach a su

[113] Casanova Julián, *España partida en dos*, *op.cit*, p.106.
"Un golpe de Estado contrarrevolucionario, que intentaba frenar la revolución, acabó finalmente desencadenándola. Es muy probable que sin ese golpe, y sin ese colapso de los mecanismos de coerción del Estado, la apertura del proceso revolucionario nunca se hubiera producido. […] Las calles de esas ciudades donde el golpe fracasó se llenaron de hombres y mujeres armados […], muchos de los cuales se habían significado por su vigorosa oposición a la existencia de ese mismo Estado que ahora se tambaleaba. No estaban allí exactamente para defender a la República […], sino para hacer la revolución. Adonde no había llegado la República con sus reformas, llegarían ellos con la revolución. La política daba paso a las armas."

remarquablement le rendre en images, dans son film *Land and Freedom*[114] s'inspirant de l'ouvrage de George Orwell, *Hommage à la Catalogne*[115], certains voyaient dans le conflit armé de 1936 une opportunité pour mener la révolution, tandis que d'autres le considéraient comme une lutte pour asseoir la démocratie en Espagne. Pour les partis républicains, la guerre déclenchée par les militaires rebelles devait être celle de la défense d'un régime et d'un gouvernement légal issu d'élections démocratiques. La victoire sur les insurgés devait permettre le rétablissement et le renforcement du régime républicain. Les anarcho-syndicalistes de la CNT et de la FAI, ainsi que les membres du POUM, parti révolutionnaire marxiste indépendant, souhaitaient, pour leur part, faire simultanément la guerre et la révolution sociale, sans laquelle, la victoire ne serait pas possible. Pierre Broué a écrit à ce sujet que les ouvriers et les paysans espagnols « n'avaient pas séparé la lutte les armes à la main de leurs revendications » et « faisaient la guerre pour faire triompher la révolution, et la révolution pour gagner la guerre »[116]. Pour ce faire, ils fondèrent des comités autonomes chargés du contrôle politique et administratif des zones restées fidèles à la République telles que l'Aragon ou la Catalogne, ce qui contribua à l'« atomisation du pouvoir public », pour reprendre les termes d'Enrique Moradiellos[117]. La branche anarcho-syndicaliste créa également des milices armées, composées de paysans et d'ouvriers. Un de ses leaders, Buenaventura Durruti, mena la lutte à Barcelone avant d'être tué, dans des conditions qui restent encore sujettes à controverse[118], au cours de la bataille de Madrid en novembre 1936 et de devenir un des symboles de la lutte contre le fascisme. Au cours de l'été 1936, l'action de ces milices anarchistes se matérialisa par des incendies d'églises et de couvents, par l'assassinat de membres du clergé et de toute personne considérée comme un ennemi de classe, qu'elle soit militaire, intellectuel de droite, propriétaire ou encore bourgeois, comme le confirme Julián Casanova :

> Dans les premières semaines de guerre, la « chasse aux fascistes », la défense de la révolution et la persécution de leurs adversaires furent des phénomènes inextricablement liés […]. Cette violence débuta par l'élimination de ceux qui avaient participé au soulèvement contre

[114] "Land and Freedom", Ken Loach, Espagne, Grande-Bretagne, 1995.
[115] Orwell George, *Hommage à la Catalogne*, Paris, Champ libre, 1982.
[116] Broué Pierre, *La révolution espagnole – 1931-1939*, Paris, Flammarion, 1973, p.80.
[117] Moradiellos Enrique, *Historia mínima de la Guerra Civil española*, Madrid, Turner, 2016, p.158.
[118] Edouard Waintrop fait état des différentes théories à propos de la mort de Durruti dans *Les anarchistes espagnols 1868-1981, op.cit.* pp.385-386.

la République, se poursuivit comme une tâche urgente pour anéantir la contre-révolution et déboucha sur une question de loi et d'ordre révolutionnaires.[119]

Ces exactions, qui se déroulèrent principalement en Catalogne, en Aragon, en Andalousie et à Madrid, contribuèrent à accentuer la terreur provoquée par cette révolution sociale. Jusqu'en mai 1937, Julián Casanova dénombre rien qu'en Catalogne « 8 352 personnes victimes de cette terreur »[120], tandis que Gabriel Jackson avance le nombre de 6 800 prêtres assassinés, 1 000 gardes civiles et 2 000 membres de la Phalange Espagnole[121]. Cette révolution mettait aussi à mal la République et son économie, par une large collectivisation des terres, des industries et dans une moindre mesure des commerces[122].

Cependant, la vision anarchosyndicaliste se confrontait à celle des communistes espagnols, pour qui la guerre civile espagnole représentait avant tout un combat contre le fascisme. La victoire dans la guerre précédait, à leurs yeux, la nécessité de révolution, comme l'a montré Pierre Broué :

> La lutte n'est pas, selon eux, entre révolution et contre-révolution, socialisme et oligarchie, mais entre démocratie et fascisme, ce qui rend à tout prix nécessaire le maintien du Front populaire et de l'alliance avec les républicains bourgeois, le respect des institutions légales, de la démocratie parlementaire et du gouvernement. Pour les hommes qui défendent ces thèses […] : il s'agit, disent-ils, « d'abord de gagner la guerre », et la révolution viendra plus tard.[123]

Il faudrait rappeler ici que jusqu'en juillet 1936, le PCE était un parti exerçant une influence limitée sur le plan politique, mais qui tira profit de l'engagement de l'Union Soviétique dans le conflit à partir de l'automne 1936. Des membres du PCE participèrent tout d'abord au gouvernement républicain de Largo Caballero, à partir de septembre 1936. En adéquation avec la ligne de Staline, qui avait amorcé un rapprochement avec les forces démocratiques et notamment la France en 1935, le PCE s'opposa à la révolution souhaitée par les anarcho-syndicalistes et le POUM. Accusés de trahir les idéaux révolutionnaires par ces derniers, les

---

[119] Casanova Julián, *De la calle al frente, El anarcosindicalismo en España*, Barcelone, Crítica, 2010, p.160. "En las primeras semanas de guerra, la "caza de fascistas", la defensa de la revolución y la persecución de sus adversarios fueron inextricablemente unidos […]. Tal violencia empezó con la eliminación de quienes habían participado en la sublevación contra la República, siguió como una tarea urgente para suprimir la contrarrevolución y desembocó en una cuestión de ley y orden revolucionarios."

[120] Casanova Julián, *República y guerra civil, op.cit.* p.241.

[121] Jackson Gabriel, *La República española y la guerra civil*, *op.cit.* p.564.

[122] Carr Raymond, *España 1808-1975*, *op.cit*. pp.629-630.

[123] Broué Pierre, *La révolution espagnole – 1931-1939*, *op.cit*. pp.79-80.

communistes souhaitaient dans un premier temps rassembler les forces pour gagner la guerre contre le fascisme, et faire la révolution dans un second temps. De fait, et dans le contexte des grandes purges de Moscou, le PCE s'efforça d'éliminer toute opposition à sa ligne politique, à commencer par les membres du POUM d'Andrés Nin, considérés comme des trotskistes et par conséquent comme une menace. Nin serait d'ailleurs arrêté et assassiné sur ordre du chef du NKVD Orlov, en juin 1937[124]. Raymond Carr précise sur la position de ce parti:

> Pour les communistes, « l'action la plus révolutionnaire consiste à gagner la guerre » ; d'où son soutien au gouvernement en tant que tel, son hostilité aux comités et à la police improvisée, ses critiques croissantes au système de milices, et sa campagne en faveur de la discipline militaire, d'un commandement unique et de la création d'une armée populaire. La tentative de créer et contrôler une armée disciplinée caractérisa la politique communiste tout au long de la guerre civile.[125]

L'influence grandissante des communistes dans les gouvernements de Largo Caballero puis de Juan Negrín contribua à former une armée républicaine disciplinée face au désordre révolutionnaire. Le décret du 15 octobre 1936 permit d'ailleurs le recrutement de réservistes portant ainsi un nombre de 1 700 000 hommes à la défense de la République[126]. La « révolution sociale » menée par l'anarchosyndicalisme rendait néanmoins l'union quasi-impossible des forces du camp républicain. La République présidée par Azaña était fragilisée par ses divisions, fut marquée par une instabilité gouvernementale croissante, et connut en effet trois chefs de gouvernement pendant les trois années de la guerre : José Giral durant l'été 1936, Francisco Largo Caballero jusqu'en mai 1937 et Juan Negrín jusqu'à la fin de la guerre. Giral montra son incapacité à réduire la terreur révolutionnaire anarcho-syndicaliste, à réaffirmer l'autorité du régime républicain, et à reconstituer une véritable armée républicaine face aux défections de certains de ses membres, qui avaient rejoint les rebelles. Largo Caballero, qui était surnommé, par ses adversaires, le « Lénine espagnol », forma à son tour un gouvernement avec des communistes et le soutien de la CNT, pour être finalement lâché

[124] Les accusations de complot à l'encontre de Nin et son assassinat commandité par Orlov ont fait l'objet, entre autres, d'un chapitre dans l'œuvre d'Angel Viñas, *El escudo de la República, el oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, Barcelone, Crítica, 2007, pp.605-627.

[125] Carr Raymond, *España 1808-1975*, *op.cit*. p.633.
"Para los comunistas, "la acción más revolucionaria consiste en ganar la guerra"; de ahí su apoyo al gobierno como tal, su hostilidad a los comités y a la policía improvisada, sus críticas crecientes al sistema de milicias, y su campaña a favor de la disciplina militar, de un mando único y de la creación de un ejército popular. El intento de crear y controlar un ejército disciplinado caracterizó la política comunista a lo largo de toda la guerra civil."

[126] Moradiellos Enrique, *Historia mínima de la Guerra Civil española*, *op.cit.* p.247.

par le PCE, à la suite de la crise barcelonaise de mai 1937, au cours de laquelle une insurrection anarchiste avait été réprimée par l'armée républicaine[127].

Si le camp républicain, bien loin de l'alliance politique qui avait permis de remporter les élections en février 1936, se caractérisait donc par ses divisions profondes l'empêchant de mener dans de bonnes conditions une guerre qui lui avait été imposée, le camp rebelle s'était en revanche bien structuré autour du général Franco, placé à la tête des insurgés. Paul Preston a montré les différentes étapes de la prise du pouvoir par Franco:

> Au cours de la guerre civile espagnole, Franco s'efforça de s'assurer avant tout qu'on le reconnaisse comme le seul commandant militaire de la zone nationale, ce qu'il obtint le 21 septembre 1936. Au bout d'une semaine, il était devenu chef de l'Etat. En moins de sept mois, il avait vaincu tous ses rivaux politiques grâce à l'unification forcée des partis, qui eut lieu à Salamanque en avril 1937. Par conséquent, son principal objectif était de maintenir le pouvoir qu'il avait obtenu, ce qui signifiait gagner la guerre civile et survivre ensuite à la Seconde Guerre Mondiale et à l'hostilité internationale qui découla de sa proximité avec l'Axe.[128]

Dans ce processus, Franco avait pu compter à la fois sur l'appui aérien de l'Italie et de l'Allemagne pour transporter ses troupes d'Afrique – parallèlement aux débats autour de la non-intervention – et sur le ralliement, si l'on en croit les chiffres proposés par Enrique Moradiellos, de 140 000 soldats professionnels (90 000 militaires, 30 000 gardes civiles, d'assaut et carabiniers, et 20 000 hommes des troupes d'Afrique), ainsi que 70 000 civils, parmi lesquels des membres de la Phalange, des carlistes ou des monarchistes[129]. Dans les zones occupées par les forces rebelles, la répression de toute personne ayant défendu le régime républicain, s'imposa par des arrestations, des exécutions, et des massacres des populations civiles. Citons ici notamment les massacres des troupes aux ordres du général

---

[127] Au sujet des évènements de mai 1937, on peut consulter l'ouvrage, toujours d'actualité, de Pierre Broué et Emile Témime, *La révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Editions de Minuit, 1996, pp.263-268.

[128] Preston Paul, *Las tres Españas del 36*, *op.cit*. p.29.

"Durante la guerra civil española [Franco] se esforzó para asegurarse, ante todo, que se le reconociera como el mando único militar de la zona nacional, lo que consiguió el 21 de septiembre de 1936. Al cabo de una semana se había convertido en jefe del Estado. En menos de siete meses había derrotado a todos sus rivales políticos gracias a la forzada unificación de los partidos, hecho que tuvo lugar en Salamanca en abril de 1937. Por lo tanto, su principal propósito era mantener el poder que había conseguido, lo que significaba ganar la guerra civil y sobrevivir luego a la Segunda Guerra Mundial y a la hostilidad internacional que se ganó por su cercanía con el Eje."

[129] Moradiellos Enrique, *Historia mínima de la Guerra Civil española*, *op.cit.* pp.244-245.

Queipo de Llano à Séville, ou celles du colonel Yagüe à Badajoz[130]. Comme nous l'analyserons en détail, au cours de la troisième partie, dans le chapitre « La droite hostile à Franco », ces atrocités suscitèrent en France une vive indignation médiatique en provenance de certains catholiques, tels que François Mauriac, Emmanuel Mounier, Jacques Maritain ou encore Georges Bernanos.

Outre ces renforts militaires, le général Franco profita, tout au long du conflit, d'un soutien appuyé de l'Eglise catholique espagnole. D'après Guy Hermet, cette alliance avec le catholicisme espagnol conféra ainsi à la guerre civile « un aspect idéologique essentielle », ajoutant que les évêques se mobilisèrent « en donnant leur aval à l'entreprise spontanée de sacralisation de la lutte et en faisant de celle-ci une « croisade » non seulement politique mais religieuse »[131]. Le cardinal Isidro Gomá déclara par ailleurs en 1937 que la guerre constituait « un plébiscite armé » auquel l'Eglise « ne pouvait être indifférent »[132]. Au cours du conflit, l'évêque Enrique Pla y Deniel joua, selon les termes de Julián Casanova, le rôle de « l'idéologue de la croisade, défenseur d'une guerre nécessaire »[133]. En France aussi, ce terme fut utilisé dans la presse par une partie de la droite française pour justifier la cause rebelle, ce qui fera l'objet d'une analyse plus approfondie ultérieurement. Aux yeux des milieux catholiques espagnols, les exactions anticléricales de l'anarcho-syndicalisme de l'été 1936 ne firent que confirmer la nécessité de soutenir les rebelles. Pour autant, il serait erroné de croire que l'ensemble du clergé soutenait le camp insurgé : les catholiques basques étaient en effet restés fidèles à la République. Cette loyauté de nombreux prêtres considérés comme des « séparatistes » leur valut, par ailleurs, d'être torturés, voire assassinés par les forces franquistes[134]. Le général Franco put en tout cas compter sur l'Eglise pour l'ériger en « sauveur de l'Espagne catholique » au cours du conflit. A l'issue de la guerre, l'institution religieuse retrouva en tout cas ses privilèges de la période précédant la République, au sein d'un régime national-catholique, comme l'écrit Julián Casanova :

> La victoire de l'armée de Franco dans la guerre signifia le triomphe absolu de l'Espagne catholique. Le catholicisme redevint la religion officielle de l'Etat. L'Eglise et

[130] Au sujet du massacre de Badajoz, le lecteur pourra, entre autres, se référer aux ouvrages suivants :
Espinosa Maestre Francisco, *La columna de la muerte. El avance del ejército franquista de Sevilla a Badajoz*, Barcelone, Crítica, 2003.
Preston Paul, *Une guerre d'extermination, Espagne 1936-1945*, *op.cit.* pp.444-458.
[131] Hermet Guy, *La guerre d'Espagne*, *op.cit*. p.195.
[132] Cité dans Casanova Julián, *España partida en dos*, *op.cit*. p.52.
[133] *Ibid,* p.52.
[134] Hermet Guy, *La guerre d'Espagne*, *op.cit*. pp.198-201.

l'Etat : deux faces d'une même pièce. Toutes les mesures républicaines que la droite et l'Eglise avaient maudites furent abrogées.[135]

Si l'on revient au cœur de cette guerre, il faudrait rappeler qu'une fois officiellement à la tête de la rébellion, l'objectif principal des forces insurgées constituait la prise de Madrid, la capitale. Après un détour pour libérer l'Alcazar de Tolède, ce qui permit aux troupes républicaines de se regrouper à Madrid, Franco décida d'attaquer la capitale espagnole par son flan sud-ouest, au début du mois de novembre 1936, une offensive qui obligea le gouvernement républicain à se réfugier à Valence. Pour autant, les divisions du général Miaja et du colonel Rojo, soutenues par les communistes et les anarchistes, opposèrent une résistance féroce à celles du général franquiste Varela, notamment dans la Cité Universitaire madrilène. La défense républicaine à Madrid força Franco à modifier ses plans en tentant de couper les communications républicaines avec la capitale par des attaques sur la route de La Corogne en Galice, à la fin de l'année 1936, à Malaga en février 1937 grâce au soutien italien, et à Guadalajara, au nord-est de Madrid, en mars 1937[136]. Néanmoins, la victoire républicaine dans cette dernière ville, dont nous détaillerons le déroulé dans la deuxième partie de notre travail, marqua la fin de la stratégie de conquête de la capitale par les troupes franquistes. Le général Franco comprit que, face à la défense républicaine, mieux organisée et soutenue par les Brigades Internationales, ses troupes ne pourraient gagner la guerre rapidement, comme il l'imaginait à l'été 1936. Il décida par conséquent de changer complètement de tactique et de mener une guerre longue, d'usure, pour l'emporter sur la République. Dès lors, Franco tourna son attention vers le Nord pour une campagne, menée par le général Mola jusqu'à sa mort en juin 1937, visant, d'après Pierre Vilar, à une « réduction des zones encerclées »[137]. Cette campagne, qui débuta en mars et s'acheva à la fin octobre 1937, marqua le début des bombardements aériens par l'aviation allemande sur des populations civiles, dont celui de Guernica, en avril, qui connut une résonance médiatique à la portée internationale, comme nous le constaterons ultérieurement. La ville basque de Bilbao tomba aux mains des franquistes le 19 juin, et l'offensive républicaine à Brunete, à l'ouest de Madrid, ne fit que

[135] Casanova Julián, *La Iglesia de Franco,* Madrid, Temas de Hoy, 2001, p.235.
"La victoria del ejército de Franco en la guerra supuso el triunfo absoluto de la España católica. El catolicismo volvía a ser la religión oficial del Estado. La Iglesia y el Estado: dos caras de una misma moneda. Todas las medidas republicanas que la derecha y la Iglesia habían maldecido fueron derogadas."
[136] Hermet Guy, *La guerre d'Espagne*, *op.cit*. pp.257-260.
Moradiellos Enrique, *Historia mínima de la Guerra Civil española*, *op.cit.* pp.251-252.
[137] Vilar Pierre, *La guerre d'Espagne (1936-1939)*, *op.cit*, p.56.

retarder les projets franquistes, la prise de Santander en Cantabrie, ayant finalement lieu le 26 août. Enfin, l'occupation de Gijon dans les Asturies, le 21 octobre, scella la campagne victorieuse du Nord par les troupes nationalistes. Sur les autres fronts, la situation n'était pas forcément plus favorable aux républicains : Almería en Andalousie fut par exemple bombardée par les nazis en juin 1937, comme représaille aux attaques aériennes républicaines, et fut une source de tension au sein du Comité de non-intervention, dont nous analyserons les activités au cours de la deuxième partie de notre travail.

C'est donc dans ce contexte défavorable que Juan Negrín arriva à la présidence d'un gouvernement socialiste en mai 1937. Cette arrivée marqua la fin du soutien des syndicats UGT et CNT mais confirma l'influence des communistes. Dans sa biographie sur Negrín, Enrique Moradiellos précise les raisons de la nomination de l'ancien ministre des Finances du cabinet de Largo Caballero à la présidence du gouvernement :

> Il est incontestable que Negrín eut en faveur de sa nomination en tant que nouveau président du gouvernement le rôle important joué aux Finances ainsi que son prestige public et international croissant, à un moment où le sort de la guerre dépendait étroitement de l'évolution du contexte européen et mondial. […] Il ne faut pas non plus occulter une autre raison plausible avancée par d'autres sources : Negrín était le candidat désiré par les communistes et l'Union Soviétique […] et cette idée pesait toujours plus dans la vie politique républicaine parce que la défense militaire dépendait totalement des approvisionnements militaires soviétiques et parce que le poids du PCE avait considérablement augmenté, conséquence de ce soutien et de l'efficacité démontrée au niveau de l'organisation et de la discipline paramilitaire.[138]

Candidat soutenu par les communistes, Negrín fut rapidement accusé d'être la marionnette de l'Union Soviétique et des communistes espagnols, à la fois par le camp franquiste, mais également par les anarcho-syndicalistes et les membres du POUM. En réalité, pour gagner la guerre, le nouveau chef de gouvernement devait absolument composer avec le PCE qui avait imposé un retour à la discipline dans l'armée républicaine, et avec l'Union Soviétique qui

[138] Moradiellos Enrique, *Negrín*, Barcelone, Península, 2015, pp.251-252.
"Resulta incontestable que Negrín tuvo a favor de su elección como nuevo presidente del gobierno el gran cometido desempeñado en la cartera de Hacienda y su creciente prestigio público e internacional, en un momento en que la suerte de la guerra dependía estrechamente de la evolución del contexto europeo y mundial. […] Tampoco cabe obliterar otra razón plausible apuntada por otras fuentes: Negrín era el candidato deseado por los comunistas y la Unión Soviética […] y esa opinión pesaba cada vez más en la vida política republicana porque la defensa militar dependía totalmente de los suministros bélicos soviéticos y porque el PCE había crecido mucho como resultado de ese apoyo y de su demostrada eficacia organizativa y disciplina paramilitar."

approvisionnait militairement le camp républicain, comme l'a souligné Enrique Moradiellos. Dans cette tâche considérablement ardue à l'été 1937, Juan Negrín avait en effet reçu trois grandes missions : rétablir l'autorité de la République face au chaos du bloc anarcho-syndicaliste, unifier l'armée républicaine afin de remporter la guerre, et obtenir le soutien des régimes démocratiques européens comme la France et la Grande-Bretagne. A aucun moment cependant, il ne parvint à replacer le gouvernement républicain en position de force, et les évènements des années 1938 et 1939 tournèrent à l'avantage du camp franquiste et allaient plonger Negrín dans une attitude de « résignation », pour reprendre le terme de Moradiellos[139]. Malgré la victoire lors de la bataille de Teruel, en janvier 1938, qui relançait temporairement les espoirs de victoire des républicains, les franquistes reprirent Belchite, au sud de Saragosse, en mars, et la région de Levante à l'est, permettant ainsi une percée des nationalistes vers la Méditerranée et vers Valence, ce qui conduisit le gouvernement républicain de Negrín à se déplacer à nouveau, cette fois-ci à Barcelone. Par la suite, grâce à l'appui décisif italo-allemand lors de la bataille de l'Ebre, débutée à l'été 1938 et achevée trois mois et demi plus tard, Franco put prendre un avantage décisif dans le dénouement de la guerre. Ses troupes occupèrent la Catalogne au début de février 1939, puis Madrid à la fin mars. L'abandon, en parallèle, de la Tchécoslovaquie à Munich par les puissances démocratiques, confirma également celui de la Seconde République espagnole en 1936, déjà abandonnée au profit d'une politique de non-intervention inopérante, ce qui constitua une grande déception pour Negrín. Ce sera le thème central de notre thèse que nous développerons dans la deuxième partie.

Bien entendu, le regard que nous entendons privilégier au cours de ce travail sur la guerre d'Espagne relève de la dimension internationale et diplomatique du conflit car, comme nous l'avons écrit auparavant, plusieurs puissances européennes participèrent de près ou de loin, aux côtés des deux camps. En France comme dans les autres pays européens, le conflit obligea en effet les différentes idéologies à une prise de position de laquelle découlaient plusieurs lectures de la guerre. Angel Viñas explique, par ailleurs, que « sans l'interaction avec l'extérieur, le coup d'Etat sanglant du 18 juillet 1936 n'aurait pas pu se transformer en un conflit à part entière qui dura presqu'autant que la moitié du second conflit mondial »[140].

[139] *Ibid*, p.395.
[140] Viñas Ángel, *La soledad de la República, El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, Barcelone, Crítica, 2006, p.436.

Les généraux rebelles firent appel à l'Allemagne hitlérienne et à l'Italie mussolinienne dès la fin juillet 1936, comme nous l'avons évoqué plus haut, et purent compter sur l'infanterie et l'aviation pour vaincre la République. Pour sa part, le gouvernement républicain demanda en vain le soutien de la Grande-Bretagne et de la France, mais ces dernières misèrent sur l'idée d'une neutralité effective d'un pacte de non-intervention, dont le rôle et l'importance dans l'issue de la guerre constitue la raison d'être de notre thèse, et seront détaillés au cours de la deuxième partie. Face à cette neutralité, la République espagnole obtint finalement une aide militaire de l'Union Soviétique – des armes, du matériel de guerre, ainsi que l'aide technique et stratégique de ses conseillers militaires. Enrique Moradiellos précise à ce sujet que « Staline avait accepté de souscrire au pacte de non-intervention et de participer au Comité de Londres », mais que « la preuve de l'échec de cette politique collective […] détermina un virage crucial de sa position »[141]. Les républicains espagnols purent également compter sur le renfort des Brigades Internationales et, dans une autre mesure sur celui du Mexique de Cárdenas. Toutefois, malgré ces soutiens, la situation était bel et bien déséquilibrée, comme l'ont fait remarquer de nombreux historiens dont Enrique Moradiellos, Paul Preston, Angel Viñas ou Julián Casanova, entre autres[142]. Il convient donc désormais de tenir compte de la prise de position de la France du Front Populaire à l'égard de la guerre d'Espagne, dont nous venons d'analyser les enjeux, au regard de la situation du pays.

[141] Moradiellos Enrique, *1936, Los mitos de la guerra civil*, op.cit. p.161.

[142] Preston Paul, *La Guerra Civil española, op.cit.* p.173

Viñas, Ángel: *La soledad de la República, El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, *op.cit*. p.437.

2 – La France du Front Populaire et la guerre d'Espagne (1936-1938)

Les nouvelles des évènements de la guerre civile espagnole arrivèrent de l'autre côté des Pyrénées dès le mois de juillet 1936. En France, on préféra d'ailleurs utiliser le terme de « guerre d'Espagne » pour se référer au conflit espagnol, que ce soit dans les discours des hommes politiques ou dans les articles de presse française. A l'été 1936, la France avait assisté, comme en Espagne, à l'arrivée au pouvoir du Front Populaire, dans un contexte politico-social tendu. Suite à l'appel de José Giral de venir secourir les républicains, le gouvernement de Léon Blum décida de soutenir la République espagnole en danger. Pourtant, quelques semaines plus tard, la coalition fit le choix diplomatique de la non-intervention en Espagne. Ce paradoxe nous invite à nous interroger sur les raisons qui empêchèrent le Front Populaire de porter secours à la Seconde République. Il nous faut, par conséquent, analyser de manière détaillée la situation politique et sociale du pays, dont tinrent compte les gouvernements français au moment d'orienter sa politique internationale. Comprendre l'état de la France de l'Entre-deux-guerres, c'est en effet garder à l'esprit les divisions idéologiques, les scandales politico-financiers de la vie politique qui ont secoué la Troisième République, et les rapports diplomatiques avec ses voisins européens après la Grande Guerre.

2.1 - La France avant juillet 1936.

Lorsque la guerre d'Espagne éclata, deux mois s'étaient écoulés après la victoire de la coalition de gauche de Front Populaire aux élections générales. Un rassemblement des forces politiques de gauche s'était constitué, composé du Parti Communiste Français, de la SFIO et du Parti Radical, et avait émergé suite aux tensions sociales de 1933 et 1934. Cette coalition était en effet le fruit d'inquiétudes, de luttes, de compromis acquis durant la période d'Entre-deux-guerres.

La France sortit vainqueur de la Première Guerre Mondiale[143], mais fut gravement touchée: tout d'abord sur son territoire, le nord-est du pays ayant été le terrain de nombreuses batailles; ensuite par le nombre important de soldats tombés : on dénombre pour la France 1,3 million de morts dans les rangs de l'armée, soit environ 15% des capacités militaires du pays

[143] Citons quelques historiens de référence sur la Grande Guerre : Marc Ferro, *La Grande Guerre*, Paris, Folio Histoire, 1990 ; John Keegan, *La Première Guerre Mondiale*, Paris, Perrin, 2005 ; Pierre Renouvin, *Première Guerre Mondiale*, Paris, PUF, 2001 ; Christopher Clark, *Les somnambules, Eté 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre*, Paris, Flammarion, 2013. Cette liste n'est bien sûr pas exhaustive, le lecteur pourra ainsi trouver une large bibliographie sur le sujet, p.409.

en hommes[144]. C'est davantage que les 750 000 Britanniques, mais bien moins que les deux millions d'Allemands. Au-delà de ces chiffres de victimes de guerre, inédits pour l'époque, on comptait un très grand nombre de blessés et de mutilés, les fameuses « gueules cassées », bien supérieur aux morts. Les séquelles de la Grande Guerre furent physiques, mais aussi psychologiques, avec une population traumatisée par la violence et la longueur des combats, par une guerre éprouvante. Littéralement ruinée sur le plan psychologique, elle le fut également sur le plan économique, obligée de s'endetter auprès de pays alliés (Angleterre et Etats-Unis) et de particuliers. L'historien Jean-Charles Asselain signale que « parmi les grands belligérants, la France est sans doute proportionnellement la plus touchée »[145]. L'endettement, qui se poursuivit durant les années 1920, expliqua la volonté accrue des dirigeants français de faire payer les réparations à l'Allemagne, lors du Traité de Versailles de 1919. Une vengeance certes, mais qui rencontra l'opposition des autres puissances et notamment des Etats-Unis et de l'Angleterre.

Les années 20 furent celles de la reconstruction, d'un désir de la part de la population de vivre pleinement après des années d'horreur. La création de la Société des Nations pour solutionner les conflits mondiaux, le rapprochement progressif des gouvernements français avec la nouvelle république allemande de Weimar, souhaité par le ministre des Affaires Etrangères, Aristide Briand, et son homologue allemand Gustav Stresemann[146], soufflèrent un vent d'espoir. Eugen Weber écrit à ce propos : « […] les années 1920 furent les années vivantes et optimistes de l'« après-guerre », a contrario des années 1930 qui furent sans conteste celles de l'« *avant-guerre* » toujours plus morose et tourmenté. »[147].

Un évènement majeur en fut le point de départ, et représenta un véritable tournant : le retentissement du Krach boursier de Wall Street en 1929. La crise économique toucha la France, certes avec un peu de retard, les premiers effets n'étant constatés qu'au début de l'année 1931, mais l'affecta de manière différente aux autres pays, dont l'Espagne comme nous venons de le voir. François Caron et Jean Bouvier signalaient, à ce sujet, dans l'œuvre collective dirigée par Fernand Braudel et Ernest Labrousse: « si elle fut moins brutale, moins

[144] Kershaw Ian, *L'Europe en enfer (1914-1949), op.cit*. p.123.
[145] Asselain Jean-Charles, *Histoire économique de la France du XVIII^e siècle à nos jours, 2. Depuis 1918*, Paris, Seuil, 2011, p.13.
[146] Les deux hommes furent d'ailleurs récompensés de leur action par le Prix Nobel de la Paix en 1926.
[147] Weber Eugen, *La France des années 30, tourments et perplexités*, Paris, Fayard, 1995, p.13.

violente et plus tardive que dans les autres pays, la crise, par contre, fut plus longue »[148]. La production industrielle française fut mise à mal, les prix s'envolèrent gravement en 1931 et 1932. Après la dévaluation de la livre sterling et du dollar, le franc connut à son tour une crise monétaire.

Avec le recul, nous pouvons affirmer que cette crise sans précédent eut des conséquences politiques. Englués dans la crise, toujours à la recherche de solutions, les dirigeants politiques français se sentirent impuissants, ce qui conduisit à une instabilité politique forte au cours des premières années de la décennie 1930, instabilité aussi évoquée dans le cas de l'Espagne. Entre 1930 et 1935, pas moins de 16 gouvernements se succédèrent en effet au pouvoir. La crise économique provoqua une crise ministérielle qui, à son tour, entraîna une crise sociale, la population n'ayant plus confiance dans les hommes politiques de son pays. Les dirigeants étant considérés comme incapables de solutionner les problèmes, Serge Berstein parlant d'ailleurs de « système politique paralysé et discrédité »[149], une partie de la population française délaissa les partis traditionnels et glissa progressivement vers l'antiparlementarisme.

Dans ce contexte tendu, la moindre étincelle pouvait avoir des conséquences graves. Le scandale politico-financier de l'affaire Stavisky, qui éclata en janvier 1934, en fut l'exemple parfait et fit vaciller le régime républicain français. Ce scandale trouva son origine dans le suicide, à Chamonix, du célèbre escroc Serge Alexandre Stavisky qui, jusqu'ici, avait réussi à échapper à la justice, mais en décembre 1933, la police le rattrapa pour une escroquerie estimée à 200 millions de francs. Initialement simple scandale financier, l'affaire prit une résonance politique, lorsque la presse d'extrême-droite dénonça les compromissions de certains parlementaires ou membres de gouvernements envers l'escroc d'origine russe et juive. Le radical Camille Chautemps, alors président du gouvernement, fut accusé d'avoir fait assassiner Stavisky pour protéger sa propre personne et son gouvernement, la police ayant en effet laissé l'escroc mourir sans appeler les secours. Suicide ou meurtre politique ? : la question était posée, mais pour certains, la réponse semblait évidente. Le 10 janvier 1934, le journaliste nationaliste de *L'Action Française*, Léon Daudet, décrivit Chautemps comme « chef d'une bande de voleurs et d'assassins », comme celui qui « a fait assassiner Stavisky

[148] Caron François et Bouvier Jean, « Les années 1930-1945 » dans Braudel Fernand et Labrousse Ernest, *Histoire économique et sociale de la France, tome IV, 1880-1950*, Paris, Quadrige / Presses Universitaires de France, 1993, p.655.
[149] Berstein Serge, *La France des années 30*, Paris, Armand Colin, 2011, p.63.

par les policiers »[150]. Le crédit de la classe politique étant déjà fragilisé dans l'opinion publique, ce scandale constitua l'affaire de trop. Le lien avec le retour en force des Ligues factieuses d'extrême-droite, ayant pour certaines l'objectif de renverser le système républicain, nous paraît incontestable. L'affaire Stavisky fut certainement le déclencheur des émeutes antiparlementaires du 6 février 1934 à Paris[151]. L'Union Nationale des combattants, ainsi que plusieurs Ligues (Action Française, Francisme, les Croix-de-Feu et les Jeunesses patriotes) se regroupèrent et se dirigèrent vers le Palais Bourbon où Edouard Daladier prononçait un discours devant la Chambre des Députés. La manifestation dégénéra et tourna à l'émeute sur la Place de la Concorde. Aux slogans « A bas les voleurs ! » se succédèrent les jets de fumigènes et des coups de feu. Ces manifestations eurent deux conséquences directes : le gouvernement de centre-gauche de Daladier démissionna tout d'abord le lendemain, Gaston Doumergue le remplaçant pour former un gouvernement d'« Union Nationale » ; les manifestations furent ensuite le terreau propice à une prise de conscience de la gauche sur l'antiparlementarisme grandissant en France. La gauche française craignait une version française de la marche sur Rome de 1922 par l'extrême-droite fasciste.

L'affaire Stavisky démontrait clairement la face sombre de cette Troisième République née au lendemain de la défaite de 1870. Ainsi, les évènements qui suivirent le 6 février 1934 poussèrent les différents dirigeants des partis de gauche à s'interroger, comme quelques mois plus tard en Espagne, sur la nécessité de rapprochement, pour contrer la menace « fasciste » qu'ils dénonçaient. Trois jours plus tard, une manifestation fut organisée à Paris par le PCF et le syndicat CGTU, qui ne fut pas un succès à proprement parler, dans la mesure où le reste de la gauche française ne s'y était pas associé. Parallèlement, la SFIO et la CGT organisèrent à leur tour une manifestation, et un « appel à la lutte » de certains intellectuels tels André Breton ou Alain furent lancés par l'intermédiaire de tracts:

Appel à la lutte

Avec une violence et une rapidité inouïes, les évènements de ces derniers jours nous mettent brutalement en présence du danger fasciste immédiat.

HIER. Emeutes fascistes, Défection du gouvernement républicain, Prétentions ouvertes de *tous* les éléments de droite à la constitution d'un gouvernement antidémocratique et préfasciste.

---

[150] « Camille Chautemps, chef d'une bande de voleurs et d'assassins », *L'Action Française*, Paris, numéro 10, 10 janvier 1934, p.1.

[151] L'ouvrage de Serge Berstein *Le 6 février 1934*, Paris, Archive Gallimard Julliard, 1975, fait autorité en la matière.

AUJOURD'HUI. Gouvernement d'union sacrée, Répression sanglante des manifestations ouvrières.

DEMAIN. Rappel du préfet de coup d'Etat, Dissolution des Chambres.

Il n'y a pas un instant à perdre. L'unité d'action de la classe ouvrière n'est pas encore réalisée. Il faut qu'elle le soit sur-le-champ. Nous faisons appel à tous les travailleurs organisés ou non décidés à barrer la route au fascisme.

Nous avons tous présente à l'esprit la terrible expérience de nos camarades d'Allemagne. Elle doit servir de leçon.[152]

La classe ouvrière répondit favorablement à cet appel, ainsi qu'à ceux des partis politiques et des syndicats, via la presse écrite. Le 12 février, socialistes et syndicalistes manifestèrent au Cours de Vincennes et à la Place de la Nation pour répondre aux manifestations antiparlementaires d'extrême-droite. *Le Populaire* titrait le lendemain « Le fascisme ne passera pas ! »[153]. La manifestation fut un succès réel, avec pas moins de 250 000 personnes présentes dans toute la France. Preuve également de cette réussite, les communistes s'associèrent à la manifestation, au cours de laquelle on put entendre quelques appels à « l'unité ». Face à l'antiparlementarisme, un élan unitaire commençait à poindre. Les différentes crises économique, politique et sociale traversées par la France de la première moitié des années 1930 menèrent le pays vers une bipolarisation. Le pays était, nous semble-t-il, écartelé entre deux tendances: antiparlementaires et antifascistes. Toutefois, il ne s'agissait pas d'une présence de deux blocs unifiés. En effet, le Front Populaire n'existait pas encore en 1934, les partis politiques n'étant pas prêts à concrétiser cette idée. Le premier rapprochement entre membres des partis composant la future coalition eut finalement lieu, non par la voie politique, mais plutôt par l'intermédiaire des intellectuels. Le 5 mars, le Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes (CVIA) fut créé par le philosophe radical Emile-Auguste Chartier connu sous le pseudonyme d'Alain, l'ethnologue socialiste Paul Rivet et le physicien communiste Paul Langevin. Jean Vigreux affirme que la fondation de ce comité par les trois intellectuels constitua une étape importante dans la formation du rassemblement, face à la menace anti-parlementariste :

Ils organisent la défense de la République, celle des valeurs de la Révolution française, en magnifiant le modèle né de la Déclaration des droits de l'homme et du

[152] Cité dans Sirinelli Jean-François, *Intellectuels et passions françaises*, Paris, Gallimard, 1990, p.136.
[153] « Le fascisme ne passera pas ! », *Le Populaire*, Paris, numéro 4023, 13 février 1934, p.1.

citoyen. S'appuyant sur la culture républicaine véhiculée par les instituteurs, ils sont alors en phase avec le peuple de France […] Surtout, ils réalisent le lien entre Paris et la province, entre le sommet et la base. C'est sans doute là une des clefs de compréhension du Front Populaire qui a su mobiliser et jouer sur un jeu d'échelles sans précédent, inscrivant cette lutte de type nouveau dans des dynamiques multiples et entrecroisées du village à la nation et de la nation aux enjeux internationaux.[154]

Si le soutien de la base sociale à la manifestation, à cette réaction antifasciste, à ce but commun, permit de faire émerger l'idée d'une alliance possible de la gauche française, il convient toutefois de nuancer cet élan. En effet, les dynamiques partisanes freinèrent cette aspiration unitaire, tant les divergences profondes entre socialistes et communistes, datant du Congrès de Tours de 1920, durant lequel communistes et socialistes se séparèrent, restaient fortes. La posture officielle du PCF et de son leader Maurice Thorez, restait en 1934, une opposition aux socialistes, considérés comme des sociaux-traîtres depuis les années 1920. Néanmoins, une voix dissonante, celle de Jacques Doriot, se fit entendre en faveur d'une union avec les socialistes. La lettre ouverte du 11 avril 1934 des communistes de Saint-Denis, dont le député-maire était Doriot, à l'Internationale Communiste, « Pour une unité d'action ! », nous expose clairement les deux perceptions des évènements du 6 février 1934 et les conclusions devant être tirées :

> […] Passons maintenant à l'examen des problèmes politiques qui se sont posés depuis le Comité central du mois de janvier. Ce Comité central se tenait au début de l'effervescence fasciste. […] Au cours des débats de ce Comité central notre camarade Doriot avait déclaré à propos du danger fasciste en France :
>
> *« Notre stagnation a quelque chose de plus inquiétant qu'il y a quelques années. C'est qu'en face de nous les forces fascistes relèvent la tête : chez les paysans, dans les classes moyennes, chez les petits commerçants, les contribuables intellectuels, de multiples manifestations montrent que l'idée fasciste mûrit et grandit. Des rassemblements s'opèrent sous la direction de leurs comités. […] »*
>
> Voici quels commentaires ces explications inspiraient alors au Secrétariat général du Comité central : Thorez. – « Ce serait compromettant. Je veux dire que si l'appréciation de la situation pouvait résulter de ce que tu as dit dans ton rapport, ce serait compromettant pour la ligne du Parti. » Cette réponse de Thorez est caractéristique. Elle montre combien la direction sous-estimait, à cette époque, le danger fasciste. Au reste, même après la manifestation du 6 février, le jeudi 8, le camarade Thorez

[154] Vigreux Jean, *Histoire du Front Populaire, l'échappée belle*, Paris, Tallandier, 2018, pp.43-44.

déclarait encore : *que certains camarades faisaient preuve d'une émotion incompréhensible devant les menées fascistes*. […]

A mon avis, il serait nécessaire de reprendre l'initiative de l'action en organisant à Paris une grande manifestation de masse. Pour que cette manifestation soit réellement une démonstration de masse, il faut donc qu'elle se réalise sous le signe de l'unité d'action. Il faut, par conséquent, qu'elle réunisse la masse essentielle des communistes, des unitaires, des socialistes et des confédérés.[155]

Le constat était évident pour Doriot : la direction du PCF se trompait sur son analyse des évènements nationaux de février 1934. Elle critiquait l'opposition systématique du Parti envers les socialistes. A ses yeux, le combat antifasciste passait nécessairement par une « unité d'action », réalisée notamment par de nouvelles contre-manifestations. Le coup de force de Doriot envers les dirigeants du PCF lui fut fatal. Convoqué à plusieurs reprises par l'Internationale Communiste à Moscou, il ne s'y présenta pas et fut par conséquent exclu du PCF en juin. Par la suite, il glisserait politiquement vers le fascisme, et deviendrait même un collaborateur forcené des nazis au cours de la Seconde Guerre Mondiale.

En avril 1934, rien ne laissait donc présager une union imminente des forces de gauche et pourtant, le déclic eut lieu. Quelles furent les raisons de ce revirement ? Il s'agit tout simplement d'un changement progressif d'attitudes des communistes, à l'égard des socialistes. Faut-il y voir les critiques de Doriot comme un catalyseur de cette évolution de perspectives vers une unité d'action ? Difficile de l'affirmer si l'on considère le sort réservé au député-maire de Saint-Denis. Il est toutefois possible que ces idées aient germé à l'esprit des dirigeants du PCF. Les travaux de différents historiens du Front Populaire, tels que Pascal-Eric Lalmy, Jean Vigreux ou Jacques Delperrié de Bayac notent davantage le rôle joué par le Komintern, et notamment l'influence de son nouveau chef, le bulgare Georges Dimitrov, à l'origine du « déblocage »[156]. Lalmy écrit à propos des raisons d'une collaboration politique de la gauche française :

C'est l'évolution de la tactique communiste qui va rendre possible l'unité politique de la gauche. En effet, il sort de son isolement et évolue vers un communisme national. Il adopte à partir de 1934 une idéologie de défense […]

[155] « Les Communistes de Saint-Denis et les évènements du 6 au 12 février. Pour l'unité d'action !, Lettre ouverte à l'Internationale communiste », Paris, 11 avril 1934, pp.9-11.
[156] Vigreux Jean, *Histoire du Front Populaire, l'échappée belle, op.cit.* p.49.

Au surplus, à Moscou, l'Internationale Communiste réalise que le fascisme est un vrai danger et place au premier plan de l'action des partis communistes la lutte contre le fascisme, alors que précédemment c'était la lutte contre la social-démocratie qui était prioritaire. Or cette seconde tactique avait empêché la gauche allemande de s'organiser face à la montée du nazisme et avait abouti à la prise du pouvoir par Hitler et à la suppression du parti communiste en Allemagne.[157]

Il s'agirait donc bien de l'influence de Dimitrov et du Komintern qui aurait favorisé le rapprochement entre communistes et socialistes français. Ce rapprochement marqué par la signature en juillet 1934 d'un pacte d'unité d'action, assura un combat mutuel contre le fascisme, et interdit toute critique l'un envers l'autre. Les deux partis menèrent des actions communes et le PCF initia un rapprochement avec le Parti Radical. Les communistes trouvèrent en Edouard Daladier, leader de l'aile-gauche radicale, un appui dans le parti encore dirigé par Philippe Henriot, plus hostile aux communistes. Le rapprochement se formalisait à l'automne 1934 : le Front Populaire était né. Les premières manifestations communes eurent lieu en 1935, et le 14 juillet, le Parti Radical devint officiellement une des forces de la coalition, à l'occasion d'une manifestation antifasciste à Paris. Le socialiste *Le Populaire* titra le lendemain « Le peuple de France s'est levé à l'appel du Front Populaire »[158], le quotidien radical *L'Œuvre* parla du « 14 juillet du Rassemblement populaire »[159], tandis que le périodique communiste *L'Humanité* se félicitait de voir « Tout un peuple debout pour la liberté ! »[160]. Yves Morel, auteur de *L'Histoire du Parti Radical*, affirme qu'« il est question d'un Front Populaire de travail, de la liberté et de la paix fondé sur la relance de l'activité économique par une politique de progrès social et la défense des institutions républicaines »[161]. La dynamique était lancée et ne s'arrêterait pas : en septembre 1935, un programme commun entre la SFIO et le PCF fut adopté, et Philippe Henriot démissionna de son poste de président du Parti Radical en décembre, laissant ainsi sa formation aux mains de Daladier. En janvier 1936, un programme commun de Front Populaire fut signé par toutes les forces, ce qui acheva la formation d'un bloc populaire, opposé au bloc national. La revue hebdomadaire *Vu* s'interrogeait d'ailleurs déjà en novembre 1935 sur cette bataille à venir :

[157] Lalmy Pascal-Eric, *Le Parti Radical-Socialiste et le Front Populaire, 1934-1938*, Paris, Mare et Martin, 2007, pp.39-40.
[158] « Le peuple de France s'est levé à l'appel du Front Populaire », *Le Populaire*, Paris, numéro 4537, 15 juillet 1935, p.1.
[159] « Le 14 juillet du Rassemblement Populaire », *L'Œuvre*, Paris, numéro 7227, 15 juillet 1935, p.1.
[160] « Tout un peuple debout pour la liberté », *L'Humanité*, Paris, numéro 13 339, 15 juillet 1935, p.1.
[161] Morel Yves, *Histoire du Parti Radical*, Versailles, Via Romana, 2015, p.117.

« Si les Français se battaient, Front National contre Front Populaire : qui vaincrait ? »[162]. La bipolarisation de la France de 1936 s'accentuait donc, alors que de nouvelles élections législatives étaient prévues en mai. Le gouvernement de droite de Pierre Laval, qui avait en 1935 amorcé un rapprochement avec l'URSS, par le Traité franco-soviétique d'assistance mutuelle et signé un traité commercial avec la République espagnole, démissionna. Un gouvernement radical fut formé sous Albert Sarrault pour œuvrer le temps d'une campagne électorale vive, au cours de laquelle les deux blocs s'affrontaient via leur propagande. Léon Blum fut même agressé en février 1936, ce qui provoqua de nouvelles manifestations antifascistes. Si la droite et l'extrême-droite étaient divisées, ce n'était plus le cas du Front Populaire, lors de cette campagne électorale. Son rassemblement lui permit de gagner les élections : sur 9 847 266 votants, 4 223 928 votèrent pour les candidats de droite; 1 996 667 pour des socialistes, 1 955 174 pour des radicaux et 1 468 949 pour des communistes, soit au total 5 420 790 votants pour le Front Populaire[163]. La SFIO étant la première formation politique de la coalition, son leader Léon Blum fut choisi pour devenir président du Conseil, et former un gouvernement de Front Populaire. Au cours des semaines suivantes, la France connut les célèbres grèves joyeuses dans les usines du pays, les négociations entre la CGT et le gouvernement de Blum, et la signature des Accords Matignon. Ces avancées sociales importantes marquèrent profondément et durablement le pays. C'est dans ce contexte qu'éclata, en juillet 1936, la guerre civile espagnole. La France était alors un pays clivé, comme nous venons de le constater, marqué par les crises économique, sociale et politique, gangrené par les scandales politico-financiers des années 1930, et plus que jamais écartelé par ses violentes divisions sociales et idéologiques.

[162] « Si les Français se battaient, Front National contre Front Populaire : qui vaincrait ? », *Vu*, Paris, numéro spécial 402, 30 novembre 1935, p.1.
[163] Chiffres issus de Dupeux Georges, *Le Front Populaire et les élections de 1936*, Paris, Armand Colin, 1959.

2.2 - Au secours de la République espagnole.

Des échos du soulèvement militaire en Espagne arrivèrent en France dès le 18 juillet. De manière surprenante, les premiers avertis du coup d'Etat militaire ne provenaient pas de la diplomatie française, mais de la presse écrite qui la devançait de quelques heures. A la mi-journée, le quotidien *Paris-Midi* titrait « Que se passe-t-il en Espagne ? Madrid ne répond pas. »[164] Selon le journal, Lisbonne et Gibraltar annoncèrent que « les communications téléphoniques […] vers l'Espagne sont interdites par les autorités espagnoles en raison de troubles sérieux qui se déroulent à Madrid et dans d'autres villes d'Espagne. »[165] Le quotidien précisa la nature du problème en citant le Ministre des Communications, qui avait déclaré qu'un « soulèvement militaire [avait] éclaté à Mellila »[166], mais que ce soulèvement était exclusivement concentré à l'enclave limitrophe au Maroc. La confiance quant à l'anéantissement du soulèvement régnait dans les rangs républicains. Cité par un correspondant à Madrid du journal britannique *Daily Express*[167], la situation semblait même sous contrôle : « on annonce officiellement que le gouvernement est maître de tout le pays et qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour défendre le régime républicain »[168]. Il convient néanmoins de préciser que le journaliste britannique était alors accompagné d'un censeur du gouvernement républicain. Comme l'ont montré de nombreux historiens spécialistes de la guerre civile espagnole[169], plusieurs villes tombèrent aux mains du camp insurgé, dès les premières heures du soulèvement. L'objectif du gouvernement légitime était évidemment d'apparaître serein face à la situation.

Du côté du gouvernement de Léon Blum, l'annonce de la nouvelle du soulèvement en Espagne constitua une surprise, surtout pour le président du Conseil, qui avait rencontré

---

[164] « Que se passe-t-il en Espagne ? Madrid ne répond pas. », *Paris-Midi,* Paris, numéro 2849, 18/07/1936, pp. 1;5.

[165] *Ibid*, p.1

[166] *Ibid*, p.5

[167] Le *Daily Express* est un quotidien anglais fondé en 1900. Basé à Londres, il est historiquement proche du Parti Conservateur.

[168] *Paris-Midi*, *op.cit*. p.5.

[169] Parmi eux citons Hugh Thomas, *La guerra civil española*, Barcelone, Delbosillo, 2020; Gabriel Jackson, *La República española y la guerra civil*, Barcelone, Crítica, 5ème édition, 2020; Guy Hermet, *La guerre d'Espagne*, Paris, Seuil, 1989; Paul Preston, *Une guerre d'extermination, Espagne 1936-1945*, Paris, Belin, 2016; Ángel Viñas, *La soledad de la República, El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, Barcelone, Crítica, 2006; *El escudo de la República, el oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, Barcelone, Crítica, 2007; *El honor de la República: entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, Barcelone, Crítica, 2008; Enrique Moradiellos, *1936, Los mitos de la guerra civil*, Barcelone, Península, 2004; *Historia mínima de la guerra civil española*, Madrid, Turner, 2016; Emile Témime, *1936, La guerre d'Espagne commence,* Paris, Editions Complexe, 2006;, Pierre Broué et Emile Témime, *La révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Editions de Minuit, 1996; Julián Casanova, *España partida en dos*, Barcelone, Crítica, 2013. Ici encore, le lecteur pourra trouver d'autres références dans la bibliographie p.409.

quelques heures auparavant Luis Jiménez de Asúa[170], un des leaders socialistes du *Frente Popular*. Ce dernier lui fit part de la situation tout à fait stable en Espagne, comme témoigna le Secrétaire général du gouvernement, Jules Moch :

> Ce samedi 18 juillet, arrive à Paris un des vice-présidents de la Chambre espagnole, Jimenes de Asua [sic], professeur de droit pénal et socialiste, qui se rend à un congrès de criminologie à Prague, mais consacre quelques heures à ses amis français. Léon Blum le reçoit chez lui, quai Bourbon, le matin. Puis Asua vient me voir à l'Hôtel Matignon. Il nous dit son optimisme. Selon lui, la situation en Espagne est excellente.[171]

Léon Blum dut sans doute alors s'étonner de ne pas avoir reçu l'information de sa diplomatie[172], mais en réalité, à la suite de la publication de l'article de *Paris-Midi*, depuis Saint-Sébastien au Pays Basque, l'ambassadeur français à Madrid, Jean Herbette avait eu une conversation téléphonique avec le sous-directeur du département Europe du ministère des Affaires Etrangères français, Emile Charvériat[173], pour lui indiquer qu'il n'avait alors aucune information officielle à annoncer. Il en fit part au ministre Yvon Delbos dans un télégramme reçu à 14h20. L'ambassadeur signala que malgré l'absence d'informations, des rumeurs commençaient à se diffuser. De plus, il reçut plusieurs télégrammes chiffrés, dont les transmissions furent difficiles, mais qui lui permirent d'envoyer quelques informations : « La nuit dernière, on apprenait à Madrid qu'une révolte militaire avait eu lieu à Melilla »[174]. Si nous analysons certaines sources des ministères de la Guerre et de l'Intérieur espagnols, il ne s'agissait, à ce moment, que d'un « soulèvement de la Légion étrangère à Melilla », que celui-ci était strictement réduit à l'enclave située sur le continent africain. Herbette rappela toutefois que la fiabilité des nombreux bruits qui couraient n'était pas confirmée. En fin d'après-midi, le Quai d'Orsay reçut un nouveau télégramme, dans lequel l'ambassade française à Madrid

---

[170] En 1936, Luis Jiménez de Asúa était vice-président des Cortes. Il représenta également le gouvernement républicain à la Société des Nations. Au cours de la dictature de Franco, il fut, entre 1962 et 1970, Président de la République espagnole en exil.

[171] Moch Jules, *Rencontres avec Léon Blum*, Paris, Plon, 1970, p.190.

[172] Grellet Gilbert, *Un été impardonnable*, Paris, Albin Michel, 2016, p.17.

[173] Emile Charvériat fut membre de longue date du Quai d'Orsay. Il fut d'abord sous-directeur d'Europe de mars 1933 à octobre 1937, où il devint le directeur adjoint du Secrétaire général Alexis Léger. Un an plus tard, il devint son directeur des affaires politiques et commerciales, poste qu'il occupa jusqu'au début de la Seconde Guerre Mondiale.

[174] DDF/II, Télégramme n°826, de M. Herbette à M. Delbos, Saint-Sébastien, 18/07/1936 (14h20), pp.736-737.

affirmait que « tout [était] calme dans la capitale »[175], et que rien n'était à signaler dans d'autres villes du pays, comme Saint-Sébastien, Pampelune, Burgos ou Vitoria.

Le lendemain, les informations transmises contrastaient avec la sérénité première. Le diplomate indiqua tout d'abord dans un nouveau télégramme que « le gouvernement de M. Casares [avait] été débordé dans la soirée d'hier par des soulèvements militaires qui [avaient] éclaté à Barcelone, Malaga, Séville, Cadix, Huelva, Pampelune, Las Palmas, etc. »[176]. Toujours depuis Saint-Sébastien, il fit part d'une réaction hostile du peuple aux soulèvements militaires, une réaction menée à la fois par les socialistes et les communistes espagnols. Le gouvernement, quant à lui, démissionna selon Herbette. Au soir du 18 juillet, le républicain Santiago Casares Quiroga avait, en effet, adressé sa lettre de démission et le lendemain, José Giral avait pris la responsabilité de former un nouveau gouvernement. Si d'après Herbette, la situation « n'en [restait] pas moins incertaine », il faut rappeler que le coup d'Etat militaire fut rapidement victorieux dans la plupart des zones situées au nord et nord-est du pays, notamment en Galice, région natale du général Franco, ainsi que dans une large partie de l'Andalousie. Cependant, l'insurrection fut stoppée par les militaires fidèles à la République et par les organisations syndicales dans les grandes villes espagnoles comme Madrid ou Barcelone, ce qui contredit le mythe selon lequel tout le corps armé espagnol se serait soulevé. Enrique Moradiellos écrit d'ailleurs qu'une partie des militaires resta fidèle à la République:

> […] un total de quatre généraux de division sur les 18 qui formaient l'autorité suprême de l'armée espagnole (Franco, Goded, Queipo et Cabanellas) se soulevèrent en armes, 18 des 32 généraux de brigade, presque tous les officiers de l'Etat-Major, environ 80% des officiers et la moitié des 60 000 effectifs des forces d'ordre public (un peu plus que 50% de la Guardia Civil et de la Garde d'Assaut et seulement un tiers des Douaniers de frontières). Cette fracture des forces armées, que Franco craignait depuis le début (« Nous ne comptons pas sur toute l'Armée », avait-il averti Mola en mai), fut centrale pour le destin du soulèvement […][177].

[175] DDF/II, Télégramme n°829 de M. Herbette à M. Delbos, Saint-Sébastien, 18/07/1936 (18h45), p.738.
[176] DDF/III, Télégramme n°836 de M. Herbette à M. Delbos, Saint-Sebastien, 19/07/1936, p.1.
[177] Moradiellos Enrique, *Historia mínima de la guerra civil española*, *op.cit.* pp.90-91.
"[…] se alzaron en armas un total de cuatro de los 18 generales de división que formaban la cúpula suprema del ejército español (Franco, Goded, Queipo y Cabanellas), 18 de los 32 generales de brigada, casi todos los oficiales de Estado Mayor, en torno al 80% de los oficiales y la mitad de los 60.000 efectivos de las fuerzas de orden público (algo más del 50% de la Guardia Civil y de la Guardia de Asalto y solo un tercio de los Carabineros de Fronteras)."

Ce ne fut donc pas l'ensemble du corps de l'armée, comme on l'a souvent lu dans une partie de l'historiographie, qui s'opposa au régime républicain. Cette résistance constitue un des points importants pour expliquer l'origine de la guerre civile en Espagne. Parmi les généraux rebelles cités, Jean Herbette informa le ministre Yvon Delbos que Franco s'était soulevé aux Canaries, « comme [le gouvernement français] pouvait le prévoir depuis longtemps », mais qu'il n'avait pas reçu de nouvelles où se trouvait le général Goded. Preuve que les deux généraux étaient connus des services diplomatiques français comme étant des éléments subversifs. Preuve aussi de l'incertitude qui régnait en ce 19 juillet, comme le signalait l'ambassadeur français :

> Tout ce qui précède ne doit du reste être accueilli que sous réserve. La difficulté qu'on éprouve à se faire une idée exacte de la situation, même tout près de soi, est illustrée par le fait qu'à Saint-Sébastien le commandant militaire, avec lequel je m'entretenais tout à l'heure, ignorait tout détail sur le soulèvement militaire de Pampelune, chef-lieu de la province limitrophe (Navarre).[178]

Deux jours après le début du soulèvement militaire en Espagne, la diplomatie française était toujours dans l'incertitude, quant à la situation réelle sur la péninsule ibérique. Le télégramme du président du Conseil José Giral, nouvellement nommé à la tête du gouvernement de la Seconde République espagnole, transmis dans la matinée du 20 juillet, officialisa définitivement la situation en Espagne : « Sommes surpris par dangereux coup d'Etat militaire. Vous demandons de nous aider immédiatement par armes et avions. Fraternellement vôtre. Giral. »[179]. La réaction de Léon Blum fut immédiate et limpide: il fallait aider le gouvernement républicain espagnol. L'écrivain Gilbert Grellet rapporte les propos du président du Conseil au cours d'une réunion avec plusieurs de ses ministres, le 20 juillet:

> « Bien entendu, nous allons accéder à leur demande. Le Frente Popular espagnol est dans le pétrin et nous devons absolument les soutenir. […] Encore une fois, il ne faut pas tergiverser. On ne peut pas abandonner à leur sort nos amis espagnols. J'ai l'impression qu'ils ont mis du temps à réagir […]»[180]

[178] DDF/III, Télégramme n°836, *op. cit*. p.3.
[179] Cité dans Grellet Gilbert, *Un été impardonnable*, *op.cit*. p.25.
[180] *Ibid*, p.25.

Pour une efficacité nette et rapide, la proposition de Blum devait obtenir le consentement des différents ministres de son gouvernement: Vincent Auriol, Edouard Daladier, Yvon Delbos et Pierre Cot. Si Auriol et Cot approuvèrent le choix de Blum, Delbos et Daladier se montrèrent quelque peu réticents à l'idée d'intervenir dans le conflit. Malgré ces doutes, il fut décidé, à la fin de ce Conseil des ministres restreint, de l'envoi d'une vingtaine de bombardiers Potez, de fusils, de cartouches, de mitrailleuses et de canons pour le camp républicain. Cette aide militaire visait à écraser la rébellion et non à alimenter la guerre civile, mais allait également dans le sens du traité commercial, signé à la fin de l'année 1935, par les gouvernements de la Seconde République et de la France, autorisant l'achat de matériel de guerre à la France. Un accord qui n'avait d'ailleurs pas été signé par le gouvernement du Front Populaire, élu un an plus tard, mais par le gouvernement de droite de Pierre Laval. Cette information balayait les critiques de la droite, pour qui le Front Populaire se servait de l'excuse du traité pour intervenir dans le conflit espagnol. L'historien Jean-François Berdah explique à ce sujet:

> Bien que les sympathies politiques de certains de ces ministres n'allaient pas vers la République espagnole, Léon Blum prit sans hésiter la décision d'envoyer des armes à Giral. Il ne pouvait oublier que la France avait signé un accord commercial avec la Péninsule en décembre 1935, en la personne de Georges Bonnet alors en charge du Commerce et de l'Industrie, qui prévoyait, le cas échéant, la possibilité d'achat de matériel de guerre pour un montant de vingt millions de francs. Il lui était donc impossible de se dédire sans remettre en cause la totalité du traité, éventualité à laquelle il ne songeait guère, tant l'amitié qui le liait aux dirigeants espagnols était sincère.[181]

Le choix de l'envoi de matériel de guerre n'était donc pas seulement un choix commercial, mais il existait en réalité une profonde affinité entre les deux gouvernements. Les deux coalitions étaient toutes deux dits de « Front Populaire », constituées des mêmes sensibilités politiques, et avaient remporté les dernières élections de leur pays, en février pour l'Espagne et en mai pour la France. Cependant, la transaction de matériel de guerre rencontra des difficultés dès le 23 juillet. D'après les archives diplomatiques françaises, l'attaché militaire de l'ambassade espagnole à Paris, Antonio Barroso, communiqua à la presse d'opposition de droite et d'extrême-droite le souhait du projet d'aide militaire du gouvernement français en Espagne. Dans le même temps, avec le concours de son conseiller Cristóbal del Castillo,

[181] Berdah Jean-François, *La démocratie assassinée, la République espagnoles et les grandes puissances, 1931-1939*, Paris, Berg International Editeurs, 2000, p.216.

l'ambassadeur Cárdenas trahit la Seconde République, pour rejoindre les rangs du camp insurgé, et refusa de signer le bon de commande. Pour pallier à ce problème, la Seconde République fit appel à Fernando de los Ríos, une nomination acceptée par le président de la République espagnole, Manuel Azaña, dès le début de juillet, à la suite des doutes sur les tendances politiques de Cárdenas. Son arrivée tardive en France eut lieu alors que de nombreux ministres du gouvernement français étaient en voyage à Londres, où se déroulait une Conférence tripartite entre la France, la Belgique et la Grande-Bretagne. Moch conduisit le nouvel ambassadeur au ministère de la Défense pour rencontrer Edouard Daladier et Pierre Cot, qui promit avions, bombes et pilotes. Jules Moch indiqua que le ministre de l'Air téléphona à Robert Coulondre, directeur-adjoint au Quai d'Orsay depuis mars 1933, pour « l'aviser que, conformément aux instructions du président du Conseil, il [préparait] la livraison de ces avions, pour laquelle il [demandait], conformément à la règle, l'autorisation des Affaires Etrangères. »[182] Cot ajouta que, même sans réponse de la part du Quai d'Orsay d'ici au lendemain, il effectuerait la livraison, selon l'ordre de Blum. Coulondre, probablement étonné par cette sorte d'ultimatum, en informa directement par télégramme son ministre des Affaires Etrangères, Yvon Delbos. Après avoir résumé l'échange téléphonique qu'il venait d'avoir avec Pierre Cot, le diplomate signala, dans un télégramme d'extrême-urgence, que l'annonce d'une intervention du gouvernement en Espagne n'était ni du goût du Sénat, ni d'une partie du Quai d'Orsay :

> Au moment où je vous télégraphie, M. Henry Bérenger téléphone pour signaler l'émotion sérieuse que produit au Sénat la nouvelle d'une livraison éventuelle de tout matériel de guerre au gouvernement espagnol, dans les circonstances actuelles, en raison du précédent qui serait créé. Il croit exprimer l'opinion à peu près unanime de la commission des Affaires étrangères en demandant qu'un démenti officiel soit donné.[183]

Avec l'argument d'un refus du Sénat et des services diplomatiques français, Robert Coulondre entendait exercer une pression sur Delbos contre une intervention en faveur de la République espagnole. Un argument pas dénué de sens si l'on en croit *L'Echo de Paris* car, comme nous le verrons de manière détaillée lors de la troisième partie consacrée aux obstacles à une intervention française, une partie du Quai d'Orsay était en effet opposé à cette

[182] Moch Jules, *Rencontres avec Léon Blum*, *op.cit*. p.193.
[183] DDF/III, Télégrammes n° 1231, 1232. Extrême urgence. Secret. De M. Coulondre à M. Delbos, Paris, 23/07/1936, p.37.

aide, tandis que le sénateur radical Henry Bérenger était connu pour son pacifisme. L'avertissement de Coulondre témoignait également de la fuite généralisée du projet d'aide du gouvernement dans la presse française de droite et d'extrême-droite. A la suite des divulgations de Barroso débuta une véritable campagne de presse hostile aux velléités d'intervention du gouvernement du Front Populaire. Dans sa une du 23 juillet, *L'Echo de Paris*, dont nous avons déjà présenté la ligne éditoriale, s'interrogeait : « Le Front Populaire osera-t-il armer le Front Populaire espagnol ? »[184] Dans son article, Raymond Cartier estimait qu'il était insensé et contre l'intérêt national pour le gouvernement français, d'agir en faveur de la Seconde République espagnole. En cas de victoire des insurgés, faisait remarquer le journaliste, l'aide aux républicains provoquerait une haine espagnole envers la France. A ses yeux, le constat était clair: intervenir en Espagne, c'était « commettre [un] crime contre la nation ». *Le Figaro* parla, pour sa part, d'une « impossibilité morale »[185] d'aider les républicains espagnols, au risque d'accentuer « l'état de fébrilité continentale »[186]. Enfin *L'Action Française* qualifia Blum et Cot de « marchands de canons », visant à « aider les Espagnols à s'entre-tuer »[187]. La campagne se poursuivit le jour suivant par la publication, par Henry de Kerillis dans *L'Echo de Paris,* de la liste de matériel de guerre à destination de l'Espagne[188]. Le journal dénonça une décision prise par Léon Blum lui-même, et signala que « les Anglais [étaient] proprement écœurés de voir la France obéir au doigt et à l'œil de Moscou »[189]. Le terme « écœurés » ne correspondait pas à la position du gouvernement britannique, comme nous le verrons ultérieurement. Néanmoins, comme on peut le lire dans la biographie de Blum par Jean Lacouture, au cours d'un échange à Londres avec le président du Conseil, le ministre des Affaires Etrangères britannique, Anthony Eden, lui recommanda de revoir sa position: "C'est votre affaire, mais je vous demande une seule chose : soyez prudents"[190]. Le message était, certes, subtil mais clair toutefois : la Grande-Bretagne ne se montrait pas favorable à une intervention française en Espagne, et préférait une neutralité. A ce titre, l'historien David Wingeate Pike affirme :

---

[184] « Le Front Populaire français osera-t-il armer le Front Populaire espagnol ? », *L'Echo de Paris*, Paris, numéro 20733, 23/07/1936, p.1.

[185] « La France libèrera-t-elle des avions de bombardement pour la guerre civile en Espagne ? », *Le Figaro*, Paris, numéro 205, 23/07/1936, p.1.

[186] *Ibid.* p.3.

[187] *L'Action Française*, Paris, numéro 205, 23/07/1936, p.1.

[188] « Il faut empêcher le gouvernement de ravitailler les communistes espagnols », *L'Echo de Paris*, Paris, numéro 20734, 24/07/1936, p.1.

[189] « C'est M. Blum qui a donné l'ordre de fournir les armes », *L'Echo de Paris*, Paris, numéro 20734, 24/07/1936, p.1.

[190] Cité dans Blumé Daniel, « Contribution à l'Histoire de la politique de non-intervention », *Cahiers Léon Blum*, numéros 2 et 3, Paris, Ed. Jacques Enfer, décembre 1977-mars 1978, p.17.

> La visite de Londres […] n'était pas motivée par la crise en Espagne mais elle fut bien sûr un sujet principal de discussion. Stanley Baldwin, le Premier Ministre conservateur, et Anthony Eden, le ministre des Affaires Etrangères, ne dissimule pas leurs craintes du Frente Popular ni leur forte désapprobation d'une aide militaire française à Madrid. Delbos, qui partageait déjà ses sensibilités, était particulièrement impressionné. Même Blum, dont la politique étrangère était tournée vers une réconciliation avec la Grande-Bretagne […], était sensible et touchée par la pression exercée par les leaders britanniques.[191]

Cette campagne de presse bruyante, ainsi que le refus britannique, suffisent à expliquer le revirement pris par le gouvernement, qui n'avait d'autre choix que de reculer dans ses projets d'intervention. Sentant le vent tourner en sa défaveur, l'ambassadeur espagnol à Paris, Fernando de los Ríos, envoya une dépêche à Delbos pour lui rappeler l'engagement pris la veille par les Français, et l'accord obtenu avec Pierre Cot :

> Conformément aux instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de solliciter de Votre Excellence la mise à disposition du gouvernement espagnol, avec toute l'urgence possible, de vingt aéroplanes Potez avec leur matériel de bord et les aviateurs, dans la forme convenue avec le ministère de l'Air.[192]

L'ambassadeur espagnol tenta de mettre la pression sur le gouvernement français, malgré la campagne de presse. Une tentative quelque peu vaine, car force est de constater que Blum n'avait pas le soutien des Anglais et que la presse d'opposition se déchaînait. Il n'avait pas non plus le soutien total de sa diplomatie. Le 25 juillet, la Direction Politique des Affaires Etrangères s'interrogea sur les conséquences de livraisons de matériel de guerre directement par un gouvernement étranger dans une affaire strictement espagnole :

---

[191] Wingeate Pike David, *France divided, The French and the Civil War in Spain*, Eastbourne, Sussex Academic Press, 2011, p.9.
The visit to London […] was not motivated by the crisis in Spain, but obviously this was a principal subject of discussion. Stanley Baldwin, the Conservative Prime Minister, and Anthony Eden, the Foreign Secretary, did not conceal their fears of the Frente Popular nor their strong disapproval of any French military aid to Madrid. Delbos, who already shared their feelings, was particularly impressed. Even Blum, whose foreign policy was pivoted upon a reconciliation with Britain […], was sensitive to, and affected by, the pressure exerted by the British leaders.

[192] DDF/III, Dépêche n°503. Très Urgent. De l'Ambassade d'Espagne à M. Delbos, Paris, 24/07/1936, p.52.

Toute la gravité de ce fait apparaîtrait si les insurgés venaient à être reconnus comme gouvernement de fait par des États étrangers. Ceux-ci pourraient à leur tour prêter officiellement appui par concours analogue aux autorités insurgées.

Que dans le cas actuel une reconnaissance des insurgés comme gouvernement de fait intervienne de la part du Reich ou du gouvernement italien, et la situation apparaîtra immédiatement dans toute sa gravité.[193]

D'après cette note, une aide envers la République espagnole pouvait provoquer la reconnaissance du camp insurgé par les puissances fascistes et ainsi légitimer leurs interventions dans le conflit, ce qui placerait la France en opposition à l'Allemagne et l'Italie. Le gouvernement français décida par conséquent de reculer. Un Conseil des ministres fut organisé en urgence le même jour, au cours duquel le discours du président du Conseil évolua quelque peu. Bien sûr, il ne fut plus question d'intervenir militairement en Espagne, mais d'apporter un soutien à la République, tout en empêchant Hitler et Mussolini d'apporter leurs concours aux rebelles. Ce soutien consistait à livrer le matériel de guerre non au nom du gouvernement français, mais via des entreprises privées françaises, ou à partir d'un tiers pays. Cette proposition prit forme dans les semaines suivantes. Ce fut le cas, comme on peut le lire dans les documents consultés à la *Fundación Juan Negrín*, de deux contrats signés le 8 août 1936 par la Société Européenne d'Etudes et d'Entreprises (SEEE), surnommée « La Société », basée à Paris sous la présidence de Jean Réveillaud. Un contrat fut signé avec le gouvernement républicain espagnol, l'autre avec le gouvernement mexicain de Lázaro Cárdenas. D'après le premier, « La Société » veillait à la conformité des commandes, au bon acheminement des livraisons, « de façon qu'elles puissent parvenir au Gouvernement dans les meilleures conditions souhaitables »[194]. Elle s'engageait à recevoir dans ses usines toutes les fournitures commandées. En ce qui concerne le deuxième contrat avec le gouvernement mexicain, « La Société » se chargerait directement des achats de matériel de guerre pour le gouvernement de Cárdenas, ce qui lui permettait de conserver une certaine discrétion. Le matériel était ensuite livré au Mexique, puis acheminé vers la zone républicaine. Le gouvernement français était ainsi assuré de ne pas être lié à une intervention vers l'Espagne.

[193] DDF/III, Note de la Direction Politique, Paris, 25/07/1936, p.58.
[194]FJN, 1 MES 3100 0000 4000 1007 /1 MES 3100 0000 4000 1008 / 1 MES 3100 0000 4000 1009 / 1 MES 3100 0000 4000 1010 / 1 MES 3100 0000 4000 1011.

Malgré une volonté claire de sauver un gouvernement « ami » en Espagne pour reprendre le terme de Léon Blum, le président du Conseil se résigna à ne pas intervenir auprès de la République espagnole, comme l'attestent les différentes sources consultées auparavant. Une semaine après le pronunciamiento militaire, il dut se contenter d'empêcher les autres puissances étrangères d'intervenir. L'idée d'un pacte de non-intervention commençait alors tout juste à se dessiner.

2.3 - Vers l'élaboration du pacte de non-intervention.

Le revirement du gouvernement français quant à la question espagnole, que nous venons d'évoquer, eut une première conséquence directe, à savoir le refus de livrer la commande de matériel de guerre à son homologue du *Frente Popular*. Yvon Delbos en informa le 27 juillet 1936 le gouvernement républicain espagnol, ainsi que les ambassades en France des pays étrangers intéressés de près ou de loin à la guerre d'Espagne. L'objectif de Delbos était évident, si l'on en croit le télégramme transmis aux différents représentants diplomatiques français à l'étranger: démentir les informations révélées par la presse d'opposition.

Certaines informations de presse inexactes ayant donné à entendre que le gouvernement français prêtait son appui au gouvernement espagnol pour combattre l'insurrection, je crois nécessaire de vous donner les précisions suivantes, dont vous pourrez faire usage dans la mesure où vous le jugerez opportun, et à titre confidentiel, auprès du gouvernement du pays de votre résidence.

Le gouvernement de la République avait déjà, à différentes occasions, fait remarquer qu'il s'était fait une règle de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des autres États. Dans les circonstances actuelles, il dut prendre toutes les dispositions que sa fidélité au principe de non-intervention lui imposait, même au regard d'un gouvernement régulier et ami, et quelque légitime que soit la lutte que celui-ci poursuivait pour le maintien de l'ordre.

En conséquence, toute livraison de matériel de guerre terrestre ou aérien fut interdite à destination de l'Espagne, qu'il s'agisse de matériel appartenant à l'Etat ou à l'industrie privée. Toutefois, conformément à certains précédents, demeurait autorisée l'exportation des avions sans armement qui seraient fournis au gouvernement espagnol par l'industrie privée.[195]

Par ce télégramme, Delbos entendait rétablir la vérité, bafouée par la campagne de presse des jours précédents, en qualifiant les informations d'« inexactes ». Il s'agit, bien sûr, d'une tournure diplomatique permettant à la France de ne pas perdre la face aux yeux des autres puissances, et de calmer de possibles oppositions en provenance des voisins européens dues à

[195] DDF/III, Télégrammes n° 1251 ; 837 ; 71 ; 425 ; 94 ; 123 ; 515 ; 640 ; 516 ; 398 ; 416 ;203 ; 251 ; 230 ; 422 ; 444 ; 77 ; 98 ; 41 ; 105 ; 336 ; 121 ; 83 ; 484. De M. Delbos, aux Représentants diplomatiques de France à Londres, Rome, Rome Saint-Siège, Washington, Rio de Janeiro, Buenos Aires, Prague, Belgrade, Bucarest, Varsovie, Bruxelles, La Haye, Ankara, Athènes, Berlin, Moscou, Stockholm, Copenhague, Oslo, Berne, Vienne, Budapest, Ottawa, Rabat, à Paris, 27/07/1936, p.64.

une intervention en Espagne. Dans son message, le ministre des Affaires Etrangères français fit part de cette décision alors que le gouvernement républicain espagnol était considéré comme « régulier et ami ». Il souhaitait ainsi montrer aux autres pays que cette disposition s'était effectuée à contrecœur et au prix de sacrifices, et entendait rappeler la proximité entre les deux gouvernements de Front Populaire. Cependant, au vu de la tradition française de ne pas s'ingérer dans des affaires intérieures d'autres pays, la diplomatie française, représentée par Delbos, appela ses homologues à en faire de même et à rester strictement neutre. Ce message s'adressait évidemment davantage à l'Italie et à l'Allemagne, dont les velléités d'intervention auprès des rebelles n'étaient pas dissimulées. Michael Alpert affirmait à ce propos que « la présence [allemande] en Espagne n'était pas secrète », ajoutant notamment que « le consulat allemand à Séville télégraphia à Berlin le 14 août que les Allemands venus à Séville pour délivrer du matériel furent immédiatement reconnus et acclamés dans les rues »[196]. La dernière phrase du télégramme ouvrit la possibilité de transmettre des avions, sous-couvert qu'ils ne soient pas armés, ce qui allait permettre au gouvernement français de livrer des avions au début du mois d'août, sans être inquiété diplomatiquement.

Du point de vue britannique, le changement progressif des Français vers une non-intervention en Espagne correspondait à la volonté de neutralité que nous expliquerons en détail au cours de la troisième partie. Le ministère des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne, le Foreign Office, ne put qu'approuver la décision prise par le gouvernement de Blum le 25 juillet, et allait désormais œuvrer à la mise en place d'un pacte de non-intervention et soutenir autant que possible les Français. Dans son discours officiel, la diplomatie britannique plaçait d'ailleurs son homologue français comme le grand instigateur de la politique de non-intervention, comme nous pouvons en observer une trace dans les mémoires d'Anthony Eden : « [Blum] annonça le 26 juillet que la France n'était aucunement en mesure d'intervenir. […] Nous approuvions cette attitude de la France. […] Le gouvernement français prit alors une initiative hardie. »[197] En réalité, Léon Blum souhaitait que son gouvernement soutienne les républicains espagnols mais n'était pas en mesure de le faire, sans le soutien des Anglais. Ainsi, la neutralité souhaitée par Blum le 25 juillet n'était pas un choix naturel, mais bien un choix de circonstances, comme nous le verrons plus loin. Plusieurs historiens évoquent une pression du gouvernement de Stanley Baldwin sur le

[196] Alpert Michael, *A new international history of the Spanish Civil War*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2004, p.32.
Précisons que la ville de Séville avait rapidement été aux mains des rebelles.
[197] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, Paris, Plon, 1963, p.453.

gouvernement de Blum afin que la France n'intervienne pas en Espagne. Dans *La Perfidia de Albión*, Enrique Moradiellos reconnaît :

> Il paraît irréfutable que la crispation du gouvernement français du 25 juillet se devait autant à la peur de provoquer une grave crise interne qu'au danger d'isolement diplomatique, sans qu'aucune preuve documentaire de pression directe britannique dans ce but n'existe.[198]

Fernando Schwartz signale, pour sa part, que « la Grande-Bretagne fut dès le début l'inspiratrice de la politique de non-intervention, même si la proposition formelle devait émaner de la France »[199]. Malheureusement, confirmant les propos de Moradiellos, aucune archive à notre connaissance n'a pu prouver cette pression des Britanniques. Néanmoins, citons la lettre envoyée par Winston Churchill à l'ambassadeur français à Londres, Charles Corbin, le 31 juillet 1936, qui fit écho aux volontés du *National Government*, au pouvoir en Angleterre :

> L'une des plus grandes difficultés que je rencontre, lorsque j'essaie de m'en tenir à notre vieille ligne de conduite, vient de cette déclaration des Allemands que tous les pays anticommunistes doivent faire front commun. Je suis sûr que si la France envoyait des avions à l'actuel gouvernement de Madrid et si les Allemands et les Italiens intervenaient dans l'autre sens, c'est avec l'Allemagne et l'Italie que seraient en sympathie les forces dominantes de notre pays, et c'est de la France qu'elles s'éloigneraient. J'espère que vous ne m'en voudrez pas de vous écrire cela, ce que je fais naturellement à titre personnel. […] Je suis convaincu qu'une neutralité absolument inflexible, qui ne pourrait être violée sans que cela provoque les plus violentes protestations, constitue actuellement la seule solution correcte et sûre.[200]

---

[198] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*. p.53. "Parece indudable que la retracción del gobierno francés del 25 de julio se debió tanto al temor a provocar una grave crisis interna como al peligro de aislamiento diplomático, sin que existan pruebas documentales de presión directa británica con ese fin."

[199] Schwartz Fernando, *La internacionalización de la guerra civil española (julio de 1936-marzo de1937)*, Barcelone, Planeta, 1971, p.90.

[200] Churchill Winston, *Mémoire de Guerre (1919-1941)*, Paris, Tallandier, 2013, p.179.

Si Churchill n'était pas membre du gouvernement britannique, il était en revanche à cette époque un politique relativement bien informé, au vu de sa longévité en politique[201]. Enrique Moradiellos signale, par ailleurs, que Churchill transmit, quelques jours plus tard, à Eden « un message de soutien pour ses efforts en faveur de l'accord de non-intervention »[202], dans lequel il manifestait clairement son souhait à une neutralité conjointe de la France et de la Grande-Bretagne. Autre lettre tendant à confirmer les propos de Churchill fut celle de Juan Negrín à Jules Moch, qui dans les années 1950, écrivait :

> On communiqua au gouvernement espagnol le résultat d'une visite de Léon Blum à Londres [du 23 au 24 juillet] et des discussions qui avaient eu lieu, des exigences du gouvernement anglais qui, en cas de refus d'accepter le principe de « non-intervention », se considérerait comme délié de tout compromis (*promesse*) d'aide à la France, si, comme il le craignait, le conflit se généralisait par suite de l'aide apportée au gouvernement républicain espagnol.[203]

Si donc aucune archive officielle n'a pu confirmer cette assertion, la position des Britanniques était, nous semble-t-il, toutefois claire pour le gouvernement français. Un accord entre les différentes puissances européennes pour une non-ingérence dans les affaires espagnoles constitua à ce moment la priorité du gouvernement de Front Populaire français. Car dans le même temps, à la fin juillet, Hitler et Mussolini avaient en effet décidé d'accepter la demande d'aide de Francisco Franco, futur chef de l'insurrection militaire, respectivement les 25 et 28 juillet 1936. Comme l'écrit Paul Preston, Franco s'était rapidement rendu compte de « l'énorme manque d'avions pour les rebelles » et avait chargé Luis Bolín des négociations auprès de l'Italie et de l'Allemagne[204]. Hitler avait initialement refusé d'octroyer une aide aux insurgés mais il se laissa convaincre en peu de temps après avoir reçu la délégation envoyée par le général Franco, et pensait qu'en cas de victoire républicaine, l'Espagne serait aux mains

---

[201] Winston Churchill (1874-1965) fut député au Parlement britannique de 1900 à 1922, puis de 1924 à 1964. Au cours de ces mandats, il occupa plusieurs fonctions ministérielles : Premier Lord de l'Amirauté (équivalent de ministre de la Marine) pendant la Grande Guerre, Chancelier de l'Echiquier (équivalent du ministre des Finances) entre 1924 et 1929. Il fut par la suite de nouveau Lord de l'Amirauté puis Premier Ministre à deux reprises, entre 1940 et 1945, puis entre 1951 et 1955. Au cours des années 1930, Churchill était dans une traversée du désert, restant seulement député. Néanmoins, il était une voix au Parlement dénonçant les régimes dictatoriaux, et notamment la montée du nazisme. Il entretenait en outre de bonnes relations avec les diplomates et les politiques français.
Sur la trajectoire de Churchill, la lecture, entre autres, de la biographie de François Kersaudy (*Winston Churchill*, Paris, Tallandier, 2015) nous a semblé éclairante.

[202] Moradiellos Enrique, *Quo Vadis, Hispania? Winston Churchill y la guerra civil española (1936-1939)*, Madrid, Real Academia de la Historia, 2021, p.101.

[203] Moch Jules, *Rencontres avec Léon Blum*, *op.cit*. pp.215-216.

[204] Preston Paul, *Franco Caudillo de España*, *op.cit*., pp.172-173.

des communistes et que la France ne tarderait pas non plus à tomber. En ce qui concerne l'Italie, Mussolini souhaitait s'assurer que la France et la Grande-Bretagne n'interviendraient pas en cas d'aide italienne. Si pour Hitler, l'Espagne représentait à la fois la possibilité de lutter contre le communisme et d'entraîner son aviation, pour le Duce, elle constituait non seulement un engagement pour le prestige, mais également un moyen de mettre un pied dans les îles Baléares. L'historien Anthony Beevor nous offre des précisions sur les motivations italiennes en Espagne :

> Mussolini était impatient de voir s'établir un nouvel Etat fasciste en Méditerranée, surtout si cet Etat lui était redevable. Sa grande ambition était de rivaliser avec la puissance navale britannique et de défier les Français en Afrique du Nord. Un allié espagnol pourrait contrôler le détroit en s'emparant de Gibraltar et offrait la possibilité de bases dans les Baléares, sans que sa flotte risque d'être en position de rivale.[205]

Ajoutons les propos de Guy Hermet à ce sujet rappelant que Mussolini « caressait des ambitions politiques en Espagne » et « voulait l'annexion ou, au moins, l'établissement d'un protectorat italien sur les Baléares »[206]. Rapidement, les faits allaient confirmer ces desseins. Le 30 juillet, trois avions *Savoia-Marchetti 81* du chef de gouvernement italien s'écrasèrent en direction du Maroc, dont un en Algérie, alors département français. Les Français sur place firent la découverte de documents sur un soutien militaire italien dans la péninsule ibérique. La preuve de l'intervention italienne envers Franco était irréfutable. Paul Preston écrit par ailleurs que l'initiative de contacter les Italiens, dès le début du conflit, ajouta au crédit du *Caudillo* puisque, dès lors, « Mussolini et Ciano misèrent sans aucune équivoque sur Franco »[207]. Dans ces conditions, les hommes politiques français pressèrent les diplomates français de hâter les démarches, auprès des puissances étrangères, en faveur d'une non-intervention internationale[208].

La réponse française ne se fit pas attendre. Le 1er août, Yvon Delbos chargea les ambassadeurs de France à Rome, Berlin et Londres de transmettre urgemment les inquiétudes françaises, quant aux « fournitures de guerre » envoyées de l'étranger au camp rebelle. Le

[205] Beevor Anthony, *La guerre d'Espagne*, Paris, Calmann-Levy, 2006, p.254.
[206] Hermet Guy, *La guerre d'Espagne*, *op.cit*. p.210.
[207] Preston Paul, *Franco Caudillo de España*, *op.cit*., p.188.
[208] DDF/III, Télégrammes n°1290 à 1293. Très urgent. De M. Delbos à M. Cambon, Paris, 4/08/1936, p.111-112.

ministre des Affaires Etrangères affirma qu'« une assistance de plus en plus large prêtée de divers côtés aux forces qui [s'opposaient] en Espagne [risquait] d'entraîner des complications préjudiciables au maintien de bons rapports internationaux »[209]. Par conséquent, et afin de traiter cette urgence, la France proposa « l'adoption de règles communes de non-intervention », d'abord entre les pays directement intéressés par la situation en Espagne, une proposition qui serait ensuite étendue aux autres pays. En attendant la conclusion favorable d'un projet de non-intervention, et au vu de l'aide militaire engagée auprès des insurgés les jours précédents, Delbos souligna que la France considérait difficile de refuser les demandes du gouvernement républicain, « régulier et officiellement reconnu », ce qui constituait un moyen pour le gouvernement français de mettre la pression sur la Grande-Bretagne, afin qu'un accord rapide soit trouvé, pour faire cesser le soutien de l'Italie et de l'Allemagne. La France envoya le 2 août une proposition de texte à la diplomatie britannique, qui décida de ne pas agir à la hâte. Sir George Mounsey, Secrétaire-adjoint et responsable du département d'Europe Occidentale au Foreign Office, exprima sa perception des évènements à Lord Halifax, qui remplaçait Anthony Eden, parti en congés estivaux :

> Je crois que nous devons être prudents vis-à-vis de notre réponse. Le gouvernement français souhaiterait certainement nous entraîner vers quelque engagement dans le but de soutenir, même de façon purement morale, l'actuel gouvernement espagnol, et dissuader d'autres gouvernements étrangers d'envoyer des armes aux rebelles face à l'opposition anglo-française. […] Je pense que notre but devrait être d'être complètement impartiaux et libres de poursuivre la politique de non-intervention en Espagne. Un accord anglo-franco-italien ne serait d'absolument aucune utilité (et pourrait être très dangereux) à moins que d'autres pays importants, tel que l'Allemagne, et aussi l'Union Soviétique ne tombent d'accord (sur son principe).[210]

Cette temporisation du Foreign Office peut s'expliquer par l'absence de l'Allemagne et de l'Union Soviétique dans les discussions pour une politique de non-intervention sur le sol espagnol. Si l'URSS n'était effectivement pas conviée aux premières discussions par les Français, le Troisième Reich d'Hitler fut cependant contacté par le Quai d'Orsay. Ce que les Anglais ignoraient alors, c'est que l'Allemagne avait déjà été avertie par l'intermédiaire d'une

---

[209] DDF/III, Télégrammes n°861 à 863 ; 1266 à 1268. Urgent. De M. Delbos aux Représentants diplomatiques de France à Rome et à Londres, Paris, le 01/08/1936, pp.97-98. Berlin a été contacté directement par téléphone par l'intermédiaire de l'ambassadeur François-Poncet.

[210] Cité dans Berdah Jean-François, *La démocratie assassinée, la République espagnole et les puissances, 1931-1939, op.cit.* pp.220-221.

conversation téléphonique de l'ambassadeur de France à Berlin, André François-Poncet. Les Français, conscients des désirs d'intervention du Führer allemand en Espagne, souhaitaient empêcher les deux puissances fascistes d'approvisionner le camp rebelle.

Le gouvernement français et le Quai d'Orsay prirent l'initiative de l'action et de l'élaboration d'une solution durable. De fait, les jours suivants, après les preuves irréfutables d'une action italienne et allemande envers les insurgés espagnols, les ambassadeurs français à Rome et Berlin, de Chambrun et François-Poncet, sondèrent les intentions des pays fascistes au projet de non-intervention. Ces derniers tardèrent cependant à rendre une réponse claire et définitive. La tactique était simple : gagner du temps avant un embargo, pour transmettre le matériel de guerre nécessaire à une victoire rebelle. Une tactique qui serait utilisée à de nombreuses reprises au cours des mois suivants. Le 4 août, Delbos envoya un télégramme très urgent à Roger Cambon chargé d'affaires de France à Londres, en l'empressant de transmettre au gouvernement britannique « les dangers pour la paix qui résultent à l'heure présente du développement des affaires d'Espagne »[211]. Le ministre des Affaires Etrangères souligna que son gouvernement s'était abstenu, comme convenu, de livrer le matériel de guerre aux républicains espagnols, mais que dans le même temps, des avions italiens et allemands étaient arrivés sur le territoire espagnol. Ces circonstances remettaient en cause la neutralité française, ce qui conduisit Roger Cambon à adresser immédiatement le message à Anthony Eden :

Ainsi que j'ai eu l'occasion de le dire verbalement au Foreign Office, le gouvernement français a pris la décision d'interdire les exportations des armes à destination de l'Espagne, et cette interdiction a été jusqu'ici strictement observée. Il est apparu, au cours de ces derniers jours, que les insurgés espagnols reçoivent des fournitures de guerre en provenance de l'étranger […] En conséquence [rappelle Cambon], le gouvernement français, toujours attaché au principe de non-intervention, souhaiterait que ce principe pût être accepté comme une règle commune par les gouvernements de Londres, de Paris et de Rome. […]

En attendant qu'un accord puisse être réalisé à cet égard, et en raison du fait que les insurgés ont dès maintenant reçu des fournitures de guerre, le gouvernement de la République jugerait difficile d'opposer désormais un refus de principe aux demandes d'un gouvernement régulièrement constitué et

[211] DDF/III, Télégrammes n°1290 à 1293. Très urgent. De M. Delbos à M. Cambon, Paris, 04/08/1936, p.111-112.

officiellement reconnu, et devrait se réserver, dans ce domaine, une liberté d'appréciation allant au-delà de la règle qu'il s'est imposé jusqu'ici. [212]

Ce document nous informe de la hâte française pour obtenir une conclusion rapide de cet embargo sur les armes, sans laquelle elle menaçait de se retirer du projet. Cette attitude s'explique, nous semble-t-il, par le fait que le même jour, le gouvernement républicain espagnol, représenté par son ambassadeur à Paris, Alvaro de Albornoz, passa une nouvelle commande conséquente au gouvernement de Front Populaire : 2000 fusils Lebel et deux millions de cartouches, 50 mitrailleuses Hotchkiss et quatre millions de cartouches, 10 000 bombes d'aviation, 8 canons et leurs munitions, ainsi que 6 avions de bombardement Potez et 14 autres appareils Dewoitine[213]. Car, si Cambon utilise ici le terme de « non-intervention », le gouvernement français mena en réalité une double politique, du 1er au 9 août. D'un côté, le gouvernement de Blum tentait de fomenter une « non-intervention » avec la Grande-Bretagne ; d'un autre, il autorisait, de manière secrète, l'envoi d'avions et d'armes. Comme l'a montré l'historien Juan Avilés Farré, « la preuve des envois italiens participa au fait que le 1er août le gouvernement français décide de reprendre sa liberté d'action concernant l'aide en Espagne »[214]. Les Britanniques, quant à eux, annoncèrent leur soutien au projet français dans la journée du 4 août, en ajoutant qu'il était souhaitable d'ajouter les signatures de l'Allemagne et du Portugal, à celles des Français, Britanniques et Italiens. Il ne manquait alors que l'acceptation des Allemands et des Italiens qui freinaient l'avancée des négociations, et dont les silences crispaient le gouvernement français. Guy Hermet précise, à ce sujet, que « l'Italie et surtout l'Allemagne [adoptèrent] dès ce premier instant l'attitude dilatoire qu'elles [conservèrent] par la suite »[215]. Le 6 août, le Quai d'Orsay s'impatientait et mettait la pression sur les deux puissances fascistes, en demandant une réponse claire et précise au projet.

Le silence que l'on observe à Berlin sur notre proposition après une vague approbation de principe, la lenteur apportée à Rome à l'examen de la question, l'importance des fournitures faites aux rebelles, le fait que ces fournitures continuent (d'après un renseignement sûr, le croiseur *Deutschland* aurait débarqué à Ceuta de nombreuses caisses de bombes pour avions) mettent

[212] DDF/III, Lettre de M. Cambon à M. Eden, Londres, 04/08/1936, p.120.
[213] DDF/III, Dépêche n°534. Urgent. De M. Alvaro de Albornoz à M. Delbos, Paris, 04/08/1936, p.119-120.
[214] Avilés Farré Juan, *Pasión y farsa, franceses y británicos ante la guerra civil española*, Madrid, Eudema, 1994, p.15.
"La constatación de los envíos italianos contribuyó a que el 1 de agosto el gobierno francés acordara reasumir su libertad de acción respecto a la ayuda a España."
[215] Hermet Guy, *La guerre d'Espagne*, *op.cit*. p.205.

le gouvernement français dans l'impossibilité d'opposer un refus aux demandes pressantes d'un gouvernement régulier qui se plaint d'être l'objet d'un blocus, alors que les rebelles sont ravitaillés, et dont l'effondrement entraînerait pour les intérêts permanents de la sécurité française les plus sérieuses conséquences.[216]

Toutefois, comme on peut le lire dans le télégramme adressé par M. Delbos aux représentants diplomatiques français à l'étranger:

> Le gouvernement français n'en persiste pas moins dans le vif désir de voir réaliser dans le plus bref délai un accord de non-immixtion auquel seraient parties les principales puissances intéressées. Il n'est nullement question, dans notre esprit, de se borner à l'énonciation de formules vagues ; il s'agit au contraire, pour les gouvernements, de prendre sans restriction l'engagement de n'autoriser aucune exportation d'armes, de matériels de guerre et d'aéronefs à destination des territoires espagnols ou du Maroc espagnol. Les engagements ainsi pris entreraient immédiatement en application.[217]

Nous pouvons ici constater l'impossibilité pour le gouvernement français d'accepter cette situation dans laquelle il devait s'abstenir de livrer du matériel à un gouvernement « ami et régulier », d'après les termes de Léon Blum, au nom d'une alliance avec la Grande-Bretagne, tout en observant d'autres puissances européennes s'engager militairement auprès du camp adverse. Elle exerça par conséquent une pression pour obtenir dans les plus brefs délais la conclusion d'une convention internationale, interdisant la participation des puissances étrangères dans les affaires espagnoles. Or, les évènements du début du mois d'août firent craindre à la France le renversement de la Seconde République espagnole par les rebelles. La veille, à la demande de Léon Blum, l'amiral Darlan, chef d'État-major de la Marine française, avait en effet rencontré en secret à Londres son homologue, l'amiral Chatfield, pour lui faire part des craintes françaises d'un point stratégique, en cas de victoire des insurgés. Furent notamment évoquées des bases italiennes et allemandes dans les archipels des Baléares et des Canaries, ainsi que la création d'une nouvelle frontière hostile pour la France. Des arguments que Chatfield réfuta, affirmant que la non-intervention en Espagne constituait la seule solution

[216] DDF/III, Télégrammes n°1335 à 1337 ; 456-457 ; 893-894 ; 447-448 ; 464-465 ; 117-118 ; 534-535, De M. Delbos aux Représentants diplomatiques de France à Londres, Berlin, Rome, Bruxelles, Moscou, Lisbonne, Prague, à Paris, 06/08/1936, p.144.
[217] *Ibid* p.144.

viable pour la paix en Europe. L'historien Hugh Thomas confirme : « Darlan informa par conséquent qu'il n'existait aucune possibilité que l'Angleterre voit d'un bon œil l'aide française à la République »[218]. Deux jours plus tard, le 7 août, l'ambassadeur britannique à Paris, Sir George Clerk, rencontra le ministre Delbos. Au cours de cette entrevue, le diplomate affirma que les livraisons secrètes d'armes en direction du camp républicain mettaient en péril le projet de non-intervention. Il conseilla au gouvernement français de calquer sa position sur celle du gouvernement anglais, afin d'obtenir le succès des négociations vers la non-intervention et d'entretenir de bonnes relations diplomatiques entre les deux pays. Enrique Moradiellos affirme que « cet avertissement et le résultat de la mission Darlan pesèrent de manière décisive sur l'opinion des autorités à Paris »[219]. Dans ce contexte, les membres du gouvernement se réunirent de nouveau, dans l'après-midi du 7 août, afin de préparer le Conseil des ministres du lendemain. Dans ses *Rencontres avec Léon Blum*, Jules Moch cite la déclaration du chef de gouvernement, à la Commission parlementaire[220], en 1947, concernant ce Conseil de cabinet et le Conseil des ministres du 8 août 1936:

> Nous nous sentions à peu près isolés en Europe en ce qui concerne l'action du secours vis-à-vis du gouvernement républicain d'Espagne Les seuls gouvernements que nous sentions en sympathie entièrement avec nous, d'accord avec nous sur ce point, étaient le gouvernement tchécoslovaque et le gouvernement soviétique. D'autre part l'opinion publique était de plus en plus agitée, l'opinion parlementaire était de plus en plus divisée et cette division parlementaire se répercutait dans le cabinet […].[221]

Au sujet du manque de soutien au niveau européen, force est de constater qu'effectivement la France était une des seules puissances à souhaiter intervenir auprès de la République espagnole, les alliés britanniques ayant réagi aux évènements d'Espagne avec davantage de froideur, comme l'écrit Gabriel Jackson : « La réaction des Anglais face à la guerre civile fut moins émotionnelle que celle des Français »[222]. Blum évoque ensuite des divisions dans l'opinion publique, au Parlement et au gouvernement. Jean Touchard et Louis Bodin

---

[218] Thomas Hugh, *La guerra civil española*, *op.cit*. p.422.
"Darlan, por lo tanto, informó de que no existía ninguna posibilidad de que Inglaterra mirara con buenos ojos la ayuda francesa a la República".

[219] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*, p.70.
"Esa advertencia y el resultado de la misión Darlan pesaron decisivamente sobre la opinión de las autoridades en París."

[220] Cette commission parlementaire enquêta sur les faits passés entre 1933 et 1945.

[221] Cité dans Moch Jules, *Rencontres avec Léon Blum*, *op.cit*. p.197.

[222] Jackson Gabriel, *La República española y la guerra civil*, *op.cit.* p.273.

confirment que « l'opinion française [était] en 1936 profondément divisée »[223]. Plus loin dans sa déclaration de 1947, Blum nous indiquait :

> Depuis que nous nous étions sentis libérés par la preuve manifeste de fournitures d'avions de guerre par l'Italie à l'Espagne, nous avions rassemblé une escadrille assez nombreuse, non pas en la prélevant sur les effectifs de nos escadrilles à nous, non pas même en anticipant sur les livraisons auxquelles les constructeurs d'avions étaient tenus par leurs contrats, mais en rachetant sur le marché, à Paris, un certain nombre d'appareils achevés dont il n'avait pas encore été pris livraison […]. Cette escadrille représentait à cette époque de quarante à cinquante appareils et était prête à partir.[224]

A ce sujet, il faut noter que de l'escadrille mentionnée par Léon Blum dans sa déposition, une large partie des appareils étaient déjà livrés au gouvernement républicain au moment de la réunion. Jules Moch signala qu'il ne restait « que treize avions de chasse Dewoitine disponibles sur l'aérodrome de Pau »[225]. Informé de la manœuvre, Blum retarda les discussions jusqu'à ce que les derniers avions aient pu décoller. L'idée était alors d'intervenir avant qu'il ne soit trop tard, et de manière dissimulée, comme le confirmait l'ancien chef du gouvernement de Front Populaire :

> Nous en sommes venus, dans le long débat de ce Conseil des ministres du 8 août, […] nous en sommes venus à cette solution, faire partir en toute hâte le lot d'avions que nous tenions prêts et, une fois cette expédition faite, […] essayer d'introduire et d'imposer à l'Italie et à l'Allemagne le système de la non-intervention, ou, comme on disait à l'époque, de la non-immixtion.
>
> C'est ainsi que l'idée de la non-intervention est née ; c'est dans cette pensée qu'elle a été appliquée. Nous avons proposé à l'Angleterre de prendre l'initiative avec nous ; nous avons proposé une conversation internationale entre l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne et nous […].[226]

---

[223] Touchard Jean et Bodin Louis, « L'état de l'opinion au début de l'année 1936 », cité dans Renouvin Pierre et Rémond René, *Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937)*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981, p.49.
Publication issue du colloque sur « Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937) » qui s'est tenu à la Fondation nationale des sciences politiques en 1965.

[224] Cité dans Moch Jules, *Rencontres avec Léon Blum*, *op.cit*. pp.197-198.

[225] *Ibid*, p.198.

[226] Cité dans Moch Jules, *Rencontres avec Léon Blum*, *op.cit*. pp.197-198.

Le terme de « non-immixtion », utilisé par le leader du gouvernement français au cours de sa déclaration à la Commission Parlementaire de 1947, correspond d'ailleurs à l'attitude française quant à la question espagnole. Il ne s'agissait pas d'une neutralité, au même titre que les Britanniques, mais plutôt d'un parti pris en faveur de la Seconde République espagnole, tout en s'abstenant d'agir directement. Le terme de « non-intervention » fut choisi, car probablement plus parlant pour l'opinion publique, et correspondant davantage à une idée de neutralité soutenue par les Britanniques.

C'est au cours des Conseils des ministres au soir du 7 et au matin du 8 août 1936 que la décision d'entériner le projet de non-intervention fut prise, comme le signale Michael Alpert :

> Après le Conseil des ministres du samedi 8 août, un communiqué annonça qu'au vu des « quasi-unanimes réponses favorables reçues jusque-là » […] le gouvernement avait décidé de suspendre les exportations en Espagne. C'était une déclaration quelque peu trompeuse. Les réponses des Allemands, Italiens et Portugais avaient été plutôt hostiles.[227]

Le Président de la République Albert Lebrun ordonna effectivement la fermeture de la frontière pyrénéenne pour l'exportation de matériel de guerre. A cet égard, une déclaration commune avec la Grande-Bretagne fut envoyée à tous les pays européens. Dès le lendemain, plusieurs puissances donnèrent leur aval de principe au projet de non-intervention franco-britannique : l'URSS, la Belgique, la Pologne, les Pays-Bas, la Suède, le Danemark et la Tchécoslovaquie. Comme on pouvait s'y attendre, l'Italie et l'Allemagne exprimèrent quelques critiques à visée dilatoire. Le comte Ciano fit remarquer, en émettant une réserve sur la décision de Mussolini, que le Duce « [attachait] une très grande importance »[228] à la question du désarmement moral, non traitée par le document transmis. L'Allemagne, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires Etrangères von Neurath, « [fit] un accueil sympathique à la démarche de [l'ambassadeur François-Poncet], tout en réservant la réponse

---

[227] Alpert Michael, *A new international history of the Spanish Civil War*, *op.cit*, p.46.
"After the main Cabinet meeting on Saturday, 8 August, a communiqué announced that in view of the 'almost unanimously favourable replies so far received' […], the Government had decided to suspend exports to Spain. This was a somewhat misleading statement. The German, Italian and Portuguese replies had been hostile, if anything."

[228] DDF/III, Télégrammes n° 909 à 913 ; 467 à 471 ; 471 à 475. , De M. Delbos aux Représentants diplomatiques de France à Rome, Berlin, Moscou, à Paris, 09/08/1936, p.160.

de son gouvernement »[229]. Bien que satisfaite de l'acceptation de principe de l'Union Soviétique, l'Allemagne souhaitait une surveillance pratique. Les deux pays cherchaient une nouvelle fois à gagner du temps en repoussant la date de leur acceptation de principe, afin de fournir davantage de matériels aux troupes rebelles[230].

Le gouvernement français informa également son homologue en Espagne de sa décision de ne pas les aider militairement. La République espagnole montrait son inquiétude par l'intermédiaire d'un communiqué, transmis par l'ambassadeur Alvaro de Albornoz, le 10 août, déplorant la décision française et craignant que cette mesure ne vise à confirmer une inégalité entre les deux camps en Espagne. En effet, d'après les républicains espagnols, « la suspension de l'exportation d'armes au gouvernement espagnol, juste au moment où il en a spécialement besoin pour rétablir la normalité juridique dans son propre territoire, loin d'être conforme au principe de non-intervention sur la sûreté de l'Etat, [constituait] une intervention très effective dans les affaires intérieures de l'Espagne. »[231] La non-intervention n'en était pas une, dans la mesure où, à l'inverse du camp insurgé, les républicains n'étaient pas approvisionnés. Plus loin dans cette dépêche, Albornoz reconnut les intérêts que pourrait représenter cette politique de non-intervention, mais sa conclusion devait être extrêmement rapide. Pour le bienfondé de cette mesure, expliqua l'ambassadeur, il ne pouvait exister, à l'intérieur du pacte, des puissances n'autorisant plus les livraisons de matériel de guerre, et d'autres exerçant une liberté d'action. Une perception que nous pensons réaliste des évènements, car tandis que les négociations pour la mise en place d'un accord de non-intervention avaient lieu, les rebelles profitaient de l'aide reçue des Italiens et des Allemands, ce que confirme Enrique Moradiellos :

Pendant que les négociations diplomatiques pour la signature de l'Accord de Non-Intervention traînaient au cours du mois d'août, la situation militaire en Espagne se décantait de manière décisive en faveur des insurgés. Les troupes aérotransportées du Maroc à Séville par le général Franco avaient débuté leur marche fulgurante sur Madrid en ne rencontrant presque aucune résistance des milices gouvernementales inexpérimentées et mal approvisionnées. Parallèlement, un autre contingent de forces rebelles menées par le général Mola depuis Burgos

[229] *Ibid*, pp.160-161.
[230] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*, pp.73-74.
[231] DDF/III, Dépêche n°547. De M. Alvaro de Albornoz, à M. Delbos, Paris, 10/08/1936, p.173-174.

poursuivait son avancée sur Irún et la frontière française pour tenter d'isoler la poche républicaine située au nord de toute communication avec l'extérieur.[232]

Face à cette situation, l'objectif des gouvernements français et britannique fut d'obtenir dans les plus brefs délais l'accord de l'Italie et de l'Allemagne. Pour la diplomatie française, un accord semblait plus proche avec les fascistes italiens qu'avec les nazis. Si nous prenons appui sur un télégramme confidentiel, daté du 13 août, de l'ambassadeur de Chambrun à Rome, nous pourrions percevoir un changement de perspective de Mussolini vis-à-vis de la non-intervention. Un membre de la garde rapprochée de Mussolini confia à l'ambassadeur français que les Italiens s'étaient mis à soutenir les rebelles espagnols à cause des Allemands, qui avaient invoqué le danger d'une propagation communiste en Espagne. Cependant, ce proche du Duce signala que ce dernier s'était rendu compte des intérêts allemands en Espagne, et que « dans ces conditions, M. Mussolini [avait] décidé de se rallier en principe à la proposition française de non-intervention »[233], éventualité possible seulement si la France décidait de s'abstenir d'intervenir auprès du camp républicain. Il s'agissait en réalité d'une ruse italienne, visant à retarder les négociations sur la non-intervention, et au cours des trois premières semaines d'août, l'Italie et l'Allemagne allaient tour à tour exprimer un accord possible, avant de faire machine arrière par la suite, ce qui leur permettait de poursuivre l'aide militaire aux insurgés espagnols. L'historien Javier Rodrigo révèle que rien ne contrecarra les projets d'intervention de Mussolini pour soutenir les rebelles en Espagne :

> […] Cependant, rien […] n'arrêta l'envoi d'armements et d'aides. […] Surtout à en juger par la puissance et l'immédiateté avec laquelle le gouvernement fasciste se mit aux côtés des insurgés, et surtout de Franco. Le 7 août, ils envoyèrent en Espagne vingt-sept avions de chasse Fiat, cinq tanks légers Fiat-Ansaldo,

[232] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*. p.75. "Mientras las negociaciones diplomáticas para la firma del Acuerdo de No Intervención se dilataban durante el mes de agosto, la situación militar en España se decantaba decisivamente en favor de los insurrectos. Las tropas aerotransportadas desde Marruecos a Sevilla por el general Franco habían iniciado su marcha meteórica sobre Madrid sin encontrar apenas resistencia por parte de las inexpertas y mal abastecidas milicias gubernamentales. Paralelamente, otro contingente de fuerzas rebeldes dirigidas por el general Mola desde Burgos proseguía su avance sobre Irún y la frontera francesa para tratar de aislar la bolsa republicana norteña de toda comunicación con el exterior."

[233] DDF/III, Télégrammes n°945 à 950. Confidentiel. De M. de Chambrun à M. Delbos, Rome, 13/08/1936, p.197-198.

quarante mitrailleuses et douze canons. De plus, le 13 août, trois hydravions furent envoyés à Majorque et six avions de chasse, le 19 de ce mois.[234]

De toute évidence, les Italiens ne montraient que du mépris envers le projet de non-intervention, qu'ils ne comptaient pas mettre en application, ce qui était également le cas des Allemands, pour qui la non-intervention n'impliquait qu'un accord de principe, sans aucune obligation juridique. Le 15 août, la France envoya à chaque pays un exemplaire du texte de « L'Accord International de Non-intervention en Espagne »[235]. Souhaitant éviter toute naïveté, la France et la Grande-Bretagne décidaient de s'engager à ne pas intervenir en Espagne, uniquement lorsque l'accord serait signé par toutes les puissances. Cette fermeté n'était qu'un écran de fumée car en réalité, la France était déjà soumise à l'embargo complet sur les armes à destination de l'Espagne, depuis le 9 août, ce qui n'était pas le cas des puissances fascistes, qui pouvaient intervenir en faveur de Franco, jusqu'à ce qu'elles signent l'accord de non-intervention, déséquilibrant davantage le rapport de force dans la guerre d'Espagne. Néanmoins, il semble que sans un geste fort de la France, la probabilité de voir le pacte ratifié aurait été faible. Afin de favoriser la réponse positive de tous les pays européens, la France se devait de montrer l'exemple. La Grande-Bretagne adhéra à l'accord le même jour, et annonça l'application de l'embargo sur les armes en Espagne quatre jours plus tard. Pour son ministre des Affaires Etrangères, Anthony Eden, l'accord signifiait que les deux camps en Espagne étaient à égalité : « sans intervention étrangère, les deux partis s'équilibraient de telle sorte qu'aucun d'entre eux ne pouvait l'emporter »[236].

Le 19 août, l'ambassadeur François-Poncet reçut le diplomate allemand Hans Dieckhoff[237], qui l'informa de l'arrestation par un navire républicain du vapeur allemand

---

[234] Rodrigo Javier, *La guerra fascista, Italia en la Guerra Civil española, 1936-1939*, *op.cit.* p.80.
"Nada […] detuvo, sin embargo, el envío de armamento y ayudas. […] Sobre todo, a juzgar por la potencia e inmediatez con el que el gobierno fascista se puso al lado de los sublevados y, sobre todo, de Franco. El 7 de agosto enviaron a España veintisiete cazas Fiat, cinco tanques ligeros Fiat-Ansaldo, cuarenta ametralladoras y doce cañones. Además, el 13 de agosto se enviaron tres hidroaviones a Mallorca, y seis cazas el 19 de ese mes."

[235] DDF/III, Télégrammes n°1468 à 1473 ; 957 à 962 ; 493 à 498 ; 491 à 496 ; 480 à 485 ; 437 à 442 ; 157 à 162 ; 251 à 256 ; 559 à 564 ; 101 à 106. De M. Delbos aux Représentants diplomatiques de France à Londres, Rome, Berlin, Moscou, Bruxelles, Varsovie, Lisbonne, La Haye, Prague, Stockholm, à Paris, 15/08/1936, pp.221-223. Texte reproduit en Annexe 2 pp.400-401.

[236] Eden Anthony, *Face aux dictateurs , op.cit.* p.457.

[237] Hans Dieckhoff (1884-1952) est un diplomate allemand qui a servi sous le Troisième Reich. Il devient à partir de 1937 ambassadeur aux Etats-Unis, jusqu'en 1938, puis ambassadeur du régime nazi dans l'Espagne de Franco entre 1943 et 1944. Il est également le beau-frère de Joachim von Ribbentrop, futur ministre des Affaires Etrangères nazi.

Kamerun, au large de Cadix. Naturellement, l'Allemagne considérait cet évènement comme un problème sérieux, dont elle s'était officiellement plainte[238], ce qui amenait le régime nazi à reconsidérer sa position. Cette nouvelle temporisation des nazis crispait profondément François-Poncet, déjà agacé par le délai de réponse allemand à la proposition de non-intervention. Le régime nazi avait en effet attendu le 17 août, soit la fin de ses Jeux Olympiques à Berlin, pour « [se décider] à sortir de sa réserve et à […] donner une réponse relativement positive »[239]. Son homologue à Rome, de Chambrun, fit le même constat pour l'Italie : l'Allemagne et l'Italie retardaient, une nouvelle fois, l'échéance. Angel Viñas confirmait le mécontentement d'une partie de la diplomatie française de la non-intervention de la France alors même que les puissances fascistes poursuivaient leurs interventions:

> Entre le 25 juillet et les premiers jours d'août 1936, deux mouvements contradictoires se matérialisèrent: d'un côté l'asymétrie dans les réponses officielles des puissances les plus directement intéressées par ce qui se passait en Espagne, avec la France, le Royaume-Uni et d'autres pays en pleine crispation face à l'assaut nazi-fasciste ; d'un autre côté, le désenchantement que généra l'attitude officielle contre la libre expédition d'armes à la République dans certains secteurs du corps politique et administratif français. […] Cette dualité d'attitudes se maintint tout au long du conflit […].[240]

Alors que l'ambassadeur français espérait une réponse définitive, il n'obtint du comte Ciano, gendre de Mussolini, que les témoignages de préoccupation du Duce concernant le préambule du document, dans lequel l'Italie souhaitait ajouter une mention sur le recrutement de volontaires, tout en « adjurant de croire à l'entière bonne foi de l'Italie »[241]. Ce n'est finalement que deux jours plus tard, le 21 août, que l'Italie accepta enfin formellement de signer le pacte, malgré quelques réserves. Cet accord conduisit à l'acceptation de l'Union Soviétique de Joseph Staline, deux jours plus tard. Toutefois, le 24 août, le gouvernement

---

[238] DDF/III, Télégrammes n°2617 à 2620, de M. François-Poncet à M. Delbos, Berlin, 19/08/1936, p.245.

[239] DDF/III, Dépêche n°1304, de M. François-Poncet à M. Delbos, Berlin, 19/08/1936, p.250.

[240] Viñas Ángel, *La soledad de la República, El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, *op.cit*. p.55.
"Entre el 25 de julio y los primeros días de agosto de 1936 cristalizaron dos movimientos contradictorios: por un lado la asimetría en las respuestas oficiales de las potencias más directamente interesadas en lo que pasaba en España, con Francia, el Reino Unido y otros países en clara retracción frente a la acometida nazi-fascista; por otro, el desencanto que la actitud oficial contra el libre envío de armas a la República generó en ciertos sectores del cuerpo político y administrativo francés. […] Esta dualidad de actitudes se mantuvo a lo largo de todo el conflicto […]."

[241] DDF/III, Télégrammes n°986 à 992. Très urgent. De M. De Chambrun à M. Delbos, Rome, 19/08/1936, p.246.

français commençait à s'impatienter, et se montrait quelque peu inquiet que toutes les puissances n'aient pas encore adhéré à la non-intervention, comme le témoigna Anthony Eden dans ses mémoires: « Trois jours plus tard l'ambassadeur de France me fit part de l'inquiétude que causait au gouvernement français, le retard apporté à la conclusion d'un accord sur la non-intervention. M. Blum et M. Delbos étaient presque à bout de patience. »[242] Le lendemain, l'Allemagne annonça publiquement son adhésion, et après la signature de toutes les puissances[243], la non-intervention put enfin être mise en application. Le soulagement était perceptible pour les dirigeants français, qui avaient durement lutté pour inclure toutes les puissances dans le pacte.

La presse française réagit bien évidemment à la ratification du pacte de non-intervention franco-britannique, dont les différentes lectures sur la situation internationale, à l'égard de la guerre d'Espagne, mérite d'être analysées. Le journal communiste *L'Humanité* accueille la nouvelle avec scepticisme et adopte une attitude prudente et méfiante. « Hitler promet… Quelle foi lui accorder ? Il déclare mettre l'embargo sur les armes à destination de l'Espagne »[244], titre le quotidien communiste. Preuve de ce scepticisme, le journaliste et romancier Paul Nizan s'étonne, dans cet article, que l'Allemagne ait signé l'accord de non-intervention, alors que du matériel de guerre allemand avait été livré la veille à Lisbonne, via le navire *Kamerun*. Malgré leur adhésion à la non-intervention, Nizan doute de la bonne foi du régime nazi, qui soutient les rebelles espagnols. Un doute confirmé par les études de l'historien Pierpaolo Barbieri, qui affirme que les Allemands poursuivent alors leur aide aux insurgés, comme au cours des trois premières semaines du mois d'août 1936 : « Selon plusieurs sources, le 24 août, Hitler augmenta son soutien à Franco au-delà de l'aérotransport, « tout son possible » sans pour autant autoriser les Allemands à entrer en guerre.»[245] La mise à disposition du matériel de guerre allemand aux troupes du *Caudillo* constituait une nouvelle preuve du mépris d'Hitler pour la non-intervention. D'après Nizan, pour contraindre l'Allemagne et l'Italie de pratiquer une véritable non-intervention, un contrôle strict doit être

---

[242] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit.* p.455.

[243] La liste des pays signataires de l'Accord de non-intervention comprenait: Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Estonie, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Pays Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, URSS et Yougoslavie. La Suisse, pour sa part, ne signa pas l'accord puisqu'elle était constitutionnellement neutre.

[244] « Hitler promet…Quelle foi lui accorder ? Il déclare mettre l'embargo sur les armes à destination de l'Espagne », *L'Humanité*, Paris, numéro 13 766, 25/08/1936, p.1.

[245] Barbieri Pierpaolo, *La sombra de Hitler, el imperio económico nazi y la guerra civil española*, *op.cit*. p.166. "Según varias fuentes, el 24 de agosto, Hitler amplió su apoyo a Franco más allá del aerotransporte, "todo lo posible", sin llegar a autorizar que los alemanes entraran en combate."

instauré. Dans ce cas-ci, selon le journaliste, une victoire de la Seconde République sera possible.

Dans un autre article paru dans *L'Humanité* du 25 août 1936, Gabriel Péri complète cette information: l'adhésion de l'Allemagne à l'accord de non-intervention ne doit pas faire oublier, écrit-il, l'inégalité de traitement entre les deux camps s'opposant en Espagne. Si le camp insurgé est « ravitaillé en avions et en munitions, le gouvernement régulier de la République espagnole s'est vu appliquer une sorte de blocus préventif »[246]. Péri poursuit en insistant qu'être solidaire de la République espagnole doit être « l'activité de tous les bons Français ». Au-delà de la dichotomie entre le bien et le mal signalée par les « bons Français » qui soutiennent la Seconde République espagnole, Gabriel Péri, au même titre que Nizan, en appelle au gouvernement de Front Populaire pour exercer un contrôle strict de l'accord de non-intervention.

En ce 25 août 1936, *Le Populaire*, organe de la SFIO, se félicite, quant à lui, de l'accord « sans réserve ni conditions », trouvé par le gouvernement avec le chancelier Hitler, « alors que, il y a quelques jours, il accumulait objections et prétextes pour se dérober ! »[247] Selon son rédacteur en chef du journal, Oreste Rosenfeld, les socialistes français peuvent se féliciter d'être à l'aube d'un « accord international dont la portée est grande ». Malgré l'optimisme que procure la ratification de la non-intervention en Espagne, les socialistes français sont bien conscients qu'il ne s'agit que d'une « détente sensible ». D'après Rosenfeld, pour qui il ne peut exister de paix durable dans un désarmement général, la prudence doit donc être de mise pour l'opinion publique française.

Le quotidien pacifiste *L'Œuvre* parle également de « détente internationale »[248] pour décrire l'annonce du 25 août 1936, mais fait part dans le même temps des « 800 tonnes de munitions » débarqué à Lisbonne par le *Kamerun*. Le journal radical avance que pour les autorités britanniques, la ratification de la non-intervention constitue « un grand succès pour la politique de M. Blum ». Parmi les journaux des partis constituant le Front Populaire, tous s'accordent donc pour s'offrir un peu de répit et de temps avant de juger les conséquences de l'acceptation de l'Allemagne à l'accord de non-intervention.

---

[246] « Après la décision du IIIème Reich, il convient d'organiser le contrôle international de l'accord de neutralité », *L'Humanité*, Paris, numéro 13 766, 25/08/1936, p.3.

[247] « L'Allemagne a adhéré à la déclaration française de non-intervention », *Le Populaire*, Paris, numéro 4944, 25/08/1936, pp.1 ; 3.

[248] « Détente internationale – A son tour l'Allemagne met l'embargo sur les armes à destination de l'Espagne», *L'Œuvre*, Paris, numéro 7 634, 25/08/1936, pp.1 ; 3.

A droite, on préfère traiter cette information en relevant les dissensions du Front Populaire, à propos de la politique internationale en Espagne. Le quotidien de droite *L'Echo de Paris* cite d'abord sobrement le communiqué officiel allemand de l'embargo sur les armes vers l'Espagne, puis affirme, dans un autre article, que l'ensemble du Front Populaire n'est pas uni derrière sa politique extérieure. Si au cours du discours de Buffalo, le leader communiste Maurice Thorez affirme officiellement être en harmonie avec ses homologues du Front Populaire, le journal remarque que les militants communistes continuent de crier les slogans en faveur d'un soutien à la Seconde République :

> « La réunion se termine au chant de l'Internationale tandis que retentissent à nouveau les cris : « Des avions pour l'Espagne, des canons pour l'Espagne ! » Belle conclusion après les protestations qui ont été faites en faveur de la non-intervention.[249]

Pour le périodique, malgré le soutien apparent, mêlé de doutes, affiché par Thorez, les communistes ne sont finalement pas en faveur de la politique de non-intervention. Il cherche à discréditer l'harmonie ambiante souhaitée par le Front Populaire. Il est avéré, nous le verrons un peu plus bas, que les dissensions au sujet de la politique à adopter en Espagne étaient importantes au sein de la coalition du Front Populaire.

Le journal *L'Action Française*, « organe du nationalisme intégral » préfère, pour sa part, aborder l'établissement des deux années de service militaire en Allemagne, plutôt que la ratification de la non-intervention en Espagne. Les évènements espagnols du 25 août 1936 sont relégués au second plan, la menace allemande étant considérée comme plus importante[250]. Pour autant, cette superposition temporelle de l'adhésion à la non-intervention en Espagne et la prolongation du service militaire est présentée comme « une vieille ruse allemande »[251], que le journal souhaite révéler à ses lecteurs. José Le Boucher, ancien pilote de guerre et rédacteur au quotidien, affirme qu'Hitler a profité des affaires espagnoles pour imposer plus facilement une étape supplémentaire de son projet de réarmement de l'Allemagne. Le Boucher critique violemment l'attitude passive des gouvernements français et britannique. L'embargo sur les armes en Espagne ne contraint que peu Hitler, dans la mesure où, à la moindre intervention du gouvernement de Blum, l'Allemagne sera libre de se

[249] « A Buffalo, « Des avions pour l'Espagne » crie la foule, tandis que Maurice Thorez prêche la non-intervention», *L'Echo de Paris*, Paris, numéro 20767, 26/08/1936, p.3.
[250] *L'Action Française*, Paris, numéro 238, 25/08/1936, p.1.
[251] « Vieille ruse allemande », *L'Action Française*, Paris, numéro 238, 25/08/1936, p.2.

retirer. Au prix de la ratification de la politique de non-intervention en Espagne, *L'Action Française* déplore donc le réarmement confirmé de l'Allemagne, qui met en péril la sécurité de la France. L'accueil est par conséquent négatif pour le quotidien.

A la fin août 1936, la non-intervention représenta donc pour les Français, mais surtout les Britanniques, une politique louable puisqu'en principe, elle empêchait les différentes puissances européennes d'approvisionner les deux camps s'opposant en Espagne. A défaut de pouvoir intervenir, le gouvernement de Front Populaire français réussit, à l'issue d'âpres négociations, à obtenir un embargo sur les livraisons de matériel de guerre de toutes les puissances. Cependant, si en théorie la politique pouvait s'avérer efficace, en pratique, le pacte de non-intervention rencontra ses premières difficultés dès le mois suivant, au point de devenir la « farce » dénoncée par ses détracteurs, comme nous le constaterons plus en détail, au cours de la deuxième partie de ce travail. Emile Témime écrit à ce sujet :

> A cette date [le 8 août] commence un interminable ballet diplomatique […] La non-intervention a été […] une immense duperie. Et le ralliement temporaire au principe de « non-immixtion » dans les affaires espagnoles de l'Allemagne, de l'Italie et de l'URSS ne fait qu'en accentuer l'aspect dérisoire.[252]

Une politique qui pourrait paraître louable à certains égards, mais une politique par défaut, aveugle sur les ambitions réelles des puissances étrangères en Espagne, rapidement perceptibles aux premières complications du mois de septembre, et qui mit surtout en exergue les clivages qui s'opérèrent au sein de la coalition du Front Populaire à l'égard du conflit espagnol.

[252] Témime Emile, *1936, La guerre d'Espagne commence, op.cit.* p.84.

2.4 - Fractures dans la coalition au sujet de l'Espagne.

La question de la non-intervention durant la guerre d'Espagne constitua un nouveau sujet de division, non seulement au sein de la société française, mais également dans la coalition gouvernementale du Front Populaire. Comme nous le verrons de manière détaillée par la suite, ces désaccords étaient notamment dus à l'incapacité des différents gouvernements à se montrer fermes quant à une stricte application du pacte de non-intervention, pourtant signé par toutes les puissances européennes. Pour autant, il nous semble nécessaire d'analyser au préalable les différentes raisons, ayant pu influencer et favoriser l'émergence et la pratique de la politique de non-intervention envers l'Espagne.

Au cours des presque deux années de gouvernance de la coalition du Front Populaire, entre juin 1936 et avril 1938, jamais il n'y eut un consensus quant à l'attitude à adopter par rapport à l'Espagne. Les divisions minaient le Front Populaire, ainsi que son gouvernement, tiraillé par deux mouvements contradictoires, l'un en faveur d'une aide aux républicains, l'autre partisan d'une prudence matérialisée par la non-intervention. La question espagnole était tellement sensible, et les divisions telles, qu'elles en provoquèrent presque la démission de Léon Blum de la présidence du gouvernement. A ce sujet, Jules Moch rappelait :

> Léon Blum a voulu deux fois démissionner au cours de cette triste période. La première se situe lors du conseil du 7 août. Il est désespéré de la division qui vient de se manifester entre ses ministres. Certains radicaux l'ont menacé de démissionner, si les livraisons à l'Espagne sont poursuivies. Sitôt ce conseil terminé, Léon Blum, que je raccompagne dans son bureau mitoyen de la salle du Conseil, me parle de l'éventualité d'une démission. Je l'en dissuade. D'abord parce que je ne pense pas que les radicaux mettent leur menace à exécution ; ensuite, parce que, s'ils le faisaient, il me paraît préférable de leur laisser l'initiative de la crise et de ne faire apparaître notre départ que comme une conséquence du leur, non comme un moyen préventif. […]
>
> Une deuxième fois, la démission a été envisagée après le débat du 6 décembre 1936 à la Chambre. Les communistes, qui font partie de la majorité parlementaire, décident de s'abstenir, d'ailleurs après des interventions particulièrement agressives. C'est la première faille dans le Front Populaire.[253]

[253] Moch Jules, *Rencontres avec Léon Blum*, *op.cit*, p. 207-208.

A la lecture de ce témoignage de Moch, nous pouvons clairement constater les différentes positions à l'égard de l'Espagne : la plupart des radicaux, quoiqu'ils ne furent pas non plus unanimes sur la question, étaient en faveur d'une non-intervention en Espagne, au point de menacer Blum de démissionner de leurs postes si ce dernier poursuivait ses efforts d'aide envers la République ; Léon Blum qui, à l'été 1936, souhaitait soutenir les républicains, se ravisa par la suite ; les communistes qui, dès le début, partisans d'une aide massive pour lutter contre les insurgés, et opposés à la non-intervention réaffirmée par le gouvernement en décembre 1936, s'abstinrent d'entrer au cabinet ministériel. De ces positions contradictoires, il semble nécessaire de donner les raisons menant à cette absence totale de consensus au sujet de la guerre d'Espagne.

Analysons tout d'abord les raisons du soutien du Parti Communiste Français à la République espagnole. Nous en avons trace dès le mois d'août 1936, soit au moment où le gouvernement de Front Populaire se lançait de manière certaine dans la non-intervention. Or, cette politique paraissait inacceptable aux yeux des communistes pour la sécurité de la France. Ils le firent savoir dans les colonnes de *L'Humanité*, dans lesquelles André Marty rappelait l'engagement et l'importance d'une aide aux républicains pour les communistes :

> Il est temps d'apporter à la République espagnole l'aide à laquelle ont droit ceux qui, là-bas, tombent pour la liberté, ceux qui, par leur lutte héroïque, protègent le pays de France des horreurs de la guerre, en premier lieu, en arrêtant l'invasion d'Hitler et de Mussolini. […] Les communistes seront au premier plan de cette lutte pour apporter au peuple espagnol toute l'aide à laquelle il a droit, et surtout pour que tout soit mis en œuvre pour briser l'intervention de l'Allemagne et de l'Italie fascistes en faveur des factieux assassins du peuple espagnol qui préparent ainsi le massacre des peuples de France, d'Angleterre, de Belgique.[254]

Pour Marty, le combat en Espagne dépasse ses frontières. Son argument, c'est que la guerre déclenchée par les insurgés est à la fois une attaque contre la République espagnole et une partie infime d'un plan à plus grande échelle de la part des fascistes, celui d'une invasion fasciste en Europe. La politique du gouvernement français n'est par conséquent pas appropriée. Si pour le cabinet de Blum, l'objectif était d'empêcher l'Allemagne et l'Italie d'appuyer les efforts de guerre des insurgés, le PCF était en faveur d'une fermeté envers le

[254] « Il faut que cesse immédiatement le blocus de fait de l'Espagne républicaine », *L'Humanité*, Paris, numéro 13 752, 11/08/1936, p.1

fascisme, d'une lutte à mort, position que l'on a d'ailleurs déjà constaté dans les rangs des communistes espagnols. L'historienne Annette Wieviorka, affirme d'ailleurs que ce genre de déclarations dans la presse s'inscrit dans une politique plus globale du PCF :

> Dès le mois d'août 1936, le parti communiste inaugure une nouvelle politique en mettant trois fers au feu : tenter d'influencer le gouvernement en critiquant sans relâche sa politique ; mobiliser les masses pour l'Espagne sous le mot d'ordre : « Des avions, des canons pour l'Espagne ! » ; organiser clandestinement l'aide fournie principalement par l'Union Soviétique qui détourne ainsi, elle aussi, la politique de non-intervention.[255]

Dans les *Cahiers du bolchevisme* du 25 août 1936, le leader du PCF, Maurice Thorez, se référait également à cette menace fasciste pour la France:

> Les fascistes, qui font, dans leur presse asservie, mener campagne d'excitation contre le communisme, contre les Soviets, […] contre la France du Front populaire, ils envoient canons, avions, munitions aux rebelles. L'intervention de Hitler et de Mussolini, elle s'effectue dans le sens d'une prise de position en vue de la guerre que prépare le fascisme dans l'ombre. Ils veulent encercler la France : fascisme à l'est, fascisme au sud-est, fascisme au sud, voilà les buts qu'ils voudraient réaliser. […][256]

A propos de cette menace, l'historien Carlos Serrano précise que les communistes souhaitaient montrer que la guerre en Espagne était « d'abord une entreprise hitlérienne anti française, dans laquelle Franco n'aurait été qu'un exécutant […] de second ordre »[257]. Le PCF prenait appui sur les commentaires d'Hitler dans *Mein Kampf*, dans lequel le Führer estimait que la France était le principal ennemi de l'Allemagne. Nous pouvons y voir, nous semble-t-il, une démarche propagandiste visant à dévoiler au grand jour un supposé plan anti-français d'Hitler, dans le but de favoriser une action chez les militants. Montrer la menace pour la France que pouvait susciter l'aide hitlérienne en Espagne, c'était s'assurer du concours des militants, plus enclins à soutenir la position du parti quant à la politique extérieure du gouvernement français.

---

[255] Wieviorka Annette, *Maurice et Jeannette, biographie du couple Thorez*, Paris, Tempus, 2016, p.254.

[256] « Au service de la liberté et de la paix », Paris, *Les Cahiers du Bolchevisme*, numéro 14-15, 25/08/1936, p.908-909.

[257] Serrano Carlos, *L'enjeu espagnol, PCF et guerre d'Espagne*, *op.cit*. pp.37-38.

Pourtant, les attaques envers le gouvernement de Blum se calmèrent après le discours de Luna Park du 6 septembre 1936, dans lequel le chef du gouvernement justifia la politique de non-intervention, allocution que nous analyserons en détail dans la deuxième partie de cette thèse. Comment expliquer un tel revirement ? Face aux diatribes des communistes, le chef du gouvernement répondit en exposant l'incohérence du PCF, qui critiquait la non-intervention alors que l'URSS y avait adhéré. Non pas que Maurice Thorez ait été convaincu par les arguments du leader socialiste, loin s'en faut, il s'agissait plutôt d'une demande officielle de la part de l'ambassade soviétique, ce qui plaçait le premier secrétaire du PCF dans une situation inconfortable. Dans la biographie qu'Anne Wieviorka lui consacre, elle écrit que Thorez était « soumis à une sorte de grand écart permanent qu'imposait l'Internationale par ses télégrammes ou par les directives »[258] jusqu'à la fin de la coalition populaire. Concrètement, le PCF pouvait critiquer le gouvernement en place, parfois de manière véhémente, mais ces critiques devaient rester suffisamment acceptables afin de ne pas briser l'unité du Front Populaire. C'est ainsi que Thorez déclarait, le 27 février 1937 devant les militants parisiens, que le PCF « sait que le Front Populaire réside surtout dans la volonté d'union des masses dans tout le pays » et qu'il « a soutenu, soutient et soutiendra loyalement au Parlement le gouvernement »[259]. Il ajouta toutefois que cette fidélité ne devait pas faire oublier les désaccords au sein de la coalition et un sentiment de tiraillement dans la gauche française : « Nous avons été souvent déchirés entre notre volonté d'aider l'Espagne et notre volonté de maintenir ici intact le Front Populaire »[260]. Tout au long de la guerre d'Espagne, aux travers de discours ou d'éditoriaux dans la presse communiste, les politiciens du PCF poursuivirent leur critique de la non-intervention en Espagne, tant qu'elle ne remettait pas en cause l'équilibre de la coalition de Front Populaire, et apportèrent parallèlement le soutien clandestin à la République que l'on connaît.

Les velléités d'intervention envers la République espagnole n'étaient pas simplement réservées aux communistes français. Au sein de la SFIO aussi, certains membres du parti soutenaient la nécessité de la France d'apporter son concours au combat des républicains. Jean Zyromski, défenseur des thèses antifascistes françaises, s'engageait pour la cause de la République en Espagne, en signant la préface du célèbre discours d'Alvarez del Vayo « L'Espagne accuse ! » publié en septembre 1936. Face aux preuves insoutenables de la participation italo-allemande auprès des troupes rebelles, Zyromski s'indignait :

[258] Wieviorka Annette, *Maurice et Jeannette, biographie du couple Thorez*, *op.cit*, p.257.
[259] « Le rapport de Thorez », *L'Humanité*, Paris, numéro 13 953, 28/02/1937, p.2.
[260] Cité dans Serrano Carlos, *L'enjeu espagnol, PCF et guerre d'Espagne*, *op.cit*. p.111.

Il n'est plus possible de se taire, il n'est plus possible de se réfugier dans l'équivoque, il n'est plus possible de continuer à être dupe. […] Situation tragique. Elle doit cesser au plus vite ; je sais que l'émotion grandit dans les organisations syndicales. La CGT a parlé ; l'idée de la « reconsidération » gagne de jour en jour du terrain. Mais il n'y a plus une minute à perdre. Le facteur *temps* a un rôle décisif.

Depuis des semaines, je ne cesse d'agir par tous les moyens en mon pouvoir pour montrer la « duperie sinistre » de la non-intervention.[261]

Si Zyromski implorait les militants de gauche de ne plus se laisser berner par l'Allemagne et l'Italie, précisons néanmoins que son opinion ne faisait pas l'unanimité. Au sein de la SFIO et du Parti Radical, d'autres dirigeants appelaient à se montrer plus prudents en Espagne et soutenaient la non-intervention de leur leader Léon Blum. Face à ces divisions, comment expliquer que l'option de la non-intervention ait été privilégiée ?

Un premier élément de réponse possible réside dans la constitution même du premier gouvernement de Léon Blum. Dans ce cabinet, aucun membre du Parti Communiste Français n'y était impliqué, seuls les socialistes et les radicaux en faisaient partie. Le lecteur pourra le constater dans le tableau proposé ci-dessous :

Partis politiques	**Membres du gouvernement** (fonction du ministre)
SFIO	**Léon Blum** (président du Conseil), **Paul Faure** (ministre d'Etat), **Roger Salengro** (Intérieur), **Vincent Auriol** (Finances), **Charles Spinasse** (Economie), **Georges Monnet** (Agriculture), **Marius Moutet** (Colonies), **Albert Bedouce** (Travaux Publics), **Jean-Baptiste Lebas** (Travail), **Albert Rivière** (Pensions), **Robert Jardillier** (PTT), **Henri Sellier** (Santé Publique).
Parti Radical	**Edouard Daladier** (vice-président du Conseil), **Camille Chautemps** (ministre d'Etat), **Marc Rucart** (Justice), **Yvon Delbos** (Affaires Etrangères), **Pierre Cot** (Air), **Alphonse Gasnier-Duparc** (Marine), **Jean Zay** (Education Nationale), **Paul Bastid** (Commerce)

[261] *L'Espagne accuse !*, Paris, Comité franco-espagnol, 1936, pp.5-6. https://pandor.u-bourgogne.fr/img-viewer/BMP/brb299/viewer.html?ns=brb299_020.jpg (Consulté le 27/12/2021)

PCF	/
USR (Union Socialiste Républicaine)	**Maurice Viollette** (Ministre d'Etat)

Composition du premier gouvernement de Léon Blum (juin 1936)[262]

Dans ce premier gouvernement, douze membres provenaient de la SFIO et huit du Parti Radical. Maurice Viollette était le seul membre en-dehors de ces deux partis, en tant que sénateur pour l'Union Socialiste Républicaine (USR), parti modéré situé à l'aile droite de la SFIO. La composition de ce gouvernement semblait suivre la logique des élections, les socialistes étant la composante de la coalition ayant remporté le plus de voix lors du suffrage de mai 1936 (20,76%) suivis des radicaux (15,92%), logique toutefois contredite par l'absence de communistes dans le cabinet ministérielle. Parmi les explications de cette défaillance, écartons d'emblée l'hypothèse d'un refus de Léon Blum de voir entrer des communistes dans son gouvernement. Dès le 8 mai 1936, dans *Le Populaire*, le nouveau président du Conseil avait en effet tendu la main au parti de Maurice Thorez : « La victoire remportée par le Front Populaire ne nous paraîtrait pas complète si les communistes ne s'associaient pas à nous dans l'exercice du pouvoir conquis. La déception serait grande dans nos rangs, et sans doute hors de nos rangs. »[263] Le Parti Radical soutenait également la proposition de Blum. Au PCF, Maurice Thorez et Jacques Duclos militèrent discrètement en faveur d'une participation communiste au nouveau gouvernement. Dans son discours à la Mutualité du 6 mai, Thorez n'évoqua pas explicitement la possibilité d'une participation communiste au gouvernement, mais rappela que « le prochain gouvernement disposerait d'une majorité impressionnante » et que la réussite du Front Populaire serait due à « sa cohésion, son organisation et l'action des masses »[264]. Le Secrétaire général du PCF ne pouvait exposer ses ambitions gouvernementales, alors que l'Internationale Communiste avait clairement placé son véto à l'occasion de son VII^{ème} Congrès, à l'été 1935. Jean-Paul Brunet, se basant sur des archives du Komintern, signale que cette décision avait été prise directement par Moscou en 1935[265], ce que confirme, par ailleurs, Jean Vigreux[266]. Dimitrov avait

[262] Tableau établi par nos soins à partir de l'ouvrage de Jean Vigreux, *Le Front Populaire 1934-1938*, Paris, PUF, 2011, p.44.
[263] « Le Front Populaire et le pouvoir», *Le Populaire*, Paris, numéro 4835, 08/05/1936, p.1.
[264] « Après la victoire du Front Populaire, la position du Parti Communiste », *L'Humanité*, Paris, numéro 13 659, 10/05/1936, p.2.
[265] Brunet Jean-Paul, *Histoire du Front Populaire (1934-1938)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1991, p.42.

également réaffirmé cette position dans son rapport du 11 mai 1936. Thorez n'avait d'autres choix le 14 mai que de refuser la proposition de la SFIO[267].

L'absence du PCF dans les gouvernements de Front Populaire joua indéniablement un rôle dans l'orientation politique de la coalition. Résigné, Thorez justifiait la décision de son parti par le fait que sa participation, « source de panique et d'affolement », n'aurait pas aidé le Front Populaire. Mais force est de constater que le PCF n'eut que peu d'influence sur les décisions du gouvernement de Blum. Annette Wieviorka écrit que le leader communiste regretta cette décision durant sa vie entière : « Il la tint pour une faute, et pensait que peut-être le cours de l'histoire (et notamment l'issue de la guerre d'Espagne si la France était intervenue) aurait pu être changé s'il avait été aux affaires. »[268] Les communistes étaient exclus des débats des conseils des ministres, concernant les politiques intérieure et extérieure du pays, écartés des prises de décision du cabinet, et n'avaient pas voix au chapitre. Certains membres du PCF, comme Paul Vaillant-Couturier, pensaient à tort qu'en-dehors du gouvernement, le parti pourrait peser sur les masses. En 24 février 1938, l'ambassadeur républicain Ossorio rappelait même à Giral l'influence limitée que le PCF semblait avoir sur le gouvernement :

> La visite du communiste Thorez n'a pas donné davantage que ce que j'explique dans le télégramme. J'ai l'impression que les ministres communiquent moins avec les communistes qu'avec les socialistes et les radicaux.[269]

Cette mise à l'écart eut de fait des conséquences lorsque le gouvernement dut se positionner entre une intervention militaire auprès des républicains espagnols et un projet de neutralité. Les communistes ne pouvaient peser en faveur d'un soutien. Toutefois, les discussions concernant l'Espagne confirment clairement les divisions de la SFIO et du Parti Radical, et en premier lieu au sein de l'administration Blum, comme l'indique le tableau ci-dessous :

---

[266] Vigreux Jean, *Histoire du Front Populaire, l'échappée belle, op.cit.* p.112.

[267] « Réponse du Bureau politique du Parti Communiste au Parti Socialiste », *L'Humanité*, Paris, numéro 13 664, 15/05/1936, p.1.

[268] Wieviorka Annette, *Maurice et Jeannette, biographie du couple Thorez*, *op.cit*, pp.248-249.

[269] FJN, 1 MES 3100 1000 1001 9004, 24/02/1938.
"La visita del comunista Thorez no ha dado de sí más que lo que explico en el telegrama. Saco la impresión de que los ministros están menos comunicativos con los comunistas que con los socialistas, y con los radicales."

Attitude connue au sujet de la guerre d'Espagne	Membres du gouvernement (Parti politique d'origine)
En faveur du pacte de non-intervention	**Léon Blum** (SFIO – à partir d'août 1936), **Edouard Daladier** (Parti Rad.), **Camille Chautemps** (Parti Rad.), **Yvon Delbos** (Parti Rad.), **Paul Faure** (SFIO), **Charles Spinasse** (SFIO), **Albert Bedouce** (SFIO), **Albert Rivière** (SFIO), **Robert Jardillier** (SFIO), **Paul Bastid** (Parti Rad.),
En faveur d'une intervention auprès de la République espagnole	**Vincent Auriol** (SFIO), **Pierre Cot** (Parti Rad.), **Jean Zay** (Parti Rad.), **Maurice Viollette** (USR), **Roger Salengro** (SFIO), **Alphonse Gasnier-Duparc** (Parti Rad.), **Marius Moutet** (SFIO), **Georges Monnet** (SFIO), **Jean-Baptiste Lebas** (SFIO)

Des divisions marquées au sein du gouvernement à propos de la guerre d'Espagne en juillet-août 1936.[270]

Le cabinet était profondément divisé quant à l'attitude à adopter par rapport au conflit espagnol. Neuf membres du cabinet étaient, nous semble-t-il, en faveur d'une aide aux républicains, contre dix parmi les partisans d'une non-intervention. Nous n'avons pas pu accéder aux dossiers qui auraient pu nous informer sur les positions de deux ministres : le radical Marc Rucart et le socialiste Henri Sellier. Leurs fonctions n'étant certes pas directement liées à la guerre d'Espagne, leurs influences étaient probablement limitées à ce sujet. Face à cette quasi-égalité, nous pourrions être amenés à penser qu'une présence de communistes au gouvernement aurait pu changer l'orientation de la politique étrangère envers l'Espagne. Mais comment donc analyser la décision finale prise par ce gouvernement socialo-radical ? Si on en croit les échanges rapportés par Gilbert Grellet dans *Un été impardonnable*, les débats furent quelque peu enflammés aux conseils des ministres[271]. Vincent Auriol, Pierre Cot et Jean Zay étaient de ceux qui ne voyaient aucune autre solution qu'une intervention militaire pour sauver la République espagnole, et pourtant la non-intervention fut décidée.

[270] Tableau établi par nos soins à partir des informations citées dans : Lalmy Pascal-Eric, *Le Parti Radical-Socialiste et le Front Populaire, 1934-1938*, *op.cit.* p.83 ; Lacouture Jean, *Léon Blum*, *op.cit.* p.339 ; Grellet Gilbert, *Un été impardonnable*, *op.cit.* pp.140-141.
[271] Grellet Gilbert, *Un été impardonnable*, *op.cit*, pp.140-141.

Jean-Baptiste Duroselle affirme à ce sujet que « les non-interventionnistes étaient les plus virulents »[272]. D'autre part, il nous semble que les fonctions occupées au gouvernement purent constituer un facteur important pour comprendre cette décision. En effet, de par leurs positions, Léon Blum, Edouard Daladier, respectivement président et vice-président du Conseil, Camille Chautemps, ministre d'État influent, ou Yvon Delbos aux Affaires Etrangères, possédaient une légitimité certaine pour donner leur avis au sujet de l'Espagne. Tous les quatre étaient opposés à une intervention en Espagne, même si pour Léon Blum il s'agissait davantage d'un choix de raison. Selon Pascal-Eric Lalmy, les autres grands pontes radicaux, qu'étaient Jules Jeanneney et Edouard Herriot, présidents du Sénat et de la Chambre des Députés, « se prononçaient contre une aide directe à l'Espagne »[273]. De plus, le président de la République, Albert Lebrun, penchait plutôt pour la prudence, ce que conférait la non-intervention. Nous pouvons difficilement imaginer une autre politique que la non-intervention, sans le soutien des deux présidents, du vice-président, d'un ministre d'Etat et du ministre des Affaires Etrangères. Cela aurait sûrement provoqué un risque de démissions massives dans un gouvernement tout juste formé, menace qui avait été formulée à Blum. A notre avis, la non-intervention se révélait par conséquent un choix de prudence davantage qu'une solution unanime, mais soutenu par la presse radicale dans son ensemble[274].

L'arrivée de Chautemps, fervent supporter du pacte de non-intervention, à la présidence du Conseil à partir de juin 1937, ne changea pas réellement la donne. Aucun communiste ne participait à son gouvernement, Léon Blum occupait la vice-présidence, tandis que le très pacifiste et anti-communiste Georges Bonnet débarquait aux Finances. Selon l'historien Yves Morel, Chautemps « [poursuivit] loyalement, en conformité avec le contrat de législature du Front Populaire, l'application des mesures prises sous le ministère Blum »[275]. En janvier 1938, Chautemps remaniait son cabinet, encore davantage tourné vers l'aile droite du Parti Radical, plus conservatrice, alors que le deuxième gouvernement de Blum ne résista qu'un mois, provoquant la chute du Front Populaire en avril au profit d'un gouvernement radical orienté vers la droite, sous la présidence d'Edouard Daladier, ce qui constituait, d'après Morel, un « revirement politique majeur »[276]. Cependant, la politique internationale resta la même. L'arrivée de Georges Bonnet au Quai d'Orsay signifia même l'abandon

[272] Duroselle Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939*, Paris, Imprimerie Nationale, 1979, p.304.
[273] Lalmy Pascal-Eric, *Le Parti Radical-Socialiste et le Front Populaire, 1934-1938*, *op.cit*. p.83.
[274] *Ibid*, p.84.
[275] Morel Yves, *Histoire du Parti Radical*, *op.cit*, p.121.
[276] *Ibid*, p.121.

définitif d'une hypothétique intervention en faveur des républicains espagnols. En réalité, il nous semble que la question d'un soutien à l'Espagne républicaine ait été seulement envisagée sérieusement à l'été 1936. Une fois le pacte signé, il devenait plus compliqué de dévier radicalement la politique extérieure du pays, et d'autant plus sans une réelle volonté de la part des dirigeants. La composition des gouvernements fut par conséquent, et à notre avis, un facteur fondamental pour expliquer la non-intervention du Front Populaire.

Il convient, par ailleurs, de rappeler les rapports de force dans la coalition de Front Populaire, qui ne favorisèrent pas non plus un changement de perspectives menant à une action en Espagne. Delperrié de Bayac a montré combien les relations entre Léon Blum et les communistes se crispèrent à l'automne, notant que le ton était devenu « acrimonieux »[277]. Hormis l'absence de participation communiste au gouvernement, les rapports toujours plus difficiles avec le PCF conduisaient Léon Blum à s'allier naturellement aux radicaux, la position des chefs du Parti Radical étant plutôt celle d'une non-intervention. Jean Lacouture écrit, à ce sujet, que cette convergence de raison vers le Parti Radical pour la gouvernance de la coalition posa des problèmes dans son équilibre : « L'absence des communistes du pouvoir ne cessa de déséquilibrer l'attelage et de faire des radicaux les censeurs sinon les geôliers de Blum »[278]. Dans ces conditions, l'hypothèse d'un secours de la France à la République espagnole n'avait aucune chance d'aboutir.

En parallèle, un autre argument, cette fois-ci d'ordre international, pouvait appuyer le choix d'une abstention militaire française en Espagne, et tendait à exclure le PCF des décisions en matière de politique extérieure. Dans la chronologie du communisme, les années de 1936 à 1938 furent surtout celle des grands Procès de Moscou, purges destinées à éliminer tous les ennemis de l'intérieur du régime de Staline. En août 1936, avait lieu le premier grand procès, au cours duquel le procureur général Andreï Vychinsky accusa de terrorisme d'anciens membres du Politburo, tels que Grigori Zinoviev ou Lev Kamenev. Des accusations qui menèrent la plupart du temps à une condamnation à mort et à une exécution dans la foulée. Le second procès, en janvier 1937, purgea les grands généraux de l'Armée Rouge pour complot, espionnage ou trahison, tandis que le troisième procès, en mars 1938, visa à épurer ceux qui étaient accusés de complot en vue de l'assassinat de Staline. Des procès auxquels ne participa pas un des grands ennemis du dictateur, Léon Trotsky, parti en exil au Mexique.

[277] Delperrié de Bayac Jacques, *Histoire du Front Populaire*, Paris, Fayard, 1972, p.323.
[278] Lacouture Jean, *Léon Blum*, *op.cit*. p.397.

Cependant, les partisans du théoricien de la Terreur bolchevique étaient combattus avec force en URSS et dans le reste du monde par les soviétiques. Trotsky serait d'ailleurs assassiné par un agent espagnol de Staline, Ramón Mercader, en 1940 au Mexique. Ces évènements eurent des répercussions en Europe, et notamment en Espagne pendant la guerre civile, avec la persécution des trotskistes, et les luttes internes au sein du camp républicain, déjà mentionnées précédemment. Il nous semble que ces différents évènements extérieurs enlevèrent une certaine légitimité à une intervention française en Espagne et accentuèrent les craintes d'une bolchevisation dans la péninsule. Il y aurait donc eu, comme l'a dénommé Carlos Serrano, « des contre-coups au procès »[279]. Le PCF, était dépendant des directives de l'Internationale Communiste, elle-même dépendante des décisions du Kremlin. On pouvait par conséquent craindre qu'une intervention de la France en Espagne soit interprétée par l'opposition à droite, ou par les puissances fascistes, comme la preuve que le gouvernement de Front Populaire était dirigé depuis Moscou. De fait, l'absence des communistes arrangeait-elle finalement le gouvernement ? En tout cas, l'option de la non-intervention permettait au gouvernement de Léon Blum de ne pas être associé aux communistes et aux purges staliniennes menées jusqu'en Espagne. Un argument de poids, amené par les partisans de cette politique pour sa mise en application tout d'abord, puis pour son maintien tout au long de la guerre d'Espagne.

[279] Serrano Carlos, *L'enjeu espagnol, PCF et guerre d'Espagne*, *op.cit*. p.119.

2.5 - La mise en application du programme commun du Front Populaire.

Lorsqu'éclata la guerre d'Espagne, en juillet 1936, le gouvernement de Léon Blum était constitué depuis seulement un mois et demi. Face à l'attente enthousiaste des militants du Front Populaire, le gouvernement souhaitait mettre en application le programme commun signé quelques mois avant les élections. Jean-Baptiste Duroselle précise à ce sujet que « comme dans toutes les démocraties occidentales, la France n'élit pas ses députés sur des programmes de politique extérieure »[280], et que par conséquent le gouvernement devait miser sur les mesures qui les avaient amenées au pouvoir. Le discours d'investiture de Léon Blum à la Chambre des Députés du 6 juin laissait déjà entrevoir la volonté du cabinet de se consacrer rapidement aux mesures de leur programme :

> La tâche du Gouvernement qui se présente devant vous se trouve donc définie dès la première heure de son existence. Il n'a pas à chercher sa majorité, ou à appeler à lui une majorité. Sa majorité est faite. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche, à gauche et sur divers bancs*.) […] Il n'a pas à formuler son programme. Son programme est le programme commun souscrit par tous les partis qui composent la majorité, et l'unique problème qui se pose pour lui sera de le résoudre en actes. (*Nouveaux applaudissements*.)
>
> Ces actes se succéderont à une cadence rapide, car c'est de la convergence de leurs effets que le Gouvernement attend le changement moral et matériel réclamé par le pays. Dès le début de la semaine prochaine, nous déposerons sur le bureau de la Chambre un ensemble de projets de loi dont nous demanderons aux deux assemblées d'assurer le vote avant leur séparation. (*Très bien ! très bien !*) […]
>
> Sitôt ces mesures votées, nous présenterons au Parlement une seconde série de projets visant notamment le fonds national de chômage, l'assurance contre les calamités agricoles, l'aménagement des dettes agricoles (*Applaudissements*), un régime de retraites garantissant contre la misère les vieux travailleurs des villes et des campagnes.[281]

L'expression de « cadence rapide » évoquée par Léon Blum, et dont la mise en application par le gouvernement fut prolongée jusqu'au début de l'année 1937, constituait en fait une réponse directe aux souhaits des électeurs du Front Populaire. L'attente de l'opinion publique

[280] Duroselle Jean-Baptiste, « L'influence de la politique intérieure sur la politique extérieure de la France », dans *Les relations franco-britanniques 1935-1939*, Paris, CNRS, 1975, p.225.
[281] Extrait du discours d'investiture de Léon Blum à la Chambre des Députés, 06/06/1936. https://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-discours-parlementaires/leon-blum-6-juin-1936 (Consulté le 29/12/2021).

française de gauche était tellement importante que le gouvernement ne pouvait se permettre de tergiverser. Les grèves joyeuses, qui virent la classe ouvrière occuper les usines dès le mois de juin 1936, témoignaient de cette impatience et de ce besoin de réformes. Rapidement, la signature des Accords de Matignon mirent en pratique trois promesses sociales et économiques du programme commun pour les travailleurs du pays : loi sur les conventions collectives, sur les congés payés et la semaine à quarante heures. En conséquence, une partie des Français put partir en vacances dès l'été 1936. Ces mesures, perçues comme une avancée sociale inédite dans l'histoire de la République, satisfaisaient une grande part de la population. Jean Vigreux évoque un « mouvement social, culturel et politique qui propose d'abolir les barrières culturelles liées à l'aliénation sociale » et d'un « mouvement émancipateur »[282]. Cependant, ces mesures irritèrent le patronat et la droite française, renforçant ainsi les divisions au sein de la société.

Plusieurs autres promesses furent exaucées dès les premiers mois au pouvoir du Front Populaire : la série de Grands Travaux afin d'impulser une nouvelle dynamique économique, la réforme de la Banque de France, ou encore la ratification de la loi d'amnistie. De plus, un certain nombre de mesures en faveur des loisirs et de l'éducation furent mises en œuvre, comme convenu dans le programme commun. La coalition de gauche, dont l'idée était née à la suite des manifestations antiparlementaires du 6 février 1934, prit aussi la décision de dissoudre les Ligues factieuses d'extrême-droite, en vertu de la défense de la démocratie et de la République. Ainsi, les Croix-de-Feu du colonel La Rocque, les Francistes de Marcel Bucard, les Jeunesses Patriotes de Pierre Taittinger et la Solidarité Française de François Coty furent interdites, en juin 1936.

On le voit, l'arrivée du Front Populaire suscitait autant d'enthousiasme que d'attentes concrètes dans la population française, comme ce fut le cas en Espagne, et le choix de la « cadence rapide » en était la preuve. Cette révolution sociale, économique et politique s'effectua dans une chronologie similaire au début de la guerre d'Espagne. Il nous semble, par conséquent, important de ne pas dissocier le contexte international des évènements de politique intérieure. Ces circonstances eurent une influence dans les décisions prises par le gouvernement de Léon Blum à l'été 1936 concernant la guerre civile espagnole. Pour comprendre le choix de la non-intervention en Espagne, qui sera analysé plus loin à la lumière du contexte international, il convient donc de prendre en compte ce contexte national. La non-intervention représentait, à ce titre, la politique la plus neutre possible, celle qui ne mettait pas

[282] Vigreux Jean, *Le Front Populaire 1934-1938*, *op.cit*. p.166.

en cause l'équilibre de la coalition populaire. Toute intervention en Espagne, aurait rencontré l'opposition de la droite et de l'extrême-droite française, possible source de problèmes pour l'administration du gouvernement, comme nous le constaterons ultérieurement. C'est avec ce raisonnement en tête qu'il faut, nous semble-t-il, comprendre la position du PCF. Certes, les communistes rejetaient férocement la politique de non-intervention en Espagne, mais des critiques trop véhémentes auraient mis en péril la coalition et la mise en application du programme électoral. Les perspectives nationales supplantaient la politique extérieure, et l'exécution du programme commun était jugée plus importante qu'un soutien aux républicains espagnols.

Pour autant, il serait erroné de croire que les divisions au sein de la coalition au sujet de l'Espagne n'avaient aucune influence sur la bonne santé du gouvernement sur le plan national, bien au contraire, comme l'écrit Jean Vigreux:

> Cette division des forces de gauche en France, liée à la question espagnole, ne conduit pas à la chute du Rassemblement populaire, mais elle le fragilise. Elle laisse des traces profondes, entre pacifistes et bellicistes : ce sont de véritables failles entre ceux qui veulent préserver la paix et ceux qui veulent combattre le fascisme, qui ne cesseront de rejouer les années suivantes. Le gouvernement doit faire face à une opposition de plus en plus radicale…[283]

C'est bien cette fragilité, apportée par les tensions à propos de la guerre d'Espagne, qui conduisit par exemple les communistes à s'abstenir lors du vote de confiance au gouvernement, les 4 et 5 décembre 1936, comme nous le verrons dans la deuxième partie de ce travail. Des premières fissures étaient visibles, et l'unité de la gauche semblait s'éroder, ce qui poussa Blum à mettre fin, en février 1937, à la « cadence rapide » et à faire une « pause » dans les réformes. Si l'échec quasi-instantané de la non-intervention en Espagne entraîna donc des problèmes sur la durée à la coalition, il semble toutefois assez évident qu'un soutien militaire aux républicains espagnols aurait sûrement provoqué un retrait des radicaux, mettant un terme à la coalition et à la majorité à la Chambre des Députés, et annihilant de fait toute possibilité de mise en application de réformes dans le pays. Si la non-intervention fragilisait sur le long terme la coalition, et abandonnait dans les faits la République espagnole, elle permettait, à notre avis, et malgré tout, de se maintenir au pouvoir pour mettre en œuvre le programme pour lequel une majorité de Français avait voté. Malgré la mise en échec de sa

[283] *Ibid*, p.189.

politique extérieure en Espagne, par l'Allemagne et l'Italie, le gouvernement de Blum maintint ce cap en 1937, en s'engluant dans des négociations pour une application effective du pacte de non-intervention. Ce gouvernement ne pouvait en effet se permettre de tout risquer pour l'Espagne, l'équilibre de la coalition étant grandement fragilisé sur le plan national. Blum fut finalement désavoué à deux reprises par le Sénat, qui lui refusa les pleins pouvoirs financiers pour une relance économique, ce qui l'obligea à démissionner, en juin 1937, au profit d'un gouvernement plus radical sous Camille Chautemps.

Ne rien risquer à l'international pour mener à bien le programme commun du Front Populaire, telle était l'intention du gouvernement. Il faut toutefois rappeler les revendications politiques du Rassemblement Populaire, publiées en janvier 1936 : la « défense de la liberté » et la « défense de la paix », parmi lesquelles figuraient :

> 1° Appel à la collaboration du peuple et notamment des masses laborieuses pour le maintien et l'organisation de la paix.
>
> 2° Collaboration internationale dans le cadre de la Société des Nations, pour la sécurité collective, par la définition de l'agresseur et l'application automatique et solidaire des sanctions en cas d'agression.
>
> 3° Effort incessant pour passer de la paix armée à la paix désarmée […][284]

Le maintien de la paix était une mesure phare du Front Populaire, dans une Europe aux tensions toujours aiguës et menaçantes, et à ce titre, la politique de non-intervention s'accordait totalement à cette revendication pacifiste. En demandant une aide militaire aux républicains, les communistes français se trouvaient en contradiction avec le programme commun, qu'ils avaient signé par sensibilité antifasciste, base même du rapprochement des différents partis de la gauche française, depuis 1934. On comprend donc l'ambiguïté à laquelle était confronté le gouvernement de Blum dans sa décision concernant les évènements espagnols : non-intervention au nom du maintien de la paix, dans le cadre de son programme ou soutien belliqueux au nom du combat contre le fascisme international. Une ambiguïté déjà notée par Serge Berstein:

> […] les conceptions de Léon Blum en matière de politique extérieure soulèvent des réserves beaucoup plus prononcées dans le camp de la gauche. […] Globalement, les

[284] « Revendications du Rassemblement Populaire», *Le Populaire*, Paris, numéro 4717, 11/01/1936, p.4.

forces politiques de gauche associées au sein du gouvernement se déclarent pacifistes. Mais le programme adopté en janvier 1936 se veut nettement antifasciste. Pour la plupart des membres du Front Populaire, il n'y a pas d'antinomie entre ces deux termes, l'antifascisme devant inspirer la conduite de la politique intérieure. Aussi, Léon Blum, arrivant au pouvoir, a-t-il défini une politique extérieure reposant sur deux axes : le maintien de la paix et la fermeté face aux dictatures fascistes. Maintien de la paix qui le conduit à ne rien négliger pour éviter un conflit.[285]

Le gouvernement français tenta donc une association entre le maintien de la paix et la lutte antifasciste : la France s'abstenait en Espagne, pour conserver le *statu quo* pacifique en Europe, et appelait les autres puissances telles que l'Allemagne et l'Italie à en faire de même, afin d'empêcher une expansion du fascisme en Europe. A plusieurs reprises, le gouvernement essaya de manifester une attitude ferme à l'égard de ces deux puissances fascistes, comme nous le constaterons plus loin. Mais ces rares succès se firent au prix de longues négociations s'écoulant sur plusieurs mois, au cours desquels Hitler et Mussolini purent apporter leurs concours à l'effort de guerre franquiste. De ce point de vue, la politique de non-intervention en Espagne constituait un choix en toute conformité électorale pour maintenir la paix en Europe. Cependant, c'est bien son échec rapide qui lui ôta tout crédit et lui valut autant de critiques.

Enfin, un dernier facteur contraignit les dirigeants français au pouvoir à ne pas entreprendre une autre politique que celle de l'abstention en Espagne : l'instabilité gouvernementale entre 1936 et 1939. La conjecture nationale conduisit à un total de cinq remaniements de cabinet durant les trois ans que durèrent la guerre d'Espagne : le premier gouvernement Blum (juin 1936-juin 1937), le premier cabinet Chautemps (juin 1937-janvier 1938), puis un second (janvier-mars 1938), un nouveau gouvernement Blum (mars-avril 1938), dont la chute rapide entraîna la fin du Front Populaire. Edouard Daladier fut ensuite chargé de former un gouvernement composé de radicaux et de personnalités de la droite française. Cet enchaînement ne pouvait permettre, en effet, à la France de mener une action durable en Espagne. A contrario, l'instabilité maintenait un certain *statu quo* dans la non-intervention, aucun cabinet ne souhaitait changer de cap sur le plan international et tous préféraient se concentrer sur des mesures plus nationales ou des enjeux internationaux plus importants que la guerre d'Espagne.

[285]Berstein Serge, *La France des années 30*, *op.cit.* pp.158-159.

L'orientation de la politique extérieure du Front Populaire, liée à la guerre d'Espagne, fut indubitablement due à plusieurs facteurs d'ordre interne. Tout d'abord, un manque de cohésion dans la coalition, entre une certaine prudence d'un certain nombre de socialistes et radicaux, divisés sur le sujet, et une volonté belliqueuse farouche des communistes. Or, l'absence des communistes dans le gouvernement de Blum revêtit une importance considérable dans le choix de la non-intervention, tout comme le refus d'hommes forts du gouvernement, situés à des postes clés (Blum, Daladier, Chautemps, Delbos), de s'engager militairement dans la guerre d'Espagne. De plus, par rapport à la profonde révolution sociale que connaissait la France du Front Populaire, le conflit espagnol passait quelque peu au second plan, malgré la passion qu'elle suscita dans l'opinion publique. Il était difficilement envisageable pour les dirigeants français de risquer la mise en œuvre du programme commun pour une immixtion dans une affaire étrangère, dans lequel le maintien de la paix était considéré comme essentiel, et dont la non-intervention en constituait une des mesures. Enfin, le manque de stabilité gouvernementale favorisait une certaine continuité dans la non-intervention. Hormis les enjeux inhérents à la coalition de Front Populaire que nous venons d'étudier, et l'influence de l'opposition de droite et d'extrême-droite dans cette décision politique, qui sera analysée dans la troisième partie de ce travail, consacrée aux obstacles à une intervention française, il ne faudrait pas oublier de tenir compte de l'importance du courant pacifiste en France sur la décision de prôner la politique de non-intervention à l'égard de la guerre d'Espagne.

2.6 – L'importance du courant pacifiste.

Au-delà de cette analyse politique du Front Populaire à l'égard de la guerre d'Espagne, il convient de rappeler le souvenir traumatique de la Première Guerre Mondiale, toujours présent en 1936, dix-huit ans après la fin d'un conflit qui marqua plusieurs générations de la société française, et qui nous amène à réfléchir sur le pacifisme dont était empreinte la population française. Définissons tout d'abord ce que nous entendons par « pacifisme » : en 1907, le congrès universel de la paix, réuni à Munich, le définit comme « le groupement des hommes et des femmes de toute nationalité qui recherchent les moyens de supprimer la guerre, d'établir l'ère sans violence et de résoudre par le droit les différends internationaux ». Néanmoins, plusieurs historiens tels qu'Antoine Prost, Nicolas Offenstadt, Philippe Olivera ont montré qu'en réalité il existait plusieurs types de pacifisme en France dans les années 1920 et 1930, et dans son article « Le pacifisme en Allemagne et en France entre les deux guerres mondiales », Gilbert Merlio écrit à ce propos :

> Il faut en fait distinguer plusieurs formes ou degrés de pacifisme : le pacifisme intégral ou radical qui refuse par principe toute guerre et préfère la servitude à la guerre : il prône l'objection de conscience généralisée ; le pacifisme partiel qui voit dans la guerre un moyen irrationnel et inhumain mais parfois nécessaire : il peut y avoir des guerres justes ; le pacifisme de conviction pour lequel la paix est une fin en soi ; ou le pacifisme instrumental qui voit dans la paix un moyen de circonstance pour atteindre un but politique [286].

A partir de cette approche, nous pourrions avancer que le pacifisme de la population française, durement touchée par la Grande Guerre, était plutôt intégral car elle rejetait massivement la possibilité d'une nouvelle conflagration européenne. Après le conflit de 1914-1918, la paix devint un enjeu important et le slogan « Plus jamais ça ! » s'imposait dans une Europe décimée. Une Conférence de paix fut organisée à Paris en 1919, avec comme point d'orgue le Traité de Versailles et la mise en place de la Société des Nations. Le pacifisme semblait être ancré dans l'esprit de l'opinion publique française et européenne, et cette prise de conscience globale se matérialisa diplomatiquement par les signatures des Accords de Locarno en 1925, et du Pacte Briand-Kellogg quatre ans plus tard. Le premier réaffirmait notamment les frontières de la Belgique avec la France et la démilitarisation de la Rhénanie

[286] Merlio Gilbert, « Le pacifisme en Allemagne et en France entre les deux guerres mondiales », *Les cahiers Irice*, numéro 8, 2011, pp.39-59.
https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-irice-2011-2-page-39.htm (consulté le 16/02/2022).

afin d'obtenir la garantie de la paix en Europe ; le second, signé par 63 nations, avait condamné dans son article premier « le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles ».

Pourtant, l'idée d'un pacifisme intégral français n'est peut-être pas tout à fait exacte, ce qui nous amène ainsi à tenir compte de deux catégories sociales qui appelèrent, au cours des deux décennies d'Entre-deux-guerres, au renoncement à la guerre à la suite du conflit généralisé de 1914-1918 : les anciens combattants et les intellectuels. Intéressons-nous tout d'abord aux anciens combattants qui représentaient une large partie de l'opinion publique masculine. Eugen Weber affirme qu'en 1930, on dénombrait « un peu moins de six millions » d'anciens combattants, et « cinq millions et demi » en 1935, sur une population totale de quarante-et-un millions d'habitants et « un homme sur deux »[287], avait même combattu sous les bannières de la France au cours de la Première Guerre Mondiale. Les blessures, les mutilations, les proches tombés au combat, ou les conséquences psychologiques des horreurs de la guerre étaient autant de marqueurs indélébiles pour les anciens combattants. Ces hommes s'étaient battus pour la patrie et pour la paix symbolisée par la victoire de leur camp et l'avaient assez payée de leurs chairs, et s'ils conservaient tout leur patriotisme une fois la guerre achevée, il ne pouvait en revanche plus être associé à une cause guerrière. Antoine Prost note, dans son ouvrage consacré aux anciens combattants, qu'il existait, au sortir de la Grande Guerre, « une répudiation d'un patriotisme belliqueux » au profit d'un « patriotisme pacifique »[288]. Cette attitude de la part des anciens soldats était d'autant plus facile à soutenir que la France avait gagné la guerre, ce qui leur permettaient ainsi de mieux défendre l'idée de paix, qui dans le cas de l'Allemagne, pouvait être ressentie comme une humiliation supplémentaire[289]. Ce patriotisme pacifique les amenait en tout cas à soutenir le projet de la Société des Nations de prémunir l'Europe d'un nouveau conflit sur le continent.

Dans cette lutte pour la paix, il convient également de noter l'apport des intellectuels. Avec l'arrivée des dictatures en Italie et en Allemagne, et la menace antiparlementaire des Ligues d'extrême-droite françaises, évidente après le 6 février 1934, le pacifisme des intellectuels évolua quelque peu pour converger, dans les secteurs politiques de gauche, vers une lutte antifasciste. Ainsi, le mouvement Amsterdam-Pleyel en 1933 vit le jour de l'appel à

[287] Weber Eugen, *La France des années 30. Tourments et Perplexités, op.cit.* p.25.
[288] Prost Antoine, « Le patriotique pacifisme des anciens combattants », dans *Les anciens combattants et la société française (1914-1939), Tome III : Mentalités et idéologies,* Paris, Presses de Sciences Po, 1977, p.81.
[289] *Ibid*, p.118.

« un grand congrès contre la guerre » de deux écrivains pacifistes, Romain Rolland et Henri Barbusse, dans *L'Humanité* du 27 mai 1932[290]. Deux mois plus tard, ce congrès réunit à Amsterdam de grandes personnalités, telles qu'Albert Einstein, Albert Camus, André Gide ou Paul Langevin, et fusionna en juin 1933 à la salle Pleyel de Paris avec le Congrès européen contre le fascisme et la guerre[291]. Le congrès était en partie soutenu et organisé par le PCF. Il est vrai que, notamment sous son égide, de nombreux intellectuels s'engagèrent dans l'antifascisme, au point de souhaiter que la France intervienne auprès des républicains espagnols en danger face au péril fasciste[292]. Toutefois, l'historienne Noëlline Castagnez a montré que la formule de lutte pour la paix et « contre la guerre et le fascisme » du mouvement Amsterdam-Pleyel s'imposait dans la rhétorique politique, sans pour autant obtenir le monopole au sein des forces de gauche :

> La première [formule] invitait à lutter « contre la guerre et le fascisme ». […] La deuxième formule, « La guerre c'est le fascisme », pratiquait l'amalgame. En dehors des partis, l'antifascisme était véhiculé par le CVIA […]. Dès 1934, convaincu par les expériences mussolinienne et hitlérienne que la militarisation de la société conduisait au fascisme, il s'opposa avec vigueur au plan d'Albert Sarrault pour la défense passive. […] La troisième formule, « Le fascisme c'est la guerre », était le mot d'ordre grâce auquel les communistes impulsèrent un antifascisme démocratique de masse […].[293]

En 1934, sous l'impulsion de plusieurs intellectuels tels que Paul Rivet, Paul Langevin ou le philosophe Alain, le Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes (CVIA) vit le jour pour dénoncer le péril fasciste, que ce soit en France ou en Europe. Pour Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, le CVIA « apparut souvent comme le parti des antifascistes sans-parti et l'organe des tendances minoritaires »[294]. Signalons cependant que les intellectuels ne furent pas les seuls à s'engager, mais que la société civile participa aussi à cette lutte que les partis

---

[290] « Un grand congrès contre la guerre », *L'Humanité*, Paris, numéro 12 218, 27/05/1932, p.1.

[291] « Grandiose succès du Congrès européen contre le fascisme », *L'Humanité*, Paris, numéro 12 592, 05/06/1933, p.1.

[292] Sur ce thème, la lecture de l'analyse de la première partie du chapitre 7 « « Des canons, des avions pour l'Espagne ! » : L'intelligentsia de gauche au secours de la République » de l'ouvrage de Pierre-Frédéric Charpentier, sur l'engagement des intellectuels de gauche, nous semble extrêmement pertinente (*Les Intellectuels français et la guerre d'Espagne, une guerre civile par procuration (1936-1939)*, Paris, Editions du Félin, 2019, pp.229-257).

[293] Castagnez Noëlline, « Le pacifisme, facteur dissolvant des forces politiques et sociales », dans Morin Gilles et Richard Gilles, *Les deux France du Front Populaire*, Paris, L'Harmattan, 2008, p.371.

[294] Ory Pascal et Sirinelli Jean-François, *Les intellectuels en France, De l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Perrin, 2004, p.154.

politiques menaient parallèlement à coup de propagande. En 1935, communistes et socialistes organisaient en effet tour à tour des manifestations antimilitaristes. Les luttes pacifiste et antifasciste semblaient donc converger sur certains points, à mesure que la menace mussolinienne et hitlérienne s'accentuait. Pour Philippe Olivera et Nicolas Offenstadt, l'instrumentation politique du pacifisme était évidente, avec comme « exemple le plus évident celui de la concurrence entre socialistes et communistes »[295]. Car si le PCF et la SFIO partageaient le sentiment pacifique, la finalité n'était pas la même. Les communistes voyaient en effet dans le pacifisme un moyen de parvenir à la chute du capitalisme, et en ce sens adoptaient un « pacifisme instrumental ». Cependant, le pacifisme communiste pourrait également être « partiel »: la paix était certes un idéal à atteindre, mais la cause communiste nécessitait, requérait une lutte guerrière contre le fascisme international. Nous comprenons ainsi mieux les motivations du PCF à voir la France participer à la guerre d'Espagne.

Les socialistes luttaient quant à eux pour l'obtention d'une paix commune et durable, d'une sécurité collective, notamment par le biais de la Société des Nations, ce qui les plaçait, dans une certaine mesure, dans un « pacifisme de conviction ». Ne trouve-t-on donc pas ici une distinction possible entre les courants pacifiste et antifasciste de la gauche ? En tout cas, en juillet 1936, Blum hésita longuement entre combat antifasciste, qui impliquait un soutien militaire à la République espagnole, et pacifisme, qui préservait la France de la guerre et empêchait théoriquement les autres puissances européennes d'y avoir recours, avant de trancher en faveur de la seconde option. Noëlline Castagnez note que « la politique de non-intervention en Espagne allait radicaliser les positions et, du même coup, éclaircir le débat entre pacifisme et antifascisme dans toutes les formations »[296]. Les communistes s'orientèrent vers un antifascisme belliqueux, tandis que le gouvernement opta pour le pacifisme. C'est tout le sens que prit le discours de Luna-Park du 6 septembre 1936, dans lequel Blum déclarait lui-même vouloir conserver la paix par la non-intervention. Il y avait, nous semble-t-il, une conviction pacifiste forte du chef de gouvernement. On retrouve cette même conviction chez le ministre des Affaires Etrangères Yvon Delbos qui, d'après son biographe Bernard Lachaise, en tant qu'ancien soldat, restait « profondément marqué par la guerre », se faisant ainsi « le champion d'une politique de sécurité collective »[297]. On imagine mal les deux

[295] Olivera Philippe et Offenstadt Nicolas, « L'engagement pour la paix dans la France de l'Entre-deux-guerres : un ou des pacifismes? », dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°30, 1993, p. 54.
[296] Castagnez Noëlline, « Le pacifisme, facteur dissolvant des forces politiques et sociales », *op.cit*. p.376.
[297] Lachaise Bernard, *Yvon Delbos, biographie 1885-1956*, Périgueux, Fanlac, 1993, p.330.

hommes aller à l'encontre de leurs convictions pacifistes profondes en intervenant en Espagne.

Si le pacifisme semblait incarner les valeurs de gauche, on vit toutefois apparaitre, au cours des années 1930, un pacifisme de droite, dans lequel on pouvait trouver trace d'un rejet du communisme révolutionnaire et d'une crainte de l'Allemagne nazie[298]. Ainsi, comme nous le verrons plus loin, l'opposition de droite et d'extrême-droite se montra extrêmement hostile à une intervention du Front Populaire en Espagne, ce qui traduisait, dans une certaine mesure, une part de rejet de la guerre.

En prenant en compte l'important courant pacifiste régnant alors en France, la non-intervention pratiquée vis-à-vis de la guerre d'Espagne se révélait plutôt logique, car le gouvernement de Léon Blum n'aurait pas forcément reçu l'appui de l'opinion publique de son pays. Une intervention militaire, quelle que soit la cause défendue, aurait donc constitué un risque politique majeur, ce que confirme le député britannique David Grenfell, lorsqu'il fut question du rôle de la France dans la guerre d'Espagne, durant le Congrès du parti travailliste britannique:

> Le gouvernement français a décidé de ne pas insister pour l'intervention parce que le gouvernement français lui-même craint une chose plus qu'aucune autre, et le peuple français craint plus que tout au monde une chose, c'est le conflit avec leur puissant voisin, l'Allemagne. Le peuple français est actuellement la nation la plus pacifique en Europe ou dans le monde. Il serait en effet très difficile d'obtenir l'appui du peuple français, et même de l'armée française, pour une guerre dans laquelle la France prendrait part pour une raison extérieure. C'est seulement la menace la plus directe sur la nation française et la vie de la France elle-même qui attirera le peuple français dans la guerre.[299]

Non seulement la population française était pacifiste, mais également le gouvernement au pouvoir, nous signale Grenfell. Si les communistes étaient en faveur d'une intervention

[298] Merlio Gilbert, « Le pacifisme en Allemagne et en France entre les deux guerres mondiales », *op.cit.* https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-irice-2011-2-page-39.htm (consulté le 16/02/2022).

[299] PHM, Retranscription de la Conférence du parti travailliste britannique, séance du 6 octobre 1936, pp.171-172.
"The French Government decided not to press for intervention because the French Government itself fears one thing more than anything else, and the French people fear one thing more than anything else in the world, and that is a conflict with their powerful neighbour, Germany. The French people are the most pacific nation in Europe or in the world at the present time. It would be very difficult indeed to get the French people, and the French army even, to support a war in which France would take part for an extraneous reason. It is only the most direct threat to the French nation and the life of France itself which will draw the French people into war."

militaire en Espagne, les radicaux et une partie des socialistes s'y étaient globalement opposés, tandis que Blum avait, quant à lui, accepté la non-intervention, convaincu de la nécessité de la paix. Depuis 1919, Léon Blum s'était placé dans la continuité de Jean Jaurès, la figure du socialisme d'avant-guerre, en exprimant une critique du bellicisme et en faisant la promotion de la construction de la paix[300], ce qui amène d'ailleurs les différents biographes, tels que Lacouture ou Birnbaum, à montrer que Blum en était l'héritier. Ainsi, il critiquait le traité de Versailles qui, à ses yeux, n'allait pas dans le sens de la paix, comme l'a montré Jean Lacouture :

> […] Pour lui, il s'agissait d'un traité de châtiment, axé sur le passé, non sur l'avenir, et reflétant mieux les rancunes et les appétits des vainqueurs que les nécessités de la construction de la paix.[301]

Restant cohérent dans ses idées, il se montra en faveur d'un allègement des réparations de l'Allemagne vaincue pour favoriser une relance économique des deux pays, s'opposant à l'occupation de la Rhénanie, qu'il estimait injuste et risquée, dans la mesure où elle allait susciter un ressentiment côté allemand, et lutta tout au long de l'Entre-deux-guerres pour une politique pacifiste de désarmement.

La société française semblait donc imprégnée de plusieurs types de pacifisme: pacifisme patriotique des anciens combattants, pacifisme instrumental et partiel de l'intelligentsia communiste, pacifisme de conviction de l'élite socialiste. De ce constat, il semble désormais possible d'avancer que le pacifisme n'était pas uniquement réservé aux milieux politiques de gauche, comme il était aisé de le penser, mais qu'il englobait alors toutes les couches sociales et politiques de la population française. Malgré des conceptions certes différentes, une large partie de la société française rejetait tout simplement l'idée de guerre et souhaitait le maintien de la paix en France et en Europe. Par conséquent, il résultait difficile que les gouvernements de Front Populaire pratiquent une autre politique que la non-intervention en Espagne. Cette voie était soutenue par une partie de la SFIO et du Parti

[300] En juillet 1914, Jaurès, par de nombreux articles et discours publics, avait essayé en vain d'empêcher la France d'entrer en guerre. Il fut assassiné le 31 juillet avant même l'entrée en guerre de la France, quelques jours plus tard.
[301] Lacouture Jean, *Léon Blum, op.cit*. p.240.

Radical et ne rencontrait pas de réelles obstructions à droite, le maintien de la paix en France et en Europe étant considéré essentiel. Pour autant, cette attitude pacifiste ne signifiait pas une absence d'intérêt de la population française pour la guerre d'Espagne, la couverture que les journaux français consacrèrent au conflit espagnol en constitue d'ailleurs un témoignage éclairant.

2.7 – La presse française et la guerre d'Espagne.

Outre l'analyse politique et sociale des gouvernements français face au conflit espagnol, l'étude de la presse française sur le conflit nous semble loin d'être dénuée d'intérêt, Pierre Milza écrivant, à ce sujet, qu'elle « demeure un moyen opératoire d'investigation de l'opinion globale »[302]. En d'autres termes, il nous semble important de porter une réflexion sur le regard posé par la presse française sur la guerre d'Espagne, d'autant que les sources sont nombreuses, comme le confirme Daniel Schneidermann : « en feuilletant cette presse, une évidence saute aux yeux : l'Espagne fait la une tous les jours »[303]. Les périodiques français se passionnèrent pour le conflit espagnol autant que l'opinion publique française, contrainte de prendre parti pour un des deux camps. Le travail auquel nous nous consacrons désormais vise à la fois à savoir ce que les Français pensaient de la guerre d'Espagne et de la position diplomatique de la France, mais surtout à évaluer le rôle de la couverture médiatique sur les décisions politiques prises par les gouvernements. Pour ce faire, il convient de présenter la situation de la presse française des années 1930, sa pluralité, tant au niveau de la ligne éditoriale que des supports médiatiques, ainsi que les stratégies rhétoriques mises en place par les rédactions, afin d'influencer l'opinion publique française, et d'exercer une pression sur le Front Populaire pour sa politique internationale à l'égard de la guerre d'Espagne.

Des presses en France.

Si la guerre civile espagnole fut le premier conflit à bénéficier d'une résonnance médiatique aussi importante, et si la politique française de non-intervention à l'égard de l'Espagne fut largement commentée dans la presse, comme nous le constaterons plus loin, il convient cependant de noter que la décennie des années 1930 fut assez singulière, d'un point de vue médiatique, dans la mesure où elle vit apparaître deux rivaux à la presse écrite, format traditionnellement utilisé, avec l'émergence de la radio et des magazines photographiques. Dans ce contexte, la presse écrite dut se démarquer, en recourant à la photographie, et visa à dépolitiser partiellement ses pages, qui virent l'arrivée de thèmes d'actualités plus locales ou culturelles, comme le cinéma ou la mode. Cette baisse du politique dans la presse française fut, peut-être, la conséquence de sa désaffection par l'opinion publique au cours de la Première Guerre Mondiale, où les journaux servaient la propagande du gouvernement. Le

[302] Milza Pierre, *Le fascisme italien et la presse française, 1920-1940*, *op.cit.* p.39.
[303] Schneidermann Daniel, *La guerre avant la guerre, 1936-1939*, *op.cit*. p.119.

lecteur de l'Entre-deux-guerres était moins obnubilé par les actualités politiques, comme le souligne l'historien Pierre Albert :

> Pour attirer et retenir une clientèle plus exigeante parce que plus sollicitée par suite de la concurrence, les grands journaux, accélérant une évolution déjà commencée au début du XX^{ème} siècle, accrurent leur pagination, élargirent leurs champs d'information et diversifièrent leur contenu, pour satisfaire toutes les curiosités. Le journal ne fut plus une lecture, mais un choix de lectures et put espérer toucher par la variété de ses articles le plus grand nombre et intéresser en particulier tous les membres de la famille.[304]

Par une diversité dans les thèmes abordés, la presse écrite française s'engagea vers la voie de la pluralité. L'exemple de *Paris-Soir* confirme cette tendance : racheté par l'homme d'affaires Jean Prouvost en 1930, qui devint la tête de proue de la presse écrite française, la rédaction du quotidien de fin de journée se composa de brillants reporters, parmi lesquels Joseph Kessel[305]. Le nombre de tirages dépassa le million en 1933 et atteignit 1,7 million à son apogée en 1939, ce qui s'expliquait par les choix variés de sa rédaction, comme l'explique Christian Delporte, spécialiste de la presse française:

> Paris-Soir, la conception de l'actualité repose sur quelques grands principes, parmi lesquels : rester politiquement neutre ; rompre avec la hiérarchie traditionnelle de l'information : tout peut être l'actualité majeure, la politique, bien sûr, mais aussi le fait divers ou le sport (comme le Tour de France) ; séduire le public, notamment en mettant en avant les nouvelles les plus souriantes ; attirer et étonner le public en concevant la « une » comme une vitrine alléchante, promesse de variété et d'émotion […].[306]

---

[304] Albert Pierre, *Histoire de la presse*, Paris, PUF, 2018, p.81. https://www-cairn-info.budistant.univ-nantes.fr/histoire-de-la-presse--9782130801566-page-81.htm?contenu=article (Consulté le 27/01/2021).

[305] Joseph Kessel (1898-1979) est un des correspondants qui va couvrir la guerre civile espagnole, puis le début de la Seconde Guerre Mondiale. En 1943, il écrit *L'Armée des ombres*, ouvrages sur la résistance française dont il fait alors partie. A la fin de la guerre, il reprend ses activités de reporters et assiste notamment au Procès de Nuremberg en 1946. Il poursuit parallèlement une activité de romancier. On peut citer des romans tels que *Le lion*, *Les mains du miracle* ou *Le Cavalier*. En 1962, il est élu membre de l'Académie française.

[306] Delporte Christian Blandin Claire et Robinet François, *Histoire de la presse en France. XX^{e}-XXI^{e} siècles*, Paris, Armand Colin, 2016, pp.91-122. https://www-cairn-info.budistant.univ-nantes.fr/histoire-de-la-presse-en-france--9782200613327-page-91.htm?contenu=article#pa35 (Consulté le 27/01/2021).

Le succès provenait ainsi non seulement de la diversité d'actualités traitées mais également du ton objectif et neutre adopté. Cette recette fonctionna et attira un nombre considérable de lecteurs, en comparaison aux autres journaux. Toutefois, excepté l'exemple de neutralité éditoriale de *Paris-Soir*, nous avons pu remarquer qu'une majorité de quotidiens nationaux possédaient une ligne politique claire et affirmée. Fabrice d'Almeida note d'ailleurs que « plusieurs partis politiques se [dotèrent] ainsi d'un organe auquel [était] confié la propagande du parti et ses relations avec la presse : Bureau socialiste à la formation et à la propagande, Centre de propagande des républicains nationaux… »[307]. Des personnalités politiques des partis ou des mouvements s'exprimèrent fréquemment dans des éditos publiés ensuite dans les organes de presse. *L'Humanité* et *Ce Soir* diffusaient les points de vue du Parti Communiste Français : le premier fut fondé par le socialiste Jean Jaurès en 1904, avant de devenir communiste, à l'issue du Congrès de Tours qui divisa les socialistes et les communistes en 1920, et était tiré en 1939 à 350 000 exemplaires par jour[308] ; le second fut créé en mars 1937 sous la direction éditoriale de Louis Aragon[309] et Jean-Richard Bloch[310], et tiré à 163 000 exemplaires en 1939. Carlos Serrano évoque la thèse désormais invérifiable, d'après lui, selon laquelle le journal « aurait été financé sur des fonds espagnols »[311]. L'hispaniste soutient que le nom de Willy Munzenberg, célèbre propagandiste de l'Internationale Communiste, fut associé à la création de *Ce Soir*[312], en pleine guerre d'Espagne. Si des doutes existent quant à son financement, le « Grand Quotidien d'information indépendante », tel qu'il se désignait, se caractérisa par ses thèses antifascistes et pro-républicaines. Malgré la présence au sein de sa rédaction de communistes, le quotidien ne fut jamais officiellement affilié au PCF.

Les socialistes possédaient également leur organe de presse avec *Le Populaire*, avec un tirage d'à peine 300 000 exemplaires en 1936, et 158 000 en 1939, et qui offrait une tribune régulière à Léon Blum, même si celui-ci cessa son activité éditoriale de journaliste et directeur de la rédaction une fois au pouvoir. Il put néanmoins compter sur l'appui de ses

---

[307] D'Almeida Fabrice, *Images et Propagande, XX*ème *siècle*, Bruxelles, Casterman, 1995, p.71.

[308] Les indications sur le nombre de tirages sont basées sur les travaux de Christian Delporte, Claire Blandin et François Robinet, *Histoire de la presse en France. XX*e*-XXI*e *siècles*, Paris, Armand Colin, 2016, pp.91-122 ; et de Pierre Albert, *Histoire de la presse, op.cit*. pp. 81-103.

[309] Louis Aragon (1897-1982) est un poète du mouvement dada et surréaliste. A partir de 1927, il devient membre du PCF et collabore notamment avec *L'Humanité*, avant d'être appelé en mars 1937 pour prendre la direction de *Ce Soir*. Il s'engage dans la résistance aux nazis après la débâcle de 1940.

[310] Jean-Richard Bloch (1884-1947) est un journaliste et écrivain qui se lie au PCF après les manifestations antiparlementaires du 6 février 1934 et qui contribue à la création du journal *Ce Soir* avec Louis Aragon. Pendant la guerre mondiale, il part se réfugier en URSS, où il devient la voix de la France à Moscou. Il rentre en France en 1945 et devient un des sénateurs de la IVème République naissante.

[311] Serrano Carlos, *L'enjeu espagnol, PCF et guerre d'Espagne*, *op.cit*, p.89.

[312] *Ibid*, pp.92-93.

alliés de la SFIO, et *Le Populaire* suivit la ligne adoptée par le gouvernement de Blum. Enfin, l'autre grand journal du Front Populaire, *L'Œuvre*, dirigée par Gustave Tery, était avant tout pacifiste, et coïncidait avec les thèses du Parti Radical d'Edouard Daladier. Tiré à un peu plus de 200 000 exemplaires à l'aube de la Seconde Guerre Mondiale, le journal dériva par la suite dans le collaborationnisme, sous la houlette de Marcel Déat.

Parmi les journaux de droite, citons tout d'abord *Le Petit Parisien* de Jean Dupuy, un des cinq grands journaux de la Grande Guerre, qui imprimait environ un million d'exemplaires en 1939, même si son audience avait souffert du succès de *Paris-Soir*. On trouvait au sein de la rédaction de *L'Echo de Paris* (184 000 exemplaires en 1939), dont le patriotisme et l'anticommunisme étaient très marqués, des personnalités telles qu'Henri de Kerillis ou Pertinax, dont les analyses de la politique extérieure étaient très suivies. *Le Figaro*, suivi par une moyenne de 80 000 lecteurs et réputé pour son hostilité envers le Front Populaire, prônait une ligne éditoriale à droite, avec un ton proche de l'antiparlementarisme, et se montrait fervent défenseur de la religion catholique, tout en marquant son opposition aux exactions de Franco, contraires à ces principes, comme nous le constaterons par la suite. Plus à droite encore, se trouvait *L'Action Française*, périodique dans lequel étaient défendues les thèses monarchistes et nationalistes de Charles Maurras et Léon Daudet. Si son audience se situait entre 50 000 et 100 000 exemplaires, les idées antirépublicaines étaient néanmoins relayées dans les milieux de l'extrême-droite des années 1930, notamment lors des manifestations antiparlementaires du 6 février 1934. Citons également *Le Journal* (411 000 exemplaires en 1939), *Le Matin*, nationaliste et antiparlementaire (313 000), l'antisémite *Gringoire* (800 000 en 1937) et des journaux adhérents au fascisme, tels que *Je suis partout*. Comme nous pouvons le constater, la presse écrite résistait toujours en France, ayant réussi à renouveler son offre dans un format toujours apprécié par les Français des années 30, et fort de ce succès, elle allait commenter quotidiennement les évènements d'Espagne. Au vu de la pluralité des propositions de la presse à cette période, chaque Français pouvait se procurer sur le plan politique le journal correspondant le mieux à son idéologie, tout en ayant la possibilité, en même temps, de trouver une information plus locale ou régionale.

D'autres supports médiatiques.

Malgré le succès constant de la presse écrite, l'activité médiatique évolua au cours des deux décennies d'Entre-deux-guerres, avec l'émergence progressive dans le paysage médiatique mondial de la radio, ou « Télégraphie Sans Fil » (TSF), comme moyen instantané d'accéder à l'information. A cet égard, selon l'historien Jean-Noël Jeanneney, la France se situa entre deux modèles bien distincts: le modèle américain qui prônait « un libéralisme absolu », permettant à des entreprises privées d'accéder à ce nouveau moyen de communication ; et le modèle appliqué en Allemagne, Italie et Grande-Bretagne, impliquant une mainmise de l'Etat, un modèle dans la lignée adoptée lors de la Première Guerre Mondiale, où l'Etat gérait la radiodiffusion[313]. Ainsi furent créées en France plusieurs stations de radios au cours des années 1920. Maurice Privat, homme politique de droite, dirigea au cours de la décennie plusieurs émissions grâce à un émetteur placé sur la Tour Eiffel. Radio Journal de France, issue de Radio PTT[314] de l'Ecole supérieure éponyme, débuta en 1927, tandis que Radio Radiola, un autre poste racheté par l'Etat en 1933, devint Radio Paris. A partir de cette prise de contrôle, l'Etat français mit en place une redevance, ce qui scella la fragmentation entre fonds privés pour les radios privés, et fonds publics pour la radio d'Etat. Durant les années 1930, le nombre d'émetteurs et d'émissions crût de manière importante. Selon Jeanneney, « en 1935, [fonctionnaient] 1,9 millions de postes ; en 1937, 4 ; en 1939, 5,2. »[315] Outre la possibilité pour une partie de l'opinion publique française de s'informer par radiodiffusion, ce recours aux ondes était aussi utilisé comme source d'information. C'est notamment le cas des journaux français de droite et d'extrême-droite qui, tout au long de la guerre d'Espagne, citèrent fréquemment les interventions de la radio franquiste Radio Salamanque pour construire leurs articles. Les films d'actualités de Pathé-Journal permirent également aux Français de s'informer sur les évènements espagnols : avènement de la République en 1931, guerre d'Espagne entre 1936 et 1939. Les contributions de Gilles Dinnematin, Guy Seligmann et Emmanuel Larraz, au sujet du traitement de la guerre d'Espagne dans ces films d'actualité[316], sont très éclairantes sur cet évènement.

---

[313] Jeanneney Jean-Noël, *Une histoire des médias, des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 2015, p.167.

[314] PTT (« Postes, Télégraphes et Téléphones ») est l'administration publique française chargée des télécommunications, créée en 1879 et disparue en 1991.

[315] Jeanneney Jean-Noël, *Une histoire des médias, des origines à nos jours*, *op.cit*. p. 169.

[316] Dinnematin Gilles et Seligmann Guy (réal.), La guerre d'Espagne dans les actualités filmées Pathé. France. 2002.
Larraz Emmanuel, « La guerre d'Espagne dans les actualités filmées Pathé », dans Martínez-Vasseur Pilar (coord.), *La Guerre civile espagnole : du réel au légendaire (1936-1939)*, Nantes, CRINI, 2006, pp.141-151.

Autre évolution importante dans le paysage médiatique mondial fut l'arrivée progressive du photojournalisme, dont la technique ne datait pas des années 1930, mais avait été introduite dans les années 1880, en Allemagne. Jusqu'alors, les périodiques faisaient usage de gravures pour illustrer les actualités, et *L'Illustration* avait été le premier hebdomadaire français à publier une photographie en noir et blanc, dès les années 1880. Magazine de référence au début du XXème siècle, il connut un déclin progressif, tirant 210 000 exemplaires en 1930, puis 176 000 en 1934[317]. Si la photographie avait également été exploitée lors de la Grande Guerre, son emploi dans des reportages fut toutefois l'œuvre du magazine français *Vu*, qui apporta une qualité de photographie sans précédent. L'historien spécialiste des médias, Jean-Pierre Bacot écrit à ce propos :

> […] Mais les clichés, notamment ceux qui impliquaient des personnes en action, relevaient parfois de reconstitutions et n'avaient pas, quoi qu'il en soit, la qualité qu'amena *Vu*, dont le premier numéro fut proposé le 21 mars 1928. Avec cette nouveauté, le rendu des reproductions étant auparavant souvent médiocre, l'arrivée de Vu sur un marché qui se trouvait par ailleurs en extension fut à ce titre une véritable révolution esthétique.[318]

Cette révolution esthétique fut favorisée par les progrès effectués dans les appareils photos. En 1924, l'invention en Allemagne de l'Ermanox, appareil de petite taille, permit alors « de prendre des instantanés en faible lumière et d'éviter ainsi l'utilisation du flash. »[319] Dans les années 1930, l'arrivée sur le marché des appareils de marque Leica offrait une première utilisation d'objectifs interchangeables. La troisième version fut une réussite, utilisée par les plus grands photojournalistes de l'époque : Henri Cartier-Bresson, Robert Capa ou Gerda Taro. Les deux derniers furent surtout très présents sur le front pendant la guerre civile espagnole. Comme l'a fait remarquer la célèbre photographe franco-allemande Gisèle Freund, dans *Photographie et Société*[320], l'idée des photoreportages provenait également d'Allemagne et du rédacteur en chef hongro-américain de la *Münchner Illustrierte Presse,* Lorant:

---

[317] Bacot Jean-Pierre, « La naissance du photo-journalisme. Le passage d'un modèle européen de magazine illustré à un modèle américain », *Réseaux* 2008/5 (n° 151), p. 23

[318] *Ibid*, p. 12.

[319] Musée français de la photographie : http://www.museedelaphoto.fr/?p=2852&pId, (Consulté le 16/01/2021).

[320] Gisèle Freund (1908-2000) était une photographe franco-allemande pour le magazine *Life* à partir de 1936, après avoir fui le régime nazi. Après des études de sociologie et d'histoire de l'art, elle publie la même année une thèse sur l'histoire de la photographie française à La Sorbonne. Consciente de la portée de la photographie, elle publie dans les années 1970 des ouvrages, tels que *Le Monde et ma caméra*, ou *Photographie et Société*. Elle reçut en 1980 le grand prix des Arts pour la photographie, et l'année suivante, prit le cliché officiel de la présidence de François Mitterrand.

> Jusqu'alors, la presse illustrée reproduisait des photos isolées. L'idée nouvelle de Lorant est d'encourager des reportages, c'est-à-dire de faire raconter une histoire par une succession d'images. Autour d'une image centrale, résumant tous les éléments de l'histoire, sont groupées un certain nombre de photos qui la racontent en détail. Le « photoreportage » doit avoir un commencement et une fin, définis par le lieu, le temps et l'action, comme au théâtre. Seulement au théâtre, c'est la rampe qui rend le spectateur conscient qu'il se trouve en face d'une réalité fictive, tandis que le lecteur qui se penche au-dessus des images d'une revue photographique n'en est séparé par rien. Il peut s'identifier facilement avec les personnages qui se trouvent devant lui.[321]

L'intérêt de cette méthode était de relater une histoire et de placer le lecteur au plus près des évènements se déroulant en Espagne. Ainsi, les organes de presse, afin de contribuer à diffuser une multiplicité de regards sur la guerre d'Espagne, utilisèrent les clichés des photoreporters. Ce procédé de reportages en photos était souvent accompagné de phrases courtes orientant le lecteur sur la manière dont il devait appréhender les évènements instantanément photographiés. La photo et le texte formaient ainsi un duo devant décrire avec précision les faits. Bien sûr, une même photo n'avait pas la même interprétation en fonction de la légende qui l'accompagnait, ce qui rendit possible des montages totalement erronés, et certaines photographies servirent parfois à la fois les républicains et les franquistes, notamment lors de massacres où chacun des deux camps s'accusaient mutuellement des horreurs perpétrées. Par l'intermédiaire des montages photographiques publiés dans les différents organes de presse, les Français suivirent les évènements espagnols et se forgèrent petit à petit une opinion. Pour l'historien Fabrice d'Almeida,

> Ces figurations graphiques ou photographiques de la vie publique vont peser lourdement sur les représentations mentales des électeurs et contribuer à modifier les réactions et les analyses populaires face à certaines forces politiques. […] Le texte est plus bref et s'appuie sur une image. Le couple texte-image ouvre des perspectives aux propagandistes politiques qui travaillent de façon croissante avec des graphistes.[322]

Deux revues photographiques françaises sont restées célèbres pour leur couverture de la guerre d'Espagne : *Vu* et *Regards*. La première, publiée chaque semaine, introduisit le

[321] Freund Gisèle, *Photographie et Société*, Paris, Seuil, 1974, p.115.
[322] D'Almeida Fabrice, *Images et Propagande, XX*^{ème} *siècle*, *op.cit*, p.72.

photojournalisme en France, à partir de 1928, sous la direction de Lucien Vogel, dont l'engagement auprès des républicains sera évoqué ultérieurement, et proposa une ligne éditoriale en partie basée sur les actualités internationales, si l'on se réfère au témoignage de son directeur, le 28 mars 1928 :

> Conçu dans un esprit nouveau et réalisé par des moyens nouveaux, Vu apporte en France une formule neuve : le reportage illustré d'informations mondiales… De tous les points où se produira un évènement marquant, des photos, des dépêches, des articles parviendront à Vu qui reliera ainsi le public au monde entier…et mettra à la portée de l'œil la vie universelle… des pages bourrées de photographies, traduisant par l'image les évènements politiques français et étrangers…des sensationnels reportages illustrés…des récits de voyage, des études sur les causes célèbres…les découvertes les plus récentes, des photos sévèrement sélectionnées…[323]

Des éclairages mêlant photographies et analyses sur les grands évènements français et mondiaux furent ainsi mis à disposition des Français, au prix de 1,50 F. Les numéros à grand succès portèrent sur l'URSS, sur les États-Unis post-crise économique en 1931, sur l'Allemagne de Weimar en 1932, ou encore sur l'Italie fasciste en 1933. A l'été 1936, la guerre d'Espagne était omniprésente dans la presse française, et dès la fin août, la rédaction de *Vu* consacra un numéro spécial sur le conflit: « En Espagne la défense de la République »[324]. L'hebdomadaire disposait alors de deux photographes d'origine allemande sur le sol espagnol, Hans Namuth et Georg Reisner[325]. Ce numéro spécial présentait les causes de la guerre ainsi que les deux camps s'opposant en précisant leurs différentes idéologies, et proposa surtout des reportages sur le front républicain, l'engagement du peuple pour sauver sa République et celui des femmes à travers des portraits de miliciennes. La rédaction de la revue justifiait les raisons des incendies de bâtiments religieux, de cette « haine

---

[323] Vogel Lucien, 28/03/1928, cité dans Freund Gisèle, *Photographie et Société*, *op.cit.* p.124.

[324] « En Espagne la défense de la République », *Vu*, numéro 441, 29/08/1936.
Tous les numéros sont disponibles en ligne sur le site du musée Nicéphore Niépce, situé à Chalon-sur-Saône, consacré à l'Histoire de la photographie. Les droits de *Vu* ont été rachetés en 2006 par le musée, qui a numérisé l'ensemble de la collection : http://collections.museeniepce.com/fr/app/collection/7/view

[325] Georg Reisner (1911-1940) et Hans Namuth (1915-1990) sont des photographes allemands ayant fui le régime nazi. Ils couvrent la guerre civile espagnole et collaborent notamment avec *Vu*. A travers ses photographies, ils exposent leurs visions de la guerre, depuis le camp républicain. Ils sont en autre réputés pour leurs clichés de membres de l'armée républicaine à Tolède, à Madrid ou à Barcelone (le général Lister, le colonel Mangada).
Leurs photographies sont disponibles sur le site de *The International Center of Photography* : https://www.icp.org/browse/archive/constituents/georg-reisner?all/all/all/all/1 (consulté le 17/01/2021).
https://www.icp.org/browse/archive/constituents/hans-namuth?all/all/all/all/0 (consulté le 17/01/2021).

anticléricale »[326], pour reprendre les termes de Julián Casanova, et fit l'éloge de « l'héroïsme républicain »[327]. Cet engagement en faveur de la République espagnole déplut profondément aux actionnaires de la revue, connus pour leur hostilité au Front Populaire, et malgré deux autres éditions consacrées la guerre d'Espagne, dont une sur La Pasionaria[328] début septembre 1936, Lucien Vogel fut poussé à la démission, nouveau témoignage de la passion des Français pour la guerre d'Espagne, mais également symbole des divisions qui existaient au sein de la population française. Par la suite, les mentions au conflit espagnol se firent rares, la revue avait perdu son leader éditorial et ne s'en remit pas : ses lecteurs l'abandonnèrent progressivement et l'hebdomadaire quitta la scène médiatique en 1938. Pour autant, la République espagnole témoigna en décembre 1937 à Lucien Vogel de sa reconnaissance pour « la noble et précieuse adhésion à [leur] cause qu'[il manifesta] avec une émouvante décision dès le début de [leur] lutte »[329].

La revue hebdomadaire *Regards* fut, quant à elle, créée en 1932 et dirigée par Léon Moussinac, écrivain et critique de cinéma, puis à partir de février 1936 par Pierre Unik, précédemment rédacteur à *L'Humanité*. Cette revue, financée par le Parti Communiste Français, preuve claire de son engagement idéologique, constitua la section illustrée des presses communistes françaises, et la ligne éditoriale de sa couverture médiatique des évènements d'Espagne ne fut, à cet égard, pas différente de celle des journaux *L'Humanité* et *Ce Soir*.

Les quotidiens, eux-aussi, firent appel aux services des grands photographes pour illustrer leurs colonnes. Le métier de photoreporter gagna alors en reconnaissance, au même titre que le reste des journalistes, notamment à la suite de la promulgation du statut du journalisme en 1935. Une carte de journaliste, créée l'année suivante, leur était délivrée, leur permettant de se déplacer sur le terrain pour couvrir les actualités espagnoles. L'arrivée des photojournalistes étrangers en Espagne fut si massive, qu'elle déboucha sur la croyance erronée que la guerre d'Espagne fut seulement photographiée par des étrangers, comme l'écrit un des spécialistes de la dimension médiatique de la guerre civile espagnole, Daniel Arasa :

---

[326] Casanova Julián, *España partida en dos*, *op.cit*. pp.65-67.

[327] « En Espagne la défense de la République », *Vu*, numéro 441, 29/08/1936, p.49.

[328] *La Pasionaria* est le surnom de la députée communiste espagnol Dolores Ibárruri Gómez (1895-1989), une des figures de la Seconde République espagnole en guerre, célèbre pour le slogan « *No pasarán* » (« Ils ne passeront pas »).

[329] FJN, 1 MES 3100 1000 1001 5002, 18/12/1937.

Les photojournalistes étrangers ont été très importants , à tel point qu'il s'est dit que la guerre espagnole a seulement été photographiée par les étrangers. Mais ce n'est pas du tout la réalité. Il convient de se souvenir d'un bon nombre de photographes espagnols comme Agustí Centelles ; Alfonso Sánchez Portela et son fils Alfonso Sánchez Ruiz ; Paco Souza Fernández, Julio Souza Fernández, Faustino del Castillo (ces trois-là étaient connus comme les frères Mayo ; Santos Yubero, Benítez Casaus, Albero, Segovia, Casas o Català Pic, tous dans le camp républicain ; ou José Pacheco, Angel Llanos o Jalón Angel y Marín du côté franquiste.[330]

Néanmoins, cette présence de photojournalistes confirmait le fort intérêt du monde médiatique pour le conflit espagnol. Parmi les plus célèbres figuraient le couple Robert Capa et Gerda Taro, David Seymour « Chim » ou Henri Cartier-Bresson. André Friedmann, qui prit par la suite le pseudonyme de Robert Capa, était un émigré hongrois, qui avait fui la dictature de Horthy en 1931, puis celle d'Hitler en 1933. Arrivé en France en 1934, il devint deux ans plus tard un des photographes des débuts joyeux du Front Populaire[331] et collabora pour la revue *Vu* de Lucien Vogel au début de la guerre civile espagnole. Accompagné de Gerta Pohorylle, surnommée Gerda Taro, il photographia les scènes de guerre en Espagne au cours du mois d'août 1936. D'après le journaliste Michel Lefebvre, le numéro spécial de *Vu* sur la guerre d'Espagne « [fut] riche de dizaines de photos de « Cappa [sic], Madeleine Jacob, Maurice, Namuth, Reisner, et Vogel », mais aussi de Gerda Taro, laquelle ne [fut] jamais citée »[332]. On attribua notamment à Capa la célèbre photo « Le milicien qui tombe », sujette à tant de mystique. Cette photo fit sa renommée de photographe de légende, et fut utilisée par divers journaux pour leurs publications. Capa continua de collaborer encore avec *Vu* après le départ de Vogel, mais aussi à partir de 1937 avec le quotidien communiste *Ce Soir*. Sa compagne Gerda Taro, eut une trajectoire similaire à la sienne, et quitta aussi l'Allemagne en 1933 pour fuir le nazisme, et fut embauchée deux ans plus tard par l'agence Alliance-Photo,

[330]Arasa Daniel, *De Hemingway a Barzini, corresponsales extranjeros en la guerra civil*, Barcelone, Stella Maris, 2016, p.52.
"Los fotoperiodistas extranjeros fueron muy importantes, hasta tal punto que se ha dicho que la guerra española fue fotografiada solo por los extranjeros. Pero no es del todo real. Baste recordar a un buen número de fotógrafos españoles como Agustí Centelles ; Alfonso Sánchez Portela y su hijo Alfonso Sánchez Ruiz ; Paco Souza Fernández, Julio Souza Fernández, Faustino del Castillo (estos tres eran conocidos como los hermanos Mayo ; Santos Yubero, Benítez Casaus, Albero, Segovia, Casas o Català Pic, todos ellos en el bando republicano ; o José Pacheco, Angel Llanos o Jalón Angel y Marín por el franquista."
[331] Les différentes photographies de Robert Capa sont notamment regroupées dans l'ouvrage de Michel Lefebvre et Bernard Lebrun, *Robert Capa, traces d'une légende*, Paris, Edition de la Martinière, 2011.
[332] Lefebvre Michel et Lebrun Bernard, *Robert Capa, traces d'une légende*, Paris, Edition de la Martinière, 2011, p.89.

créée peu de temps avant par Maria Eisner[333]. Capa et Taro entretinrent une liaison à partir de cette année-là et couvrirent plusieurs fronts du conflit espagnol ensemble, offrant aux journaux communistes plusieurs clichés du front. En juillet 1937, elle annonça à Léon Moussinac, directeur de *Ce Soir*, pour qui elle travaillait, qu'elle comptait rester en Espagne, mais mourut au cours d'un reportage, écrasée par un tank républicain sur le front de Brunete. Les communistes français la rapatrièrent en France, où les plus grands honneurs lui furent donnés, comme le décrit François Maspero, dans son ouvrage consacré à Gerda Taro :

> Le 31 juillet, une importante délégation accueille le cercueil gare d'Austerlitz. Il est transporté à la Maison de la Culture de la rue d'Anjou dont la façade est, pour l'occasion, drapée d'un immense voile noir. *Ce Soir* et *L'Humanité* y ont organisé, avec l'Union des écrivains et artistes révolutionnaires, une sorte de cérémonie-exposition à sa mémoire. Les communistes en ont fait une des leurs, une camarade héroïque qui rejoint le Panthéon des martyrs du Parti, de la classe ouvrière et de l'Internationale. Puis un cortège, arborant portraits géants, banderoles qui proclame que le fascisme ne passera pas et drapeaux rouges ou tricolores de la République espagnole, la conduit au Père Lachaise où elle est inhumée tout près du mur des Fédérés.[334]

Les deux journaux communistes rendirent hommage à leur photojournaliste dans différents articles, les jours suivant sa mort. Le décès de Gerda Taro prouvait en tout cas les risques pris par les photojournalistes au plus près des combats. Parmi les autres reporters de *Ce Soir*, citons David Seymour « Chim », communiste très engagé, tout comme Capa, et Henri Cartier-Bresson, issu du surréalisme, et qui ne possédait pas sa carte au PCF mais accepta de collaborer pour eux aux travers de ses photographies.

Outre les photojournalistes, les correspondants présents sur place méritent d'être mentionnés. *Paris-Soir* fut le premier journal à envoyer les siens en Espagne, notamment Joseph Kessel[335], suivi de *L'Humanité*, représentée par Simon Téry, et *L'Action Française*, par l'intermédiaire de Paul Héricourt, qui se trouvait dans la zone franquiste. Un certain nombre de journaux envoyèrent leurs correspondants ou même certains écrivains engagés en Espagne, dont une longue liste a été dressée par l'historien Pierre-Frédéric Charpentier dans

---

[333] Maria Eisner (1909-1991) fut photojournaliste et créa l'agence Alliance-Photo en 1934, puis devenue responsable de l'agence Magnum à partir de 1947, dont Capa était un des fondateurs.

[334] Maspero François, *L'ombre d'une photographe, Gerda Taro,* Paris, Seuil, 2006, p.74.

[335] Le récit de l'aventure espagnole de Kessel a très bien été narré dans le film-documentaire de Patrick Jeudy, « Dix jours dans la guerre d'Espagne » (France, 2015), basé sur le photoreportage de Kessel et de Jean Moral, « La guerre est à côté ».

son ouvrage *Les Intellectuels français et la guerre d'Espagne, une guerre civile par procuration (1936-1939)*[336]. Dans la zone franquiste, les services de censure de Luis Bolín contrôlaient les correspondants, et les accompagnaient sur le front, ce qui ne facilitait pas forcément le travail journalistique, qui permettait pourtant, d'« alimenter le débat d'idées des années 1936-1939 »[337]. Néanmoins, les journaux français ne disposant pas de correspondants ou de photojournalistes sur place le temps du conflit, pouvaient toujours recourir aux informations transmises par des agences, telles que Reuter ou Havas, qui disséminaient leurs reporters sur l'ensemble du territoire espagnol. Ces journalistes d'agence, pourtant nombreux en Espagne, restèrent peu connus, malgré leur travail de qualité, puisque le journaliste d'une agence ne signait pas de son nom, mais de celui de son agence. La presse française s'informa en tout cas majoritairement par ce biais, comme le précise Daniel Arasa :

> Un aspect particulier de la presse française est que presque toute l'information publiée provenait de l'agence Havas, parce que peu de journaux envoyèrent leurs propres correspondants, ou ceux qui le firent les envoyèrent seulement pour de brèves périodes.[338]

Les correspondants des agences jouèrent donc un rôle incontournable dans la diffusion de l'information qui parvenait en France au sujet de la guerre en Espagne. A ce titre, Pierre Albert remémore un « conflit » entre l'agence Havas et le Front Populaire, ce dernier accusant l'agence « d'avoir des attaches trop précises avec des journaux de l'opposition de droite »[339]. La guerre médiatique à laquelle se livrèrent les périodiques français au cours du conflit espagnol nous amène désormais à nous interroger sur les stratégies rhétoriques utilisées dans le but d'influencer l'opinion publique française et les décisions prises par les plus hautes instances de l'Etat.

---

[336] Charpentier Pierre-Frédéric, *Les Intellectuels français et la guerre d'Espagne, une guerre civile par procuration (1936-1939)*, *op.cit.* pp.65-66 ; p.70.
[337] *Ibid*, pp.67-68.
[338] Arasa Daniel, *De Hemingway a Barzini, corresponsales extranjeros en la guerra civil*, *op.cit.* p.58. "Un aspecto peculiar de la prensa francesa es que casi toda la información publicada provenía de la agencia Havas, porque pocos periódicos enviaron corresponsales propios, o los que lo hicieron los desplazaron solo por periodos breves."
[339] Albert Pierre, *Histoire de la presse*, *op.cit*. pp. 81-103.

Bataille médiatique au sujet de la guerre d'Espagne.

Les dimensions informative et idéologique de la presse écrite française de l'époque nous questionnent sur le traitement de l'information et sur la manière dont était présenté un évènement. A cet égard, il faut rappeler que la guerre d'Espagne fut un conflit largement médiatisé, comme l'a montré Pierre-Frédéric Charpentier, parmi de nombreux historiens :

> La guerre d'Espagne a mobilisé les journalistes et les écrivains, les cinéastes et les artistes, à l'arrière comme au front, et ce, dans toutes les variétés possibles de leur expression : articles, poèmes, journaux intimes, récits, essais, romans, et même affiches, photos, allocutions radiodiffusées et films […].[340]

Outre l'engagement important des artistes et des écrivains, les quotidiens fournirent aux Français, par l'intermédiaire de photoreportages, de photomontages, l'actualité en continu de la guerre civile espagnole, mais également leurs perceptions différentes et controversées du conflit. Au cours des trois années de guerre en Espagne, l'ensemble des combats et des avancées militaires des deux camps fut décrypté et analysé, selon la ligne éditoriale des journaux. Car comme nous l'avons vu précédemment, aux articles de photoreporters se mêlaient des éditoriaux de personnalités politiques majeures. Les papiers, les photos étaient l'occasion de traiter politiquement l'information, correspondant à l'idéologie du parti ou du mouvement politique qu'ils représentaient. En 1943, Charles Maurras nous faisait part d'une réflexion éclairante sur l'attitude de la presse française à l'égard de l'Espagne:

> « Une sorte de petite guerre philosophique et religieuse s'est instituée dans la presse française. C'était à qui rapporterait le plus d'horreurs de l'un ou de l'autre front espagnol. Un petit flambeau juridique et moral, jalousement entretenu dans l'âme de tout lecteur et de tout électeur, était chargé de veiller à la bonne distribution du bien et du mal, des vices et des vertus, du blâme et de la récompense : ne fallait-il que les amis espagnols du *Popu* et de l'*Huma* apparussent des anges aux lecteurs de l'Huma et du Popu et que leurs ennemis fussent vus, au même moment, en démons de l'enfer. Le pauvre lecteur socialo-communiste s'était naturellement un peu démonté quand on lui prouvait que l'atroce fureur de la guerre civile s'exerçait de chaque côté : fusillades, mitraillades, noyades. »[341]

[340] Charpentier Pierre-Frédéric, *Les Intellectuels français et la guerre d'Espagne, op.cit.* p.12.
[341] Maurras Charles, *Vers l'Espagne de Franco*, Paris, Edition du livre moderne, 1943, p.87

Maurras utilise l'expression de « sorte de petite guerre » pour aborder l'engagement médiatique dans la guerre d'Espagne, au cours de laquelle l'objectif était de discréditer le camp adverse. Une sorte d'escalade des horreurs avait eut lieu sur le terrain médiatique français. Si dans ce passage, le nationaliste qu'était Maurras tance les quotidiens socialiste et communiste, sa réflexion apporte néanmoins plusieurs données importantes. Au-delà de la rhétorique religieuse utilisée par la presse, cet extrait nous semble attester de la pression morale sur le lecteur qui était un électeur potentiel. La perspective électorale est évidemment à prendre en compte dans le traitement de l'information. Discréditer l'adversaire politique était une stratégie utilisée ; montrer les vertus de l'idéologie défendue en était une autre. Le suivi orienté des différentes batailles, des avancées militaires pouvait susciter chez le lecteur des émotions profondes pouvant conduire à un engagement, militaire ou humanitaire, ou bien provoquer une simple solidarité envers l'un des deux camps. Comme nous pourrons d'ailleurs le constater à plusieurs reprises au cours de la deuxième partie de ce travail, en cas de victoire des troupes insurgés sur un des fronts, la ligne éditoriale de journaux du Front Populaire incitait ses lecteurs à faire preuve de solidarité envers les républicains espagnols. En cas de contre-attaque républicaine, les critiques acerbes des journaux de droite et d'extrême droite orientaient toujours davantage l'opinion de ses lecteurs vers un anticommunisme, vers la peur d'une révolution future en France. Des faits, ne correspondant pas à la ligne éditoriale d'un quotidien, pouvaient aussi être omis. L'oubli volontaire, ou le regard fixé sur un évènement afin d'en dissimuler un autre, constituaient des stratégies adoptées par les presses françaises mais également par celles d'autres pays. Emile Témime signale que « la maîtrise des moyens de communication et de diffusion semble devenue essentielle […] pour toucher, au-delà des frontières, les milieux politiques et l'opinion publique internationale »[342].

De manière générale, toutes les informations relayées par les journaux ont une influence sur les pensées, les imaginaires de la population française autour du conflit espagnol. Pour la population française, ce qui était dit dans les journaux attestait de la véracité des évènements ayant lieu en Espagne. A cet égard, l'étude *Psychologie des foules* du médecin et sociologue Gustave Le Bon, publiée en 1895, nous renseigne sur le processus, utilisé par les partis ou mouvements politiques, pour présenter l'information à destination de la foule, de l'opinion publique. Pour s'ancrer dans l'esprit de l'opinion publique, nous dit Le Bon, une idée doit être transmise et représentée selon « une forme très simple et […] sous

[342] Témime Emile, *1936, La guerre d'Espagne commence, op.cit.* p.68.

l'aspect d'images. »[343] Cette image, l'opinion ne la reçoit pas brute, mais par le biais des yeux du journaliste ou du reporter. Elle se reflète à l'imaginaire situé dans son esprit, une image par conséquent détournée : « Ce que l'observateur voit alors, n'est plus l'objet lui-même, mais l'image évoquée dans son esprit. »[344] Le rôle du journaliste ou du correspondant était en ce sens fondamental, puisqu'il pouvait faire entrer en interaction l'évènement passé, réel, et l'imaginaire dans l'esprit de l'opinion auquel se référait cet évènement. A ce sujet, le linguiste Patrick Charaudeau écrit: « L'évènement n'est jamais transmis à l'instance de réception dans son état brut; pour sa signification, il dépend du regard qui est posé sur lui, regard d'un sujet qui l'intègre dans un système de pensée et ce faisant le rend intelligible »[345]. Il fait office d'intermédiaire et peut détourner l'information à sa manière. L'utilisation progressive de la photographie dans la presse accentuait encore davantage l'ancrage des idées défendues par le journaliste. D'après Le Bon, le processus de réception d'une idée par la presse va suivre un mécanisme bien particulier : une foule « en état d'attention expectante » (l'opinion publique), une « suggestion » (l'idée simple), une « contagion » qui mène à « une hallucination collective »[346]. Pour illustrer ce raisonnement, prenons l'exemple éclairant du qualificatif donné par la presse d'extrême-droite française au gouvernement républicain espagnol. L'opinion étant en attente d'informations précises sur ce gouvernement, les journaux affirmèrent qu'il s'agissait d'un gouvernement « communiste », comme nous le soulignerons à de nombreuses reprises. Fréquemment répétée, cette idée, selon laquelle une révolution marxiste était en cours sous la Seconde République, fit son chemin dans les milieux de droite et d'extrême-droite français et contamina l'esprit des lecteurs par une sorte de « contagion ». Cette idée d'une révolution, qui pourrait *a posteriori* se répandre en France, germa au point de mener à une « hallucination collective » dans ces milieux. Il s'agit ici, nous semble-t-il, d'une « manipulation par la peur », pour reprendre les termes de Patrick Charaudeau[347]. Qu'elles soient fondées ou non, ces annonces avaient un effet sur l'opinion publique, qui était plus encline à soutenir un camp ou un autre. Par leur approche partisane, les journaux français des années 1930 essayèrent de tromper l'opinion publique pour les inciter à les soutenir dans leurs causes qu'ils estimaient justes.

---

[343] Le Bon Gustave, *Psychologies des foules*, Paris, BoD-Books on Demand, 2018, p.38.
[344] *Ibid*, p.28.
[345] Charaudeau Patrick, *Les médias et l'information, L'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck, 2011, p.79.
[346] Le Bon Gustave, *Psychologies des foules*, *op.cit*. p.27.
[347] Charaudeau Patrick, *La manipulation de la vérité, Du triomphe de la négation aux brouillages de la post-vérité*, Limoges, Lambert-Lucas, 2020, p. 101.

Plus largement, les journalistes tentèrent d'amener, au cours de la guerre d'Espagne, des faits à leurs lecteurs, en relayant quotidiennement les évènements. Pour cela, la presse française de tous bords fit usage, nous semble-t-il, du genre « judiciaire » de la rhétorique, qui consiste, d'après Michel Meyer, à « déterminer si une action est juste ou non »[348] : elle manipula des savoirs, offrit des vérités subjectives, dans le but de persuader, manipuler l'opinion, dans un but de propagande, et plus largement défendit la cause des républicains ou des franquistes, ou bien celle des victimes de la guerre d'Espagne. La manipulation de la vérité fut une stratégie constamment utilisée par les différents organes de presse pour exalter ses lecteurs, contrer les manipulations adverses et tenter de convaincre les lecteurs indifférents. Bartolomé Bennassar souligne à ce sujet :

> Parfois, la réalité fut travestie par l'omission ou l'adjonction de détails spectaculaires, comme dans les cas du siège de l'Alcazar de Tolède ou de la résistance victorieuse de Madrid en automne 1936. Ou les responsables d'épisodes déplorables, voire scandaleux, cherchèrent à en attribuer la responsabilité à l'adversaire. C'est ce qui se passa au lendemain de Guernica […]. […] La presse anglo-saxonne fit des efforts méritoires pour approcher la vérité. En général, la presse française fit preuve de mauvaise foi ou de manque de professionnalisme. Les hebdomadaires Gringoire et Candide, les quotidiens L'Echo de Paris, Le Jour, Le Figaro, Le Matin, L'Epoque, L'Action Française […] diffusèrent sans complexe les fausses nouvelles.[349]

Les presses françaises, idéologiquement engagées, se passionnèrent donc pour cette guerre d'Espagne. Elles s'y intéressèrent et, par l'intermédiaire de ses articles, de ses éditoriaux, de ses reportages photos, relayèrent, affirmèrent, défendirent, mentirent et manipulèrent l'opinion publique pour qu'elle pense et agisse en adéquation avec les lignes éditoriales défendues. Elles soutinrent un camp et dénoncèrent l'adversaire dans une guerre médiatique où, tous les moyens étaient permis : allusion, mensonge, détournement, etc. Comme il sera souligné dans les pages consacrées à la couverture médiatique des évènements de la guerre d'Espagne par les périodiques français, au cours de la seconde partie de ce travail, les presses de gauche exprimèrent leur soutien à la Seconde République espagnole, tandis que les presses de droite et d'extrême-droite firent tout pour dissuader le gouvernement français d'intervenir sur le sol espagnol. A ce propos, l'historien Daniel Arasa conclut :

---

[348] Meyer Michel, *La Rhétorique*, Paris, PUF, 2004, p.14.
[349] Bennassar Bartolomé, *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, Perrin, 2006, p.325.

La France vécut la guerre espagnole d'une façon très directe. Ni la droite ni la gauche n'eurent cependant une attitude uniforme sur la stratégie que devait adopter le pays, les catholiques français eux-mêmes étaient divisés sur le soutien ou rejet à un camp ou un autre. […]

La pression de la gauche en France en faveur de la République espagnole était très forte, bien que la stratégie ne soit pas toujours la même. Dans le camp opposé, la politique concernant la France fut de calmer le gouvernement français, en cherchant ainsi à s'assurer de sa neutralité dans le conflit espagnol, dans la mesure où les relations et l'amitié avec les italiens et les allemands n'étaient pas en défaveur de la France.[350]

Le regard de la presse française sur la guerre d'Espagne fut donc en ce sens pluriel, et suivait les lignes éditoriales des partis ou mouvements politiques auxquels les journaux étaient rattachés. Parmi les journaux qui seront mentionnés plus loin, citons *L'Humanité*, *Ce Soir*, *Le Populaire* et *L'Œuvre* qui défendirent les thèses des partis qui formaient le Front Populaire, *L'Echo de Paris* qui se fit le porte-parole des perceptions de la droite française, et *L'Action Française*, qui diffusa les perceptions de l'extrême-droite nationaliste sur le conflit espagnol, avec chacun d'entre eux, la volonté d'influencer l'opinion publique, même si, comme le reconnaît Patrick Charaudeau, « il est bien difficile de mesurer l'influence des médias sur l'opinion publique »[351]. En tout cas, l'engagement par le biais médiatique constitua un moyen de pression utilisé pour tenter d'influencer les prises de position du gouvernement de Front Populaire.

La décision de ces gouvernements de ne pas s'engager dans la guerre d'Espagne s'inscrivait donc, nous semble-t-il, au sein d'un contexte sociopolitique national tendu, profondément marqué par les clivages politiques depuis la crise économique de 1929. A aucun moment il n'y eut en France de consensus sur l'attitude à adopter suite au déclenchement du conflit espagnol et à l'appel à l'aide des dirigeants républicains espagnols.

---

[350] Arasa Daniel, *De Hemingway a Barzini, corresponsales extranjeros en la guerra civil*, *op.cit*. pp.58-59.
"Francia vivió de forma muy directa la guerra española. Ni la derecha ni la izquierda, sin embargo, tuvieron una actitud uniforme acerca de la estrategia que debía adoptar el país, e incluso los católicos franceses estaban divididos en su apoyo o rechazo a un bando u otro. […]
La presión izquierdista en Francia a favor de la República española era muy fuerte, aunque la estrategia no siempre fue la misma. Desde el bando contrario, la política respecto a Francia fue la de tranquilizar al Gobierno francés en el sentido de que la relación y la amistad con italianos y alemanes no era contraria a Francia, buscando así asegurar la neutralidad francesa en el conflicto español."

[351] Charaudeau Patrick, *Les médias et l'information, L'impossible transparence du discours, op.cit*. p.225.

Malgré des velléités d'intervention, au mois de juillet 1936, le gouvernement de Léon Blum avait dû se rétracter sous la pression d'une campagne de presse de la part des périodiques de droite et d'extrême-droite, et des dissensions au sein de la coalition gouvernementale. La non-participation du PCF, extrêmement favorable à un secours à la République espagnole, ainsi que le refus de certains dirigeants radicaux, pesèrent sur la décision de constituer un pacte de non-intervention dès le début du mois d'août 1936. Dans ce contexte, le pacifisme dont était empreinte l'opinion publique, encore traumatisée par la Grande Guerre, joua un rôle considérable, ce qui ne signifia pas pour autant un désintérêt de la part de la population française pour la guerre d'Espagne. Les Français se passionnèrent pour ce conflit, bien informés par les différents organes de presse qui, par l'intermédiaire des photojournalistes présents en Espagne, diffusaient leurs lignes éditoriales dans le but d'amener l'opinion publique à soutenir les républicains ou les rebelles espagnols et d'orienter les décisions du gouvernement français. Dans ce contexte, la coalition de Léon Blum avait convaincu, à la fin du mois d'août, les autres puissances européennes d'adhérer au pacte de non-intervention. Pourtant, les évènements de l'automne 1936 mirent rapidement en évidence les difficultés auxquelles allaient être confrontées les dirigeants français et britannique vis-à-vis de leur politique internationale.

Partie II – La politique de non-intervention de la France.

Les fractures générées, au sein du gouvernement du Front Populaire et plus largement en France, par l'élaboration du pacte de non-intervention, à partir du mois de septembre mirent en évidence l'impopularité de la politique internationale menée par la France et la Grande-Bretagne. La critique du pacte et des décisions prises par le Comité de non-intervention sont au cœur de notre travail et requiert, à ce titre, une analyse détaillée de ses coulisses, des discussions entre les différentes puissances, les efforts consentis par les dirigeants français et par le Quai d'Orsay, ainsi que les obstacles qui menèrent à son échec et de surcroît à la défaite des républicains espagnols. Pourtant, malgré une fidélité envers sa politique de non-intervention, tout au long de la guerre d'Espagne, les gouvernements de Léon Blum et de Camille Chautemps tentèrent d'agir indirectement en faveur de la République. C'est ce double-mouvement, qui caractérise l'attitude de la France à l'égard du conflit espagnol, qu'il convient désormais d'étudier avec précision.

1. Les négociations au sein du Comité de non-intervention de Londres.

1.1 - La non-intervention au cours des premiers mois de la guerre d'Espagne (septembre-octobre 1936).

Nous pourrions être amenés à considérer que l'adhésion de 27 puissances au pacte de non-intervention, à la date du 25 août 1936, constituait une réussite diplomatique de la France, menée en collaboration avec la Grande-Bretagne. C'était d'ailleurs le point de vue adopté par les Français. Elle constituait en effet un moyen d'éviter une guerre à l'échelle mondiale, comme l'écrit Jean-François Berdah :

> La non-intervention reposait sur la crainte réciproque de voir tantôt les puissances fascistes, tantôt la démocratie française s'engager à fond dans le conflit aux côtés de l'un ou l'autre des deux belligérants. En vertu de ce principe, le but d'une coopération internationale en faveur de la non-ingérence « fut essentiellement – selon les termes d'André Blumel, le chef de

cabinet de Léon Blum – une tentative pour empêcher les autres de faire ce que nous étions incapables d'accomplir ».[352]

Pourtant, la ratification de l'accord ne signifiait pas la fin de l'internationalisation de la guerre civile espagnole, bien au contraire. Le 30 août, le chargé d'affaires de France à Madrid, René Bonjean, relaya les plaintes du socialiste espagnol Indalecio Prieto, publiées la veille dans les colonnes du journal *Informaciones*. Malgré le ralliement de toutes les grandes puissances à la politique de non-intervention, du matériel de guerre ainsi que des avions continuaient d'affluer vers le camp rebelle, et Prieto critiquait la position de la France à cet égard :

> Le leader socialiste se plaint à ce sujet de l'attitude de la France, « dont la fameuse formule de neutralité a eu pour résultat pratique d'empêcher les pays amis de l'Espagne de remplir leur devoir de solidarité envers le gouvernement légitime et de favoriser l'appui que donnent aux insurgés les puissances qui sympathisent avec eux », ce qu'il considère comme une maladresse (*torpeza*) diplomatique de la part de la France. Il conclut en demandant aux masses démocratiques de faire pression sur leurs gouvernements pour corriger l'erreur que ceux-ci ont commise.[353]

La critique de Prieto semblait légitime, dans la mesure où le camp républicain subissait, à ce moment-là, l'embargo sur les armes et le matériel de guerre, tandis que les insurgés continuaient à percevoir l'aide des Allemands. Hitler n'avait en effet aucune intention de respecter l'accord que son gouvernement avait signé. L'accord donné par le Führer à l'ambassadeur français François-Poncet, avait pour seul but de calmer les dirigeants français. Temporairement seulement, car parallèlement, au début du mois de septembre, la propagande nazie ne cessait, d'après le diplomate français, de critiquer le parti pris de la France, vis-à-vis du conflit en Espagne, et exprimait plus fréquemment ses sympathies envers le camp rebelle. Cette double stratégie de communication avait pour but de « préparer les esprits, aussi bien au dehors qu'au-dedans de ses frontières, à un acte important et qu'elle se [réservait] la possibilité de reconnaître, un jour ou l'autre, la junte de Burgos. »[354] D'autre part, François-Poncet affirmait, à juste titre, que les critiques récurrentes envers la France, considérée

[352] Berdah Jean-François, *La démocratie assassinée, la République espagnole et les puissances, 1931-1939, op.cit.* p.267.
[353] DDF/III, Télégrammes n°134, 135, de M. Bonjean à M. Delbos, Madrid, 30/08/1936, p.320.
[354] DDF/III, Dépêche n°1362, De M. François-Poncet à M. Delbos, Berlin, 02/09/1936, p.332.

comme une « alliée des Soviets », visaient à trouver des excuses pour se retirer progressivement de son adhésion à la non-intervention. Jean-François Berdah signale que l'Allemagne poursuivit ses livraisons de matériel de guerre tout au long du mois de septembre: chars Panzer, chars légers, des voitures de commandement, environ 80 millions de cartouches pour fusils et mitrailleuses, plus de 80 000 bombes[355]. Une situation jugée incompréhensible aux yeux de l'opinion publique française, car la signature de la non-intervention plaçait en effet Léon Blum dans une position politique difficile : fréquemment critiqué par la droite et l'extrême-droite française, le président du Conseil était également chahuté par la gauche, preuve apportée par le Secrétaire général du gouvernement Jules Moch : « Les attaques redoublent contre Léon Blum pendant cette période. Elles viennent des communistes et aussi de l'aile gauche de son propre Parti […]. »[356] Nous l'avons vu, les communistes étaient, depuis le début du conflit, en faveur d'une action directe pour sauver la République espagnole du danger fasciste. Les socialistes de la SFIO étaient également divisés au sein même de leur propre formation politique. La puissante Fédération socialiste de Seine, menée par Marceau Pivert, officiant au secrétariat général du gouvernement, annonça l'organisation d'un grand évènement socialiste à Luna-Park sur la question espagnole, prévu le 6 septembre, soit trois jours avant la première réunion du Comité de non-intervention à Londres, auquel Blum décida de s'inviter et d'y prendre part. Face à ses militants, hostiles à sa politique de non-intervention, Blum prononça un discours aussi symbolique que fort, au sujet de l'Espagne. La portée et la richesse de ce discours nous a incité à nous arrêter un instant afin d'analyser de manière détaillée cette prise de parole, dans laquelle nous retrouvons en effet la plupart des arguments donnés par le gouvernement français pour justifier sa position diplomatique en Espagne.

Dans un premier temps, le leader de la SFIO justifie sa venue à Luna Park auprès des militants socialistes. Il expose ensuite sa réflexion sur la situation espagnole et comment sa position évolue d'une volonté d'intervention auprès de la Seconde République espagnole à l'élaboration du pacte de non-intervention. Enfin, la dernière partie de son argumentaire a pour but de convaincre les militants socialistes des bienfaits de sa politique de non-intervention, qui constitue, selon son instigateur, une alternative pour sauver la paix dans cette Europe des années 1930. Le président du Conseil souhaite entraîner chez ses militants une prise de conscience, une réflexion. Pour ce faire, Blum va faire l'usage de questions

[355] Berdah Jean-François, *La démocratie assassinée, la République espagnole et les puissances, 1931-1939, op.cit.* p.262.
[356] Moch Jules, *Rencontres avec Léon Blum*, *op.cit*. p.201.

rhétoriques et présenter un argumentaire empreint d'un certain pathos, au cours duquel il montre sa proximité auprès de ses militants, son émotion et son soutien aux républicains espagnols, malgré une politique qui lui est contraire. Blum se place ainsi en homme tiraillé entre ses désirs d'intervention et son devoir de chef de gouvernement de coalition, laquelle lui impose une non-intervention. De plus, au cours de son discours, le leader de la SFIO utilise fréquemment la première personne du singulier, afin de s'affirmer comme chef de gouvernement, comme instigateur de la politique de non-intervention. Il entend ainsi mettre en avant son courage de venir se justifier, sa volonté de ne pas se soustraire devant la difficulté d'une décision politique. Il nous semble nécessaire de rappeler ici le concept de « décision politique », notamment étudié par Jean-Baptiste Duroselle. L'historien français explique que « toute décision d'une certaine importance implique des risques »[357], qu'ils soient internes, menant potentiellement à une chute du gouvernement, ou externes tels que des représailles pouvant mener à un conflit généralisé. Les risques encourus en cas d'intervention en Espagne sont clairs : risque d'implosion du gouvernement de coalition du Front Populaire, divisé quant à la question espagnole, et risque de guerre avec les puissances fascistes et notamment avec l'ennemi héréditaire allemand. Ainsi, Blum, tout au long de son discours, tente de convaincre les militants que la non-intervention représente la solution qui empêcherait de courir ces deux risques majeurs.

Les différents arguments présentés par Léon Blum à l'occasion de cette prise de parole constituent également, nous semble-t-il, le cœur de la justification de la politique de non-intervention de son gouvernement, et méritent à cet égard qu'on s'y arrête un instant. Face aux militants socialistes de la Fédération de Seine, le président du Conseil justifie tout d'abord sa venue du fait d'un « malentendu entre le gouvernement de Front Populaire qu[‘il] préside et une partie tout au moins des masses ouvrières, un malentendu qu[‘il] ne veut en aucun point se laisser cheminer insidieusement ».[358] Ce malentendu que Blum souhaite dissiper, et qui provoque quelques interruptions de militants en ces premières minutes de discours, c'est la croyance que Blum a lâché la Seconde République espagnole en fomentant la non-intervention avec le soutien de la Grande-Bretagne. L'hostilité d'une partie de l'auditoire envers Blum témoigne des divisions que suscitent, en France, le conflit espagnol. En réponse, l'homme d'Etat va utiliser une stratégie visant à montrer qu'il est toujours, au fond de lui, un militant socialiste, malgré sa nomination comme président du Conseil : « Est-ce qu'il y a ici

[357] Renouvin Pierre et Duroselle Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1991, p.416.
[358] Blum Léon, Discours de Luna Park, *Ina*, 06/09/1936 (1'45-2'10).

un seul homme en accord ou en désaccord avec moi sur la question que je vais traiter ? Est-ce qu'il y a ici un seul homme qui croit que j'ai changé depuis trois mois ? »[359]. Cette stratégie porte ses fruits puisque la majorité de la salle va répondre « non » aux deux questions et va se mettre à l'acclamer. Au bout de 5 minutes de discours, les capacités oratoires de Blum lui permettent d'avoir l'écoute des militants. Il peut ainsi mettre en place son argumentaire visant à exposer sa réflexion, qui a évolué au cours des semaines précédentes.

Plus tard, Blum va signifier aux militants que la non-intervention qu'il prône est dans « l'intérêt national » du pays :

« Je sais très bien, dans cette affreuse aventure, de quel côté vous vous inclinez et quel souhait doit nous imposer l'intérêt national, l'intérêt de notre pays en dehors de toutes espèces d'affinités ou de passions politiques. Je suis obligé ici de mesurer mes mots. Et vous comprendrez, je sais, que le maintien du gouvernement légal de la République espagnole garantirait à la France en cas de complications européennes la sûreté de sa frontière pyrénéenne, la sûreté de ses communications avec l'Afrique du Nord. Et sans que je ne permette aucune prévision sur un avenir que nul ne connaît exactement, je peux pour le moins dire que du côté du gouvernement militaire, il nous est impossible de prévoir au contraire maintenant avec certitude quelles seraient ou les obligations, ou les ambitions de ses chefs. Je dis que d'un côté il y a pour nous une sécurité, et de l'autre côté pour le moins, il subsiste un risque.»[360]

Le leader de la SFIO semble nous signifier ici que les aspirations des socialistes ne coïncident pas avec l'intérêt national de la France. Duroselle écrit que ce terme d'intérêt national désigne « la croyance, à vrai dire confuse, que dans une situation donnée, on peut déterminer objectivement les buts, lointains et proches, que la Nation doit s'assigner. »[361] Blum veut démontrer ici aux militants qu'il ne faut pas envisager que le futur proche, mais également le futur lointain. L'avenir est incertain, une victoire du camp rebelle sur le gouvernement républicain légitime placerait la France dans une situation critique, où elle serait menacée à toutes ses frontières terrestres : à celle du Rhin par l'Allemagne nazie, à la frontière alpine par l'Italie fasciste et à la frontière pyrénéenne par un gouvernement potentiellement fasciste. Dans cette configuration, une intervention en Espagne au cours de la guerre, contre le camp

[359] *Ibid* (5'15-5'36)
[360] *Ibid* (10'45-12'05)
[361] Renouvin Pierre et Duroselle Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, *op.cit*, p.314.

rebelle soutenu par Hitler et Mussolini, constituerait un risque de sécurité majeur si les franquistes s'imposent. En chef de gouvernement, Blum redoute cette possibilité et affirme qu'une non-intervention serait plus viable pour la sécurité de la France.

Néanmoins, Blum exprime sa sympathie pour l'Espagne républicaine qu'il considère comme « amie », mais également sa compassion envers les désirs d'intervention des socialistes, sentiment qu'il a partagé au tout début du conflit. Malgré cette volonté farouche de soutenir ses amis, Léon Blum doit se résoudre à prendre en considération les velléités des autres puissances européennes dans sa réflexion pour ensuite choisir sa politique extérieure vis-à-vis de la guerre civile espagnole. En ce 6 septembre 1936, il se place en chef de gouvernement de la France, devant composer avec différents facteurs et exhorte ainsi les militants présents à imaginer la perspective où la France interviendrait aux côtés des républicains espagnols, pour en tirer ensuite des conséquences :

> « Demandez-vous une fois la concurrence aux armements installée sur le sol espagnol, quelles peuvent être les conséquences pour l'Europe entière. Cela dans la situation d'aujourd'hui, et alors si ces pensées sont alors suffisamment claires, et suffisamment présentes devant votre esprit, ne vous étonnez pas, oh mes amis, si le gouvernement, […] mais je pourrais très bien parler à la première personne, car j'assume toutes les responsabilités. »[362]

D'après Blum, laisser intervenir toutes les puissances européennes en Espagne serait l'assurance de provoquer une nouvelle guerre internationale en Europe. Blum, en pacifiste qu'il est, se refuse à considérer une nouvelle guerre mettant aux prises les Français avec ses voisins européens. C'est notamment de cette réflexion qu'était né le projet de non-intervention, même s'il faut relever que Léon Blum omet de citer dans son discours l'opposition du gouvernement britannique, mentionnée précédemment. Le chef du gouvernement préfère faire allusion à la campagne de presse de juillet 1936, de la part des journaux de droite et d'extrême-droite qu'il condamne, en la qualifiant de « crime » et de « trahison » de l'intérêt national.

Blum va également défendre la politique de non-intervention, malgré l'opposition de ses alliés communistes dans la coalition. Bien que le parti de Maurice Thorez n'ait pas de membres au sein du gouvernement de coalition de Front Populaire, sa voix se fait entendre.

[362] Blum Léon, *op.cit.* (22'40 – 23'36)

Les communistes défendent l'idée qu'une nouvelle menace fasciste se dessine avec le pronunciamiento des rebelles franquistes. L'idée d'une France cernée par le fascisme à ses frontières, et déjà évoquée, avait été reprise par Maurice Thorez dans un manifeste publié, quelques jours plus tôt par le PCF, dans *Les cahiers du Bolchevisme* avec le slogan « Avec l'Espagne, pour la sécurité de la France »[363]. L'intervention auprès des républicains espagnols s'imposait, à leurs yeux, pour protéger la France. A contrario, Blum défend un pacte déclarant que toutes les puissances européennes s'engagent à ne pas aider militairement, à ne pas exporter de matériel de guerre aux deux camps s'opposant en Espagne. Il s'agit ainsi de laisser les Espagnols trouver eux-mêmes une solution à leurs problèmes, avec la conviction que sans aide militaire, les républicains rétabliraient leur autorité sur le pays. Blum va même justifier sa politique, en signalant que l'abstention d'aides militaires extérieures en Espagne vaut mieux qu'une concurrence aux armements inégale :

« Je ne voudrais pas avoir l'air ici d'apprécier mieux qu'eux leurs intérêts propres et les intérêts de leur pays, mais nous avions pensé, c'était notre conviction, que même pour l'Espagne, au lieu d'ouvrir une lutte et une concurrence nécessairement inégale, la conduite finalement, la meilleure, celle qui contenait le secours le plus réel, était d'obtenir cette sorte d'abstention internationale, qui alors, malgré l'inégalité criante et blessante du départ, aurait permis malgré tout à la volonté nationale, à la souveraineté nationale de reprendre et d'assurer peu à peu sa place. »[364]

Pour Blum, le gouvernement français pense que la meilleure solution pour aider le gouvernement républicain est d'empêcher l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste de Mussolini d'intervenir auprès du camp rebelle. Dans ces conditions, semble insinuer Blum, la Seconde République espagnole possède une chance de gagner la guerre et de se maintenir au pouvoir. Comme nous l'avons constaté au cours de la première partie de notre travail, les principaux dirigeants du Parti Radical, parti puissant au sein de la coalition du Front Populaire, rejoignent Blum et soutiennent une non-intervention en Espagne, tandis que la SFIO est divisée, les militants présents à Luna Park en constituent d'ailleurs la preuve. Le président du gouvernement du Front Populaire doit donc convaincre la base sociale qui l'a élu du bienfondé de sa politique, mais doit également rappeler les devoirs qui lui incombent en tant que chef de la coalition. Ces devoirs, c'est de prendre en compte l'opinion,

[363] Thorez Maurice, « Au service de la liberté et de la paix », Paris, *Les Cahiers du Bolchevisme*, numéro 14-15, 25/08/1936, p.907.
[364] Blum Léon, *op.cit.* (26'56 – 27'52).

potentiellement divergente de la sienne, au sein des autres partis de la coalition. Il le souligne au cours de ce discours :

« J'ajoute encore quelque chose, je suis au gouvernement, non pas à la tête d'un cabinet socialiste, non pas à la tête d'un cabinet prolétarien, mais à la tête d'un cabinet de gouvernement de coalition, dont le contrat a été formé par le programme commun du Rassemblement Populaire. Le programme de notre gouvernement est le programme de Front Populaire déjà exécuté pour une large part. Dans la direction de la politique quotidienne intérieure ou extérieure, nous n'avons pas pu tout régler par le contrat. La politique que nous venons de suivre, elle n'a pas trouvé d'objections de la part d'autres puissances. La convention à laquelle je déclare aujourd'hui impossible de refuser ou de soustraire la signature de la France. Elle porte par exemple la signature de l'Union des Républiques Soviétiques. Je ne puis donc pas croire que la conduite que nous avons suivie soit contraire aux principes du Rassemblement Populaire et aux lignes générales du programme qu'il avait rédigé. Mais si l'un des partis ou l'un des groupements qui ont adhéré dès sa fondation au Rassemblement Populaire, qui ont apposé leurs signatures au bas du programme, [...] si un de ces partis ou un de ces éléments jugent notre conduite impropre aux traditions, aux engagements pris […], eh bien qu'il le dise ! »[365]

Blum fait allusion au programme commun du Rassemblement Populaire, que tous les partis de la coalition ont approuvé en novembre 1935, quelques mois avant les élections. Le président du Conseil rappelle aux militants socialistes que beaucoup a déjà été effectué au cours de ces premiers mois, et que la politique de non-intervention constitue une des premières réussites du Front Populaire sur le plan international, dans la mesure où toutes les puissances européennes y ont théoriquement adhéré. Léon Blum insinue également que le PCF, qui rejette en bloc la non-intervention prônée par le gouvernement, a pourtant accepté de collaborer avec les socialistes dans le cadre du programme commun. Par cette allusion, Blum tente ici de placer le PCF dans une posture inconfortable. Il ajoute à cela que le parti communiste français est en faveur d'une intervention, mais que l'URSS, puissance à laquelle il est affilié idéologiquement, y est officiellement opposée depuis sa signature au pacte, le 23 août 1936. Si le PCF s'oppose à cette politique, il s'oppose au « contrat du rassemblement populaire », mais aussi à la politique de Staline. D'après le chef du gouvernement, Maurice Thorez a donc le choix entre risquer la chute du Front Populaire et défendre ses convictions concernant l'Espagne, ou accepter la non-intervention.

[365] *Ibid* (39'00 – 41'21).

Ce discours à Luna Park constitua donc un moment clé de son argumentaire, et devint même la voix officielle du gouvernement de Front Populaire sur les affaires d'Espagne. Nous pourrions être par conséquent tentés de penser que ce discours fit basculer l'opinion publique de gauche en faveur de la non-intervention. Il n'en fut rien, comme nous l'évoquions plus haut. Jamais il n'y eut d'adhésion complète des militants envers la politique de non-intervention, jamais de consensus sur la question espagnole, ni au sein du Front Populaire, ni même au sein de la SFIO. Chaque militant, chaque dirigeant réagit différemment aux évènements de l'été 1936 : bien accueilli par les socialistes et les radicaux, le discours reçut des critiques des communistes, tandis qu'à droite, l'attitude était davantage à la prudence. Il convient de mentionner que la portée du discours, qui certes acquit une certaine renommée avec le temps, fut toutefois limitée, comme le soutint Jean Lacouture : « ce discours célèbre […] lui a permis de retourner une salle, non de convaincre l'ensemble de la gauche, ni même de son parti »[366].

Toutefois, la presse française fit largement écho à l'intervention du chef du gouvernement, et il nous faut donc nous arrêter un instant sur le traitement qu'elle en fit. Le quotidien socialiste *Le Populaire* fait du discours de son leader politique sa une du 7 septembre 1936: « Hier à Luna Park, Léon Blum a magistralement expliqué la position du Gouvernement du Front Populaire devant les évènements d'Espagne »[367], un titre qui illustre le ton employé par Alexandre-Marie Desrousseaux, de son pseudonyme Bracke[368]. Au fil de l'article, le directeur du journal va faire l'usage de qualificatifs très élogieux pour désigner Blum à Luna Park : « magistralement », « sublime », « noblesse », « sincérité », « générosité ». Bracke avoue son « admiration » pour le président du Conseil qui « a tout dit, ce qu'il pense, ce qu'il fait, ce qu'il assume de tout son cœur et de tout son esprit »[369]. Selon l'ancien député, Blum a réussi à convaincre la foule du bien fondé de la non-intervention pour la France, et le ton dithyrambique ainsi que l'exagération employés dans cet article, vise à convaincre l'opinion publique. Se plaçant en porte-parole de Blum, *Le Populaire* publie également l'ensemble du discours de son chef politique, afin que sa parole soit diffusée à un maximum de lecteurs, et notamment à destination de la partie sceptique des militants

[366] Lacouture Jean, *Léon Blum*, *op.cit*, p.366.
[367] « Hier à Luna Park, Léon Blum a magistralement expliqué la position du Gouvernement du Front Populaire devant les évènements d'Espagne », *Le Populaire*, Paris, numéro 4957, 07/09/1936, p.1.
[368] Alexandre-Marie Desrousseaux, dit Bracke, était directeur du *Populaire* depuis 1936. Auparavant, il avait été maire de Lille en 1929, et député socialiste du Nord entre 1928 et 1936.
[369] « Hier à Luna Park, Léon Blum a magistralement expliqué la position du Gouvernement du Front Populaire devant les évènements d'Espagne », *Le Populaire*, Paris, numéro 4957, 07/09/1936, p.1.

socialistes n'ayant pu assister à cette intervention. Le quotidien se fait le relais pour essayer à son tour de convaincre le lectorat à l'échelle nationale.

Le radical *L'Œuvre* publie également la totalité de l'allocution de Blum et traite cette information dès sa première page, en insistant sur l'acclamation de l'assistance présente la veille à Luna Park[370]. Les radicaux saluent l'engagement physique du président du Conseil durant son allocution : « M. Léon Blum, le visage baigné de sueur, a été manifestement jusqu'à l'extrême limite de ses forces. Il s'assied parmi des acclamations sans fin »[371]. Au même titre que les socialistes, les radicaux se félicitent de l'intervention de Léon Blum. Cette attitude s'explique par le fait que les deux plus grands partis de la coalition du Front Populaire, la SFIO et le Parti Radical, défendaient la non-intervention, une politique qui ne correspondait cependant pas, nous l'avions montré auparavant, à la vision du Parti Communiste Français, bien décidé à intervenir auprès de la Seconde République espagnole. La place laissée à l'évènement par son organe de presse, *L'Humanité*, en est la preuve. L'article consacré au discours de Blum n'apparaît qu'en seconde page et son titre tend à se désolidariser des paroles du président du Conseil : « Dans son discours, Léon Blum s'affirme pour le maintien de l'interdiction de commerce avec le gouvernement espagnol »[372]. Il s'agit bien du discours du leader socialiste, et non de celui des communistes, comme le témoigne l'adjectif possessif « son ». Le titre place la volonté du leader socialiste en contradiction avec celle des communistes et signale que Blum maintient l'interdiction de commerce avec le gouvernement espagnol et non pas aux deux camps s'opposant en Espagne, comme le stipule l'accord de non-intervention. *L'Humanité* insinue ici qu'il s'agit d'une mesure contre les républicains. Bien entendu, le journal ne diffuse pas l'intégralité de la prise de parole du président du Conseil, mais préfère le commenter en citant l'orateur, afin de diffuser davantage, aux militants communistes, l'analyse faite par les dirigeants que le discours en lui-même. De plus, l'attention est davantage focalisée sur les réactions de l'auditoire que sur le contenu de l'intervention. Ces réactions sont celles du début de l'allocution, durant laquelle certains militants socialistes s'exprimaient en faveur d'une intervention en Espagne : « Des avions pour l'Espagne ! Blum à l'action ! », « Des avions, des avions pour l'Espagne ! Vive le

[370] « Devant les socialistes de Seine, à Luna Park, dans un discours longuement acclamé, M. Léon Blum justifie l'attitude de la France en face des évènements extérieurs », *L'Œuvre*, Paris, numéro 7 647, 07/09/1936, p.1.
[371] *Ibid*, p.4.
[372] « Dans son discours, Léon Blum s'affirme pour le maintien de l'interdiction de commerce avec le gouvernement espagnol », *L'Humanité*, Paris, numéro 13 779, 07/09/1936, p.2.

Front Populaire »[373]. Rappelons qu'il est question ici des réactions initiales au cours des cinq premières minutes du discours, et que Léon Blum avait, par la suite, réussi à convaincre et persuader l'auditoire des bienfaits de sa politique extérieure.

Les journaux de l'opposition à droite et à l'extrême droite critiquent, bien entendu, le discours, même s'il convient de noter que *Le Figaro* reste plutôt neutre en affirmant que « M. Léon Blum proclame sa fidélité à la formule de neutralité »[374]. Le journal conservateur a opté pour une retranscription totale du discours de Luna Park dans ses colonnes, précédé d'un court commentaire défendant sa position sur l'Espagne. Faisant écho aux propos de Blum au cours de son allocution, le journaliste signale que « l'intérêt national » est à placer au-dessus de toute « passion politique ». Si *Le Figaro* semble en accord avec la politique de non-intervention, sa réaction est néanmoins réservée. Le quotidien prévient ses lecteurs des conséquences d'un tel retournement après avoir obtenu l'accord des autres puissances européennes :

> « Toutes les puissances ont donné leur assentiment à notre proposition de neutralité […]. Nous ne pouvons pas la retirer. Nous ne pouvons encore moins la trahir sans avoir le courage de la retirer. Impossible […] d'agir autrement sans ouvrir en Europe une crise dont il serait difficile de prévoir les conséquences. »[375]

Les conséquences auxquelles le journaliste conservateur fait alors référence sont, nous semble-t-il, un nouvel affrontement sur le sol européen, affrontement qui inclurait, bien entendu, la France. C'est de cette manière que le journal choisit de soutenir la non-intervention en France. L'accueil est donc mitigé : on approuve la politique de Léon Blum, mais on craint dans le même temps que ses volontés premières ne reprennent le pas sur la « raison ».

Dans un article d'un autre journal de droite, *L'Echo de Paris*, Henri de Kerillis commence, dès la première phrase, par un jugement de valeur à propos du discours du président du Conseil : « En toute sincérité, j'ai trouvé dans l'important discours du président

---

[373] *Ibid*, p.2.
[374] « A Luna Park, M. Léon Blum proclame sa fidélité à la formule de neutralité», *Le Figaro*, Paris, numéro 251, 07/09/1936, pp.1-4.
[375] *Ibid*. p.1.

du Conseil du très mauvais, mais aussi du bon »[376]. Tout en critiquant sa complaisance et sa « passion partisane » envers le gouvernement républicain espagnol, il considère qu'il n'y a pas de nécessité de le soutenir puisque celui-ci est « à l'agonie »[377]. Le député de Neuilly-sur-Seine affirme, par la suite, que Léon Blum a eu tort de s'en prendre au cours de son discours à la presse nationale, lors de la campagne de presse lancée par son journal le 23 juillet 1936, car cette campagne a permis, à ses yeux, d'éviter à la France une intervention risquée en Espagne. Il défend l'influence positive de la presse d'opposition pour la mise en place de la politique de non-intervention, tandis que « la presse d'extrême-gauche compromet gravement les efforts de son gouvernement, soulève les passions populaires et met en danger la paix intérieure en même temps que la paix extérieure »[378]. La critique du leader de la SFIO à cet égard lui semble ainsi infondée et injuste. Plus loin dans sa publication, de Kerillis donne toutefois raison à Blum qui a eu le courage de résister aux communistes et aux syndicalistes prônant une action militaire directe en Espagne, même s'il doute de ses capacités à « tenir tête aux forces de désordre et de haine que le Front Populaire a soulevées ».

L'Action Française atteste également des divisions au sein du gouvernement français : « Léon Blum tente de se défendre contre les attaques des communistes »[379]. La rédaction du journal d'extrême-droite accuse le « sémite » Blum de manquer de courage « ne se sentant pas très en odeur de sainteté parmi la populace ». Une manière de discréditer immédiatement le président du Conseil auprès des lecteurs. L'article met tout d'abord en avant de « graves divergences entre le gouvernement de Front Populaire et les bellicistes communistes », pour retirer la légitimité de son adversaire politique, puis le journal se moque, une fois de plus, du « couplet patriotique » du discours de Blum – en le traitant de « métèque, Juif et socialiste » – au cours duquel le président se fait passer pour une victime. Ces propos aussi insultants qu'antisémites visent bien entendu à discréditer l'homme politique car, aux yeux de *L'Action Française*, Blum n'est pas un patriote et constitue en fait une « sorte de masochiste qui aime à jouer les martyrs flagellés ». Plus loin, lorsqu'il définit le gouvernement républicain de « légal » et « régulier », le quotidien signale que « l'Espagne gouvernementale est terrorisée par quelques dizaines de milliers d'anarchistes, voilà la vérité », Maurras semblant affirmer que la République espagnole, par son caractère anarchique, n'est pas morale. A propos de la

[376] « Réflexions sur le discours de M. Léon Blum », *L'Echo de Paris*, Paris, numéro 20780, 08/09/1936, p.1

[377] En 1935, dans sa quête de reconstituer un nouvel empire sur le modèle de l'Empire Romain, Benito Mussolini avait entrepris et obtenu la conquête du Royaume d'Ethiopie.

[378] « Réflexions sur le discours de M. Léon Blum », *L'Echo de Paris*, Paris, numéro 20780, 08/09/1936, p.1

[379] « A Luna Park, Léon Blum tente de se défendre contre les attaques communistes », *L'Action Française*, Paris, numéro 251, 07/09/1936, pp.1-2.

fin de la phrase, Charaudeau écrit que « chaque fois que le sujet dit : « Voilà ce qu'est la vérité », il ne dit que « Voilà ce que je crois qu'est la vérité » »[380], ce qui nous permettrait finalement d'avancer que Maurras ne propose ici que sa simple vérité, issue de sa pensée politique nationaliste et monarchiste. Ce qui est en revanche paradoxal dans les propos de Maurras et plus largement de *L'Action Française*, c'est qu'au fond, le journal est favorable à la non-intervention en Espagne, mais accorder du crédit aux actes politiques de Blum lui est inconcevable, et le périodique préfère orienter ses lecteurs vers ce que représente, à leurs yeux, le président du Conseil : un juif au pouvoir qui ne représente pas la France qu'ils défendent et souhaitent.

La presse d'opposition de droite et d'extrême-droite soutenait donc la politique de non-intervention défendue par le gouvernement de Front Populaire, mais ne pouvait exprimer clairement ce soutien. Elle se contenta d'attaques envers le président du Conseil et détourna l'attention sur lui et non sur sa politique étrangère. Ne lui faisant pas confiance, les journaux de droite et d'extrême-droite demandèrent tous des actes, les paroles de Luna Park ne suffisant pas à leurs yeux.

Le moment choisi par le chef de gouvernement pour justifier sa politique étrangère en Espagne fut cependant important sur le plan international, l'allocution de Luna Park ayant eu lieu trois jours seulement avant la première réunion du « comité international pour l'application de la non-intervention en Espagne » (connu davantage sous le nom de « Comité de Londres »), ce qui permit de faire part des bonnes intentions du gouvernement français sur la réussite concrète de l'embargo international sur les armes. Le 9 septembre, la première séance du Comité de Londres fut inaugurée dans les bâtiments du Foreign Office, sous la présidence du Britannique de W.S. Morrison. Sur les 27 pays signataires, seul le représentant du Portugal de Salazar manqua à l'appel. Cette absence interpella les Français et les incita à effectuer une démarche pour un contrôle strict de la politique de non-intervention. Pour représenter les puissances au Comité, il fut en général décidé de placer les ambassadeurs basés à Londres. Anthony Eden les décrivit ainsi dans ses mémoires :

> Parmi ces habiles diplomates, l'Italie et la France, avec Grandi et Corbin paraissaient à égalité. Le premier était, peut-être, dialectiquement plus efficace, mais la diplomatie de Corbin était plus tenace, sous un aspect débonnaire. L'ambassadeur soviétique, M. Ivan Maïsky, ne laissait jamais échapper un artifice qui pût étayer son argumentation, et les plus sérieuses

[380] *Ibid*, p. 23.

déconvenues ne pouvaient l'ébranler. Ribbentrop se montrait plutôt maladroit, mais sa méthode s'améliorera au cours des discussions. La tâche ingrate de présider cette astucieuse compagnie revint à la Grande-Bretagne, représentée tout d'abord par M. W.S. Morrison puis par Lord Plymouth, alors Sous-Secrétaire parlementaire au Foreign Office.[381]

Toutefois, à l'occasion des premières réunions, l'URSS fut représentée par Samuel Kagan, chargé d'affaires, qui allait faire parler de lui en octobre, et l'Allemagne par le prince Otto von Bismarck, également chargé d'affaires[382]. Les premières séances du Comité, tout au long du mois de septembre, furent assez décevantes malgré l'espoir qu'elles suscitaient, tant elles se bornèrent uniquement aux aspects techniques qu'impliquait une uniformisation de la non-intervention pour les différents pays, pour entrevoir « un cadre de réunion multilatérale »[383]. Il ne fut, en revanche, nullement question des violations du principe de non-intervention, commises par l'Allemagne et l'Italie, depuis leur adhésion au pacte. Car la plupart des grandes puissances signataires n'allaient pas respecter leurs engagements de non-ingérence dans le conflit espagnol. Le problème résidait dans l'absence d'obligation juridique dans le texte officiel de non-intervention, qui consistait en des déclarations sur les intentions de chacune des puissances signataires, relatives à la guerre d'Espagne. Pour l'historien Michael Alpert, « l'accord n'avait pas la force légale d'un traité »[384]. Ce manque de juridiction peut expliquer le mépris de l'Italie et de l'Allemagne envers cet accord, qui finalement ne les engageaient pas vraiment, car en cas d'infraction, elles ne s'exposaient en effet à aucune sanction. La non-intervention permettait en fait à Mussolini et à Hitler de poursuivre leur aide à Franco, de façon discrète, tout en évitant une réaction militaire des puissances démocratiques britannique et française.

Malgré ce vide juridique, le gouvernement de Front Populaire maintenait pourtant le cap, et quelques jours après la première réunion du Comité, le 13 septembre 1936, Yvon Delbos réaffirma la ligne du gouvernement français concernant sa politique extérieure, à l'occasion d'un discours à Bergerac. Après avoir juré la fidélité de la France à la Société des

[381] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit.* p. 459.
[382] "Germany will join the neutrality group: Prince Otto von Bismarck is named to represent Reich on London Committee", *New York Times*, 06/09/1936. https://www.nytimes.com/1936/09/06/archives/germany-will-join-neutrality-group-prince-otto-von-bismarck-is.html (Consulté le 02/03/2021).
[383] Farré Sébastien, « Le Comité de Londres et la politique de non-intervention durant la guerre civile espagnole (1936-1939) », *Prévention, gestion et sorties des conflits*, Genève, Institut européen de l'Université de Genève, 2006, p.211.
[384] Alpert Michael, *A new international history of the Spanish Civil War*, *op.cit*, p.59.

Nations, le ministre des Affaires Etrangères déclara que « nous ne nous mêlons pas des affaires intérieures des autres pays, pas plus que nous permettrions à quiconque de s'immiscer dans les nôtres »[385]. Concernant la politique de non-intervention en Espagne, Delbos reprit les idées défendues par Blum, à Luna Park, et nota que toute autre politique aurait pu provoquer une conflagration européenne.

Les espoirs du gouvernement français de voir la politique de non-intervention empêcher l'approvisionnement militaire envers les insurgés, furent ébranlés, deux jours plus tard. Le gouvernement républicain espagnol, qui ne pouvait laisser le déséquilibre des soutiens se poursuivre indéfiniment, dénonça les violations du pacte de non-intervention par Hitler, Mussolini et Salazar. Julio Alvarez del Vayo[386], nommé ministre des Affaires Etrangères de l'Espagne républicaine le 4 septembre 1936, recueillit dès son arrivée un certain nombre de preuves, qui « [témoignait] de l'existence d'une aide armée aux rebelles », « incompatibles avec les règles du droit international »[387]. Parmi les nombreuses preuves contre les Allemands, Del Vayo cita des avions Junkers 52 « s'entraînant pour le bombardement de la capitale espagnole », des appareils qui ne firent pas partie des avions récupérés par le camp rebelle à l'issue du pronunciamiento militaire. Le ministre républicain mentionna également des correspondants étrangers, faisant part de « la fourniture constante d'avions allemands en faveur des rebelles », dont certaines datant d'après le 25 août 1936, jour de l'adhésion allemande à la non-intervention. Hormis les avions, Del Vayo nota aussi les cargaisons de munitions menées par les vapeurs *Kamerun* et *Visberg* à destination de Lisbonne au Portugal, d'où elles seraient livrées ensuite à Badajoz et Salamanque, situés dans la zone des insurgés. Les Italiens furent, quant à eux, accusés d'avoir continué de livrer et d'utiliser sur le sol espagnol des avions Fiat C.R.32, dont plusieurs avaient été abattus par les forces républicaines, entre la fin août et la première moitié de septembre. Le ministre républicain invoqua également des « appareils démontés […], débarqués à Melilla et envoyés,

---

[385] « Un exposé de M. Yvon Delbos sur la politique extérieure », *Le Populaire*, Paris, numéro 4964, 14 septembre 1936, p.3.

[386] Julio Alvarez del Vayo (1891-1975), député du PSOE, le parti socialiste espagnol, sous la Seconde République espagnole, entre 1933 et 1939. Pendant la guerre d'Espagne, il fut en charge des Affaires Etrangères de septembre 1936 à mai 1937, puis d'avril 1938 à mars 1939, et fut la voix de l'Espagne républicaine à la Société des Nations. A l'issue de la guerre civile espagnole, il partit en exil aux Etats-Unis et au Mexique. Fervent opposant au régime franquiste, il fut, entre 1973 et 1975, président du FRAP (Front Antirévolutionnaire Antifasciste et Patriote), une organisation terroriste antifranquiste qui lutta pour la restauration de la république en Espagne. Il décéda à Genève, en 1975, quelques mois seulement avant la mort de Franco.

[387] *L'Espagne accuse !*, Paris, Comité franco-espagnol, 1936, pp.20-22.
https://pandor.u-bourgogne.fr/img-viewer/BMP/brb299/viewer.html?ns=brb299_020.jpg (Consulté en ligne le 03/08/2020).

pour leur montage, à l'aérodrome de Nador, d'où ils [partirent] pour celui de [Tétouan] pour continuer sur Séville »[388], ainsi qu'un navire rempli d'essence à destination des rebelles. Enfin, il fut reproché au régime de Salazar les atterrissages de trois avions rebelles en territoire portugais, les facilités de transit de matériel de guerre vers les zones contrôlées par les insurgés, ainsi que « la remise aux généraux rebelles de réfugiés politiques espagnols »[389]. Trois documents à charge contre des infractions de gouvernements signataires à un pacte à peine mis en place, montrèrent immédiatement les failles de la non-intervention. La Seconde République ne pouvait rester sans rien faire, alors que la situation des approvisionnements entre les deux camps était déséquilibrée et favorisait les putschistes. Ne pouvant dénoncer ces irrégularités au Comité de non-intervention, puisqu'elle n'y figurait pas dans un souci de neutralité, le gouvernement républicain de Largo Caballero profita, dix jours plus tard, de la tribune offerte à la Société des Nations. Le 25 septembre, la délégation républicaine fut représentée par Del Vayo, qui s'était personnellement déplacé à Genève, et rappela dans son discours que son gouvernement issu des urnes, et représentatif du peuple espagnol, luttait avant tout pour la paix. Le ministre signala ensuite :

> Je ne voudrais pas insister sur un fait trop connu, bien que les interprétations tendancieuses aient souvent essayé de le déformer : la guerre civile nous a été imposée ; ce n'est pas nous qui avons commencé la lutte, mais ceux qui n'ont pas voulu accepter la volonté du peuple espagnol, et qui bien avant les élections […], n'ont pensé qu'à se rebeller contre la nation et qu'à compléter leurs préparatifs du coup d'Etat militaire ; la responsabilité historique de tout le sang versé en Espagne […], retombe donc exclusivement sur ceux qui se levèrent en armes contre la légitimité constitutionnelle républicaine.[390]

L'idée selon laquelle la guerre d'Espagne était avant tout une lutte défensive, et qui n'avait pas été souhaitée par la République, était un argument fréquemment repris par les dirigeants républicains et tous ses soutiens. A propos du pacte de non-intervention, Del Vayo loua tout d'abord l'initiative avant d'en « constater les résultats désastreux aussi bien pour mon pays que pour l'avenir de la collaboration internationale »[391], et déplora que le gouvernement de la République ne soit placé au même rang que les insurgés, qui ne disposaient d'aucune légitimité juridique. L'homme politique espagnol fit ensuite remarquer qu'une non-

[388] *Ibid,* pp.22-24.
[389] *Ibid,* pp.24-25.
[390] *Ibid,* pp.9-10.
[391] *Ibid,* pp.12-13.

intervention stricte serait acceptée, mais que « dans la pratique, ce qu'on [appelait] la non-intervention [se traduisait] par une intervention effective, directe et positive, en faveur des rebelles »[392]. La non-intervention n'était, à ses yeux, qu'un écran de fumée servant les intérêts militaires des insurgés. Il prit enfin le soin de mettre à disposition les notes du 15 septembre au Secrétariat de la SDN. Cependant, comme l'a montré Michael Alpert, « le sous-comité de non-intervention se mit d'accord pour ignorer la note de Del Vayo, étant donné que l'Espagne n'en était pas membre »[393], ce qui représentait, certes, un moyen d'éluder les dénonciations du républicain, mais pas sans conséquence pour la légitimité du pacte de non-intervention, déjà mise à mal.

Naturellement, l'attitude des Britanniques et des Français essuyaient de nombreuses critiques de toutes parts. Le crédit octroyé au pacte se réduisait à mesure que l'aide vers le camp rebelle s'intensifiait et que celui-ci se structurait. Comme nous l'avons vu précédemment, le 1er octobre 1936, le général Francisco Franco avait en effet été désigné officiellement comme « chef d'Etat » des zones contrôlées par les insurgés, un choix qui, d'après Paul Preston, répondait aux désirs exprimés par les Allemands et les Italiens, à la fin du mois de septembre, en faveur de la nomination de Franco à la tête de la rébellion[394]. Dans ce contexte, le 5 octobre, l'ambassadeur Jean Herbette fit part à Yvon Delbos des observations italiennes sur la situation politique en Espagne, qui estimaient que « trois éléments [allaient] dominer la politique espagnole de demain : l'armée, la Phalange et le carlisme »[395] qui, ajoutés à la collaboration de l'Eglise catholique, constituaient les piliers du futur régime franquiste, à partir de 1939. Le camp insurgé paraissait donc stable, alors que la Seconde République souffrait toujours d'une grande instabilité politique, avec trois changements de chef de gouvernement au cours de la guerre (Giral, Largo Caballero, Negrín).

Considérant ce contexte favorable aux rebelles, les Soviétiques, par l'intermédiaire de son représentant au Comité de Londres, Samuel Kagan, réagirent et transmirent à Genève le 7 octobre 1936, une note rappelant les faits déjà dénoncés, ainsi que de nouveaux documents témoignant des agissements de puissances étrangères envers le camp franquiste.

---

[392] *Ibid,* pp.14.

[393] Alpert Michael, *A new international history of the Spanish Civil War*, *op.cit*. p.63.
"The Non-Intervention Sub-Committee agreed to ignore del Vayo's note, as Spain was not a member."

[394] Preston Paul, *Franco, Caudillo de España*, *op.cit*., pp.208-209.

[395] DDF/III, Télégrammes n°1298,1299. Très confidentiel. Réservé. De M. Herbette à M. Delbos, Saint-Sebastien, 05/10/1936, p.471.

Le 7 septembre arrivèrent à Séville, venant du Portugal, 23 wagons avec des caisses contenant 14 avions démontés qui avaient été expédiés de Hambourg. Le 20 septembre arrivèrent à Tétouan 12 grands avions allemands. Ces avions ont ensuite transporté de Séville des troupes rebelles dites de la Légion étrangère. Le 29 septembre, le gouvernement espagnol reçut des informations d'après lesquelles, le 27 septembre, fut expédié de Lisbonne à la frontière espagnole un envoi de gaz asphyxiants et de matériel de guerre de provenance espagnole.

Toute une série de témoins oculaires interrogés par le Comité qui siège à Londres sous la présidence de miss Rathbone, membre du Parlement britannique, ainsi qu'un grand nombre de correspondants des grands journaux qui ont publié leurs observations personnelles, confirment que les fournitures des armements, en premier lieu par la voie du Portugal, continuent sur une large échelle. Les rebelles disposent de dizaines d'avions de bombardement et de destroyers d'origine allemande et italienne, que l'armée espagnole ne possédait pas au moment où la révolte prit naissance. Parmi les avions abattus par les forces gouvernementales, il s'est trouvé neuf avions d'origine allemande, de la marque Henckel. Les troupes des rebelles sont transportées du Maroc en Espagne, à travers le détroit de Gibraltar, sur des avions allemands et italiens. Les régions frontalières du Portugal servent, dès le début de l'insurrection, de base aux rebelles. C'est au Portugal que les rebelles forment leurs unités et c'est de là qu'ils sont ravitaillés en matériel de guerre.[396]

Face aux preuves évidentes de multiples interventions étrangères en Espagne, le gouvernement soviétique entendait faire réagir la Société des Nations et le Comité de Londres, en dénonçant un déséquilibre grandissant entre les deux camps s'opposant en Espagne. L'URSS déplorait cette politique de non-intervention, qui ne constituait qu'un « paravent dissimulant l'aide militaire », et se voyait dans l'obligation de menacer les autres pays de se retirer du pacte, si la situation n'évoluait pas. En réalité, comme l'a montré Pierre Broué, les Soviétiques avaient déjà débuté leur aide à l'Espagne :

C'est autour du 7 octobre que le Komsomol appareille d'Odessa, chargé d'armes pour l'Espagne. […] Le 23 [octobre], une lettre remise à lord Plymouth […] semble annoncer la rupture. Maïsky dit que le pacte n'est qu'un « chiffon de papier » et qu'il a pratiquement cessé d'exister. La bataille diplomatique autour du « contrôle » servira de prétexte à l'URSS pour rester dans le comité. […] Le 17 octobre, la Pravda proteste contre une déclaration de Grandi, à propos de remerciements de l'ambassadeur d'Espagne à Moscou. […] En réalité, la décision de fournir une

[396] DDF/III, Note Soviétique, Genève, 07/10/1936, p.479-481.

aide militaire avait été prise avant cette date. Krivitsky, l'un des rares témoins à avoir déposé, situe cette décision à la fin d'août. [397]

Les Soviétiques aidaient donc déjà les républicains espagnols lorsque Kagan signa sa note. Toutefois, malgré une démarche qui pourrait s'apparenter à de l'hypocrisie, ce document visait à maintenir une activité diplomatique au Comité pour rassurer Français et Britanniques, mais également à critiquer l'attitude de ces derniers, qui présidaient et dirigeaient le Comité de Londres. Le rôle de la France n'était absolument pas pris en compte, car les Soviétiques pensaient alors, avec une certaine justesse, que la non-intervention était davantage pilotée par le gouvernement anglais. De plus, il ne souhaitait pas risquer le pacte entre les deux pays, signé un an auparavant. Pour une politique de neutralité en Espagne respectée, la République espagnole souhaitait donc infléchir la passivité, par ailleurs volontaire, des Britanniques à condamner et mettre au pas l'Allemagne, l'Italie et le Portugal. Le gouvernement républicain espagnol poursuivit, en vain, ses efforts de communication en Grande-Bretagne, afin de démontrer le déséquilibre de la situation en Espagne. Luis Jiménez De Asúa, vice-président des *Cortes*, fut ainsi invité par le Parti Travailliste britannique le 7 octobre, pour une tribune à sa conférence annuelle, et dénonça le pacte de non-intervention qu'il désigna comme « une monstruosité d'un point de vue légal », qui représentait même une « intervention contre le Gouvernement d'Espagne »[398]. Plus loin dans son discours, le républicain remercia la Grande-Bretagne pour son aide médicale envoyée, mais appela les travaillistes britanniques à les aider à débloquer la situation :

> Nous vous demandons de nous aider à éliminer les obstacles qui nous empêchent actuellement d'obtenir des armes. […] Nous ne demandons pas à votre pays de changer sa politique. Nous ne voulons pas nous mêler de vos affaires. […] Nous ne vous demandons pas de combattre pour nous, nous combattrons seuls. Nous vous demandons de nous aider à obtenir des armes quelque part. Nous pouvons payer. Nous ne demandons pas d'argent. Mais vous savez, tout comme nous le savons, que dans ce coin de l'Europe nous sommes en train de nous battre contre les fascismes du monde. Si le fascisme italien et allemand gagne, vous pourriez avoir du fascisme en France, et il se renforcera en Grande-Bretagne. […] Serait-ce trop demander que dans ce combat contre les fascismes du monde, les démocraties nous permettent d'acheter des armes dont nous avons besoin pour

[397] Broué Pierre, *Staline et la Révolution, le cas espagnol*, Paris, Fayard, 1993, pp.91-92.
[398] PHM, Retranscription de la Conférence du parti travailliste britannique, séance du 07/10/1936, p.212.

combattre dans une bataille, que nous sommes certains de gagner pour la démocratie et pour la paix dans le monde ?[399]

Les républicains espagnols pressaient les travaillistes de jouer leur rôle d'opposition et de mettre la pression sur le gouvernement conservateur pour une non-intervention efficace, au nom d'une lutte démocratique et pour une paix en Europe. Les dirigeants républicains étaient conscients que la solution démocratique, c'est-à-dire des négociations avec la Grande-Bretagne et la France, était la solution la plus viable, malgré l'opposition des Britanniques à une aide en leur faveur. En 1963, Julio Alvarez del Vayo, dans ses mémoires *Les batailles de la liberté*, témoignait :

> Outre ces principes généraux, la République voyait clairement qu'elle était unie aux deux grandes démocraties de l'Ouest par des intérêts communs et par sa position géographique ; elle chercha donc un rapprochement avec l'Angleterre et la France par tous les moyens. Malgré la réserve manifestée par ces deux pays, la collaboration avec la Grande-Bretagne et la France resta pendant toute la guerre d'Espagne le principal directeur et l'ambition principale de la République en matière de politique étrangère.[400]

Leurs voix furent en tout cas entendues et partagées par la plupart des travaillistes britanniques. Son député-leader au Parlement, Arthur Greenwood, avait clamé deux jours plus tôt, à l'ouverture de la session d'après-midi, sa volonté de reconsidérer la position de son parti vis-à-vis de la non-intervention en Espagne. Après avoir initialement soutenu la politique anglo-française, le Parti Travailliste accusa le gouvernement conservateur britannique de « faiblesse » sur le plan diplomatique vis-à-vis de la question espagnole[401]. Une attitude qui ne laissa le choix qu'à une politique alternative, selon Greenwood, celle du « libre-marché sur les armes des deux côtés »[402]. Toutefois, force est de constater que ces protestations républicaines et travaillistes se révélèrent absolument vaines, le gouvernement de Baldwin ne modifiant en rien sa politique, comme nous le verrons plus loin. Son ministre des Affaires Etrangères, Anthony Eden, répondit en affirmant que les Soviétiques eux-mêmes participaient au conflit espagnol en envoyant « ouvertement des approvisionnements à l'Espagne », et que

[399] *Ibid*, p.213.
[400] Alvarez del Vayo Julio, *Les batailles de la liberté*, Paris, François Maspero, 1963, p.255.
[401] PHM, Retranscription de la Conférence du parti travailliste britannique, séance du 05/10/1936, p.169.
[402] *Ibid*, p.170.

les preuves dont ils disposaient étaient « plus précises contre eux que contre les dictateurs de Rome et de Berlin »[403]. L'objectif était de discréditer et de calmer les différentes oppositions à la non-intervention, afin de gagner du temps et ainsi pouvoir maintenir le Comité de Londres. A ce propos, Enrique Moradiellos écrit :

> Les dénonciations républicaines, soutenues par des preuves obtenues sur le front, trouvèrent un grand écho dans les presses britanniques et internationales, et stimulèrent les critiques croissantes de l'opposition travailliste et du gouvernement soviétique envers l'échec du Comité […]. Par conséquent, Eden autorisa Lord Plymouth à présenter au Comité les preuves de violations de l'Accord « de la manière la plus inoffensive et discrète possible, avec l'espoir de maintenir le Comité intact ».[404]

Ce gain de temps pratiqué par les Britanniques pour sauver le Comité de Londres et la politique de non-intervention fut constaté par la diplomatie française, et notamment par son ambassadeur à Londres, Charles Corbin. Dans un télégramme à Delbos datant du 8 octobre, Corbin nous informe que, dès qu'une accusation envers les agissements du Portugal vers le camp franquiste était donnée au Comité, la Grande-Bretagne se chargeait directement d'éteindre le feu et de venir à sa défense. Au Comité, la France devait donc lutter à la fois contre les puissances fascistes et, dans une certaine mesure, contre son allié britannique. C'est ainsi que le représentant français rappela à Sir George Mounsey, sous-secrétaire assistant au Foreign Office, qu'il était « indispensable de prendre l'attitude la plus nette contre un des participants et de ne rien négliger pour faire la lumière sur les faits allégués », et qu'une « large partie de l'opinion en France et en Angleterre ne comprendrait pas que des plaintes aussi graves fussent étouffées par des artifices de procédure »[405]. Corbin conseilla à Delbos de reprendre la proposition soviétique, et de soumettre l'idée d'un comité de surveillance au Portugal. La France tenta, à son tour, d'exercer une pression sur la Grande-Bretagne, mais à la différence des travaillistes, qui proposaient une voie alternative au pacte de non-intervention, et des Soviétiques, qui menaçaient de se retirer du Comité, le gouvernement de Léon Blum

---

[403] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit*. p.463.

[404] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*, p.103.
"Las denuncias republicanas, apoyadas en pruebas obtenidas en el frente, obtuvieron gran eco en los medios de comunicación británicos e internacionales y estimularon las crecientes críticas de la oposición laborista y del gobierno soviético por el fracaso del Comité […]. Por tanto, Eden autorizó a Lord Plymouth para presentar al Comité las pruebas de violaciones del Acuerdo "de la manera más inofensiva y discreta que sea posible, con la esperanza de mantener el Comité intacto"."

[405] DDF/III, Télégrammes n°1934 à 1938, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 08/10/1936, p.482.

n'avait aucune intention de lâcher une politique difficilement acquise au cours du mois d'août 1936. La rencontre entre le président du Conseil et Anthony Eden, le lendemain à Paris, confirmait d'ailleurs cette dynamique. Malgré les nombreuses pressions qu'il subissait en France, après les accusations soviétiques, Blum expliqua à Eden qu'il n'envisageait pas de dévier de sa politique, à condition que la non-intervention soit plus efficace. Le président du Conseil français offrit même un argument supplémentaire à Eden :

> […] Le président du Conseil français me dit catégoriquement qu'il pensait toujours que la non-intervention était bien la ligne de conduite qui convenait et que nous devions faire tout ce qui était en notre pouvoir pour rendre cette politique efficace. Blum ajouta qu'il était persuadé que, si un accord de non-intervention n'avait pas été réalisé, le gouvernement espagnol aurait pâti plus que les rebelles. Ce raisonnement me parut justifié, parce que les dictatures étaient en mesure de fournir des armes aux insurgés beaucoup plus rapidement que les démocraties ne pouvaient le faire au gouvernement espagnol. Les fabriques d'armes, dans les pays dictatoriaux, se multipliaient rapidement, tandis que la France et nous-mêmes étions lamentablement dépourvus, même des plus essentielles.[406]

L'argument militaire de Léon Blum constituait en effet un autre frein pour une intervention de la France et un point d'appui en faveur de la politique adoptée à l'égard de l'Espagne. Si l'élan considérable du réarmement allemand, dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir, n'est plus à démontrer, Edouard Daladier, ministre de la Guerre, lança, en septembre 1936, un plan de 14 milliards de francs pour un réarmement français. Ce programme, mis en place au 1er janvier 1937, s'accéléra tout au long de l'année 1938, et s'étendit jusqu'en 1940. D'après l'historien Gérard Chauvy, ce plan avait pour ambition de moderniser l'armée de terre, de couvrir les besoins en munitions, d'accentuer le développement des industries de guerre et de solidifier ses frontières. D'après lui, ces moyens octroyés par le gouvernement de Blum avaient, avant tout, une visée défensive et de dissuasion pour maintenir la paix, correspondant au pacifisme défendu : « Il faut souligner que, dans l'esprit de Léon Blum et de la plupart des dirigeants de gauche, il n'y a pas de reniement idéologique. »[407]. Cependant, non seulement ce plan s'avéra extrêmement coûteux pour les économies de la France, mais il s'agissait, en outre, d'une mesure progressive qui ne débuta qu'en 1937 et qui, de toute évidence, ne suivait pas la cadence des Allemands. L'argumentation de Blum en faveur d'une non-intervention nous

[406] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit*. p.461.
[407] Chauvy Gérard, *Le drame de l'armée française du Front Populaire à Vichy*, Paris, Pygmalion, 2010, p.185.

apparaît par conséquent légitime. Elle se révélait être en tout cas un moyen pour la France de gagner du temps pour se réarmer, de ne pas la mettre en danger, et surtout d'empêcher les entreprises belliqueuses allemandes en Espagne. Pour cela, elle devait cependant être efficace, ce qui n'était de manière factuelle pas le cas.

Les nombreuses infractions dénoncées accentuaient les tensions entre les différentes puissances. La séance du 9 octobre du Comité de Londres nous en offre un exemple éloquent. La session fut « l'occasion d'une passe d'armes extrêmement vive entre les représentants de l'U.R.S.S. et de l'Italie »[408], au cours de laquelle l'Italie reprocha en effet à l'Union Soviétique ses accusations de quitter le Comité, alors que des preuves de livraisons d'armements à Valence, en provenance du port d'Odessa, avaient été apportées. Pour le représentant italien Grandi, « le gouvernement des Soviets ne menaçait de quitter le Comité qu'en vue d'armer ouvertement le gouvernement espagnol »[409]. A ces accusations, Kagan répondit que les livraisons étaient constituées de vivres à visée humanitaire, et dénonça, par la suite, les termes de « sabotage » et de « chantage » formulés par Grandi, ajoutant que les véritables saboteurs étaient les puissances fascistes, qui empêchaient depuis le début le bon fonctionnement du Comité. Car, si la position de l'Union Soviétique, à l'été 1936, se limitait à des sympathies et une aide humanitaire envers la Seconde République espagnole, ainsi qu'à son accord de principe au pacte de non-intervention, sa position évolua à partir de septembre. La possibilité d'un échec de la politique de non-intervention se présentait déjà, et força Staline à modifier son niveau d'engagement en Espagne. Le leader soviétique chargea les services de sécurité du NKVD de préparer un plan de secours aux républicains espagnols, qui se matérialisa à la fois par l'envoi de matériels de guerre et par le recrutement des Brigades Internationales, par l'intermédiaire de l'Internationale Communiste. Enrique Moradiellos nous détaille l'apport soviétique au camp républicain :

> Le premier envoi de matériel de guerre expédié depuis l'URSS fut reçu à Carthagène le 4 octobre 1936. A partir de ce moment-là, les fournitures d'avions, de tanks, de mitrailleuses et d'artillerie ne cessèrent d'affluer jusqu'à la fin de la guerre, de manière intermittente et selon les obstacles rencontrés sur la route maritime méditerranéenne et à la frontière française avec la Catalogne républicaine. Aux côtés de ce matériel de guerre, les soviétiques envoyèrent en Espagne un total de 2 082 conseillers et spécialistes militaires […] qui seraient discrètement retirés à l'été 1938.

[408] DDF/III, Télégramme n°1955, Confidentiel. De M. Corbin à M. Delbos, Londres, 10/10/1936, p.493.
[409] *Ibid*, p.493.

[…] D'après des calculs fiables, de l'ensemble des avions importés par la République pendant la guerre (un maximum de 1 272 appareils), environ 60% provenait de l'Union Soviétique […].[410]

Il était évident que la politique de non-intervention n'empêchait pas les uns et les autres d'apporter leurs concours à la guerre qui se livrait en Espagne. L'Union Soviétique l'avait bien compris, et intervenait au même titre que les puissances fascistes, tout en se maintenant au sein du pacte en vigueur. L'ambassadeur à Madrid, Jean Herbette, et le chargé d'affaires à Moscou, Jean Payart, informèrent d'ailleurs le Quai d'Orsay de l'engagement croissant de l'URSS. Outre les nombreuses indications filtrées par Moscou, en provenance d'Espagne, doutant de la capacité du camp républicain à gagner la guerre, Payart proposait également une autre explication à ce changement de cap:

> […] J'ai l'impression, depuis la réception de la note de Lord Plymouth… l'URSS, dont l'amour-propre a été blessé, s'oriente très nettement dans le sens d'une aide au gouvernement espagnol, mais qu'elle attend d'y être prête pour prendre définitivement position. Elle ne pourrait être détournée de cette voie que par des satisfactions qui interviendraient entre temps et qu'elle jugerait insuffisantes. Sinon, elle n'aurait qu'à constater que l'accord de non-intervention est désormais devenu sans objet et qu'il convient, pour reprendre les expressions de M. Neymann dans une conversation que j'ai eue avec lui, « de restituer au gouvernement espagnol son droit légal de se procurer des armes là où il le veut ».[411]

L'impossibilité de concrétiser les espoirs, déjà faibles, de la politique de non-intervention poussa Staline à ne pas laisser tomber les républicains espagnols aux mains de Franco. Angel Viñas a fait part dans un de ses ouvrages d'une des logiques qui conduisit Staline à s'engager en Espagne :

> Dans les réflexions que Staline mûrit à Sotchi, des considérations géostratégiques et géopolitiques […] durent peser. Si l'Espagne sombrait aux mains du fascisme, cela

[410] Moradiellos Enrique, *Historia mínima de la Guerra Civil española*, *op.cit*. pp.228-229.
"El primer envío de material bélico remitido desde la URSS fue recibido en Cartagena el 4 de octubre de 1936. Desde entonces, los suministros soviéticos de aviones, tanques, ametralladoras y artillería no dejaron de afluir hasta el final de la guerra, de un modo intermitente, y según los obstáculos encontrados en la ruta marítima mediterránea y en la frontera francesa con la Cataluña republicana. Al lado de ese material bélico, los soviéticos también enviaron a España un conjunto de 2.082 asesores y especialistas militares […] que serían discretamente retirados en el verano de 1938. […] Según cálculos fidedignos, del total de aviones importados por la República durante la guerra (un máximo de 1.272 aparatos), en torno al 60% procedía de la Unión Soviética […]."
[411] DDF/III, Télégrammes n°476 à 478, de M. Payart à M. Delbos, Moscou, 21 octobre 1936, p.586.

représenterait un danger pour la France, et la France constituait le premier maillon de la chaîne qui devait clôturer les désirs expansionnistes du Troisième Reich. Il n'est pas nécessaire de dire que dans une telle hypothèse, Hitler se verrait incité à mener à bout une politique plus agressive. Tôt ou tard, celle-ci se dirigerait contre l'URSS. […] Si l'on voyait la France en danger, la stratégie de sécurité soviétique qui, en 1936 tournait autour de la France, se verrait menacée. C'était un scénario qu'il fallait éviter : la teneur des rapports qui vraisemblablement étaient sur la table de travail de Staline à Sotchi coïncidaient dans de nombreux aspects. Deux d'entre eux étaient essentiels : en premier lieu, que la République [espagnole] n'avait pas forcément perdu la bataille ; en second lieu, qu'une éventuelle victoire était seulement possible si les soutiens matériels conséquents que prêtaient les puissances fascistes aux rebelles se rééquilibraient.[412]

Pour éviter une propagation du fascisme en Europe, il fallait protéger à la fois la France et l'Espagne, et cette protection passait inévitablement par un appui militaire aux républicains espagnols. De fait, il aurait été alors légitime de considérer l'intervention soviétique en Espagne comme un témoignage de la mort de la non-intervention. Pourtant, il n'en fut rien. Fidèles à leur politique, Corbin et Lord Plymouth s'accordèrent à prendre simplement acte des dénonciations soviétiques, le représentant français ajoutant toutefois que, dans le but de ne pas faire passer le Comité « pour un écran appelé à masquer des activités suspectes », des dispositions seraient prises si des violations étaient constatées à travers la « procédure régulière »[413]. Dans un télégramme confidentiel à Delbos, Corbin précisa que de telles discussions accusatrices mettaient en péril l'efficacité du Comité, les puissances n'utilisant leur temps de parole que pour dénoncer d'autres puissances[414]. C'est d'ailleurs pour s'écarter de cette situation que Kagan proposa un système de contrôle, déjà évoqué par la Grande-Bretagne et la France précédemment. Finalement, les menaces de l'URSS de se retirer

---

[412] Viñas Ángel, *La soledad de la República, El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, *op.cit*. pp.282-283.
"En las reflexiones que Stalin fue madurando en Sochi hubieron de pesar consideraciones geostratégicas y geopolíticas […]. Si España se hundía en manos del fascismo, ello representaría un peligro para Francia y Francia constituía el primer eslabón de la cadena que debía cercar las ansias expansionistas del Tercer Reich. Ni que decir tiene que en tal supuesto Hitler se vería inducido a llevar a cabo una política más agresiva. Esta, tarde o temprano, se dirigía en contra de la URSS. […] Si Francia se veía en peligro, la estrategia de seguridad soviética que en 1936 pivotaba sobre Francia se vería amenazada. Era un escenario que cabía contener: el tenor de los informes que verosímilmente estuvieron sobre la mesa de trabajo de Stalin en Sochi coincidían en numerosos aspectos. Dos de ellos eran esenciales: en primer lugar, que la República no tenía necesariamente perdida la partida; en segundo lugar, que una eventual victoria era sólo posible si se reequilibraban los sustanciales apoyos materiales que prestaban a los sublevados las potencias fascistas."
[413] *Ibid*, p.493.
[414] DDF/III, Télégrammes n°1956 à 1958, Confidentiel. De M. Corbin à M. Delbos, Londres, 10 octobre 1936, p.494.

répondaient à deux facteurs : la volonté de médiatiser les accusations à l'encontre des puissances fascistes, pour façonner l'opinion publique internationale et ainsi la détourner de son aide en faveur des républicains ; et inciter la France à soutenir sa position diplomatique et par conséquent à intervenir en Espagne. Si le premier facteur connut un succès, dans la mesure où la presse internationale relayait abondamment les accusations de Kagan, David Wingeate Pike précise que les Soviétiques « [échouèrent] dans leur plan d'impliquer la France »[415], qui restait fidèle à sa politique et à son alliance avec les Britanniques.

La presse française commenta également ces premières tensions au sein du Comité de Londres, dont il convient, pour l'heure, de montrer les différentes lectures et analyses. Le 9 octobre, avant même le début de la première réunion du Comité, *L'Humanité*, organe du PCF, relaya dans sa une la note du représentant soviétique Kagan au Comité et la position de l'URSS à l'égard de l'Espagne : « L'URSS se considérera dégagée de ses obligations si l'ingérence du fascisme ne cesse pas immédiatement »[416]. Dans cet article, Gabriel Péri annonce que le Comité de Londres se cache derrière des règles juridiques, préfère se voiler la face et s'aligne sur le discours du PCF. Le député communiste joue sur la « peur sécuritaire » en dénonçant la menace d'une « hitlérisation de l'Espagne » à travers l'aide militaire allemande en faveur de Franco. Preuve de cette menace, *L'Humanité* place l'aide allemande avant celle en provenance d'Italie, ce qui traduit la vision des communistes français sur les puissances fascistes européennes.

Le Populaire annonce, pour sa part, que « la France soutiendra la proposition soviétique »[417] en utilisant une métonymie, stratégie astucieuse du journal socialiste qui permet d'avertir ses militants que le gouvernement, que le périodique soutient, représente la France, avec, derrière elle, sa base sociale. Cette stratégie pouvait servir à consolider la position de son gouvernement à la tête du pays. Ce soutien du Front Populaire à la plainte des soviétiques lui permet tout d'abord de légitimer la politique de non-intervention, mise à mal par Mussolini et Hitler, d'en renforcer sa nécessité ; ensuite d'exercer une pression sur les puissances portant atteinte à l'accord, en formant un bloc uni ; enfin d'exprimer une voix de fermeté sur le plan international. *Le Populaire* n'évoque cependant pas la menace d'intervention proférée par Kagan de se dégager du pacte, celle-ci ne correspondant pas à la

[415] Wingeate Pike David, *France divided: The French and the Civil War in Spain, op.cit.* p.69.
[416] « L'URSS se considérera dégagée de ses obligations si l'ingérence fasciste ne cesse pas immédiatement », *L'Humanité*, Paris, numéro 13 811, 09/10/1936, pp.1 ; 3.
[417] « L'URSS propose d'envoyer une commission de contrôle à la frontière hispano-portugaise », Le Populaire, Paris, numéro 4 989, 09/10/1936, p.3.

position défendue par la SFIO et par le gouvernement. Il aurait été en effet mal venu de la part d'un des pays instigateurs de la politique de non-intervention de s'en désolidariser à la première difficulté.

Pour le quotidien radical *L'Œuvre*, le Comité de Londres « a manifesté une inertie inadmissible qui ne pouvait qu'irriter ceux qui se refusent à voir dans l'accord de non-intervention une prime à l'intervention effective des Etats fascistes »[418]. La réaction de pression de l'Union Soviétique est, à ses yeux, tout à fait logique et n'a pas étonné les gouvernements européens. L'attitude est compréhensible, et le journal ajoute qu'« on ne peut demander à ce gouvernement qui est malgré tout d'essence prolétarienne et antifasciste, d'assister plus longtemps sans rien dire, à l'envoi d'avions et d'armes, aux rebelles espagnols ». La critique de *L'Œuvre* est donc ciblée, le coupable n'est pas l'URSS, mais bien le Comité de Londres qui doit veiller à la stricte application du pacte signé. L'auteur de l'article rappelle clairement l'enjeu de la politique de non-intervention : « Le problème espagnol ne peut être éludé, car l'agression contre la démocratie espagnole, dont se rendent coupables les protecteurs étrangers du général Franco, est une agression contre la démocratie européenne. » Une pareille inaction pourrait se retourner contre la France, le Comité de Londres doit donc, d'après les radicaux non-interventionnistes, considérer la pression des soviétiques et faire en sorte que le pacte soit véritablement effectif.

A droite, le discours est marqué par l'anticommunisme, et notamment dans les colonnes de *L'Echo de Paris*. Un des articles de Pertinax[419] constitue un véritable pamphlet contre les Soviétiques, accusés de « réduire à néant le pacte de non-intervention dans la guerre civile espagnole conclu avec tant de peine à la fin août »[420]. Le journaliste doute des véritables intentions de l'URSS à l'issue de cette menace au Comité de Londres et le fait savoir aux lecteurs, car la critique soviétique est considérée comme trop tardive, le dénouement étant proche en Espagne. Le calcul de Pertinax se révèlera erroné, comme nous le constaterons par la suite. A ses yeux, la menace proférée par Kagan est davantage une « manœuvre » de Staline visant à rassurer à la fois une partie de l'opinion publique soviétique, après les purges et le

[418] « L'URSS et la non-intervention en Espagne », *L'Œuvre*, Paris, numéro 7 679, 09/10/1936, p.3.

[419] André Géraud, alias Pertinax (1882-1974) était un journaliste spécialiste des Relations Internationales, directeur du Service international de *L'Echo de Paris*, qui collabora également avec *The Telegraph* en Angleterre. Il était réputé pour son idéologie de droite, son opposition au fascisme et à Franco au cours de la guerre d'Espagne, ce qui l'écarta progressivement de la ligne éditoriale de *L'Echo de Paris*. Ses interventions dans la presse sur l'actualité internationale étaient très suivies en France.

[420] « La Russie soviétique et le traité de non-intervention dans les affaires d'Espagne », *L'Echo de Paris*, Paris, numéro 20 808, 09/10/1936, p.3.

début des « procès de Moscou » en août 1936. *L'Action Française* dénonce également une « manœuvre de Moscou »[421], en citant les milieux conservateurs de Londres pour qui la plainte soviétique est la preuve que la situation en Espagne tourne à l'avantage des insurgés, et est en réalité un moyen de retarder l'échéance.

Quatre jours plus tard, malgré les réactions dans la presse, les travaux du Comité se poursuivirent, et Lord Plymouth offrit aux Soviétiques une réponse à leurs accusations. Le président du Comité leur précisa que « les manquements attribués au Portugal avaient été portés à la connaissance du gouvernement portugais conformément à la procédure »[422]. Corbin informa Delbos que la réponse écrite de Lord Plymouth ne convainquit absolument pas l'Union Soviétique et le lui communiqua. Le Secrétariat du Comité pensait alors que les Soviétiques cherchaient à envenimer la situation internationale en voulant discuter des agissements des autres pays, tout en jugeant peu probable son retrait du Comité de Londres. De cet épisode ressort une des grandes luttes de l'Entre-deux-guerres en Europe, entre le fascisme et le communisme. Le premier mois d'existence du Comité de Londres constitua une nouvelle preuve de ce combat entre les deux idéologies nées des cendres de la Grande Guerre. Il ne représentait alors qu'un nouvel espace dédié aux joutes verbales. La réaction de la presse nazie aux accusations soviétiques du mois d'octobre 1936, ne vint que confirmer la haine entre fascisme et communisme, rendant ainsi impossible la mise en application d'un pacte, où des puissances si opposées idéologiquement étaient censées collaborer. André François-Poncet, ambassadeur français à Berlin, indiquait en effet, dans une dépêche, que « la récente démarche effectuée par l'ambassadeur soviétique à Londres auprès de lord Plymouth, président du Comité de non-intervention, [avait] fourni aux journaux allemands un thème qu'ils [exploitèrent] avec la dernière violence »[423]. L'impossibilité d'une entente entre des pays tels que l'Allemagne ou l'Union Soviétique, sur la question espagnole, remettait en question le principe du pacte de non-intervention. Exceptées la Grande-Bretagne et partiellement la France, aucune grande puissance ne croyait en la réussite du Comité de Londres à traiter la dimension internationale de la guerre d'Espagne. Hitler lui-même, au cours d'un entretien avec François-Poncet début septembre, avouait que les nombreuses

[421] « Une manœuvre de Moscou au Comité de l'embargo – Les Soviets dénonceront-ils l'accord de non-intervention ? », *L'Action Française*, Paris, numéro 283, 09/10/1936, p.3.
[422] DDF/III, Télégramme n°1983, 1984, Secret. Réservé. De M. Corbin à M. Delbos, Londres, 14/10/1936, p.522.
[423] DDF/III, Dépêche n°1515, de M. François-Poncet à M. Delbos, Berlin, 14/10/1936, p.529.

violations du pacte, auxquelles son pays prenait notamment une part importante, le rendaient dubitatif sur le succès de cette politique.

De l'Espagne, M. Hitler m'a parlé avec une passion mal contenue. Il a chaleureusement proclamé sa sympathie, son admiration pour les généraux espagnols, sa foi dans leur succès, et, d'autre part, son mépris, sa haine pour les massacreurs rouges, pillards et assassins, exemple de ce que l'Europe devait attendre de la barbarie bolcheviste. Il a marqué le peu de confiance qu'il avait dans la politique de non-intervention, préconisée par la France et l'Angleterre. Cette neutralité, selon lui, n'était pas sérieuse. A tout instant, elle se trouvait enfreinte. C'était la raison pour laquelle le Führer n'avait pas voulu adhérer à la constitution d'une commission ayant son siège à Londres. Il avait, pourtant, observé jusqu'à présent la plus grande modération.[424]

Les propos de François-Poncet confirment le mépris du chancelier du Reich à l'égard de la non-intervention et pour le gouvernement français, qu'il manipulait aux travers de paroles d'apaisement, comme nous le verrons ultérieurement. L'Allemagne nazie n'avait aucunement l'intention de se soumettre à cette politique, ce qui fit apparaître la non-intervention franco-britannique comme un leurre, comme une tentative aussi désespérée qu'inefficace d'empêcher les puissances européennes d'intervenir dans le conflit espagnol. Elle consolida même le rapprochement entre l'Italie et l'Allemagne, autour d'un Axe Rome-Berlin, conclu début octobre. Si une entente semblait logique et naturelle, les accusations virulentes de Moscou au Comité de Londres contribuèrent au façonnement de cette alliance. Les preuves d'une implication progressive de l'aide militaire de l'URSS en Espagne, courant du mois d'octobre, ne firent qu'accentuer cette crainte d'une vague « rouge » dans la partie occidentale de l'Europe. Le Comte Ciano informa d'ailleurs l'ambassadeur de Chambrun à Rome qu'à la suite de ses visites à Berlin et Berchtesgaden, « les deux gouvernements [s'étaient] entendus pour reconnaître, le moment venu, et peut-être même avant la prise de Madrid, le gouvernement du général Franco »[425]. Malgré cela, Michael Alpert précise que l'action seule des Soviétiques en Espagne n'était pas l'unique cause de l'apport italo-allemand à Franco :

Le propre compte-rendu de Ciano, cependant, ne suggère pas que l'intervention soviétique ait été le détonateur pour l'augmentation des cargaisons d'armes allemande et

[424] DDF/III, Annexe de la lettre de M. François-Poncet à M. Blumel, Personnel. Secret. Berlin, 10/10/1936, p.497-498.
[425] DDF/III, Télégrammes n°1272 à 1277, de M. de Chambrun à M. Delbos, Rome, 26/10/1936, p.625-626.

italienne à Franco. L'*entente* germano-italienne doit être perçue dans un contexte d'hostilité générale envers la Société des Nations et envers la reprise des accords de Locarno de 1925.[426]

Outre le début de l'intervention de l'URSS en Espagne, l'axe formé par les deux pays était bien une opportunité qui allait au-delà des enjeux de la guerre d'Espagne. L'intervention italienne était d'ailleurs également due au statut de l'Italie fasciste, qui était « au sommet de son prestige » selon l'historien britannique. Le temps de la neutralité supposée du pacte de non-intervention signé en août, semblait en tout cas désormais très lointain.

Dans ce contexte, les républicains espagnols exprimèrent naturellement leur mécontentement auprès des services diplomatiques français. Citons par exemple les propos amers du Secrétaire général du ministère des Affaires Etrangères de la Seconde République espagnole, De Urena au chargé d'affaires à Madrid, Bonjean, le 25 octobre : « Votre égoïsme vous perdra. Bien qu'elle ne veuille pas se battre pour défendre l'Espagne républicaine, la France va se tourner d'ici quatre mois entraînée dans une guerre générale. J'en fais le pari avec vous ».[427] En délicatesse avec leur politique de non-intervention, Français et Britanniques essuyaient logiquement de nombreuses critiques. Si la France du Front Populaire n'abandonna pas totalement l'Espagne républicaine à son sort, cette déclaration témoigne de l'hostilité et de l'incompréhension d'une partie des républicains espagnols, à l'égard de la politique de non-intervention, qui lui était si néfaste.

A la fin du mois d'octobre 1936, soit deux mois après la ratification du pacte, la politique de non-intervention n'obtint, à juste titre, que des qualificatifs péjoratifs : « farce », « leurre », « monstruosité », « duperie ». Par son vide juridique, par son inaction à l'égard des violations, par son manque de contrôle, le pacte ne put être efficace pour obtenir la non-participation de puissances étrangères dans la guerre civile espagnole. L'Allemagne, l'Italie, le Portugal ainsi que l'Union Soviétique le comprirent rapidement, et apportèrent leurs concours respectifs en Espagne, tout en se maintenant à l'intérieur du pacte de non-intervention. Et pourtant, malgré une politique inopérante, et en dépit de critiques souvent

[426] Alpert Michael, *A new international history of the Spanish Civil War*, *op.cit*. p.81.
"Ciano's own record of events, however, does not suggest that Soviet intervention was the trigger for augmented German and Italian shipments of arms to Franco. The German and Italian entente has to be seen within the context of a general hostility toward the League and towards the revival of the Locarno agreements of 1925."
Pour rappel, les Accords de Locarno en 1925 confirmaient un statu quo territorial de l'Allemagne et l'interdiction d'utiliser la guerre comme moyen. Des accords menacés en 1936 par les desseins expansionnistes et belliqueux d'Hitler.
[427] DDF/III, Télégramme n°503, de M. Bonjean, à M. Delbos, Madrid, 25/10/1936, p.621.

légitimes, la Grande-Bretagne et la France n'abandonnèrent pas la non-intervention et consacrèrent leurs efforts à la mise en place d'un système de contrôle. Loin d'être parfaite, elle ne méritait pas pour autant, à leurs yeux, une fin précoce. C'est en tout cas ce que déclarait Anthony Eden à la Chambre des Communes de Londres, le 29 octobre, en estimant que la non-intervention était « un rideau de sécurité improvisé ». Il ajoutait ce commentaire dans ses mémoires : « Un rideau déchiré et plein de trous, sans doute ; mais c'était préférable à la guerre totale en Espagne, à la guerre européenne, qui en serait l'aboutissement. »[428]

[428] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit*. p. 465.

1.2 – Nouvelle orientation de la politique de non-intervention face à la perspective d'une guerre longue (novembre – décembre 1936).

La progressive aide militaire déployée par l'Union Soviétique auprès de la Seconde République espagnole provoqua un tournant dans la guerre d'Espagne. Elle supposa un changement dans l'approche d'un conflit qui, à la hauteur de 1936, était encore perçu comme une « guerre courte », expression fréquemment mentionnée au cours cet été-là. Julián Casanova écrit, dans son ouvrage *República y guerra civil*, que « l'aide militaire soviétique à la République, payée […] avec les réserves d'or de la Banque d'Espagne, ne cessa pas jusqu'à la fin de la guerre et fut très importante pour soutenir la cause républicaine face à l'armée de Franco et le soutien d'Hitler et Mussolini »[429]. Dans cette nouvelle perspective de guerre longue, la France et la Grande-Bretagne devaient réagir pour maintenir la légitimité très fragile du pacte de non-intervention. Ils eurent donc pour ambition de doter le Comité de Londres d'un système de contrôle efficace de la non-intervention, afin de réussir à mettre fin à l'internationalisation de la guerre d'Espagne. La proposition de Charles Corbin et Lord Plymouth fut acceptée sur le principe le 28 octobre, le Comité de Londres s'accorda tout le mois de novembre pour débattre et ainsi proposer un plan de contrôle aux deux camps espagnols début décembre.

Apparut alors en France la question des Brigades Internationales rejoignant volontairement l'Espagne pour prendre part aux hostilités. Une note du Département du Quai d'Orsay fut envoyée à ce propos au ministre Yvon Delbos le 19 novembre, dans laquelle la diplomatie française transmit trois documents « relatifs aux enrôlements de volontaires pour les milices espagnoles auxquels il est procédé dans les milieux socialistes et communistes »[430]. Ces volontaires, qui recevaient entre 10 000 et 15 000 francs de prime, passaient la frontière de manière clandestine et sans passeport. Ces pratiques inquiétèrent le Quai d'Orsay, qui se questionnaient sur l'action qu'allait mener le gouvernement de Léon Blum. Ces départs de volontaires interrogeaient d'autant plus qu'une partie provenait des rangs des socialistes de la SFIO, dirigé par le chef du gouvernement. D'après le Département, il ne s'agissait plus des sympathisants de la cause républicaine, mais plutôt d'un « véritable recrutement méthodiquement organisé, donnant lieu à des départs réguliers des différents points de rassemblement, avec versement de primes d'enrôlement et promesses d'avantages pour les familles des engagés ». Ces primes n'auraient été honorées qu'en cas de victoire de

[429] Casanova Julián, *República y guerra civil*, *op.cit*, p.273.
[430] DDF/III, Note du Département à M. Delbos – *Volontaires pour l'Espagne*. 19/11/1936, p.806.

Franco, ce qui aurait placé de nombreux Français en situation économique difficile. Enfin, les diplomates français se demandaient si le gouvernement ne devait pas intervenir avec davantage de rigueur pour renforcer les contrôles à la frontière pyrénéenne. Au-delà de l'aspect économique qu'aurait représenté une défaite de la République pour ces volontaires français, il s'agissait de pratiques contraires à la neutralité stipulée. Par l'arrivée de volontaires en provenance de France, les autres puissances pouvaient accuser le gouvernement de Front Populaire de violer un pacte qu'elle avait elle-même fomenté avec la Grande-Bretagne. Il apparaissait évident que la France, à l'origine du système de contrôle de la non-intervention, ne pouvait se permettre d'être prise en flagrant délit, en laissant ses concitoyens quitter le territoire clandestinement et sans passeport, car cela aurait constitué, nous semble-t-il, un risque diplomatique mettant en péril à la fois la paix en Europe et la crédibilité diplomatique de la France. C'est en tout cas l'argument implicite de cette note diplomatique rédigée à Delbos. Il convient de signaler que l'élaboration de ce document intervint alors que la presse nazie mentionnait le départ de 3 000 volontaires français, et que l'Allemagne et l'Italie avaient décidé de reconnaître le gouvernement de Franco. Une décision qui permettait notamment à Hitler de soutenir davantage et plus facilement le camp franquiste, comme l'indiqua François-Poncet:

> Si le Reich a précipité la reconnaissance du gouvernement du général Franco, c'est évidemment pour se faciliter les moyens de lui fournir un secours efficace. Les fonctionnaires de la Wilhelmstrasse continuent d'ailleurs de répondre, à ceux qui s'inquiètent des intentions du Reich, que l'Allemagne est décidée à agir en Espagne dans la même mesure et au même rythme que la Russie des Soviets.
>
> Avec une instance frappante, la presse berlinoise a relaté hier et aujourd'hui [les 19 et 20 novembre 1936], en s'appuyant sur le témoignage de certains journaux français, que 3 000 Français venaient de passer la frontière en convoi à destination de l'Espagne. Cette même presse a souligné avec empressement la déclaration de M. Eden aux Communes, par laquelle le secrétaire d'Etat a dénoncé les responsabilités des Soviets.
>
> Ce sont là autant de signes qui semblent indiquer le désir de justifier une intervention éventuelle.[431]

[431] DDF/IV, Télégrammes n°3767 à 3770. De M. François-Poncet à M. Delbos, Berlin, 20/11/1936, p.6.

Le constat de l'ambassadeur français est évident et, à notre avis, tout à fait justifié : l'Allemagne souhaitait intervenir en Espagne auprès de Franco, ou plutôt poursuivre son aide militaire. Pour ce faire, elle se servit des propos du Britannique Eden, qui avait déclaré que la reconnaissance de Franco par Mussolini et Hitler ne changeait pas la situation et que, concernant les violations de la non-intervention, les Soviets (sans les mentionner) étaient plus à blâmer que les autres puissances. Ces paroles d'Eden tendaient, de fait, à soustraire les puissances de l'Axe de leurs responsabilités, vis-à-vis des infractions à la politique de non-intervention. Force est de constater qu'effectivement, les violations soviétiques étaient jugées de manière plus critique que celles des Italiens et des Allemands. Pour Paul Preston, « la non-intervention [s'appliquait] contre l'aide russe à la République mais à peine contre celle que les Allemands et les Italiens prêtaient aux insurgés »[432]. La déclaration d'Eden offrait, en tout cas, une bonne excuse aux nazis pour intervenir et violer à nouveau le pacte de non-intervention. Les Italiens recherchèrent, eux aussi, des prétextes pour justifier leur action en Espagne, dont nous pouvons en trouver trace dans un télégramme très confidentiel datant du 23 novembre, dans lequel Jean Herbette relata à Yvon Delbos l'entretien qu'il avait eu quelques heures auparavant avec son homologue italien à Madrid, Orazio Pedrazzi. Au cours de cet échange, précédant son retour en Italie, et décrit par Herbette comme « l'un de ces entretiens objectifs et confiants », Pedrazzi affirma qu'à ses yeux, la guerre durerait encore longtemps, la lutte pour Madrid n'étant pas encore à son dénouement. Le diplomate, ancien député du gouvernement de Mussolini dans les années 1920, ajouta que la conjoncture d'alors pouvait conduire à des difficultés internationales :

> Les complications à craindre proviennent, d'après lui, de deux faits suivants. D'une part, les effectifs espagnols ne jouent plus, dans cette guerre, qu'un rôle secondaire en comparaison des effectifs étrangers (il y aurait actuellement parmi les combattants, en Espagne, 21 000 Russes d'un côté et 6 000 Allemands de l'autre, sans parler des Italiens qui seraient encore plus nombreux que les Allemands). D'autre part, l'Italie ne peut absolument pas admettre que la Russie soviétique l'emporte dans la guerre d'Espagne, et l'Allemagne ne l'admettrait naturellement pas davantage. De ces deux faits découlent que l'Italie et l'Allemagne ne pourront pas négliger de prendre toutes les mesures qui leur paraîtront nécessaires pour assurer la défaite de la Russie.
>
> […] Mais il ne s'agit pas seulement, m'a encore expliqué mon collègue, d'éviter une guerre européenne. Il s'agit de limiter les avantages que telle ou telle puissance peut tirer, sans qu'il y ait guerre européenne, de la prolongation indéfinie de la situation actuelle. Très délicatement, M. Pedrazzi

[432] Preston Paul, *La Guerra Civil española*, *op.cit*. p.173.

m'a fait comprendre que si l'Italie s'associe à la politique allemande en Espagne, c'est pour faire équilibre à l'expansion de l'Allemagne dans ce pays, tout autant que pour y empêcher la victoire de la Russie soviétique.[433]

S'il est vrai que la présence soviétique permettait au camp républicain de résister aux avancées des rebelles, les chiffres donnés par Pedrazzi sont à mettre en rapport avec les données publiées par plusieurs historiens. A ce sujet, Enrique Moradiellos indique le nombre de 2 082 Soviétiques tout au long de la guerre, tandis que Anthony Beevor affirme, d'après ses recherches, que ce nombre n'a « pas excédé 2 150, dont 600 non-combattants, interprètes compris » sur toute la durée de la guerre d'Espagne, et « qu'ils ne furent jamais plus de huit cents »[434] sur une même période. Nous sommes bien loin des 21 000 Soviétiques annoncés par Pedrazzi. Le diplomate ne transmit d'ailleurs pas le nombre exact d'Italiens sur le sol espagnol à Herbette, ce qui constituait un moyen, nous semble-t-il, de minimiser l'impact de l'aide italienne apportée à Franco, de surestimer celle de l'URSS à la République, et surtout de justifier une intervention italienne en Espagne. A ce titre, l'historien Morten Heiberg, qui a travaillé sur les relations entre Mussolini et Franco au cours du conflit espagnol, dénombre à l'hiver 1936-1937 « une armée de 45 000 soldats en Espagne »[435]. Là encore, l'écart entre l'apport italien et l'apport soviétique est considérable. Par ailleurs, selon Javier Rodrigo, « les mois d'été et d'automne 1936 virent le redoublement des efforts italiens pour influer, voire déterminer, l'évolution de l'Espagne soulevée »[436]. La stratégie diplomatique des fascistes italiens consistait en une dénonciation et une exagération significative du soutien soviétique envers les républicains espagnols, pour justifier sa présence en Espagne. L'échange entre Pedrazzi et Herbette confirmait l'alliance entre l'Italie et l'Allemagne, conclue quelques semaines auparavant, ayant pour objectif de faire triompher le fascisme en Espagne, côté italien ; davantage dans le but d'anéantir l'expansion communiste en Europe, côté allemand. Ces deux ambitions avaient un point commun : la victoire du général Franco sur l'Espagne républicaine. Quant à la dernière partie de l'intervention de l'ambassadeur fasciste,

[433] DDF/IV, Télégramme n°1470. Très confidentiel. De M. Herbette à M. Delbos, Madrid, 23/11/1936, pp.30-31.
[434] Beevor Anthony, *La guerre d'Espagne*, *op.cit*. p.300.
[435] Heiberg Morten, *Emperadores del Mediterráneo. Franco, Mussolini y la guerra civil española*, Barcelone, Crítica, 2004, p.IX.
[436] Rodrigo Javier, *La guerra fascista, Italia en la Guerra Civil española, 1936-1939*, *op.cit.* pp.97-98.
"[…] los meses de verano y de otoño de 1936 vieron redoblarse los esfuerzos italianos por influir, y hasta determinar, la evolución de la España sublevada."

l'argument d'une présence italienne pour équilibrer l'assistance allemande visait, à notre avis, bien plus à apaiser les inquiétudes légitimes des Français, qu'à entraver les velléités allemandes en Espagne. Cette idée témoigna, de nouveau, de la détermination de Mussolini à écrire une page glorieuse de l'Histoire italienne, en intervenant en Espagne.

Ainsi, à l'instar de ce qu'affirmait Eden à la Chambre des Communes, la reconnaissance de Franco, par l'Allemagne et l'Italie, ne changeait pas réellement la donne, mais elle les libérait de leurs contraintes vis-à-vis de la non-intervention, ce qui ne signifiait pas pour autant le retrait des puissances de l'Axe du pacte, mais confirmait leur mépris pour la politique franco-britannique. La non-intervention était, une nouvelle fois, bafouée, et seuls les gouvernements de Baldwin et Blum semblaient la considérer comme étant encore utile. Cependant, la déclaration d'Eden provoqua diverses réactions au sein du gouvernement britannique. Certains reprochèrent au ministre des Affaires Etrangères d'encourager les puissances fascistes à tirer profit de cet argument pour agir en Espagne. D'autres souhaitaient tout simplement que la Grande-Bretagne reconnaisse les droits du belligérant à Franco, comme le Premier Lord de l'Amirauté, Sir Samuel Hoare, mais il s'agissait d'une décision à laquelle Eden refusait de donner son accord, comme il l'expliquait dans ses mémoires :

> […] Le Premier Lord de l'Amirauté avait l'intention de les justifier en accordant les droits de belligérant à Franco, mais je ne voulais pas prendre ce chemin de traverse. Je préférais une ligne de conduite qui protégerait nos intérêts et minimiserait le risque d'une rencontre, sans cependant aider les insurgés. […]
>
> La réunion fut l'occasion d'une longue passe d'armes. […] Accorder les droits de belligérant [à Franco] nous aurait isolés parmi les puissances démocratiques, car ni la France, ni les Etats-Unis ne pouvaient songer à le faire. D'ailleurs, l'effet de cette décision serait de reconnaître Franco *de facto*, bien que la situation militaire ne soit pas modifiée sensiblement en sa faveur.[437]

Il semblait en effet impossible pour la Grande-Bretagne de reconnaître Franco sans lâcher son allié français, et ainsi mettre un terme à la politique de non-intervention. Eden ne souhaitait en aucun cas se retirer de ses engagements, et le rappelait à Charles Corbin le matin du 23 novembre, lequel transmit l'information dans l'après-midi au gouvernement français.

[437] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit*. pp. 466-467.

Le secrétaire d'Etat m'a prié de passer le voir ce matin pour me mettre au courant d'une importante déclaration qu'il se propose de faire tout à l'heure à la Chambre des Communes au sujet des affaires d'Espagne. Après avoir proclamé de nouveau sa fidélité au principe de non-intervention, il indiquera qu'il n'a pas reconnu jusqu'à présent les droits des belligérants au parti des insurgés et qu'il n'a pas l'intention, pour le moment, de modifier son attitude. […] Enfin, pour rendre aussi effective que possible l'interdiction de vendre des armes ou des avions en Espagne, le gouvernement se propose de soumettre au Parlement un projet de loi destiné à rendre illégal le transport de matériel de guerre sous pavillon britannique à destination de ce pays. […] Il a marqué ensuite l'intérêt qu'il verrait à ce que le gouvernement français prît une attitude semblable à celle qui vient d'être adoptée par Londres.[438]

Ce que cet échange nous donne à comprendre, c'est la réaffirmation par Eden du souhait des Britanniques de se maintenir dans le cadre de la non-intervention, le Secrétaire du Foreign Office se montrant soucieux de calmer les inquiétudes des Français, qui avaient eu écho des débats houleux au sein du gouvernement britannique. Eden était préoccupé, à raison, par l'aide germano-italienne en Espagne, ce qui le poussa à alerter officiellement son gouvernement en janvier 1937, comme le signale l'historien D.R. Thorpe, auteur d'une biographie sur Eden : « Lors d'un Conseil des ministres le 8 janvier, Eden présenta un mémorandum sur la guerre civile espagnole, avertissant que le conflit avait cessé d'être une affaire espagnole interne et était devenue un champ de bataille pour les aventures nazies »[439]. Conscient de cette escalade internationale, et de manière astucieuse, il profita de cet échange pour s'assurer que le gouvernement de Blum ne soit pas tenté de rompre l'alliance avec les Britanniques, et ne veuille aider les républicains espagnols. Corbin appréciait en effet que par l'intermédiaire de cette déclaration d'Eden, Mussolini ne soit pas encouragé à aller plus loin dans son aide. Car l'idée du chef du Foreign Office était, avant tout, de « montrer les dents »[440] aux deux dictateurs, en réaffirmant la non-intervention étrangère en Espagne. De fait, un blocus de Franco, « dont l'intention [était] d'affamer Madrid »[441], fut ainsi évité. A la fin du mois de novembre, après quelques jours de flottement, la France et la Grande-Bretagne semblaient, a priori, de nouveau totalement main dans la main pour défendre leur politique de

[438] DDF/IV, Télégrammes n°2299 et 2300, De M. Corbin à M. Delbos, Londres, 23/11/1936, p.29.
[439] Thorpe D. R., *Eden, The Life and Times of Anthony Eden, First Earl of Avon, 1897-1977*, Londres, Pimlico, 2004, p.185.
"At a meeting of Ministers on 8 January, Eden presented a memorandum on the Spanish Civil War, warning it had ceased to be an internal Spanish issue and had become an international battleground for Nazi adventures."
[440] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit*. p.466.
[441] *Ibid*. p.466.

non-intervention. Cependant, les Britanniques firent voter une loi visant à interdire le transport de matériel de guerre, permettant de se protéger de complications, en cas de reconnaissance des droits du belligérant, et « d'éviter l'interférence dans le blocus de Franco »[442]. La non-intervention des Britanniques, poursuit Enrique Moradiellos, n'était finalement qu'une sorte de non-immixtion déguisée, le gouvernement conservateur ayant une préférence pour une victoire de Franco, comme nous le constaterons plus en détail ultérieurement. En revanche, en France, le gouvernement français était clairement en faveur d'une victoire de la République, et ne pouvait faire voter une loi similaire. Cette éventualité aurait bien évidemment posé de grandes difficultés au niveau parlementaire. Corbin informa toutefois Eden qu'il demanderait au ministre de la Marine de prendre ce type de mesures, par fidélité aux Britanniques et à la non-intervention. Des mesures qui faisaient obstacle à la République espagnole, qui ne pouvait recevoir le matériel de guerre nécessaire pour se défendre. Si la politique adoptée était finalement la même pour les Français et les Britanniques, les sensibilités et les préférences ne semblaient toujours pas coïncider entre les deux gouvernements, comme nous venons de le souligner.

Dans le but de faire observer en pratique leur politique, souhait exprimé un mois plus tôt par la France et l'URSS, il fut proposé au Comité de Londres, dont les séances se poursuivaient régulièrement, que « [soient] contrôlées toutes les entrées de matériel de guerre en Espagne, projet ambitieux qui [requérait] un grand nombre d'observateurs, postés dans les ports et le long des frontières terrestres »[443]. Ce projet de contrôle, qui nécessitait l'accord de la République et des franquistes, et dont les coûts élevés à l'année étaient estimés à environ un million de livres, fut néanmoins adopté par toutes les puissances représentées au Comité de Londres, sous réserve d'un accord des gouvernements respectifs, mais comme en août, les Allemands et les Italiens retardèrent leurs réponses, et poursuivirent leur soutien militaire en Espagne.

En marge des discussions du Comité de Londres, un débat parlementaire sur la politique étrangère de la France eut lieu, les 4 et 5 décembre 1936, à l'Assemblée Nationale française. L'occasion pour les députés et le gouvernement de débattre sur l'avenir de l'Europe. La consultation des archives médiatiques relatives aux interventions des députés nous permet de faire un premier constat: la question espagnole joua un rôle prépondérant dans ces débats, au cours desquels plusieurs députés exposèrent en effet leurs visions respectives

[442] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*. p.119.
[443] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit*. p.468.

sur la guerre d'Espagne. A l'issue de ces interventions, le ministre des Affaires Etrangères Yvon Delbos et le président du Conseil Léon Blum défendirent leurs positions sur l'Europe et la politique de non-intervention. Il convient de nous concentrer un instant sur quelques interventions significatives de ce débat, celles du député communiste Gabriel Péri, du parlementaire de droite Paul Reynaud, de Frédéric Dupont, jeune député proche des Ligues d'extrême-droite, et du Secrétaire général du PCF Maurice Thorez. Ces interventions, ainsi que les discours du gouvernement de Front Populaire, confirment, nous semble-t-il, les différentes tendances présentes dans la vie politique française concernant le conflit espagnol, en décembre 1936.

Intervient tout d'abord à la tribune, Gabriel Péri, député communiste, qui ne tarde pas à montrer son désaccord envers la politique étrangère de la France en Espagne, en estimant que pour des sujets aussi importants, « la franchise est la meilleure forme de loyauté »[444], loyauté vis-à-vis de la coalition de Front Populaire dont dépend le Parti Communiste Français. L'avenir de l'Europe se joue, à ses yeux, en Espagne, dont les évènements militaires mèneront soit à la paix en cas de victoire républicaine, soit à la guerre si Franco s'impose. La guerre d'Espagne va bien au-delà d'un simple conflit entre espagnols : « Ce qui se passe de l'autre côté des Pyrénées ce n'est pas seulement la démocratie qui se défend contre le fascisme, c'est l'Espagne qui défend son indépendance contre la domination étrangère. » [445] Péri poursuit en critiquant la politique de non-intervention du gouvernement français, qui représente une intervention contre la République, dans la mesure où le rapport de forces a été modifié, puis souligne par la suite que la France n'a pas évité la reconnaissance de Franco par l'Allemagne et l'Italie, et qu'elle se retrouve désormais piégée, car certains lui demandent à son tour de la reconnaître. L'accusation de Gabriel Péri vise probablement ici les Britanniques, soupçonnés d'exercer une pression sur les Français vers une reconnaissance de Franco, un argument qui nous semble erroné, Eden ayant écarté cette option, notamment au regard de la France, comme nous l'avons constaté précédemment. Toutefois, le communiste tire son premier bilan de la politique de non-intervention :

> […] Et pourtant, toutes les objections qui s'élèvent contre l'accord de non-intervention perdraient l'essentiel de leur valeur si, après 4 mois et demi de pratique de cette politique, on pouvait dire : voyez les résultats : l'Espagne a été pacifiée, l'incendie est circonscrit ; en

[444] « Le grand débat de politique étrangère à la Chambre », *L'Humanité*, numéro 13 868, 05/12/1936, p.2.
[445] *Ibid*, p.2.

Europe, les amateurs d'aventure sont découragés, ils renoncent à leurs entreprises ; la France peut se sentir plus sûre et entourée de voisins pacifiques, dans une Europe plus tranquille.

Mais après 4 mois de politique de non-intervention, c'est un spectacle bien différent que nous offrent et l'Espagne et l'Europe. L'Espagne serait aujourd'hui pacifiée si elle avait pu se procurer les moyens de rétablir l'ordre. Maintenir les relations normales avec elle, ce n'était pas une mesure audacieuse. Pour ne pas l'avoir adoptée, la France sera acculée demain à des décisions autrement graves et sévères.[446]

Finalement, avec ce plaidoyer, les communistes reprochent au gouvernement de ne pas avoir aidé la République espagnole. Pire, après la ratification du pacte de non-intervention en août 1936, le gouvernement de Léon Blum n'a pas su être ferme vis-à-vis des infractions au pacte de non-intervention de l'Allemagne et l'Italie, ce qui implique que la non-intervention est de ce point de vue un échec, dans la mesure où elle n'a pas été capable de pacifier l'Espagne et a fortiori l'Europe. Péri devance enfin l'argument de la non-intervention permettant la concrétisation d'une alliance franco-britannique, en affirmant que cette entente ne signifie pas pour autant accepter les agissements des puissances étrangères envers Franco. Le discours de Péri se trouverait en adéquation avec la ligne politique de son parti, à savoir : soutien aux républicains espagnols, opposition au fascisme, et hostilité envers une politique de non-intervention jugée inefficace.

C'est ensuite au tour de Paul Reynaud, un des grands ténors de la droite française, de prendre la parole. Pour l'ancien ministre de la Justice, « la guerre d'Espagne n'est qu'un aspect particulier du problème européen. C'est un arbre qui ne doit pas nous cacher la forêt. Mais la grande question pour la France est celle de sa sécurité. »[447] Ce propos, qui confirme l'idée, déjà mentionnée, selon laquelle la guerre civile espagnole n'était qu'un point de négociation dans les coulisses des diplomaties européennes, constitue un point en commun avec l'intervention de Péri. Ce qui se joue en Espagne, c'est la sécurité de la France à court et long-terme, argument souvent évoqué au cours de ces années, nouveau témoignage d'une crainte française, celle de revivre une nouvelle guerre à échelle mondiale, mettant aux prises le pays. La guerre civile espagnole, clame Reynaud, ne doit donc pas être traitée comme un problème particulier, mais plutôt comme un facteur symptomatique des tensions régnant en

[446] *Ibid*, p.2.
[447] « Le débat à la Chambre sur la politique extérieure », *L'Echo de Paris*, numéro 20 865, 05/12/1936, p.3.

Europe, dans la deuxième moitié des années 1930. A cette date, Reynaud est conscient que le conflit espagnol pourrait déclencher une conflagration européenne, et l'Histoire lui donnera par ailleurs raison, la guerre d'Espagne étant le « prélude de la Seconde Guerre Mondiale », comme l'a souligné, entre autres, Pierre Vilar. Ultérieurement, si Reynaud considère que les déclarations d'apaisement d'Eden à la Chambre des Communes et du président américain Roosevelt[448] sont des points positifs, il ne se fait guère d'illusion :

> Certes ces paroles sont précieuses pour l'avenir. Mais il s'agit du présent. Si l'on était en 1914, les avertissements de M. Eden et M. Roosevelt suffiraient. Seulement, nous sommes à une époque où l'Allemagne a fait un placement unique : la guerre. Tout se passe comme si cette guerre devait se faire l'année prochaine.[449]

Pour le député, le danger, pour l'Espagne et pour l'Europe, c'est l'Allemagne. Rappelons que Reynaud est connu pour ses déclarations hostiles à l'Allemagne hitlérienne, qu'il considère comme belliqueuse et militera sans cesse pour une fermeté à l'égard du chancelier allemand, notamment en septembre 1938, à l'occasion des Accords de Munich. Selon lui, afin de faire barrage au nazisme, une solution existe : la coopération militaire étroite avec l'URSS, en rendant plus efficace le pacte franco-soviétique signé en 1935. Pour cela, précise Reynaud, il faudrait un gouvernement indépendant de l'idéologie communiste, ce qui n'est, à ses yeux, actuellement pas possible avec le gouvernement de Front Populaire, composé du PCF, argument que nous avons déjà réfuté en signalant l'absence de communistes au gouvernement, et que l'on retrouve d'ailleurs également à l'encontre du Front Populaire espagnol. Ce qu'il faut retenir de ce discours, c'est la critique insinuée de la non-intervention en Espagne pratiquée par le gouvernement de Léon Blum, incapable de se montrer ferme vis-à-vis d'une Allemagne menaçante.

Frédéric Dupont, jeune député de Seine et fervent catholique, prend la parole ensuite pour une intervention assez provocatrice qui va enflammer l'Assemblée. Dupont accuse les républicains espagnols d'avoir massacré des religieux, faisant référence aux exactions commises dans les zones contrôlées par la République à l'été 1936, ce qui provoque un tollé

[448] Roosevelt fut réélu président des Etats-Unis au début du mois de novembre 1936. Au sujet de l'Espagne, il préférait, conformément à l'isolationnisme américain, une neutralité, mais soutint les efforts pacifiques de la non-intervention pour mettre fin à la guerre d'Espagne. Tout en exprimant sa tristesse envers la population espagnole, les Etats-Unis affirmèrent le 10 décembre 1936 qu'ils n'avaient aucune intention de s'éloigner de la politique de non-intervention.

[449] « Le débat à la Chambre sur la politique extérieure », *L'Echo de Paris*, *Ibid*, p.3.

dans les rangs de la gauche, qui répond que Franco assassine pour sa part des enfants, et que ce n'est pas la République qui a déclenché la guerre en Espagne. Le ton monte dans l'hémicycle, et il faudra l'arrivée du ministre Delbos à la tribune, pour voir la tension redescendre quelque peu dans l'Assemblée. Au-delà de son caractère provocateur, l'intervention de Dupont nous paraît représenter l'opinion de cette frange de la population française, que nous mentionnerons plus loin, profondément catholique et conservatrice, et qui soutenait de façon inconditionnelle le camp franquiste.

Yvon Delbos débute son argumentaire sur la politique extérieure de son gouvernement en approuvant les propos de Paul Reynaud, et en ajoutant que la forêt derrière l'arbre de la guerre d'Espagne, est « une forêt qui n'est pas sûre »[450]. L'avenir de l'Europe est incertain et la possibilité d'un nouvel affrontement sur le Vieux Continent est souvent considérée comme une fatalité. Ce péril a plusieurs sources, selon le ministre : « Les violations successives des traités, les attaques contre la Société des Nations, la course accélérée aux armements, ont créé un état d'inquiétude, qui accroît le danger dont il résulte. »[451] Sans le citer, Delbos critique les infractions au pacte de non-intervention, le retrait de l'Allemagne de la SDN en 1933, le réarmement allemand depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir. L'attitude de l'Allemagne constitue la source du problème en Europe. Afin de protéger la France et l'Europe d'une nouvelle guerre, « une politique de prudence et de sang-froid qui n'exclut ni les initiatives, ni la fermeté » est exigée au gouvernement. Le ministre des Affaires Etrangères réaffirme ensuite les alliances avec de nombreuses nations européennes et notamment avec la Grande-Bretagne. Concernant le pacte avec l'Union Soviétique, Delbos fait remarquer que son gouvernement souhaite entretenir de bons rapports avec les Soviétiques, mais rejette la proposition de Reynaud.

Plus loin dans son discours, Yvon Delbos aborde la guerre d'Espagne qu'il considère comme le « problème le plus douloureux, le plus angoissant, qui se poursuit encore avec un acharnement implacable ». Après avoir déclaré que la politique de non-intervention de la France avait le soutien de la majorité des Français et notamment des diverses associations d'anciens combattants, le ministre signifie qu'il est du devoir du gouvernement d'empêcher un nouvel affrontement que provoquerait l'acheminement de matériel de guerre par des puissances étrangères.

---

[450] « La déclaration de M. Delbos, hier, à la Chambre », *Le Populaire*, numéro 5046, 05/12/1936, p.5.
[451] *Ibid*, p.5.

Nous n'avons jamais caché notre sympathie pour la République espagnole, dont la légitimité n'est pas contestable. Mais quand on a la responsabilité de la paix et de la guerre, on n'a pas le droit de céder à des impulsions sentimentales qui risqueraient d'entraîner un atroce conflit. Ayant constaté la fièvre qui commençait à gagner l'Europe, nous avons voulu empêcher les amours-propres d'entrer en jeu, les passions de s'envenimer.

Nous avons pensé qu'au lieu d'alimenter la guerre civile, de la rendre plus sanglante, plus longue, plus contagieuse par des fournitures rivales d'armes et de munitions, l'humanité, comme la prudence, conseillaient aux autres pays de circonscrire le conflit. Nous avons le danger de laisser s'aggraver la séparation idéologique de l'Europe en deux camps opposés ; de voir les antagonismes s'accentuer et les incidents surgir, risquant de transformer la crise intérieure de l'Espagne en un conflit international. Cela, nous ne le voulions pas, nous le voulons pas davantage aujourd'hui. J'ajoute qu'en prenant une autre attitude, nous nous serions trouvés en rivalité directe avec certains gouvernements, en désaccord avec la quasi-unanimité des autres. Etait-ce là l'intérêt de notre pays ?[452]

Delbos signale dans son intervention qu'une décision, vis-à-vis de la guerre d'Espagne, ne peut être prise que sous le prisme de la responsabilité de la paix, la politique de non-intervention constituant une mesure de responsabilité, dans le but de maintenir la paix en Europe, une paix mise à mal par l'internationalisation du conflit en Espagne. Le pacte de non-intervention répond, nous semble-t-il, ici à une vision pacifique de l'Europe, face à des puissances dont l'instinct serait foncièrement belliqueux. En posant de manière rhétorique la question de l'intérêt de la France de s'opposer frontalement à ces puissances, Delbos répond que le gouvernement de Front Populaire ne prendra pas ce risque et que son choix se porte sur une volonté de désamorcer une bombe, qui provoquerait des dégâts collatéraux pour tout le continent. C'est de cette volonté que sont nés la non-intervention et le Comité de Londres. Cependant, le ministre est conscient des violations du pacte, qu'il déplore devant la tribune de l'Assemblée Nationale, tout en ajoutant que celles-ci « ne doivent pas faire oublier les résultats malgré tout obtenus ». Delbos propose alors de rendre plus efficace la politique de non-intervention. Le Comité de Londres en est évidemment conscient et « a élaboré un ensemble de mesures qui doit assurer, par un contrôle effectif rigoureux en Espagne et hors d'Espagne, l'observation des engagements pris ». Il signale ensuite que la France souscrit pleinement à ce projet, sans « aucune objection de principe ». De fait, Delbos soutient la seule politique qui, à ses yeux, permet d'éviter une nouvelle guerre internationale et de conserver

[452] *Ibid*, p.5.

l'allié britannique. A ce propos, Enrique Moradiellos a montré que malgré le fait que les dirigeants britanniques avaient acté « l'inutilité du système de non-intervention » pour empêcher la participation militaire étrangère en Espagne, « le cabinet britannique avait décidé de maintenir en vigueur le Comité de non-intervention parce que s'il était « une farce complète », son existence permettait au gouvernement français de maintenir une position neutre »[453]. Cependant, face aux critiques, le chef du Quai d'Orsay tient à montrer les réalisations du gouvernement français au sein du Comité depuis quatre mois, qui sont en voie d'endiguer toute possibilité de violation future. A propos de la question des volontaires, apparue les semaines précédant ce discours, Delbos fait part de son intention d'examiner si « une extension de l'accord de non-intervention » serait possible, au vu de l'afflux conséquent vers l'Espagne. Le ministre conclut en affirmant que pour la France, la République reste légitime, qu'elle n'a aucune intention de reconnaître le général Franco, et que son gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir pour éviter la généralisation de la guerre en Europe. Finalement, ce discours replace la guerre d'Espagne dans le contexte européen des années 30, sur lequel nous allons revenir dans la troisième partie de ce travail. Ce constat de Delbos signalant que la France ne peut dissocier les évènements d'Espagne du reste des affaires extérieures, nous paraît se justifier dans le contexte que nous venons d'évoquer.

Les débats parlementaires consacrés à la politique internationale de la France se poursuivirent le lendemain, avec l'intervention de Maurice Thorez, leader du PCF, qui fustige le pacte de non-intervention du gouvernement de Front Populaire et rappelle en effet la position de son parti relative aux affaires espagnoles :

> Le Parti communiste, dès le début, a été opposé et il reste opposé à toute intervention directe ou indirecte dans les affaires d'Espagne. […] Mais le Parti communiste n'a pas approuvé et il n'approuvera jamais l'initiative néfaste du gouvernement qui a organisé en fait le blocus de la République espagnole. Ce fut une erreur et une injustice. L'accord conclu est contraire aux intérêts de notre pays en même temps qu'il porte un coup terrible à la République espagnole. De plus, il s'est révélé une duperie. L'accord, cette « monstruosité juridique » a mis sur le même plan républicains et rebelles. Il a créé un précédent redoutable pour l'avenir. […] Et vous avez proclamé à l'avance une fausse neutralité. Car il n'y a pas de neutralité. Il y a intervention contre la République espagnole. Refuser des armes à un gouvernement légitime, c'est lui appliquer une SANCTION. […]
>
> En toute sincérité, en toute loyauté, le Parti communiste estime que la politique extérieure du gouvernement s'écarte du programme du Front Populaire. Il estime surtout que le blocus de l'Espagne

[453] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*. p.123.

républicaine est contraire à la cause de la paix et de la démocratie, qu'il compromet la sécurité du pays. […] C'est seulement notre souci de l'unité du Front Populaire, de la cohésion des masses populaires, qui attendent encore beaucoup de nous tous, qui nous impose de ne pas voter contre le gouvernement à l'issue de ce débat.[454]

Le Secrétaire général du PCF critique l'embargo forcé aux républicains espagnols dû à la non-intervention. Thorez va jusqu'à utiliser la formule de Julio Alvarez Del Vayo et de Luis Jiménez de Asúa, qui avaient qualifié la politique franco-britannique de « monstruosité ». Au fond, les ambitions vis-à-vis de l'Espagne sont les mêmes pour les communistes que pour le gouvernement, à savoir la sauvegarde de la paix.

Léon Blum, qui succède à Thorez à la tribune de la Chambre des députés, débute d'ailleurs son discours de politique internationale en rappelant que l'action du gouvernement est guidée à la fois par la volonté de mettre les intérêts français au premier plan, et par la volonté de maintenir la paix en France et en Europe. Cependant, le président du Conseil a « la certitude que la paix française n'est pas divisible de la paix européenne »[455], et compte-tenu de ce facteur, si les communistes, comme le gouvernement, ont l'intention de préserver la paix, les mesures pour l'obtenir sont bien différentes. Dans ce débat opposant Blum à Thorez, Jacques Delperrié de Bayac signale que le chef du gouvernement avait de plus en plus de doutes sur le maintien de l'unité du Front Populaire, au sujet de l'Espagne, et sur la possibilité d'une entente entre la SFIO et le PCF :

> Il est difficile de savoir dans quelle mesure Blum a changé d'état d'esprit, sur la question de l'unification, durant l'été et l'automne de 1936. […] A partir de la guerre d'Espagne et du refroidissement des rapports entre socialistes et communistes que cause la non-intervention, il semble qu'il n'y croit plus guère…[456]

Blum clôture le débat sur la politique étrangère par son allocution, bien décidé à faire entendre sa position. Après avoir déclaré que toute l'Assemblée souhaitait la paix pour la France et pour l'Europe, il concède que la possibilité d'une dictature dirigée par Franco en Espagne, avec les alliances germano-italiennes qu'elles comporteraient, constituerait un

[454] « Le discours de Maurice Thorez », *L'Humanité*, numéro 13 869, 06/12/1936, p.2.
[455] « La déclaration de Léon Blum à la Chambre », *Le Populaire*, numéro 5047, 06/12/1936, p.5.
[456] Delperrié de Bayac Jacques, *Histoire du Front Populaire*, *op.cit.* p.329.

risque pour la démocratie, et une « inquiétude » pour la sécurité de la France et pour le maintien de la paix. En ce début d'allocution, Blum fait preuve de compréhension vis-à-vis de « la déception amère » des républicains espagnols envers la position de son gouvernement en Espagne. « Je sais tout cela. Je sens tout cela. », affirme-t-il avec émotion. Il admet que le plan ne s'est pas déroulé comme il l'espérait, au moment de la proposition du pacte de non-intervention :

> Et, pour aller jusqu'au bout de cette espèce de confession publique, j'ajouterai que, après le 8 août, un certain nombre de nos espérances et de nos prévisions ont été, en effet, trompées, que nous tous, nous espérions une signature plus prompte du pacte de non-immixtion, déjà exécuté par nous d'avance ; que nous escomptions une observation plus exacte des engagements contactés par les gouvernements. La politique de non-immixtion, à bien des égards, n'a pas donné tout ce que nous en attendions. Oui. Mais est-ce une raison pour la condamner ? Il faut qu'ici, les uns et les autres, nous allions jusqu'au bout de notre pensée.[457]

Si Blum concède que sa politique étrangère n'a pas encore obtenu les résultats escomptés, il le fait pour réaffirmer son souhait de renforcer la politique de « non-immixtion » car, malgré un parti pris pour la République, l'abstention de livraison de matériel de guerre en Espagne doit rester une priorité. Le président du Conseil soutient que cette non-immixtion imparfaite a toutefois permis d'éviter la guerre, reprenant les idées développées au cours de son discours de Luna Park. Les arguments sont les mêmes, seules les circonstances ont changé. En ce début décembre 1936, les nombreuses violations de la non-intervention par les Allemands et les Italiens, mais aussi celles des Soviétiques (jamais citées par Blum, témoignage de son parti pris), ont érodé la confiance envers le pacte. C'est pourquoi le chef de gouvernement signale que la consolidation, proposée par le Comité de Londres, est la meilleure solution et passe par la mise en place d'un plan de contrôle afin que « enfin les engagements cessent d'être la duperie, que enfin leur validité soit garantie ».

A l'issue de son discours, les députés de l'Assemblée Nationale votèrent pour ou contre la confiance octroyée au gouvernement de Front Populaire pour sa politique étrangère, dans laquelle la question espagnole représentait une part importante. Conformément à la déclaration de Maurice Thorez, les députés communistes s'abstinrent. Une frayeur parcourut alors l'hémicycle, mais Blum obtint une majorité de 189 voix. Le gouvernement garda la

[457] *Ibid*, p.5.

confiance de l'Assemblée, mais la coalition de Front Populaire se retrouva fragilisée par l'abstention des communistes, une première depuis la victoire aux élections. Carlos Serrano écrit à ce propos :

> L'affaire était grave ; en décembre, pour la première fois depuis la constitution du cabinet de Front Populaire, les députés communistes avaient refusé de soutenir de leur vote le gouvernement lors du débat de politique extérieure, alors même que pour la dévaluation […], ils avaient fait le « sacrifice » de leurs convictions au nom de la défense du Front Populaire. C'était assez dire que la politique étrangère devenait ou demeurait la question principale pour les communistes […]. Etait-ce à dire alors que l'unité du Front Populaire était menacée d'une prompte rupture ? Il n'est guère de doute que certains, jusque dans le Parti communiste, commencent à le penser, pour le déplorer ou s'en réjouir.[458]

Au terme de ce débat de politique étrangère, Blum obtint ce qu'il souhaitait, à savoir un vote de confiance de l'Assemblée Nationale française, mais la question espagnole aggravait la fracture entre communistes et le reste de la coalition de Front Populaire. Les divergences de visions, sur l'attitude à adopter en Espagne conduisirent à une abstention au vote de confiance, qui signifiait que le PCF ne soutenait pas le gouvernement dans sa politique étrangère. Toutefois, les interventions d'Yvon Delbos et de Léon Blum réaffirmèrent la ligne politique du gouvernement vers une pacification de l'Europe. Cette volonté de paix, en France comme sur le Vieux Continent, s'exprima au-travers du pacte de non-intervention en Espagne. A cet égard, aucun changement ne fut constaté. La rhétorique fut similaire à celle utilisée dans le discours de Luna Park, le 6 septembre 1936. Il s'agissait alors de justifier une nouvelle fois la non-immixtion de la France, face à des critiques plus nombreuses et virulentes.

Pour répondre à ces critiques et malgré des débuts laborieux, Delbos et Blum voulaient aller plus loin, aller au bout de leur idée, en lien avec le Comité de Londres. Le plan de contrôle semblait répondre à quatre objectifs prioritaires: contrecarrer et mettre un terme aux ambitions des puissances de l'Axe en Espagne ; permettre à la République de se défendre contre un Franco qui ne serait plus aidé militairement ; faire triompher la non-intervention pour en sortir gagnant diplomatiquement ; et préserver la France et l'Europe d'une nouvelle guerre. En tout cas, les déclarations du président du Conseil et de son ministre des Affaires

[458] Serrano Carlos, *L'enjeu espagnol, PCF et guerre d'Espagne*, *op.cit.* p.72.

Etrangères permirent de raffermir l'alliance avec la Grande-Bretagne, à la suite des propos d'Anthony Eden, les semaines précédentes. L'objectif de voir triompher la non-intervention était certes ambitieux et louable, mais exerçait davantage de pression sur le gouvernement français.

1.3 – Plan de contrôle et la question des volontaires étrangers (décembre 1936 – avril 1937).

Le 2 décembre 1936, quelques jours avant le débat parlementaire sur la politique extérieure française, Lord Plymouth s'inquiétait de l'arrivée croissante de volontaires en Espagne, notamment en provenance d'Allemagne et de France. Le président du Comité souhaitait que les pays signataires prennent des mesures visant à empêcher un afflux plus conséquent, suivant le modèle pris par le gouvernement britannique. Charles Corbin trouvait difficile l'application de telles mesures pour l'ensemble des pays, mais annonçait au Comité que son gouvernement examinerait les solutions à prendre pour interrompre l'afflux de volontaires. Le représentant français au Comité informa Delbos qu'en mettant fin au recrutement des services officiels espagnols en France, la voix de la France pourrait être plus crédible à Londres.

> L'exercice de recrutement sur notre territoire par les bureaux officiels espagnols ne semble pas plus compatible avec les règles de neutralité qui inspirent notre politique que les agissements du même ordre menés en Italie par les représentants du gouvernement de Burgos.
>
> S'il paraît difficile d'empêcher les départs isolés, surtout d'individus non assujettis à des obligations militaires, il ne serait sans doute pas impossible de s'opposer au passage de groupes dont les intentions ne sont pas douteuses. Ce n'est qu'en faisant état de mesures que nous aurons prises nous-mêmes, que nous pourrons agir efficacement dans le Comité pour essayer de mettre fin à ces « interventions indirectes » que l'Italie avait dénoncées à l'origine, et qui aujourd'hui ne profitent qu'aux troupes rebelles, dont l'infériorité numérique est notoire.[459]

Le gouvernement français se retrouvait finalement coincé avec sa politique de non-intervention. Afin de convaincre les autres pays, il devait se montrer irréprochable, selon Corbin. L'Italie ne comprendrait en effet pas que la France demande un plan de contrôle, quand elle laissait partir des volontaires en provenance de son pays vers l'Espagne républicaine.

A ce stade de notre analyse, il convient de rappeler ici l'engagement de volontaires français et étrangers pour aller combattre sur les fronts espagnols, sous les bannières des Brigades Internationales. Ne nous trompons pas, les cabinets de Blum et de Chautemps ne

[459] DDF/IV, Télégrammes n°2406 à 2409. De M. Corbin à M. Delbos, Londres, 02/12/1936, pp.108-109.

furent jamais les instigateurs de l'enrôlement des volontaires en Espagne. Néanmoins, ils fermèrent les yeux sur ce recrutement massif, et n'empêchèrent pas les départs de combattants vers l'Espagne, et il s'agissait à ce titre d'une aide considérable qui permit au camp républicain de résister plus longtemps dans le conflit.

De nombreuses études ont déjà été publiées sur les Brigades Internationales partout dans le monde, et nous ne mentionnerons ici que quelques contributions majeures : celles de Jacques Delperrié de Bayac à la fin des années 1960, d'Andreu Castells quelques années plus tard, de Rémi Skoutelsky à la fin du XX^{ème} siècle, de Michel Lefebvre, en collaboration avec Rémi Skoutelsky, au début du XXI^{ème} siècle, ou encore les travaux de l'hispaniste Robert Coale. Depuis, un ouvrage collectif *Brigadistes !*, sorti en 2016, a recueilli les récits des histoires de volontaires français ou étrangers issus des Brigades Internationales. Il ne s'agit pas ici de reprendre les travaux déjà effectués, mais plutôt de montrer, à partir de la lecture de ces ouvrages, l'attitude bienveillante des gouvernements français à l'égard des volontaires et des Brigades Internationales, pour compenser, ici encore, les difficultés éprouvées par le Comité de Londres pour une application efficace du pacte de non-intervention.

A la mi-septembre 1936, alors que les premières violations du pacte de non-intervention étaient constatées, l'Internationale Communiste fut l'instigatrice de la participation de volontaires dans la guerre d'Espagne. Le Komintern décida, dans le point 7 de sa réunion du 18 septembre, de « procéder au recrutement de volontaires qui ont une expérience militaire pour être envoyés en Espagne parmi les ouvriers de tous les pays ». On parle ici de « l'acte fondateur » des Brigades Internationales[460]. Dans la foulée, le PCF commença à organiser le recrutement depuis Paris. Parmi ces volontaires, on trouvait des étrangers communistes ayant émigré en France, des Espagnols installés en France, mais aussi des syndicalistes français de la CGT dont certains issus de l'ex-CGTU[461], des personnes sans emploi ou tout simplement en quête d'aventure. Les premiers convois partirent de France autour du 12 octobre 1936, mais de nombreux autres suivirent, dans les semaines suivantes. Jacques Delperrié de Bayac écrivait à ce propos :

[460] Cité dans Lefebvre Michel et Skoutelsky Rémi, *Las Brigadas Internacionales, Imágenes recuperadas*, Barcelona, Lunwerg, 2003, p.36.
[461] La CGTU (Confédération Générale du Travail Unitaire) était la branche syndicaliste qui regroupait, à l'origine, à la fois des anarchistes et des communistes. Au moment de la création du Front Populaire, la CGTU fut supprimée et ses adhérents furent rattachés à la CGT.

Le 12 octobre arrive à Figueras un premier gros contingent de volontaires étrangers : 500 hommes, Français en majorité, Allemands et Balkaniques. Le 13, arrive à Barcelone, venant de Marseille, le *Ciudad de Barcelona* : 500 hommes, Français, Italiens, Polonais.

A partir du 22 octobre, les arrivées se succèdent à un rythme accéléré : deux à trois par semaine. Bon nombre de volontaires partent isolément. Ils franchissent la frontière comme ils peuvent. Cela ne pose pas, d'ailleurs, de grands problèmes. A cette époque, douaniers et gendarmes ont pour instruction de fermer les yeux.[462]

C'est donc avec la complicité de la douane et de la gendarmerie, et par conséquent celle du gouvernement, que de nombreux volontaires purent passer la frontière pyrénéenne. Cela pourrait sans doute constituer, nous semble-t-il, une preuve de l'implication du Front Populaire en Espagne et de la « non-intervention relâchée », que nous décrirons plus loin. Une des seules preuves d'ailleurs, puisque c'est bien au PCF, parti politique aux aspirations sans équivoque au sujet de la guerre d'Espagne, et non la composante de la coalition gouvernementale acceptant la non-intervention, que l'on devait une large partie du recrutement des volontaires et l'organisation des convois vers l'Espagne. D'après Skoutelsky, « la création des Brigades Internationales s'opéra dans une totale improvisation »[463], et des bases s'installèrent rapidement à Albacete, près de Valence, mais alors que les premiers convois arrivèrent à la mi-octobre, aucune préparation n'avait été anticipée pour l'accueil de ces volontaires. Son commandant, le Français André Marty, n'arriva que le 21 octobre et seules les infrastructures du 5ème Régiment étaient alors mises à disposition d'une partie des volontaires, incapables d'en accueillir l'ensemble. Tout au long de la guerre, plusieurs divisions de Brigades furent fondées, comprenant des bataillons composés de Français, telles que le bataillon « Commune de Paris », au sein de la 11ème Brigade Thälmann, sur le sol espagnol à partir d'octobre 1936; le bataillon français « André Marty », qui lutta à la Cité Universitaire de Madrid aux côtés de la 12ème Brigade Garibaldi; le bataillon français « Henri-Vuillemin », issu de la 13ème Brigade Dombrowski, présente en Espagne entre décembre 1936 et l'été 1937; ou encore la 14ème Brigade La Marseillaise, également créée en décembre 1936, qui combattit sur plusieurs fronts (Jarama, Aragon, Ebre), et dont dépendaient les bataillons « Henri-Barbusse », « Commune de Paris », « Franco-belge », « André Marty », « Six février » ou « Vaillant-Couturier ». Malgré cet engagement français, les brigadistes

[462] Delperrié de Bayac Jacques, *Les Brigades Internationales*, Paris, Fayard, 1968, p.79.
[463] Skoutelsky Rémi, *L'Espoir guidait leurs pas*, Paris, Grasset, 1998, p.55.

provenaient de 53 pays différents, et la réorganisation des Brigades, au début de l'année 1937, leur offrit de meilleures conditions qu'en octobre 1936, Jacques Delperrié de Bayac précisant qu'à Albacete, les volontaires étaient mieux alimentés, mieux équipés militairement et mieux formés[464].

En France aussi, le recrutement était plus efficace grâce au travail du PCF, et à partir d'octobre 1936, des informations circulèrent et les services de René Massigli, de la Direction Politique du Quai d'Orsay, furent en mesure de rédiger une note sur la question des volontaires vers l'Espagne, au début du mois de décembre, ce qui nous permet de comprendre, de façon plus précise, l'organisation du recrutement procédée sur le territoire français, et ses recommandations au gouvernement français pour y mettre fin:

A l'heure actuelle, on doit constater :

1° Que le recrutement est organisé dans des centres que la police connaît ; lorsque les municipalités sont communistes, des édifices communaux sont utilisés à cette fin, par exemple la mairie de Villeurbanne (Rhône).

2° Que les volontaires sont rassemblés avant le départ et qu'ils quittent les gares d'embarquement, telles que Paris-Austerlitz, par groupes de plusieurs centaines. (Les journaux du 3 décembre ont encore signalé un départ d'environ 200 volontaires le 2).

3° Que la frontière est également franchie par des groupes constitués.

La loi n'interdit pas formellement l'enrôlement dans des armées étrangères ; mais il ne résulte pas de cette situation que le gouvernement soit désarmé. Il lui est en particulier possible d'atteindre les organisations de recrutement en fermant les bureaux pour des raisons d'ordre public et en expulsant les étrangers qui y exerceraient leur activité. Il peut aussi contrôler efficacement le passage de la frontière. […]

Il en résulte des observations qui précèdent que si le gouvernement estime que les errements actuels ne peuvent être prolongés sans inconvénient et qu'il importe de témoigner de la volonté du gouvernement de faire obstacle au recrutement de volontaires sur le territoire national, une conférence interministérielle parviendrait sans beaucoup de peine à mettre au point une série de mesures qui permettraient d'arrêter, dans une très large proportion, les passages de volontaires.[465]

[464] Delperrié de Bayac Jacques, *Les Brigades Internationales*, *op.cit.* p.95.
[465] DDF/IV, Note de la Direction Politique. *Volontaires pour l'Espagne*. 04/12/1936, pp.147-148.

A la lecture de cette note de décembre 1936, constatons la volonté de la Direction Politique de la diplomatie française de mettre un terme à ces recrutements de volontaires, qu'elle considérait comme un frein et un obstacle à la mise en place d'une non-intervention réellement effective, à un moment où émergeaient les premières esquisses du Plan de contrôle, pour lequel la question des volontaires était importante. Ce document transmis au ministre Delbos témoigne du rôle essentiel du PCF dans le processus de recrutement. D'ailleurs, un rapport de police datant du 7 décembre 1936, cité par Skoutelsky, mentionne que « le 15 novembre dernier, la direction du Parti Communiste a donné […] à tous les secrétaires des rayons et cellules de la capitale et de banlieue, des instructions pour le développement des enrôlements dans les milices espagnoles »[466]. L'historien français ajoute que ce recrutement se faisait non seulement en France métropolitaine, mais également en Algérie, alors département français[467]. Cependant, le gouvernement de Blum ne mit pas en œuvre les recommandations du Quai d'Orsay, laissant le PCF poursuivre le recrutement. Si à plusieurs reprises, dans le but de paraître fidèle à la non-intervention, le gouvernement restreignit le passage des volontaires, multipliant les contrôles à la frontière pyrénéenne, celle-ci ne fut que rarement réellement perméable.

Deux Français jouèrent, à notre avis, un rôle décisif dans cette aide militaire volontaire envers la République espagnole : André Marty et André Malraux (même si ce dernier n'eut jamais de rapport direct avec les Brigades Internationales). Le premier commanda les Brigades Internationales depuis Albacete, et fut même affublé du surnom de « bourreau d'Albacete » par ses nombreux adversaires. Cette légende, due à une forte personnalité, lui colla à la peau bien des années après le dénouement de la guerre d'Espagne : on le décrivait comme autoritaire, à l'insulte facile, violent, ne craignant pas de menacer, d'emprisonner, voire de faire passer par les armes quiconque ne respecterait pas ses ordres. Une fois placé au commandement de *ses* Brigades, pour qui il consacra tout son temps, il n'hésita pas à faire usage de techniques autoritaires, comme l'a expliqué Delperrié de Bayac :

> Commissaire général des Brigades Internationales, grand patron de la base d'Albacète, Marty peut donner libre cours à quoi le porte son caractère : l'inquisition. Il est d'une méfiance maladive. Il soupçonne tout de tous. Il voit partout des traîtres, des complots. Il reçoit les rapports que lui adressent les commissaires politiques, les questionnaires auxquels doivent répondre les cadres communistes. Souvent, pour que l'irréprochable de la veille devienne suspect, il suffit de

[466] Cité dans Skoutelsky Rémi, *L'Espoir guidait leurs pas*, *op.cit*, p.114.
[467] *Ibid*, p.116.

peu : un bruit, une dénonciation… Or, dès qu'un homme devient suspect, certains de l'entourage de Marty s'emploient à aggraver les charges : parce que c'est facile, parce que c'est le moyen d'être bien en cour, parfois aussi pour détourner les soupçons…[468]

La description de Marty par l'historien français pourrait coïncider avec celle d'un révolutionnaire communiste souhaitant l'exemplarité, pour lui-même comme pour les autres. Son engagement communiste ne fut d'ailleurs jamais remis en cause. Souvent comparé à Lénine pour sa volonté d'être aussi intransigeant que cette figure révolutionnaire, les historiens concèdent cependant que Marty n'eut jamais l'intelligence du leader soviétique. Brutal sans être particulièrement intelligent, c'est pour ces raisons que Moscou le rappela en 1937, pour l'éloigner des Brigades, avant de revenir sur le sol espagnol moins autoritaire. Carlos Serrano écrivait, pour sa part, au sujet d'André Marty :

> Marty n'était sans doute pas à sa place à la tête des Brigades Internationales, où sa personnalité provoqua plus de conflits que son prestige ne parvint à en éviter. Mais aucune preuve n'atteste qu'il fut ce bourreau tant de fois décrit. Parfois au prix du mensonge et de la falsification.[469]

Deux avis divergents sur un personnage historique controversé. Plus menaçant qu'exécutant, Marty le chef des Brigades Internationales allait plutôt à la chasse aux traîtres, et il n'était pas un assoiffé de sang, comme sa légende le laissait entendre. Delperrié de Bayac avance prudemment un ordre de grandeur de cinquante exécutions, au sein des Brigades, tout au long de la guerre[470], tandis que Serrano affirme qu'aucun historien n'a été capable d'évaluer précisément le nombre de victimes.

A partir de juillet 1938, alors que le gouvernement d'Edouard Daladier, davantage tourné à droite, était au pouvoir depuis le mois d'avril, André Marty entretint une correspondance fréquente avec le président Juan Negrín pour l'évacuation des Brigades Internationales et leurs retours dans leurs pays respectifs. Le 21 septembre 1938, Negrín « annonça par surprise à Genève, face à l'Assemblée annuelle de la Société des Nations, le

[468] Delperrié de Bayac Jacques, *Les Brigades Internationales*, *op.cit.* p.175.
[469] Serrano Carlos, *L'enjeu espagnol, PCF et guerre d'Espagne*, *op.cit.* p.127.
[470] Delperrié de Bayac Jacques, *Les Brigades Internationales*, *op.cit.* p.179.

retrait immédiat et unilatéral des Brigades Internationales »[471], une décision qu'il avait annoncée à Marty dès le début mois d'août[472]. Pendant la deuxième moitié de l'année 1938, était venu pour le président du gouvernement républicain « le temps de l'incertitude sur le résultat », puis « le temps de la résignation »[473], pour reprendre les termes de Moradiellos dans sa biographie de Negrín. Face à la situation de plus en plus précaire de la République, il demanda à Marty de lui fournir des rapports sur l'évacuation des volontaires étrangers, et ce dernier lui fit part de ses efforts pour faciliter le retour des Français ayant combattu dans le camp républicain sur le sol français, malgré des difficultés pour passer la frontière :

Conformément aux instructions qui m'ont été données par vous-même […], nous avons pu évacuer à l'étranger, sans incidents, 1100 grands mutilés et grands blessés des Brigades Internationales. Ils restent encore environ 500 blessés soignés à évacuer.

Ceci dit, le convoi de 250 qui a quitté l'Espagne le 25 juillet s'est heurté à des difficultés assez grandes pour passer la frontière (6 heures de discussion avec les autorités françaises). Comme vous ne pouvez l'ignorer, ce fait est dû à la résistance de certains éléments réactionnaires de l'Administration française.

Des rapports que j'ai reçus de la Chambre des Députés de Paris m'indiquent que pour les convois suivants, certains fonctionnaires français ont l'intention d'utiliser le prétexte que ces évacuations de blessés sont effectuées sans l'ordre du Gouvernement de la République et parfois même sans son consentement. C'est ainsi qu'il serait peut-être bon que le Gouvernement de la République informe qu'il serait bien d'accorder le passage dans le territoire français aux grands mutilés et blessés des Brigades Internationales […].[474]

[471] Moradiellos Enrique, *Negrín*, *op.cit*. p.392.
[472] FJN, 1 MDN 2010 3010 1001 6001, 13/08/1938.
[473] Moradiellos Enrique, *Negrín*, *op.cit*, p.314; 395.
[474] FJN, 1 MDN 2010 3010 1001 5001, 28/07/1938.
"De conformidad con las instrucciones que me han sido dadas por Vd. […], hemos podido evacuar al extranjero, sin incidentes, 1.100 grandes mutilados y grandes heridos de las Brigadas Internacionales. Quedan aún alrededor de 500 heridos curados por evacuar.
Ahora bien, el convoi de 250 que ha dejado a España el 25 de julio ha tropezado con dificultades bastante grandes para pasar la frontera (6 horas de discusión con las autoridades francesas). Así como Vd. no ignora este hecho es debido a la resistencia de ciertos elementos reaccionarios de la Administración Francesa.
Informes que he recibido de la Cámara de Diputados de Paris, me indican que para los convois siguientes, ciertos funcionarios franceses tienen la intención de utilizar el pretexto que estas evacuaciones de heridos son hechas sin orden del Gobierno de la República y hasta fuera de su consentimiento. Es por lo que quizá sería bueno que el Gobierno de la República informara que sería dichoso de conceder el paso del territorio francés a los grandes mutilados y heridos de las Brigadas Internacionales […]."

Toujours en contact avec les autorités républicaines, André Marty proposa plusieurs solutions pour que ses brigadistes puissent retrouver leurs terres d'origine, dans de bonnes conditions sanitaires et financières[475], malgré la réticence française à les recevoir, certains se faisant refouler par les autorités préfectorales françaises[476], tandis que d'autres furent arrêtés, et parfois persécutés par la Police française[477]. Face à cette situation, Marty montra un dévouement qu'on ne peut lui reprocher.

Le rôle d'André Malraux fut, pour sa part, très différent. Dès le mois de mai 1936, il répondit favorablement à l'invitation de l'écrivain espagnol José Bergamín, et se rendit en Espagne pour rencontrer plusieurs autres figures intellectuelles ou politiques, telles que Rafael Alberti, Antonio Machado ou Francisco Largo Caballero. A la suite du pronunciamiento, Malraux n'hésita pas et prit un avion pour Madrid. Il put rapidement constater les défaillances de l'aviation républicaine, et rencontra le leader anarchiste Durruti à Barcelone. Depuis Paris, et conscient de cette fragilité militaire, il s'empressa pour trouver des solutions, comme le montra Jean Lacouture dans sa biographie *Malraux, une vie dans le siècle* :

> A Paris, Malraux se démène. […] L'un de ses beaux-frères ayant des relations chez Potez, il sert de guide et de conseiller à un envoyé d'Azaña, Corpus Barga, pour une transaction avec le ministre de l'Air Pierre Cot […]. Ils obtiennent ainsi une vingtaine d'appareils, des Potez-540, qui pourront filer avec lui vers l'Espagne […] bientôt suivis par une dizaine de Bloch-200. […]
>
> Dès le 8 août, il est à pied d'œuvre à Barajas, l'aérodrome de Madrid. Il a obtenu le droit de former et de commander une escadrille de combattants étrangers qui prendra d'abord l'appellation d'*España*. Le gouvernement espagnol lui octroie généreusement le grade de *coronel* (colonel) pour prix des efforts de mobilisation et d'équipement qu'il a déjà accomplis.[478]

André Malraux fut reconnu non seulement pour son action en faveur la République, mais également pour son courage et son autorité sur les hommes de l'escadrille *España* qu'il commandait et qui combattit lors des batailles de Madrid et de Teruel. En plus de la diriger, il en gérait le recrutement, et trouva quelques pilotes au sein des Brigades Internationales, après avoir pris contact avec Marty, en novembre 1936. Il débuta, par la suite, la rédaction de

[475] FJN, 1 MDN 2010 3010 1003 2001 /1 MDN 2010 3010 1003 2002, 27/10/1938.
[476] FJN, 1 MDN 2010 3010 1003 3001, 02/11/1938.
[477] FJN, 1 MDN 2010 3010 1004 1001 / 1 MDN 2010 3010 1004 1002, 30/11/1938.
[478] Lacouture Jean, *Malraux, une vie dans le siècle*, Paris, Seuil, 1973, p.216.

L'Espoir, au printemps 1937, et se rendit au second Congrès International des Ecrivains de Valence en juillet. *L'Espoir*, publié en novembre de la même année, décrit les évènements de juillet 1936 à la bataille de Guadalajara en mars 1937, depuis la perspective du camp républicain. Dans ce roman, Malraux donna son point de vue jugé de « férocement républicain et non hostile au Communisme » par l'historien David Wingeate Pike[479]. En Espagne, les républicains furent « décontenancés » par ce récit ; en France, la droite le reçut avec aversion, tandis que la gauche saluait l'œuvre[480]. Son roman fut adapté en 1940 au grand écran, avec l'aide de Boris Peskine pour sa réalisation, sous le nom de « Espoir, sierra de Teruel »[481]. Le roman ainsi que le documentaire restèrent interdits sous le franquisme.

Si Marty et Malraux eurent, tout deux, une activité prépondérante, cela ne doit cependant pas nous faire oublier le rôle important du conseiller municipal de Paris Vital Gayman, surnommé le « commandant Vidal » et adjoint de Marty, ou des milliers de simples volontaires français, combattant au sein du camp républicain. D'ailleurs le nombre de volontaires, Français ou étrangers, a été la source de nombreux débats entre les différentes puissances internationales, certains le surestimant, d'autres le minimisant, en fonction du camp choisi. Les archives diplomatiques françaises consultées nous ont permis de constater une véritable bataille sur le nombre de volontaires pendant la guerre d'Espagne. Le 14 octobre 1937, Yvon Delbos demanda au chargé d'affaires de France Payart, basé alors à Valence, de lui fournir le nombre de volontaires étrangers servant dans l'armée républicaine. Ce dernier lui répondit cinq jours plus tard, se basant sur les sources du colonel Morel et de José Giral :

1° L'effectif des volontaires étrangers serait d'environ 15.000 hommes en y comprenant non seulement les brigades, mais les détachements spéciaux et les services des unités combattantes.

2° La répartition approximative par nationalités serait la suivante :

Français ……. 6.000

Polonais et Tchécoslovaques ……..….. 2.000

Américains …… 1.000

Anglais …….. 1.000

[479] Wingeate Pike David, *France divided: The French and the Civil War in Spain, op.cit*. p.133.
[480] Lacouture Jean, *Malraux, une vie dans le siècle, op.cit.* pp.249-250.
[481] "Espoir, sierra de Teruel", André Malraux et Boris Peskine, France, Espagne, 1940.

Allemands, Italiens, Balkaniques ……. 4.000[482]

Suite à un article dans la presse italienne *Messaggero* publié quelques jours après, informant que « le nombre des volontaires étrangers, en grande majorité français entrés en Espagne par le Perthus et Cerbère, de septembre 1936 à mai 1937 s'élèverait à 60.000 »[483], Payart précisa que « ce chiffre de 60.000 est certainement supérieur de moitié à la totalité des contingents étrangers » et que « le nombre de Français servant dans les brigades n'a jamais dépassé le chiffre de 12.000 »[484].

Cependant, les recherches d'historiens, tels que Delperrié de Bayac, Broué, Témime, Castells, Skoutelsky ou encore Coale, nous permettent d'obtenir une estimation vraisemblable, même si tous appellent à la prudence, au moment de manier les chiffres. En 1968, Jacques Delperrié de Bayac donnait un ordre de grandeur d'« environ 35 000 volontaires, mais jamais plus de 15 000 en même temps en Espagne » dont 9 000 Français[485]. Pierre Broué et Emile Témime, dans *La Révolution et la guerre d'Espagne*, reprirent les chiffres de Malraux et du commandant communiste Vital Gayman, et estimèrent à 25 000 le nombre de volontaires, tout en s'accordant sur le chiffre de 15 000 en même temps[486]. Andreu Castells indiquait le chiffre précis de 59 380[487]. Pour sa part, Rémi Skoutelsky fondait son estimation de 35 000 à partir du rapport de la Commission de la SDN et de ceux d'Albacete, dont 10 577 Français[488]. D'après ses recherches, la majorité des volontaires français dans les Brigades Internationales arrivèrent entre octobre 1936 et janvier 1937.

L'exagération conséquente à propos du nombre de volontaires envoyés par les Italiens répondait à des intérêts stratégiques en vue de discréditer la non-intervention française et justifier ultérieurement leur action auprès des franquistes, ce qui leur offrait un point de négociation au sein du Comité de Londres. Pour ces derniers, il s'agissait également de surévaluer le nombre pour compenser l'aide octroyée par les Allemands et les Italiens. Face à ces exagérations, la tactique du gouvernement français fut de feindre l'ignorance sur les contingents de volontaires circulant en France. Pour preuve, le ministre des Affaires

[482] DDF/VII, Télégrammes n°555, 556. De M. Payart à M. Delbos, Valence, 19/10/1937, p.177.
[483] DDF/VII, Télégrammes n°562, 563. De M. Delbos à M. Payart, Paris, 25/10/1937, p.225.
[484] DDF/VII, Télégramme n°570. De M. Payart à M. Delbos, Valence, 26/10/1937, p.232.
[485] Delperrié de Bayac Jacques, *Les Brigades Internationales*, *op.cit*, p.386.
[486] Broué Pierre et Témime Emile, *La Révolution et la guerre d'Espagne, op.cit.* p.351.
[487] Cité dans Skoutelsky Rémi, *L'Espoir guidait leurs pas*, *op.cit*, p.327.
[488] *Ibid*, pp.330-333.

Etrangères chargea l'ambassadeur Corbin de transmettre un communiqué en ce sens, auprès de son homologue italien au Comité de Londres :

> Le langage des journaux romains permettant de supposer que le comte Grandi pourrait évoquer la question devant le Comité de non-intervention et demander aux autres gouvernements de faire, sur le nombre de leurs ressortissants servant en Espagne, des déclarations aussi précises que celles du gouvernement fasciste, vous voudrez bien, si la question vous est posée, faire valoir l'impossibilité où se trouverait le gouvernement français de faire une déclaration de ce genre. N'ayant jamais encouragé et encore moins organisé les départs de volontaires, il ignore le nombre de Français qui ont pu passer en Espagne, antérieurement aux accords qui lui ont fait un devoir d'empêcher ces départs. A plus forte raison ne peut-il avoir de précisions sur le nombre de ceux – certainement peu nombreux – qui, par la suite, auraient pu enfreindre l'interdiction.[489]

Le gouvernement fermait donc les yeux sur les départs de volontaires en Espagne, organisés par le PCF, et conservait sa crédibilité dans le Comité de Londres, en rappelant son adhésion à la non-intervention en Espagne, alors que des troupes volontaires partaient soutenir les rangs républicains. Évidemment, personne n'ignorait que des combattants rejoignaient l'Espagne depuis la frontière pyrénéenne, mais la France avait affirmé ouvertement vouloir mettre fin à ces départs. Cette position officielle permettait à la fois à la France et à la Grande-Bretagne de négocier la bonne application du pacte de non-intervention avec l'Italie et l'Allemagne. Anthony Eden écrivait à ce propos :

> […] Le 14 janvier [1937], je dis à Grandi mon espoir que la réponse de son gouvernement serait analogue. L'ambassadeur fit alors allusion aux volontaires qui passaient de France en Espagne. Je lui répondis qu'en tout cas il y avait une différence bien nette entre les positions des deux pays : le gouvernement français s'était maintenant engagé à empêcher le franchissement de la frontière par des volontaires. Ne serait-il pas possible au gouvernement italien de prendre une position analogue ? Grandi admit la force de cet argument et dit qu'il ferait de son mieux auprès de son gouvernement.[490]

Le Front Populaire français déclarait fortement sa fidélité à la non-intervention et ignorait parallèlement les convois sur son sol. Il ne s'agissait donc pas d'une aide directe à proprement

[489] DDF/VII, Télégrammes n°2519, 2520. De M. Delbos à M. Corbin, Paris, 25/10/1937, p.227.
[490] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit*. p.492.

parler, mais d'un moyen détourné pour soutenir la République espagnole et compenser les difficultés issues de son pacte de non-intervention.

Toutefois, fermer les yeux pouvait avoir, par ailleurs, quelques conséquences collatérales. Une note datant de mars 1937, issue des archives de la Fondation Juan Negrín, fait état des activités qualifiées de « fascistes » du consulat français de Barcelone, dirigé par Jean Trémoulet, au début de l'année 1937. D'après le document, Jean Trémoulet engagea des membres du groupuscule d'extrême-droite français Les Croix-de-Feu comme « volontaires » pour rendre des services. Parmi eux, le capitaine Bayard « s'occupait de recevoir les fascistes espagnols et les diriger », et « de récupérer la correspondance dirigée aux fascistes, sans que celle-ci passe par la censure », alors qu'un autre militaire, surnommé « Valette », facilitait aussi la transmission des messages, tandis que Paul Brets se chargeait au port de Barcelone de simplifier l'évasion de fascistes espagnols par bateaux à destination de Marseille[491]. De plus, certains de ces membres se faisaient passer pour des militants socialistes ou communistes, à l'aide d'une carte de membre falsifiée pour intégrer les comités et organisations militaires républicains[492]. Les autorités républicaines informèrent des membres de la SFIO de ces agissements, mais l'affaire ne fut jamais publiée dans la presse française :

> Ayant parlé avec des membres du Parti Socialiste (SFIO) et à des rédacteurs du « Populaire », tous s'accordent à dire qu'il serait dangereux de recourir à la presse, en raison des incidents que cela pourrait provoquer, mais que le Gouvernement espagnol devrait demander au Gouvernement français, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Paris, que l'attaché commercial de Barcelone soit rappelé en France, n'étant pas *persona grata* auprès des autorités du gouvernement républicain, et que les autorités de Barcelone invitent les fameux « volontaires », qui occupent le Consulat de France, à quitter le territoire […]. L'ambassade pourrait également demander qu'on n'utilise plus les services de « volontaires » […].[493]

[491] FJN, 1 MES 3100 0000 5000 6001, mars 1937.

[492] FJN, 1 MES 3100 0000 5000 6003, mars 1937.

[493] FJN, 1 MES 3100 0000 5000 6003, mars 1937.
"Habiendo hablado con miembros del Partido Socialista (SFIO) y redactores de "Le Populaire", todos coinciden en decir que sería peligroso recurrir a la prensa por los incidentes que podría provocar pero que el Gobierno español debería por medio de su embajador en Paris pedir al Gobierno francés que fuese llamado a Francia al agregado comercial de Barcelona por no ser persona grata a las autoridades del Gobierno republicano y que las autoridades de Barcelona inviten a los famosos "voluntarios" que ocupan el Consulado de Francia a que abandonen el territorio […]. La Embajada podría igualmente pedir que no se utilice el servicio de "voluntarios" […]."

Dans un premier temps, la presse de gauche ne souhaitait pas, en effet, ébruiter cette affaire, par peur des conséquences qu'elle pourrait avoir, notamment chez les communistes qui auraient pu faire pression sur le gouvernement français afin qu'il intervienne en Espagne, rompant ainsi le pacte de non-intervention. De plus, le Front Populaire fermant déjà les yeux sur les volontaires intégrant les Brigades Internationales, on aurait pu lui reprocher d'être partisan en interférant dans cette affaire. Ce document fait donc état d'un certain malaise, vis-à-vis du silence sur la situation des volontaires français en Espagne. Cependant, dans ce cas précis, la voie diplomatique employée par le gouvernement républicain espagnol, préoccupé par ces agissements, porta ses fruits, comme le signale Guillaume Horn :

> […] Mais cet activisme diplomatique inquiète la République espagnole qui craint un double-jeu de la part de la France. Le Consul n'est pas étranger à ces soupçons car il est révélé, en avril 1937, par la presse, que celui-ci s'appuie sur des membres des Croix-de-Feu […] pour espionner et sélectionner les Espagnols éligibles à l'exil. Un détail troublant qui s'ajoute au refus d'aider des Espagnols socialistes à avoir des passeports pour la France. […] Trémoulet est finalement muté […] à destination de l'Australie. Il y sera mis sous surveillance des services secrets […].[494]

Si le gouvernement français laissait passer les volontaires brigadistes vers le camp républicain, il devait, en contrepartie, user de moyens détournés pour que les abus contraires soient déjoués sans éveiller les soupçons de l'opposition de droite et d'extrême-droite et ceux du PCF, fervent partisan d'une intervention.

Face à l'épineuse question des volontaires en Espagne, que nous venons d'aborder et qui fut posée en décembre 1936 au Comité de Londres, l'ambassadeur Charles Corbin, qui faisait partie depuis le début de la guerre des personnes hostiles à toute intervention française en Espagne qui mettait, à ses yeux, à mal les relations entre la France et la Grande-Bretagne, resta pourtant fidèle à la non-intervention. Cette attitude permettait en effet de conserver un

[494] Horn Guillaume, *Les Français de Barcelone, Ombres et lumières, du XVème au XXème siècle,* Barcelone, Pensódromo 21, 2021.
https://books.google.fr/books?id=QRsdEAAAQBAJ&pg=PT152&lpg=PT152&dq=jean+tr%C3%A9moulet+consul+barcelone&source=bl&ots=rg4DkZ_yhB&sig=ACfU3U3iiQmJaJTVU3Vuh4sPKvZ2R0Zryw&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwjt6ueZy-zzAhVQQhoKHdncDHsQ6AF6BAgXEAM#v=onepage&q=jean%20tr%C3%A9moulet%20consul%20barcelone&f=false
(Consulté en ligne le 28/10/2021).

certain *statu quo* diplomatique avec les Britanniques. *Statu Quo* certes, mais une non-intervention éprouvante pour réussir à convaincre les autres puissances, sans grand succès. Jean-Baptiste Duroselle écrivait à ce propos :

> Yvon Delbos se donne une peine infinie pour faire aboutir contre toute espérance une politique de non-intervention qui, dès octobre 1936, est pratiquement condamnée. Il ne s'agit pas d'un énorme effort accompli dans le but de ne rien faire, mais d'une inlassable et vaine tentative pour empêcher les autres d'agir.[495]

Malgré une tâche ardue, Français et Britanniques ne désespéraient pas et poursuivaient leur labeur. Le 4 décembre 1936, une note franco-britannique fut transmise à Berlin, Rome, Lisbonne, Moscou et Washington. Cette note nous révèle que les gouvernements français et britannique partageaient leurs visions de la situation en Espagne, alors que le conflit semblait durer. Face au danger que représentait la participation de pays étrangers en Espagne, les puissances avaient « l'obligation de rechercher en commun de nouveaux moyens d'apporter une contribution plus active au dénouement de la crise actuelle »[496]. Le document nous indique, par ailleurs, qu'après leurs adhésions au pacte de non-intervention, les Allemands, Italiens, Portugais et Soviétiques étaient censés placer le maintien de la paix au-dessus de toute autre considération. Nous estimons, malgré tout, que la volonté de parvenir à cet objectif était, pour le moins, à nuancer du côté des puissances fascistes, les deux gouvernements leur réclamant à ce titre la réaffirmation de leur fidélité et de leurs bonnes intentions à l'égard du pacte de non-intervention. Cela impliquait, bien entendu, « d'examiner sans délai les mesures immédiates à prendre en vue d'établir un contrôle effectif touchant tous les envois de matériel de guerre à destination de l'Espagne »[497]. En plus du plan de contrôle à mettre en œuvre, Français et Britanniques prièrent leurs homologues de s'associer avec eux, pour mettre un terme aux hostilités en Espagne « par une offre de médiation », et pour les Britanniques, cette note comportait deux objectifs précis, comme l'explique Enrique Moradiellos :

> […] Ce même 4 décembre, une note conjointe franco-britannique demandait que Berlin, Rome, Lisbonne et Moscou se joignent à une déclaration de soutien renouvelé à la non-intervention, et que soit évaluée la possibilité de faire une offre de médiation collective pour le

[495] Duroselle Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939*, *op.cit.* pp.314-315.
[496] DDF/IV, Télégramme n° 1082 à 1085. De M. Delbos aux Représentants diplomatiques de France à Berlin, Moscou, Washington, Lisbonne, Rome. Paris, 04/12/1936, p.146.
[497] *Ibid*, p.147.

conflit espagnol. Si la première démarche prétendait retarder les travaux du Comité, la seconde visait à ce que la réunion du Conseil de la Société des Nations (prévue le 10) se désintéresse dignement de la question espagnole en recommandant le soutien à l'initiative.[498]

L'ambition du gouvernement britannique était en effet de conserver le contrôle de la situation au sein d'un Comité, qu'il présidait. L'Allemagne et l'Italie reçurent de manière positive cette note, mais seulement dans la mesure où elle leur permettait de gagner du temps, ce qui satisfaisait les Britanniques, en pleine négociation pour l'organisation d'un *Gentlemen's Agreement* entre l'Italie et la Grande-Bretagne. Retarder les travaux vers un plan de contrôle arrangeait également le gouvernement de Baldwin, qui était confronté à une crise majeure de sa monarchie, avec l'abdication d'Edouard VIII. En ce qui concerne les Français, la note vint réaffirmer dans les faits la non-intervention, alors que le débat parlementaire se poursuivait, et que la Direction Politique du Quai d'Orsay s'inquiétait, auprès d'Yvon Delbos, du départ massif de volontaires français en Espagne. Les services de René Massigli, personnalité forte de la diplomatie française, rappela les circulaires des 21 août et 29 novembre 1936, qui ordonnaient aux préfets de s'opposer à des organisations qui proposaient à des ressortissants français de participer à la guerre d'Espagne. « Or [la circulaire du 29 novembre] [ne put] empêcher ni les départs massifs de volontaires, ni le développement d'une organisation de recrutement. »[499]

Les Soviétiques répondirent favorablement, le 15 décembre, aux propositions de projet de contrôle et d'offre de médiation. La dépêche de l'ambassadeur Coulondre à Moscou nous informe que « le gouvernement soviétique élargit même […] nos suggestions, en précisant que le contrôle à instituer devait porter sur l'ingérence indirecte aussi bien que sur l'action directe »[500]. Les violations précédentes du pacte de non-intervention, depuis le mois de septembre, avaient « avivé un sentiment de défiance » en Union Soviétique. Si l'on se tient aux propos de l'ambassadeur, la proposition franco-britannique fut accueillie à Moscou « avec un véritable sentiment de soulagement », même si les journaux proches du pouvoir

[498] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*. pp.124-125.
"Aquel mismo día 4 de diciembre, una nota conjunta franco-británica pedía a Berlín, Roma, Lisboa y Moscú que se sumasen a una declaración de renovado apoyo a la No Intervención y que evaluasen la posibilidad de hacer una oferta de mediación colectiva en el conflicto español. Si la primera gestión pretendía dilatar las labores del Comité, la segunda trataba que la reunión del Consejo de la Sociedad de Naciones (prevista para el día 10) se desentendiese dignamente del tema español recomendando el apoyo a la iniciativa."
[499] DDF/IV, Note de la Direction Politique. *Volontaires pour l'Espagne*. 04/12/ 1936, p.147.
[500] DDF/IV, Dépêche n°394, de M. Coulondre à M. Delbos, Moscou, 15/12/1936, p.247.

s'interrogeaient si cette nouvelle initiative constituerait « encore une farce »[501]. Plus loin, Coulondre souligna que cette appréciation positive n'avait pas toujours été observée au Kremlin. L'attitude de passivité, adoptée par la France dans les évènements en Ethiopie et en Rhénanie[502], n'avait pas contribué à offrir une vision positive du pays. En réalité, le doute et la défiance progressive des Soviétiques, vis-à-vis des démocraties occidentales, s'accentuaient malgré le pacte signé entre la France et l'URSS, en 1935. Oleg Khlevniuk fait remarquer à ce sujet :

> Le réchauffement des relations avec la France, entamé au milieu des années 1930, fut de courte durée et ce, malgré la menace que la montée fulgurante du nazisme faisait peser sur les deux pays. La guerre civile espagnole multiplia les désaccords entre l'Union Soviétique et les démocraties occidentales.[503]

Malgré ce scepticisme apparent, l'URSS accepta toutefois la proposition franco-britannique et se maintint dans le pacte de non-intervention. Elle l'accepta d'autant plus facilement que son aide en Espagne se poursuivait à grande échelle. Les travaux de Broué et Témime ont bien montré que les Soviétiques envoyaient entre trente et quarante navires par mois, entre octobre 1936 et mars 1937[504] pour livrer des produits autorisés (vivres, vêtements, essence, véhicules), mais également du matériel de guerre. Dès lors, la diplomatie française souhaitait accélérer le processus vers un aboutissement du projet de contrôle en Espagne. Si l'accueil d'un contrôle avait été positif pour l'Allemagne et l'Italie, poursuivant leur tactique dilatoire, ils ne l'avaient, au 22 décembre, toujours pas accepté concrètement. Au cours d'un entretien, Charles Corbin avertit par conséquent Eden de « l'extrême importance que le gouvernement de la République attache à voir aboutir les négociations du Comité de non-intervention tendant à l'établissement du contrôle en Espagne »[505]. Le diplomate français semblait s'agacer du fait que la Grande-Bretagne, qui assumait la présidence du Comité, ne prenne pas de manière plus efficace la responsabilité d'obtenir les accords de toutes les puissances, dans les plus brefs délais. Le projet était en effet en discussion depuis un mois et demi, et aucun accord n'était encore ratifié. Souhaitant rassurer les Français, le chef du Foreign Office répondit qu'il

[501] *Ibid*, p.248.
[502] L'Ethiopie fut envahie par Mussolini en 1935, sans que la France n'intervienne. Les nazis remilitarisèrent la région de la Rhénanie, en violation du Traité de Versailles de 1919, épisode au cours duquel les Français n'ont pas montré d'opposition.
[503] Khlevniuk Oleg, *Staline*, Paris, Gallimard, 2019, p.319.
[504] Temime Emile et Broué Pierre, *La révolution et la Guerre d'Espagne*, op.cit. p.341.
[505] DDF/IV, Télégrammes n°2570 à 2574, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 22/12/1936, p.316.

était bien sûr en faveur d'un contrôle, mais que « nous nous [heurtions] à des difficultés dont la solution ne [dépendait] malheureusement pas de la bonne volonté de la Grande-Bretagne ». Ici réside, à notre avis, justement le cœur du problème : trouver un accord avec les puissances de l'Axe constituait un exercice délicat, et l'historien Jean-François Berdah précise que « le Foreign Office [se heurtait] à la mauvaise volonté des puissances européennes, du moins jusqu'à ce que la situation en Espagne [soit] clairement tournée en faveur de Franco »[506]. Eden ajouta ensuite qu'à ses yeux, la question des volontaires était la plus importante. Après s'être entretenu avec les ambassadeurs italiens et allemands, il sentit que cette question serait fondamentale pour la suite des négociations. A ces propos, Charles Corbin rétorqua qu'avant de résoudre ce point, la France désirait que le projet de contrôle soit organisé et accepté, afin que « les décisions prises ne restent pas lettre morte ». Pour cela, les gouvernements français et britannique devaient avancer « avec fermeté et détermination ». On le voit, la diplomatie française tentait d'amener son allié britannique à rendre sa politique extérieure espagnole plus efficiente. Corbin proposa par conséquent dès le lendemain une action au Comité auprès des puissances européennes, pour accélérer l'adhésion de tous les pays. La diplomatie française était, bien entendu, consciente des manœuvres allemandes et italiennes, visant à retarder la mise en place du projet de contrôle, ce qui permettait d'acheminer davantage de troupes et de matériel de guerre vers le camp franquiste. Les évènements suivants lui donnèrent raison. Le 7 janvier 1937, François-Poncet, ambassadeur à Berlin, transmit des renseignements à Delbos, qui circulaient, par ailleurs, dans les milieux berlinois, sur une nouvelle intervention allemande en Espagne.

> […] On m'assure qu'une dizaine de mille hommes serait, à l'heure actuelle, en partance d'Allemagne, ou déjà en cours de route, pour l'Espagne. Les 2.000 hommes rassemblés à Munich […] feraient partie de ce contingent. Il s'agirait de volontaires pris [à la fois] parmi certaines unités de l'armée […], et parmi les milices noires ou brunes. […]
>
> Les 10.000 Allemands expédiés correspondraient aux 10.000 Italiens déjà arrivés à destination. Le général Franco avait réclamé 60.000 hommes. On lui enverrait 20.000. Le retard de la réponse italo-allemande à la démarche franco-anglaise […] s'expliquerait ainsi par le désir de laisser aux renforts le temps de débarquer. […] Quoi qu'il en soit, il paraît certain que Berlin reste absolument décidé à soutenir jusqu'au bout la cause de Franco.[507]

[506] Berdah Jean-François, *La démocratie assassinée, la République espagnole et les puissances, 1931-1939, op.cit.* p.287.
[507] DDF/IV, Télégrammes n°87 à 90, de M. François-Poncet à M. Delbos, Berlin, 07/01/1937, pp.419-420.

Face à ces nouvelles infractions au pacte de non-intervention, le constat était clair pour les diplomates français : l'Allemagne et l'Italie allaient poursuivre leur aide au général Franco. Une constatation partagée et déplorée de l'autre côté de la Manche par Eden, alors que la Grande-Bretagne venait de signer avec l'Italie, le 2 janvier 1937, un *gentleman's agreement*, dans le but de limiter l'action italienne en Méditerranée. Juan Avilés Farré précise à ce sujet :

> Cette hausse de l'intervention italienne en Espagne s'était produite, au grand dam d'Anthony Eden, immédiatement après que la Grande-Bretagne et l'Italie aient signé le dénommé gentleman's agreement du 2 janvier 1937. Dans celui-ci, les deux puissances déclarèrent leur intérêt à la liberté de trafic en Méditerranée, leur engagement vis-à-vis du maintien du statu quo territorial dans la zone, le respect mutuel de leurs intérêts respectifs […] et leur souhait d'éviter des activités qui pourraient porter préjudice à leurs bonnes relations. Mussolini ne se sentit pas excessivement contraint par cet accord […].[508]

Malgré cela, Eden confirmait sa fidélité aux Français et à la politique de non-intervention[509], et proposa en réponse de profiter des déclarations allemandes et italiennes pour imaginer des solutions qui les impliqueraient de fait au projet de contrôle. Allemands, Italiens, Portugais et Soviétiques avaient déclaré être disposés à interdire le recours au recrutement de volontaires vers l'Espagne. Compte-tenu de la neutralité britannique, Eden lança l'initiative suivante :

> Je proposai que nous offrions les services de la Marine Royale, pour contrôler tous les abords des ports et des lieux de débarquement, aussi bien sur la côte espagnole que dans les possessions espagnoles d'outre-mer, afin d'empêcher l'accès de ces territoires aux volontaires ou au matériel de guerre. Nous devions demander aux autres nations d'accepter que nos navires fussent autorisés à visiter les navires marchands ou à les envoyer dans un port convenable, si l'inspection ne pouvait être effectuée en mer. Comme témoignage de notre impartialité, je proposai qu'à bord de tout navire britannique employé à cette tâche fût placé un officier de marine de l'un des pays ayant signé l'accord de non-intervention. [510]

---

[508] Avilés Farré Juan, *Las grandes potencias ante la guerra de España*, Madrid, Arco Libres, 1998, p.38.
"Este incremente de la intervención italiana en España se había producido, para decepción de Anthony Eden, inmediatamente después de que Gran Bretaña e Italia hubieran firmado el llamado acuerdo entre caballeros del 2 de enero de 1937. En el mismo, ambas potencias declararon su interés en la libertad de tráfico en el Mediterráneo, su compromiso respecto al mantenimiento del statu quo territorial en el área, el mutuo respeto a sus intereses respectivos […] y su deseo de evitar actividades que pudieran perjudicar sus buenas relaciones. Mussolini no se sintió excesivamente coartado por este acuerdo […]."

[509] DDF/IV, Télégrammes n°39 à 44, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 07/01/1937, p.422

[510] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit*. p.490.

Cependant, cette proposition d'Eden n'était pas du goût du reste du gouvernement de Stanley Baldwin. Pour Sir Samuel Hoare, ce plan constituait une sorte d'intervention visant à empêcher Franco de gagner la guerre d'Espagne. D'autres membres du gouvernement craignaient des incidents possibles avec les Italiens et les Soviétiques et l'initiative ne fut finalement pas retenue. Si nous nous référons aux travaux d'Enrique Moradiellos, ce refus du gouvernement comportait deux raisons stratégiques :

> Le refus ferme du cabinet ministériel à seconder le réajustement projeté par Eden se devait surtout au fait qu'il impliquait un nouvel examen de deux paramètres cruciaux de la politique d'apaisement : elle contredisait la décision réitérée de ne pas entraver le rapprochement vers l'Italie pour des raisons espagnoles « marginales », et elle favorisait une concurrence objective et non désirée avec la politique soviétique en Espagne et en Europe.[511]

A propos du *gentleman's agreement* signé début janvier, qui entamait un rapprochement entre la Grande-Bretagne et l'Italie, rappelons que le gouvernement britannique avait une préférence pour une victoire de Franco et que Anthony Eden se trouvait isolé dans son propre gouvernement, ce qui allait le conduire à sa démission un an plus tard, en février 1938.

Malgré les complications posées par la Grande-Bretagne, dans ses relations avec les puissances fascistes, nous aurions pu penser que la France se désolidarise de son allié sur la question espagnole. Pourtant, il n'en fut rien, et le 10 janvier, le gouvernement français passa à l'action en informant, par la voie diplomatique, son homologue britannique qu'il demanderait au Parlement français, au cours de la séance du 15 janvier, un « pouvoir lui permettant de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher le recrutement et l'envoi de volontaires à destination de l'Espagne »[512], mesure qui serait, par ailleurs, « adopté à l'unanimité (590 voix contre 0) » par la Chambre des députés, comme l'a écrit Serge Berstein[513], relevant en outre le soutien du PCF, qui favorisait pourtant le recrutement de

---

[511] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*. pp.133-134.
"La férrea negativa del gabinete a secundar el reajuste proyectado por Eden se debía sobre todo a que conllevaba una revisión incipiente de dos parámetros cruciales de la política de apaciguamiento: contradecía la reiterada decisión de no obstaculizar el acercamiento a Italia por "marginales" motivos españoles y propiciaba una concurrencia objetiva e indeseable con la política soviética en España y en Europa."
[512] DDF/IV, Télégrammes n°117, 118, de M. Delbos à M. Corbin, Paris, 10/01/1937, p.456.
[513] Berstein Serge, *Léon Blum*, Paris, Fayard, p.528.

volontaires. Le gouvernement était en effet prêt à mettre en application ces mesures sans aucun délai, seulement si les autres puissances s'engageaient dans une voie similaire, ce qui constituait une nouvelle preuve de sa bonne volonté, mais traduisant néanmoins l'impossibilité attendre indéfiniment. La coalition du Front Populaire posa ses conditions : si dans une période supérieure à quinze jours, les Français n'avaient pas obtenu l'accord des autres pays, ils se réservaient le droit « ou bien de revenir sur les mesures précédentes ; ou bien de demander à tous les pays prêts à participer à des mesures de contrôle de les assurer avec [eux] ». Voyant les tractations pour un plan de contrôle constamment retardées, la France décidait d'accélérer la concrétisation du projet. Malheureusement, nous pouvons douter que la réponse de Lord Plymouth ait été satisfaisante pour les Français, ce dernier signalant que le Comité nécessitait l'accord des autorités des deux camps espagnols. D'après le président du Comité, la réponse de la République espagnole « [manquait] de netteté »[514], tandis que celle de Franco n'avait pas encore été transmise. Toutefois, pour tenter de calmer les inquiétudes françaises, il promit à Corbin qu'il ferait tout pour hâter les négociations, bien conscient que la France ne pouvait attendre davantage. La France continuait de faire pression sur la Grande-Bretagne, pression confirmée par Yvon Delbos dans une lettre à l'ambassadeur britannique à Paris, Sir George Clerk deux jours plus tard. Cette lettre nous fait part de l'impatience grandissante de la France, indiquant que si le délai de négociation n'était pas « raisonnable », « le gouvernement de la République [devrait] réserver toute sa liberté d'action »[515]. Contraints et forcés, et malgré une volonté claire de soutenir Franco, les gouvernements italiens et allemands acceptèrent la proposition de la Grande-Bretagne, deux semaines plus tard. Cette décision mit partiellement un terme à leurs stratégies d'obstruction, les deux puissances adhérant au principe d'interdiction de la sortie de volontaires vers l'Espagne, une fois le système de contrôle mis en place.

Nous pourrions être tentés de penser, d'après ces échanges, que les négociations étaient en bonne voie d'être achevées, en vue d'un contrôle efficace de la non-intervention. Il n'en fut rien, Britanniques et Français en étaient tout à fait conscients. Selon Corbin, « Lord Plymouth [n'était] pas tout à fait sûr que le texte de réponses italienne et allemande ne dissimule pas certaines embûches »[516]. Le représentant français au Comité demanda expressément au président d'obtenir l'accord du Portugal, sans lequel « la surveillance navale devrait considérablement être accrue et entraînerait de lourdes charges pour les puissances à

[514] DDF/IV, Télégrammes n°84 à 86, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 11/01/1937, p.463.
[515] DDF/IV, Lettre de M. Delbos à Sir George Clerk, Paris, 13/01/1937, p.478.
[516] DDF/IV, Télégrammes n°197 à 200, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 27/01/1937, p.617.

qui elle incomberait ». De ce rapport transmis à Delbos, on ressent de manière évidente le désir français de ne perdre aucune seconde supplémentaire dans la mise en place du système de contrôle, sans lequel la participation de volontaires, dans un camp comme dans l'autre, se poursuivrait de manière inexorable. Duroselle explique à ce sujet:

> Face à cette masse d'hommes bien armés, les Brigades Internationales sont peu de chose. Mais elles préoccupent Delbos et Eden, car elles servent de justification à l'Italie et à l'Allemagne. « La déclaration de non-intervention ne fut qu'un alibi. » A partir de ce moment-là se développe l'idée suivante : proclamer la non-intervention ne signifie rien s'il n'y a pas de « contrôle ». […] Delbos lance cette idée, et des mois de discussions vont s'en suivre.[517]

Cette croyance se renforçait toujours plus dès lors que de nouveaux volontaires débarquaient en Espagne. De plus, Corbin savait que le coût de ce plan serait plus élevé que prévu (900 000 livres au lieu des 600 000 initialement calculées), et recommandait de hâter les négociations. Au cours de la nouvelle séance du Comité, le 28 janvier 1937, alors que l'Allemagne et l'Italie se montraient enclines à une mise en œuvre rapide du plan, ce fut au tour du Portugal de se placer en contradiction systématique à toutes les propositions. Le représentant portugais affirma que le plan serait favorable aux républicains espagnols, dans la mesure où les bateaux mexicains ne seraient pas contrôlés. Il est vrai que le Mexique fut un pays plateforme pour la livraison de matériel de guerre vers la République[518]. L'URSS, pour sa part, souhaitait être incluse dans le contrôle des côtes espagnoles. Malgré l'apparente bonne volonté des puissances de l'Axe, Enrique Moradiellos cite un télégramme de l'ambassade d'Allemagne à Rome, soulignant que le Comte Ciano avait ordonné à son représentant au Comité, Dino Grandi qu'« il continue à adopter une attitude positive sur la question du contrôle et des volontaires », mais que « la résistance [pouvait] être ouverte seulement par l'intermédiaire de sabotage sous forme de retard »[519]. La stratégie d'obstruction au Comité se poursuivait, à laquelle le Portugal ajoutait son concours, le régime de Salazar voyant d'un mauvais œil la participation au contrôle des Soviétiques. Le retardement systématique des puissances de l'Axe dans les négociations s'expliquait par la volonté d'aider massivement le camp franquiste avant la mise en place du contrôle. Le chargé d'affaires à Rome Blondel témoigna de cela dans une dépêche confidentielle envoyée à Delbos, le 9 février :

---

[517] Duroselle Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939*, *op.cit.* p.319.
[518] Alpert Michael, *A new international history of the Spanish Civil War*, *op.cit*. pp.107-108.
[519] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*. p.138.

[…] Les expéditions de volontaires et d'armes d'Italie en Espagne se sont singulièrement multipliées ces derniers temps. Il ressort en effet des renseignements qui continuent à me parvenir de divers côtés que le gouvernement fasciste entend, pendant ces dernières semaines, fournir au général Franco tous les éléments nécessaires pour lui permettre d'obtenir rapidement la victoire finale. On me signale que deux généraux et trois colonels de l'armée régulière viennent de partir pour l'Espagne afin de diriger le corps de 25 000 hommes qui devra être composé avant la fin du mois, car on prévoit, à ce moment-là, une grosse offensive nationaliste qui sera, on l'espère, décisive. […]

Quoi qu'il en soit, l'intervention fasciste en Espagne revêt maintenant un aspect tout différent. Il ne s'agit plus désormais, d'une façon générale, de départs de volontaires plus ou moins embrigadés. L'armée régulière est mise à contribution. […] Si l'on estime à environ 40 à 45 000 hommes le chiffre total des contingents italiens qui combattent présentement avec les rebelles, il semble qu'on puisse raisonnablement considérer qu'au rythme actuel des départs et compte tenu des transports qui sont en route, il y aura environ 60 000 Italiens à la fin de février dans les rangs des nationalistes espagnols.[520]

Les chiffres annoncés par Blondel, à l'issue du mois de février, semblaient alors spéculatifs. En réalité, l'aide apportée par les Italiens à ce moment de la guerre est estimée, par Javier Rodrigo à 49 000 soldats jusqu'à la fin de l'hiver[521]. Conscients que ce soutien massif des fascistes risquait de faire basculer le cours de la guerre d'Espagne en faveur de Franco, les Français et les Britanniques finirent finalement par trouver un accord avec les autres puissances. Le 16 février, tous les membres du Comité de non-intervention approuvèrent le plan de contrôle, ainsi que l'interdiction de recrutement de volontaires et leurs passages vers l'Espagne.

Pour marquer son adhésion pleine et entière, le président de la République française Albert Lebrun décréta officiellement, deux jours plus tard, qu'il était « interdit à tout ressortissant français de prendre du service dans des forces armées en Espagne », que « le recrutement, sous quelque forme que ce soit, pour les forces armées […], de même que tout acte tendant à l'enrôlement dans lesdites forces [étaient] interdits sur le territoire français »[522]. Enfin, tout Français ou étranger (à l'exception des Espagnols) ne pouvait quitter le pays, ou passer par le territoire français, pour rejoindre l'Espagne. Or, si la frontière française était bien

[520] DDF/IV, Dépêche n°55, De M. Blondel à M. Delbos, Rome, 9 février 1937, pp.725-726 ; 728.
[521] Rodrigo Javier, *La guerra fascista, Italia en la Guerra Civil española, 1936-1939*, *op.cit*. p.110.
[522] DDF/IV, Annexes des télégrammes n°431-432, de M. Delbos à M. Corbin, Paris, 18/02/1937, pp.801-802.

surveillée, ce n'était pas le cas de la frontière portugaise, dont les observateurs faisaient preuve de laxisme. Alors que tout semblait enfin être possible, après des mois de négociations lentes et difficiles, le laxisme obligea les puissances démocratiques à proposer un autre plan de contrôle, comme l'écrit Guy Hermet :

> L'inefficacité de ces mesures appliquées avec une extrême mauvaise grâce par l'Italie, l'Allemagne, le Portugal et l'Union Soviétique conduit la Grande-Bretagne et la France à proposer un deuxième plan de contrôle le 8 mars 1937. Celui-ci prévoit une surveillance navale assurée au large des côtes espagnoles par les marines anglaise, française, italienne et allemande. Il resserre aussi les vérifications sur les frontières terrestres mais se heurte toujours aux réticences portugaises.[523]

Une « Assemblée Internationale de la Non-intervention en Espagne » fut créée, par le Comité, pour veiller à la gestion pratique du contrôle aux frontières terrestres et maritimes, ainsi que celui des marchandises à destination de l'Espagne. A la frontière pyrénéenne franco-espagnole, le Comité de Londres prévoyait 130 agents, et autant à la frontière avec le Portugal. Pour gérer les façades maritimes, une flotte navale, comportant des navires français, britanniques, italiens et allemands, veillait au bon respect de la non-intervention, les bateaux étant autorisés, à leur tour, à inspecter d'autres navires de marchandises vers l'Espagne et, le cas échéant, à intercepter ceux qui violeraient l'embargo. Les côtes espagnoles furent réparties entre les différentes flottes, comme l'indique Moradiellos :

> a. La marine britannique patrouillerait la zone côtière de la frontière du nord hispano-française au Cabo Busto (dans les Asturies) et l'aire côtière depuis la frontière sud hispano-portugaise jusqu'au Cabo de Gata (Almería).
>
> b. la marine française patrouillerait la zone comprise entre Cabo Busto et la frontière nord hispano-portugaise, les eaux côtières du Maroc espagnol et les îles d'Ibiza et de Majorque.
>
> c. la flotte allemande patrouillerait la côte entre le Cabo de Gata et le Cabo de Oropesa (Castellón).

[523] Hermet Guy, *La guerre d'Espagne, op.cit.*, p.206.

d. la flotte italienne patrouillerait la côte depuis le Cabo Oropesa jusqu'à la frontière orientale hispano-française et l'île de Minorque.[524]

La flotte soviétique ne fut, quant à elle, pas retenue pour le contrôle maritime, mais l'URSS se montra malgré tout enthousiaste vis-à-vis du contrôle mis en place, et son représentant Ivan Maïsky affirma d'ailleurs, lors de la séance du 8 mars au Comité, que « son seul intérêt était de mettre un terme à l'intervention des autres puissances, afin de permettre au peuple espagnol de décider lui-même du régime qu'il voulait se donner »[525]. Enfin, environ 550 agents furent disséminés dans des ports français (Brest, Cherbourg, Le Verdon, Marseille, Oran[526], Sète), britannique (Douvres, Gibraltar), italien (Palerme) et portugais (Lisbonne, Madère), pour observer les bateaux à destination de l'Espagne.

Comme en août 1936, c'est au prix de nombreuses tractations, mêlées de mauvaise volonté, que la France obtint, le 8 mars 1937, le plan de contrôle qu'elle espérait depuis la fin novembre 1936. En cause une stratégie d'obstructions administratives, techniques et politiques par l'Allemagne, l'Italie et le Portugal, qui en profitaient parallèlement pour poursuivre leur soutien à Franco. La diplomatie française tenta d'accélérer le processus en exerçant une pression sur le Comité de Londres, mais son succès fut limité. Ici encore, la politique de non-intervention constitua un échec dans son incapacité à se montrer ferme vis-à-vis des violations répétées, et ainsi ramener la guerre d'Espagne à un simple conflit intérieur. Un Comité également inefficace pour sa lenteur à obtenir rapidement la mise en vigueur d'un plan de contrôle.

Parallèlement aux longues tractations du Comité, la lutte sur les différents fronts se poursuivait. Depuis le début de l'année 1937, comme nous l'avons évoqué dans la première partie de notre travail, les combats se poursuivaient en vue de l'occupation de Madrid, mais les républicains avaient réussi à résister face aux tentatives du camp franquiste. Après la

---

[524] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*. pp.139-140.
"a. la armada británica patrullaría la zona costera desde la frontera norteña hispano-francesa hasta el cabo Busto (Asturias) y el área costera desde la frontera sureña hispano-portuguesa hasta el cabo de Gata (Almería).
b. la armada francesa patrullaría la zona comprendida entre cabo Busto y la frontera norteña hispano-portuguesa, las aguas costeras del Marruecos español y las islas de Ibiza y Mallorca.
c. la flota alemana patrullaría la costa entre el cabo de Gata y el cabo de Oropesa (Castellón).
d. la flota italiana patrullaría la costa desde el cabo de Oropesa hasta la frontera oriental hispano-francesa y la isla de Menorca."

[525] DDF/V, Télégrammes n°629, 630, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 09/03/1937, p.131.

[526] Oran, ville d'Algérie alors département français.

conquête de Malaga, en février 1937, le général Franco tenta un nouvel assaut sur la capitale espagnole, en essayant d'encercler la ville. A l'est, à la mi-février, une offensive fut organisée sur la région du Jarama, afin de couper la connexion clé entre Madrid et Valence, où s'était réfugié le gouvernement républicain. Les troupes du général Orgaz parvinrent à gagner du terrain, mais pas suffisamment pour atteindre leur objectif final, comme le rappelle Paul Preston :

> Pendant que les républicains se préparaient à contre-attaquer, les forces nationales dirigées par le général Orgaz déclenchèrent une grande offensive à travers la vallée du Jarama, sur la route de Madrid-Valence à l'est de la capitale. Celle-ci fut férocement défendue par les troupes républicaines, renforcées par les Brigades Internationales. […] Le Front national avança de quelques kilomètres, mais sans obtenir aucun avantage stratégique.[527]

La République résistait alors qu'à ce moment-là, le nombre de soldats combattant dans chaque camp s'élevait à environ 350 000, si nous reprenons les chiffres proposés par Julián Casanova[528]. L'historien espagnol ajoutait que parmi les troupes insurgées, on comptait près de 80 000 Italiens. Malgré cet échec, Franco souhaitait continuer l'offensive et prépara une nouvelle opération début mars sur Guadalajara, à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Madrid, menée par les fascistes italiens et le général Mario Roatta. Les conditions météorologiques se dégradèrent, avec des chutes de neige et des pluies abondantes, rendant compliquées les offensives de la mi-mars. La situation se décanta après le 17 mars : les républicains finirent par s'imposer à Guadalajara. Ce fut une déroute pour les soldats de Mussolini, comme l'écrit Paul Preston :

> La défaite de Guadalajara – la première du fascisme – était due à plusieurs facteurs – le temps, le moral bas, l'équipement inapproprié des Italiens et le courage obstiné des républicains. […] Du point de vue militaire, Guadalajara était seulement une victoire défensive d'importance moindre, mais en termes de moral, ce fut un grand triomphe républicain.[529]

---

[527] Preston Paul, *La Guerra Civil española*, *op.cit*., p.208.
"Mientras los republicanos se preparaban para contraatacar, las fuerzas nacionales dirigidas por el general Orgaz desencadenaron una gran ofensiva a través del valle del Jarama, sobre la carretera de Madrid-Valencia, al este de la capital. Esta fue ferozmente defendida por las tropas republicanas, reforzadas por las Brigadas Internacionales. […] el Frente nacional avanzó algunos kilómetros, pero no se consiguió ninguna ventaja estratégica."

[528] Casanova Julián, *República y guerra civil*, *op.cit*., p.380.

[529] Preston Paul, *La guerra civil española*, *op.cit*, p.210.
"La derrota de Guadalajara – la primera del fascismo – se debió a diversos factores – el tiempo, la baja moral, el equipo inapropiado de los italianos y el obstinado valor de los republicanos. […] Desde el punto de vista militar,

Cette victoire défensive était due à une contre-attaque, qui avait permis de faire reculer les troupes italiennes. Contraint par les circonstances, Franco décida effectivement de pratiquer une guerre d'usure vis-à-vis de la République, qui consista à n'attaquer que lorsque le moment propice serait venu, et à éliminer les ennemis sur les zones déjà contrôlées.

Les différentes étapes de cette bataille furent suivies et relayées par les reporters des quotidiens français. Il convient donc ici d'analyser le traitement qu'une partie de la presse consacra à cet évènement. La volonté de la presse de Front Populaire est alors de rassurer ses lecteurs et ses militants, sur le fait que la victoire républicaine à Guadalajara représente un espoir, une étape dans le combat de la Seconde République espagnole contre le camp franquiste. Au fil de ces articles, il y a aussi, nous semble-t-il, une intention de démoraliser la frange de l'opinion publique favorable aux franquistes, une technique fréquemment utilisée par les propagandistes pour jouer et infléchir le moral de l'opinion publique. En ce 18 mars 1937, *L'Humanité* affirme que la campagne lancée par les Italiens à Guadalajara n'a pas fonctionné. « L'offensive fasciste du Guadalajara s'est soldée par un échec sanglant »[530], titre le quotidien communiste. L'intitulé du titre de l'article met en lumière la perspective choisie par le journal, qui consiste à humilier les fascistes italiens qui ont attaqué, sans succès, le gouvernement légal de la République. La victoire de Guadalajara est une contre-offensive militaire et idéologique contre un envahisseur, semble insinuer *L'Humanité*. Un discours qui résonne néanmoins avec celui du président Manuel Azaña, deux mois plus tôt, le 21 janvier 1937, à Valence :

> Nous faisons une guerre terrible, une guerre sur le corps de notre propre patrie ; mais nous faisons la guerre parce qu'ils nous la font. Nous sommes les agressés ; c'est-à-dire nous, la République, l'Etat que nous avons l'obligation de défendre. Ils nous combattent ; c'est pour cela que nous combattons.[531]

Les projets de conquête fascistes ont été freinés, semble indiquer le quotidien. Mieux, cette reconquête donne l'espoir de repousser définitivement les rebelles de Franco, aidés par l'Italie et l'Allemagne. Un espoir symbolisé par « des forces nouvelles, fraîches, bien entraînées, bien

---

Guadalajara fue solo una victoria defensiva de menor importancia, pero en términos de moral fue un gran triunfo republicano."

[530] « L'offensive fasciste de Guadalajara s'est soldée par un échec sanglant», *L'Humanité*, Paris, numéro 13 971, 18/03/1937, p. 3.

[531] Azaña Manuel, Discours prononcé à la mairie de Valence, 21/01/1937.

armées et d'un élan irrésistible »[532]. Il convient en effet ici de montrer aux militants l'héroïsme des combattants républicains contre le fascisme. Pour sa part, le nouveau quotidien d'idéologie communiste *Ce Soir*, dont le premier numéro date du 2 mars 1937, se montre plus prudent : « les insurgés ont perdu l'initiative de l'attaque »[533]. A la fin de l'article, preuve de l'optimisme naissant de cette victoire, Ribecourt assure que « l'effet psychologique » s'est inversé, que l'optimisme a changé de camp et qu'une vague d'enthousiasme gagne les républicains après ce triomphe d'ampleur.

L'édition du journal socialiste *Le Populaire* du 19 mars 1937 célèbre également le succès républicain contre « l'ennemi, surpris par notre attaque »[534]. La prise de position est évidente, et l'adjectif possessif « notre » exprime tout le soutien des socialistes français dans le combat des républicains en Espagne. Le quotidien radical *L'Œuvre* préfère, quant à lui, mettre en avant la déroute des Italiens dans une atmosphère de panique et contraints au repli stratégique: « Les troupes italiennes se replient, abandonnant leurs blessés et leurs morts, ainsi qu'un important matériel de guerre »[535]. Contrairement aux journaux de gauche, aucun soutien à la République n'est affiché, ce qui explique pourquoi les radicaux ont préféré insister sur l'échec de l'intervention italienne, qui va à l'encontre de la politique de non-intervention étrangère, qu'ils soutiennent depuis le début du conflit. Le journal insinue qu'il s'agit d'une humiliation pour les troupes italiennes, dont certains membres ont déserté dans la zone républicaine et vont être « interrogés ». Enfin, *L'Œuvre* note que Franco espère que les conditions climatiques difficiles s'amélioreront les jours suivants afin de reprendre une offensive, l'issue n'étant, à leurs yeux, pas encore fixée.

En ce qui concerne les journaux de droite et d'extrême-droite, le traitement de l'information n'est bien évidemment pas le même. Si *L'Echo de Paris* concède que les « rouges ont amorcé plusieurs mouvements offensifs à Madrid, dans la vallée du Jarama et à Guadalajara »[536], il n'admet pas pour autant une victoire des républicains espagnols dans cette dernière ville. *L'Action Française* n'évoque, quant à lui, pas du tout les évènements de Guadalajara, ce qui constitue un nouveau témoignage de l'attitude de la presse de droite et

[532] « L'offensive fasciste de Guadalajara s'est soldée par un échec sanglant», *L'Humanité*, Paris, numéro 13 971, 18/03/1937, p. 3.
[533]« Sur le front de Guadalajara, les insurgés ont perdu l'initiative de l'attaque», *Ce Soir*, Paris, numéro 17, 18/03/1937, pp.1 ; 3.
[534] « Victorieuse offensive des Républicains», *Le Populaire*, Paris, numéro 5150, 19/03/1937, p.3.
[535] « Les Italiens se replient abandonnant leurs blessés », *L'Œuvre*, Paris, numéro 7 679, 19/03/1937, p.3.
[536] « La bataille reprend sur les fronts de Madrid, Jarama, Guadalajara, Oviedo et Huesca », *L'Echo de Paris*, Paris, numéro 20 999, 19/03/1937, p.3.

d'extrême-droite face à cette nouvelle : on préfère minimiser, voire dissimuler cette victoire morale des républicains, en signalant que les combats ne sont pas terminés, ce qui était d'ailleurs le cas dans cette partie de l'Espagne.

A la suite de cet échec à Guadalajara, le *Caudillo* entreprit en tout cas, à partir de la fin du mois de mars, la conquête du nord de l'Espagne, et dans ce contexte d'échecs des offensives destinées à entrer dans Madrid, le plan de contrôle de non-intervention fut mis en place depuis Londres. Car finalement, malgré la ratification du pacte de non-intervention en août 1936, sa réaffirmation au début de l'année 1937, et l'accord de principe pour le plan de contrôle, des informations parvenaient à la diplomatie française constatant de nouvelles infractions au pacte de non-intervention. Jean Herbette informa le Quai d'Orsay qu'« un nouveau contingent de dix mille Italiens [avait] débarqué le 8 mars à Cadix de deux grands bateaux »[537].

A la lecture des archives diplomatiques, il nous semble important de noter que la question de l'efficacité du plan de contrôle ne constitua pas le seul point de tension au sein du Comité, au printemps 1937. La question de l'or espagnol s'invita également et s'ajouta à la liste des problèmes à régler. En effet, en octobre 1936, face à l'inefficacité de la non-intervention, les dirigeants républicains espagnols avaient fait appel à l'Union Soviétique, qui avait fourni du matériel de guerre et des denrées, en échange d'or en provenance des réserves de la Banque d'Espagne. Les cercles banquiers de France et de Grande-Bretagne ayant empêché les transactions avec la République, les dirigeants espagnols n'avaient alors eu d'autres choix que de payer leur aide militaire à l'URSS. Julián Casanova fit état de 510 tonnes d'or espagnol envoyées vers le port d'Odessa sur la Mer Noire, pour être ensuite acheminées vers Moscou[538]. L'historien affirme que par l'intermédiaire de ces ventes des réserves d'or, « les autorités républicaines obtinrent 714 millions de dollars, ce qui correspondait au coût financier total de la guerre civile pour la République »[539]. Comme l'a signalé, de surcroît, Angel Viñas, en plus des difficultés rencontrées auprès des banques françaises, la diplomatie du Quai d'Orsay ne facilita en rien le travail d'approvisionnement des républicains espagnols :

[537] DDF/V, Télégramme n°311. Réservé. De M. Herbette à M. Delbos, Saint-Jean-de-Luz, 12/03/1937, p.151.
[538] Casanova Julián, *República y guerra civil*, *op.cit*., p.284.
[539] *Ibid*, p.285.

Ce que l'on sait, c'est qu'à la mi-décembre 1936, quand l'or était déjà à Moscou, la direction Politique du Quai d'Orsay prépara un mémorandum dans lequel elle suggérait l'adoption de mesures très dures pour renforcer la non-intervention. Hormis le fait de restreindre les départs de volontaires et, naturellement, de fermer les voies pour le maigre trafic de matériel de guerre […], les diplomates français énoncèrent toute une série de possibilités pour court-circuiter des opérations de crédit en faveur de la République.[540]

De fait, seule l'URSS offrait aux dirigeants républicains les garanties nécessaires pour leur défense face à l'agression franquiste. Les Soviétiques pouvaient à la fois expédier une grande quantité d'armes aux républicains tout en maintenant une certaine discrétion, et aussi concéder un crédit pour son approvisionnement, crédit qui avait été refusé par la France[541]. En janvier 1937, Allemands et Italiens dénoncèrent, auprès du Comité de Londres, l'utilisation de l'or de la Banque d'Espagne pour financer l'effort de guerre soviétique vers les républicains. Lord Plymouth s'interrogeait d'ailleurs sur cette question, en signalant que cela constituerait « un problème d'un tout autre caractère que les autres formes d'intervention indirecte »[542]. Il envisageait, par conséquent, de faire appel à des juristes pour évaluer si la question relève des compétences du Comité de Londres. L'URSS estimait qu'il s'agissait d'une affaire interne au gouvernement républicain espagnol, et qu'elle n'avait pas à être discutée. Pourtant, deux mois plus tard, le ton se fit bien différent : lors de la séance du 16 mars, le président du Comité signala à Corbin « l'impossibilité qu'il [voyait] à provoquer l'ouverture d'une discussion décisive sur le rappel de volontaires, tant que le gouvernement de l'U.R.S.S. [s'obstinerait] à refuser d'examiner la question des éléments d'actif espagnol »[543]. Les Allemands et les Italiens jugeaient ce point comme « capital » dans les négociations, estimant que cela engendrerait un « appauvrissement de la Banque d'Espagne », et refusaient par conséquent de traiter la question des volontaires tant que rien ne serait fait. Il nous semble qu'il s'agissait en réalité d'une tentative pour retarder et déplacer la question du retrait des volontaires vers la question de l'or espagnol. Delbos informa alors le gouvernement allemand, par voie

[540] Viñas Ángel, *La soledad de la República, El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, *op.cit*. pp.395.
"Lo que sí se sabe es que a mitad de diciembre de 1936, cuando el oro ya estaba en Moscú, la dirección de Asuntos Políticos del Quai d'Orsay preparó un memorándum en el que sugería la adopción de medidas muy duras para fortalecer la no intervención. Aparte de restringir las salidas de voluntarios y, naturalmente, cerrar los cauces para el escaso tráfico de material de guerra […], los diplomáticos franceses enunciaron toda una batería de posibilidades para cortocircuitar operaciones de crédito a favor de la República."
[541] *Ibid*, pp.396-397.
[542] DDF/IV, Télégrammes n°137 à 140, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 18/01/1937, pp.534-535.
[543] DDF/V, Télégrammes n°710 à 716, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 17/03/1937, p.178.

diplomatique, qu'il était intervenu auprès du Kremlin pour que son représentant au Comité, Ivan Maïsky, trouve une sortie de crise. Delbos et Eden demandèrent, conjointement et expressément, que « M. von Ribbentrop cesse de s'opposer à [l'] examen immédiat »[544] du rappel des volontaires.

Le 21 mars, grâce à l'intervention franco-britannique, le gouvernement soviétique accepta finalement de traiter la question de l'or espagnol, mais de manière indépendante au problème du retrait des volontaires. Le gouvernement français souhaitait que la priorité du Comité soit donnée au rappel des volontaires[545]. Le sujet concernant l'or devant être soumis à l'examen d'experts financiers et de juristes, Delbos considérait que la France ne pouvait prendre position. Cependant, les experts du Quai d'Orsay estimaient qu'il serait difficile de prendre en compte l'or comme actif, sans considérer également les autres types d'actifs que sont les matières premières, les produits divers ou des concessions d'actifs en provenance du patrimoine espagnol. Le règlement de cette question parut, de fait, extrêmement compliqué pour le Comité. Celui du retrait des volontaires étrangers en Espagne s'éloignait également après les déclarations du représentant italien Dino Grandi, qui avait déclaré, le 24 mars devant le Comité, que « pas un soldat italien ne [devait] quitter le territoire espagnol dans les circonstances présentes »[546]. Cette intervention suscita l'indignation des différents membres du Comité, mais correspondait en fait à la vision italienne sur l'Espagne. Après l'échec cuisant de Guadalajara, la guerre d'Espagne avait constitué une question de fierté pour Mussolini, bien décidé à sortir renforcé du conflit. Maurizio Serra, membre de l'Académie Française, affirme d'ailleurs que « Mussolini a vraiment voulu lancer en Espagne une grande bataille de prestige pour prouver qu'il est *encore* le leader du fascisme mondial »[547]. En ce qui concerne les volontaires français combattant dans les rangs républicains, beaucoup semblaient vouloir revenir en France, si nous nous en tenons aux propos d'Herbette. Si aucune démarche spécifique du gouvernement ne devait être effectuée pour les sauver, les difficultés du Comité à trouver un accord de retrait généralisé modifièrent la donne. L'ambassadeur français en Espagne insistait sur le fait que tout devait désormais être fait pour rapatrier les volontaires français, et notamment les jeunes de moins de 21 ans et les blessés ou malades[548].

[544] DDF/V, Télégrammes n°205 à 207, de M. Delbos à M. François-Poncet, Paris, 18/03/1937, p.187.
[545] Duroselle Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939*, *op.cit.* p.319.
[546] DDF/V, Télégrammes n°796 à 802, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 24/03/1937, p.253.
[547] Serra Maurizio, *Le mystère Mussolini*, Paris, Perrin, 2021, p.243.
[548] DDF/V, Télégramme n°387. De M. Herbette à M. Delbos, Saint-Jean-de-Luz, 25/03/1937, p.277.

Toutes ces questions au Comité conduisirent Corbin à s'entretenir avec Eden le 5 avril, afin de dessiner un bilan des travaux du Comité de non-intervention, peu de temps après le début de l'offensive franquiste dans le nord de l'Espagne. Pour le gouvernement français, les dénonciations avérées de son homologue espagnol à Valence, faisant état de troupes de l'armée régulière italienne en Espagne[549], ainsi que les propos de Grandi au Comité, étaient inacceptables. Le diplomate français assura par conséquent qu'en cas de nouveaux renforts italiens, « il deviendrait impossible au gouvernement français de maintenir sa présente attitude ». Le gouvernement français menaçait tout simplement de se retirer du pacte de non-intervention et de reprendre sa liberté d'action. Cette prise de position était certes audacieuse, et exprimait toute la frustration du gouvernement de Front Populaire français dans la question espagnole, mais de notre point de vue, ces déclarations n'avaient aucune incidence concrète, si ce n'était de mettre la pression, en faveur d'une plus grande efficacité du Comité de non-intervention. Le gouvernement n'avait en effet aucune intention de se retirer du pacte, la position française se bornant à de simples pressions, jamais suivies d'actes concrets. Duroselle nomma d'ailleurs l'année 1937 comme « l'une des plus immobiles de la diplomatie française »[550]. La politique de non-intervention s'avérait, en effet, une nouvelle fois, un échec dans son incapacité à sanctionner les très nombreuses infractions. Pourtant, le gouvernement de Léon Blum se maintint jusqu'au bout fidèle à cette politique.

L'Italie et l'Allemagne acceptèrent finalement, à la mi-avril 1937, la création d'un sous-comité, veillant au rappel des volontaires étrangers en Espagne. Simple déclaration, bien sûr, car les deux puissances n'avaient aucune intention de coopérer, et déclaraient même quelques jours plus tard, que ce retrait n'était plus possible au vu des circonstances. Le 20 avril, le plan de contrôle des voies terrestres et maritimes entrait enfin en vigueur, comme convenu, tandis que le 26 avril, un « premier échange de vues » était effectué au Comité technique pour le retrait des volontaires. Ce n'est qu'un mois plus tard que le plan de retrait fut soumis au Comité, soit six mois après le début des négociations. Si cette nouvelle pouvait être considérée comme positive et encourageante par la France, il serait insensé, au vu des évènements précédents que nous avons détaillés, d'envisager une coopération pleine et entière des puissances fascistes au pacte de non-intervention. Même approuvé et en vigueur, la lenteur dans les négociations rendaient inopérant ce plan, qui se heurtait parallèlement à la

[549] Face aux preuves, le gouvernement républicain espagnol menaça la France et la Grande-Bretagne de porter l'affaire devant la Société des Nations, ce qui ne fut finalement pas le cas.
[550] Duroselle Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939*, *op.cit.* p.314.

mauvaise volonté des puissances de l'Axe, qui détournaient fréquemment et de manière cynique le contrôle, comme l'a montré Michael Alpert :

> Malheureusement, les plans étaient pleins de trous. Ils arrivèrent trop tard pour empêcher l'intervention massive qui s'était déjà produite. Il était peu probable qu'ils réduisent la tension entre les pays engagés en Espagne. Plusieurs moyens de contrebande s'étaient développés. Les bateaux allemands arboraient simplement le drapeau panaméen. Les bateaux italiens étaient étroitement escortés par des navires de guerre, tandis que les bateaux espagnols n'étaient pas susceptibles d'être contrôlés. Des méthodes de dissimulation d'armes sous les yeux d'observateurs probablement peu regardants avaient été perfectionnées. Des navires pouvaient hisser le drapeau de la non-intervention sans avoir embarqué d'observateurs à bord. Des observateurs pouvaient être corruptibles, ivrognes ou facilement divertis par les plaisirs disponibles dans les ports espagnols.[551]

Rien ne laissait donc préfigurer, dans ce contexte, une évolution positive dans le crédit accordé à la politique de non-intervention en Espagne par les différentes puissances et opinions publiques. Les évènements de la fin avril 1937 allaient d'ailleurs rapidement le confirmer.

[551] Alpert Michael, *A new international history of the Spanish Civil War, op.cit.* p.116.
"Unfortunately, the schemes were full of holes. They came too late to prevent the massive intervention that had already occurred. They were unlikely to decrease the tension between the countries involved in Spain. Many methods of smuggling arms had been evolved. German ships simply flew the Panamanian flag. Italian ships were closely escorted by warships, while Spanish ships were not liable to be checked. Methods of concealing arms from the eyes of perhaps none-too-vigilant observers had been perfected. Ships might fly the Non-Intervention pennant without having taken observers on board. Observers could be venal, drunkards, or easily diverted by the pleasures available in Spanish ports."

1.4 – Bombardements, actes de piraterie : la non-intervention mise à défaut (avril-septembre 1937).

Alors que le projet de plan de contrôle aboutissait enfin, plusieurs péripéties de la guerre d'Espagne bouleversèrent l'opinion publique française et internationale. Au cours des prochaines pages, nous privilégierons l'étude de certains évènements du conflit espagnol dont la résonnance fut indéniable en France et dans le reste de l'Europe, au détriment d'autres épisodes méritant sans aucun doute aussi une analyse approfondie, mais dont l'écho nous a semblé moins retentissant au niveau international. A ce titre, le 26 avril 1937, le village de Guernica au Pays Basque fut bombardé, dans le cadre de la campagne du Nord mené par les troupes franquistes du général Mola, bombardement effectué par la Légion Condor allemande, mais « décidée par le Haut Commandement espagnol », si l'on reprend, entre autres, les conclusions des travaux de l'historien Herbert R. Southworth[552]. En se référant aux documents diplomatiques français, une première mention de Guernica fut faite par Corbin, qui assurait que l'arrêt des bombardements de villes ouvertes devait constituer la priorité du Comité de Londres. Une proposition que l'ambassadeur soviétique Maïsky jugeait difficile à mettre en place[553]. S'il était admis que traiter cette question rassurerait des opinions publiques inquiètes, la priorité du Comité restait, à leurs yeux, le rapatriement des volontaires étrangers présents en Espagne. D'autant plus que le 4 mai 1937, le ministre Yvon Delbos informa Corbin, de sources républicaines, que les Italiens firent entrer en Espagne environ 20 000 soldats, faussement présentés comme des médecins ou des infirmiers[554].

Toutefois, les évènements de Guernica occupèrent une large partie des débats du Comité de non-intervention. Il fut proposé par la France et la Grande-Bretagne « de rédiger un appel aux deux partis en Espagne en vue de la renonciation au bombardement des villes ouvertes »[555], dans une volonté humanitaire et impartiale. L'URSS souscrivit également à cette initiative. D'une manière aussi surprenante que cynique, les représentants allemands et italiens firent état de leur anxiété à voir les populations espagnoles souffrir. Une manière aussi diplomatique que méprisante de rejeter les accusations faites à l'Allemagne sur les bombardements du village basque. Les renseignements français et britannique eurent, dès le lendemain, en leur possession des preuves de la culpabilité nazie. Ribbentrop s'interrogeait

[552] Southworth Herbert R., *La destruction de Guernica, Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, *op.cit*. p.479.
[553] DDF/V, Télégrammes n°1181 à 1183, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 03/05/1937, p.656.
[554] DDF/V, Télégramme n°1128, de M. Delbos à M. Corbin, Paris, 04/05/1937, p.664.
[555] DDF/V, Télégrammes n°1199 à 1204, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 04/05/1937, p.665.

également s'il incombait réellement au Comité de Londres de rédiger une déclaration destinée aux deux partis en Espagne, s'il ne serait pas mieux de traiter directement la question, par voie diplomatique. Il s'agissait bien sûr d'une nouvelle tentative pour saboter les initiatives du Comité, et en réponse, Maïsky fit remarquer que les deux solutions pouvaient, sans nul doute, se combiner, tandis que Corbin nota que « tout ce que le Comité pourrait faire à cet égard ajouterait à son crédit aux yeux de l'opinion mondiale »[556]. Le représentant soviétique commençait alors à s'agacer du jeu dilatoire des Allemands et des Italiens, et son homologue suédois en vint à accuser directement les nazis du bombardement de Guernica. Pour contrebalancer les accusations et tâchant de défendre son gouvernement, Ribbentrop dénonça à son tour les « atrocités » du camp républicain. Au vu des vives tensions, Lord Plymouth proposa d'ajourner la séance au 7 mai. La stratégie italo-allemande, visant à saper et retarder les décisions, fonctionna parfaitement, et le Comité montra une nouvelle fois et de manière limpide son impuissance face aux évènements. Les travaux de Hugh Thomas ont montré dès 1961 que cette crise de Guernica, au sein du Comité de Londres, avait permis à la fois à l'URSS et à l'Italie de dissimuler une nouvelle aide militaire vers l'Espagne :

> La crise servit pour détourner l'attention des énormes chargements de matériel militaire qui arrivaient alors vers la République, en provenance de Russie. D'autre part, le 29 avril, Franco avait signé un accord avec l'Italie pour l'achat de deux vieux sous-marins, l'*Archimède* et le *Torricelli*, qui iraient accroître sa flotte. Cela aussi passa inaperçu.[557]

Loin d'empêcher les puissances étrangères de participer à la guerre en Espagne, le Comité de non-intervention en devint même, à notre avis, un complice indirect. Le texte ne fut accepté par toutes les puissances que trois jours plus tard, mais le 18 mai, les deux pays firent volte-face, en assurant que sans accord international, « le bombardement par la voie des airs [restait] un mode légitime de combat ». Ils renchérirent en soulignant que cela constituait une « ingérence injustifiable dans la marche des opérations militaires »[558].

---

[556] *Ibid*, p.666.

[557] Thomas Hugh, *La guerra civil española, op.cit.* pp. 681-682.
"La crisis sirvió para desviar la atención de los enormes cargamentos de material militar que entonces estaban llegando a la República, procedentes de Rusia. Por otra parte, Franco, el 29 de abril, había firmado un acuerdo con Italia para la compra de dos viejos submarinos, el *Archimedes* y el *Torricelli*, que irían a engrosar su flota. Esto también pasó desapercibido.

[558] DDF/V, Dépêche n°413, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 19/05/1937, p.735.

Parallèlement aux tensions qui eurent lieu, à ce moment-là, au sein du Comité de non-intervention, les évènements de Guernica eurent une résonnance médiatique considérable en France et dans les autres pays européens, Bartolomé Bennassar soulignant « l'émotion extraordinaire provoquée dans le monde par Guernica »[559]. Le déploiement de cette nouvelle technique de guerre, par bombardements aériens, inquiéta, crispa et terrorisa les populations, qui ne se sentaient désormais plus en sécurité nulle part. Cette crainte provenait notamment des récits donnés par les journaux de chaque pays. En Grande-Bretagne, *The Times* et l'agence *Reuter* furent les premiers quotidiens à relayer la nouvelle du bombardement de Guernica, le lendemain du drame. En France, elle arriva le 28 avril 1937, soit deux jours après les faits. Le prêtre basque Alberto Onaindía, qui avait pu observer les évènements de ses propres yeux, donna une série d'interviews à des périodiques français, comme l'a montré Herbert Southworth[560]. Cependant, les lectures et les accusations sur les responsabilités du bombardement du village de Guernica, par la *Luftwaffe* nazie, le lundi 26 avril, furent foncièrement différentes en fonction de la ligne éditoriale des journaux français, et méritent que l'on s'y arrête un instant.

Ce Soir titre en première page « 800 victimes à Quirnica (sic) ancienne capitale basque », une erreur dans le nom du village détruit, qui sera rectifié dès le lendemain. Le quotidien communiste est alors un des seuls journaux français à posséder un envoyé spécial, situé à Bilbao, le Belge Mathieu Corman qui, aux côtés de ses collègues du *Times* et de *Reuter*, décrit les décombres du village de Guernica pour offrir aux lecteurs un récit détaillé, joint de témoignages d'habitants et de photos, devenues aujourd'hui célèbres :

Soixante appareils allemands et italiens lancent de lourdes bombes. Les maisons sont pulvérisées et laissent place à des trous béants que survolent, ensuite les avions de chasse. Ils mitraillent les ruines fumantes et jettent, ensuite, des tracts exigeant la reddition de Bilbao. Caché dans un trou de torpille aérienne avec les envoyés spéciaux du Times et de l'Agence Reuter j'ai pu observer ce qu'était ce bombardement infernal. Nous avons été mitraillés durant vingt minutes par sept avions de chasse à Guernicaiz (sic). Peu après, ce petit village était détruit par une soixantaine de bombes incendiaires et des torpilles lourdes qui furent jetées en quelques minutes. Pourtant ce village ne présente aucun caractère militaire et se trouve à 25 kilomètres du front.[561]

[559] Bennassar Bartolomé, *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, *op.cit.* p.207.
[560] Southworth Herbert R., *La destruction de Guernica, Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, *op.cit.* p.192.
[561] « L'aviation rebelle bombarde de paisibles villages – 800 victimes à Quirnica», *Ce Soir*, Paris, numéro 58, 28/04/1937, p. 5.

Corman se place ainsi en témoin direct de la scène, il a pu observer les évènements de ses propres yeux, en est même victime. L'usage de la première personne confère au récit une touche d'émotion, qui renforce la légitimité des mots de l'envoyé spécial. Ce qui doit choquer les lecteurs, c'est la rapidité avec laquelle un village a pu être réduit en cendres en une vingtaine de minutes. Dans son article, Corman cite ensuite deux prêtres, près des ruines, qui dénoncent les horreurs de « bêtes féroces » pour qualifier les auteurs, qui se prêtent, d'après l'envoyé spécial, à des « méthodes de terroristes » face « à une résistance héroïque » des républicains. L'origine de ce mal vient de l'aviation allemande et italienne pour *Ce Soir*, les deux ennemis fascistes, même si le rôle de l'aviation italienne a depuis été exclu. Le lendemain, le quotidien fait témoigner les survivants « dans les ruines de Guernica » et s'indigne « des nombreuses femmes et d'innombrables enfants [qui] ont péri sous les décombres enflammés de leurs demeures »[562]. Le reporter apporte aux lecteurs une preuve de la culpabilité des Allemands dans le drame de Guernica, en signalant qu'il est tombé sur une bombe incendiaire non explosée portant l'aigle allemand à trois reprises.

L'autre journal communiste, *L'Humanité*, exprime que le coupable du bombardement, considéré comme « le plus horrible […] depuis le début de la guerre d'Espagne »[563], n'est autre que le fascisme allemand et italien, et le titre de l'article est accompagné d'une photographie de femmes, dont les corps ensanglantés gisent sur le sol, victimes des attaques aériennes[564]. Une photographie qui a pour but de montrer aux yeux des Français ce dont le fascisme est capable de faire aux populations civiles, et notamment à des femmes et des enfants, totalement innocents dans cette guerre. Le quotidien cherche à montrer visuellement l'horreur engendrée par ces bombes. Dans l'article consacré aux évènements de Guernica, *L'Humanité* condamne les gouvernements français et britannique de ne pas avoir empêché l'Italie d'agir, suite à la défaite de Guadalajara. Pour les communistes, ils sont indirectement coupables des agissements de Guernica, puisqu'ils savaient que les Italiens allaient vouloir se venger :

> Les dirigeants de Londres et de Paris ont cru résoudre leur conflit de conscience, en proclamant que le contrôle fonctionnait et en jouant les Ponce Pilate. Or, ils savaient qu'après sa défaite de Guadalajara, l'Italie tenterait un effort nouveau. La France et l'Angleterre ont su

[562] « Dans les ruines de Guernica. Notre envoyé spécial Mathieu Corman visite les survivants», *Ce Soir*, Paris, numéro 59, 29/04/1937, pp.1 ;3.
[563] « Mille bombes incendiaires lancées par les avions de Hitler et de Mussolini réduisent en cendres la ville de Guernica », *L'Humanité*, Paris, numéro 14 012, 28/04/1937, p.1.
[564] Photographie en annexe 3 p.402.

que depuis cette défaite le ravitaillement de la rébellion continuait. […] Les dirigeants français se rendent-ils compte de la responsabilité qu'ils assument ? […] La France laissera-t-elle détruire le pays basque dans les flammes et les bombardements ? Finira-t-on par comprendre qu'il est des limites qu'il ne faut pas dépasser dans la complaisance à l'égard des chiens enragés du fascisme ! Les horreurs de Guernica sont les plus récents résultats d'une certaine politique. On voudrait qu'elles fussent les derniers résultats ![565]

Si après la bataille de Guadalajara, la guerre d'Espagne était effectivement devenue une cause personnelle pour Mussolini, ses troupes ne jouèrent aucun rôle dans cet épisode. Cependant, Gabriel Péri place la destruction de Guernica dans la perspective plus large de la campagne du Nord menée par les franquistes, appuyés par l'Allemagne et l'Italie, et identifie, lui aussi, clairement l'auteur de la catastrophe : « toutes les bombes lancées […] sont de fabrication allemande ». Le journaliste termine son article, qui suit parfaitement la ligne prônée par le PCF, en attaquant le gouvernement de Blum et sa politique de non-intervention, responsables, d'après lui, des évènements en Espagne, et en demandant tout simplement la fin de cette politique, pour qu'un soutien soit apporté aux républicains espagnols. Une semaine plus tard, le 5 mai, *L'Humanité* recueillit le témoignage du père Onaindía[566], bien conscient que cette interview offrait aux lecteurs une « nouvelle sensationnelle »[567]. Le prêtre basque, officiant à Valladolid, décrivit une attaque en quatre phases qui dura deux heures et quarante-cinq minutes, et témoigna de son incapacité à s'exprimer (« Nous ne pûmes prononcer un mot »), devant « un brasier épouvantable, indescriptible »[568]. A l'issue de son témoignage, que le journaliste B.V. Liebermann avait souhaité « reproduire aussi fidèlement que possible », Onaindía déclara : « Voilà, je vous ai livré mon témoignage sur la vérité de la destruction de Guernica. », ajoutant qu'en lisant les propos ultérieurs des franquistes accusant les miliciens basques de l'attaque, « [il comprit] une chose : Franco, Mola et Queipo de Llano ne sont pas seulement des assassins criminels, mais pire que cela : des lâches menteurs ! »[569]

---

[565] « Le massacre de Guernica, le « blocus » de Bilbao, le bombardement de Valence », *L'Humanité*, Paris, numéro 14 012, 28/04/1937, p.3.
[566] « En moins de trois heures, Guernica fut détruite. Deux mille êtres humains trouvèrent la mort. », *L'Humanité*, Paris, numéro 14 018, 05/05/1937, p.3.
[567] Southworth Herbert R., *La destruction de Guernica, Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, *op.cit.* p.195.
[568] « En moins de trois heures, Guernica fut détruite. Deux mille êtres humains trouvèrent la mort. », *L'Humanité*, Paris, numéro 14 018, 05/05/1937, p.3.
[569] *Ibid,* p.3.

Le quotidien socialiste *Le Populaire* décrit les évènements de Guernica avec la même ardeur et le même dégoût que les communistes, et en utilisant une rhétorique similaire. Cependant, d'après l'édition du 28 avril 1937, ce sont les avions rebelles de Franco qui sont les auteurs des bombardements, une version qui sera modifiée le lendemain, grâce à l'apport des propos d'une délégation du gouvernement basque, qui déclare que « [n]otre guerre contre Franco est finie. C'est l'Allemagne qui nous fait la guerre ! »[570]. Pour sa part, le journal radical *L'Œuvre* incite ses lecteurs à considérer davantage les victimes du bombardement en titrant: « 800 cadavres de femmes et d'enfants dans les ruines de Guernica »[571]. Le journal signale que les habitants pouvant fuir le village ont ensuite mitraillés par l'aviation fasciste, et parle d'une « sauvagerie pure » sur un village tranquille, sans aucun intérêt stratégique et non défendu, témoignant ainsi de son incompréhension et de son horreur. *L'Œuvre* reprend ensuite les témoignages de Mathieu Corman de *Ce Soir*, et des envoyés spéciaux de *Reuter*, d'*Havas*[572] et du *Times*, pour offrir à ses lecteurs une vision large des évènements.

Le quotidien de droite *L'Echo de Paris* indique, pour sa part et contrairement à certains journaux de gauche, que le recours aux attaques aériennes à Guernica avait plusieurs justifications :

> […] De nombreux objectifs militaires ont été bombardés par les pilotes nationalistes, notamment le village de Guernica, berceau du séparatisme basque, où se trouvent la tombe de Sabino Arana, son fondateur, et le fameux arbre de Guernica, symbole de cette doctrine politique. A Guernica, les rouges avaient établi d'importants dépôts de matériel qui ont été détruits.[573]

Notons que si la tombe de Sabino Arana et l'arbre de Guernica se trouvaient effectivement bien dans cette ville, à aucun moment ils ne furent la cible des bombardements. Alors que 90% de la ville fut détruite, l'aviation allemande laissa intactes les églises de Santa Clara et Santa María, l'hôpital, le parlement basque et l'arbre de Guernica, qui se trouvait dans la cour du parlement. A propos des raisons de la destruction de Guernica, Herbert Southworth, qui reprend dans ses travaux toutes les hypothèses qui avaient été avancées jusque-là, déclare

[570] « Le massacre du peuple basque ! », *Le Populaire*, Paris, numéro 5151, 29/04/1937, p.1.
[571] « 800 cadavres de femmes et d'enfants dans les ruines de Guernica – « Les avions fascistes volant très bas mitraillaient la population en fuite » », *L'Œuvre*, Paris, numéro 7 880, 28/04/1937, p.3.
[572] L'Agence Havas, créée en 1835, était la plus ancienne agence de presse du monde, réputée pour son indépendance. Elle disparut à la suite de l'invasion de la France par les nazis, en 1940, et fut remplacée par la création d'une nouvelle agence de presse indépendante, L'Agence France-Presse (AFP) à la libération.
[573] « L'avance des nationaux sur Bilbao – L'armée de Mola a occupé Marquina et est aux portes de Guernica», *L'Echo de Paris*, Paris, numéro 21 039, 28/04/1937, p.3.

« ignorer pourquoi Guernica fut détruite comme elle l'a été »[574], tandis que Bartolomé Bennassar réfute son caractère symbolique :

> On peut seulement affirmer qu'il ne s'agissait pas de faire disparaître les symboles de l'identité basque, puisque le chêne sacré et la célèbre Casa de las Juntas, très visibles du ciel, furent épargnés dans une ville en cendres.[575]

Si des doutes demeurent encore sur les raisons de la destruction du village basque, les responsables allemands ont rapidement été identifiés. Pourtant, l'édition du 29 avril 1937 de *L'Echo de Paris* relaie la version du quartier général rebelle franquiste, une version falsifiée consciemment et diffusée consciemment par la rédaction du journal de droite. La déclaration émet tout d'abord le doute sur la destruction même de Guernica, et indique ensuite que si tel a été le cas, l'aviation nationaliste n'y est pour rien[576], preuve en est donnée par le camp insurgé que les avions n'ont pas quitté leurs bases, ni l'après-midi du drame, ni le lendemain. Cette déclaration fut relayée par la plupart des journaux de droite, et notamment par *Le Figaro*[577], qui n'hésite pas à épouser les thèses franquistes et à les diffuser à ses lecteurs, malgré le fait que sa rédaction soit en possession des informations réelles sur les évènements qui ont eu lieu à Guernica. Le quotidien conservateur n'a d'ailleurs pas réagi le 28 avril quand la majorité des organes de presse relayaient les nouvelles du Pays Basque, et a ensuite utilisé ces informations pour corroborer les théories du camp rebelle : dans son édition du 3 mai 1937, une enquête menée par des journalistes étrangers est révélée selon laquelle le bombardement de Guernica n'a pas eu lieu. D'après l'enquête, « les maisons avaient été arrosées d'essence et incendiées par les gouvernementaux »[578] et les coupables de Guernica seraient donc, d'après eux, les républicains espagnols qui se seraient sabordés eux-mêmes. Il faut comprendre que cette enquête et la venue des journalistes étrangers étaient sous le contrôle du général Mola, qui indiquait où aller et que regarder afin de confirmer ses informations. Le quotidien avance que les journalistes ont pu observer les lieux de leurs propres yeux et sont, par conséquent,

---

[574] Southworth Herbert R., *La destruction de Guernica, Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, *op.cit.* p.494.
[575] Bennassar Bartolomé, *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, *op.cit*. p.208.
[576] « L'armée de Mola à 19 kilomètres de Bilbao – la destruction de Guernica n'est pas l'oeuvre des nationaux», *L'Echo de Paris*, Paris, numéro 21 040, 29/04/1937, p.3.
[577] « Salamanque dément qu'elle soit l'oeuvre des avions nationalistes», *Le Figaro*, Paris, numéro 119, 29/04/1937, p.3.
[578] « Une enquête à Guernica – des journalistes étrangers révèlent que la ville n'a pas été bombardée », *Le Figaro*, Paris, numéro 123, 03/05/1937, p.3.

dignes de bonne foi. Il signale également que ces journalistes étant étrangers, sans préciser pour autant leur origine exacte, il est impossible de les soupçonner de partialité :

> Les journalistes étrangers ont parcouru la ville en tous sens et ils ont pu se renseigner en toute liberté auprès des quelques civils qui ont attendu l'arrivée des troupes du général Franco ; ils ont pu constater que tous les pans des murs restés debout ne portent aucune trace d'éclats de bombes, et que par contre, toutes les fenêtres sont ceinturées de trace de flammes. Les poutres des maisons achèvent de se consumer trois jours après l'occupation. Les officiers nationalistes ont attiré l'attention des journalistes sur le fait que nulle part on ne trouve d'éclats de bombes […].
>
> Malgré des recherches méticuleuses, les journalistes n'ont trouvé aucun trou de bombe ; ils en ont relevé quelques-uns seulement aux environs de la ville, particulièrement près des routes desservant la ville. Les civils restés dans la ville après le départ des gouvernements ont déclaré nettement que les « rouges » ont commencé leur œuvre néfaste lundi soir.[579]

Cette pratique manipulatoire de la part des quotidiens de droite a notamment été avancée par Herbert Southworth:

> […] la presse conservatrice française de droite ou neutre, qui avait souvent ignoré les nouvelles concernant Guernica, plus de trente-six heures après que la presse britannique en ait eu connaissance, commença à publier les reportages des journalistes français ; ceux-ci étaient absolument favorables aux positions nationalistes.[580]

Deux jours plus tard, le 5 mai 1937, l'éditorialiste Wladimir d'Ormesson[581] revient sur la position du journal concernant les bombardements de Guernica et note l'émoi, « l'horreur et la réprobation »[582] qu'a procuré la destruction de Guernica dans toute la presse française, y compris au *Figaro*. Il ajoute ensuite qu'avec les informations contradictoires des jours précédents sur les causes de la destruction du village basque, « il est probable que les deux faits sont exacts », mais préfère espérer que les agissements des nazis sur des populations civiles ne soient avérés : « Nous voulons être persuadés que personne en Europe ne prend les

[579] *Ibid*, p.3.
[580] Southworth Herbert R., *La destruction de Guernica, Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, *op.cit.* p.190.
[581] Wladimir d'Ormesson (1888-1973) était journaliste au Figaro, écrivain et membre de l'Académie Française, et fut ambassadeur de France au Vatican et en Argentine. Il était en outre l'oncle de Jean d'Ormesson, illustre académicien français.
[582] « Devant les massacres d'Espagne », *Le Figaro*, Paris, numéro 125, 05/05/1937, p.1.

Espagnols – qu'ils soient « blancs » ou qu'ils soient « rouges » - pour des cobayes sur lesquels on expérimente ses armes et ses procédés ». L'horreur des bombardements sur des civils dépasse la guerre idéologique, semble insinuer l'écrivain, il s'agirait de pratiques inhumaines, qui lui sont insoutenables. Dans l'édition du 7 mai, grâce aux déclarations du ministre des Affaires Etrangères anglais, Anthony Eden, à la Chambre des Communes, selon lesquelles la Grande-Bretagne aurait des preuves du bombardement et du mitraillage de la population de Guernica, *Le Figaro* réajuste sa vision des évènements et s'inquiète désormais de la paix en Europe. « Une répétition de pareille attaque serait une chose terrible pour l'avenir de l'Europe »[583]. La possibilité d'une nouvelle guerre internationale, à l'aide de bombardements aériens, préoccupe le journal. Cette inquiétude est par ailleurs partagée par l'ensemble de l'opinion publique, pour qui le bombardement de Guernica représente un tournant important dans leur perception de la situation européenne.

L'exemple de l'enquête mensongère du *Figaro*, le 3 mai 1937, ne constitue pas un acte isolé : la plupart des journaux français, quelque soit leur idéologie, fit usage du mensonge pour manipuler l'opinion publique ou l'inciter à les soutenir. *L'Action Française* accusa, elle aussi, le camp républicain d'avoir incendié Guernica, bien qu'elle se montre toutefois prudente, et oriente ses lecteurs vers cette idée en citant le camp rebelle, qui a déclaré que « l'Espagne de Franco n'incendie pas » mais que « ce sont les hordes rouges qui détruisent »[584]. Le journal en conclut alors : « il est permis de supposer que la destruction de Guernica, comme celle d'Eibar, est imputable aux rouges », et critique de manière véhémente la presse « rouge, rose, franc-maçonne ou puritaine », c'est-à-dire celle du Front Populaire et la presse chrétienne, qui « pousse […] des cris d'horreur », tandis que les faits ne sont, à leurs yeux, pas encore avérés. *L'Action Française* relaie la théorie de l'incendie dans son édition du 4 mai, en citant des extraits de l'article du *Figaro* de la veille. En ce qui concerne le périodique nationaliste, Herbert Southworth a montré « la confusion qui régnait à la rédaction de L'Action Française au sujet de Guernica », soulignant les « quatre versions au moins, concernant l'anéantissement de la ville, [qui] avaient été proposées aux lecteurs » au cours de la guerre d'Espagne[585].

---

[583] « La destruction de Guernica », *Le Figaro*, Paris, numéro 127, 07/05/1937, p.3.

[584] « Une guerre de libération d'Espagne – Les nationaux progressent au long des côtes basques », *L'Action Française*, Paris, numéro 119, 29/04/1937, p.2.

[585] Southworth Herbert R., *La destruction de Guernica, Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, *op.cit.* p.227.

La destruction de Guernica, qui fut donc l'occasion d'une véritable passe d'armes médiatique, fit vaciller le Comité de Londres, tandis que les évènements se déroulant de la fin mai à début juin 1937 mirent définitivement un terme à sa légitimité, déjà fortement ébranlée. La République, désormais gouvernée par le docteur Juan Negrín, lança une opération aérienne contre des navires italiens les 24 et 26 mai, puis contre le croiseur allemand *Deutschland* le 29 mai, dans l'archipel des Baléares. Ces deux opérations de bombardement causèrent la mort de plusieurs dizaines d'hommes, provoquant la fureur de Mussolini et surtout celle d'Hitler. Jean-François Berdah atteste de la colère nazie :

> Ces deux évènements n'auraient probablement pas eu de conséquences trop dramatiques si cinq officiers italiens n'avaient pas à cette occasion trouvé la mort et si le *Deutschland* n'avait pas eu à subir la perte de trente-deux hommes d'équipage, en plus de ses quatre-vingt trois blessés. La riposte de l'Allemagne fut instantanée, tant sur le plan diplomatique que militaire, avec le retrait soudain de sa délégation au Comité de Londres, dès le lendemain, et l'adoption de représailles destinées à réparer « l'outrage subi » et à donner libre cours à la colère du Führer. Après plusieurs heures de discussions acharnées, […] l'ordre fut finalement donné à l'*Admiral Speer*, le 31 mai de prendre position au large d'Almería et de bombarder la ville sans autre forme de procès : plus de 200 obus furent tirés en début de matinée, causant la mort de 19 personnes, blessant 55 autres habitants et détruisant ou endommageant près de 150 maisons ou immeubles en l'espace d'une demi-heure.[586]

Le retrait de l'Allemagne du Comité de Londres fut un coup dur pour la France et la Grande-Bretagne, qui avaient tout misé, depuis août 1936, pour la réussite de leur politique. L'annonce fut d'autant plus forte que l'Italie se joignit à l'Allemagne pour se retirer du pacte. Ces mesures eurent deux conséquences : d'un point de vue militaire tout d'abord, elles signifiaient que le contrôle naval, dans les zones désignées aux deux puissances, n'était plus assuré, ouvrant une brèche dans le plan de contrôle de mars, et le déstabilisant par conséquent ; elles fragilisaient ensuite les relations diplomatiques entre la France, la Grande-Bretagne et les puissances de l'Axe. Le 31 mai, l'ambassadeur François-Poncet fit part à Delbos de la discussion qu'il eut, quelques heures après l'incident du *Deutschland*, avec le ministre des Affaires Etrangères nazi von Neurath. La position nazie fut sans équivoque, même si rien ne semblait être définitif selon l'ambassadeur :

---

[586] Berdah Jean-François, *La démocratie assassinée, la République espagnole et les puissances, 1931-1939, op.cit.* p.305.

Le caractère d'agression et de provocation du bombardement subi par le Deutschland ne fait évidemment aucun doute dans l'esprit du gouvernement et de la population. M. von Neurath espère que le comité de Londres déclarera qu'à l'avenir des agressions semblables seront réprimées, d'où qu'elles viennent, par l'ensemble des nations participant au contrôle. Il estime d'ailleurs, que ce contrôle, si l'on ne veut pas qu'il reste quelque chose de dérisoire, devra évoluer vers la formule d'un blocus réel.

Si le Comité de Londres affirmait sa volonté de protéger efficacement la sécurité des navires chargés du contrôle, l'Allemagne y reviendrait siéger. Il est curieux d'observer qu'ainsi, elle se réclame du principe de l'action collective, qu'en théorie elle combat. Il est vrai qu'elle a commencé par se faire justice elle-même.[587]

L'Allemagne se plaçait en victime, ce qui l'érigeait en position de force vis-à-vis des autres puissances. Elle estimait pouvoir modifier la politique de non-intervention, qu'elle sabotait depuis des mois, à son avantage, une attitude dont avait pleinement conscience François-Poncet, qui la jugea ironique. L'ambassadeur à Berlin tenta d'infléchir la diplomatie française, qui ne devait, à ses yeux, pas céder aux menaces allemandes. En réalité, comme l'écrit Guy Hermet, le gouvernement nazi était à la recherche d'un prétexte pour quitter la non-intervention et par conséquent intervenir auprès de Franco en toute légitimité. Se considérant victime et agressée, elle se libérait de ses contraintes et était libre de participer aux hostilités et favoriser la victoire des franquistes sur les républicains[588].

Après les retraits allemand et italien, un retrait français du pacte de non-intervention aurait pu être envisagé par le gouvernement de Front Populaire, mais il n'en fut jamais ainsi. Le cabinet se contentait, à ce moment-là, du soutien clandestin de la « non-intervention relâchée », pratiquée depuis l'automne 1936 au bénéfice de la République espagnole, et dont les preuves et les limites seront apportées ultérieurement. La France se maintint dans le Comité de Londres, qui tint une courte séance le soir du 31 mai. A cette occasion, von Ribbentrop rappela la décision de son gouvernement, tandis que les Britanniques proposèrent plus tard de revoir le plan de contrôle sans envenimer la situation. Par l'intermédiaire de Charles Corbin, le gouvernement français, se borna « à exposer [son] opinion sur les dangers du système de représailles dont l'Allemagne vient de faire application »[589]. Le diplomate

[587] DDF/V, Télégrammes n° 2186, 2187, de M. François-Poncet à M. Delbos, à Berlin, le 31/05/1937, p.822.
[588] Hermet Guy, *La guerre d'Espagne, op.cit.*p.205.
[589] DDF/V, Télégrammes n°1358 à 1361, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 31/05/1937, p.823.

souligna d'ailleurs que la France n'en avait rien fait dans une situation similaire, quelques jours plus tôt. Le 22 mai, des avions franquistes avaient en effet survolé et mitraillé la localité française de Cerbère, située à la frontière orientale pyrénéenne, ainsi que l'avion d'Air-Pyrénées à Bilbao. Selon Corbin, la France « s'était gardé de toute action précipitée pour obtenir réparation ». L'attitude de l'Allemagne fut par conséquent exagérée et disproportionnée. A la suite de l'intervention française, l'URSS condamna vivement l'Allemagne, tandis que le Portugal appela à la plus grande prudence. Finalement, la séance fut reportée jusqu'au moment où « des conditions normales » seraient rétablies. Le 3 juin, pour satisfaire Allemands et Italiens, et ainsi sauver ce qui restait du Comité de non-intervention, la Grande-Bretagne soumit un nouveau plan à trois points :

A. Les deux parties en conflit devront donner l'assurance solennelle qu'elles respecteront les navires de guerre étrangers en haute mer et ailleurs, et que l'une et l'autre prendront des mesures pour faire respecter cette assurance par leurs forces navales et aériennes.

B. Afin d'éviter tout incident survenu ou tout dommage causé à cet égard à des navires de guerre étrangers chargés de la surveillance maritime et faisant relâche dans les ports de l'une ou l'autre partie, celles-ci devraient être priées de désigner des zones de sécurité dans tous les ports espagnols, zones qui seront reconnues nécessaires comme base de ravitaillement pour ces navires.

C. Il conviendrait de faire savoir aux deux parties que tout manquement de leur part pour faire respecter ces assurances et toute gêne apportée par elles à des navires employés à la surveillance maritime feraient dorénavant l'objet de consultations entre tous les pays au sujet de la situation créée.[590]

Le but de ce nouveau plan était clairement de protéger les navires de contrôle aux frontières espagnoles, et notamment les bâtiments allemands et italiens. Les Britanniques considéraient d'ailleurs cette déclaration comme suffisante pour convaincre les puissances de l'Axe de réintégrer le Comité. Pour les Français, le retour des deux pays constituait le moyen de renforcer le contrôle, « rendant de plus en plus difficile le ravitaillement de l'Espagne en matériel de guerre étranger », pour ainsi « atténuer la virulence du conflit et immuniser l'Europe »[591]. Logiquement et fidèlement, le gouvernement de Léon Blum s'associa à cette initiative, celui de Staline également. A l'issue de longues et âpres négociations, menées

[590] DDF/VI, Communication de l'Ambassade de Grande-Bretagne au Département, Paris, 03/06/1937, p.21.
[591] DDF/VI, Télégrammes n°1388 à 1392, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 03/06/1937, p.35.

depuis Londres par Eden avec les différents représentants étrangers, un accord fut trouvé le 12 juin[592], et en conséquence, l'Allemagne et l'Italie réintégrèrent le Comité de Londres le 16 juin, ainsi que le contrôle maritime en Espagne. Bien sûr, cette réintégration n'était à considérer que sous un aspect théorique. Yvon Delbos, lui-même, était conscient que la partie n'était pas jouée, et que la question du retrait des volontaires n'était pas réglée non plus. Le ministre des Affaires Etrangères tentait, tant bien que mal, de poursuivre sa tâche difficile et s'inquiétait notamment de la glorification des volontaires italiens du camp insurgé, dans la presse italienne. S'il concédait que « ces manifestations ne [répondaient] pas à la volonté de s'engager davantage dans l'entreprise espagnole »[593], Delbos considérait que ce genre de déclarations fragilisait de plus en plus la politique de non-intervention italienne, considérée comme une « simple fiction » par l'opinion publique. Il craignait une réaction de sa part et désirait trouver un accord au plus vite.

Dans ces conditions, le relatif apaisement au Comité ne dura pas longtemps : le 19 juin, le ministre des Affaires Etrangères nazi von Neurath informa l'ambassadeur français François-Poncet de tentatives de torpillage du croiseur *Leipzig*, tentatives qui échouèrent, le croiseur n'étant pas touché. Néanmoins, l'Allemagne demanda expressément, et en vertu de l'accord récemment conclu, l'organisation d'une conférence quadripartite. En outre, Berlin souhaitait qu'une intervention navale soit effectuée, visant à intimider le gouvernement républicain espagnol et le dissuader de recommencer. Une manière de mettre la pression sur le Comité de Londres. Enrique Moradiellos ajoute à ces informations que « la demande soudaine des Allemands, personnellement décidée par Hitler, prétendait tester les limites de la flexibilité franco-britannique »[594]. Tout était une nouvelle fois à refaire pour les Français et les Britanniques, et cette fois-ci, malgré de nombreuses négociations, aucun accord ne fut trouvé, et par conséquent, Hitler et Mussolini, retirèrent définitivement leurs pays du contrôle maritime le 22 juin[595], tout en se maintenant dans le Comité de non-intervention. Quitter le contrôle naval ou le discréditer, tel était le plan des Allemands et des Italiens, d'après Michael Alpert[596]. Avec un pied dedans et un autre en-dehors, l'Allemagne et l'Italie obtenaient une certaine liberté, tout en évitant des complications diplomatiques. A défaut d'empêcher l'Allemagne nazie d'intervenir en Espagne, l'objectif de la diplomatie française était d'éviter

[592] DDF/VI, Télégrammes n°1451 à 1458, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 12/06/1937, pp.96-98.
[593] DDF/VI, Télégrammes n°1356 et 1357, de M. Delbos à M. Corbin, Londres, 17/06/1937, p.139.
[594] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*. p.177.
[595] Le Portugal se retira également du plan de contrôle le 28 juin.
[596] Alpert Michael, *A new international history of the Spanish Civil War, op.cit.* p.142.

autant que possible une intervention plus soutenue de sa part. On craignait effectivement que l'affaire du Leipzig, combinée à la prise de Bilbao par les franquistes, et concluant le contrôle du nord de l'Espagne, n'incite les Allemands à adopter une position belliciste. Delbos missionna donc en urgence François-Poncet pour exprimer les inquiétudes françaises et l'espoir que le gouvernement d'Hitler ne mettrait pas à mal les relations entre les deux pays[597], d'autant plus que le gouvernement du radical Camille Chautemps succéda alors à celui de Léon Blum, provoquant ainsi une légère instabilité au sommet de l'Etat, même si Blum resta au gouvernement, en tant que vice-président, et Yvon Delbos conserva son portefeuille aux Affaires Etrangères. La ligne diplomatique ne changeait pas et il était, nous semble-t-il, peu probable de voir la France s'éloigner de sa politique de non-intervention. Non seulement, le nouveau gouvernement se maintint fidèle à sa politique étrangère, mais il proposa à la Grande-Bretagne une solution au contrôle naval:

> D'abord, puisque l'Allemagne et l'Italie se sont retirées du Comité de contrôle, il y a un intérêt qui me semble évident à maintenir ce contrôle de manière à ne pas laisser par sa disparition porter un coup fatal à la non-intervention. Par conséquent, mon avis est que l'Angleterre et la France proposent de se charger du contrôle, tant dans la zone rebelle que dans la zone républicaine, étant entendu que pour donner toutes garanties d'impartialité elles offriraient de prendre à bord de leurs bateaux des observateurs neutres : ainsi l'Allemagne et l'Italie perdraient tout prétexte pour assurer elles-mêmes un prétendu contrôle unilatéral qui équivaudrait à un blocus de l'Espagne républicaine.[598]

La prise en charge du contrôle maritime par les Français et les Britanniques permit de s'assurer du bon fonctionnement de leur politique à l'égard de la guerre d'Espagne. Au cours de la séance du Comité du 29 juin, Charles Corbin suggéra, au nom des gouvernements français et britannique, la révision du système de surveillance des frontières espagnoles. Le représentant français ajouta sa volonté de voir la concrétisation d'un « plan comportant l'évacuation immédiate des prisonniers et des blessés étrangers »[599]. Cette proposition humanitaire, ne rencontra aucune objection, même si von Ribbentrop et Grandi se contentèrent de répondre évasivement sur leurs intentions, mais si l'on tient compte d'un échange entre von Neurath et Nevile Henderson, ambassadeur britannique à Berlin, nous

[597] DDF/VI, Télégrammes n°596 et 597, Extrême urgence. Réservé. De M. Delbos à M. Corbin, Paris, 23/06/1937, pp.177-178.
[598] DDF/VI, Note de la Direction Politique, *Instructions à M. Corbin*, Paris, 24/06/1937, pp.190-191.
[599] DDF/VI, Télégrammes n°1672 à 1679, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 29/06/1937, p.232.

pouvons néanmoins déceler la volonté des Allemands d'obtenir la reconnaissance, par le Comité de Londres, des droits du belligérant aux deux camps espagnols. Des rumeurs évoquées le 29 juin et matérialisées lors de la séance du 2 juillet, mais la proposition fut rejetée par les Français, car elle constituait la mort de la politique de non-intervention. A notre connaissance, les Français n'avaient aucune intention de céder aux demandes des pays fascistes, et désiraient avec force la mise en place de ces mesures, quitte à les imposer. Les Britanniques, désormais menés par Neville Chamberlain, ne partageaient pas la vision des Français sur cette obligation, et adoptèrent une position plus conciliante, permettant de ne pas se confronter directement aux Allemands, en raison de sa politique d'apaisement, précédemment analysée. Cependant, depuis quelques semaines, Jean Herbette, hostile aux républicains espagnols et qui disposait fréquemment d'informations en provenance du quartier général rebelle à Salamanque, appelait le gouvernement français à accorder ces droits du belligérant au camp rebelle. L'ambassadeur français en Espagne fit part de l'optimisme croissant des insurgés pour une victoire finale sur les républicains, notamment marqué par la prise de Bilbao, le 19 juin. Diplomatiquement, les franquistes « [semblaient] avoir l'espoir d'arriver à des relations correctes avec l'Angleterre ». Compte-tenu de ces circonstances, et si la situation tournait au cours de l'été en faveur des insurgés, Herbette pensait que la position française à l'égard du camp de Franco n'augurerait pas de bonnes relations futures entre la France et un nouveau régime en Espagne:

> […] Mais il est naturel de supposer que si Salamanque voyait la campagne militaire et diplomatique de cet été tourner d'une manière décisive à son avantage (et les efforts qu'on ferait du dehors pour y mettre obstacle pourraient au contraire y contribuer), le gouvernement du général Franco se jugerait assez libre dans ses mouvements pour fonder ses rapports avec la France sur une stricte application de réciprocité.
>
> Le rejet de ce principe [d'accorder les droits du belligérant] nous mettrait dans une position bien difficile pour défendre nos intérêts en Espagne ; son acceptation forcée nuirait à notre prestige et par conséquent à nos moyens d'action, sans compter qu'arrivant parmi les derniers nous risquerions de nous heurter à des positions prises. Il serait donc sage de ne pas nous laisser mener à un dilemme et de préparer l'avenir parallèlement à l'action de l'Angleterre, que nous ne devons jamais essayer de dépasser, mais par laquelle nous n'aurions pas avantage non plus à nous laisser devancer.[600]

---

[600] DDF/VI, Télégrammes n°1095 à 1908. Très confidentiel. De M. Herbette à M. Delbos, Saint-Sébastien, 23/07/1937, pp.457-459.
Sur Jean Herbette, citons la biographie de l'historien français Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960), Journaliste et ambassadeur*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang SA, 2003.

Herbette implora naturellement Delbos de ne pas se montrer rigide au sujet de cette question des droits du belligérant. Une reconnaissance de ces droits par la France contribuait, à ses yeux, à une bonne entente de manière durable, Herbette essaya donc de convaincre le gouvernement du bienfondé de cette option. Si l'on en croit un de ses biographes, Yves Denéchère, le diplomate « s'était déclaré pour un soutien de la France au gouvernement légal espagnol »[601] au tout début de la guerre, avant de changer de position à la mi-septembre 1936, affirmant que « le système en vigueur à Madrid [avait] cessé d'être constitutionnel »[602]. Herbette privilégiait toujours la voie légale et démocratique, mais percevait la situation côté républicain comme pouvant dériver vers l'anarchie, et il avait de fait recommandé une non-intervention stricte, sur le modèle exercé par les Britanniques, mais à l'été 1937, le diplomate orienta son soutien vers le camp de Franco, comme l'explique l'historien français :

> L'ambassadeur de France multiplie ses contacts avec les franquistes et ceux-ci l'encouragent dans sa campagne pour la reconnaissance de Franco. […] Aussi, les discussions avancent sur la question des relations consulaires entre la France et la zone nationale. […] Herbette n'en est donc plus à préconiser un changement de politique, il commence à le mettre en œuvre. […] L'ambassadeur est en train d'initier une véritable politique espagnole parallèle à celle du Quai d'Orsay. […] Pendant l'été 1937, Herbette porte des appréciations des plus sévères sur le gouvernement [républicain].[603]

Cependant, le ministre Delbos n'était pas décidé à suivre la voie proposée par son ambassadeur en Espagne. Denéchère écrit en effet que « les analyses personnelles d'Herbette sur la guerre civile espagnole n'étaient pas toujours bien perçues à Paris »[604]. Pourtant, les avancées franquistes étaient réelles, et les attaques républicaines à l'été 1937 constituèrent surtout des « offensives de diversion »[605], pour reprendre les mots de Bartolomé Bennassar.

Du point de vue de la République espagnole, le refus français fut accueilli avec un certain optimisme, l'impartialité des Français et des Britanniques n'étant pas remise en question. On considéra même que les changements de gouvernement en France et en Espagne étaient à l'avantage de la République. Rappelons que le 17 mai, Manuel Azaña avait nommé

---

[601] Denéchère Yves, *Jean Herbette (1878-1960), Journaliste et ambassadeur*, *op.cit.* p.261.
[602] *Ibid,* p.269.
[603] *Ibid,* p.303.
[604] *Ibid,* p.291. Herbette avait même eu droit à une remontrance de Delbos en février 1937.
[605] Bennassar Bartolomé, *La Guerre d'Espagne et ses lendemains, op.cit.* p.218.

Juan Negrín comme nouveau président de gouvernement, et l'avait chargé de former un nouveau cabinet, pour remplacer celui de Francisco Largo Caballero, qui avait démissionné. Santos Juliá signale que pour Azaña, Negrín était la personne idéale pour mener les négociations avec les puissances internationales, en vue d'une amélioration de la situation :

> Azaña, qui ne se faisait pas non plus d'illusions, croyait que si la République reconstruisait son Etat et son armée, et adoptait une politique militaire défensive, bien qu'elle ne puisse pas gagner la guerre, elle obligerait les puissances démocratiques à liquider la politique de non-intervention et lancer un processus de pacification. Negrín […] lui semblait être le président le plus capable d'avancer dans cette direction, lui qui, contrairement à Prieto, avait une large expérience internationale, avait établi de solides relations avec l'Union Soviétique, s'était rendu incognito à l'étranger, et sa culture et sa large maîtrise des langues pouvaient être d'une grande utilité dans la recherche de cette médiation […].[606]

A l'aise à l'international, Juan Negrín montra dès le début une certaine proximité avec son homologue Camille Chautemps, lui aussi récemment arrivé au pouvoir, en lieu et place de Léon Blum. D'ailleurs, à l'occasion d'une visite à caractère secret à Paris le 1er juillet, Negrín rencontra Blum et Chautemps, et dans son ouvrage *Obras Completas*, Manuel Azaña retranscrivit le compte-rendu que lui avait fait son chef de gouvernement, après sa visite dans la capitale française :

> […] Ils ont d'abord rencontré Blum. Maintenant qu'il n'est plus président, il dit qu'il a une plus grande liberté de mouvement. Quand il présidait le gouvernement, il devait jouer le rôle d'arbitre et de compositeur. Ne l'étant plus, il peut prendre des initiatives qui lui étaient auparavant impossibles […]. Il m'a assuré [Negrín] que Delbos a profondément changé quant au problème de l'Espagne, et qu'il nous est maintenant favorable […]. Negrín est satisfait de sa conversation avec Chautemps. Ils ont aussi discuté avec Delbos, je crois en présence du chef de gouvernement. Ils sont décidés à ne pas céder aux prétentions allemandes […]. Ils souhaitent maintenir le Comité de Londres, mais si les plans franco-anglais n'ont aucun succès, ils reviendraient à la liberté du commerce des armes. Ils n'acceptent rien en ce qui concerne la belligérance des rebelles […]. Au cas où l'embargo sur le matériel de guerre serait levé, ils ont assuré que nous ne pourrions

[606] Juliá Santos, *Vida y tiempo de Manuel Azaña (1880-1940)*, *op.cit.* pp.415-416.
"Azaña, que tampoco se hacía ilusiones, creía que si la República reconstruía su Estado y su ejército y adoptaba una política militar defensiva, aunque no pudiera ganar la guerra, obligaría a las potencias democráticas a liquidar la política de no-intervención e iniciar un proceso de pacificación. Negrín […] le parecía el presidente más capaz para avanzar en esa dirección, pues, al contrario de Prieto, tenía una amplia experiencia internacional, había establecido relaciones sólidas con la Unión Soviética, se había movida de incógnito por el extranjero, y su cultura y amplio dominio de lenguas podían ser de gran utilidad en la búsqueda de aquella mediación […]."

rien acheter en France, ou presque rien, parce que dans une situation de danger, comme celle qui prévaut actuellement, il ne serait pas possible [pour la France] de se défaire d'aucun armement. En revanche, nous pourrions utiliser le transit par la France […].[607]

Ce rapport pourrait sans doute constituer une preuve de la non-immixtion de la France vis-à-vis de la guerre d'Espagne. Le soutien envers la République espagnole était évident et affirmé, mais le gouvernement de Chautemps se maintint dans la politique de non-intervention. L'éventualité de la fin du pacte fut envisagée, mais il était pour l'heure extrêmement peu probable. Toutefois, cet écrit du président Azaña nous révèle aussi la lassitude côté français, face aux exigences répétées de l'Allemagne au Comité, et son attitude de plus en plus ferme à son égard. Le 8 juillet, en réponse aux propositions italo-allemandes, une déclaration fut rédigée par la diplomatie française, et approuvée par le gouvernement, pour la séance du lendemain au Comité. Charles Corbin affirma que le gouvernement de Léon Blum souhaitait assurer « un contrôle impartial et efficace », et que les propositions faites ne le permettaient pas, dans la mesure où elles « joueraient pratiquement en faveur de l'un des adversaires », et mèneraient à « l'affaiblissement de ce système »[608]. Dans ce contexte, la France rejeta officiellement ces propositions.

Lors de la séance du 9 juillet au Comité, l'Allemagne et l'Italie demandèrent à la Grande-Bretagne de trouver un compromis entre les différentes positions, une demande acceptée par Eden. On peut imaginer que sans le soutien de la Grande-Bretagne, la politique de fermeté des Français, envers les nazis et les fascistes italiens, paraissait toujours difficile. Pourtant, le 12 juillet, Delbos missionna l'ambassadeur Corbin d'informer le Comité qu'au vu de la situation, la France serait, à partir du 13 juillet, « dans l'impossibilité de reconnaître à « l'administration en France de l'observation internationale » sur la frontière espagnole le droit de continuer son activité. » Le gouvernement poursuivit sa pression sur le Comité : tant que le contrôle naval et à la frontière terrestre du Portugal[609] ne serait pas rétabli, la France suspendrait son contrôle à sa frontière avec l'Espagne. La Grande-Bretagne fut donc à

[607] Cité dans Berdah Jean-François, *La démocratie assassinée, la République espagnole et les puissances, 1931-1939, op.cit.* pp.308-309.

[608] DDF/VI, Télégramme n°1663, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 08/07/1937, p.340.

[609] Le Portugal annonça le 28 juin au Comité qu'il ne pouvait « accorder plus longtemps aux observateurs britanniques les facilités convenues pour la surveillance du trafic terrestre ». Cela impliquait que la frontière entre le Portugal et l'Espagne n'était plus contrôlé et que par conséquent du matériel de guerre pouvait être acheminé vers l'Espagne. DDF/IV, Télégrammes n°1661, 1662, Secret, Réservé, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 28/06/1937, p.213.

nouveau contrainte de proposer un nouveau plan pour satisfaire les ambitions des uns et des autres. Deux jours plus tard, le Foreign Office fit part de son projet et implora les différentes puissances étrangères de faire preuve d'un « esprit de compromis ». Selon ce plan, la surveillance du contrôle maritime était maintenue, tandis que le système de contrôle terrestre était rétabli, et notamment aux frontières portugaises et françaises. Pour mettre en œuvre ce projet, il était prévu le retrait immédiat des patrouilles navales, remplacées par des officiers étrangers présents dans les ports espagnols; des mesures qui correspondaient aux intentions françaises. En contrepartie, les droits du belligérant seraient octroyés aux deux camps en mer, requêtes allemande et italienne. Enfin, une sous-commission visant à traiter la question du retrait rapide des volontaires étrangers en Espagne serait créée[610]. Le gouvernement français répondit favorablement le 16 juillet, conscient que les Britanniques s'étaient « efforcés de sauver l'accord de non-intervention menacé dans son essence par l'émiettement du contrôle »[611]. La France se dit satisfaite de la présence d'observateurs, dans les ports espagnols, et des discussions à venir sur le retrait des volontaires. Au cours de cette même séance du Comité, les puissances adhérèrent sur le principe à ce plan. Pour faire pression sur le Comité, le gouvernement nazi sortit au même moment, dans la presse, un document dénonçant le recrutement dans la Légion Etrangère française de soldats pour aller lutter dans le camp républicain. L'ambassadeur François-Poncet affirma à Delbos que cette histoire était fausse, et d'ailleurs démentie par l'agence de presse Havas. Le diplomate basé à Berlin dénonça une manigance allemande, exposant l'hypocrisie du gouvernement d'Hitler, renforcée par le fait que des avions allemands avaient survolé la France la nuit pour aller en Espagne, et que Mussolini s'était vanté de la présence de 40 000 Italiens auprès de Franco. François-Poncet proposa de protester dans la presse française contre ces agissements de la part des Allemands, ce qui fut chose faite dans le quotidien radical *L'Œuvre* du lendemain : « Notre ambassadeur proteste à Berlin contre les inventions de la presse allemande »[612]. Dans une autre dépêche, le représentant français à Berlin assura que l'Allemagne avait accueilli favorablement le plan britannique, dans la mesure où il reprenait « trois des revendications essentielles des gouvernements de Rome et de Berlin : la suppression des patrouilles navales,

[610] DDF/VI, Télégrammes n°1809, 1810, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 14/07/1937, pp.374-377.
[611] DDF/VI, Télégramme n°1827, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 16/07/1937, p.409.
[612] « Notre ambassadeur proteste à Berlin contre les inventions de la presse allemande », *L'Œuvre*, Paris, numéro 7 966, 23/07/1937, p.3.

le maintien du contrôle terrestre et, surtout, la reconnaissance aux deux partis espagnols de la qualité de belligérants »[613].

Finalement, dans toutes ces questions techniques, ce furent l'Allemagne et l'Italie qui obtinrent gain de cause : les deux puissances ne cédèrent que le contrôle aux frontières déjà mis en place au préalable, et poursuivirent parallèlement leurs stratégies, à savoir gagner du temps. Au vu du nombre conséquent de volontaires en Espagne pour soutenir l'effort de guerre rebelle, les Italiens avaient tenté, une nouvelle fois, de retarder les travaux des sous-comités, en les sabotant ou en effectuant de nouvelles demandes. Cette stratégie porta clairement ses fruits, car compte-tenu des « divergences encore trop grandes » empêchant la mise en pratique d'un accord concret, Lord Plymouth annonça un « ajournement »[614] provisoire du sous-comité de non-intervention à une date ultérieure mais inconnue. Après une étape déjà laborieuse, au cours du printemps et du début de l'été 1937, le sous-comité dédié à la question du retrait des volontaires ne se réunit d'ailleurs plus entre fin juillet et novembre 1937. De fait, les possibilités d'accords s'amenuisaient considérablement, comme l'a signalé Juan Avilés Farré : « Jamais on ne trouva d'accord ni sur les droits de belligérance ni sur le retrait des volontaires. Le Comité de non-intervention entra dans une étape d'activité réduite qui durerait jusqu'à la fin de la guerre ».[615] Le 15 septembre, le président du Comité renonça à convoquer une nouvelle séance, car la France était la seule puissance à s'être prononcée sur le plan de réorganisation du contrôle[616]. Deux semaines plus tard, alors que les opinions publiques européennes considéraient que le Comité était « défunt » et qu'aucune avancée n'était constatée, Charles Corbin signifia à Lord Plymouth qu'il n'existait aucun intérêt à réunir les différents représentants. Enrique Moradiellos affirme, à ce sujet, que « la paralysie obtenue au sein du Comité scellait dans la pratique le démantèlement d'une grande partie du système de contrôle et de la supervision élaboré au début de l'année »[617], et mettait fin ainsi à une aventure au succès quasi-néant de la non-intervention franco-britannique. Cette attitude dilatoire, mêlée à la poursuite de l'intervention auprès des insurgés, permit à Franco de briser le front nord de l'Espagne à la fin octobre 1937, avec l'importante prise du port de Gijon aux Asturies le 21 octobre.

---

[613] DDF/VI, Dépêche n°1135, de M. François-Poncet à M. Delbos, Berlin, 22/07/1937, p.449.
[614] DDF/VI, Télégrammes n°2035, 2036, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 06/08/1937, pp.571-572.
[615] Avilés Farré Juan, *Las grandes potencias ante la guerra de España, op.cit.* p.44.
[616] DDF/VI, Télégrammes n°2336, 2337, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 15/09/1937, p.786.
[617] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*. p.186.

Face à l'inefficacité du Comité à résoudre la question espagnole, le gouvernement français subissait de nombreuses critiques, en provenance de la République espagnole et de son propre camp. Le 27 septembre 1937, le Secrétaire général du PCF, Maurice Thorez, dénonça violemment la stratégie du gouvernement de Front Populaire, de la période Blum à la période Chautemps, et déclara dans un discours à Longwy, en Lorraine :

> Les premiers, nous avions alerté le pays et prouvé que le fascisme était le principal fauteur de guerre. Dès le début du conflit, nous avons montré la véritable signification de la guerre déclenchée en Espagne par Franco, Hitler et Mussolini et prouvé qu'elle était une menace contre la démocratie, un danger pour la paix et pour la sécurité de la France. Il est désormais clair pour tous les peuples que la politique dite de neutralité et de non-intervention a été une duperie tragique et une erreur néfaste…
>
> […] Il est encore temps de sauver la paix […] par le nettoyage du sol républicain de tous les espions et provocateurs fascistes, par le respect du droit international et des clauses du pacte de la S.D.N.[618]

« Duperie » et « erreur » furent les termes utilisés par les communistes français pour désigner la politique gouvernementale. Thorez avertit à Longwy de la menace que faisait jouer l'échec de la politique de non-intervention du gouvernement français pour la sûreté du pays. Franco était en train de gagner la guerre d'Espagne, au mépris des traités et des accords internationaux, insinua le leader communiste. La position du PCF en septembre 1937 n'était pas différente de celle proclamée en juillet 1936 : un des moyens pour se protéger de la menace fasciste résidait dans le respect du droit international vers une autorisation de l'achat de matériel de guerre à la République espagnole, et cela passait, à leurs yeux, notamment par la réouverture des frontières françaises. Le discours de Thorez témoignait, une nouvelle fois clairement, des critiques et des pressions, auxquelles avait affaire le gouvernement de Chautemps. Ce discours survenait de surcroît alors que du nouveau matériel de guerre était transporté depuis Hambourg vers le camp rebelle, et qu'une soixantaine de camions allemands avaient été aperçus à la gare d'Hendaye, au Pays Basque français.

Dans une lettre personnelle rédigée le 20 septembre à destination d'Alexis Léger, Secrétaire général du ministère des Affaires Etrangères, René Massigli, directeur politique adjoint au Quai d'Orsay, s'inquiétait des fortes pressions que subissait Yvon Delbos « pour

[618] « M. Thorez parle de la situation internationale à Longwy », *Ce Soir*, Paris, numéro 209, 27/09/1937, p.3.

que la France abandonne la politique de non-intervention au moins en tant qu'elle comporte la fermeture des frontières »[619]. A la tribune de la Société des Nations, le ministre des Affaires Etrangères français avait en effet reconnu une forme d'échec de la non-intervention et fait une allusion à une réorientation possible de la position du gouvernement en Espagne :

> […] Vous savez, messieurs, ce qu'il est advenu de cette politique [de non-intervention], que mon pays persiste à juger la meilleure à la condition qu'elle ne soit pas une dérision. Elle n'est évidemment possible que si elle est observée par tous avec un contrôle efficace et, surtout, une acceptation unanime et sincère de la loi commune, que doit notamment attester le retrait pour chaque pays de ceux de ses nationaux qui participent à la guerre civile.
>
> Dans le cas contraire, et surtout devant un afflux croissant de combattants et d'armes, le danger s'aggraverait singulièrement en raison d'un autre aspect du problème : la menace d'une rupture d'équilibre au détriment des intérêts légitimes et des nécessités vitales d'autres pays.[620]

La question d'une aide officielle française vers la République espagnole fut soulevée, mais en réalité, la France du Front Populaire menait depuis quelques mois des actions clandestines en faveur des républicains, qui seront détaillées ultérieurement. La veille, Delbos avait d'ailleurs fait part à Eden de sa proposition d'avertir le gouvernement italien « qu'au cas où ses projets seraient démasqués, la frontière pyrénéenne serait ouverte »[621]. Face à ces propos, René Massigli s'inquiétait des conséquences politiques de ce discours et donnait les raisons pour lesquelles il ne trouvait pas cette idée judicieuse pour la France :

> Pour ma part, je n'ai cessé de lui dire que l'ouverture des frontières serait une déplorable solution :
>
> - parce que la position républicaine est fortement ébranlée et que pour rétablir la situation à Valence, il faut à l'heure actuelle un énorme effort ;
>
> - parce que les envois de matériel ne suffiront pas ;

[619] DDF/VI, Lettre personnelle, de M. Massigli à M. Léger, Genève, 20/09/1937, p.824.
[620] « M. Yvon Delbos expose les thèses françaises à l'Assemblée de la S.D.N. », *Le Populaire*, Paris, numéro 5331, 19/09/1937, p.3.
[621] DDF/VI, Analyse de la Sous-Direction de la Société des Nations d'une conversation entre MM. Eden et Delbos, Genève, 17/09/1937, p.816.

- parce que les Italiens seront justifiés à intensifier encore leur effort et qu'à moins de se résigner à avoir le dessous, on devra les imiter : on serait ainsi amené de part et d'autre à l'intervention directe ;

- enfin, parce que l'ouverture de la frontière mettrait fin à la solidarité des gouvernements français et anglais.[622]

Parmi les raisons évoquées par Massigli, force est de constater que la position républicaine se faisait de plus en plus difficile : le gouvernement républicain avait perdu le contrôle du Pays Basque en juin, la bataille de Brunete au mois de juillet s'était soldée par de nombreuses pertes républicaines. La bataille de Belchite sur le front aragonais en septembre ne représentait qu'une victoire partielle pour les républicains. S'ils avaient repoussé d'une dizaine de kilomètres la ligne de front à leur avantage, les troupes républicaines échouèrent à reprendre la ville de Saragosse, toujours aux mains des rebelles. Enfin, la ville de Santander en Cantabrie fut occupée par les franquistes le 26 août. L'historien Javier Tusell ajoutait à cette information que cette dernière « conclut la résistance dans la zone nord qui […] modifia de manière importante l'équilibre des forces »[623]. Un échec qui, d'après Gabriel Jackson, se devait à « la supériorité matérielle des nationalistes », au fait que « les russes réduisirent beaucoup leurs envois de tanks et d'avions » et que « l'engagement des soldats italiens augmenta rapidement »[624]. La France pouvait donc justifier une intervention pour sauver la République, mais cela aurait évidemment constitué une violation du pacte de non-intervention. Lui était-il possible d'annihiler une année complète de diplomatie ? Les Britanniques n'auraient, dans ces circonstances, probablement plus soutenu la France, tandis qu'une telle attitude aurait justifié l'aide allemande et italienne auprès de Franco, et placé ainsi la France dans une position belligérante contre les puissances fascistes, sans le secours de la Grande-Bretagne, un risque de sécurité majeur pour le pays, dont Massigli voulait préserver la France. Sur le plan diplomatique, l'ouverture des frontières aurait aussi placé le Quai d'Orsay en perte de crédibilité, dans la mesure où elle concédait indirectement l'échec de sa politique de non-intervention dans son ensemble.

Plus loin dans sa lettre, le directeur politique adjoint du Quai d'Orsay préconisait, compte-tenu du contexte favorable au général Franco, de ne pas irriter le camp de

[622] *Ibid*, p.825.
[623] Tusell Javier, *Vivir en Guerra, historia ilustrada, España 1936-1939*, Madrid, Sílex, 2003, p.105.
[624] Jackson Gabriel, *La República española y la guerra civil, op.cit.* p.426.

Salamanque. L'ouverture des frontières n'aurait apporté, d'après lui, aucun avantage à la République, et aurait risqué de compromettre de bonnes relations futures avec Franco et Mussolini. Massigli conseilla d'occuper conjointement avec les Britanniques l'île de Minorque, contrôlée par les républicains espagnols, afin de contrecarrer les projets expansionnistes de Mussolini sur les Baléares, tout en annonçant que cette occupation prendrait fin lorsque les Italiens auraient quitté la péninsule. Ainsi, les Italiens seraient incités à se retirer de la guerre d'Espagne, ce qui apparaîtrait « comme un moyen de donner toute son efficacité à la politique de non-intervention et non pas comme en contradiction avec cette politique »[625]. Cette proposition fut soumise et considérée un temps par Anthony Eden à Londres, mais rejetée en bloc par Yvon Delbos à Paris, assurant qu'une telle action ne donnerait aucun avantage au gouvernement républicain, dont le siège avait été déplacé à Valence depuis novembre 1936 en raison de l'encerclement de Madrid[626]. D'après le ministre, cela attirerait également les foudres de l'extrême-gauche qui s'y opposerait, et de l'extrême-droite qui accuserait le gouvernement français de saboter les espoirs d'une bonne entente avec l'Italie mussolinienne. A la fin de la lettre, pour se prémunir du risque de changement de politique par Delbos, en faveur d'une ouverture de la frontière pyrénéenne, Massigli appela Léger à trouver un « contre-projet » à proposer au ministre.

C'est en marge du Comité de Londres que des négociations entre les puissances européennes concernées par la guerre d'Espagne eurent lieu, notamment vis-à-vis des actes de piraterie. En effet, tout au long du mois d'août, se produisirent des attaques menées par des sous-marins italiens dans les eaux méditerranéennes. Parmi les victimes de ces attaques navales, des navires de marchandises en sous-pavillons républicain, britannique, russe et français. Une situation qui alerta la France et la Grande-Bretagne. Par conséquent, pour répondre à cette situation et ainsi mettre fin à ces actes de piraterie, les deux pays prirent leurs responsabilités et organisèrent une conférence le 10 septembre à Nyon, en Suisse. Un accord de principe fut trouvé le 6 pour sa mise en place, mais trois jours plus tard, Mussolini, se sachant responsable, se déroba et décida de décliner l'invitation de la France et la Grande-Bretagne à la conférence. Hitler suivit les pas du Duce mais, à la différence des épisodes précédents, Eden et Delbos ne cédèrent pas et maintinrent la conférence, au cours de laquelle deux grandes mesures furent prises : autorisation pour les différents navires attaqués de répondre aux agressions en détruisant le sous-marin agresseur, surveillance par des patrouilles

[625] *Ibid*, p.826.

[626] Le gouvernement républicain se maintint à Valence jusqu'à la fin octobre 1937. Negrín déplaça son nouveau cabinet à Barcelone face à l'avancée rebelle vers la Méditerranée.

franco-britanniques des tracés maritimes de Gibraltar à l'île de Malte. En quatre jours, la Grande-Bretagne et la France obtinrent un succès diplomatique important et firent preuve de fermeté à l'égard des attaques fascistes, comme jamais ils ne l'avaient fait. Enrique Moradiellos le confirme :

> La conclusion de l'Accord de Nyon, signé le 14 septembre 1937, signifia un triomphe incontestable de la politique de fermeté franco-britannique et une défaite diplomatique pour l'Italie. […] Quoiqu'il en soit, l'Accord de Nyon laissait entendre clairement qu'il y avait des limites précises à l'aide militaire fasciste envers Franco et qu'elles ne devaient pas être franchies sous peine de graves risques.[627]

L'Italie dut s'incliner et finit par adhérer aux mesures de Nyon « pour sauver les apparences », d'après Michael Alpert[628]. Le comte Ciano annonça même à l'ambassadeur britannique à Rome, Sir Eric Drummond, que son pays n'enverrait plus d'autres volontaires en Espagne. Cette conférence constitua une lueur d'espoir au cours d'un été mouvementé, marqué par les bombardements, les actes de piraterie et les stratégies dilatoires italo-allemandes, et au cours duquel le Comité de Londres agonisait. La politique de non-intervention ne fonctionnait pas, n'empêchait pas le concours des puissances de l'Axe auprès de Franco contre une République aux soutiens bien plus réduits. Les résultats de Nyon laissaient entrevoir une possibilité d'action pour les puissances démocratiques. Cependant, il nous semble que si la victoire diplomatique à Nyon, obtenue en marge des discussions du Comité, traduisait la fermeté désirée par beaucoup en France, et notamment au sein du gouvernement, elle ne put répondre aux attentes de la République espagnole, ce que les évènements des mois suivants allaient confirmer.

---

[627] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*. p.205.
"La conclusión del Acuerdo de Nyon, firmado el 14 de septiembre de 1937, significó un triunfo indudable de la política de firmeza franco-británica y una derrota diplomática para Italia. […] En cualquier caso, el Acuerdo de Nyon daba a entender claramente que había límites precisos a la ayuda militar fascista a Franco y que éstos no debían ser franqueados so pena de graves riesgos."
[628] Alpert Michael, *A new international history of the Spanish Civil War, op.cit.* p.145.

1.5 – Entre espoir et découragement (septembre 1937 – avril 1938).

Renforcées par cette victoire diplomatique à Nyon, les deux puissances démocratiques invitèrent, le 2 octobre, l'Italie à des conversations, dans les plus brefs délais, portant sur l'exécution de ce plan. Delbos souhaitait que l'Allemagne soit incluse dans les discussions et laissa une série d'instructions à Corbin, qui devait les transmettre au Foreign Office dans le cas où la réponse italienne n'était pas conforme aux attentes de son gouvernement :

a. Une réunion immédiate du Comité de non-intervention serait demandée ; […] le représentant français ferait connaître qu'à titre provisoire son gouvernement considère comme suspendus les engagements de non-intervention qu'il a contractés […].

b. La frontière serait ensuite ouverte aux expéditions de matériel de guerre venant de France ou en transit.

c. la question des volontaires serait laissée dans le vague. […] En somme, le gouvernement français se bornerait à ne pas encourager et à ne pas favoriser les départs […].[629]

Il s'agissait ici d'une prise de position ferme de la part du ministre des Affaires Etrangères français, expliquée à la fois par un sentiment de force, suite aux évènements de Nyon, et par une volonté de ne plus rien céder aux puissances fascistes vis-à-vis de l'Espagne. Cette attitude visait certainement à reprendre le contrôle de la non-intervention, mais aussi à réaffirmer le parti pris de la France envers la République espagnole.

La réponse italienne n'intervint qu'une semaine plus tard, dans un communiqué transmis au chargé d'affaires Blondel, basé à Rome. Le gouvernement de Mussolini souhaitait que les discussions aient lieu au sein du Comité de Londres, et non par l'intermédiaire de conversations ou de conférences externes. Les Italiens ne voulaient pas de conversations où les Allemands ne seraient pas invités[630]. Dans le même temps, le général Parisot, dépêché à Rome, informa le ministre de la Guerre, Edouard Daladier, que de nouveaux bataillons de Chemises noires italiens étaient sur le point d'être envoyés vers le camp insurgé en

[629] DDF/VII, Note de la Direction Politique, concernant les instructions de M. Delbos à M. Corbin, Paris, 07/10/1937, pp.62-63.
[630] DDF/VII, Télégramme n°1438, de M. Blondel à M. Delbos, Rome, 09/10/1937, p.91.

Espagne[631]. Face à ce refus, les Français allaient-ils maintenir la fermeté acquise à Nyon ? D'après Juan Avilés Farré,

> L'apparente fermeté […] se révéla fausse. Malgré le fait que Rome refuse la proposition le 8, la fiction de la non-intervention se poursuivit et le gouvernement français […] ne rouvrit pas formellement sa frontière aux envois d'armes vers l'Espagne. Ce qu'il fit en revanche, c'est faciliter son passage clandestin, apparemment avec l'approbation d'Anthony Eden.[632]

Une nouvelle fois, la France se borna à sa politique de non-intervention, mais accepta une semaine plus tard de recevoir le matériel soviétique à Bordeaux et de l'acheminer de l'autre côté des Pyrénées[633]. Parallèlement, le 14 octobre 1937, Delbos transmit à la présidence du Comité de non-intervention un projet de déclaration franco-britannique. Le ministre était conscient que la situation avait évolué au cours des deux mois précédents et méritait d'être éclaircie, notamment au sujet des volontaires étrangers présents en Espagne. A l'issue des discussions, les deux gouvernements exprimèrent plusieurs avis à cet égard, en désirant en premier lieu le retrait et l'évacuation rapide des volontaires en Espagne ; ensuite en faisant pression sur le gouvernement républicain et sur le camp insurgé pour qu'un « certain nombre de volontaires soient retirés des deux armées, compte tenu de la disproportion notoire existant entre les effectifs étrangers servant de part et d'autre » ; en demandant que les puissances participantes au pacte de non-intervention s'engagent strictement à ne plus envoyer de nouveaux contingents de volontaires vers l'Espagne ; enfin, en exigeant qu'un système de contrôle renforcé soit mis en application[634]. Ce projet reçut l'approbation du Conseil des ministres, et pourtant, si l'on en croit le télégramme transmis dans la foulée par Delbos à Corbin, ce projet ne semblait pas suffisamment précis. A ses yeux, la déclaration restait vague sur la quantité à retirer pour chacun des deux camps s'opposant en Espagne. D'après les renseignements dont il disposait, le nombre de volontaires étrangers dans les rangs républicains s'élevait à 9 000 hommes[635], un nombre inférieur à celui des forces volontaires

---

[631] DDF/VII, Dépêche n°183/S. Secret. Du général Parisot à M. Daladier, Rome, 09/10/1937, p.95.

[632] Avilés Farré Juan, *Las grandes potencias ante la guerra de España, op.cit.* p.54.
"La aparente firmeza […] se demostró falsa. A pesar de que Roma rechazó la propuesta el día 8, se mantuvo la ficción de la no intervención y el gobierno francés […] no reabrió formalmente su frontera a los envíos de armas hacia España. Lo que sí hizo fue facilitar su paso clandestino, al parecer con el visto bueno de Anthony Eden."

[633] *Ibid,* p.54.

[634] DDF/VII, Télégramme n°2369, de M. Delbos à M. Corbin, Paris, 14/10/1937, pp.135-136.

[635] Un autre rapport du nouveau chargé d'affaires de France auprès du gouvernement républicain, Payart, datant du 13 octobre, avait fait état d'un nombre oscillant entre 12 000 et 16 000 volontaires étrangers côté républicain,

en faveur de Franco, comme nous l'avons déjà indiqué, ce qui interpella le ministre. Afin de répondre à cette question, Delbos avança trois éléments de réponse qui pouvaient être envisagées :

> Ou bien le retrait s'opérerait suivant une proportion à discuter, qui devrait être approximativement de l'ordre de 5 à 1 ; ou bien, si une évaluation suffisamment précise pouvait être rapidement établie, le premier retrait s'effectuerait selon la proportion résultant des informations ainsi recueillies ; ou bien l'opération n'aurait qu'un caractère symbolique et serait réalisée sur une base d'égalité ; mais dans ce cas, elle ne pourrait porter de part et d'autre que sur des effectifs très limités.[636]

Au regard de ce document, Yvon Delbos semblait privilégier la première option, celle qui impliquait une aide plus efficace au gouvernement républicain. Plus loin dans son télégramme, il souligna l'importance de faire pression sur le Comité pour obtenir une réponse rapide des autres puissances, qui ne saurait excéder une semaine, car dans le cas contraire, Delbos proposerait une nouvelle fois de retirer la France de ses engagements et de reprendre sa liberté d'action. Le ministre demanda, par ailleurs, à l'ambassadeur Corbin d'informer Anthony Eden que la « solidarité » entre la France et la Grande-Bretagne, au sujet de l'Espagne, n'était possible que si les mesures empêchant les exportations vers l'Espagne étaient abrogées ou si un « gage » était proposé pour renforcer l'alliance entre les deux pays en Méditerranée, permettant de négocier avec l'Italie le retrait de ses volontaires[637]. Nous doutons toutefois de la possibilité réelle d'un tel retournement de situation.

Lors de la séance suivante du Comité, le représentant Dino Grandi accepta sur le principe la proposition, tout en signalant, dans une nouvelle tentative dilatoire de l'Italie, que la question du retrait ne serait traitée que lorsque celle des droits du belligérant serait réglée, et l'Union Soviétique refusa, quant à elle, le plan franco-britannique, réclamant que «le retrait des volontaires [soit] effectué dans sa totalité »[638] avant de pouvoir aborder la question d'une reconnaissance de droits de belligérance. La séance du 19 octobre n'aboutit à rien, si ce n'est qu'à un sentiment d'échec. Pourtant, le lendemain, l'optimisme regagna l'assemblée du

---

et d'au moins 50 000 côté rebelle. DDF/VII, Dépêche n°210, de M. Payart à M. Delbos, Valence, 13/10/1937, p.129.

[636] DDF/VII, Télégrammes n°2370 à 2373, de M. Delbos à M. Corbin, Paris, 14/10/1937, p.140.

[637] *Ibid*, p.141.

[638] DDF/VII, Télégrammes n°2394 à 2396, et n°491-492, de M. Delbos aux ambassadeurs de Londres et Moscou, Paris, 16/10/1937, p.159.

Comité. Grandi se montrait enfin conciliant, en admettant qu'un retrait des volontaires ne pouvait être effectif qu'avec un projet de contrôle strict. Le représentant italien affirma aussi que son gouvernement était en accord avec la proposition de retrait à nombre égal du nombre de volontaires, conscient que le nombre d'étrangers était supérieur dans le camp franquiste. Corbin s'interrogea toutefois, avec une certaine légitimité, sur les raisons de ce changement de posture de la part de l'Italie. Le 2 novembre, alors que les négociations traînaient en longueur et que les gouvernements français et britannique faisaient l'objet de nombreuses critiques, un accord fut finalement trouvé et ratifié deux jours plus tard. Cet accord octroyait à Lord Plymouth la possibilité de contacter les deux camps espagnols pour s'assurer de leur bonne volonté. Le gouvernement de Juan Negrín tarda à répondre mais se déclara, le 30 novembre, prêt à collaborer vers un retrait des volontaires étrangers, sous le contrôle des puissances étrangères et du Comité de Londres. Les républicains souhaitaient parallèlement quelques éclaircissements, notamment concernant les Marocains qui aidaient les rebelles, non considérés comme étrangers. Jean-François Berdah explique ce long délai de réponse par les longues discussions dans les rangs du gouvernement espagnol et par une question stratégique d'approvisionnement:

> S'il était impératif de concilier les positions divergentes au sein du gouvernement, il était aussi utile, selon certains ministres, de ne pas aller trop vite, de peur notamment que se ferme la frontière française, par laquelle pénétrait en Espagne une grande partie de l'aide militaire extérieure.[639]

La possibilité de considérer les Marocains comme étrangers, en vue d'un éventuel retrait, fut soumise à l'accord des franquistes, mais bien sûr, cet accord était peu probable et ne fut jamais ratifié. La question des volontaires étrangers se trouvait alors dans une impasse et mettait en péril les efforts consentis par le Comité de Londres. D'ailleurs, d'après Jean-François Berdah, aucune décision concrète ne fut prise avant septembre 1938. Au cours des mois de novembre et décembre 1937, des négociations avaient eu lieu sur la quantité de volontaires étrangers à exclure. Une proportion de trois-quarts avait été proposée, mais rejetée par le général Franco, qui n'envisageait de retirer que quelques milliers de volontaires. Les tactiques dilatoires des puissances fascistes, ainsi que du camp insurgé, depuis août 1936, minèrent le moral des dirigeants du Comité, et la détermination laissait place au désarroi et à

[639] Berdah Jean-François, *La démocratie assassinée, la République espagnole et les puissances, 1931-1939, op.cit.* p.322.

l'impuissance. Corbin déclara de manière confidentielle à Camille Chautemps, placé aux Affaires Etrangères par intérim, que Lord Plymouth apparaissait « résigné ». Passant outre le Comité, le diplomate français recommanda donc de passer directement par Anthony Eden pour « le convaincre de la nécessité de mener le débat avec plus de fermeté »[640]. Les négociations difficiles au sein du Comité, et le rapprochement du gouvernement britannique de Chamberlain avec le camp franquiste, concernant un échange d'agents, incitaient Eden à convoquer Chautemps et Delbos pour une réunion les 29 et 30 novembre, de crainte que la France lâche son allié. Cependant, cette crainte par rapport à l'attitude des Français n'était pas fondée. Chamberlain savait très bien que le gouvernement de Chautemps avait pris parti en faveur de la République. Un tel échange d'agents aurait été considéré comme une trahison envers le gouvernement de Negrín. Anthony Eden témoigna également, dans ses mémoires, de cette réunion, et nous éclaire davantage sur la vision des deux hommes politiques français:

> Le reste de la discussion anglo-française fut surtout caractérisée par une admirable définition, que donna Delbos, de l'attitude de son pays dans la guerre civile espagnole. Le gouvernement français, dit-il, eût préféré que le gouvernement républicain espagnol gagnât. Mais il ne pensait pas que ses intérêts seraient nécessairement menacés si Franco gagnait. Une menace ne pouvait venir que de l'Allemagne et de l'Italie. M. Chautemps, à son tour, manifesta quelque inquiétude à l'idée que la France courait le risque, dans le développement de nos conversations avec Mussolini, d'être exclue de la discussion de questions qui intéressaient son pays, autant que la Grande-Bretagne. Il cita comme exemple l'Espagne et l'Abyssinie. « Il serait souhaitable, dit-il, d'éviter un accord anglo-italien bilatéral sur des questions qui préoccupent aussi la France. » Cette requête me parut valable, également dans notre intérêt.[641]

De ce passage, il convient de retenir, à notre avis, plusieurs points : tout d'abord la confirmation de la non-immixtion française et la volonté du gouvernement de voir la République s'imposer dans la guerre d'Espagne ; ensuite, une certaine crainte des puissances fascistes allemande et italienne ; enfin, l'inquiétude de se retrouver isolée sur le plan diplomatique pour mener à bien les négociations concernant la politique de non-intervention en Espagne, et une forme de soumission vis-à-vis de la Grande-Bretagne, que nous constaterons ultérieurement.

---

[640] DDF/VII, Télégrammes n°2973 à 2976, de M. Corbin à M. Chautemps, Londres, 14/12/1937, p.694.
[641] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit*. pp.583-584.

Au cours du premier trimestre de l'année 1938, malgré une volonté de poursuivre la politique de non-intervention, les négociations vers un retrait des volontaires étaient tombées presque systématiquement dans une impasse. Les avancées furent maigres et profitèrent à Franco. La stratégie de sabotages diplomatiques de l'Allemagne et de l'Italie portait ses fruits : le pacte de non-intervention était inefficace, son Comité incapable de trouver une solution à long terme pour un dénouement de la guerre d'Espagne sans interventions extérieures. Le président du Comité était découragé, jusqu'à début avril 1938, date de la chute du gouvernement de Front Populaire, marqué par le retour éphémère de Léon Blum au pouvoir à la mi-mars, rien ne changea réellement. Sous l'autorité du radical Edouard Daladier, un nouveau gouvernement fut formé, plus orienté vers la droite, qui maintint sa fidélité au pacte de non-intervention en Espagne, sans pour autant prendre parti en faveur de la République. La politique espagnole du Front Populaire s'avéra inopérante dans son incapacité à favoriser une non-intervention stricte en Espagne, et ainsi soutenir les républicains espagnols. Pour Jean Zay, c'est à l'été 1936 que se joua le sort de la guerre civile espagnole. Le ministre de l'Education du Front Populaire critiqua, dans ses mémoires, l'absence de réaction de son gouvernement pour soutenir les républicains, et notamment de ceux ayant soutenu la non-intervention jugée criminelle pour la Seconde République espagnole:

> Les deux promoteurs essentiels de la « politique de non-intervention » furent, dès le début, Léon Blum, président du Conseil, et Camille Chautemps, vice-président. Léon Blum ne l'a pas subie ; il la croyait personnellement judicieuse. Qu'on se rappelle le courageux discours de Luna-Park. Quant à Chautemps, c'est lui qui, quelques minutes avant le premier Conseil des ministres sur ce sujet, en juillet 1936, prit les jeunes ministres à part, et, faisant les cent pas avec eux dans la rue de Varenne et sur le boulevard des Invalides, les chapitra énergiquement, leur représentant que l'insurrection militaire serait victorieuse en peu de semaines et que le gouvernement républicain s'écroulerait comme un château de cartes. […]
>
> Les hésitations du gouvernement français en juillet 1936 furent décisives. Il eût suffit alors d'une aide insignifiante au gouvernement de Madrid pour qu'il étouffât dans l'œuf la rébellion. Et personne n'eût pu nous reprocher honnêtement notre concours au seul gouvernement légal de l'Espagne, avec lequel nous étions en droit de traiter. Le problème s'envenima rapidement, on sait comment et pourquoi. La France ne pouvait être que perdante parce que, là encore, elle fit une politique à mi-chemin […]. On pouvait intervenir ou ne pas intervenir. On intervint assez pour se le voir reprocher dans le camp adverse, pas assez pour donner aux républicains un appui efficace.[642]

[642] Zay Jean, *Souvenirs et Solitudes*, Paris, Belin, 2010, pp.137-138.

Le ministre radical dénonçait le manque de décision courageuse de la France et indirectement une politique de non-intervention désastreuse pour la République espagnole. La critique d'une « politique à mi-chemin » nous semble effectivement correspondre à la réalité avancée par une grande partie des historiens de différents pays, comme nous venons de le constater tout au long des pages précédentes. Les plans initiaux de Léon Blum et d'une partie du gouvernement d'intervenir en Espagne furent contrecarrés à la fois la campagne de presse du 23 juillet 1936 et par l'absence de soutien de la Grande-Bretagne dans cette initiative, les obligeant à s'orienter dès août 1936 vers la politique de non-intervention, derrière laquelle était dissimulé un parti pris évident pour le camp républicain, et qui permettait en théorie au moins d'empêcher les puissances fascistes de soutenir Franco.

A aucun moment, cependant, ces dernières ne respectèrent le pacte qu'elles avaient signé après un mois de longues négociations. Dès septembre 1936, alors que les travaux du Comité de Londres débutaient tout juste, les preuves d'infractions du pacte par l'Italie et l'Allemagne incitèrent l'Union Soviétique à rompre également ses engagements pour approvisionner la République. Dans ces conditions, le gouvernement de Front Populaire français proposa la mise en place d'un plan de contrôle, mais les tactiques dilatoires allemandes et italiennes enrayèrent les efforts franco-britanniques en vue d'obtenir une politique de non-intervention opérante. L'absence d'un contrôle efficace permettait aux puissances fascistes de poursuivre leur aide au camp rebelle, tandis que la France maintenait sa fidélité à la politique de non-intervention. A l'exception de la victoire diplomatique de Nyon, en septembre 1937, jamais la France et la Grande-Bretagne ne montrèrent suffisamment de fermeté pour rendre à leur politique étrangère, pourtant louable en théorie, une efficacité permettant une abstention de participation internationale à la guerre d'Espagne. Au fil des mois, dans un contexte où la pression sur l'échec de la non-intervention s'accentuait et suscitait les critiques de ses contemporains, tout en étant « contraint de maintenir le principe de la non-intervention, car il n'[aurait] jamais de majorité pour la déclarer caduque »[643], Léon Blum modifia quelque peu sa stratégie vis-à-vis du conflit espagnol et ne se contenta pas d'une politique de non-intervention efficiente.

[643] Greilsammer Ilan, *Blum*, Paris, Flammarion, 1996, p.386.

2. Agir face à l'inefficacité de la non-intervention.

Malgré l'échec de sa politique de non-intervention en Espagne, l'analyse de l'attitude de la coalition de Front Populaire, entre août 1936 et avril 1938, ne saurait tenir uniquement compte des télégrammes et dépêches issus des archives diplomatiques. Ne pouvant se résoudre à abandonner ses « amis » de la République espagnole, le gouvernement de Blum s'activait, en sous-main, pour leur offrir une aide dans la clandestinité mais, comme nous le constaterons au cours des prochaines pages, l'aide de la France à la Seconde République ne se limita pas à cette aide souterraine du gouvernement. En parallèle, de nombreuses initiatives visèrent à porter secours aux républicains espagnols pour compenser l'échec de la politique diplomatique française, lesquelles purent compter sur le soutien du gouvernement qui allait, dans ces circonstances, feindre l'ignorance.

2.1 – La « non-intervention relâchée » de Blum.

La signature du pacte de non-intervention en août 1936 ne signifia pas pour autant une adhésion totale de la part du gouvernement de Front Populaire français car, comme il a été souligné plus haut, la politique adoptée par la coalition de Léon Blum constituait en fait une non-immixtion, c'est-à-dire un parti pris favorable aux républicains espagnols. Cette préférence se concrétisa par une formule, provenant de la bouche même de Léon Blum, celle de la « non-intervention relâchée ». Jules Moch affirmait que cette politique correspondait à la quatrième étape de la politique espagnole du président du Conseil :

> Dans une première période très brève – du 20 au 25 juillet 1936 – Léon Blum veut donner pleine satisfaction au gouvernement légitime de l'Espagne.
>
> Dans une deuxième, aussi courte – du 25 juillet au 1er août – l'inquiétude du gouvernement britannique et de certains ministres français l'amène à substituer aux ventes directes d'Etat à Etat des cessions à des tierces puissances d'avions non armés, vendus par des constructeurs privés.
>
> Dans une troisième période (1er août-mi-septembre), l'afflux de matériels allemands et italiens, les risques de guerre européenne incitent Léon Blum à proposer la non-intervention, les livraisons se poursuivant au cours de la période précédente jusqu'à conclusion de l'accord. Le 7 septembre, notre frontière pyrénéenne est fermée, même au transit. […]

La quatrième et dernière période commence vers la fin de septembre 1936 et dure jusqu'à la victoire de Franco en mars 1939. Les preuves abondent, en effet, dès septembre que les puissances centrales ne respectent pas leurs engagements.[644]

La « non-intervention relâchée » trouvait donc, nous semble-t-il, son origine en septembre 1936 dans les preuves présentées par les républicains espagnols à la Société des Nations des violations allemandes, italiennes et portugaises du pacte de non-intervention. Le gouvernement français savait la non-intervention bafouée par les puissances fascistes, mais également par l'Union Soviétique. Un télégramme du chargé d'affaires Payart à Moscou confirmait, en octobre 1936, la volonté du gouvernement de Staline « de restituer au gouvernement espagnol son droit légal de se procurer des armes là où il le veut »[645]. La France, pour sa part, chercha à contourner le règlement du pacte de non-intervention et allait profiter du vide juridique du pacte car aucune interdiction n'était prévue concernant le transit. L'aide militaire soviétique était donc envoyée dans les ports espagnols au début du conflit, mais lorsque le plan de contrôle naval fut mis en place, il devenait compliqué pour les Soviétiques de risquer de compromettre les difficiles avancées du Comité. Le gouvernement français proposait ainsi de décharger les livraisons soviétiques dans les ports français situés au nord du pays. « Un trafic par camions plombés, escortés de douaniers, de Dunkerque vers la frontière espagnole »[646] fut organisé par plusieurs ministres du gouvernement : Jules Moch, Pierre Cot et Vincent Auriol, qui s'occupait de la partie douanière. Il nous paraît évident que Léon Blum, étant à l'instigation de cette mesure, ait été bien sûr tenu au courant de toutes manœuvres en ce sens. Le transit du matériel de guerre soviétique fut ainsi facilité pour être acheminé vers le camp républicain, par la frontière pyrénéenne. Jacques Delperrié de Bayac confirmait cette attitude du gouvernement, en montrant toutefois ses inconvénients :

> La violation de la non-intervention étant un fait avéré, Blum décide d'une part que le gouvernement et les autorités françaises fermeront les yeux sur les transits de matériels et les départs de volontaires à destination de l'Espagne, d'autre part d'organiser – le plus discrètement possible […] – une contrebande d'armes et de matériels au profit de la république. […]

[644] Moch Jules, *Rencontres avec Léon Blum*, *op.cit*. pp.210-211.
[645] DDF/III, Télégrammes n°476 à 478, de M. Payart à M. Delbos, Moscou, 21/10/1936, p.586.
[646] Moch Jules, *Rencontres avec Léon Blum*, *op.cit*. p.203.

Le point faible de cette politique, c'est qu'elle ne satisfaisait vraiment personne : ni ceux, à gauche, qui souhaitent que la France soutienne activement et ouvertement la République espagnole, ni la droite, ni les Espagnols.[647]

La non-intervention relâchée de Blum fut par conséquent une politique de concession, dans la mesure où, à défaut de pouvoir soutenir pleinement les républicains espagnols, son gouvernement le faisait de manière indirecte, clandestine. Pour diverses raisons que nous aborderons au cours de la troisième partie de ce travail, le cabinet Blum avait les mains liées et devait pourtant se contenter de cette aide succincte, qui n'arrangeait personne. Les républicains espagnols la jugeaient en effet insuffisante, les communistes français la trouvaient inadéquate pour faire preuve de fermeté à l'égard des puissances fascistes, tandis que la droite française s'indignait d'un soutien même minime aux « Rouges » espagnols.

Pour autant, depuis le début de la guerre d'Espagne, la Seconde République espagnole négociait avec le gouvernement français, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Paris, Luis Araquistáin[648]. Malgré la ratification du pacte de non-intervention, et en marge des discussions au Comité de Londres menant vers son application, de nombreux contacts avaient lieu. Les archives de la *Fundación Juan Negrín* font état de la constitution d'une commission d'achats à Paris, créée par Araquistáin. L'objectif de cette nouvelle commission était de centraliser toutes les demandes autour d'une même commission, plutôt que de voir se multiplier les demandes de toutes parts :

> Il fallait mettre un terme à la légion de commissaires qui, chaque jour, arrivaient sur Paris, envoyés par telle ou telle région ou province, par des organismes politiques ou syndicaux, ou qui arrivaient simplement de leur propre gré, avec la croyance qu'ici personne ne faisait rien, et qu'eux-seuls, par leur sagacité et leur célérité, pourraient mieux réussir à ouvrir ou fermer des yeux, ce que d'autres ne réussissaient à faire depuis des semaines ou des mois. […]
>
> Je conseillai donc […] à un groupe de basques et à un autre de catalans […] d'organiser une délégation unique, en accord avec leurs gouvernements respectifs, et de désigner un représentant qui

[647] Delperrié de Bayac Jacques, *Histoire du Front Populaire*, *op.cit*, p.323.

[648] Araquistáin, ambassadeur de la République espagnole sous le gouvernement de Largo Caballero jusqu'en mai 1937. Lorsque Juan Negrín fut nommé président du gouvernement, c'est Angel Ossorio y Gallardo qui prit sa succession à l'ambassade, seulement à l'été 1937, lui-même suivi par Marcelino Pascua à partir de mars 1938.

transmettrait les besoins de leurs régions à la commission centrale […]. Le premier objectif de la commission fut, par conséquent, d'unifier et coordonner autant d'efforts dispersés.[649]

Ce document nous informe du manque de ligne directrice nette concernant les efforts de la République envers l'achat de matériel. Au fur-et-à-mesure des mois, l'organisation se voulait plus efficace. Une fois cet effort d'unification consenti, la commission était ensuite chargée de négocier avec les représentants du gouvernement français en vue de recueillir les demandes transmises par les différents fronts. A la lecture de son rapport, nous pouvons observer l'ambassadeur Araquistáin regretter les « innombrables obstacles, comme la vérification de l'existence réelle de la marchandise et d'une qualité requise, l'obtention d'un permis d'exportation, chose extrêmement difficile en raison du pacte de non-intervention »[650]. Tous ces obstacles empêchèrent évidemment le gouvernement d'aider la République comme il l'aurait souhaité. Son aide était clandestine, dissimulée, donc impossible à matérialiser à grande échelle, sans éveiller les soupçons de la presse, du Comité de Londres, ou des membres du gouvernement opposés à l'aide au camp républicain. Les limites de la « non-intervention relâchée » de la France envers la République espagnole étaient de nouveau atteintes. Citons ici Emile Témime, qui notait que malgré l'activité de la commission d'achat à Paris, tout au long de la guerre, le « matériel « de contrebande », souvent hétéroclite, [était] toujours insuffisant : il n'aurait certainement pas permis d'équiper correctement l'armée républicaine»[651].

Araquistáin soulignait d'autres difficultés pour la commission d'achats de Paris : le manque de visibilité sur un plan d'achat clair de la part du gouvernement républicain, le manque de fonds envoyés en France pour acheter du matériel de guerre, ainsi que leurs irrégularités. La commande du 28 novembre 1936, effectuée par la République, « qui [comprenait] 73.000 fusils, 220 millions de cartouches, des mortiers, des obus, des tanks et

[649] FJN, 1 MES 3100 0000 4000 1024, 22/12/1936.
"Era preciso acabar con la legión de comisionados que a diario caían sobre París, enviados por tal o cual región o provincia, por organismos políticos o sindicales o que simplemente llegaban por propia cuenta, creyendo que aquí nadie hacía nada y que ellos solos, por su sagacidad y diligencia, podrían lograr en un abrir y cerrar de ojos lo que otros no conseguían durante semanas y meses. […]
Aconsejé, pues, […] a un grupo de vascos y a otro de catalanes […] que se organizaran en una delegación única de acuerdo con sus gobiernos respectivos y que designaran un representante que llevase a la comisión central las necesidades de sus regiones […]. El primer objeto de la comisión fue, por tanto, unificar y coordinar tanto esfuerzo disperso."
[650] FJN, 1 MES 3100 0000 4000 1025, 22/12/1936.
[651] Témime Emile, *1936, la guerre d'Espagne commence, op.cit*. p.93.

l'aviation » pour une somme de 250 millions de francs, mais dont le retard dans la réception du paiement contrecarra les plans initiaux de l'aide française, nous semble confirmer cette remarque. A d'autres reprises, la marchandise commandée n'existait tout simplement pas, ou n'était pas de bonne qualité pour un usage efficace au front. Compte-tenu de son incapacité à obtenir une aide militaire viable, la commission fut finalement dissoute en décembre 1936. Si cet exemple constitua un échec en vue d'une aide française envers la République, il nous révèle cependant l'intérêt certain du gouvernement de Front Populaire pour aider ses amis espagnols.

En août 1937, après les bombardements aériens allemands, et alors que les âpres négociations pour la mise en pratique du plan de contrôle étaient en cours, le nouvel ambassadeur républicain Angel Ossorio rencontra Camille Chautemps, qui lui fit part des efforts de son gouvernement pour aider la Seconde République :

> […] J'ai posé la question [à Chautemps] de la politique bienveillante pour le passage d'armements. Il m'a dit que cette politique existait déjà et se pratiquait, mais que nous ne pouvions pas exiger que le Gouvernement [français] fasse une déclaration pour enfreindre le pacte de non-intervention. Je lui ai dit que jamais je ne lui avais demandé qu'un décret soit publié en ce sens dans le Journal Officiel et que j'ai toujours utilisé le terme de *« politique bienveillante »*. Il s'est maintenu dans une position ambiguë dans laquelle il laissait entrevoir le désir de ne rien dire de clair, ce qui, dans une certaine mesure, est déjà quelque chose, parce qu'il aurait pu m'opposer clairement une résistance.[652]

Une extrême discrétion et une certaine ambiguïté caractérisèrent, nous semble-t-il, l'action du gouvernement français en Espagne à l'égard des républicains espagnols. Elle représentait à la fois un moyen de ne pas éveiller les soupçons des autres puissances européennes pour le maintien du pacte de non-intervention. Elle permettait aussi de ne pas trop s'avancer dans cette « politique bienveillante », et par conséquent pouvoir contrôler et faire évoluer, si nécessaire, la position française. La « non-intervention relâchée » de la France s'effectua, certes, par à-coups, mais Ossorio témoigna à Juan Negrín le 31 août du changement dans

[652] FJN, 1 MES 3100 0000 1001 7001, 13/08/1937.
« […] le he planteado la cuestión de la política benévola para el pase de armamentos. El me ha dicho que esa política ya existía y se practicaba, pero que nosotros no podíamos exigir que el Gobierno hiciese una declaración para burlar el pacto de no intervención. Yo le he dicho que yo no he pedido nunca que salga un decreto en tal sentido en el Diario Oficial y que he usado siempre el término de "politique bienveillante". El se ha mantenido siempre en una posición ambigua donde se traslucía el deseo de no decir nada claro, lo cual, en cierto modo ya es algo porque podía haberme opuesto claramente una resistencia."

l'état d'esprit des Français, suite aux attaques en Méditerranée et aux manœuvres italiennes, précédemment décrites. Au cours d'une conversation avec Blum, alors vice-président du gouvernement, et avec Delbos, l'ambassadeur républicain se vit révéler « avec clarté » le projet du gouvernement français de « prendre des décisions importantes vis-à-vis du transit sur le territoire français et à la frontière »[653] à l'avenir. Ossorio signala qu'il existait en France une volonté de travailler pour la Seconde République, et qu'il avait entendu que les responsables du gouvernement « [commençaient] à en avoir marre »[654] de la politique anglaise concernant la non-intervention. La lassitude vis-à-vis de la politique d'apaisement britannique évoquée par l'ambassadeur espagnol montra à nouveau la fracture au sein du gouvernement français par rapport à la politique extérieure en Espagne.

Les archives de la *Fundación Juan Negrín* rendent également compte d'autres efforts consentis par le gouvernement de Front Populaire français pour soutenir ses amis républicains. Il y est mentionné la vente aux républicains de trois embarcations, permettant de rejoindre rapidement un port français, en cas de blocus, pour la somme de 50 000 francs[655]. Selon le capitaine Julio López Masegosa, les canots, envoyés directement à Barcelone, étaient à un prix nettement moins élevé qu'en Angleterre. A la mi-décembre 1937, par l'intermédiaire d'Edouard Herriot, ex-ministre d'Etat, redevenu simple député radical du Rhône, et du travailliste anglais Barker, les républicains commandèrent des câbles électriques, nécessaires pour le front. On demanda à Herriot d'aller voir les représentants du gouvernement de Front Populaire pour négocier la transaction en faveur des républicains[656]. Le député de Lyon s'en chargea, permettant ainsi l'acquisition du matériel. Nous pouvons trouver plusieurs témoignages concernant ces initiatives de la part d'hommes politiques français ou d'autres personnes tout aussi proches de la cause républicaine. Leurs actions auprès du gouvernement français favorisèrent l'achat de matériels non militaires, toutefois nécessaires à l'effort de guerre républicain.

A la fin de l'année 1937, le gouvernement français, bien que fidèle à son pacte de non-intervention, était conscient de la limite de sa politique extérieure officielle. Jerónimo Bugeda, conseiller juridique auprès de l'ambassade de la République espagnole à Paris, rappela toutefois l'efficacité de l'aide française après une période floue, durant laquelle les

[653] FJN, 1 MES 3100 0000 1002 2002, 31/08/1937.
[654] FJN, 1 MES 3100 0000 1002 2003, 31/08/1937.
[655] FJN, 1 MES 3100 0000 1003 0001, 27/10/1937.
[656] FJN, 1 MES 3100 0000 1003 5002, 11/12/1937.

républicains se demandaient si les Français n'allaient pas concéder les droits du belligérant à Franco. Dans une lettre du député socialiste espagnol, adressée à Negrín, nous avons pu constater que Edouard Herriot s'était proposé de « faire partie, si [les républicains] l'estimaient nécessaire, de quelconque Comité que s'organiserait pour envoyer des aliments en Espagne »[657]. Dans la plupart de ses rapports ou de ses lettres, Bugeda témoigna de l'intérêt grandissant en France pour les affaires espagnoles. Le même jour, un autre document provenant de l'ambassade républicaine à Paris fit état des bonnes relations de son gouvernement avec son homologue français. La République considérait que la France pouvait voir son alliée espagnole comme « sa meilleure amie »[658]. Il est vrai que les hommes politiques au pouvoir dans les deux pays entretenaient de solides relations, avec pour preuve les remerciements de Léon Blum à Juan Negrín, pour sa lettre suite au décès de sa femme en janvier 1938. Un témoignage fort de ses « amis d'Espagne »[659]. Le 21 décembre 1937, Ossorio informa son supérieur que les efforts de Herriot auprès du gouvernement avaient porté leurs fruits. Au cours d'un dîner à l'ambassade soviétique à Paris, Chautemps communiqua, au diplomate espagnol, son accord à l'ouverture d'un crédit pour l'envoi de vivres vers l'Espagne :

> […] Je lui ai demandé si le Gouvernement serait disposé à nous ouvrir un crédit pour l'envoi de vivres. Il m'a répondu rapidement que oui et qu'ils étaient disposés à nous aider dans tout ce qui ne serait pas un envoi d'armes ou de choses qui les engageraient dans l'ordre international. Il m'a dit que je devais porter la question au ministre des Finances, mais qu'il le préviendrait pour qu'il soit déjà au courant et dans de bonnes dispositions quand je lui rendrai visite. S'il y avait eu le besoin de demander le crédit au Parlement, l'effort échouerait probablement. Il m'a donc conseillé que nous portions la question de telle façon que l'opération se fasse de manière bancaire.[660]

[657] FJN, 1 MES 3100 0000 1003 4001, 10/12/1937.
[658] FJN, 1 MES 3100 0000 1003 4004, 10/12/1937.
[659] FJN, 1 MES 3100 0000 1005 2002, 02/02/1938.
[660] FJN, 1 MES 3100 0000 1003 9002, 21/12/1937.
"[…] le he preguntado si el Gobierno estaría dispuesto a abrirnos un crédito para el envío de víveres. Me ha contestado rápidamente que sí y que estaban dispuestos a favorecernos en todo lo que no fuese envío de armas ni cosas que les comprometieran en el orden internacional. Me ha dicho que debo plantear la cuestión al Ministro de Hacienda, pero que él le prevendrá para que esté ya advertido y en buena disposición cuando yo le visite. Si hubiera necesidad de pedir el crédito al Parlamento, probablemente allí fracasaría el empeño, por lo cual me recomienda que planteamos la cuestión en forma que se pueda hacer la operación de modo bancario."

Le gouvernement était toujours enclin à camoufler au maximum son action envers les républicains espagnols. Éviter une demande au Parlement constituait une mesure plus efficace pour éloigner les soupçons de l'opposition à droite. La stratégie d'aides dissimulées par le cabinet Chautemps allait se réaliser de deux manières : la première par une contrebande « à dimension internationale »[661] pour reprendre les termes d'Eugen Weber ; la deuxième par l'ouverture ponctuelle de la frontière pyrénéenne pour le passage de matériels de guerre.

En ce qui concerne la contrebande internationale, la France possédait du matériel de guerre disséminé dans plusieurs endroits du continent européen, qu'elle tentait ensuite de revendre au plus offrant, ce qui constituait un moyen différent de livrer des armes aux républicains espagnols, depuis l'étranger, sans éveiller les soupçons. Concrètement, en mars 1938, le militant socialiste français Barthélémy Lledos, conseiller en commerce extérieur français et propriétaire de mines de manganèse et de tungstène en Espagne, fit une offre au gouvernement républicain de Negrín. Cette offre comprenait la vente de 12 canons anti-aériens, accompagnés de 60 000 obus, de 180 canons Schneider et ses 540 000 obus, situés à Göteborg en Suède, de 50 000 fusils Mauser avec baïonnettes en provenance de Gdynia en Pologne, de 32 avions Capponi d'Anvers, de 38 autres canons anti-aériens se trouvant à Constanta en Roumanie. La proposition de Lledos prévoyait enfin la vente de 50 avions de chasse Sikorsky dont 15 seraient livrés immédiatement, puis quatre par semaine[662]. L'information remise à Negrín, par les services des Affaires Étrangères, nous indique que la France souhaitait se débarrasser de ce matériel jugé « vieillot ». Une offre à laquelle le sous-secrétaire aux Armements espagnol, situé à l'ambassade à Paris, ne donna finalement pas suite, ce qui étonna les Affaires Étrangères espagnoles. La vétusté supposée du matériel serait à l'origine du refus. Si cette commande n'aboutit finalement pas, elle témoigne, une nouvelle fois, des efforts de la France, ou de certains de ses hommes politiques, de trouver autant de solutions que possible pour soutenir l'effort de guerre républicain.

Le second moyen du gouvernement pour réaliser ces opérations de contrebande fut par l'intermédiaire de la frontière pyrénéenne ou par les voies maritimes. En 1936, Blum avait chargé Gaston Cusin, décrit par Eugen Weber comme « un militant syndicaliste », qui « ignorait tout de l'Espagne, mais rien de ce qui touchait les douanes – ou les moyens de les berner – ne lui était étranger »[663], de gérer les opérations de contrebande. Cusin affirmait

[661] Weber Eugen, *La France des années 30. Tourments et Perplexités*, *op.cit*. p.227.
[662] FJN, 1 MES 3100 0000 5002 4001, 14/04/1938.
[663] Weber, Eugen, *La France des années 30. Tourments et Perplexités*, *op.cit*. p.226.

d'ailleurs au sujet de la mission confiée par le président du Conseil, au cours d'un entretien accordé à Daniel Blumé en 1977:

> Les opérations clandestines se sont déroulées avec des intensités diverses, d'abord avec le soutien de Vincent Auriol, qui était à fond pour l'intervention. […] Toutes les fois qu'il y a eu des changements de gouvernement, Blum s'est préoccupé de maintenir l'appareil clandestin qui permettait de faire l'intervention ; il fonctionnait essentiellement autour de moi. […] Dès que la décision a été prise, L. Blum a convoqué Thorez, Duclos et Gitton […]. Je représentais le syndicat des Douanes, et Blum a dit à Thorez et à Duclos : « c'est Cusin qui va s'occuper de cela ». A dater de ce moment-là, je suis entré en relations avec l'Ambassade d'Espagne, où se trouvaient Asua et Marti Esteve, qui représentaient le Gouvernement espagnol à la commission d'achats, et Calvino qui, pendant toute la guerre, a géré ces affaires.[664]

Gaston Cusin confirme ici l'implication de Léon Blum dans la politique de « non-intervention relâché, tandis que l'historien Ilan Greilsammer écrit à ce sujet que le chef du gouvernement « donnait son entier appui » à un trafic qui « s'est fait sous sa responsabilité »[665]. Toutefois, comme le précisait Cusin, « c'est après avoir quitté la présidence du gouvernement qu'il a personnellement joué le plus grand rôle dans l'acheminement de l'aide en Espagne »[666]. L'ouverture des frontières, en vue de mener ces actions de contrebande, s'effectua surtout à la suite de la Bataille de Teruel, qui tourna à l'avantage des insurgés et leur ouvrit la voie vers le nord-est de l'Espagne. Malgré une offensive républicaine victorieuse le 14 décembre, les franquistes reprirent la ville le 22 février 1938, ce qui fut sans aucun doute un coup dur porté au gouvernement de Negrín. Guy Hermet écrit d'ailleurs que « l'armée populaire entra dès lors dans sa phase de déclin »[667]. Toutefois, il pouvait compter sur l'appui renouvelé du gouvernement de Chautemps, qui avait remplacé l'ambassadeur Jean Herbette, grand partisan d'un rapprochement avec les rebelles, par Eirik Labonne en décembre 1937. Labonne était considéré, par l'historien Nathan Rousselot, comme « un diplomate expérimenté qui [avait] l'oreille du Secrétaire général du Quai d'Orsay, mais qui [était] également proche de la frange

[664] Blumé Daniel, « Contribution à l'Histoire de la politique de non-intervention », *Cahiers Léon Blum*, *op.cit*, pp.80-81.
[665] Greilsammer Ilan, *Blum*, *op.cit*, p.387.
[666] Blumé Daniel, « Contribution à l'Histoire de la politique de non-intervention », *Cahiers Léon Blum*, *op.cit*, p.89.
[667] Hermet Guy, *La guerre d'Espagne*, *op.cit*. p.248.

du parti radical favorable à la République espagnole »[668]. Labonne tenta de recréer une représentation diplomatique forte auprès de la République espagnole et de maintenir de bons rapports avec Negrín. Cette nomination, ainsi que l'appui des socialistes Moch, Auriol et Mandel à la cause républicaine, permit au gouvernement français « [d'activer] sa coopération en vue d'acheminer du matériel de guerre par la frontière pyrénéenne », d'après Enrique Moradiellos[669]. Outre les rôles importants d'Eirik Labonne et de Gaston Cusin, il convient de souligner le rôle essentiel de Louis Hyon, nommé par Vincent Auriol pour prendre la tête des Douanes françaises. Hyon avait démarré sa carrière comme douanier, avant de monter progressivement les échelons. Sa nomination, en novembre 1936, se devait notamment à ses bons rapports avec les syndicats, ce qui n'avait pas été le cas de son prédécesseur, Pierre Chaudun[670]. Les douanes de Hyon avaient pour consigne de certifier que les marchandises étaient éligibles pour passer la frontière. Du matériel de guerre put ainsi franchir les Pyrénées grâce à une autre dénomination officielle dans les registres des douanes. Si l'on se réfère à une lettre d'Ossorio à Giral datant de février 1938, Cusin avait fait part à des membres de l'ambassade républicaine à Paris de l'intention de Chautemps de « faire en sorte que la France achète [des avions] en Amérique, éludant ainsi les difficultés de la non-intervention, et une fois posés en France, qu'elle les envoie en Espagne en vol »[671]. Dans une autre lettre manuscrite à destination de Negrín, datant du 20 janvier 1938, on fit état de quinze wagons de matériels de guerre en cours de vérification à Bordeaux, pour passage ensuite par la frontière, et d'autres attendant également à Toulouse, tandis que des bateaux, déchargeant à Marseille, se préparaient[672]. Officiellement, la frontière pyrénéenne était fermée, mais en réalité elle était plus perméable qu'elle ne le paraissait, Jean Clinquart écrivant à ce sujet qu'à partir de 1937, la chaîne pyrénéenne constitua la voie la plus évidente pour transiter le matériel :

> Ces transactions n'étaient de toute manière concevables que si le matériel pouvait être acheminé par voie maritime vers l'Espagne depuis les pays de première destination. Or, à partir du début de 1937, le blocus des ports contrôlés par les républicains (à l'ouest par la marine britannique, en Méditerranée par la flotte italo-allemande) rendit extrêmement aléatoire

---

[668] Rousselot Nathan, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937 - octobre 1938) », *Relations internationales*, volume 170, numéro 2, 2017, pp. 9-24. https://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2017-2-page-9.htm (Consulté le 06/10/2021).

[669] Moradiellos Enrique, *Negrín*, *op.cit.* p.310.

[670] Ces informations sont issues d'un entretien qui nous a été accordé par le secrétaire général de l'Association pour l'Histoire de l'Administration des Douanes (AHAD), Roland Giroire, le 12/11/2021.
Hyon était considéré comme une personne favorable au Front Populaire et aux syndicats. Il resta à la direction des douanes jusqu'en novembre 1938, alors que la coalition populaire n'existait plus depuis quelques mois.

[671] FJN, 1 MES 3100 1000 1001 9002, 24/02/1938.

[672] FJN, 1 MES 3100 0000 1004 7001, 20/01/1938.

ce mode de transport. La frontière pyrénéenne devint alors la principale ouverture de l'Espagne républicaine vers le monde extérieur. Il était dès lors inévitable que le gouvernement français fût sollicité de laisser transiter sur son sol du matériel venant de l'extérieur, c'est-à-dire à peu près exclusivement de l'URSS. Sans être en mesure de faire état d'un *gentleman's agreement* conclu à ce sujet entre cet État et la France au début de 1938, le contrôleur général Cunin signala dans son rapport l'existence d'un tel trafic qu'il dit avoir d'ailleurs subodoré à l'époque, mais sans être autorisé à le relever officiellement.[673]

D'après ces renseignements, il nous semble pertinent d'avancer que les douanes françaises furent des acteurs précieux pour la mise en place de cette « non-intervention relâchée ». En fermant les yeux, ou en falsifiant les bordereaux, elles permirent à l'Espagne républicaine de se faire livrer le matériel de guerre soviétique arrivant dans les ports français. Les ordres donnés par Hyon ne pouvaient cependant être écrits, ce qui rend plus difficile le travail du chercheur afin de rendre compte de la situation de façon précise. Cette absence d'ordres écrits constituait aussi un frein à l'approvisionnement du matériel de guerre en Espagne, dans la mesure où la responsabilité du douanier était engagée en cas de contrôle. Pour lever ces éventuels problèmes, Auriol, Hyon et Cusin créèrent, à la fin 1937, un « service de répression des fraudes douanières », en lien direct avec Cusin pour s'assurer du bon transit des marchandises. Lorsque Léon Blum revint au pouvoir en mars 1938, la rumeur d'une réouverture possible de la frontière par le président du Conseil fut annoncée dans la presse. Dans le quotidien communiste *Ce Soir*, Paul Nizan déclarait à ce sujet :

> La frontière des Pyrénées est menacée [après la prise de Teruel par les rebelles] ; dans quelques jours la base espagnole d'attaque contre la France peut être constituée. […] Paris demande à Londres d'agir enfin pour arrêter le drame espagnol. […] M. Léon Blum a adressé un dernier appel à M. Chamberlain. […] Si Londres s'obstine dans son silence, on voit mal comment le gouvernement français pourrait éviter encore d'ouvrir la frontière espagnole […].[674]

[673] Clinquart Jean, *L'administration des douanes en France de 1914 à 1940*, Paris, Institut de la gestion publique et du développement économique, 2000, pp.297-366.
https://books.openedition.org/igpde/4470 (Consulté le 10/11/2021).
[674] « L'Europe, de la Mer Noire à l'Aragon, par Paul Nizan», *Ce Soir*, Paris, numéro 380, 17/03/1938, p. 5.

Si cette information peut exprimer les velléités du chef du gouvernement de s'impliquer une fois encore en Espagne, notons toutefois que le nouveau gouvernement de Blum ne dura qu'un mois, avec la chute du Front Populaire en avril 1938, réduisant à néant les possibilités d'intervention clandestine, via les Pyrénées. L'ouverture de la frontière constituait enfin un enjeu pour accueillir les divisions républicaines encerclées et désirant se réfugier en France. Emile Témime ajoute que cela permettait aux républicains de recevoir du matériel de guerre, et ainsi de continuer la lutte :

> Les Français […], en ouvrant plus largement la frontière au passage des armes vers la République espagnole, au début de l'année 1938, permettent au Gouvernement Negrín de tenir dans des conditions difficiles et d'envisager, dans de meilleures conditions, la poursuite de la guerre.[675]

Concrètement, à l'hiver 1938, le gouvernement déneigea et ouvrit la route menant vers Andorre, afin de faciliter le passage des armes et des réfugiés[676]. Clinquart dénombre « environ 200 canons, 200 chars, 4 000 camions et 3 000 mitrailleuses entrées en France par voie de terre via Pantin, mais surtout par voie maritime via Honfleur, Le Havre et Bordeaux »[677] envoyés en Espagne jusqu'à l'été 1938. Après cette date, la presse de droite et d'extrême-droite française, fermement opposée à une aide en faveur de l'Espagne républicaine, surveilla la frontière, rendant plus difficiles les envois de matériel. Malgré ce soutien logistique des douaniers, la quantité de matériel envoyée en Espagne restait nettement inférieure à celle qui était requise par la République afin de maintenir la lutte sur la durée. Les livraisons soviétiques s'amenuisaient progressivement et réduisaient de manière conséquente les chances d'une victoire républicaine.

Si l'attitude des gouvernements de Front Populaire jusqu'en avril 1938 fut critiquée, n'éludons pas pour autant que les cabinets Blum et Chautemps tentèrent d'aider la République espagnole, dans le cadre des contraintes imposées par la non-intervention. Nous pourrions également citer les activités de la compagnie maritime clandestine France-Navigation qui, à partir d'avril 1937, sous la direction du communiste italien Giulio Ceretti, fournit armes,

---

[675] Témime Emile, *1936, La guerre d'Espagne commence, op.cit.* p.99.
[676] Moch Jules, *Rencontres avec Léon Blum*, *op.cit*. p.212.
[677] Clinquart Jean, *L'administration des douanes en France de 1914 à 1940, op.cit.* https://books.openedition.org/igpde/4470 (Consulté le 10/11/2021).

munitions et vivres aux républicains espagnols, via les ports de Bordeaux et Marseille[678]. Une activité à laquelle le gouvernement français ferma sciemment les yeux. Le manque d'un soutien plus appuyé eut, certes, des conséquences dans le dénouement de la guerre d'Espagne. Toutefois, les efforts consentis par la coalition du Front Populaire français reçurent a posteriori la reconnaissance du gouvernement espagnol, et notamment dans une lettre écrite par le président Juan Negrín à Jules Moch, datant du début des années 1950, et citée dans les mémoires du politique français :

> Depuis que vous m'avez demandé, il y a quelques semaines, de condenser dans quelques lignes ce que je savais au sujet de l'attitude et des propos de Léon Blum au moment où l'on décida la non-intervention dans la guerre d'Espagne, j'ai souvent fait effort pour me rappeler le plus de détails possible. […] Tous – et moi, avec eux – nous croyions que le remplacement du gouvernement Blum pourrait être fatal pour nous plus que par les difficultés d'obtention qu'après tout, avec ce Gouvernement, on espérait pouvoir obvier avec plus ou moins de difficultés, […] mais que par les conséquences qu'un refroidissement, ou pis, un revirement de l'attitude sympathique de la France vis-à-vis de l'Espagne pourrait avoir sur la situation internationale, qui pourrait, en un court délai, produire l'étouffement de la République. « Quand, plus tard, on a su que la solution avait été d'accord avec nos souhaits, *on a respiré à l'aise et on a commenté qu'on l'avait échappé belle*. »[679]

Dès le début de la guerre et pendant une bonne partie du conflit, le gouvernement espagnol connaissait les bonnes dispositions de Léon Blum et de son gouvernement, qui représentaient la meilleure chance française pour la République espagnole, ce que confirme Ilan Greilsammer qui précise, par ailleurs, que « les lettres des chefs républicains [étaient] adressées directement au domicile [de Blum], pour éviter de passer par le Quai d'Orsay »[680], lui octroyant ainsi le statut d'interlocuteur privilégié des dirigeants républicains espagnols. Negrín pouvait en effet compter sur la sympathie du président du Conseil français envers la cause républicaine, et savait que tout autre gouvernement n'aurait probablement pas adhéré autant à cette lutte. La France du Front Populaire resta par conséquent un des partenaires privilégiés pour les dirigeants républicains au cours de la guerre d'Espagne, et son soutien ne fut pas que militaire, dans la mesure où elle favorisa ou laissa s'organiser des aides de type humanitaire et culturel envers les républicains espagnols.

---

[678] Ce point fut notamment étudié par Carlos Serrano dans son œuvre, déjà cité, sur le rôle du PCF dans la guerre d'Espagne : *L'enjeu espagnol, PCF et guerre d'Espagne*, *op.cit*. pp. 96-106.
[679] Moch Jules, *Rencontres avec Léon Blum*, *op.cit*. pp.215-216.
[680] Greilsammer Ilan, *Blum*, *op.cit*, p.391.

2.2 – Les soutiens à la République en dépit de la non-intervention.

L'échec de la politique de non-intervention franco-britannique en Espagne généra de fortes tensions, comme nous avons pu le constater plus haut, que ce soit au sein de la coalition de Front Populaire, dans la presse française ou dans la société, et conduisit des Français à soutenir la cause républicaine. Outre les tractations politiques désormais analysées, on peut en effet trouver trace d'autres contributions en faveur des républicains espagnols et des victimes de la guerre en général. On dénombra trois grands types d'actions pour compenser l'échec du pacte de non-intervention: des campagnes humanitaires et d'accueil des réfugiés, une propagande à caractère culturel en faveur de la République, et l'organisation de l'engagement de volontaires dans les luttes en Espagne, déjà évoquée précédemment.

Plusieurs historiens se sont intéressés à l'action humanitaire de la France, que ce soit au cours de la coalition du Front Populaire ou pendant le mandat de Daladier, qui dut gérer les vagues d'immigration de la *Retirada*, à la fin de la guerre. Parmi eux, citons Geneviève Dreyfus Armand, auteure, parmi d'autres ouvrages, de *L'exil des républicains espagnols en France*, qui étudia l'internement des espagnols fuyant la dictature naissante de Franco, au sortir de la guerre d'Espagne. D'autres chercheurs se sont concentrés sur les réfugiés mineurs (Célia Keren), sur l'action de plusieurs institutions comme la CGT (Morgan Poggioli), ou de la Croix-Rouge (Pierre Marqués), sans oublier le roman graphique d'Aurel, *Josep*, déjà mentionné, qui aborde le rôle des autorités françaises à l'issue de la guerre d'Espagne[681]. Dans ce panorama d'études nombreuses, plurielles, et d'une grande richesse, notre objectif est de montrer, en prenant appui sur ces recherches déjà publiées et sur les documents d'archives consultés, que l'action de la France du Front Populaire ne se borna pas à une simple « non-intervention relâchée » de la part du gouvernement, mais que par l'intermédiaire d'organisations humanitaires ou politiques, elle offrit également un soutien aux républicains espagnols.

Au cours de la guerre d'Espagne, des centaines de milliers de personnes prirent la fuite et choisirent l'exil. Une partie de la population française accueillit un certain nombre de

---

[681] Dreyfus-Armand Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France*, *op.cit*.
Keren Célia, « Quand la CGT faisait de l'humanitaire : l'accueil des enfants d'Espagne (1936-1939) », *La découverte, « Le Mouvement Social »*, n°264, 2018.
Poggioli Morgan, « La CGT et la guerre d'Espagne (1936-1939) », Montreuil, *Les Cahiers de l'IHS-CGT*, n°102, juin 2007.
Marqués Pierre, *La Croix-Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939), les Missionnaires de l'humanitaire*, Paris, L'Harmattan, 2000.
Aurel et Milesi Jean-Louis et Rebmann Audrey : *Josep*, *op.cit*.

réfugiés espagnols, même si, comme l'affirme Geneviève Dreyfus-Armand, « la diversité des réactions françaises face à la guerre d'Espagne préfigure la multiplicité des attitudes manifestées envers les réfugiés lors de l'exode »[682]. Dès août 1936, parallèlement aux négociations pour le pacte de non-intervention, Anglais et Français réfléchirent à la possibilité d'une action humanitaire conjointe, comme le témoigna Anthony Eden dans ses mémoires :

> Nous parlâmes de la possibilité d'une intervention anglo-française sur une base purement humanitaire, principalement en ce qui concernait les prisonniers, proposition que j'avais récemment faite au gouvernement français. Nous décidâmes de suivre la question. […]
>
> Je discutai avec Olivan [ambassadeur républicain en Grande-Bretagne] de l'éventualité d'une campagne humanitaire ; et au cours des semaines suivantes, nous continuâmes à chercher le moyen de réduire la somme effroyable des souffrances, notamment chez les prisonniers et les otages. Ces efforts, auxquels notre ambassadeur et nos consuls se consacrèrent dans toute l'Espagne, avec ardeur et ingéniosité, sauvèrent réellement de nombreuses vies.[683]

Il convient d'emblée de nuancer les propos d'Eden, dans la mesure où l'Angleterre ne participa pas pleinement à cette dimension humanitaire. Si les Britanniques s'investirent au cours de la crise basque, à l'été et l'automne 1937, en accueillant de nombreux enfants, cette aide fut toutefois largement inférieure à celle de la France. Michael Alpert précise à ce propos :

> L'immense majorité [des réfugiés] furent admis en France et au Mexique, et dans d'autres pays dans une moindre mesure. […] Cependant, au cours de ces mois, l'Angleterre n'accepta pas de réfugiés sur son territoire, à l'exception d'un peu moins de quatre mille enfants basques, accompagnés de 220 maîtresses et de quinze prêtres, qui arrivèrent en Angleterre en mai 1937 pour fuir les bombardements et le manque d'aliments dont souffraient Bilbao et ses environs.[684]

---

[682] Dreyfus-Armand Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France*, *op.cit*. p.33.

[683] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit.* pp. 256; 258.

[684] Alpert Michael, "A Salvo de las bombas: los niños vascos en Inglaterra", Madrid, *Cuadernos republicanos*, n°50, 2002, pp.23-24.
"La inmensa mayoría de ellos fueron admitidos en Francia, México, y en otros países en menores números. […] Inglaterra, sin embargo, no aceptó en aquellos meses en su territorio a refugiados, con la excepción de los algo menos cuatro mil niños vascos, acompañados de 220 maestras y de quince sacerdotes, los cuales llegaron a Inglaterra en mayo de 1937 huyendo de los bombardeos y escasez de alimentos que sufrían Bilbao y zonas cercas."

Si Alpert dénombra 4 000 enfants réfugiés en Grande-Bretagne, les différentes études que nous avons consultées, évaluèrent à environ 30 000 le nombre de mineurs espagnols qui quittèrent l'Espagne au cours des trois années de la guerre. La moitié se réfugia en France, ce qui confirme la volonté du Front Populaire de soutenir et aider les républicains, malgré son pacte de non-intervention. Plusieurs organisations ou comités se formèrent à partir de l'automne 1936, lorsque le siège de Madrid devint effectif : le Comité d'Accueil aux Enfants d'Espagne (CAEE), créé en novembre 1936 et soutenu par la CGT, ou la Délégation Espagnole pour l'Enfance Evacuée (DEEE) sous l'égide du gouvernement républicain de Juan Negrín, créée en août 1937 et située au 55 Avenue George V à Paris. Un rapport de cette délégation, remis à l'occasion d'une conférence du Comité International de Coordination et d'Aide à l'Espagne républicaine, en novembre 1937, fait état des différentes opérations menées depuis décembre 1936 sur le sol français pour accueillir des réfugiés. Le document nous renseigne sur la mise en place progressive des évacuations, et sur un manque de coordination initiale dans les opérations :

> En septembre 1936 commença l'évacuation des enfants de Madrid. En décembre de la même année se mirent en route les premières expéditions pour l'étranger. […] A partir d'avril dernier, et surtout depuis le mois de juin, le nombre d'expéditions d'enfants qui arrivent à l'étranger, et en particulier en France, augmente rapidement, jusqu'à atteindre un total de plusieurs milliers. Au début, les initiatives furent isolées, parfois même contradictoires : chaque organisation ou groupe d'amis de l'Espagne apportait son concours, mais la plupart du temps en ignorant le problème et sans être en contact avec les milieux gouvernementaux. De son côté, le Gouvernement de la République, dans les premiers moments, ne put donner à un problème si important toute l'attention qu'il méritait : en certaines occasions, on vit jusqu'à trois ministères intervenir dans la question des enfants évacués […].[685]

Petit à petit, le gouvernement républicain espagnol réussit à coordonner, centraliser les informations, et contrôler la situation. En août 1937, seul le ministère d'Instruction Publique fut en charge de ce sujet, et la DEEE vit le jour à Paris dans la foulée. Celui-ci pouvait en effet veiller à ce que les enfants réfugiés à l'étranger poursuivent leurs formations linguistiques et culturelles. Pour cela, le ministère, par l'intermédiaire de la DEEE, ouvrit 38 Colonies collectives disséminées dans tout le territoire français[686] qui disposaient, chacune

[685] FJN, 1 MES 3100 0000 5001 5001 à 1 MES 3100 0000 5001 5002, 20-21/11/1937.
[686] FJN, 1 MES 3100 0000 5001 5019 à 1 MES 3100 0000 5001 5023, 20-21/11/1937.

d'elles, d'une institutrice espagnole et d'une bibliothèque comportant entre 100 et 400 ouvrages. Le ministère fit également en sorte de fournir à chaque enfant le matériel nécessaire à son instruction à l'étranger. Au total, 2 581 enfants furent envoyés dans ces colonies collectives. Le rapport de la Délégation Espagnole pour l'Enfance Evacuée des 20-21 novembre 1937 reconnaît également « le magnifique travail » menée par la France, dans la centralisation de ses efforts, par la création du Comité d'Accueil aux Enfants d'Espagne (CAEE). Selon le document, par le biais de la DEEE, la République espagnole souhaitait coopérer avec « les organisations françaises qui, de façon si généreuse et désintéressée, ont prêté leur appui dans des moments difficiles »[687]. En dehors des colonies collectives, le CAEE se chargeait d'« exercer le contrôle et la surveillance des milliers d'enfants placés par ses soins dans les familles »[688]. Morgan Poggioli affirme, dans un article consacré à « La GCT et la Guerre d'Espagne », que le placement des enfants dans ces familles d'accueil en France, en Suisse ou en Belgique « [s'effectua] sous le contrôle et la responsabilité du Comité d'Accueil, qui [tenait] compte des recommandations médicales[689] et [veillait] aux conditions morales, matérielles et sanitaires des établissements et des familles d'accueil »[690]. Pour sa part, Jean Zay, ministre de l'Education Nationale proposa aux enfants espagnols « en dehors des heures de classe, dans l'école française, des leçons de langue, d'histoire et géographie de leur pays, données par du personnel diplômé espagnol », et « aux heures scolaires normales » lorsque les enfants se trouvaient dans les colonies.

En ce qui concerne l'action du CAEE, l'historienne Célia Keren s'est spécialisée sur l'évacuation et l'accueil des enfants espagnols sur le territoire français entre 1936 et 1940. Dans ses recherches, elle souligne le rôle fondamental du Comité d'Accueil aux Enfants d'Espagne, soutenu et sous la tutelle de la CGT :

> Le mouvement ouvrier français s'est engagé massivement et avec détermination dans l'accueil d'enfants espagnols en France, sous la houlette de sa principale centrale syndicale, la CGT. Le Comité d'Accueil aux Enfants d'Espagne, créé en novembre 1936 en collaboration avec une demi-douzaine de partenaires au sein de la gauche française, est largement placé sous sa responsabilité. Son président n'est autre que le Secrétaire général de la CGT, Léon Jouhaux, son Secrétaire général, l'un de ses six secrétaires adjoints, Georges Buisson, et son trésorier, celui de la confédération, Félix Dupont. Alors que de plus en plus d'organisations françaises et

[687] FJN, 1 MES 3100 0000 5001 5008, 20-21/11/1937.
[688] FJN, 1 MES 3100 0000 5001 5009, 20-21/11/1937.
[689] Les enfants devaient être rétablis et vaccinés avant d'être placés.
[690] Poggioli Morgan, « La CGT et la guerre d'Espagne (1936-1939) », *op.cit.* p.8.

étrangères souhaitent s'investir dans l'hébergement d'enfants espagnols, ces hommes obtiennent de haute lutte que le CAEE soit internationalement reconnu comme l'épicentre de la répartition d'enfants espagnols, que ce soit en France ou ailleurs.[691]

L'action du CAEE permit l'ouverture de 47 centres d'hébergement en 1937, 53 deux ans plus tard, mais l'augmentation progressive du nombre de réfugiés, à partir de 1938, posa de nombreux problèmes, notamment le manque de vivres, de personnels, et d'argent. La CGT et le CAEE ne pouvaient plus financer les besoins grandissants, dus à un exode toujours plus important, qui ne comprenait plus seulement des enfants. De fait, certaines colonies durent fermer et certains enfants furent renvoyés en Espagne mais, dès 1937, le gouvernement de Blum, puis celui de Chautemps accueillirent de nombreux réfugiés espagnols fuyant la guerre d'Espagne. En août 1937, l'ambassadeur Angel Ossorio affirmait, dans une lettre transmise à Juan Negrín, que Camille Chautemps lui avait confirmé que « l'Etat français [était] en train de soutenir 45 000 évacués espagnols »[692]. Cette lettre témoigne, une nouvelle fois, de l'empathie du gouvernement de Front Populaire envers les victimes de la guerre civile espagnole. Concrètement, le gouvernement de Chautemps mit en place des lieux de secours sous pavillon français, afin de protéger les ressortissants espagnols et de les acheminer sur le sol français. Or, le président du Conseil français se plaignit auprès de l'ambassadeur, que certains espagnols étaient arrêtés, alors qu'ils étaient sous la protection française. Il s'agissait, à ses yeux, d'une attitude contraire au Droit International, et demanda par conséquent que le gouvernement respecte le droit d'asile[693]. La situation difficile au Pays Basque, au printemps 1937, provoqua un grand nombre d'évacuations et, à la différence des Britanniques qui effectuaient un tri parmi les réfugiés, il semble que les Français « prenaient tous ceux qui venaient, sans aucune distinction, les embarquaient le plus vite possible, les débarquaient de même, après des formalités sanitaires, le plus [rapidement] possible »[694]. A la fin de la campagne du Nord, et la chute de Gijon en octobre 1937, plusieurs personnalités de gauche appelèrent à évacuer les victimes, par voie de presse, autre moyen de soutenir la cause humanitaire et de mobiliser la population française. Citons simplement le militant socialiste Bracke et le syndicaliste Georges Buisson, qui lancèrent des appels en ce sens: « Evacuez les

[691] Keren Célia, « Quand la CGT faisait de l'humanitaire : l'accueil des enfants d'Espagne (1936-1939) », *op.cit.* p.16-17.
[692] FJN, 1 MES 3100 0000 1001 7002, 13/08/1937.
[693] FJN, 1 MES 3100 0000 1001 7001, 13/08/1937.
[694] FJN, 1 MES 3100 0000 1001 1002, 21/05/1937.

Asturiens ! » et « Secourons les réfugiés »[695], dans le journal *Le Populaire*. Le premier dénonçait les horreurs du camp franquiste pour exhorter les Français à la solidarité humaine :

> Gijon a dû se rendre. […] Il faut arracher aux sauvages leurs victimes ! Il faut que soient prises toutes les mesures pour l'évacuation des Asturiens ! […]
>
> En France comme en Angleterre, comme dans toute l'Internationale ouvrière et socialiste, l'appel est fait à l'opinion publique pour qu'elle brise les prétextes et coupe court aux hésitations.
>
> C'est à chacun, c'est à tous, individuellement, par groupes, par organisations, de faire savoir aux gouvernants que la République Française, par solidarité humaine comme pour sa propre sécurité, veut que le devoir de soustraire un peuple courageux aux représailles et à l'extermination soit accompli en son nom, et qu'il le soit promptement. Au secours !

Le second orientait ses propos sur les besoins essentiels :

> Les femmes, les enfants, les vieillards de Bilbao, de Santander et des Asturies ont fui devant l'horreur des bombardements […]. Ils ont trouvé un provisoire refuge sur le sol de France. […]
>
> Là-bas, la population civile manque de farine, de sucre, de savon, de vivres de toutes sortes. Quel va être le sort des malheureux réfugiés si la solidarité ne s'exerce pas largement à leur endroit ?

Les gouvernements de Front Populaire ne concentrèrent pas seulement leurs efforts sur la politique de non-intervention, mais soutinrent autant que possible l'accueil de réfugiés espagnols. L'historienne Geneviève Dreyfus-Armand précise à ce sujet :

> Dès le début de la Guerre civile espagnole, le premier gouvernement de Blum, contraint assez rapidement à une politique de non-intervention, mais préoccupé par les évènements d'Espagne et par leurs conséquences inévitables pour la France, tâche d'élaborer une politique d'accueil des réfugiés. Une vingtaine d'instructions ministérielles sont diffusées à ce sujet entre le début de la guerre, le 18 juillet 1936, et la fin de la même année. En 1937, ces instructions seront au nombre d'une quarantaine, sans compter les circulaires secrètes et les télégrammes […]. Si

[695] « Secourons les réfugiés », *Le Populaire*, Paris, numéro 5364, 22/10/1937, p.1.

certains de ces textes concernent les Français d'Espagne amenés à être rapatriés en raison de la guerre, l'immense majorité d'entre eux est consacrée aux réfugiés espagnols.[696]

Cependant, malgré ce soutien, le gouvernement dut progressivement renforcer les contrôles aux frontières. La chute du Front Populaire en avril 1938, et la défaite certaine de la République espagnole, à partir de janvier 1939, signifia un changement dans la politique d'accueil. De nombreux réfugiés espagnols fuirent à travers la frontière catalane, pour se réfugier en France, au cours de la *Retirada*, où ils furent placés dans des camps de concentration par un gouvernement français indifférent, qui ne sut ou ne voulut l'anticiper, et dans un climat de méfiance d'une partie de la population à l'égard des réfugiés.

Parallèlement à l'accueil de réfugiés, le gouvernement du Front Populaire, ainsi que les différents partisans de la gauche française menèrent des campagnes humanitaires, dans le but de venir en aide aux victimes du conflit. Des appels furent lancés, comme on vient de le voir, dans la presse par des représentants de la gauche française, pour alerter sur la difficile situation sanitaire et alimentaire en Espagne. Les partis politiques de la coalition du Front Populaire créèrent des comités de soutien, avec l'objectif d'envoyer des vivres en Espagne, tels que des denrées alimentaires, des vêtements, du matériel de première nécessité. Pour faire connaître leurs actions, les partis politiques utilisaient leurs organes de presse et exhortaient les lecteurs à une participation solidaire. Ces actions commencèrent dès la bataille de Madrid en 1936 et se poursuivirent jusqu'à la fin de la guerre. Prenons l'exemple de *L'Humanité* qui, en janvier 1938, rappelait les efforts déjà fournis et ceux qui restaient à accomplir :

> […] Combien de villages n'ont pas eu de pains pendant des semaines afin que leur part fût attribuée à ceux qui combattent ! Mais à ces héroïques populations comme aux combattants la solidarité internationale est venue apporter le réconfort moral et matériel de tous ceux qui ont senti au fond de leur cœur, la nécessité de contribuer à soulager la souffrance humaine et notre pays y a pris une large part. Les douloureux évènements qui agitent l'Espagne ne sont malheureusement pas encore terminés et il importe que nos efforts ne ralentissent pas. Autrement, des milliers d'enfants, de femmes, de vieillards subissent les rigueurs du froid et ne mangent pas à leur suffisance. […]

[696] Dreyfus-Armand Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France*, *op.cit.* p.36.

Et c'est à ceux-là encore que nous continuons par l'entremise de notre « Comité d'aide aux réfugiés du Nord de l'Espagne » (ex-Bilbao) l'expression de chaude et constante sympathie, qui se traduit par l'envoi de milliers de kilos de marchandises, fruit de la solidarité du peuple de notre pays qui jamais ne reste insensible lorsqu'il s'agit de soulager la misère et la souffrance. […]

Peuple de France aux élans humanitaires sublimes, tiens bien haut le drapeau de la solidarité. Il ne sera pas dit que nous ayons failli à notre tâche. Plus que jamais, collectez, souscrivez, donnez pour l'héroïque peuple d'Espagne qui combat pour la liberté, la justice et la paix.

Envoyez les fonds pour le comité d'aide aux réfugiés du Nord de l'Espagne, ex-comité de Bilbao, à son président, le camarade René Colin, député de Paris.[697]

Cet appel est assez significatif des méthodes dont firent usage les partis politiques afin que les militants souscrivent à un don solidaire en faveur des Espagnols. L'utilisation du pathos y est exacerbée, par des descriptions très précises de la vie quotidienne de la population civile ; l'accent est mis davantage sur les enfants, les femmes et les vieillards que sur les combattants ; le donateur est présenté comme un héros au service de la cause espagnole, comme un allié du combat mené. Cet article nous révèle également la manière d'organiser ces collectes humanitaires : par voie médiatique, les lecteurs étaient informés de l'endroit où transmettre leur aide. La création de plusieurs comités de soutien aux victimes permettait de centraliser les différents dons, envoyés ensuite par des camions à destination de l'Espagne. Au cours de l'hiver 1937-1938, plusieurs camions de vivres passèrent d'ailleurs la frontière pyrénéenne, tandis que le Comité International d'Aide au Peuple Espagnol disposait de plusieurs filiales dans tout le pays. Ce comité était en contact régulier avec l'ambassadeur Angel Ossorio pour la logistique, ainsi que le directeur général des Douanes, précédemment cité, Louis Hyon[698]. Le gouvernement de Front Populaire joua également un rôle dans cette action humanitaire : en décembre 1937, peu avant Noël, Camille Chautemps informa l'ambassade républicaine de Paris de son intention de débloquer un crédit de 200 millions de francs pour l'envoi de vivres pour l'Espagne[699].

Enfin, sur le plan humanitaire, il nous faudrait rappeler ici les efforts de l'organisation humanitaire catholique le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), qui essaya de venir

[697] « Sans cesse à l'aide de l'Espagne républicaine», Paris, *L'Humanité*, numéro 14 263, 06/01/1938, p.2.
[698] FJN, 1 MES 3100 1000 1001 8001, 09/02/1938.
[699] FJN, 1 MES 3100 0000 1003 9002, 21/12/1937.
FJN, 1 MES 3100 0000 1004 1004, 24/12/1937.

en aide directement sur le sol espagnol. L'historien Pierre Marqués y a consacré une partie de ses recherches sur *La Croix-Rouge pendant la guerre d'Espagne*, dont nous reprenons certaines de ses conclusions. Au début du conflit, le CICR eut le souci de l'humanisation des combats en Espagne, mais elle se trouva face à deux problèmes. Le premier, c'était son manque de connaissances dans l'action à mener lors d'une guerre civile, et Marqués affirme à ce propos qu'« incontestablement, les représentants du CICR étaient plus à l'aise dans les conflits opposant deux Etats, et par conséquent des armées hiérarchisées »[700]. Le CICR se retrouva dans une situation inconfortable, dans la mesure où les relations avec les deux camps belligérants étaient difficiles. La République considérait anormal que les rebelles soient placés sur un pied d'égalité, tandis que les insurgés s'offusquaient que la Croix Rouge négocie avec les républicains. Le second problème fut la défiance sur le plan international des gouvernements, tels que ceux de la France et de la Grande-Bretagne, à l'égard de l'organisation humanitaire. Les partisans d'une intervention au sein du gouvernement de Front Populaire virent d'un mauvais œil le soutien originel de certains missionnaires de la Croix-Rouge, en faveur des insurgés. De plus, le CICR avait été critiqué pour son « inertie » en Ethiopie, pendant l'invasion des troupes mussoliniennes, en 1935.

C'est donc au prix de « tâtonnements », de lentes négociations que la Croix-Rouge internationale put mener son action humanitaire de base, en insistant sur le caractère humain et apolitique de sa mission de secours des victimes de la guerre. Le docteur suisse Marcel Junod, son délégué le plus important, réussit, en septembre 1936, à négocier l'arrivée d'une quinzaine de délégués, présents tout au long de la guerre, dans les grandes villes contrôlées par les deux camps : Madrid, Barcelone, Valence, Bilbao, Santander, Saint-Sébastien et Burgos. Avec le soutien progressif de la Croix-Rouge espagnole, leur rôle consista à soutenir, faciliter la protection des blessés et leur secours sur le front, et à veiller au respect des résolutions approuvées lors de la Conférence de Genève de 1929, pour le bon traitement des prisonniers de guerre. L'historien Yves Denéchère informe que Junod put compter sur l'aide de l'ambassadeur français Jean Herbette, présenté par le délégué du CICR, comme « un diplomate surtout attaché à soulager tant qu'il le peut le peuple espagnol des misères de la guerre civile »[701]. Junod s'intéressa également, en septembre 1936, « au sort des prisonniers et des otages détenus de part et d'autre dans les deux camps qui s'affrontent »[702], et déclara que

[700] Marqués Pierre, *La Croix-Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939), les Missionnaires de l'humanitaire*, *op.cit.* p.378.
[701] Denéchère Yves, *Jean Herbette (1878-1960), Journaliste et ambassadeur*, *op.cit*. p.273.
[702] *Ibid*, p.271.

la mission du CICR était d'« éviter le massacre des gens pour la plupart innocents et dont la mort souvent n'est due qu'à un moment de passion ou de haine »[703]. Une déclaration qui résume de façon précise, nous semble-t-il, les différentes tentatives du CICR au cours de la guerre d'Espagne.

Hormis l'action humanitaire au profit des victimes du conflit espagnol, le gouvernement de Front Populaire fut un soutien pour la propagande de la Seconde République espagnole, notamment sur le plan culturel. Lorenzo Delgado Gómez-Escalonilla écrit que « le monde culturel européen et américain exprima une solidarité majoritaire envers la cause de la République, tandis que le camp franquiste dut se contenter de l'affinité des secteurs conservateurs, souvent d'appartenance catholique ou fasciste »[704]. Carlos París signale, pour sa part, que « les citoyens du monde entier, surtout ceux qui étaient proches de l'Espagne – et entre autres, los intellectuels et les artistes – prirent position face à cet affrontement militaire »[705]. Parmi ces figures culturelles et intellectuelles, citons, entre autres, Simone Weil, Antoine de Saint-Exupéry, Georges Bernanos ou encore André Malraux, dont les contributions en faveur du camp républicain ont déjà été mentionnées précédemment. A l'occasion de l'Exposition universelle de 1937 à Paris, le gouvernement français témoigna, lui-aussi, de son soutien à la République espagnole, en lui offrant un espace pour plaider sa cause, auprès d'une partie de la population française de gauche. Compte-tenu du contexte militaire et diplomatique défavorable, que nous avons déjà pu analyser, les dirigeants républicains profitèrent de cette opportunité, non pas pour « concevoir un montage des succès commerciaux et industriels du pays », mais plutôt pour orienter « les expositions et activités

[703]Marqués Pierre, *La Croix-Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939), les Missionnaires de l'humanitaire*, *op.cit.* p.380.

[704] Delgado Gómez-Escalonilla Lorenzo, "Las relaciones culturales de España en tiempo de crisis: de la II República a la Guerra Mundial", Madrid, *Espacio, Tiempo y Forma, Série V, Historia Contemporánea*, 1994, p.267.
http://digital.csic.es/bitstream/10261/14820/1/eserv.pdf (Consulté le 28/09/2022)
"El mundo cultural europeo y americano expresó una solidaridad mayoritaria con la causa de la República, mientras que el bando franquista hubo de conformarse con la afinidad de sectores conservadores, de filiación a menudo católica o fascista."

[705] París Carlos, "Actitudes intelectuales ante la Guerra Civil Española", dans Rodríguez Puértolas Julio (Coord.), *La República y la cultura: Paz, guerra y exilio*, Madrid, Akal, 2009, p.380.
"[…] los ciudadanos y ciudadanas de todo el mundo, especialmente del más próximo a España – y entre ellos, los intelectuales y artistas – [tomaron] posición ante nuestro enfrentamiento bélico."

qui les accompagnaient exclusivement vers les besoins politiques de la République »[706]. Cette présentation se fit de manière très imagière, comme l'a montré Fabrice d'Almeida:

> La guerre des images trouve son point d'orgue lors de l'Exposition universelle de Paris, en 1937. Dans le pavillon espagnol (républicain) est accrochée la gigantesque toile de Picasso, *Guernica*. Elle évoque la destruction complète, volontaire et préméditée, d'un village et de ses habitants, au terme d'un bombardement aérien. L'œuvre est loin des compositions de propagande de guerre. La mise en scène ignore le schéma classique des avions, en haut de l'image, lâchant leur bombe sur un objectif, situé en bas. Ici, tout est concentré sur les victimes et le chaos des corps sous la lumière blafarde d'une ampoule électrique nue, dans une cave – refuge fragile que bientôt l'Europe entière apprendra à connaître. Les visiteurs du pavillon attendent, en rang serré, pour passer devant cette œuvre que la presse a commenté dès cette époque. Le tableau est rapidement reproduit sur cartes postales.[707]

Rappelons ici que l'on doit l'origine de la célèbre peinture de Picasso au poète Paul Eluard, dont le peintre était très admiratif, depuis son poème « Novembre 1936 » publié dans l'édition de *L'Humanité* du 17 décembre 1936, dans lequel Eluard témoignait de la lutte des madrilènes face au blocus franquiste[708]. Ce fut alors, pour le peintre espagnol, un déclic et il comprit que l'art pouvait être au service du soutien de la lutte en faveur de la République et contre les franquistes. Le bombardement de Guernica, en avril 1937, finit de convaincre Picasso de s'engager artistiquement avec une peinture éponyme. Dans cette œuvre, les couleurs sont absentes, un choix assumé de Picasso, qui affirmait au quotidien *Ce Soir*, à la veille de l'inauguration du pavillon de la République espagnole à l'Exposition universelle, le 12 juillet 1937, que « aucune couleur ne m'aurait satisfait… j'ai préféré m'en tenir au blanc et au noir »[709]. Un moyen, nous semble-t-il, de s'associer à la cause républicaine, la plus importante qu'il soit selon lui : « L'Espagne, la victoire des troupes gouvernementales, c'est ce qui importe aujourd'hui, avant toutes choses »[710]. Avec la présence de l'ambassadeur Angel Ossorio et du recteur de l'Université de Madrid, José Gaos, les visiteurs présents dans les jardins du Trocadéro à Paris pouvaient découvrir un grand drapeau rouge-jaune-violet. Le

---

[706] « Pabellón de la República Española, 1937 », Museo Nacional Centro Reina Sofía. https://www.museoreinasofia.es/sites/default/files/salas/informacion/206_7_pabellon_de_la_republica_espanyola_1937.pdf (Consulté le 28/09/2022).

[707] D'Almeida Fabrice, *Images et Propagande, XX*^{ème} *siècle*, *op.cit*. p.96-97.

[708] « Novembre 1936 », *L'Humanité,* Paris, numéro 13 880, 17/12/1936, p.8.

[709] « La République espagnole ouvre aujourd'hui son pavillon », *Ce Soir*, Paris, numéro 133, 13/07/1937, p.5.

[710] « Une demi-heure dans l'atelier de Picasso », *Regards,* Paris, numéro 185, 29/07/1937, p.8.

premier présenta devant une foule, qui ne comptait toutefois aucun représentant du gouvernement français, l'objectif de ce pavillon à l'Exposition universelle :

> Nous autres Espagnols, nous aspirons à ce que la France nous comprenne, qu'elle nous rende justice et qu'elle nous aime. Rien ne nous peinerait tant que l'indifférence de sa part envers notre drame. Un dessein historique lie aujourd'hui nos deux nations et il faudrait être aveugle pour ne pas voir cette perspective si claire : l'Espagne vaincue, la France encerclée. Nous courons Espagne et France, un risque identique et, ou bien nous nous sauverons toutes les deux, ou nous périrons ensemble. […] Mais ce n'est pas la force qui détermine l'évolution du monde, mais l'esprit.[711]

L'ambition des dirigeants républicains durant cette Exposition universelle était de montrer l'Espagne sous son plus beau jour, pour « se faire aimer » de ses amis Français, et contrecarrer les discours des insurgés à leur égard, relayés par la droite et l'extrême-droite française. Ossorio entendait prouver que la République était la garante de la culture, de « l'esprit » face à la « force » franquiste. Le diplomate rappela également l'amitié entre les deux gouvernements, qui devait inciter les visiteurs français à soutenir leurs efforts de guerre, au nom de la culture face au péril fasciste qui menacerait selon lui les deux pays. Le message du président Azaña inscrit devant le parvis du pavillon, était tout aussi limpide pour les passants et traduisait la détermination républicaine : « Il y a plus d'un demi million d'Espagnols avec des baïonnettes dans les tranchées qui ne se laisseront pas marcher dessus. »[712] Le visiteur pouvait ensuite observer de nombreuses œuvres, dans un lieu dédié à la culture et à l'art, dans lequel la République espagnole entendait donner aussi à voir son implication républicaine dans l'enseignement par l'intermédiaire d'affiches explicatives. Au-dessus de l'estrade, où des artistes présentaient des spectacles de danses régionales, quelques articles de la constitution espagnole étaient accrochés, afin de rappeler que le modèle républicain était le point commun entre la France et l'Espagne :

> Art°1 : L'Espagne est une république démocratique des travailleurs de toutes catégories qui est en train d'organiser un régime de liberté et de justice.
>
> Art°6 : L'Espagne renonce à la guerre comme instrument de politique nationale.

---

[711] Cité dans « Le pavillon de la République espagnole a été inauguré hier », *L'Humanité,* Paris, numéro 14 087, 13/07/1937, p.8.
[712] FJN, 7101 0001 1001.

Art°7 : La liberté de conscience et le droit de professer et pratiquer librement n'importe quelle religion restent garantis en Espagne.

Art°48 : Le soin de la culture est une attribution essentielle de l'Etat. L'enseignement primaire sera gratuit et obligatoire.[713]

Ici encore, l'opération de séduction se poursuivait dans le but d'inciter la population civile française à soutenir leur cause. L'aspect culturel était considéré comme fondamental dans la propagande de la République en France, et à ce titre le pavillon offert par le gouvernement de Front Populaire en constitua un moment clé. La projection de films sur la guerre d'Espagne en était un autre moyen de propagande, et nécessita parfois le soutien de Français, et notamment de Jean Renoir, réalisateur déjà engagé en faveur du Front Populaire avec *La vie est à nous* (1936), produit par le PCF, qui fut par ailleurs la voix française du documentaire *Terre d'Espagne* de Joris Ivens[714], projeté en 1938 en France, et qui montrait avec force la lutte du peuple républicain contre les insurgés. Citons également ici le film *Espoir, sierra de Teruel*, réalisé en 1938-1939 par André Malraux et Boris Peskine, et sorti en 1940.

Au cours des deux premières années de la guerre d'Espagne, le Front Populaire s'employa à secourir la République espagnole malgré le pacte de non-intervention qui le contraignait. Il la soutint au plan humanitaire, en accueillant sur son sol de nombreuses victimes de la guerre, et notamment les mineurs, en facilitant le transport de vivres à destination de l'Espagne et en permettant l'ouverture d'un crédit pour l'acquisition de matériels de guerre. Il ferma les yeux sur les nombreux convois de volontaires français et étrangers vers l'Espagne, pour aller combattre dans les Brigades Internationales, comme nous l'avons constaté précédemment. Il laissa, enfin, le Parti Communiste Français organiser les recrutements et la logistique jusqu'en Espagne, seul moyen pour intercéder auprès des républicains espagnols, dans ce contexte de neutralité relative. Le rôle que le gouvernement français joua dans la guerre d'Espagne est de fait indéniable : instigateur de la non-intervention, il ne pouvait, nous semble-t-il, transgresser sa propre politique, alors qu'une partie de l'opinion publique et de la classe politique restait profondément hostile à une

[713] FJN, 7101 0001 0001 / 7101 0000 3001 / 7101 0000 4001 / 7101 0000 5001 / 7101 0000 7001 / 7101 0001 3001.
[714] « Les films : Terre d'Espagne », *Regards,* Paris, numéro 222, 14/04/1938, p.15.

intervention. Face aux nombreuses infractions de l'Allemagne et de l'Italie, les cabinets de Blum puis de Chautemps manquèrent de fermeté, mais s'autorisèrent néanmoins à pratiquer une « non-intervention relâchée », et à fermer les yeux sur la question des volontaires en provenance de France. Cependant cette aide clandestine ne suffit pas à compenser l'aide des puissances fascistes aux insurgés tout au long du conflit, et plusieurs obstacles, qu'il convient désormais de caractériser, s'étaient en effet dressés sur la route des dirigeants français.

Partie III – Les obstacles à une intervention de la France du Front Populaire en Espagne.

Si l'échec de la politique de non-intervention, que nous venons d'analyser, ainsi que l'insuffisance de l'aide clandestine à la République, sont souvent mis en avant au moment de caractériser l'attitude de la France du Front Populaire à l'égard de la guerre d'Espagne, il faudrait cependant revenir, quitte à insister, sur les obstacles qui conduisirent les dirigeants français à décider de mener cette politique internationale. Il convient, nous semble-t-il, de mesurer l'importance de la prise en compte de la menace de l'opposition de droite et d'extrême-droite française, dont les perceptions concernant le conflit espagnol étaient, comme nous le verrons, diamétralement opposées à celles d'une partie du gouvernement de Front Populaire. Le choix de la politique de non-intervention par la coalition au pouvoir dut aussi tenir compte, sans aucun doute, du contexte européen, marqué par des tensions croissantes au cours des années 1930, ainsi que des relations entre la France et ses voisins allemand et britannique. Questionner la politique de non-intervention française à l'égard de la guerre d'Espagne, c'est en effet prendre en considération ces facteurs extérieurs et leur influence sur la voie politique prise par le pays en août 1936.

1. Une opposition de droite et d'extrême-droite puissante et virulente.

Si des raisons inhérentes à la coalition du Front Populaire, que nous avons présentées au cours de la première partie de ce travail, la détourna d'une intervention claire en faveur des républicains espagnols, le rôle joué par l'opposition de droite et d'extrême-droite dans le revirement de position, à l'égard de la question espagnole, nous semble essentiel. Par l'intermédiaire de ses organes de presse, elle misa sur une propagande tantôt agressive vis-à-vis du Front Populaire et de son président du Conseil, tantôt sur un soutien envers le camp franquiste, qui reste à nuancer. Le dénigrement systématique du gouvernement et la déstabilisation de certains membres du gouvernement stigmatisés par la calomnie, l'anticommunisme ou l'antisémitisme furent des moyens utilisés de façon récurrente par la droite et l'extrême droite française. Les actualités de la guerre d'Espagne offrirent, comme nous l'avons vu, un nouveau champ de bataille politique et propagandiste. Si un parti pris était de mise au sein de la gauche du Front Populaire, quoique différent dans sa matérialisation pratique, il en était de même à l'opposé de l'échiquier politique français. Eugen Weber

signale que « seule la droite était unanime à rejeter ce que l'Action Française appelait le *Frente Crapular* que les communistes défendaient d'un bloc », « situation qui ne fit qu'exacerber les craintes et creuser les divisions franco-françaises »[715]. Certains groupes d'extrême droite, comme L'Action Française, décidèrent de défendre « les causes de Mussolini en Ethiopie et de Franco en Espagne »[716], d'après Michel Winock. La droite et l'extrême-droite marqua de fait son opposition à la République espagnole, ce qui ne signifiait pas nécessairement l'approbation complète du camp franquiste. Avant d'analyser ces actions concrètes, il convient de détailler ce qu'on désignait comme opposition pendant cette période. Comme nous le verrons plus bas, il ne s'agissait pas d'un ensemble uni et unifié autour des mêmes idées, mais plutôt de plusieurs idéologies, aux moyens d'action différents, en somme, de droites et d'extrême-droites au pluriel.

1.1 – Les visages de l'opposition française au Front Populaire

Afin de comprendre d'où provenaient les différents mouvements d'opposition de droite et d'extrême-droite, il nous faut revenir au 6 février 1934, qui marqua le moment clé de la prise de conscience à gauche de la montée de l'extrême droite en France. Ce jour-là, la manifestation antiparlementaire[717] menée par l'Action Française et d'autres ligues d'extrême-droite, en réponse à l'Affaire Stavisky, témoigna des différentes tendances idéologiques présentes, selon lesquelles la crise socio-politico-financière menait à la « décadence » de la France. D'après les différents groupes d'extrême-droite, la France vivait dans les années 1930, aux antipodes de « l'Âge d'or » tant recherché, pour reprendre l'expression de l'écrivain Frédéric Mistral. Le présent ne signifiait, à leurs yeux, que désordre, déchéance, décadence et corruption, tandis que le passé était associé à la grandeur, à la noblesse et au bonheur. Le présent n'étant pas celui souhaité, les émeutes antiparlementaires de 1934 traduisaient cette volonté de revenir à un Âge d'or. Comme l'écrit Raoul Girardet dans son ouvrage *Mythes et Mythologies politiques*, l'extrême-droite française était à la recherche d'un temps révolu, celui de l'Ancien Régime :

---

[715] Weber Eugen, *La France des années 30, tourments et perplexités*, *op.cit*. p.225.
[716] Winock Michel, *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Seuil, 1993, p.146.
[717] La Manifestation antiparlementaire du 6 février 1934 à Paris, source Institut National de l'Audiovisuel (INA), 6 février 1934, Réf. 02025.
http://fresques.ina.fr/jalons/fiche-media/InaEdu02025/la-manifestation-antiparlementaire-du-6-fevrier-1934-a-paris.html (Consulté le 28/07/2020).

On ne saurait oublier par ailleurs l'évocation, de caractère plus général, chronologiquement plus indécise, de la vieille France monarchique, cette France d'avant la grande coupure révolutionnaire et que tout un légendaire affirme avoir été celle de « la douceur de vivre » […] Mais c'est également par référence à un système politique censé avoir été celui de l'Ancien Régime et présenté comme l'antithèse de la démocratie parlementaire que le néo-monarchisme maurrassien a défini ses postulats essentiels.[718]

Cette référence correspondrait en fait à un refus d'accepter l'Histoire comme un processus en mouvement, avec ses modernités, avec ses changements politiques, mais aussi avec ses défauts, tels que la corruption ou la fraude. Pour Girardet, le « monde de l'Âge d'or est celui des horloges arrêtées »[719], celui de l'immobilisme. Pour faire face à ce monde de décadence, dans lequel serait englué le monde d'Entre-deux-guerres, l'extrême-droite française, et plus largement européenne, se proposait comme alternative. Les projets des différents dictateurs pour leurs pays, nous paraissent ainsi évidentes : Mussolini souhaitait retrouver le lustre de l'Empire romain et de sa domination dans la Méditerranée ; Hitler voulait reconstituer le vieil empire germanique ; Franco souhaitait revenir au Siècle d'or, à la période de l'Empire où le soleil ne se couchait jamais. En France aussi, une partie de l'échiquier politique désirait un retour à la monarchie, ou tout au moins le retour d'un leader fort. Ces velléités de reconstruction apparaissent alors que les pays vivaient des périodes troubles : si en Italie, l'ennemi de Mussolini était le communisme ; ceux d'Hitler étaient les « criminels de novembre » et les dirigeants de Weimar ; celui de Franco était la Seconde République, jugée trop réformiste, marxiste et anticléricale ; aux yeux de l'extrême-droite française, les ennemis désignés étaient le gouvernement « corrompu » de Chautemps, en 1934, puis le Front Populaire à partir de 1936, considéré comme le gouvernement « de la paresse »[720]. Face à cela, ces mouvements ou partis se plaçaient en sauveur, poursuit Girardet :

De même les mouvements nationalitaires qui vont simultanément ébranler le vieil édifice étatique européen se présentent-ils d'abord comme l'affirmation d'une

[718] Girardet Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986, p.100.
[719] *Ibid.* p.129.
[720] L'expression de la « paresse » était très fréquente, lors de ces années. Le régime de Vichy, dont Pétain était le leader, consacra sa propagande sur le thème du travail. Selon eux, il fallait remettre les Français au travail, ce qui n'était pas le cas, selon eux, durant les années du Front Populaire, avec notamment la promulgation de la loi des congés payés. Une coalition qui aurait été à l'origine de la défaite de 1940. Pétain apparaissait ainsi comme le Sauveur de la France.

renaissance : c'est par rapport à l'image, idéologiquement reconstruite, d'une nation disparue de l'histoire, mais dont on entend retrouver la mémoire, exalter la grandeur passée, que se retrouve légitimé le combat à entreprendre pour en assurer la résurrection.[721]

L'objectif de l'extrême-droite française était de renverser ces gouvernements, jugés décadents. La menace était bien réelle pour le Front Populaire, après sa victoire aux élections de 1936, une « tentation fasciste »[722], pour reprendre l'expression de Michel Winock, apparut même en France, et d'après Pierre Milza, la possibilité d'un effondrement de la démocratie était, au cours de la deuxième partie des années 1930, fondée grâce à un soutien des masses :

> […] il existe bel et bien un danger pour la démocratie française, pour sa pratique et pour sa culture, dans la France du gouvernement Daladier, qui fait que la mise à mort de la République par ses propres élus en juillet 1940 n'est pas exclusivement due à la débâcle. Ce danger réside moins dans la menace que l'extrême droite fait peser sur les institutions parlementaires que dans l'adhésion plus ou moins feutrée d'une large fraction de l'opinion et de la classe politique à certaines idées qu'elle véhicule. La demande d'autorité, la haine ou la méfiance de l'étranger, l'antisémitisme, la hantise de l'ennemi intérieur, l'anticommunisme militant, le réveil du nationalisme pèsent à tous les niveaux sur les choix des décideurs.[723]

Entre 1933 et 1936, on dénombra en France au moins cinq grands groupes de type fasciste, issus, d'après Winock, du nationalisme et du socialisme, qui avaient pour ambition de reconstruire, en France, un Etat fort, pour redorer son blason. Parmi ces groupes, qui visaient l'électorat de la petite bourgeoisie et les ouvriers au chômage, chez qui ce discours pouvait convaincre, citons la Solidarité Française, fondée en 1933, par François Coty, collaborateur financier de journaux et d'organisations de droite, le Francisme de Marcel Bucard, créé en 1933. Ces deux organisations furent dissoutes, par la loi de juin 1936, qui prévoyait la dissolution de toutes les Ligues d'extrême-droite, preuve de la crainte du Front Populaire de cette opposition quelque peu virulente. Il serait néanmoins erroné de croire que la dissolution

[721] Girardet Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, *op.cit*. p.104.

[722] Toutefois, malgré cette « tentation », Michel Winock et Serge Berstein, dans leur ouvrage *Fascisme français*, rouvrent le débat et rejettent la réalisation d'un fascisme en France, même s'ils font état de « groupe restés marginaux » qui « se sont à un moment ou à un autre réclamés du fascisme » (*Fascisme français*, Paris, Perrin, 2020, p.250).

[723] Milza Pierre, dans Winock Michel, *Histoire de l'extrême droite en France*, *op.cit*. p.188.

des Ligues ait anéanti l'extrême-droite et « l'état d'esprit fasciste »[724], qui régnait en France. Des mouvements ou partis politiques furent, par la suite, fondés par d'anciens hommes politiques de gauche, tels que Jacques Doriot, Marcel Déat ou Gaston Bergery. L'historien Philippe Burrin consacra d'ailleurs, au milieu des années 1980, une partie de ses recherches à la « dérive fasciste »[725] de ces trois personnalités politiques[726]. Le 28 juin 1936, Jacques Doriot, dont l'exclusion du Parti Communiste Français en 1934 a déjà été mentionnée, fonda le Parti Populaire Français (PPF), un parti qui regroupait des intellectuels, pour la plupart anciens membres déçus des stratégies politiques du PCF et de la SFIO, ainsi que des partisans de L'Action Française. Dans ce parti, qui comptait environ 100 000 adhérents, mentionnons la présence des écrivains Drieu La Rochelle et Bertrand de Jouvenel. L'extrême-droite française comptait aussi sur un parti fasciste paysan, les Chemises vertes d'Henry Dorgères, mais également d'une organisation secrète, plus radicale encore, nommée Comité Secret d'Action Révolutionnaire (CSAR), ou « La Cagoule », organisation profasciste, dont nous mentionnerons, plus loin, les actions au cours de la guerre d'Espagne.

La ligue des Croix-de-Feu, devenue le Parti Social Français (PSF) après sa dissolution, constituait un des plus grands dangers pour la gauche, de par son nombre (un million d'adhérents). Le PSF était un parti profondément anticommuniste, plus traditionaliste que fasciste, qui refusait l'antisémitisme, la violence mais défendait le catholicisme. Son leader, le colonel La Rocque refusa d'adhérer au Front de la Liberté, sorte de Front Populaire de l'extrême-droite, proposé par Doriot, pour s'opposer à la coalition au pouvoir, ce qui conduisit à l'échec de l'instauration du fascisme en France, mais d'après Michel Winock, « si le fascisme en France n'a pas su s'imposer, c'est que la droite française pouvait rester forte *à l'intérieur* de la légalité républicaine »[727]. Pour autant, l'extrême-droite française restait, nous semble-t-il, puissante et disposait d'une capacité d'influence évidente en tant qu'opposition. Enfin, il convient de mentionner L'Action Française pour qui, une intervention en Espagne n'était pas acceptable en raison de son idéologie nationaliste et de son caractère xénophobe. Elle ne voyait aucun intérêt, pour la France, d'aller intervenir dans un pays étranger, surtout si

[724] Winock Michel, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 2014, p.246.
[725] Burrin Philippe, *La dérive fasciste, Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, Paris, Seuil, 2003.
[726] En ce qui concerne Gaston Bergery, sa dérive s'effectua à partir de 1940. Il devint collaborationniste en soutenant le régime de Vichy et le projet d'un parti unique. Il fut ambassadeur à Moscou pour le régime de Pétain. Marcel Déat, socialiste jusqu'en 1935, fut une des figures de la Collaboration avec les nazis en créant en 1941 le Rassemblement National Populaire, parti de type fasciste.
[727] *Ibid.* p.257.

cela devait conduire à la guerre. A cet égard, la politique de non-intervention permettait, à ses yeux, de ne pas s'immiscer dans le conflit.

La droite française était également ancrée dans le rejet d'une non-intervention en Espagne, mais aussi de la République espagnole, considérée comme étant entre les mains des communistes. Elle ne pouvait se résoudre, par convictions idéologiques et religieuses, à ce que les « athées » de la République se maintiennent au pouvoir en Espagne, avec l'appui du gouvernement français de Front Populaire. L'opposition au camp républicain ne signifiait pas nécessairement un soutien total aux insurgés espagnols, car si certains considéraient judicieux un retour à l'ordre par l'intermédiaire du général Franco, d'autres n'approuvaient pas les méthodes utilisées pour prendre le pouvoir. A ce titre, plusieurs personnalités de la droite, au nom de la foi chrétienne, ne soutinrent pas les exactions franquistes. Citons à nouveau François Mauriac, Jacques Maritain, Emmanuel Mounier ou encore Georges Bernanos, dont les écrits seront analysés ultérieurement. Fidèle aux principes républicains, la droite n'envisageait toutefois pas de renverser le gouvernement mais se plaçait dans une position de critique systématique, en vue de proposer une alternative au sein la légalité républicaine.

Dès la victoire du Front Populaire aux élections de 1936, l'opposition de droite et d'extrême-droite s'attaqua à la coalition gouvernementale, en vue de la déstabiliser, notamment vis-à-vis de sa politique extérieure en Espagne. Ces attaques s'inscrivaient dans un contexte de regain de l'antisémitisme dans l'Europe des années 1930, qui s'était déjà développé au cours des deux dernières décennies du XIX^{ème} siècle[728]. L'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne ne constituait pas l'unique foyer de la résurgence antisémite : en France aussi, il fit une nouvelle poussée, incarnée par de violentes attaques dans la presse nationaliste. L'arrivée du Front Populaire et de Léon Blum au pouvoir, en mai 1936, n'était pas étrangère à cela, elle en exacerba même cette haine.

Les attaques envers le président du Conseil avaient déjà débuté bien avant sa prise de fonction. Leur récurrence, ainsi que leur virulence, obligèrent Blum à prendre en considération la puissance de l'opposition dans ses décisions politiques, et notamment à l'égard de la guerre d'Espagne. Le 9 avril 1935, *L'Action Française* avait signé un éditorial sur la situation politique de l'époque, dans lequel son idéologue Charles Maurras dépeignait un portrait de Blum assez significatif de l'antisémitisme d'extrême-droite, mêlant injures

[728] Citons ici la publication de *La France Juive* d'Edouard Drumont (1886) ou l'Affaire Dreyfus qui secoua la France des années 1890.

antisémites, calomnies, et menace de mort : « Juif allemand naturalisé ou fils de naturalisé », « un monstre de la République démocratique », « un hircocerf de la dialectique heimatlos », « Détritus humain à traiter comme tel », ou encore « un homme à fusiller, mais dans le dos ».[729] Dénaturalisé, dépossédé de sa nature humaine, Blum était aussi perçu comme « un monstre de la République démocratique », que l'on peut voir comme une double insulte : sa monstruosité supposée et ses convictions républicaines, alors que Maurras était monarchiste, antiparlementaire et antirépublicain. Par cette expression, Blum représentait tout ce que reprochait l'extrême-droite à la Troisième République : ses scandales, ses hommes politiques. Jugé comme un traître à la France, le président du Conseil reçut, par ailleurs, des menaces de mort proférées par Maurras, qui fut par la suite condamné pour ses appels au meurtre, le 21 mars 1936, et emprisonné en octobre de la même année pour une période de sept mois, durant laquelle il écrivit son livre *Mes idées politiques*. Maurras proposait enfin de fusiller Blum, « mais dans le dos », comble du déshonneur et ultime témoignage de la haine qu'il portait au futur chef du gouvernement.

Les attaques verbales sur le supposé caractère « étranger » de Blum n'étaient cependant pas seulement issues de la bouche de Maurras. Marcel Jouhandeau, fréquent collaborateur du journal *Je suis partout*, compara dans *Le Péril juif* le chef de gouvernement à un asiatique : « M. Blum est maître chez moi et nul Européen ne saura jamais ce que pense un Asiatique »[730]. La description de Pierre Gaxotte en avril 1938, pour *Candide*, qualifiant le leader socialiste de « laid, à la tête triste d'une jument palestinienne »[731], en constituait une autre. L'écrivain Louis-Ferdinand Céline, converti à l'antisémitisme à partir de 1933[732], déclara enfin avec force sa haine en 1937, dans son pamphlet *Bagatelles pour un massacre* : « Moi je voudrais bien faire une alliance avec Hitler […] Il les aime pas les Juifs… Moi non plus… […] Je préfèrerais 12 Hitler plutôt qu'un Blum omnipotent. »[733]

Ces agressions verbales ne constituèrent pas pour autant l'unique menace à l'encontre de Léon Blum. Le président du Conseil fut agressé physiquement par les Camelots du roi, le 13 février 1936, évitant de peu la mort et une fin qu'avait connue auparavant l'illustre figure

[729] « La Politique », *L'Action Française*, Paris, numéro 9, 09/04/1935, p.1.
[730] Jouhandeau Marcel, *Le Péril juif*, Paris, Sorlot, 1936, p.12.
[731] « L'homme maudit », *Candide*, Paris, numéro 734, 07/04/1938, p.1.
[732] Poliakov Léon, *Histoire de l'antisémitisme, 2. L'âge de la science*, Paris, Calmann-Lévy, 1981, p.467.
[733] Céline Louis-Ferdinand, *Bagatelles pour un massacre*, Paris, Denöel et Steele, 1937, pp.221-222.

du socialisme français, Jean Jaurès[734]. Blum ne porta pas plainte, mais se savait en danger de mort. Les attaques de l'extrême-droite se poursuivirent une fois Blum au pouvoir : plusieurs journaux, tels que *Gringoire*, *Je suis partout* ou *L'Action Française* étaient persuadés que la politique extérieure du gouvernement français en Espagne menait le pays à une nouvelle guerre, ne croyaient pas en ses déclarations pacifiques, et critiquaient ses velléités d'intervention auprès des républicains espagnols. Maurras parlait d'ailleurs de « vociférations pacifiques » émises par des « scélérats », des « menteurs qui croient pouvoir imposer leurs mensonges »[735]. A la fin août 1936, *L'AF* dénonça les efforts du Front Populaire français qui « soutient le *Frente Popular* par tous les moyens, même les plus honteux » et que « les Juifs qui gouvernent la France ont vraiment toute honte bue ! »[736] Quel était l'intérêt de ce genre d'opérations médiatiques ? *L'AF* entendait exercer une pression sur le gouvernement, en l'empêchant d'aider la République espagnole. L'antisémitisme, dont était victime Léon Blum, lui fut préjudiciable, et notamment lors du refus de la droite de créer un gouvernement d'Union Nationale, en mars 1938, comme le souligne Serge Berstein :

> « […] Mais la haine contre le leader du Front Populaire, l'antisémitisme, la crainte du communisme imprègnent trop largement les rangs de l'opposition pour que sa proposition ait la moindre chance d'être prise en considération. »[737].

La virulence de l'antisémitisme de l'extrême-droite envers Blum et son gouvernement, voire la violence, les empêchèrent d'agir selon leurs souhaits, que ce soit en politique intérieure ou extérieure. La puissance de l'opposition française força le gouvernement de Front Populaire à tenir compte de cette menace dans sa stratégie vis-à-vis de l'Espagne, et en ce sens, le pacte de non-intervention revêtit une forme de sécurité sur le plan politique. Elle permit tout au moins de ne pas éveiller les soupçons d'une opposition prête à tous les moyens pour déstabiliser le gouvernement. Toutefois, les effets de l'anticommunisme, du parti pris de la droite et de l'extrême-droite française en faveur des rebelles de Franco ou encore de la volonté de se prémunir d'un nouvel affrontement avec l'Allemagne méritent, nous semble-t-il,

[734] Le lecteur pourra trouver un récit de cet épisode, ainsi que d'autres tentatives de déstabilisation envers Léon Blum, dans Collin Philippe, Ballet Violaine, « *Léon Blum, une vie héroïque (1872-1950)* », France, France Inter, 5 décembre 2022, épisode 4 « Face aux loups ».
[735] *Ibid*. p.1.
[736] « Léon Blum et le *Frente Popular* », *L'Action Française*, Paris, numéro 243, 30/08/1936, p.1.
[737] Berstein Serge, *La France des années 30*, *op.cit*. p.175.

d’être analysés, afin de mieux comprendre les décisions des gouvernements de Front Populaire concernant le conflit espagnol.

1.2 – La droite en soutien des rebelles franquistes.

Au-delà des tentatives de déstabilisation des gouvernements de Front Populaire, des insultes antisémites et des campagnes calomnieuses de dénigrement de certains membres de la coalition au pouvoir[738], il convient de revenir sur les raisons du rejet de la République espagnole par la droite et l'extrême-droite française qui réside, nous semble-t-il, dans l'idéologie de ses différentes composantes. Si certains ne souhaitaient pas la victoire de la République espagnole, et par conséquent une intervention de la France en sa faveur, par anticommunisme, sans y mettre de nuances, d'autres exprimaient de manière claire leur préférence, leur soutien au camp insurgé de Franco, comme le confirme Serge Berstein :

> […] à l'opposition farouche de l'extrême droite s'ajoute celle, plus politique de la droite qui s'exerce au nom de l'anticommunisme. Elle est souvent plus mesurée dans l'attaque, mais laisse deviner un peu de cette violence qui marque *L'Action Française* ou *Gringoire*.[739]

La crainte d'une invasion communiste sur le sol français conduisait les milieux de droite à désirer une défaite de la République espagnole, pour s'en prémunir. Un constat évident mérite d'emblée d'être rappelé ici : l'opposition ne constituait pas un bloc homogène, malgré son hostilité envers le Front Populaire, il s'agissait plutôt de prises de positions d'hommes politiques aux sensibilités idéologiques diverses. Si certaines voix s'élevèrent au sein de cette mouvance anticommuniste, d'autres membres de l'opposition ne se dressèrent pas uniquement contre la République espagnole, mais n'hésitèrent pas à apporter leur soutien au général Franco. Il nous semble, pourtant, que chacune de ces oppositions disparates avait, en priorité, pour visée commune de critiquer la politique extérieure du gouvernement de Front Populaire à l'égard de la guerre d'Espagne, afin de limiter son intervention en soutien aux républicains.

L'anticommunisme de la droite et de l'extrême-droite.

Dès le 23 juillet 1936, une violente campagne de presse fut lancée par la droite et l'extrême-droite française pour contrecarrer les velléités d'intervention du gouvernement de

[738] Citons ici également la campagne calomnieuse de la presse d'extrême-droite à l'encontre du ministre Roger Salengro, qui finit par se suicider en novembre 1936.
[739] Berstein Serge, *La France des années 30*, *op.cit*. pp.154-155.

Léon Blum auprès du gouvernement de José Giral. Raymond Cartier de *L'Echo de Paris* parlait de « crime contre la nation »[740] pour qualifier la possible action de la France en Espagne. Deux jours plus tard, comme nous l'avons déjà constaté, *L'Action Française* se félicitait de ce revirement de situation et d'avoir empêché « Blum-la-guerre » d'exécuter son plan, considéré comme « un coup de trahison »[741]. Dans ce surnom donné au président du Conseil, nous pouvons remarquer les craintes de l'opposition de voir le gouvernement mener le pays dans un nouveau conflit international. *Gringoire* se targuait également de « l'intervention énergique des journaux nationaux et indépendants [qui] a fait reculer le gouvernement qui nous engageait dans une aventure »[742]. Afin de comprendre « l'aventure » mentionnée, référons-nous à Philippe Burrin qui notait qu'aux yeux de l'extrême-droite, « le danger était que la guerre civile espagnole se transforme en guerre européenne »[743]. Il s'agit d'un argument souvent avancé par la presse d'opposition au cours de l'été 1936 qui, malgré la voie de la non-intervention choisie par le Front Populaire, poursuivait ses attaques contre Blum. L'hebdomadaire satirique illustré *Charivari* publia le 1er août un dessin de Ralph Soupault dans sa une, exhibant le chef de gouvernement, surnommé pour l'occasion « La Blumencita », accompagné d'une phrase très évocatrice : « beaux señors y señoritas, achetez-moi mes mitrailletas… »[744]. Blum y est caricaturé avec des traits féminins, ce qui n'est pas sans rappeler les critiques datant de la fin du XIXème siècle sur la féminité du jeune Blum, que Pierre Birnbaum, un de ses biographes, décrit comme un « dandy, poète et critique d'art aux attitudes peu viriles »[745]. Dans cette caricature, Léon Blum porte en effet un châle traditionnel des femmes espagnoles, un panier rempli d'obus à la main gauche et un pistolet mitrailleur, et semble charmer les républicains espagnols afin que ceux-ci lui achètent du matériel de guerre français. Il s'agit ici d'une représentation complètement erronée car ce furent bien les républicains espagnols qui demandèrent en premier lieu de l'aide à Blum, et non le président du Conseil qui souhaita porter secours à la République en vendant ses munitions. Néanmoins, cette caricature de Blum nous offre un témoignage, parmi d'autres tous dans la même tonalité, sur le regard que l'extrême-droite portait sur le leader socialiste au pouvoir. Blum et le Front Populaire y sont dépeints comme des bellicistes prêts à

[740] « Le Front Populaire français osera-t-il armer le Front Populaire espagnol ? », *L'Echo de Paris*, Paris, numéro 20733, 23/07/1936, p.1.
[741] « Blum-la-guerre a dû reculer », *L'Action Française*, Paris, numéro 207, 25/07/1936, p.1.
[742] « Répétez-le : Comment la mèche fut éventée », *Gringoire*, Paris, numéro 404, 31/07/1936, p.1.
[743] Burrin Philippe, *La dérive fasciste, op.cit.* p.241.
[744] « La Blumencita », *Charivari*, Paris, numéro 526, 01/08/1936, p.1. La une est reproduite en annexe 4, p.403.
[745] Birnbaum Pierre, *Léon Blum, un portrait*, Paris, Seuil, 2016, p.24.

tout pour entraîner la France dans une nouvelle guerre, en vendant ses armements à l'Espagne républicaine.

Dans une même logique, *Je suis partout* critiqua également le « double-jeu » du Quai d'Orsay, le 8 août 1936, le jour où le Conseil des ministres entérina le projet de non-intervention en Espagne. En dépit de la politique officiellement approuvée par le gouvernement, l'hebdomadaire ne croyait pas en la bonne foi du Front Populaire :

> Combien d'avions, combien de tonnes d'explosifs, combien de mitrailleuses MM. Blum et Cot ont-ils livrés à leurs amis les nécrophages du « Frente Popular » ? Lorsqu'on les interroge, ils répondent qu'ils n'en savent rien, qu'ils n'ont pas lu les journaux et que cela ne regarde, après tout, que le seul Yvon Delbos, pilote sans gouvernail d'un Quai d'Orsay à la dérive. […]
>
> M. Blum […] n'est pas marchand de canons ; il est contrebandier d'armes. Et dans le temps que M. Delbos s'époumone à déclarer la neutralité au monde, il opère en douce dans l'ombre du ministère de l'Air transformé en G.Q.G. des bootleggers de la croisade antifasciste. […] Il a joué sur les deux tableaux : neutralité verbale et soutien effectif, mais honteux, du « Frente Popular ». Dans les deux cas, il a perdu. Les avions livrés puis repris ne suffisent pas à faire triompher les Soviets de Madrid. Ils suffisent, par contre, à réduire à néant l'effet moral de la déclaration de non-ingérence dans les affaires d'Espagne. […] Il est dur d'écrire de semblables vérités lorsqu'on est Français de sang français.[746]

La critique du « double-jeu » du gouvernement de Front Populaire concordait avec les faits, Blum ayant attendu le départ d'avions vers le camp républicain pour terminer les discussions et valider officiellement la non-intervention française. Néanmoins, il s'agissait davantage d'avions que de marchandises. La thèse d'un Léon Blum contrebandier d'armes ne résiste donc pas aux faits, comme nous l'avons constaté au cours de la seconde partie de notre travail. De cet éditorial, nous pouvons tout d'abord mettre en avant le langage infamant visant à nuir à l'honneur d'hommes politiques ou à l'idéologie qu'ils représentent. L'accusation de canibalisme du *Frente Popular* est brutale et sans appel, et traduit de nouveau une volonté affirmée de déshumaniser la République espagnole, tandis que l'adjectif « honteux » vient plutôt qualifier les agissements du gouvernement français, une coalition qui se révèle être la

[746] « Le Quai d'Orsay – double jeu », *Je suis partout*, Paris, numéro 298, 08/08/1936, p.1.

représentation d'un concept politique de l'anti-France, répandu dans les années 1930. L'auteur de l'article nous informe que pour « les Français de sang français », la politique du gouvernement est insupportable. En faisant cela, il divise les citoyens en deux catégories : les supposés vrais Français et ceux qui ne le sont pas vraiment. L'historien Emmanuel Debono propose une analyse éclairante sur ce concept dans ses travaux:

> Dans son utilisation par la droite nationaliste, l'« anti-France » était un ensemble composite qui rassemblait les idéologies, les religions et les organisations honnies, au premier rang desquelles le judaïsme, la franc-maçonnerie et le communisme, trois éléments étroitement soudés. Tous étaient accusés de rechercher la dissolution de la substance assurant la cohésion de la nation française dans le but invariant d'asseoir la domination juive sur le monde. La manière d'y parvenir était censée être une vaste conspiration maléfique. Dans cette perspective, deux thèmes centraux dans le mythe du complot émergèrent : celui de la « judéo-maçonnerie » et celui du « judéo-bolchevisme ».[747]

Il nous semble ici que l'influence du Komintern sur le PCF ôtait, aux yeux de l'extrême-droite, le caractère français à la coalition de Front Populaire, et justifiait cette croyance de l'opposition selon laquelle le gouvernement serait aux mains des communistes, bien qu'aucun de ses membres ne fasse partie du PCF, comme on l'a vu plus haut, ce que l'on retrouve, par ailleurs, dans la presse espagnole de droite au cours de la guerre civile et pendant le franquisme au sujet du Parti Communiste Espagnol. Blum et son gouvernement sont donc associés ici à l'idée de l'« anti-France ». Dans cette même édition, des expressions, telles que « animés et guidés par les agents ou les complices du gouvernement soviétique », « sur l'ordre de Staline », ou « la mission sanglante de se lancer la première dans la bagarre »[748] viennent contribuer à cette filiation du gouvernement à l'idéologie communiste. Les « forces obscures » dénoncées avaient, à leurs yeux, la volonté d'anéantir le fascisme pour mettre en place une révolution en Espagne. L'anticommunisme de l'opposition de droite et d'extrême-droite la poussait à tout faire pour contrecarrer la diffusion de l'idéologie en Espagne et à terme dans le reste de l'Europe. À cet égard, la guerre d'Espagne constituait bien une bataille

[747] Debono Emmanuel, « Le visage de l'anti-France dans la France des années trente : l'exemple de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA) », *Revue d'Histoire de la Shoah*, 2001/3 (N° 173), p. 114. https://www.cairn.info/revue-revue-d-histoire-de-la-shoah1-2001-3-page-113.htm (Consulté le 28/07/2021).
[748] « La paix ou la guerre», *Je suis partout*, Paris, numéro 298, 08/08/1936, p.2.

idéologique, à laquelle la France ne devait en aucun cas participer, comme l'avance Pierre-Frédéric Charpentier :

> Nul doute, aux yeux de l'intelligentsia de droite, le soulèvement militaire constitue en tout premier lieu une réponse légitime à une menace et, en ce sens, une lutte à mort avec le communisme, qui n'a jamais semblé aussi menaçant depuis les tentatives révolutionnaires du début des années vingt. […] A ses yeux, la révolution n'est rien d'autre qu'une maladie qu'il s'agit d'extirper du corps sain de l'Espagne.[749]

Cette crainte de la menace communiste en Europe conduisit les milieux de droite à faire pression sur le gouvernement français afin qu'il n'intervienne pas dans le conflit pour favoriser la victoire du communisme. La campagne de presse du 23 juillet 1936 en constitua une preuve, dans la mesure où elle amena l'opposition à soutenir la politique de non-intervention franco-britannique en Espagne, et où elle réduisait les possibilités d'expansion du communisme dans le pays et sur le continent. Toutefois, cette approbation du pacte de non-intervention ne signifia pas pour autant une adhésion à la politique extérieure du gouvernement, et encore moins à une confiance de sa part. Dans l'édition du 18 septembre 1936 de *Gringoire*, André Tardieu, homme politique très expérimenté[750], soutenait que, malgré la ratification du pacte et les paroles des responsables politiques du Front Populaire, le gouvernement poursuivrait son action auprès de la République espagnole :

> Malgré le discours de M. Blum le 6 septembre, malgré le discours de M. Delbos du 13, tout le mouvement du Front Populaire français, qui soutient M. Blum, demeure interventionniste en faveur du Front Populaire espagnol. Toutes les manifestations d'usines et de rues, toutes les quêtes, toutes les propagandes continuent d'être tolérées.[751]

---

[749] Charpentier Pierre-Frédéric, *Les Intellectuels français et la guerre d'Espagne, une guerre civile par procuration (1936-1939)*, *op.cit*, p.296.

[750] André Tardieu (1876-1945) fut président du Conseil à trois reprises sur des périodes courtes entre 1929 et 1932, et député jusqu'en 1934. Homme de droite, il participa aux négociations du Traité de Versailles en 1919. Après 1934, il glissa progressivement dans l'antiparlementarisme au moment de l'avènement du Front Populaire. Il critiqua, en outre, l'aveuglement des politiques français sur la menace nazie pour les démocraties européennes, et rejeta par conséquent les Accords de Munich en 1938.

[751] « Sous le règne des deux Léon», *Gringoire*, Paris, numéro 411, 18/09/1936, p.1.

L'Action Française, le 30 août 1936, avait déjà accusé le Front Populaire français de poursuivre son aide au camp républicain, en dépit de l'officialisation du pacte de non-intervention : « Le Front Populaire ne se contente pas d'aider les hordes rouges d'Espagne, mais il le fait avec le cynisme qui convient aux agents provocateurs salariés de Moscou »[752]. L'écrivain Robert Brasillach, qui publia son *Histoire de la guerre d'Espagne* en 1939, en collaboration avec Maurice Bardèche, donna à son tour sa version chronologique des faits menant à la victoire de Franco. Les deux hommes de lettres éprouvaient une profonde admiration pour le fascisme, supportaient naturellement le camp insurgé, et connurent des sorts différents les années suivantes: Brasillach poursuivit son travail de rédacteur en chef à *Je suis partout* débuté en 1937, collabora avec l'occupant nazi, et fut fusillé après la Libération; Bardèche échappa, pour sa part, à l'épuration qui suivit la fin de la guerre mondiale, et devint une des voix du négationnisme en France[753]. Au moment de la non-intervention française dans la guerre d'Espagne, ils déclaraient :

> […] Telle était la récompense de la France pour avoir officiellement essayé d'empêcher la généralisation de la guerre. Mais l'on savait, aussi bien, qu'il ne s'agissait là que d'une façade, et que, chaque semaine, des trains entiers et des camions apportaient à l'Espagne républicaine les munitions dont elle avait besoin. Lorsque la session de la S.D.N. [du 25 septembre 1936] fut close, le problème espagnol n'avait pas été résolu, ni même éclairci d'aucune manière. C'est que les armes seules pouvaient apporter une solution.[754]

Si le parti pris du Front Populaire en faveur de la République espagnole se matérialisa par un soutien clandestin et discontinu, que nous avons déjà mentionné plus haut, la vision de Brasillach et Bardèche nous semble erronée par l'amplitude de l'aide dénoncée, mais leurs propos traduisent toutefois le peu de foi accordé par la droite et l'extrême-droite française à la politique extérieure du gouvernement français envers l'Espagne. Eugen Weber confirme ainsi les doutes de l'opposition vers la mise en pratique réelle de la non-intervention : « La droite, toutefois, ne crut jamais à la réalité de cette non-intervention officielle. Mis au parfum par

---

[752] « Espagne et neutralité », *L'Action Française*, Paris, numéro 243, 30/08/1936, p.3.

[753] A ce sujet, nous recommandons la lecture, toujours actuelle, de l'article de Valérie Igounet, « Révisionnisme » et négationnisme au sein de l'extrême droite française », dans *Négationnistes, les chiffonniers de l'Histoire*, Paris, Syllepse/Golias, 1997.
https://phdn.org/negation/igounet97.html (Consulté le 27/07/2021).

[754] Brasillach Robert et Bardèche Maurice, *Histoire de la guerre d'Espagne*, Paris, Ed. Godefroy de Bouillon, 1996, p.220.

Franco et ses alliés fascistes, sa presse et ses députés dénoncèrent à maintes reprises les opérations de contrebande […] »[755].

Malgré le peu de confiance dans le gouvernement, la droite et l'extrême-droite approuvaient le choix de la non-intervention. Pourtant, sa presse poursuivit ses attaques de deux manières : une dénonciation de la dérive du gouvernement de Blum vers le communisme, et une présentation très partisane du camp républicain et de ses exactions commises pendant la guerre. Citons ici à titre d'exemple *L'Echo de Paris* qui dénonça à la mi-septembre 1936 « la cruauté sans limite » des miliciens[756], ou encore le récit de *Gringoire* sur les « atrocités marxistes » et « la terreur antireligieuse » des « canailles sanglantes du Front Populaire espagnol »[757]. Dans les deux cas, la cible restait la même : le communisme international. Il convenait en effet de construire une image empreinte de violence extrême de la République, afin d'inciter les lecteurs à soutenir le camp insurgé, mais aussi de délégitimer une violation éventuelle du pacte de non-intervention par le Front Populaire.

Le penchant progressif supposé de la coalition pour le communisme traduit cette crainte, au sein des rangs de l'opposition française, d'une invasion révolutionnaire sur le territoire français, et les références à une « bolchevisation » du gouvernement français sont légion dans ses périodiques. Mentionnons un exemple, parmi tant d'autres, publié le 25 septembre 1936 et issu des plumes acerbes du journal *Gringoire*, dans lequel André Tardieu adressa un réquisitoire contre la politique de Léon Blum, dans un éditorial « M. Blum et la France ». Dès le titre, on peut constater l'opposition de ces deux termes, nouvelle allusion à l'idée inexacte d'un Léon Blum étranger, ou non-Français, un titre qui résume de façon explicite la pensée de Tardieu : Blum et son gouvernement seraient aux mains du marxisme, venu de l'Union Soviétique, donc un gouvernement contrôlé depuis l'étranger[758]. Analysons tout d'abord l'argumentaire de l'ancien président du Conseil, pour en cerner ensuite les contours.

Voilà trois semaines que M. Blum, à Luna Park, s'affirmait militant socialiste de stricte obédience. Or l'autre soir, à la radio, qu'a-t-il fait ? Il a renié le socialisme en

[755] Weber Eugen, *La France des années 30, op.cit*. p.227.
[756] « La situation militaire en Espagne », *L'Echo de Paris*, Paris, numéro 20787, 15/09/1936, p.3
[757] « Répétez-le : La vérité sur les origines du mouvement national espagnol », *Gringoire*, Paris, numéro 414, 09/10/1936, p.1-2.
[758] Sur ce thème, voir aussi: « Paris vendu à Moscou», *Gringoire*, Paris, numéro 415, 16/10/1936, p.1.

s'affirmant défenseur de la révolution française. On sait en effet, que la révolution française ; ses principes ; la démocratie, qu'elle a fondée, ont toujours été la bête noire du marxisme. […]

Le marxisme, dont Blum a, toute sa vie, épelé l'Evangile, enseigne que la révolution de 1789 a volé le peuple. Et contre elle, il a inventé la dictature du prolétariat. Le marxisme est lié au syndicalisme auquel M. Blum obéit […]. Le marxisme est le père des Soviets, qui sont la négation des Droits de l'homme. M. Blum, apologiste radiophonique de la révolution, aurait-il, sans rien apprendre, tout oublié ? Ou bien se moquerait-il du monde ? En l'écoutant parler doctrine, on pourrait le croire.[759]

Tardieu avance ici la croyance erronée d'un gouvernement français aux mains des Soviétiques de Staline, à l'idéologie marxiste, alors que comme on l'a souligné précédemment, il n'y avait pas de ministres communistes au gouvernement. Nous pouvons toutefois mesurer les confusions, intentionnelles, de Tardieu. D'après ses termes, Blum serait à la fois socialiste, marxiste, syndicaliste, révolutionnaire et antidémocrate. Plus loin, après avoir associé le président du Conseil au marxisme, André Tardieu critique logiquement son soutien à l'Espagne républicaine et son côté va-t-en-guerre :

M. Blum se pose en ange de la paix, interdisant à ses fidèles les guerres de propagande et les guerres de représailles. […] Que fait-il, quand il s'avoue d'accord de cœur avec les prédicateurs de l'aide aux rouges d'Espagne ? Qu'il s'agisse de ses idées ou qu'il s'agisse de ses actes, M. Blum n'est pas sérieux.[760]

Le parti pris du président du Conseil pour l'Espagne « rouge », semble insinuer Tardieu, atteste des velléités bellicistes de Léon Blum et de sa coalition. Si le chef du gouvernement s'est placé en défenseur de la paix, lors de son discours de Luna Park, signalant qu'il souhaitait, par le pacte de non-intervention, prémunir la France d'un nouvel affrontement européen, Tardieu note que ses actes ne correspondent pas à ses paroles. Pourtant, comme nous l'avons déjà constaté, le pacifisme de Blum fut déterminant dans sa décision de ne pas aider la République espagnole. De plus, si les membres du PCF souhaitaient avec conviction une aide militaire française en faveur de la République, ce ne fut pas nécessairement le cas du gouvernement, divisé au plus haut point à ce sujet. Ici encore, l'accusation, faite par Tardieu,

[759] « M. Blum et la France», *Gringoire*, Paris, numéro 412, 25/09/1936, p.1.
[760] *Ibid,* p.1.

d'un gouvernement communiste paraît irrecevable. La désignation des membres du gouvernement comme des « fauteurs de guerre » par des journaux tels que *Gringoire*[761], *l'Echo de Paris* ou *l'Action Française* ne se correspondait, nous semble-t-il, en rien avec la politique de ce gouvernement. Cette critique fut en tout cas largement répandue dans les milieux de droite et d'extrême-droite, dont l'anticommunisme était extrêmement marqué.

Les descriptions de la République espagnole par la droite et l'extrême-droite française, issues des articles que nous avons consultés, présentent un gouvernement aux abois et sous le joug du communisme mettant en avant l'extrême violence et les exactions commises au sein de ce camp. *Je suis partout* titrait à ce sujet, le 15 septembre 1936, que « le régime républicain [fut] remplacé par une junte municipale bolchevisante »[762]. L'arrivée de Largo Caballero au pouvoir le 4 septembre 1936 donna du crédit à l'idée d'une République « rouge » :

> Voilà qui est fait. Les marxistes de Madrid ont pris le pouvoir. Officiellement. Désormais, toute équivoque devient impossible. […] Il y a sept mois exactement que dure la mystification. Il y a sept mois que nous dénonçons l'imposture. Aujourd'hui elle devient évidente, et c'est là la seule innovation du cabinet Caballero. […]
>
> M. Largo Caballero ne tient pas son pouvoir du suffrage universel. Il l'a reçu de quelques milliers d'hommes en armes, et son autorité ne dépasse pas les limites de la Nouvelle Castille. Dans ce cas, peut-on encore parler de « gouvernement légal » ? Quelle dérision !
>
> Ce n'est pas pour rien que M. Largo Caballero a été surnommé le « Lénine espagnol ». Ce vieux bonhomme haineux et brutal – il a 67 ans – est le théoricien de l'insurrection armée, le leader de la gauche révolutionnaire socialiste, beaucoup plus proche du communisme de 1917 que du communisme stalinien.[763]

Rappelons effectivement que l'arrivée de Largo Caballero à la présidence du Conseil en Espagne constituait une orientation plus à gauche, et donna d'ailleurs lieu à des oppositions internes. Une des conditions fixées à Manuel Azaña pour son arrivée fut l'introduction de communistes au sein du gouvernement, mais leur participation ne signifiait pas pour autant la préparation d'une révolution imminente au sein du gouvernement, comme nous l'avons

[761] « Les communistes veulent la guerre avec l'Allemagne», *Gringoire*, Paris, numéro 415, 16/10/1936, p.2.
[762] « Il n'y a plus de gouvernement légal à Madrid», *Je suis partout*, Paris, numéro 303, 12/09/1936, p.1.
[763] *Ibid,* p.1.

mentionné auparavant. Hugh Thomas écrit que, malgré la réputation de révolutionnaire qui collait à la peau de Largo Caballero, « son but était de créer un gouvernement fort au sein de la légalité républicaine » et que dans son cercle proche, « on parla beaucoup moins de la nécessité de révolution »[764]. Guy Hermet apporte, à son tour, quelques précisions sur les conditions de cette nomination :

> Seul le vieux leader de l'aile gauche du PSOE qu'est Francisco Largo Caballero jouit d'une popularité et d'une autorité incontestables dans les premiers mois de la guerre. En réalité, il se range plutôt du côté de l'aile révolutionnaire maximaliste, mais il est irremplaçable et son radicalisme paraît surtout rhétorique. Au fond, son langage même le rend acceptable aux extrémistes sans inquiéter trop les réformistes de son propre parti.[765]

Cependant, la notoriété à l'étranger de Largo Caballero, le « Lénine espagnol »[766], était faite, et accentua cette croyance d'une bolchevisation de la République. L'argument selon lequel la nomination de Largo Caballero était celle « de milliers d'hommes en armes » ne répondait qu'à l'intention du journal d'extrême-droite en vue de faire valoir l'aspect révolutionnaire du camp républicain, et ainsi dénoncer l'anarchie qui régnait et son absence de légitimité. Quelques années plus tard, en 1943, Charles Maurras publia *Vers l'Espagne de Franco*, un essai dans lequel l'idéologue nationaliste cita l'académicien Claude Farrère, qui avait témoigné en 1937 d'une soviétisation de l'Espagne, dans son ouvrage *Visite aux Espagnols* : « La victoire du président Azaña aurait été la victoire des Soviets de Moscou. Le seul fait qu'aujourd'hui tous les généraux marxistes d'Espagne, à la seule exception de Miaja sont russes, le prouve assez. »[767] En reprenant les propos de Farrère, Maurras avance, nous semble-t-il, la thèse d'une dépendance complète de la République espagnole au régime stalinien, dans le but de faire apparaître Franco, avant l'heure, comme le premier vainqueur du communisme et bien entendu le sauveur de l'Espagne.

Les journaux d'opposition appelèrent ainsi parfois, au nom de la lutte contre le communisme international, leurs lecteurs à libérer ou prémunir la France d'un mal qui, à leurs

---

[764] Thomas Hugh, *La guerra civil española, op.cit*. p.441.
[765] Hermet Guy, *La guerre d'Espagne, op.cit*. pp.139-140.
[766] Paul Preston écrit à ce propos que ce surnom avait été donné par le journal La *Pravda* et que Largo Caballero, « intoxiqué par les éloges communistes », « avait fait le tour de l'Espagne en prophétisant le triomphe inévitable de l'imminente révolution ».
Preston Paul, *La Guerra Civil española*, *op.cit*, pp.104-105.
[767] Maurras Charles, *Vers l'Espagne de Franco*, *op.cit*. pp.139-140.

yeux, menaçait et était déjà présent en Espagne. Comme l'affirme Fernando Hernández Sánchez, dans l'oeuvre collective *Los mitos del 18 de julio*, « l'anticommunisme servit pour légitimer l'insurrection contre le gouvernement légitime, en le présentant comme une contre-révolution préventive »[768], et certains membres de l'opposition allèrent même, pour cette raison, faire le choix de soutenir le général Franco.

Soutien idéologique ou admiration pour Franco, « sauveur » de l'Espagne.

Le 1er octobre 1936, Franco fut officiellement désigné, à Burgos, « Généralissime des forces nationales de Terre, Mer et Air », « Général en Chef de Armées d'opération » et « Chef du gouvernement de l'Etat espagnol »[769], mais Paul Preston nuance à ce sujet en avançant que « Franco parlait simplement de lui-même en tant que chef de l'Etat et, en tant que tel, s'attribuait les pleins pouvoir »[770]. Sa popularité à l'étranger, et notamment dans l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie, avait contribué, dès le début de la guerre d'Espagne, à son leadership du camp rebelle, et dans l'esprit des opinions publiques internationales aussi, il incarnait rapidement la tête du camp insurgé. D'où provenait ce prestige qu'on lui attribuait à l'étranger, et notamment en France ? Il est vrai que le récit de ses prouesses militaires au Maroc contre les hommes d'Abd-El-Krim, lors de la guerre du Rif, au cours de laquelle Franco s'était distingué pour avoir mené, avec une certaine « obstination », le premier contingent espagnol dans l'opération commune victorieuse aux côtés de l'Armée française, alors dirigée par le commandant Pétain[771], avait dépassé les frontières des Pyrénées. Son mérite avait, par ailleurs, été reconnu officiellement, Franco obtenant le grade de général de brigade en 1926, comme le signale Paul Preston: « A trente-trois ans, il était le général le plus jeune d'Europe »[772]. Enrique Moradiellos le décrit, quant à lui, comme « un des militaires les plus notables de l'époque » et « l'idole des militaires africanistes »[773]. Par la suite, Francisco

[768] Hernández Sánchez Fernando, « Con el cuchillo entre los dientes: el mito del "peligro comunista" en España en julio de 1936" dans Viñas Ángel, *Los Mitos del 18 de julio*, Barcelone, Crítica, 2019, p.275.
[769] Moradiellos Enrique, "El Franquismo (1936-1975): Cuarenta años de la historia de España", *Colección Conferencias y cuadernos – número 7*, Llerena, Sociedad Extremeña de Historia, 2011, pp.9-10.
[770] Preston Paul, *Franco, Caudillo de España*, *op.cit.* p.215.
[771] Le lecteur pourra trouver un récit détaillé et documenté de cet épisode dans Preston Paul, *Franco, Caudillo de España*, *op.cit.* pp.71-76.
[772] *Ibid,* p.76.
[773] Moradiellos Enrique, "El Franquismo (1936-1975): Cuarenta años de la historia de España", *op.cit*, p.8.

Franco s'était également illustré pour « la manière particulièrement sévère par laquelle il dirigea la répression »[774] de la crise des Asturies, en octobre 1934, des évènements dont l'écho avait été manifeste en France et en Europe, et qui avaient renforcé sa conviction d'une menace communiste imminente pour l'Espagne.

A la hauteur de 1936, le général Franco apparaissait donc comme une figure militaire prestigieuse en France, et la presse d'opposition française ne tarda pas longtemps, une fois la guerre d'Espagne déclenchée, à dresser un portrait du militaire espagnol pour ses lecteurs. Le 14 août, Francis d'Aguez, qui avait connu Franco au cours des années 1920, répondit dans *Gringoire* aux descriptions peu flatteuses de la presse du Front Populaire, en offrant sa perception personnelle du général :

> Franco est une grande figure. C'est un Espagnol de race, imprégné jusqu'aux moelles de ce mysticisme qui animait Lyautey, le Père de Foucauld, le général Laperrine. Il a leur volonté, leur entêtement, leur goût du risque, leur foi ardente dans les destinées de la patrie. […]
>
> Sa bravoure est proverbiale parmi les soldats de la légion étrangère. […] Telle était l'explication du prodigieux ascendant de Franco, sur les Marocains d'abord, et sur les troupes de la Légion étrangère qui se sont levées comme un seul homme à l'appel du chef. […]
>
> C'est cela, surtout, qui excite le Front Populaire. C'est cela qui contribue à donner à la lutte actuelle son caractère de croisade contre l'Internationale bolcheviste négatrice de tout idéal. […] Jamais l'Espagne n'a été si près de la déchéance irrémédiable. Jamais non plus elle n'a été si près de la résurrection. Telle est la haute mission dévolue à Franco qui joint au courage physique l'esprit de décision.[775]

La comparaison avec trois grands militaires français dans les colonies d'Afrique du Nord n'est pas anodine[776], et vise à présenter Franco comme un militaire de haut-rang : la comparaison avec Charles de Foucauld lui confère une dimension religieuse ; celle avec Lyautey et Laperrine le montre en grand combattant dans les colonies, pour les raisons que

[774] Preston Paul, *Franco, Caudillo de España*, *op.cit.* p.133.
[775] « Portrait – Le général Franco », *Gringoire*, Paris, numéro 406, 14/08/1936, p.3.
[776] Hubert Lyautey, militaire français qui participa à la Grande Guerre. Il fut fait premier Résident général dans le protectorat du Maroc en 1912, et fait maréchal en 1921. Il fut en outre membre de l'Académie française.
Le Père Charles de Foucauld était un officier de cavalerie dans l'armée, explorateur du Sahara mais surtout prêtre catholique. Il fut béatifié en 2005 par Benoit XVI et canonisé en 2021 par le Pape François.
Le général François-Henry Laperrine se rendit célèbre pour son exploration du Sahara, notamment avec Charles de Foucauld. Il combattit également pendant la Première Guerre Mondiale, puis de nouveau au Sahara pour ramener l'ordre dans les colonies françaises.

nous venons de mentionner plus haut. Pour Francis d'Aguez, Franco possède toutes les qualités pour remettre l'Espagne dans le droit chemin, celui d'une grandeur retrouvée, celle de l'empire des Amériques espagnoles, « sur lequel le soleil ne se couchait jamais ». Les comparaisons militaire et religieuse offraient aux lecteurs français une présentation héroïque de Franco et le plaçait dans la position de sauveur d'une Espagne selon lui au bord du gouffre communiste. Plus tard, Robert Brasillach donna les raisons pour lesquels le général était la personne idéale pour mener la « nouvelle Espagne » :

> […] A vrai dire, c'est qu'il fallait un homme qui sût réunir bien des qualités : chef militaire sans doute mais aussi chef civil, sans attaches gênantes dans le passé, et capable de réconcilier les forces de la nouvelle Espagne, qui, peut-être, demain, seraient hostiles les unes aux autres. Il n'existe pour cela que ce petit homme tranquille, sûr de lui, patient, jamais irrité, jamais découragé, décidé à garder l'équilibre entre tous […]. Un homme enfin en qui tous pourront se reconnaître, parce qu'il est libre de tous : les carlistes perdent leur prétendant, le vieux don Carlos le 27 septembre [1936], - mais ils ont désormais Franco ; les Phalangistes n'ont pas vu revenir leur chef, le magnifique José-Antonio, qu'ils appellent *l'Absent*, - mais ils ont Franco ; les membres de l'Action populaire ne croient plus à Gil Robles, politicien usé […] – mais ils ont Franco ; les monarchistes n'ont pas de Roi, - mais Franco est monarchiste ; les catholiques veulent le retour à la tradition chrétienne, - mais Franco va à la messe tous les matins, et il interdira la maçonnerie ; les soldats veulent un chef militaire, - mais Franco est le meilleur tacticien espagnol.[777]

Si au sein du camp rebelle, un certain nombre de hauts-gradés militaires (Kindelán, Millán Astray, Orgaz, Yagüe), qui avaient côtoyé Franco dans leur carrière, étaient convaincus, avec quelques réserves, notamment de la part de Kindelán[778], des capacités de Franco en tant qu'officier, et souhaitaient sa désignation en tant que chef d'Etat[779], il convient de rappeler ici que les puissances fascistes aussi voyaient en lui le candidat idéal pour diriger la nouvelle Espagne. Pour toutes les raisons évoquées par Brasillach, Franco semblait être le leader idéal. Ceci dit, il faut tenir compte du contexte d'écriture de l'œuvre de Brasillach et Bardèche. En 1939, la guerre s'était achevée sur une victoire du camp franquiste sur la République, et Franco s'était imposé comme l'unique leader de l'Espagne, ce qui explique, nous semble-t-il, dans ce contexte, le soutien Brasillach et Bardèche envers le *Caudillo*, qui témoigne, de

[777] Brasillach Robert, *Histoire de la guerre d'Espagne, op.cit*. p.194.
[778] Martínez-Vasseur Pilar, *L'armée espagnole (XIX^e^ et XX^e^ siècles)*, *op.cit.* pp.127-136.
[779] Preston Paul, *Franco, Caudillo de España, op.cit*. p.208.

surcroît, de l'admiration de certaines personnalités françaises de droite et d'extrême-droite pour le « généralissime ».

Outre la « nouvelle Espagne » que représentait Franco, le général incarnait « la véritable Espagne », pour citer les propos de Maurras, et « avait pour lui la *légitimité* vraie, profonde, certaine »[780]. D'ailleurs, comme le confirme Daniel Schneidermann, « le seul dictateur à l'égard duquel le journal [de *L'Action Française*] pourra déployer toute son admiration sera Franco, qui ne menace en rien la France et ne lui réclame rien »[781]. Face une République espagnole supposée aux mains des communistes, Franco était considéré comme le grand libérateur qui allait sauver, non seulement l'Espagne, mais aussi l'Europe. L'essai de Pierre Héricourt, *Pourquoi Franco vaincra*, publié en 1937 en témoigne[782]. Pour les milieux conservateurs français, le général Franco possédaient toutes les caractéristiques du modèle recherché dans une France jugée décadente sous la gouvernance du Front Populaire, comme l'écrit Pierre-Frédéric Charpentier :

> En filigrane, le *Caudillo* représente aux yeux de nombreux observateurs le modèle, dont la France aurait tout à s'inspirer. Du moins, par contraste avec Blum, le « Juif international » qui […] risque fort d'éloigner la France de la nouvelle Espagne à cause de sa politique étrangère.[783]

Le soutien envers Franco ne s'expliquerait donc peut-être pas tant par l'admiration portée au généralissime et à son parcours que par la comparaison établie avec le président du Conseil français. En effet, la volonté d'intervention de Blum en faveur de la République risquait de compromettre les bonnes relations avec le nouveau régime de Franco, si celui-ci gagnait la guerre d'Espagne. La non-intervention représentait à leurs yeux la meilleure solution pour éviter l'hostilité du camp qui sortirait vainqueur de la guerre. C'était d'ailleurs une crainte déjà exprimée, en juillet 1937, par l'ambassadeur à Madrid Jean Herbette, qui, comme nous l'avons vu précédemment, souhaitait que la France reconnaisse Franco déjà à cette date-là[784].

---

[780] Maurras Charles, *Vers l'Espagne de Franco, op.cit.* p.149.

[781] Schneidermann Daniel, *La guerre avant la guerre, 1936-1939*, Paris, Seuil, 2022, p.35.
Au sujet de la position de Maurras vis-à-vis des autres dictateurs, Hitler et Mussolini, Schneidermann évoque une contradiction en indiquant que le leader nationaliste éprouvait « une admiration pour les dictateurs étrangers, si menaçants, mais si séduisants ! » (*Ibid*, p.35).

[782] Héricourt Pierre, *Pourquoi Franco vaincra*, Paris, Edition Baudinière, 1937.

[783] Charpentier Pierre-Frédéric, *Les Intellectuels français et la guerre d'Espagne, op.cit.* p.311.

[784] DDF/VI, Télégrammes n°1095 à 1908. Très confidentiel. De M. Herbette à M. Delbos, Saint-Sébastien, 23/07/1937, pp.457-459.

Ce qui impressionnait le plus Maurras à l'égard du *Caudillo*, c'était sa capacité à mener une armée, dont « l'allure exprimait surtout l'ordre qu'elle maintenait »[785]. Face au chaos révolutionnaire supposé de la République, le *Generalísimo* s'imposait comme le garant de la stabilité de la nation.

Le deuxième anniversaire du début de la guerre d'Espagne, le 15 juillet 1938 donna lieu à une nouvelle preuve de l'engouement de l'extrême-droite française envers Franco, dans une *une* que l'hebdomadaire *Je suis partout* lui consacra: une photo de Franco de profil en uniforme militaire et deux articles. Le premier, écrit par Juan Pujol, directeur de l'hebdomadaire nationaliste espagnol *Domingo*, s'intitulait « A la gloire de l'Espagne – deux ans de guerre et de grandeur – Le Chef » et relata la première rencontre entre Pujol et le *Caudillo* en 1931, alors que la République venait d'être proclamée. Le journaliste décrivit le général comme « profondément patriote, valeureux et prudent à la fois », « homme de réflexion et d'étude, en même temps qu'homme d'action »[786]. A la fin de cette rencontre, Pujol apparaissait convaincu : « Voilà, me dis-je, l'homme qui sauvera l'Espagne, si l'Espagne doit se sauver ». De manière dithyrambique, Franco est, une nouvelle fois, présenté comme le « sauveur » d'une Espagne meurtrie par des années de République, et le même jour, Pierre Gaxotte, rédacteur en chef du journal de 1930 à 1937, consacra un autre article, au titre évocateur : « Vive l'Espagne ! Vive Franco ! »[787]. La présentation du numéro par Gaxotte en fut tout autant :

> Ce numéro anniversaire est une manifestation d'amitié, un témoignage d'admiration et de reconnaissance. Les nationaux espagnols ont sauvé la France du communisme : ils ont protégé la civilisation latine, infligé à la barbarie communiste sa plus grave et sa plus retentissante défaite. La victoire de Franco marque un tournant dans l'histoire du monde. Depuis deux ans, la jeunesse d'Espagne se bat pour sa patrie, pour son honneur, pour sa foi. A l'Espagne rénovée, nous offrons notre gratitude, nos vœux et nos hommages.[788]

De cette description, il convient tout d'abord de retenir l'emploi d'un lexique dithyrambique envers Franco, présenté comme l'homme providentiel de l'Europe des années 1930, ayant défait le communisme international pour protéger à la fois l'Espagne et la France, une

[785] Maurras Charles, *Vers l'Espagne de Franco, op.cit.* p.153.
[786] « Le Chef », *Je suis partout*, Paris, numéro 399, 15/07/1938 p.1.
[787] « Vive l'Espagne, vive Franco», *Je suis partout*, Paris, numéro 399, 15/07/1938, p.1.
[788] *Ibid*. p.1.

perception lointaine de la réalité historique européenne. Cependant, ce passage témoigne, de façon récurrente, la peur de l'extrême-droite d'une invasion communiste, à la suite de la guerre d'Espagne. Franco incarne cette figure du « sauveur » que les milieux conservateurs français, « en quête de transpositions adaptables au cas français »[789] recherchent pour faire face à la supposée menace du Front Populaire. Un combat opposant la « civilisation » à la « barbarie ». Les deux termes, souvent opposés dans les écrits de ces auteurs, rendent légitime le coup d'Etat du 18 juillet 1936 qui déclencha la guerre civile et la façon dont le camp franquiste conduisait cette guerre, cette « croisade religieuse » menée conjointement à l'Eglise catholique espagnole, et les propos du journaliste français épousent, nous semble-t-il, la rhétorique religieuse des franquistes, déjà évoquée précédemment. L'utilisation de ce mythe dans cette campagne hostile, accentuée par les assassinats de religieux et les incendies des lieux de culte, permettait en tout cas à certains milieux catholiques français de justifier son soutien à la cause franquiste et de diaboliser le camp républicain auprès de l'opinion publique française.

Les assiégés de l'Alcazar de Tolède, un héroïsme mythifié.

Au-delà de l'admiration affichée envers le *Caudillo* et de ce qu'il représentait, une partie de l'opposition conservatrice française tenta de trouver ou de revisiter des évènements dont le symbole permettait à l'opinion publique française de rendre légitime le soutien au camp insurgé. Un évènement de la guerre d'Espagne fut ainsi particulièrement instrumentalisé par la presse ou par des écrivains de droite et d'extrême-droite, et pas uniquement en France : le siège de l'Alcazar de Tolède, à l'été 1936. La défense de l'Alcazar revêtait une importance symbolique pour le général Franco, qui avait débuté sa carrière militaire en entrant en 1907 à l'Académie Militaire d'Infanterie de Tolède[790], et constitua, d'après Hugh Thomas, « l'épisode le plus célèbre de cette période de la guerre espagnole »[791].

[789] Charpentier Pierre-Frédéric, *Les Intellectuels français et la guerre d'Espagne, op.cit.* p.309.
[790] Preston Paul, *Franco Caudillo de España*, *op.cit.* p.35-36.
[791] Thomas Hugh, *La guerra civil española, op.cit.* p.353.
Le lecteur pourra trouver d'autres analyses plus récentes de cet épisode, parmi lesquelles : Togores Luis et Bullón de Mendoza Alfonso, *El Alcázar de Toledo. Final de una polémica*, Madrid, Actas, 1997. Huetz de Lemps Alain, *Le siège de l'Alcazar de Tolède (juillet-septembre 1936)*, Paris, Economica, 2010. Reig Tapia Alberto, "El asedio del Alcazar: mito y símbolo político del franquismo", *Revista de Estudios Políticos*, Madrid,

Quelques jours après le soulèvement des 17 et 18 juillet, alors que les combats faisaient rage dans la ville de Tolède, environ 1000 rebelles, parmi eux des gardes civils, des gardes d'assaut, des phalangistes et des cadets de l'infanterie, décidèrent de se réfugier dans l'Alcazar situé sur les hauteurs de la ville, une place stratégique dont les républicains souhaitaient prendre le contrôle. L'Alcazar était cerné par les combattants républicains, tandis que les insurgés étaient bien décidés à résister, en attendant l'arrivée de renforts, en provenance d'Andalousie et ce, malgré l'incertitude concernant les vivres et le nombre de soldats présents pour résister. Le colonel Moscardó dirigeait, côté rebelle, la défense de l'Alcazar, qui fut soumise à partir de la fin août 1936 aux feux des canons républicains. A partir du 9 septembre, le camp républicain, par l'intermédiaire du lieutenant-colonel Rojo, puis d'un prêtre madrilène, puis de l'ambassadeur du Chili en visite à Tolède, tenta en vain, à plusieurs reprises, de négocier la reddition des insurgés de l'Alcazar[792]. Les combats se poursuivirent jusqu'à la fin septembre 1936, et après deux mois et demi de siège, l'Alcazar fut délivré par les troupes rebelles. Cet épisode fut repris par la propagande insurgée pour devenir un des mythes fondateurs du Franquisme. En France, par l'intermédiaire des informations transmises par la radio de Salamanque, où se trouvait le quartier-général franquiste, ainsi que par les dépêches des agences de presse comme Havas, la presse de droite relaya l'évènement de manière partisane. La résistance de l'Alcazar représentait en effet une opportunité pour toucher l'opinion publique, mais aussi pour contrer la propagande de la presse du Front Populaire, comme l'explique Pierre-Frédéric Charpentier :

> L'intelligentsia de droite, comme celle de gauche, a besoin de héros pour espérer triompher dans l'opinion publique. Le sort des armes va lui en proposer des incarnations exemplaires, alors qu'elle n'était pourtant pas la mieux préparée à mener la guerre de propagande contre les gauches de Front Populaire […]. Le siège de l'Alcazar de Tolède va devenir le pendant franquiste de la résistance héroïque [des Brigades Internationales à] la Cité Universitaire de Madrid. […] son écho sera au moins aussi durable, si ce n'est davantage.[793]

L'héroïsme des assiégés rebelles fut certainement le qualificatif le plus utilisé par les milieux de droite, qui ne cessèrent de clamer la bravoure de ces hommes. La littérature et le cinéma en firent même un thème d'inspiration, avec la publication de Robert Brasillach et d'Henri

numéro 101, juillet-septembre 1998. Southworth Herbert R., *El mito de la cruzada de Franco*, Madrid, Delbolsillo, 2008.

[792] Jackson Gabriel, *La República española y la guerra civil*, *op.cit.* pp.290-291.

[793] Charpentier Pierre-Frédéric, *Les Intellectuels français et la guerre d'Espagne, op.cit.* pp.314-315.

Massis, *Les cadets de l'Alcazar*, publiée chez Plon en 1936, et la sortie du film de propagande de l'italien Augusto Genina, « *L'Assedio dell'Alcazar* » en 1940[794]. Les descriptions des faits dans les quotidiens nous informent de la manière dont la presse d'opposition se servit de l'évènement pour sa propagande. Le 11 septembre, *L'Echo de Paris* fit état de la résilience des cadets de l'Alcazar, dans ses nouvelles quotidiennes sur la situation militaire en Espagne :

> Huesca est toujours aux mains des nationalistes et les cadets de l'Alcazar de Tolède ne se sont pas rendus. Ce ne sont pas là les deux nouvelles les plus importantes ou les moins importantes de la journée, mais il convient de les considérer à part pour pouvoir apprécier une fois de plus jusqu'à quel point la vérité fait défaut dans les communiqués du gouvernement marxiste.
>
> Huesca résiste toujours et l'Alcazar de Tolède ne cède pas. Certainement à Tolède il ne reste plus, de l'édifice historique, que des ruines fumantes. Mais parmi ces ruines, avec un héroïsme qui dépasse l'incroyable, les cadets poursuivent la lutte sans céder un seul mètre de terrain.[795]

Pour mieux accentuer l'héroïsme des assiégés de Tolède, la rédaction d'Henri de Kerillis fit le choix de pointer du doigt la République espagnole. Elle en dénonce tout d'abord les méthodes de propagande, insistant sur le fait que les républicains, « marxistes », manipulent l'opinion publique par des contre-vérités, une nouvelle preuve de la passe d'armes médiatique déjà évoquée à laquelle se livraient les médias français pendant la guerre d'Espagne. Le journal présente également un adversaire qui, au plus profond de sa barbarie, n'hésite pas à bombarder et détruire presque entièrement l'Alcazar pour faire plier les cadets. Notons par ailleurs que la presse française préférait parler des « cadets » de l'Alcazar alors que ceux-ci ne représentaient qu'une partie des combattants qui résistaient à l'intérieur de l'Académie de Tolède. Il faut y voir, nous semble-t-il, le choix opéré par *L'Echo de Paris* pour mettre en valeur l'héroïsme d'une jeunesse espagnole, pleine de vigueur et de bravoure, s'opposant à la République « marxiste ». C'est en tout cas dans un paysage et dans un contexte apocalyptique qu'est décrit le combat acharné de ces jeunes militaires, et c'est à ce titre que le journal conservateur les considère comme des héros. Ces descriptions nous amène ici à relever la stratégie de recherche de *pathos* de la part du quotidien, dans le but de toucher émotionnellement les lecteurs, et par conséquent les inciter ainsi à soutenir le camp rebelle.

---

[794] "L'Assedio dell'Alcazar", Augusto Genina, Italie, 1940.

[795] « En Espagne, la situation militaire », *L'Echo de Paris*, Paris, numéro 20783, 11/09/1936, p.3.

Le lendemain, un autre journal de droite, *Le Figaro*, relaya à son tour les évènements de Tolède :

> Les forces gouvernementales ont de nouveau bombardé, aujourd'hui, l'Alcazar de Tolède. Mais les 1200 personnes qui y subissent le siège depuis plusieurs semaines continuent à manifester le moindre signe de faiblesse. Cependant, leur reddition est attendue d'un moment à l'autre. […]
>
> Les rebelles de l'Alcazar de Tolède qui ont refusé de se rendre et de laisser sortir les femmes et les enfants enfermés avec eux, avaient demandé qu'on laissât entrer dans la forteresse, aux trois-quarts écroulée, un prêtre catholique dont la présence leur « permettrait de mourir chrétiennement ». Le gouvernement a fait droit à leur demande. Par une démarche auprès d'un ecclésiastique de la ville, les miliciens ont obtenu, confidentiellement, l'adresse du prêtre appelé par les assiégés. Celui-ci a été conduit à l'entrée de l'Alcazar par des parlementaires munis d'un drapeau blanc. La fusillade, un instant interrompue, a repris dès qu'il fut entré.[796]

L'angle d'attaque choisi par *Le Figaro* semble sensiblement différent, en ce qu'il témoigne d'une vision plus religieuse, et plus humaine du siège de Tolède. Le journal préfère mettre l'accent sur les femmes et les enfants accompagnant les soldats de l'Alcazar, présentés comme des victimes collatérales des bombardements républicains. Ces soldats, malgré des conditions difficiles, pourront mourir en bons chrétiens, avec l'ultime bénédiction d'un prêtre. Ce prêtre, le père Vázquez Camarasa, était également missionné par la République, d'après les recherches de Gabriel Jackson, pour « tenter de persuader le colonel Moscardó de libérer les femmes et les enfants »[797], une tentative vaine, comme en atteste *Le Figaro*. L'héroïsme des assiégés, exprimé par le journal, est d'autant plus important, que la défaite est annoncée comme proche, ce qui renforce davantage le courage des rebelles.

Le sacrifice du colonel Moscardó, qui préféra laisser son fils mourir plutôt que d'abandonner l'Alcazar aux républicains constitua un autre évènement héroïque évoqué par la presse d'opposition française. Le 23 juillet 1936, on informa le colonel par téléphone que les troupes républicaines tenaient son fils Luis, et que si lui et ses hommes ne se rendaient pas, celui-ci serait fusillé. La très célèbre dernière conversation entre le père et son fils fut l'objet d'une littérature très abondante, parmi laquelle citons les écrivains Antonio Vilanova (*La*

[796] « L'Alcazar bombardé sans relâche tient toujours », *Le Figaro*, Paris, numéro 256, 12/09/1936, p.3.
[797] Jackson Gabriel, *La República española y la guerra civil, op.cit.* p.291.

defensa del Alcázar de Toledo) et Luis Quintanilla (*Los rehenes del Alcázar de Toledo*), ou l'historien Cecil D. Eby (*The siege of the Alcazar*)[798]. Cependant, pour la retranscription de cet épisode déjà très connu, nous nous concentrerons uniquement sur le récit français qu'en firent Robert Brasillach et Maurice Bardèche :

Le chef de la milice informe le colonel qu'on a arrêté son fils l'avant-veille.

- Nous vous donnons dix minutes pour capituler, ajoute-t-il. Sinon, nous le fusillerons.

- Vous n'êtes, réplique Moscardo, ni un soldat, ni un gentilhomme. Si vous l'étiez, vous sauriez que l'honneur militaire ne cède pas à la menace.

- Vous me répondez ainsi parce que vous ne croyez pas à ma menace. Mais vous allez parler avec votre fils. Ici, Moscardo !

Luis prend l'appareil.

- Dis-lui, lui crie-t-on, qu'on va te fusiller, s'il ne se rend pas.

- *Oiga*, papa ?

- Qu'est-ce qu'il y a, mon petit ?

- Rien de particulier, papa. Ils disent qu'ils vont me fusiller si tu ne te rends pas.

Le commissaire marxiste confirme sa menace. Le colonel répond qu'une suite d'évènements sur lesquels il ne peut rien a placé l'Alcazar sous sa garde et qu'il lui est impossible de manquer à son devoir et de l'abandonner. Il obtient pourtant la permission de dire encore quelques mots à son fils qui essaie d'abord de le rassurer :

- Ils ne me feront rien.

Mais l'enfant ajoute :

- Que faut-il faire ?

Le colonel Moscardo n'a aucune illusion sur la mansuétude de ceux qui ont fait son fils prisonnier et qui viennent de se livrer à cet atroce chantage. Il répond seulement :

---

[798] Vilanova Antonio, *La defensa del Alcázar de Toledo*, México, Editores Mexicanos Unidos, 1963.
Quintanilla Luis, *Los rehenes del Alcázar de Toledo*, Paris, Ed. Ruedo Ibérico, 1967.
Eby Cecil D., *The siege of the Alcazar*, New York, New York Random House, 1965.

- Tu sais ce que je pense. S'il est certain qu'ils vont te fusiller, recommande ton âme à Dieu, aie une pensée pour l'Espagne et une autre pour le Christ-Roi.

- C'est très simple, répond l'enfant. Je ferai les deux.

Puis il ajoute :

- Un baiser bien fort, papa.

- Adieu, mon petit. Un baiser bien fort.[799]

Les hispanistes Hugh Thomas, Paul Preston ou encore Alberto Reig Tapia, parmi d'autres, ont confirmé la véracité des échanges écrits par Brasillach et Bardèche, à une exception près. D'après le premier, le colonel Moscardó demanda à son fils de crier « ¡Viva España! » et de mourir « comme un héros »[800]. Paul Preston revient sur ces échanges quelques années après, en y apportant de nouvelles informations : Luis Moscardó ne fut fusillé que le 23 du mois suivant avec d'autres prisonniers, « comme représailles à un bombardement aérien nationaliste », ce que confirme également Alberto Reig Tapia qui écrit qu'il fut exécuté « dans un autre contexte, comme une victime anonyme de plus de toutes celles qu'il y eut au cours de la guerre »[801]. Le récit de Brasillach et Bardèche confirme le parti pris évident en faveur des assiégés et fait part de la mythification de cet épisode, Preston ajoutant que « l'Alcazar et les anecdotes héroïques concernant Moscardó eurent pour les nationalistes une immense valeur de propagande »[802]. Il nous semble également que la symbolique familiale, valeur universelle, que prit ce récit du siège de l'Alcazar de Tolède, véhiculé par l'opposition française, bouleversa l'opinion publique française, ce qui permettait de s'assurer, ici encore, de son soutien, afin qu'elle exerce ensuite une pression sur le gouvernement et l'empêche de porter secours aux républicains. Toutefois, certains Français décidèrent de ne pas se contenter d'un simple soutien médiatique aux rebelles franquistes, mais concentrèrent leurs efforts en vue d'une aide directe aux rebelles franquistes, dans le but de contrarier davantage les projets de secours du gouvernement de Front Populaire à la République espagnole.

[799] Brasillach Robert, *Histoire de la guerre d'Espagne, op.cit*. pp.138-139.
[800] Thomas Hugh, *La guerra civil española, op.cit.* pp.353-354.
[801] Reig Tapia Alberto, "El asedio del Alcazar: mito y símbolo político del franquismo", *op.cit.* p.121.
[802] Preston Paul, *La Guerra Civil española*, *op.cit*, p.143.

Intervention française en faveur du camp rebelle.

La présentation de l'opposition de droite et d'extrême-droite française en faveur de Franco ne se résuma pas pour autant à une simple admiration pour la personne du *Caudillo*, sa carrière militaire et les valeurs que le camp rebelle incarnait, ni à une propagande en sa faveur dans ses journaux. Un groupe en particulier, le « Comité Secret d'Action Révolutionnaire (CSAR), ou la Cagoule, dirigé par l'ancien polytechnicien de l'Action Française Eugène Deloncle, fut accusé d'avoir aidé directement le camp insurgé, par des actions terroristes sur le sol français. Le 23 janvier 1938, le journal communiste *Ce Soir* accusa le leader de l'organisation terroriste pour ses liens avec le général Franco : « Deloncle s'est rendu deux fois en Espagne nationaliste – Et il y a rencontré Franco »[803]. Le quotidien annonça les raisons que Deloncle aurait données à M. Béteille, au cours de son interrogatoire dans les enquêtes du double-meurtre des militants antifascistes italiens Rosselli[804] et de l'attentat de l'Etoile[805], concernant son voyage en Espagne : « recueillir une abondante documentation sur les méthodes communistes et sur l'activité révolutionnaire en Espagne ». Si l'on peut remettre en cause l'impartialité de *Ce Soir*, l'article nous offre une vision des liens entre le CSAR et les puissances fascistes et le camp rebelle en Espagne. Les liens de l'organisation, créée le lendemain de l'interdiction des Ligues d'extrême-droite par le Front Populaire, avec l'étranger avait un but : déstabiliser et renverser le Front Populaire. Si le projet de putsch, initialement prévu dans la nuit du 15-16 novembre 1937, fut avorté, le CSAR se consacra à des opérations de déstabilisation, avec l'aide ou non de services secrets étrangers, ce qui pourrait expliquer les rencontres entre Deloncle et Franco. A propos de ces opérations, Pierre Milza écrivait :

A défaut de putsch réussi, le CSAR devra se contenter du rôle d'exécuteur des basses œuvres pour le compte de la droite ultra-réactionnaire ou des services secrets étrangers. Parmi ses principaux faits d'armes, il faut citer […] le double meurtre des frères Rosselli, perpétré […] par un petit commando de tueurs dirigé par le sinistre Filliol et commandité par Ciano, lequel – avec l'accord du Duce – a promis des armes à Deloncle en échange de la vie des deux

[803] «Deloncle s'est rendu deux fois en Espagne nationaliste, et il y a rencontré Franco», *Ce Soir*, Paris, numéro 327, 23/01/1938, p.3.

[804] Le 9 juin 1937, les frères Rosselli, deux militants antifascistes italiens, furent assassinés à Bagnoles-de-l'Orne. Un des deux, Carlo, était un journaliste opposé à Mussolini et finança un bataillon de républicains pendant la guerre civile espagnole. Des hommes de la Cagoule furent suspectés et déclarés coupables du double meurtre, commandité par le régime fasciste italien.

[805] Le CSAR commit deux attentats à la bombe, près de la Place de l'Etoile à Paris, le 11 septembre 1937, contre la Confédération générale du patronat français, dans le but de faire accuser les communistes, et ainsi déstabiliser le gouvernement de Front Populaire.

dirigeants antifascistes, […] le sabotage d'avions de combat destinés à l'Espagne républicaine, etc. Toutes ces actions, et pas mal d'autres s'inscrivent dans une stratégie de déstabilisation du gouvernement de Front Populaire et, au-delà de cet objectif à court terme, de la mise en place d'un régime autoritaire.[806]

Le CSAR, d'après Milza, aida le camp rebelle en sabotant l'aide du gouvernement français vers les républicains espagnols. Ce genre d'actions lui permettait d'aller à l'encontre des ambitions du gouvernement de Front Populaire dans la guerre d'Espagne, et dans le même temps d'apporter son concours au général Franco. Il se spécialisa dans le sabotage des transports des avions, à destination de la zone républicaine et, en août 1937, la Cagoule détruisit les avions sur l'aérodrome de Toussus-le-Noble, dans les Yvelines. Le groupe terroriste français s'occupait donc de l'exécution quand les puissances fascistes se chargeaient d'être les commanditaires et les approvisionneurs en armes. D'ailleurs, *Ce Soir* divulgua le 16 février 1938 l'existence d'un dépôt d'armes à Olhette, dans le Pays Basque français, à seulement quelques kilomètres de la frontière espagnole. Un dépôt d'armes « relais du C.S.A.R. sur la route Burgos à Paris »[807]. L'organisation de Deloncle semblait donc se ravitailler dans l'Espagne franquiste pour ses opérations de sabotage, et apporta de fait son concours à Franco.

Une autre intervention directe de Français auprès du camp rebelle dans la guerre d'Espagne, mais moins meurtrière mérite d'être étudiée. En avril 1937, l'ancien président du Conseil de droite Pierre Laval, et tristement célèbre pour sa collaboration avec les nazis pendant la Seconde Guerre Mondiale, proposa une offre de collaboration au général Franco pour combattre le communisme. Les franquistes adressèrent, le 14 avril, un télégramme à l'ambassadeur allemand en Espagne pour en informer l'Allemagne et expliquer la proposition de Laval, en précisant que Franco n'avait pas encore décidé de la réponse qu'il souhaitait donner à l'homme politique français :

L'ancien ministre français, P. Laval, […] fit transmettre à Son Excellence, le général Franco, le désir qu'un ami proche de ce dernier veuille bien le rencontrer avec lui, dans le but de discuter avec lui d'affaires d'une grande importance, en lien avec la cause

[806] Milza Pierre, *Fascisme français, Passé et Présent*, Paris, Flammarion, 1987, pp.157-158.
[807] «Le dépôt d'armes d'Olhette était un relais du C.S.A.R. sur la route de Burgos à Paris», *Ce Soir*, Paris, numéro 351, 16/02/1938, p.3.

nationaliste en Espagne. M. Laval, en exprimant ce souhait, se présenta lui-même en faveur des nationalistes.

La conversation eut lieu et l'homme d'état français souligna la situation intérieure sérieuse en France et l'imminence d'un mouvement communiste dans le pays, et fit remarquer qu'il était en contact avec Doriot, le colonel La Rocque et le maréchal Pétain. […] M. Laval était de ceux qui pensaient que le salut de la France résidait dans un gouvernement dirigé par Pétain et que le maréchal était déterminé à assumer cette responsabilité, mais que le président Blum, qu'il compara à Alcalá Zamora, […] ne semblait pas enclin à accepter cela.

M. Laval espère que, si l'occasion se présentait, […] il serait capable de sauver la France par un mouvement nationaliste. Il annonce qu'il mènera une propagande intense en notre faveur, et qu'il voulait que Son Excellence, le Generalissimo, en soit informé.[808]

Le contenu de ce télégramme pourrait en partie justifier les évènements français qui eurent lieu suite à la Débâcle de 1940, l'instauration du régime de Vichy sous la gouvernance de Pétain et de Laval, et la fin au parlementarisme d'une Troisième République française jugée décadente et qui avait cédé, aux yeux de l'extrême-droite, au communisme sous le Front Populaire. Ce qui nous intéresse surtout ici, dans cette démarche de Laval auprès de Franco, c'est bien la tentative visant à pourvoir une alternative politique au Front Populaire depuis la droite, à fomenter une « révolution nationale » pour contrer la supposée expansion du communisme en France, et par conséquent à préparer des relations avec l'Espagne franquiste sur des bases saines, ce qui n'aurait pas été le cas avec la coalition du Front Populaire, en raison de son parti pris pour la République espagnole. Dans les prémices de cette alternative politique, notons la présence du Doriot, fondateur du parti fasciste PPF, du colonel de La Rocque, ancien président des Croix-de-Feu, du traditionniste PSF, et du maréchal Pétain, qui

---

[808] DGFP/Série D/ Vol. III, Télégramme 3-1421, de M. Faupel à M. von Neurath, Salamanque, 14 avril 1937, pp.270-271.
Télégramme franquiste en copie – Traduit de l'espagnol par les collaborateurs du Service de Publication officiel de Grande-Bretagne, puis traduit de l'anglais par nos soins.
"The French ex-Minister, P. Laval […] caused to be conveyed to His Excellency, General Franco, the desire that a confidant of the latter might meet with him in order to discuss with him matters of great importance connected with the Nationalist cause in Spain. M. Laval, in expressing this wish, stated himself to be in favour of the Nationalists.
The conversation took place and the French statesman brought out the serious internal situation in France and the imminence of a Communist movement in that country, and stated that he was in touch with Doriot, Colonel La Rocque, and Marshal Pétain. […] M. Laval was of the opinion that the salvation of France lay in a Pétain government and that the Marshal was determined to assume this responsibility, but that President Blum, whom he compared to Alcalá Zamora, […] did not seem inclined to accept it.
M. Laval hopes that, should the occasion arise, […] he will be able to save France through a Nationalist movement. He announces that he is going to carry out an intense propaganda in our favour, and he wanted His Excellency, the Generalissimo, informed."

fut d'ailleurs le premier ambassadeur de France dans l'Espagne franquiste, à partir d'avril 1939, sous le gouvernement de Daladier.

En outre, Laval promit de lancer une campagne de propagande en faveur de Franco, campagne qui existait déjà sur le sol français, notamment par l'intermédiaire d'un organe de presse officielle, *Occident*, qui relaya la parole de religieux, de militaires, ou d'hommes politiques du camp insurgé. Ainsi, la proposition de Laval fut un nouveau témoignage du soutien de l'opposition de droite et d'extrême-droite française envers le camp franquiste. Toutefois, il semble nécessaire de nuancer notre propos : tous les milieux conservateurs français ne donnèrent pas leur soutien au général Franco, certains s'opposèrent même aux ambitions du *Caudillo*, depuis la France.

1.3 – La droite hostile à Franco.

Le pronunciamiento militaire de juillet 1936 suscita beaucoup d'enthousiasme dans l'opposition française, comme nous venons de le constater, et si Charles Maurras laissa partiellement le thème religieux de côté pour se consacrer pleinement sur la dimension idéologique de la guerre d'Espagne, d'autres s'y référèrent pleinement pour s'opposer aux exactions commises par les insurgés. Trois figures de la droite chrétienne française, que l'on surnomma les « trois M », auquel il faudrait ajouter Georges Bernanos, les dénoncèrent et brisèrent l'union sacrée du catholicisme français : François Mauriac, Jacques Maritain et Emmanuel Mounier. Cette opposition d'une partie de la droite catholique rompt avec la vision binaire que l'on serait tenté d'avoir, celle d'une gauche française pro-républicaine, et d'une droite française pro-franquiste.

Avant d'analyser les trajectoires de ces personnalités, il convient, pour commencer, de comprendre dans quels contextes politique et religieux ces trois voix s'inscrivaient. La position du Vatican vis-à-vis de la guerre d'Espagne mérite un éclairage, ainsi que celle du catholicisme français. En 1936, Pie XI avait la charge de la papauté et, connu pour son opposition au nazisme, il se montra prudent vis-à-vis du camp insurgé en Espagne, en raison de l'alliance entre Hitler et le général Franco. Le Vatican retarda ainsi la reconnaissance du gouvernement de Burgos, comme le signale Guy Hermet dans son article « Pie XI, la République espagnole et la guerre d'Espagne » :

> Si le Vatican refuse de normaliser ses relations avec le gouvernement républicain pendant la guerre civile, il ne se presse pas pour autant de reconnaître formellement les généraux insurgés, la Junte de défense nationale puis l'Etat national.[809]

Malgré la volonté accrue de Franco de voir le Vatican signer avec Burgos un concordat, le Saint-Siège fit retarder les négociations. La méfiance du pape envers Franco, la fidélité des ecclésiastiques basques à la République et à la démocratie, mais également les tentatives républicaines de maintenir les relations avec le Saint-Siège sont autant de raisons qui expliquent ce retard. D'ailleurs, la représentation du Vatican dans la zone républicaine existait

[809] Hermet Guy, « Pie XI, la République espagnole et la Guerre d'Espagne. » dans Achille Ratti Pape Pie XI. Actes du colloque de Rome (15-18 mars 1989) organisé par l'École française de Rome en collaboration avec l'Université de Lille III - Greco n° 2 du CNRS, l'Università degli studi di Milano, l'Università degli studi di Roma - «La Sapienza», la Biblioteca Ambrosiana. Rome : École Française de Rome, 1996. pp.520-521. https://www.persee.fr/docAsPDF/efr_0223-5099_1996_act_223_1_5043.pdf (Consulté le 01/08/2021).

encore jusqu'en 1938, même officieusement. Si l'on suit les travaux d'Hermet, « à partir de l'été et de l'automne 1937, le gouvernement républicain du Dr Negrin se préoccupe de reconstruire l'image de l'Etat républicain, notamment en s'efforçant de rétablir un minimum de liberté religieuse »[810]. Les incendies d'églises ou les massacres de religieux dans la zone républicaine avaient évidemment entaché l'image de la République vis-à-vis d'une partie des croyants. Afin de renouer plus en profondeur les relations avec le Vatican, des projets furent entrepris, mais échouèrent tous alors que l'avancée de la guerre conduisait à la victoire toujours plus probable du camp franquiste. Si la position du pape semblait ambiguë, signalons toutefois qu'une partie du Saint-Siège avait une grande préférence pour Franco, toute publication contraire ou exprimant une ouverture progressiste pouvant être soumise à enquête interne, voire être censurée. Ce fut le cas de l'hebdomadaire français *Sept*, dont les positions étaient jugées trop critiques, notamment sur la question espagnole[811]. Après avoir été fondée, avec l'appui du pape, suite aux évènements du 6 février 1934, sa publication cessa en août 1937. Les catholiques considérés comme trop progressistes pouvaient subir des attaques verbales ou des pressions de la part des milieux conservateurs. Ainsi, le général de Castelnau, fondateur de l'hebdomadaire *La France Catholique* et président de la Fédération nationale catholique, mit en garde les catholiques, dans un éditorial publié dans *L'Echo de Paris*, le 13 février 1937, contre le piège que supposerait une opposition, ou un non-soutien à « la catholique Espagne »[812] franquiste. C'est donc dans ce climat peu favorable à une critique du franquisme que Mauriac, Maritain et Mounier prirent position.

Le premier écrit de Mauriac sur la guerre d'Espagne, « L'internationale de la haine », date du 25 juillet 1936 dans *Le Figaro*, alors que la presse d'opposition dénonçait les ambitions d'intervention du gouvernement de Léon Blum. L'académicien s'opposait avec force à une intervention en Espagne, que ce soit en faveur des républicains ou des rebelles. A ses yeux, le sang ne pouvait couler à cause de la France :

> […] Nous ne pouvons nous résigner à ce que nos frères d'au-delà des montagnes tombent sous des balles françaises. […] Quand je dis nos frères, je ne pense pas seulement

[810] *Ibid.* p.511.
[811] Sudda Magali della, « La suppression de l'hebdomadaire dominicain Sept – Immixtion du Vatican dans les affaires françaises (1936-1937) ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°104, octobre-décembre 2009, p.32. https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2009-4-page-29.htm (Consulté le 01/08/2021).
[812] « Catholiques français, gare au piège ! », *L'Echo de Paris*, Paris, numéro 20965, 13 février 1937, p.1.

aux fascistes, aux royalistes. Notre horreur serait la même si la France fournissait des avions et des mitrailleuses à un dictateur aux prises avec les masses ouvrières.[813]

On ressent instantanément un soutien naturel au camp insurgé. S'il ne fallait pas intervenir, le parti pris de Mauriac alla naturellement à l'Eglise espagnole, alliée aux rebelles. Plus loin, Mauriac avertit clairement Léon Blum et son gouvernement des conséquences d'une action en Espagne :

> […] Il faut que le président du Conseil le sache : nous sommes ici quelques-uns à essayer de remonter le courant de haine qui emporte les Français depuis l'avènement du Front Populaire. […] Dans une atmosphère de guerre civile, nous avons voulu « raison garder ». Mais s'il était prouvé que nos maîtres collaborent activement au massacre dans la péninsule, alors nous saurions que la France est gouvernée non par des hommes d'Etat, mais par des chefs de bande, soumis aux ordres de ce qu'il faut bien appeler : l'Internationale de la haine. […] Un tel geste risquerait de jeter les plus sages dans le parti des violents. […]
>
> Nous ne voulons pas qu'une seule goutte de sang espagnol soit versée par la faute de la France. […] Et je crois être l'interprète d'une foule immense appartenant à tous les partis, […] en criant à M. Léon Blum qui brûle d'intervenir, qui, peut-être, est déjà intervenu dans ce massacre : « Faites attention, nous ne vous pardonnerions jamais ce crime. »[814]

Cet éditorial exprime clairement la virulence avec laquelle Mauriac avait réagi deux jours plus tôt à la nouvelle d'une intervention française en Espagne. L'écrivain accuse Blum et son gouvernement d'attitude belliciste, et d'avoir cédé au communisme international. Mauriac s'inscrit ici dans la même ligne que la propagande anticommuniste partagée par l'opposition : le Front Populaire, aux mains de l'Internationale Communiste, veut la guerre et a créé les conditions d'une guerre civile en France. Sa priorité, en cette fin juillet 1936, c'est que la France n'intervienne pas dans le conflit, et un mois plus tard, alors que son souhait fut exaucé, un évènement ébranla les convictions de l'écrivain. Le 15 août, le général rebelle Yagüe s'empara de la ville de Badajoz, où deux milliers de républicains furent massacrés après la

[813] « L'Internationale de la haine », *Le Figaro*, Paris, numéro 207, 25/07/1936, p.1.
[814] *Ibid.* p.1.

prise de la ville[815]. Cette violente répression menée par les insurgés fut insupportable pour le catholique qu'était Mauriac et trois jours après, dans les colonnes du *Figaro*, il décida d'utiliser une nouvelle fois sa plume pour témoigner de sa réaction aux exactions commises:

> Je ne crois pas beaucoup aux « cas de conscience » insolubles. Même dans l'horreur d'une guerre civile, l'homme sait qu'il peut donner sa vie pour ce qu'il croit être la vérité […]. Mais il sait aussi que les exécutions en masse des vaincus, que l'extermination de l'adversaire – qui était la loi avant le Christ – représente le triomphe le plus affreux que la puissance des ténèbres connaisse en ce monde.
>
> Les massacres et les sacrilèges de Barcelone dictaient aux vainqueurs de Badajoz leur conduite. Ils se réclament de la « religion traditionnelle de l'Espagne ». Ils ont célébré à Séville, le jour de l'Assomption […]. Ils n'auraient pas dû, en ce jour de fête, verser une goutte de sang de plus qu'exigeait l'atroce loi de la guerre. […] Victoire souillée, comme toutes celles de cette lutte fratricide.[816]

A la nouvelle du massacre par les troupes du général Yagüe, le dégoût caractérisa la réaction de Mauriac: des atrocités incompatibles avec ses croyances religieuses, et qui font vaciller ses convictions personnelles. Non convaincu par la non-intervention qui « [ressemblait] à une complicité », l'académicien appela le gouvernement à mettre en place un plan « au secours des otages des deux camps ; pour le salut des prisonniers dans les deux camps ». Jean Lacouture, dans sa biographie *François Mauriac, un citoyen du siècle*, affirme qu'à la mi-août 1936, l'écrivain « [parvint] à une sorte de neutralité » tout en désirant « aller beaucoup plus loin »[817]. Pierre-Frédéric Charpentier écrit d'ailleurs que cet évènement modifia sa perception de la guerre d'Espagne :

> Chez Mauriac […], le traumatisme sera durable. Alors qu'à l'automne 1936, il n'a nullement basculé en faveur du soutien à la République, le voilà cependant ébranlé dans ses convictions. Non, proclame-t-il publiquement, tous les moyens ne sont pas bons pour défendre une cause religieuse, si bonne et justifiée soit-elle en apparence. Cependant, et contrairement à une idée

[815] Pour rappel, au sujet du massacre de Badajoz, le lecteur pourra, entre autres, se référer aux ouvrages suivants : Espinosa Maestre Francisco, *La columna de la muerte. El avance del ejército franquista de Sevilla a Badajoz*, Barcelone, Crítica, 2003.
Preston Paul, *Une guerre d'extermination, Espagne 1936-1945*, *op.cit.* pp.444-458.

[816] « Badajoz », *Le Figaro*, Paris, numéro 231, 18/08/1936, p.1.

[817] Lacouture Jean, *François Mauriac, un citoyen du siècle (1933-1970)*, Paris, Seuil, 1980, p.60.

couramment répandue, il ne bascule pas sans transition de la condamnation de Badajoz à celle de la destruction de Guernica, au printemps suivant.[818]

L'opposition de Mauriac à Franco se forgea donc progressivement. Les évènements de Badajoz en furent le détonateur, mais suivirent plusieurs autres faits qui amenèrent l'écrivain à rejeter la « croisade » franquiste. Le 9 janvier 1937, il critique violemment les interventions des Soviétiques, Italiens, et Allemands qui viennent saccager et souiller l'Espagne, dans un éditorial intitulé « Le démon de l'Espagne ».

> L'Espagne n'a jamais beaucoup compté à leurs yeux ; mais la voici chaque jour plus étrangère à cette bataille de nations qui se livre sur son corps. Elle est foulée aux pieds des Gentils incapables d'entrer dans son mystère. Ces Russes, ces Italiens, ces Allemands viennent vider dans sa maison saccagée une querelle qui ne la concerne pas, et son propre martyre lui demeure une énigme. […] Au vrai, ils se dévorent par procuration. Ils jouent leurs parties à des centaines de lieues de chez eux. Quel merveilleux champ de manœuvres ! Quel champ de tir inespéré ! Ils essaient sur le corps piétiné de l'Espagne, leurs tanks et leurs torpilles. […] Il est de moins en moins question de la victime. […]
>
> […] l'Espagne a un démon certes, un démon qui n'appartient qu'à elle : cruel, triste, amoureux du sang et de la mort, mais ce n'est pas celui qui, depuis six mois, la déchire. Elle agonise, dévorée par un démon sordide et qui n'est pas à sa mesure. Le Maître de Moscou et de Berlin peut bien fouler ce peuple comme une vendange au pressoir ; il ne le possédera jamais de l'intérieur […].[819]

Les puissances étrangères n'ont, d'après Mauriac, aucune considération pour le peuple espagnol, la guerre d'Espagne ne constituant qu'un moyen de tester leur matériel de guerre, pour essayer de liquider l'idéologie contraire. Relevons que si l'écrivain reste profondément anticommuniste, citant les Soviétiques en premier, il proteste de façon véhémente contre les horreurs des autres puissances soutenant les franquistes dans la guerre d'Espagne. Ce même mois, le camp franquiste assassina des prêtres basques, restés fidèles à la République espagnole. Une nouvelle dont s'offusqua l'écrivain qui ne comprenait pas comment on pouvait massacrer des hommes d'église au nom d'une croisade religieuse. Mais ce furent surtout les bombardements de Guernica qui conduisirent Mauriac à se placer de manière

[818] Charpentier Pierre-Frédéric, *Les Intellectuels français et la guerre d'Espagne, op.cit.* p.348.
[819] « Le démon de l'Espagne », *Le Figaro*, Paris, numéro 9, 09/01/1937, p.1.

irrévocable en opposition au général Franco. Le 9 mai 1937, deux semaines après les bombardements, il fut parmi les premiers signataires du manifeste pour la défense du peuple basque, qui fustigeait les bombardements inutiles et injustifiables de villes ouvertes. Cette fois-ci, il se plaça en opposition nette aux agissements du camp franquiste et de ses alliés en Espagne. Il clama encore plus fortement son rejet à l'occasion d'un nouvel article, « Pour le peuple basque », dans le *Figaro* du 17 juin, quelques jours avant la chute définitive de Bilbao :

> Je voudrais, sans forcer la voix, me faire l'écho de leur plainte. […] Même si nous accordons qu'en la circonstance, le peuple basque aurait dû comprendre que l'insurrection devenait tout à coup le plus sacré des devoirs, jamais erreur ne fut plus excusable que la sienne : on n'assassine pas un vieux peuple chrétien parce qu'il a cru qu'il ne fallait pas se révolter. Le gouvernement légal de l'Espagne a dit aux Basques : « Vous êtes libres. » Cette indépendance dont ils rêvaient depuis des siècles, que les rebelles leur refusaient, et qui enfin leur était légitimement concédée, comment ne l'auraient-ils pas défendue pied à pied […] ? […]
>
> C'est un crime que de traiter en criminels des héros coupables d'avoir combattu pour cette liberté qu'ils n'avaient même pas prise, qui leur avait été donnée. Ils ne sont pas les coupables de Moscou. Ils n'ont eu de part à aucun des massacres qui ont déshonoré la cause de Barcelone et de Valence. Ils se sont battus, *chez eux et seuls*.[820]

La mention des Basques n'étant pas à la solde des Soviétiques exprime très clairement la position de Mauriac vis-à-vis des évènements d'Espagne, en juin 1937, et l'homme de lettres se charge bien de dissocier les deux. S'il se maintient dans une attitude toujours d'anticommunisme, l'écrivain ne peut accepter, en aucun cas, les exactions des Allemands, et des insurgés envers le peuple basque, qui était selon lui dans son droit de se défendre. Il s'agit donc de massacres barbares, impardonnables de son point de vue de croyant. Cette opposition à Franco au printemps 1937 le plaça dans une position inconfortable dans les rangs conservateurs de la droite française, qui réfutaient toujours la culpabilité des Allemands dans les bombardements de Guernica, malgré les preuves apportées par la presse britannique. En Espagne aussi, comme l'a montré Herbert R. Southworth, les déclarations de Mauriac « eurent pour effet d'exaspérer les catholiques conservateurs espagnols pendant des années,

[820] « Pour le peuple basque », *Le Figaro*, Paris, numéro 207, 17/06/1937, p.1.

après la fin des hostilités »[821]. Cette position était certes inconfortable, mais clairement assumée par l'écrivain.

Pour sa part, Jacques Maritain exprima, quant à lui, son aversion déjà envers le terme même de « guerre sainte » utilisé par le camp franquiste pour légitimer le coup d'Etat contre un régime « légal », la Seconde République. Le philosophe signa le 1er juillet 1937 un écrit dans *La Nouvelle Revue française*, dans lequel il désigna comme « sacrilège » à la fois les incendies d'églises dans les zones républicaines et les massacres de civils par les rebelles, comme à Badajoz ou au Pays Basque :

> Sacrilège au sens le plus strict du mot, insultant Dieu dans ce qui lui est comme physiquement consacré, et par un acte expressément dirigé contre lui ; ou sacrilège en un sens plus spirituel et non moins grave, insultant Dieu dans ce que son amour a fait sien, et par un acte de mépris envers lui ; c'est un sacrilège horrible de massacrer des prêtres – fussent-ils « fascistes », ce sont des ministres du Christ – en haine de la religion ; et c'est un autre sacrilège, horrible aussi, de massacrer des pauvres – fussent-ils « marxistes », c'est le peuple du Christ – au nom de la religion. C'est un sacrilège patent de brûler les églises et les images saintes, parfois avec une aveugle fureur, parfois, comme à Barcelone, avec une froide méthode anarchiste et dans un esprit de système enragé ; et c'est un autre sacrilège – à forme religieuse – d'affubler des soldats musulmans d'images du Sacré-Cœur pour qu'ils tuent saintement des fils de chrétiens, et de prétendre enrôler Dieu dans les passions d'une lutte où l'adversaire est regardé comme indigne de tout respect et de toute pitié. C'est un sacrilège de profaner les lieux saints et le Saint-Sacrement, de pourchasser tout ce qui est consacré à Dieu, de déshonorer et de torturer des religieuses, d'exhumer des cadavres pour les livrer à la dérision, comme on l'a vu dans les jours de ténèbres qui ont immédiatement suivi le déclenchement de la guerre ; et c'est un sacrilège de fusiller, comme à Badajoz, des centaines d'hommes en fêtant le jour de l'Assomption, ou d'anéantir sous des bombes d'avions, comme à Durango – car la guerre sainte hait plus ardemment que l'infidèle les croyants qui ne la servent pas – des églises et le peuple qui les emplissait, et les prêtres qui célébraient les mystères ; ou comme à Guernika, une ville entière avec ses églises et ses tabernacles, en fauchant à la mitrailleuse les pauvres gens qui fuyaient.[822]

[821] Southworth Herbert R., *La destruction de Guernica, Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, Paris, Ruedo ibérico, 1975, p.220.
[822] « De la guerre sainte », *La Nouvelle Revue française*, Paris, 01/07/1937, pp.30-31.

Maritain place ici les crimes de guerre des deux camps au même niveau, et pour le philosophe, il n'existe aucune hiérarchie dans l'horreur, toutes les exactions commises étant considérées comme des sacrilèges. Il s'agit aussi d'un moyen de retirer la légitimité à la croisade religieuse, terme utilisé par le camp rebelle pour nier le coup d'Etat militaire de 1936 et la guerre civile qu'il déclencha. Une croisade, une guerre sainte fomentée par « les théoriciens de l'extermination » de l'Eglise catholique espagnole, comme les a nommé Paul Preston. L'expression fut même le titre d'un livre du recteur de l'Université de Comillas, en Cantabrie, Castro Albarrán, qui publia en 1938 *Guerra santa*, un ouvrage dans lequel il affirma que « la violence contre la République [était] justifiée parce qu'il [s'agissait] d'une rébellion sainte contre la tyrannie, l'anarchie et l'athéisme inspiré par Moscou »[823]. Face à cette position, Maritain explique qu'il n'est justement pas chrétien de procéder à de tels agissements au nom de Dieu. Cette croisade est, à son sens, contradictoire avec le dogme chrétien. L'historien Gregory Reichberg, qui a étudié la position de Jacques Maritain pendant la guerre d'Espagne, nous rappelle que la guerre sainte est une pratique considérée comme « dépassée » par le philosophe français, comme datant du Moyen-Âge, et qui n'a plus lieu d'être au XX^{ème} siècle. Reichberg confirme que « par son intervention courageuse lors de la crise espagnole, Maritain a largement contribué à saper la légitimité de la guerre sainte »[824] : intervention courageuse dans la mesure où les prises de position de l'écrivain ne laissèrent pas indifférentes. Elles furent applaudies par les différents signataires du manifeste de défense des Basques, vivement critiquées dans le camp franquiste, jugées scandaleuses par les rangs conservateurs français, qui le prirent pour cible et l'accusèrent de communisme.

La troisième voix de ce que nous avons appelé l'opposition catholique à Franco fut celle du philosophe Emmanuel Mounier, directeur de la revue *Esprit*, fondée en 1932, avec la volonté de débattre des grands évènements nationaux et internationaux. A ce titre, la revue s'intéressa aux manifestations antiparlementaires du 6 février 1934, à l'invasion de l'Ethiopie par l'Italie fasciste en 1935, ainsi qu'à l'arrivée au pouvoir du Front Populaire l'année suivante. Naturellement, la guerre d'Espagne occupa une place dans les publications du mensuel. Mounier et ses collaborateurs appelèrent tout d'abord les lecteurs à la prudence, en attendant le dénouement des évènements sur le sol ibérique. Un mois plus tard, Mounier

[823] Preston Paul, *Une guerre d'extermination, Espagne 1936-1945, op.cit.* p.70.
[824] Reichberg Gregory, *Jacques Maritain, l'Espagne, et la guerre sainte*, Toulouse, Revue thomiste, 2016, p.233.

exprimait déjà son sentiment sur le conflit espagnol, dans un éditorial intitulé « Espagne, signe de contradiction » :

> D'un côté, pour eux, il y a, non pas l'Eglise, ne lui faisons pas cette injure, mais la protection officielle, l'établissement terrestre de l'Eglise, ce qui, à travers mille impuretés, signifie tout de même la présence spirituelle de leur Eglise sur tous les villages d'Espagne. Mais il y a, dominant l'autel de la Charité, le général Queipo de Llano, qui annonce à Radio-Séville : « Pour un nationaliste tué, je tuerai dix marxistes. Et s'il ne s'en trouve pas assez, je déterrerai des morts pour les fusiller. » Il y a le général Mola qui déclare à Havas : « C'est à la guerre que se forge l'âme des peuples », et une autre fois : « J'aurai la victoire, dût la moitié de l'Espagne y périr ». […] Il y a surtout une rébellion de soudards qu'on veut faire passer pour un sursaut populaire, et les éloges à Hitler, qui promettent pour demain, si la victoire tourne en faveur des rebelles, la pire consolidation du désordre établi, des années de régression sociale et culturelle. En face, le gouvernement légal. Il signifie, hélas, pour des catholiques, un assaut de violence contre l'Eglise d'Espagne, une terreur rouge symétrique de la terreur blanche. […]
>
> Entre une Eglise abritée à l'ombre de l'épée par d'aussi dangereux protecteurs et une Eglise souffrante, une poignée de catholiques a choisi. D'autres auraient préféré l'abstention. En Espagne, on ne s'abstient pas : on se donne, ou on meurt. Le choix est moins brutal d'ailleurs que notre presse peut nous le faire apparaître. Le gouvernement légal n'est pas le communisme : l'incompatibilité de l'Espagne et du marxisme, la puissance considérable des syndicats anarchistes suffisent à réfuter cette assimilation.[825]

La position de Mounier est, à son tour, assez claire, en s'opposant aux insurgés, alliés d'Hitler, capables et coupables d'une violence extrême, à la limite du fanatisme, qu'il rejette avec force. Selon lui, une victoire des rebelles en Espagne mènerait le pays dans une situation de dégradation sociale et culturelle, comme ce fut le cas en Allemagne. Si Mounier condamne aussi les atrocités commises dans les territoires contrôlés par la République, il dissocie le gouvernement légal républicain du communisme, et exprime ainsi une orientation singulière par rapport aux opinions des milieux conservateurs français. Ennemi des régimes totalitaires et autoritaires, peut-on le considérer pour autant comme un allié de la République ? L'attitude est parfois ambiguë, le soutien semblait se faire par défaut et n'allait pas nécessairement de soi, comme le note Pierre-Frédéric Charpentier : « Le choix n'est toutefois ni aisé, ni spontané, si bien qu'il faut attendre un trimestre de guerre et le numéro d'octobre 1936 pour

[825] « Espagne, signe de contradiction », *Esprits*, Paris, 01/10/1937, pp.2-3.

voir Mounier sortir de son silence et prendre parti pour le camp républicain. Ou plutôt moins en faveur de la République elle-même, que contre les militaires séditieux. »[826] Opposition au franquisme plutôt qu'un soutien convaincu à la République. Mounier n'en demeura pas moins une des premières figures discordantes de la droite française au sujet de l'Espagne nationaliste. Bien renseigné par ses correspondants en Espagne, José María Semprún[827] à Madrid et le professeur d'université Alfredo Mendizábal, la revue de Mounier se fit la voix en France des catholiques espagnols jugés progressistes, à l'instar de José Bergamín, écrivain de la « génération de 27 » qui présida le Second Congrès International des écrivains défenseurs de la Culture en 1937 à Valence.

Mauriac, Maritain et Mounier constituèrent donc trois représentants de ce catholicisme opposé à Franco, mais il convient toutefois de citer ici, par sa portée, la prise de position de l'écrivain catholique Georges Bernanos qui, en publiant *Les grands cimetières sous la lune*[828] en avril 1938, dénonça les atrocités des franquistes sur l'île de Majorque, dans les Baléares. Pierre-Frédéric Charpentier signale que Bernanos eut en commun avec Maritain « cette détestation sans faille devant les massacres commis en Espagne au nom de la foi »[829], décrivant la guerre d'Espagne comme « un charnier »[830]. Lydie Salvayre cite amplement Bernanos dans son roman *Pas Pleurer*, publié en 2014, dans lequel la voix de l'écrivain, qui s'entremêle avec celle de son personnage principal Montse, accuse les insurgés d'installer « un régime de terreur » à Palma :

> Un régime de terreur, écrit-il, « est un régime où le pouvoir juge licite et normal non seulement d'aggraver démesurément le caractère de certains délits dans le but de faire tomber les délinquants sous le coup de la loi martiale (le geste du poing fermé puni de mort), mais encore d'exterminer préventivement les individus dangereux, c'est-à-dire suspects de le devenir. »[831]

[826] Charpentier Pierre-Frédéric, *Les Intellectuels français et la guerre d'Espagne, op.cit.* p.351.
[827] Père des écrivains Jorge et Carlos Semprún et marié à Susana Maura Gamazo, fille de l'ancien chef du gouvernement Antonio Maura, au cours de la période de la Restauration.
[828] Bernanos Georges, *Les grands cimetières sous la lune*, Paris, Points, 2014.
[829] Charpentier Pierre-Frédéric, *Les Intellectuels français et la guerre d'Espagne, op.cit.* p.367.
[830] « Les Révolutions dans l'Histoire », *Le Monde Diplomatique*, numéro 118, août-septembre 2011. https://www.monde-diplomatique.fr/mav/118/A/47138
[831] Cité dans Salvayre Lydie, *Pas pleurer*, Paris, Seuil, 2014, p.138.

Profondément bouleversé par ce qu'il vit en Espagne, Bernanos écrivit quelques articles dans la revue *Sept*, au risque, lui-aussi, de s'attirer les foudres des milieux catholiques français. Lydie Salvayre écrit, à ce sujet, qu'à la publication *des grands cimetières sous la lune*, « la presse de droite bouda [l'œuvre], quand elle ne fut pas violemment hostile »[832], ce qui traduit, nous semble-t-il, ici encore, un certain courage politique dans cette prise de position. L'écrivain Jean Birnbaum signale, par ailleurs, que « la nuance [de Bernanos] est un aveuglement surmonté »[833] face à l'horreur observé en Espagne, que certains de ses contemporains refusèrent de voir. Chacune à leur manière, ces personnalités s'exprimèrent en dissonance avec les discours des milieux de droite et d'extrême-droite français et se trouvèrent isolés dans leurs convictions. Car, comme nous l'avons constaté tout au long de cette partie, l'opposition au Front Populaire se fit tantôt un excellent relais des thèses franquistes, tantôt admiratrice de la personne de Franco, tantôt critique des exactions commises dans les zones contrôlées par les républicains. Elle exprima son anticommunisme de manière véhémente, et prête à tout pour contrer à la fois la propagande républicaine de la presse communiste et socialiste et l'intervention des gouvernements français de Front Populaire en Espagne, elle usa de tous les moyens pour déstabiliser le gouvernement : antisémitisme, campagnes haineuses pour fragiliser les membres du Cabinet, sabotages d'actions de soutien en faveur des républicains espagnols par la Cagoule, et propositions nombreuses de soutien à Franco. N'étant pas au pouvoir, elle profita de son rôle d'opposition, plus libre, pour empêcher la concrétisation des velléités d'intervention du gouvernement. Finalement, la droite et l'extrême-droite approuvaient ce choix de la politique de non-intervention, dans la mesure où son échec profitait au camp franquiste et permettait ainsi de prémunir l'Espagne d'une supposée révolution communiste qui restait la hantise commune à l'ensemble de ces forces politiques et idéologiques. Toutefois, si les décisions politiques des gouvernements de Front Populaire furent conditionnées par la conjoncture nationale, par ses divisions internes et par une opposition aussi hostile que virulente, ils durent également composer avec les tensions présentes sur le continent européen au cours des années 1930.

[832] *Ibid*, p.271.
[833] Birbaum Jean, *Le courage de la nuance*, Paris, Seuil, 2021, p.45.

2. La non-intervention en Espagne au regard d'une Europe au bord d'un nouveau conflit généralisé.

Outre l'opposition ferme de la droite et l'extrême-droite française à tout aide en faveur de la République espagnole, il nous semble que les gouvernements français de Front Populaire prirent en considération les regards des autres pays européens sur la question espagnole dans leur choix de prôner la politique de non-intervention. Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle ont montré, à ce sujet, la difficulté, pour l'homme d'Etat, de prendre des décisions en matière de politique extérieure, dans la mesure où les desseins des autres puissances ne sont pas nécessairement connus. Ils écrivent à ce sujet :

> […] un homme d'Etat, sachant que la conduite de ses partenaires des autres Etats peut obéir à des mobiles extrêmement variés, ignorera en général quelles peuvent être les conséquences de ses actions.[834]

De fait, si Léon Blum et ses collaborateurs optèrent pour une approche visant à pacifier une Europe sous tension et divisée, il nous faut donc comprendre ces relations internationales, et entrer dans les coulisses de la diplomatie européenne, afin de mieux cerner les véritables enjeux de la guerre d'Espagne sur le plan européen et international et de replacer la politique de non-intervention de la France, en tant qu'Etat, au cœur des relations internationales de la période étudiée, une perspective notamment développée dans les années 1960 par l'historien et philosophe Raymond Aron, dans *Paix et guerres entre les nations*[835]. Il convient par conséquent de prendre en compte la conjoncture de la période d'Entre-deux-guerres, la tentative infructueuse de la Société des Nations à arbitrer les conflits mondiaux. A cet égard, la politique extérieure française ne dépendait pas uniquement des relations bilatérales entre la France et l'Espagne, mais bien de relations multilatérales, que ce soit dans le cadre du Comité de Londres, ou de la Société des Nations, dont nous ferons mention au cours de cette partie. Il s'agira d'analyser également les rapports de la France avec un de ses grands ennemis héréditaires, l'Allemagne, pour accéder à une meilleure compréhension des obstacles qui entravèrent les velléités d'intervention des gouvernements français en Espagne.

---

[834] Renouvin Pierre et Duroselle Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, *op.cit*. p.419.

[835] Aron Raymond, *Paix et guerres entre les nations*, Paris, Calmann Levy, 1968, p.17.

2.1 - La guerre d'Espagne, conflit dans une Europe sous tension.

La guerre qui s'est déroulée en Espagne entre 1936 et 1939 constitua un des points de préoccupation d'un continent européen en crise, devenant même le prélude du conflit généralisé qui éclata en septembre 1939. Trois ans auparavant, Yvon Delbos formulait déjà les risques de voir la France agir auprès de la République espagnole, justifiant ainsi sa politique de non-intervention, tout juste signée :

> Si nous avons adopté une politique de non-intervention, c'est parce qu'une politique contraire risquait de nous mener à la guerre. Nous savions qu'en fournissant des armes à la République espagnole, nous serions dépassés par d'autres pays favorables aux rebelles, en sorte que notre concours eût produit un effet tout différent de celui que l'on escomptait.
>
> Nous savions aussi que, dans l'atmosphère actuelle de l'Europe, où la moindre étincelle peut mettre le feu aux poudres, des incidents auraient risqué de surgir, aux conséquences incalculables.[836]

L'évocation de cette étincelle, qui mettrait le feu aux poudres de l'Europe en cas d'intervention française en Espagne, est significative de la prise en compte sérieuse par le ministre des Affaires Etrangères des dangers d'un nouvel affrontement généralisé sur le Vieux Continent. Des propos qui résonnent avec ceux de l'écrivain et philosophe communiste Paul Nizan, qui notait en mars 1938 dans *Ce Soir* que « le bilan de l'Europe est plus lourd qu'il ne le fut jamais depuis vingt ans » et que « la condition de l'Europe s'aggrave d'heure en heure »[837]. L'éventualité d'un nouveau conflit à grande échelle, deux décennies après la fin de la Grande Guerre, se rapprochait effectivement. Ainsi, un retour sur la première partie du XXème siècle, comprenant les deux guerres mondiales, entrecoupées d'une période d'Entre-deux-guerres, baptisée par l'historien Eric J. Hobsbawm comme « l'ère des catastrophes »[838], nous semble indispensable pour mesurer à sa juste valeur cette époque aussi complexe.

La Première Guerre Mondiale, entre 1914 et 1918 supposa, comme l'ont montré les historiens Eric J. Hobsbawm, Richard Vinen, Mark Mazower ou plus récemment Ian Kershaw[839], la fin d'un ancien ordre bourgeois. Kershaw note que l'Europe connaissait un

---

[836] « Un exposé de M. Yvon Delbos sur la politique extérieure », *Le Populaire*, Paris, numéro 4964, 14 septembre 1936, p.3.
[837] « L'Europe chancelle… de la Mer Noire à l'Aragon », *Ce Soir*, Paris, numéro 380, 17/03/1938, p. 5.
[838] Hobsbawm Eric J., *L'âge des extrêmes, Histoire du Court XX^e Siècle*, Paris, Editions Complexe, 1994, p.41.
[839] Vinen Richard, *A History in Fragments: Europe in the Twentieth Century*, Londres, Abacus, 2002.
Mazower Mark, *Le continent des ténèbres : une histoire de l'Europe au XX^ème siècle*, Paris, Points, 2021.

glissement vers la guerre pour entrer dans une « ère de l'autodestruction »[840]. Le système des alliances et des ententes de 1914 l'avait menée dans un conflit qui durerait quatre longues années, dont le dénouement entraîna une modification des lignes européennes[841].

Les discussions de Versailles, en juin 1919, prétendaient marquer le début d'une nouvelle ère de paix pour l'Europe, et le Traité qui fut signé à Versailles semblait a priori aller dans le sens d'une démilitarisation de l'Allemagne souhaitée par la France et ses alliés, pour s'en assurer, la Société des Nations fut d'ailleurs créée dans ce but[842]. Toutefois, le Traité du 28 juin 1919 fut également celui des vainqueurs de la Grande Guerre sur le vaincu allemand, ce qui laissa de l'autre côté du Rhin un profond ressentiment. L'historien Johann Chapoutot s'interrogea d'ailleurs si la période 1919-1939, communément dénommée « Entre-deux-guerres », fut réellement une période de paix. Dans son ouvrage *Fascisme, nazisme et régimes autoritaires en Europe (1918-1945)*, Chapoutot reprend l'expression de l'historien George L. Mosse de « brutalisation des sociétés européennes » pour expliquer combien la culture de violence régnant en Europe avait empêché le retour d'une paix durable en Europe[843]. L'Allemagne n'était pas la seule puissance à éprouver un certain ressentiment, l'Italie, qui faisait pourtant partie des vainqueurs et avait sacrifié 750 000 hommes, n'obtenait aucune réparation, ni aucune colonie, et se sentit trahie par les autres vainqueurs de la guerre 14-18.

Si le Traité de Versailles semblait à première vue placer les conditions d'une paix durable, elle en renforça, nous semble-t-il, partiellement les divisions au sein d'un continent où de nouvelles idéologies offraient aux populations des alternatives au modèle démocratique. Ces alternatives ne s'imposèrent que par le biais de la violence et d'une politique sanglante. A l'issue de la Révolution russe, que Julián Casanova a nommé la « vengeance des serfs »[844], les idées marxistes ne se limitèrent pas à la création de l'Union Soviétique dirigée par Lénine puis Staline, mais des tentatives d'insurrections communistes, eurent lieu en Allemagne, en Italie et en Hongrie. Néanmoins, toutes ces révolutions se soldèrent par des échecs, qui

---

Kershaw Ian, *L'Europe en enfer, 1914-1949*, Paris, Seuil, 2016.

[840] Kershaw Ian, *L'Europe en enfer, 1914-1949, op.cit.* p.23.

[841] Réduction du territoire allemand, apparition de nouveaux états indépendants, nés des cendres de l'Empire Austro-hongrois, disparition de l'Empire Ottoman et chute de la Russie tsariste, bouleversée par la révolution bolchevique de 1917.

[842] Une analyse approfondie de l'institution genevoise sera effectuée un peu plus loin.

[843] Chapoutot Johann, *Fascisme, nazisme et régimes autoritaires en Europe (1918-1945)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p.70.

[844] Casanova Julián, *La venganza de los siervos, Rusia 1917*, Barcelona, Crítica, 2017.
L'expression provient à l'origine d'une déclaration du premier chef du gouvernement provisoire, le Prince Lvov (mars-juillet 1917).

s'expliquaient par la contre-offensive de mouvements réactionnaires pour mettre un terme aux aspirations révolutionnaires dans ces pays[845]. De tous ces exemples nous pouvons faire le constat de l'aspiration d'une partie des populations européennes vers des mouvements révolutionnaires ou réactionnaires, au cours des années 1920 et 1930. Ce mouvement coïncidait en fait avec un essoufflement de la démocratie, « réalité humaine et donc imparfaite », nécessitant un « esprit de compromis » comme l'écrit Raymond Aron[846]. En ce sens, la crise économique mondiale issue du Krach boursier de Wall Street de 1929 constitua le déclencheur de nouvelles difficultés pour les démocraties mondiales, en débouchant sur une crise politique, signalant l'incapacité des dirigeants démocratiques à résoudre les problèmes économiques du début de la décennie des années 30, ce qui augmentait de fait les divisions au sein des différentes sociétés européennes. Ces ébranlements économiques, politiques et sociaux sans précédents, que nous avons déjà constatés en Espagne et en France précédemment, conduisirent à la résurgence ou au renforcement des mouvements antidémocratiques en Europe[847], un postulat confirmé par Johann Chapoutot:

> Avec l'avènement de régimes autoritaires de plus en plus nombreux, le sens de l'Histoire apparaît contraire à des démocraties qui ne suscitent pas l'adhésion ou l'enthousiasme dont jouissent les régimes antagonistes. L'épuisement de régimes instables et impuissants face à la crise, la guerre extérieure ou civile, les divisions des démocrates contribuèrent à l'avènement de dictatures […][848].

De fait, les évènements en Espagne au cours des décennies 1920-1930 ne constituèrent, nous semble-t-il, aucunement une spécificité nationale ou un cas isolé, mais correspondaient bien à cette dynamique européenne. La participation de puissances européennes dans la guerre

---

[845] En Hongrie, l'arrivée de l'amiral Horthy au pouvoir à partir de 1918 marqua la réponse contre-révolutionnaire à l'insurrection communiste de Béla Kun. En Allemagne, la révolution spartakiste de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg fut réprimée par les Corps francs, et la République de Weimar put se constituer. En Italie, les Faisceaux de Benito Mussolini sortaient de l'ombre en réprimant la « poussée révolutionnaire » de l'été 1920

[846] Aron Raymond, *Introduction à la philosophie politique : Démocratie et révolution*, Paris, Le Livre de Poche, 1997, pp.52-53.

[847] Au Portugal, Antonio de Oliveira Salazar, créa en 1933 l'*Estado Novo*, un régime autoritaire corporatiste pour son pays. En Allemagne, Hitler, nommé chancelier par le président Hindenburg en janvier 1933, démantela la République pour mettre en place son régime national-socialiste. En Italie, Mussolini avait mis un terme au parlementarisme depuis déjà quelques années. En URSS, le régime soviétique s'était consolidé entre les mains de Staline, après s'être débarrassé de la menace trotskiste. Même dans les régimes démocratiques plus solides, tels que la France ou la Grande-Bretagne, les tentations autoritaires voire fascisantes apparurent, sans toutefois réussir à s'imposer.

[848] Chapoutot Johann, *Fascisme, nazisme et régimes autoritaires en Europe (1918-1945)*, *op.cit*, p.153.

d'Espagne et les négociations menées par la France et la Grande-Bretagne, en vue d'une abstention d'aides militaires extérieures, octroyèrent au conflit espagnol une dimension stratégique dans les discussions internationales, comme nous le verrons ultérieurement. La guerre civile espagnole devenait ainsi un enjeu diplomatique européen. Notre objectif est de montrer que les réactions et les décisions prises par les puissances européennes et notamment la France, furent en partie conditionnées par ce contexte de crises. La résolution de la dimension internationale de la guerre d'Espagne nous semble avoir constitué un point de négociation dans des discussions à l'échelle européenne.

La lecture des ouvrages des spécialistes de l'Histoire de l'Europe des années 1930 confirme le constat bien connu que le Vieux Continent était confronté à de profondes dissensions entre les partisans de la démocratie et de régimes autoritaires, desquelles émergèrent peu à peu des alliances entre puissances européennes. Le témoignage d'André François-Poncet, dans une dépêche diplomatique destinée à Yvon Delbos, en octobre 1936, approfondit encore davantage cette idée d'une Europe fragmentée :

> Il semble donc qu'à l'heure actuelle, l'Allemagne s'applique, d'une manière particulière et dans tous les domaines, [à améliorer] ses relations avec l'Italie, qu'elle ait l'intention bien arrêtée d'arriver à quelque résultat sérieux et non point de se contenter des témoignages d'une courtoisie toute extérieure. […] Tout d'abord, il n'est pas douteux que l'Allemagne ne garde le mauvais souvenir de la Conférence de Stresa. L'entente qui est sortie de ces réunions entre la France, l'Angleterre et l'Italie, représente, pour elle, l'une des plus sombres expériences de sa diplomatie […]. Mais il y a plus. Depuis près de deux ans et très exactement depuis la conclusion de l'accord franco-soviétique, l'Allemagne devient de plus en plus consciente de la solidarité de ces deux régimes. Elle avait déjà compris l'importance des affinités qui rapprochent le III^{ème} Reich de l'Italie fasciste, au temps où l'affaire d'Ethiopie […] menaçait de mal tourner.

Depuis lors, les affaires d'Espagne n'ont fait que développer chez les chefs nazis la conscience de cette solidarité des régimes et des idéologies. Le péril bolcheviste, […] l'hypothèse que l'Espagne était envahie par la « vague rouge » et la France à son tour contaminée par le virus bolchevique, l'Allemagne pourrait un jour se retrouver encerclée par des forces menaçantes aux ordres de Moscou, ont causé de vives alarmes. […] En face du « Front Populaire international » qu'elle soupçonne les Soviets et la France de dresser contre elle, elle bat le rappel des « amis de l'ordre ». Il est clair qu'elle se retrouve ainsi tout naturellement poussée à se ménager l'appui effectif de l'Italie et que […]

l'alliance du fascisme et national-socialisme, liés à la fois par des intérêts et des conceptions semblables, apparaît comme un phénomène parfaitement logique et naturel.[849]

Cette dépêche de l'ambassadeur français à Berlin, rédigée à un moment où le rapprochement entre l'Allemagne et l'Italie se précisait, nous confirme que les perceptions de la guerre d'Espagne s'inséraient dans un contexte beaucoup plus global dans le temps et dans l'espace, et étaient influencées par les évènements qui s'étaient déroulés parallèlement. Ainsi, la Conférence de Stresa en avril 1935, qui avait rapproché seulement de manière temporaire la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, faisait craindre à l'Allemagne un isolement. Les condamnations au sein de la Société des Nations de la conquête de l'Ethiopie par Mussolini, qui décidait de s'écarter de la SDN, avait conduit vers un début de rapprochement avec l'Allemagne, qui s'en était retirée en 1933. La filiation idéologique naturelle entre les régimes italien et allemand jouait en la faveur de la constitution de l'Axe, réalisée le 1er novembre 1936. Sa concrétisation était déjà presque effective depuis la fin de l'été, lorsque les deux puissances avaient accordé à Franco leur soutien militaire dans la guerre civile espagnole. De plus, l'Allemagne croyait à une alliance forte entre la France et l'Union Soviétique. Il est vrai que les évènements pouvaient être perçus de cette manière. Un pacte d'assistance mutuelle, en cas d'agression, avait en effet été signé en 1935 entre les gouvernements de Laval et de Staline. Le chef d'Etat soviétique avait amorcé son rapprochement avec les démocraties occidentales, tandis que la France souhaitait se munir d'une défense plus solide en cas de conflit avec l'Allemagne. Toutefois, ce pacte n'était applicable que si la Grande-Bretagne et l'Italie reconnaissaient officiellement le caractère d'agression, comme stipulé à Locarno[850], ce qui, à nos yeux, limitait son application potentielle. La bolchevisation de la France était enfin une croyance régulièrement citée dans la propagande nazie, mais qui ne représentait aucunement une réalité politique. Les volontés premières du Front Populaire français de porter secours à la République espagnole, révélées dans la presse, conduisaient les nazis à penser qu'un bloc communiste s'établissait contre eux, ce qui la poussait aussi à intervenir en Espagne.

Les décisions des puissances internationales concernant la guerre civile espagnole s'expliquaient donc par ces perceptions diplomatiques, parfois erronées. Comme nous l'avons

[849] DDF/III, Dépêche n°1576, de M. François-Poncet à M. Delbos, Berlin, 22/10/1936, pp.604-605.
[850] Duroselle Jean-Baptiste, *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945, op.cit.* p.180.

déjà mentionné, la France ne pouvait laisser les puissances fascistes créer un nouveau front hostile à sa frontière pyrénéenne. De même, l'Union Soviétique ne pouvait accepter une nouvelle conquête fasciste d'un pays démocratique, après n'avoir pas réagi à l'affaire éthiopienne, et risquer une fascisation de l'Europe. L'Allemagne voyait dans une alliance possible avec Mussolini, puis peut-être avec Franco, un moyen de rompre l'isolement qu'elle craignait et d'obtenir un nouvel allié en Europe. Hitler pourrait ainsi mettre en application son projet d'extension vers l'Est sans risquer de réels problèmes. La guerre d'Espagne représentait donc, nous semble-t-il, un enjeu pour les puissances européennes, que ce soit en vue d'obtenir un avantage sur ce qui était considéré comme un ennemi, ou bien dans le but de compromettre des desseins qui leur seraient contraires. La politique de non-intervention menée par le gouvernement de Front Populaire français en Espagne permettait, ici encore et au moins en théorie, d'éviter une expansion fasciste qui pouvait placer la France dans une posture diplomatique et sécuritaire difficile.

Le pacte de non-intervention incarnait également une autre ambition pour l'Europe, celle de prémunir le continent d'une nouvelle guerre mondiale, dix-huit ans après la fin de la Grande Guerre. En ce sens, cette résolution de la guerre d'Espagne constituait un point de négociation pour inciter les nations européennes à ne pas reprendre les hostilités. Dans ses mémoires, Anthony Eden confirmait la place importante qu'occupait la guerre d'Espagne dans les enjeux européens :

> Lorsque l'Espagne déchirée devint un champ de bataille idéologique et international, où les partis opposés s'affrontaient avec la pire cruauté, les grandes puissances qui intervinrent ne le firent pas uniquement pour installer en Espagne un gouvernement de leur choix. Le conflit devint en partie une lutte pour l'équilibre des forces en Europe.[851]

Par la participation de puissances extérieures, la guerre d'Espagne était au cœur des discussions bilatérales et multilatérales entre les pays européens. Ian Kershaw affirme qu'«avant la guerre civile, l'Espagne était en marge de l'Europe », mais que « les évènements cataclysmiques la mirent au centre de l'attention des Européens »[852]. Par conséquent, toute intervention en Espagne d'un pays étranger représentait un risque et un danger pour la paix européenne. Ainsi, comme le mentionnèrent plusieurs hommes politiques français – et à la

[851] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit.* p.450.
[852] Kershaw Ian, *L'Europe en enfer, 1914-1949, op.cit.* p.361.

stature internationale – de l'époque, tels que Léon Blum dans son discours de Luna Park ou Yvon Delbos dans son intervention devant la Chambre des Députés en décembre 1936, la politique de non-intervention en Espagne avait pour but premier de préserver l'Europe de la guerre et de gagner du temps en vue de négociations avec les pays fascistes. C'était notamment l'intention de la Grande-Bretagne, pour qui la non-intervention offrait la possibilité de négocier plus amplement avec l'Allemagne et l'Italie pour apaiser l'Europe[853]. La poursuite de la non-intervention en Espagne évitait de nouvelles tensions pouvant mettre en péril les négociations. Dans son journal, l'ambassadeur soviétique à Londres Ivan Maïsky notait au 1er mars 1938:

> Les nouveaux responsables de la politique étrangère britannique ne bougeront pas le petit doigt par rapport à l'Europe centrale ou à l'Espagne. J'ai même le sentiment que Chamberlain a déjà décidé dans son esprit de « vendre » l'Espagne à Mussolini au prix qu'il trouvera juste.[854]

Si l'on sent ici l'exaspération de Maïsky, c'est que ce dernier exerçait sa tâche sous la pression du Kremlin. L'historien Gabriel Gorodetsky, spécialiste de l'Union Soviétique, précise que « la vie était devenue, pour lui, insupportable » du fait « des rumeurs de destitution imminente qui circulaient largement dans la presse »[855], dans une époque marquée par les purges staliniennes. Maïsky n'avait donc d'autres choix que de voir la sécurité collective réussir. Cependant, il ne partageait pas les moyens de la diplomatie britannique pour y parvenir. Les négociations d'apaisement du cabinet Chamberlain avec Hitler et Mussolini étaient considérées comme primordiales. A ce titre, il ne fallait pas risquer le courroux des deux dictateurs, en laissant les puissances comme l'URSS ou la France du Front Populaire, intervenir en Espagne pour soutenir les républicains. La France, quant à elle, suivit son allié britannique, pour des raisons que nous détaillerons ultérieurement, et ne trouvait pas pertinent de modifier sa politique de non-intervention en Espagne. Toutefois, les soupçons de Maïsky sur une vente de l'Espagne à Mussolini se basaient sur les prétentions du Duce de vouloir soustraire les Îles Baléares à l'Espagne. Des prétentions que les Britanniques ne souhaitaient pas non plus voir se réaliser. Cela expliquait, nous semble-t-il, à la fois la non-intervention en Espagne, visant à empêcher toute participation étrangère dans le conflit

[853] L'apaisement de la Grande-Bretagne fera par la suite l'objet d'une étude plus approfondie.
[854] Maïsky Ivan, *Journal, 1932-1943*, Paris, Les Belles Lettres, 2017, p.188.
[855] *Ibid*, p.184.

espagnol, et le *Gentleman's Agreement* de janvier 1937 entre l'Italie et la Grande-Bretagne, stipulant le respect du statu quo territorial dans la Méditerranée. Les deux accords furent cependant bafoués par Mussolini qui continua à envoyer de nouvelles troupes à Franco. Cela réduisait à néant les efforts diplomatiques de la Grande-Bretagne, soutenue par le gouvernement français. Pour autant, nous le verrons ultérieurement, le succès relatif de la Conférence de Nyon en septembre 1937 les encouragea à poursuivre les négociations avec les dictateurs et à maintenir la non-intervention en Espagne, malgré le rapport de force déséquilibré qu'il impliquait.

Par conséquent, la guerre d'Espagne constituait, nous semble-t-il, un point stratégique important en vue d'obtenir la paix à l'échelle européenne. Réussir la politique de non-intervention, c'était parvenir à une sécurité permettant d'éviter une nouvelle conflagration internationale. Malheureusement, la réalité fut tout autre : l'échec de la non-intervention ne rendit possible ni une abstention internationale réelle dans la guerre d'Espagne, ni la pacification des dictateurs qui se montraient toujours plus menaçants. A vouloir la paix à tout prix, la France et la Grande-Bretagne ne furent pas récompensées de leur pari et n'obtinrent finalement que la poursuite des tensions, conduisant à la « répétition générale »[856] – selon les termes de Pierre Milza – de la nouvelle guerre mondiale, déclenchée en septembre 1939 par l'invasion de la Pologne par les nazis.

[856] Milza Pierre, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, Armand Colin, 2003, p.181.

2.2 - La non-intervention : un échec de la Société des Nations.

Tout au long de la guerre d'Espagne, Manuel Azaña écrivit des articles donnant sa version des évènements espagnols, dans laquelle le président de la Seconde République offrait comme solution au règlement du conflit le recours à la Société des Nations. Azaña s'irritait que cette solution n'ait pas été utilisée, préférant le Comité de Londres :

> On pouvait traiter la question à Genève, par les méthodes de la Société des Nations ; théoriquement, c'était ce qui s'imposait ; ou par des conversations entre les gouvernements, susceptibles d'aboutir à une solution satisfaisante, moyennant des concessions mutuelles. Dès lors qu'on excluait la Société des Nations (constitution du Comité de Non-Intervention, note franco-anglaise du 4 décembre 1936, recommandations du Conseil, qui s'en remettrait au Comité de Londres, etc.), le problème dépendait en dernière instance de ce que pourrait et voudrait faire le gouvernement britannique.[857]

En effet, depuis sa création en 1919, la SDN apparaissait comme l'institution internationale capable de régler les conflits entre les différentes puissances ou au sein d'un même pays, ce qui était le cas pour l'Espagne en 1936. La Première Guerre Mondiale avait provoqué, comme nous l'avons constaté, un rejet massif de la guerre comme instrument politique, créant ainsi de nombreux courants pacifistes en Europe. Un pacte entre les nations avait été mentionné publiquement par le président américain Woodrow Wilson, dans son discours des « Quatorze points » du 8 janvier 1918. Cependant, si Wilson fut un des seuls à l'exprimer publiquement, ce projet d'association entre les pays était soutenu par d'autres pays. Le pacte de la SDN reprit les 26 premiers articles du Traité de Versailles de juin 1919, dans lesquels la sauvegarde de la paix y fut mise en avant, ainsi que la nécessité de réduire les armements[858]. L'Assemblée Générale de la Société des Nations, qui comptait soixante membres en 1934, élisait un Conseil, composé de membres permanents[859] et de quatre membres non-permanents renouvelés tous les trois ans, chargé de voter (à l'unanimité) des sanctions potentielles contre les puissances, mais aussi les potentielles nouvelles adhésions et conciliations proposées par le Secrétariat général. La composition de la SDN, telle qu'elle l'était, plaçait les grandes puissances vainqueures, membres permanents du Conseil, en position de supériorité sur les

[857] Azaña Manuel, *Causes de la guerre d'Espagne*, *op.cit*. p.31.

[858] L'ensemble des articles du pacte de la SDN sont facilement accessibles en ligne, notamment sur le site officiel du Sénat français: https://www.senat.fr (Consulté le 11/02/2022).

[859] Les membres permanents du Conseil de la SDN étaient la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Japon, l'Allemagne (à partir de 1926) et l'URSS (à partir de 1934).

autres nations, devenant ainsi une sorte de tutelle aux nouvelles nations. Cette vision seyait à une certaine catégorie d'hommes politiques blancs ayant conservé les réflexes coloniaux d'autrefois. A l'inverse, une autre partie concevait la SDN comme la possibilité de mettre à égalité toutes les nations. L'historien Mark Mazower a toutefois signalé que malgré des perspectives différentes, la SDN suscitait l'espoir de voir un monde pacifié, tout en signalant ses limites :

> Le chercheur britannique Alfred Zimmern avait probablement raison, dans les années vingt, de voir dans la SDN un « instrument de coopération ». Même si elle déçut et les idéalistes et les réalistes, elle n'était certainement pas insignifiante : elle fut un forum international de discussion et une source d'influence ; elle contribua à la solution de problèmes […] pour lesquels une coordination internationale était souhaitable. Même si elle n'avait qu'un pouvoir très limité d'immixtion dans les affaires des Etats membres, elle pouvait du moins, en rendant publique leur mauvaise conduite à l'égard des minorités, les exposer à la pression de l'opinion mondiale. Mais son influence dépendait du bon vouloir de ses membres à conduire leur diplomatie par son canal : rien ne les y obligeait.[860]

Sur le principe donc, le recours de la Seconde République espagnole à la SDN semblait logique. L'Espagne avait en effet demandé à deux reprises à devenir un membre permanent de la SDN, sans succès, avant d'être élue en 1928 membre non-permanent pour une durée de trois ans, puis membre semi-permanent[861]. L'avènement de la République en Espagne ne modifia pas la dynamique du pays vers la SDN, comme le soulignait Azaña, dans son article « La République espagnole et la Société des Nations » :

> La République espagnole avait pris au sérieux la Société des Nations. Elle avait inscrit dans la Constitution de 1931 une déclaration en bonne et due forme, par laquelle elle adhérait aux principes du Covenant, afin de régler sa politique extérieure sur ces principes. Le système de sécurité collective et les obligations qui découlaient du pacte semblaient appelés à résoudre pour l'Espagne un problème capital : trouver une garantie contre une agression qu'elle n'aurait pas provoquée elle-même, sans être obligée de mettre sur pied une organisation militaire et navale que lui aurait imposé au pays une charge insurmontable. C'était la meilleure solution pour une nation désarmée, économiquement faible, mais engagée dans la voie du progrès et de la reconstruction intérieure. D'ailleurs, qui l'Espagne aurait-elle agressée, et pour quel motif ? Membre semi-permanent

[860] Mazower Mark, *Le continent des ténèbres : une histoire de l'Europe au XX^ème siècle*, *op.cit*. pp.106-107.
[861] Berdah Jean-François, *La démocratie assassinée, la République espagnoles et les grandes puissances, 1931-1939*, *op.cit*. p.61.

du Conseil, l'Espagne a toujours défendu, tant au Conseil qu'à l'Assemblée, la lettre et l'esprit du pacte. En agissant de la sorte, elle se défendait elle-même. […] Si les circonstances le réclamaient, la République pouvait s'estimer en droit d'être traitée de la même façon, en vertu des obligations souscrites et en vertu de sa conduite passée.[862]

La démarche républicaine vers l'institution genevoise semblait ainsi logique du point de vue du Droit international de la Société des Nations. Elle pouvait, en théorie, disposer d'une relative confiance dans l'institution, qui avait connu, au cours des années 20, quelques succès internationaux. Elle avait su gérer quelques conflits mineurs, tels que la crise des îles d'Aland entre la Suède et la Finlande, en Haute-Silésie celui entre la Grèce et la Bulgarie. En 1924, preuve des bonnes volontés dans l'institution, on avait proposé un Protocole de Genève, qui appelait au règlement pacifique des différends entre les puissances. Même s'il ne fut finalement pas mis en place, il montrait une certaine propension à s'unir pour éviter de nouveaux conflits. La SDN pouvait en effet trouver l'appui des différentes opinions publiques internationales très pacifiques. En 1932, elle avait organisé une conférence sur le désarmement militaire, parvenant à obtenir les coopérations des Etats-Unis et de l'URSS. Malheureusement, ses succès furent bien maigres et de courte durée, la SDN ne parvenant pas à concrètement poser son influence pour résoudre les grands problèmes internationaux. L'historien Pierre Gerbet signalait dans *Le rêve d'un ordre mondial de la SDN à l'ONU* que « le Conseil était impuissant dès lors qu'une grande puissance était en cause »[863]. Dans l'affaire de Corfou mettant aux prises l'Italie et la Grèce, en 1923, Mussolini, qui exerçait une stratégie de chantages auprès de la SDN, n'avait reculé que sous pression de l'opinion internationale, et non de l'action de la SDN. De plus, plusieurs pactes internationaux, signés au cours de la deuxième moitié des années 1920, l'avaient été en-dehors de l'institution genevoise. C'est le cas de Locarno, en octobre 1925, qui supposa un regain dans les relations entre la France et l'Allemagne de Weimar, avec un désir des deux côtés du Rhin de poursuivre « l'esprit de Locarno ». Cependant, comme le remarquait l'historien Jean-Michel Guieu, ces accords « ne représentaient-ils pas plutôt un affaiblissement du système de sécurité

[862] Azaña Manuel, *Causes de la guerre d'Espagne*, *op.cit*. p.45.
[863] Gerbet Pierre, *Le rêve d'un ordre mondial de la SDN à l'ONU* (Dir.), Paris, Imprimerie Nationale, 1996, p.58.

de la SDN ? », étant « un accord conclu entre grandes puissances européennes […] en dehors de Genève »[864]. Il en fut de même avec les accords Briand-Kellogg en 1929.

La SDN connut un certain nombre de crises[865] à partir de 1929, conséquence de la crise économique mondiale, qui amorça un repli de certaines nations sur elles-mêmes ou exposa la nécessité d'expansions territoriales pour la résoudre, rendant ainsi difficiles une collaboration pleine et entière à l'idée de sécurité collective originelle. La première grande crise pour la SDN eut lieu entre 1931 et 1932, lorsque les nationalistes japonais envahirent la province chinoise de la Mandchourie et créèrent un gouvernement fantoche, le Mandchoukuo. Face à cette agression et à la plainte chinoise auprès de la SDN, l'Assemblée préconisa seulement en février 1933 aux différents Etats membres de ne pas reconnaître officiellement le Mandchoukuo, ce qui provoqua la colère des Japonais, qui quittèrent la SDN un mois plus tard. Ce retrait du Japon, première grande défection d'une puissance de l'institution genevoise, qui plus est en provenance d'un membre permanent du Conseil, constitua un de ses premiers échecs. Pour autant, la conquête du Japon fut actée, la SDN se bornant à une simple condamnation[866]. Ce manque de fermeté à l'égard des agresseurs lui serait largement reproché au cours de la décennie. Parallèlement, entre 1932 et 1934, se déroulait la Conférence de Désarmement à Genève dont l'échec était en partie dû à l'arrivée au pouvoir d'Hitler en Allemagne à partir de janvier 1933. Les plans d'Hitler, visant à refaire de l'Allemagne une grande puissance, étaient évidents et allaient clairement à l'encontre du projet de désarmement proposé. Méprisant la SDN, le Führer annonça le retrait de l'Allemagne de la Conférence de Désarmement, puis de Genève en octobre 1933. Cette deuxième défection, ajoutée à l'échec définitif du plan de désarmement quelques mois plus tard, constitua un réel coup dur porté à la sécurité collective et à la Société des Nations. Cependant, en 1935, l'affaire de l'Abyssinie réduisit fortement la confiance des différentes nations dans la capacité de la SDN à solutionner les conflits mondiaux. Afin de reconstituer le lustre impérial de l'époque romaine, l'Italie fasciste se lança dans une guerre coloniale dans la province d'Abyssinie, en Ethiopie, profitant d'un incident à la frontière de la Somalie, alors à domination italienne. Le 3 octobre 1935, les troupes italiennes passèrent la frontière pour

[864] Guieu Jean-Michel, « L'"insécurité collective". L'Europe et la Société des Nations dans l'entre-deux-guerres », Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin, numéro 30, 2009, pp.21-43. https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2009-2-page-21.htm (Consulté le 14/02/2022).

[865] Pour cette partie, citons notamment la contribution de Michel Marbeau, dans le chapitre 3 de son œuvre précédemment citée « Des échecs répétés (1930-1938) », *La Société des Nations, vers un monde multilatéral 1919-1946, op.cit.* pp.169-188.

[866] *Ibid*, p.171.

envahir le royaume de Hailé Sélassié. La SDN réagit quelques jours plus tard en déclarant l'Italie comme agresseur contre un de ses membres, et son Conseil vota des sanctions économiques contre le gouvernement de Mussolini. Cependant, dans *Europa contra Europa*, Julián Casanova signala que « les sanctions se révélèrent inefficaces », « comme toutes les interventions de la Société des Nations face aux agressions des états fascistes, à partir de ce moment-là »[867]. En effet, les sanctions économiques votées par le Conseil n'affectèrent pas réellement l'Italie. Malgré l'embargo sur les armes, l'Italie pouvait toujours exporter des matières premières et des combustibles. A contrario, cette interdiction d'exportation d'armes rendait la défense de l'Ethiopie impossible et la fragilisait, ce qui n'est pas sans rappeler les évènements espagnols quelques mois plus tard. Marbeau conclut :

> Les tentatives de la SdN ont échoué et l'organisation parachève son discrédit lorsque l'Assemblée vote le 4 juillet 1936 une résolution en faveur de la levée de sanctions économiques et financières prises contre l'Italie. Cette attitude ne peut qu'encourager l'Allemagne à opérer, à son tour, des coups de force.[868]

Non seulement la SDN abandonna l'Ethiopie de Hailé Selassié à son sort, mais elle laissa, impuissante, Mussolini s'offrir un butin colonial. Elle perdit encore davantage de crédibilité en tant qu'institution de paix. Le pacte secret Laval-Hoare, planifié en dehors de la SDN en décembre 1935 et prévoyant que le Duce récupère les deux tiers du royaume, échoua finalement après avoir été dévoilé dans la presse. Finalement, l'Italie termina vainqueure de sa conquête éthiopienne, tandis que les autres puissances considéraient que l'institution genevoise n'était pas en mesure de maintenir une sécurité collective en Europe. L'ambassadeur soviétique à Londres, Ivan Maïsky, écrivait dans son journal le 3 mai 1936 : « La guerre est finie, l'Abyssinie est conquise, Mussolini triomphe. C'est également le dernier clou enfoncé dans le cercueil de la Société des Nations, et l'Europe est à un carrefour fatal. On sent l'odeur de la poudre ! Un orage terrible approche à grande vitesse ! »[869] L'image de la SDN était plus que dégradée, et beaucoup s'interrogeaient sur son efficacité à l'avenir, après l'épisode abyssinien. En octobre 1936, à l'occasion du Congrès du parti travailliste britannique, le député Titherington confirmait cette perte de confiance généralisée :

---

[867] Casanova Julián, *Europa contra Europa, op.cit.* p.83.
[868] Marbeau Michel, *La Société des Nations, vers un monde multilatéral 1919-1946*, *op.cit*. p.179.
[869] Maïsky Ivan, *Journal, 1932-1943, op.cit.* p.143.

Ce que notre amendement dit, c'est que nous avons perdu confiance, non pas dans la sécurité collective, mais dans la Société des Nations, comme l'instrument qui vous donnera une réelle sécurité collective. Je dois seulement vous rappeler les mots du vice-président du parti au Parlement hier. Il a dit que si le Japon avait été freiné, Mussolini ne serait pas allé en Abyssinie, et que si Mussolini avait été freiné, il n'y aurait pas eu de rébellion espagnole.[870]

Lorsque la guerre d'Espagne éclata en juillet 1936, l'image de la SDN était donc, nous semble-t-il, déjà bien entachée. Face à une SDN discréditée, et en l'absence des puissances fascistes, la France et la Grande-Bretagne prirent la décision de créer le Comité de Londres, qui apparaissait comme l'organe pouvant en théorie remplacer la SDN comme instrument permettant d'assurer la sécurité collective. Eden reconnut, en octobre 1937, que la SDN était dans une position délicate : « Nous croyons au règlement des conflits par des moyens pacifiques, et nous ferons l'impossible pour que ce principe soit accepté et observé par tous. Tout en reconnaissant que la Société des Nations est, en ce moment, sérieusement désavantagée, par suite de l'absence de ses certains membres »[871]. La non-intervention s'imposait donc par rejet de la SDN, marquée par son incapacité à prendre de réelles mesures pour maintenir la sécurité collective. D'autre part, les absences de l'Allemagne et de l'Italie, qui après l'affaire d'Abyssinie refusait de collaborer avec la SDN, avaient poussé les puissances démocratiques comme la France ou la Grande-Bretagne à trouver une autre solution à l'internationalisation de la guerre d'Espagne. Marbeau confirme que « le seul moyen de les entendre, de les faire participer aux débats de la non-intervention est de créer une structure en dehors de la SDN »[872]. Le 26 octobre 1936, l'ambassadeur de France à Rome, Charles de Chambrun, s'était en effet montré peu optimiste sur un retour des deux puissances à Genève, après une conversation avec le Comte Ciano :

D'après le Comte Ciano, il est peu probable que l'Allemagne reprenne un jour sa collaboration à Genève. Quant à l'Italie, elle attend, sans être disposée à attendre trop longtemps, qu'on lui donne la possibilité de reprendre elle-même cette collaboration.[873]

---

[870] PHM, Retranscription de la Conférence du parti travailliste britannique, 06/10/1936, p.197.
"What our amendment says is that we have lost confidence, not in collective security, but in the League of Nations, as the instrument that will give you real collective security. I need only remind you of the words of the Deputy Leader of the Parliament Party yesterday. He said that if Japan had been restrained Musolini would not have gone in Abyssinia, and that if Mussolini had been restrained there would have been no Spanish Rebellion."
[871] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit*. p.572.
[872] Marbeau Michel, *La Société des Nations, vers un monde multilatéral 1919-1946*, *op.cit*. p.181.
[873] DDF/III, Télégrammes n°1272 à 1277, de M. de Chambrun à M. Delbos, Rome, 26/10/1936, p.625-626.

Ciano avait signalé au Secrétaire général de la SDN, Joseph Avenol, à l'occasion de sa visite à Rome en septembre que l'Italie souhaitait « une collaboration absolument loyale, entière et sans réserve », mais qu'un obstacle demeurait : « la présence d'une délégation éthiopienne à l'Assemblée des Nations »[874]. Le refus d'Avenol, considérant impossible le rejet définitif de l'Ethiopie de la SDN, ne put convaincre les fascistes italiens de revenir. L'Italie se retira par conséquent définitivement de l'Assemblée le 11 décembre 1937.

La France et la Grande-Bretagne décidèrent ainsi de stopper la participation étrangère dans la guerre d'Espagne par le biais du Comité de Londres, ajoutant au discrédit de la Société des Nations. Nous pourrions légitimement penser que l'institution mondiale ait souffert de ce choix, et pourtant, il n'en fut rien. Mieux, cette position semblait même la satisfaire, comme le soulignait Eden en 1937, en réponse au travailliste Noel-Baker qui avait critiqué l'absence d'intervention de la SDN dans la guerre d'Espagne :

> Je sais que l'honorable gentleman […] semble penser que la Société des Nations aurait aimé s'occuper de ce problème épineux et difficile, mais que je l'en ai empêchée. Or la Société des Nations n'a jamais manifesté d'enthousiasme à l'idée de s'occuper du problème espagnol ; et cela pour la simple raison qu'elle sait combien, dans son sein, les opinions sur ce problème sont divergentes.[875]

La SDN loua à plusieurs reprises les travaux du Comité de non-intervention et reprit certaines des formules du plan de contrôle proposé par la France et la Grande-Bretagne, en décembre 1936, limitant les arrivées de volontaires étrangers sur le sol espagnol. Cependant, si elle laissa la responsabilité de l'internationalisation de la guerre d'Espagne au Comité de Londres, elle lança des missions humanitaires et participa à l'évacuation des enfants, ainsi qu'à la sauvegarde d'œuvres d'art[876].

Le pacte de non-intervention prétendait donc prendre le relai d'une institution en crise. Le problème, c'est que l'Espagne n'y était pas représentée, ni le camp républicain, ni le camp insurgé. Etant membre de la SDN même si elle ne l'était pas à part entière, la République espagnole fit part des problèmes causés par le début d'une guerre civile sur son sol et s'indigna de l'aide apportée par Hitler et Mussolini, mais les nombreux recours républicains à

[874] « Déclaration du Secrétaire général au sujet de son voyage à Rome », *Société des Nations – Journal Officiel*, Genève, novembre 1936, p.1139.
[875] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit*. p.571.
[876] Marbeau Michel, *La Société des Nations, vers un monde multilatéral 1919-1946*, *op.cit*. p.182.

Genève restèrent lettre morte, comme l'écrivait Julio Alvarez del Vayo, dans *Les Batailles de la liberté* :

> Dans ce processus de désintégration, l'Espagne représentait la dernière chance de sauver la SDN de l'effondrement définitif. Mais comme l'a si bien dit Azaña, la seule non-intervention effective appliquée à l'Espagne a été la non-intervention de la Société des Nations… Le Conseil et l'Assemblée se bornèrent à voter des résolutions exhortant le Comité de Londres à accélérer le retrait des « volontaires », et ignorèrent systématiquement l'essentiel du problème. La politique de capitulation devant l'agresseur atteignit un degré tellement scandaleux que la simple éventualité d'une dénonciation de l'agression faisait trembler sur leur fondement les colonnes du Palais des Nations. Chaque fois que l'on demandait à ce que la « question espagnole » soit inscrite au calendrier, c'était considéré presque comme une impertinence.[877]

Face aux rejets systématiques des dénonciations de la délégation espagnole à Genève, Manuel Azaña préféra changer de stratégie visant à « ne pas trop importuner par ses réclamations, ne pas compromettre la tranquillité de la réunion »[878]. S'agissait-il d'une démarche résignée de la part du président de la Seconde République espagnole ? Partiellement. Les républicains avaient conscience que les évènements ne tournaient pas en leur faveur et que des dénonciations trop véhémentes auraient eu des effets inverses de ceux escomptés. Néanmoins, ils entendaient utiliser leur statut de membre semi-permanent pour profiter de l'échec du pacte de non-intervention pour relancer les débats à la SDN en septembre 1937. Manuel Azaña affirmait à ce sujet:

> Parmi les délibérations consacrées à la question de l'Espagne par la Société des Nations, la plus importante fut celle de septembre 1937. […] Nous ne pouvions pas aller à Genève demander des « sanctions » contre les agresseurs. Dès que nous en parlerions, nous nous heurterions à un refus unanime. […] Il fallait aborder la question en se basant sur un accord précédent du Conseil, par lequel on avait constaté le fait de l'invasion et transféré le problème au Comité de Londres. Le plan complexe élaboré par les techniciens et soumis à la discussion au Comité en juillet n'avait pas pu être adopté. Depuis lors, le Comité était entré en léthargie. Il était temps que la Société des Nations se saisisse à nouveau du problème et se prononce sur le fond. Nous ne pouvions avoir qu'une seule position sur l'essentiel : il fallait que le conflit espagnol se limite à ses dimensions

[877] Alvarez del Vayo Julio, *Les batailles de la liberté*, *op.cit.* p.268.
[878] Azaña Manuel, *Causes de la guerre d'Espagne*, *op.cit*. p.46.

propres, c'est-à-dire celles d'une question de politique intérieure ; ce qui devait entraîner un retrait de tous les combattants étrangers.[879]

Les démarches républicaines visaient à exposer que les interventions allemandes et italiennes auprès des insurgés constituaient une infraction à l'article 16 du Pacte de la Société des Nations, stipulant que « si un membre de la Société recourt à la guerre, […] il était *ipso facto* considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres membres de la Société » et que « le Conseil avait le devoir de recommander aux divers gouvernements intéressés les effectifs militaires, navals ou aériens par lesquels les membres de la Société contribueraient respectivement aux forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société ». Concrètement, étant encore techniquement membre en 1936 et 1937 de la SDN, l'Italie devait être considérée comme « agresseur », tandis que l'Espagne, par son statut de membre de l'institution, devait en principe recevoir l'appui nécessaire pour sa survie. Il n'en fut cependant pas ainsi, et au même titre que lors de l'épisode de la Mandchourie et de l'Abyssinie, la SDN ne fit que condamner, sans décider aucune sanction contre les agresseurs. La République fut ainsi sacrifiée par la SDN, qui laissa ses prérogatives au Comité de Londres, et ce, même lorsqu'il était devenu évident que le pacte de non-intervention était inopérant. La Société des Nations était une institution discréditée, les différentes grandes nations l'avaient bien compris, utilisant d'autres types d'accord, tels que des pactes bilatéraux, ou multilatéraux. Le pacte de non-intervention franco-britannique constituait donc une réponse à l'échec de la SDN, un moyen d'assurer ce que Genève n'était pas en capacité d'offrir, c'est-à-dire un règlement de la question espagnole visant à éviter une conflagration européenne. Malheureusement, le Comité de Londres n'obtint jamais les résultats que ses instigateurs espéraient.

[879] *Ibid*, p.49.

2.3 - « L'énigme allemande » ou la crainte de l'ennemi héréditaire.

Il nous semble désormais important de considérer les relations que la France maintenait avec certains de ses voisins européens et, dans un premier temps, de s'interroger dans quelle mesure les interactions diplomatiques avec l'Allemagne nazie influencèrent la décision politique des gouvernements français de prôner la non-intervention en Espagne, mais il convient, pour l'heure, de rappeler les tensions passées entre les deux pays, depuis la fin du XIXème siècle.

Les relations franco-allemandes depuis 1870.

En 1936, alors que la question espagnole était à l'ordre du jour, éviter une nouvelle implosion en Europe, qui aurait provoqué un affrontement entre la France et l'Allemagne constituait un autre facteur pris en compte par les dirigeants du Front Populaire. Depuis 1870, en effet, les relations franco-allemandes avaient été difficiles[880] et la France avait été en conflit avec son voisin outre-Rhin, à deux reprises : en 1870-1871, dans une guerre qui se conclut par la défaite des troupes françaises et la formation de l'Empire allemand ; et entre 1914 et 1918 au cours d'un conflit à échelle mondiale, qui se solda cette fois-ci par la défaite de l'Empire allemand et la création de la République de Weimar. Ces deux guerres provoquèrent, de part et d'autre, un ressentiment envers l'ennemi héréditaire qui allait perdurer durant des décennies et ce, malgré la période entre 1924 et 1930, considérées des années de trêve et d'espoir, au cours desquelles furent signés les Accords de Locarno en 1925[881], et fut discuté un projet de rapprochement entre les deux pays, encouragé par Aristide Briand et son homologue Gustav Stresemann[882].

La crise économique de 1929 permit au parti national-socialiste d'Hitler de réactiver sa propagande contre la France, autour de la question des réparations imposées par le Traité de Versailles. Dans *Mein* Kampf, publié en 1924, Hitler affirmait déjà que « l'ennemi impitoyable du peuple allemand est et reste la France », et que « l'ennemi mortel de notre

[880] Le lecteur pourra trouver plusieurs ouvrages éclairants quant à la question des relations entre la France et l'Allemagne. Citons ici, parmi d'autres, l'œuvre de Raymond Poitevin, *Les relations franco-allemandes (1815-1975)*, Paris, Armand Colin, 1977. D'autres références sont disponibles dans la bibliographie p.409.
[881] A l'occasion de ces accords, l'Allemagne consentait à reconnaître ses frontières avec la France et la Belgique.
[882] Möller Horst, *La République de Weimar, 1919-1933*, Paris, Tallandier, 2011, p.189.

peuple, la France, nous étrangle impitoyablement et nous épuise »[883]. De fait, la nomination du Führer comme chancelier du Reich, le 30 janvier 1933, marqua un tournant dans les relations entre les deux puissances, car en coulisse, le dictateur allemand préparait bel et bien une nouvelle guerre, une guerre au cours de laquelle, il pourrait anéantir cet ennemi français. L'historien Jean-Paul Cointet écrivait sur les intentions du Führer vis-à-vis de la France:

> En ce qui concerne la France, Hitler n'a jamais perdu de vue son but de l'éliminer du jeu européen. […] Tôt ou tard, il se serait retourné contre elle. […] L'élimination de la France était appelée à revêtir une triple signification : fin de l'ennemi héréditaire, renversement d'un obstacle sur la route de l'expansion à l'est, contribution majeure à l'effort de guerre allemand.[884]

L'arrivée d'Hitler au pouvoir raviva donc la menace d'une guerre entre les deux pays. Pourtant, en France, l'opinion publique et la presse tarda à saisir l'ampleur de la menace hitlérienne. En avril 1932, à l'occasion d'un numéro intitulé « L'énigme allemande »[885], l'hebdomadaire *Vu* décrivait le Führer comme « un agitateur sans envergure ni influence ». Jean-Paul Cointet explique en effet que « Hitler présentait l'une des personnalités les plus mystérieuses de l'ère moderne »[886]. Seul le quotidien communiste *L'Humanité* dénonça dès 1933 l'arrivée au pouvoir du « chef des assassins fascistes préside le gouvernement de la terreur anti-ouvrière, de la misère et de la guerre », leader d'un « cabinet de la Peste Brune »[887], tandis que les autres périodiques que nous avons consultés accueillaient la nouvelle avec méfiance, inquiétude et attention, s'interrogeant sur l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne[888]. Le retour de la menace allemande pour la France, marquée par le réarmement de l'Allemagne, la sortie de la SDN, la remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936, ou plus tard par son expansion vers l'Est, était atténuée par les discours de paix d'Hitler dans la presse française. A deux reprises, en novembre 1933 dans le quotidien *Le Matin* et en février 1936 dans *Paris-Midi*, le Führer chercha à assurer ses voisins internationaux de ses bonnes intentions et alterna de fait les discours pacifistes et les menaces de réarmement et

---

[883] Hitler Adolf, *Mein Kampf (Mon Combat),* Paris, Nouvelles Editions Latines, 1979, p.616.
[884] Cointet Jean-Paul, *Hitler et la France*, Paris, Tempus, 2017, p.50.
[885] *Vu*, Paris, numéro 213, 13/04/1932.
[886] Cointet Jean-Paul, *Hitler et la France*, *op.cit*. p.52.
[887] « Hitler chancelier ! », *L'Humanité*, Paris, numéro 12467, 31/01/1933, p.1.
[888] « Adolf Hitler, chancelier d'empire », *L'Œuvre*, Paris, numéro 6332, 31/01/1933, p.3.
« Adolf Hitler est nommé chancelier d'Allemagne », *Le Populaire*, Paris, numéro 3646, 31/01/1933, pp.1 ;3.
« Hitler, chancelier du Reich », *L'Echo de Paris*, Paris, numéro 19464, 31/01/1933, p.1.
« Adolf Hitler est nommé chancelier du Reich », *L'Action Française*, Paris, numéro 31, 31/01/1933, p. 3.
« La semaine politique », *Candide*, Paris, numéro 464, 31/01/1933, p.2.

d'expansion du territoire allemand[889]. Dans la seconde grande interview, accordée par Hitler à Bertrand de Jouvenel, Hitler joua avec le pacifisme français et dit ce que l'opinion publique française souhaitait entendre, en s'adressant directement à elle : l'Allemagne d'Hitler veut la paix avec la France, avant de reprendre possession de la Rhénanie[890], sans qu'aucune réaction forte du gouvernement français ne soit lancée. Hitler donna, au cours de cette entrevue, ce que l'opinion publique française souhaitait entendre, même si, comme le signale Daniel Schneidermann, « les Français n'étaient pas dupes de l'opération »[891]. En s'adressant directement à l'opinion publique française, le Führer entendait rassurer, endormir, pour mieux réarmer son pays et poursuivre sa quête à l'Est de l'espace vital (*Lebensraum*), dont son pays aurait besoin. Les Allemands s'activèrent donc pour brouiller les intentions réelles d'Hitler en matière de politique étrangère.

La prise en compte de la menace nazie par le Front Populaire.

Afin de saisir pleinement la politique de non-intervention de la France dans la guerre d'Espagne, il faut tenir compte des deux sources majeures que le gouvernement de Front Populaire possédait pour déterminer l'ampleur de la menace nazie : ses renseignements et sa diplomatie. Quel fut donc le comportement des Renseignements Généraux, du Quai d'Orsay et des dirigeants à la tête du gouvernement à l'égard de la menace nazie ? Étaient-ils conscients de ce péril dissimulé dans les déclarations allemandes et dans quelle mesure cette menace influença la politique internationale de la France ? Les services de renseignements (S.R.) français constituaient le Deuxième Bureau de l'État-major de l'Armée française et se chargeaient de transmettre un certain nombre d'indications recueillies sur la situation en Allemagne et sur les intentions du Troisième Reich, au niveau international. A partir de juin 1936, le lieutenant-colonel Louis Rivet dirigea le Deuxième Bureau, qu'il avait intégré quelques mois plus tôt. En Allemagne, les S.R. disposaient d'une source unique infiltrée au sein du Troisième Reich, Hans-Thilo Schmidt, au nom de code H.E. Schmidt, sous la supervision du colonel Paul Paillole, qui avait l'avantage d'obtenir de nombreuses

[889] « Une conversation avec Adolf Hitler », *Le Matin*, Paris, numéro 18144, 22/11/1933, p.2.
« Le chancelier Hitler nous dit » *Paris-Midi*, Paris, numéro 2709, 28/02/36, p.1 ;3.
[890] L'épisode a été bien rapporté par le colonel Defrasne, dans « L'évènement du 7 mars 1936. La réalité et la portée de l'opération allemande ; la réaction de la France dans le cadre de ses alliances. », dans *Les relations franco-allemandes 1933-1939*, Paris, Centre National de la Recherche Scientifique, 1976, pp.253-256.
[891] Schneidermann Daniel, *Berlin 1933, La presse internationale face à Hitler*, Paris, Seuil, 2020, p.398.

informations de la part de son frère, membre de l'Etat-major de l'Armée de terre nazie. Par son intermédiaire, le Deuxième Bureau était au courant à l'avance des manœuvres d'Hitler, notamment en Rhénanie[892]. La documentation fournie par Schmidt fut transmise au Haut-Commandement, puis au gouvernement qui décida pourtant d'ignorer les avertissements, laissant par exemple l'Allemagne réoccuper la Rhénanie en mars, « dernière occasion, selon lui, d'arrêter Hitler sans avoir à faire la guerre »[893]. Le 5 novembre 1937, l'espion allemand prévint les S.R. et le gouvernement de Front Populaire des desseins expansionnistes d'Hitler en Europe, notamment en Autriche et en Tchécoslovaquie. D'après lui, si Hitler mettait son plan en action, la guerre serait inévitable, éventualité tant redoutée en France et notamment à l'origine de la politique de non-intervention en Espagne. Cependant, comme le souligne Paul Paillole, les dirigeants au pouvoir ignorèrent les avertissements des Services de Renseignement, citant Daladier qui, en 1937, « fait à peine allusion aux renseignements de H.E ».[894] On ne peut remettre en question le fait que les services de renseignements français prenaient au sérieux la menace que pouvait représenter l'Allemagne hitlérienne pour la France. Les informations transmises par Schmidt étaient traitées par le Deuxième Bureau puis envoyées aux différents gouvernements français de la période 1933-1939, mais le gouvernement de Front Populaire ne semblait pas entendre la gravité de la menace allemande. Pourtant, de nombreuses informations corroboraient l'idée d'une montée de la menace nazie pour la France, au cours de la deuxième moitié des années 1930, et notamment sur le plan militaire. Au début août 1936, au moment où la diplomatie française commençait tout juste à manœuvrer en faveur d'un projet de non-intervention en Espagne ratifié par l'ensemble des puissances européennes, et notamment l'Allemagne, le général Renondeau, attaché militaire de France à Berlin de 1932 à 1938, rédigea une dépêche secrète à destination de Daladier, dans laquelle il informa le ministre de la Défense Nationale et de la Guerre que la menace nazie était grandissante : « une guerre prochaine opposant la France et l'Allemagne, avant les délais qu'on estime d'un point de vue trop exclusivement militaire, est possible »[895]. La conviction d'une remilitarisation allemande menant à une supériorité et à une guerre, un temps redoutée puis confirmée par les S.R. vers la fin de l'année 1936, confortait la nécessité de prendre au sérieux la menace allemande. L'historien Peter Jackson, auteur de *La France et*

[892]Paillole Paul, *Notre espion chez Hitler*, Paris, Nouveau Monde, 2013, pp.120-122.
[893] *Ibid*, p.122.
[894] *Ibid*, p.128.
[895] DDF/III, Dépêche n°510. Secret. Du Général Renondeau à M. Daladier, Berlin, 04/08/1936, p.123.

la menace nazie (1933-1939), a signalé que les prévisions des S.R. étaient plutôt fiables sur les intentions allemandes :

> […] Le Deuxième Bureau parvenait en 1937 à produire des analyses relativement pertinentes des intentions allemandes. Il mettait en garde sur le fait que la guerre pouvait éclater en Europe, soit par un phénomène d'escalade avec le conflit en Espagne ou comme résultat d'une agression allemande contre l'Autriche et la Tchécoslovaquie.[896]

Si les prévisions s'avéraient plutôt justes, Peter Jackson remarque toutefois que les renseignements surévaluaient la puissance militaire allemande[897]. Ceci dit, cela nous montre très clairement l'importance accordée au péril que pouvait représenter l'Allemagne. A partir de 1937, les S.R. ne cessèrent d'ailleurs d'alarmer les différents gouvernements français sur la nécessité de réarmer la France face à ce danger[898]. Si nous n'avons pas eu accès à certains documents en provenance des S.R., concernant les conséquences potentielles d'une intervention française dans la guerre d'Espagne pour les relations franco-allemandes, il est possible d'envisager que les renseignements français aient dissuadé le gouvernement de s'engager auprès des républicains espagnols, sans risquer la paix entre les deux pays.

La diplomatie française en Allemagne transmit également ses rapports concernant le voisin d'Outre-Rhin. Depuis septembre 1931, André François-Poncet était l'ambassadeur de la France à Berlin et put observer la mutation de l'Allemagne de la République de Weimar au totalitarisme hitlérien. Si l'on en croit ses rapports, dès 1934, François-Poncet avertissait du mépris hitlérien pour les traités, de sa claire volonté de réarmement, et du potentiel danger que cela impliquait pour la France. Mais ses mises en garde restèrent lettres mortes, et ne furent pas suivies par les différents gouvernements, comme il le signalait dans ses mémoires:

> Hitler se considérerait comme affranchi de toute obligation à l'égard du traité de Versailles et réarmerait à sa guise, sans limite et sans contrôle, soutenu par l'approbation enthousiaste de son peuple. Par conséquent, le vrai problème était de savoir si les puissances, si la France, en particulier, le laisseraient libre de réarmer autant qu'il le voudrait, ou si elles l'en empêcheraient par la force et frapperaient d'une sanction ses manquements flagrants aux stipulations du traité. Or, toutes les personnes qualifiées que j'avais consultées à ce sujet, m'avaient déclaré qu'il n'y avait aucune chance qu'une sanction fût appliquée au Reich […] ; l'Angleterre et l'Italie n'y

[896] Jackson Peter, *La France et la menace nazie (1933-1939)*, Paris, Nouveau Monde, 2017, p.300.
[897] *Ibid*, p.301.
[898] Ces alertes furent vaines dans la mesure où la dynamique française vers un désarmement se poursuivait.

consentiraient ; la France, elle-même, ne ferait rien d'autre que de dénoncer le délinquant à la Société des Nations.[899]

Nous pouvons constater dans ses propos une certaine amertume, après coup, de ne pas avoir pu influencer les décisions des différents gouvernements au cours de sa mission diplomatique berlinoise jusqu'en 1938. L'amertume est d'autant plus forte qu'en 1934, Hitler n'était pas imparable. Jean-Paul Bled, confirme l'absence de réaction des dirigeants français de 1934 à 1936: « François-Poncet n'a cessé d'alerter son ministre contre les menaces qui s'accumulent. Régulièrement, il est revenu à la charge. Il apprend à ses dépens qu'un ambassadeur, même le mieux informé, n'a que peu d'influence, voire aucune, sur les prises de décision de son gouvernement. »[900] Si François-Poncet transmettait un regard clairvoyant sur la réalité en Allemagne, il serait erroné de penser que l'ensemble de la machine diplomatique du Quai d'Orsay ait été si lucide sur la menace nazie. Jean-Baptiste Duroselle a montré qu'à l'instar de François-Poncet, René Massigli « était le principal champion d'une résistance effective à Hitler », mais que seul lui et ses membres proches « paraissaient vraiment conscients du drame »[901] provoqué en Europe par Hitler. Pour autant, François-Poncet poursuivit son travail de renseignements et ses interprétations sur les intentions d'Hitler en Europe, sur la propagande nazie à propos de la France et des grands évènements, tels que la guerre d'Espagne.

Avec ces informations, seuls les dirigeants au pouvoir étaient réellement en mesure d'influer sur les décisions politiques, en matière de politique internationale, et il nous faut, à ce titre, interroger les perceptions des hommes politiques et notamment celle du chef du gouvernement du Front Populaire. D'après Jacques Bariéty, la pensée du leader socialiste, devenu président du Conseil français, évolua au fil des années, passant d'une volonté de négocier avec Hitler, dans les années 30, au remord d'une absence de fermeté en 1946[902]. Si au début de la décennie 1930, malgré un nombre croissant de voix dans les urnes, Hitler n'était pas considéré, par Léon Blum, comme une grande menace pour l'Europe, le leader de la SFIO s'inquiétait davantage de Mussolini, déjà au pouvoir en Italie, ne lui pardonnant

[899] François-Poncet André, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin*, 1931-1938, Paris, Perrin, 2016, pp.258-259.
[900] *Ibid*, p.15.
[901] Duroselle Jean-Baptiste, *La Décadence, op.cit.* pp.274-275.
[902] Bariéty Jacques, « Léon Blum et l'Allemagne 1930-1938 », dans *Les relations franco-allemandes 1933-1939*, Paris, Centre National de la Recherche Scientifique, 1976, pp.33-55.

jamais l'assassinat du socialiste Giacomo Matteotti en 1924[903]. Bariéty fait remarquer que l'arrivée au pouvoir d'Hitler ne changeait pas fondamentalement sa perception des choses, même si l'incendie du Reichstag lui « révéla la véritable nature du nazisme »[904]. Dès 1933, Blum était convaincu que pour éviter tout motif d'un réarmement allemand, la France devait montrer la voie en se désarmant, et qu'elle devait miser sur la reprise des négociations avec l'Allemagne. Bariéty signale que « Léon Blum chef de gouvernement de Front Populaire ne désespère pas de ramener l'Allemagne hitlérienne dans la négociation internationale, héritée des années 20, sur la sécurité collective et pour le désarmement »[905], même si Greilsammer ajoute qu'il « a fait un très grand effort sur lui-même pour surmonter sa répulsion »[906] envers Hitler. Pour parvenir à une paix durable en Europe, la France choisit la voie de la négociation avec l'Allemagne.[907] C'est dans ce contexte international fort complexe qu'il faut comprendre, nous semble-t-il, la politique de non-intervention en Espagne. Parallèlement, Blum échangea avec le Dr Schacht, ministre de l'économie nazi, à la fin août 1936 qui, d'après François-Poncet, inquiet de la possibilité que « la course aux armements ruine [l'Europe] et l'entraîne vers une conflagration européenne », souhaitait rencontrer les grands hommes politiques français, dont Delbos, Chautemps, Daladier, et enfin Blum. De cet entretien entre le président du Conseil et le D^{r} Schacht nous pouvons retenir les propos suivants :

> *Le président du Conseil*. – […] Nous voulons tout tenter pour écarter la guerre ; nous le voulons d'autant plus que la guerre est plus menaçante. Nous n'avons pas peur de la guerre. […]
>
> *Le D^{r} Schacht*. – Nous ne la voulons pas davantage. Personne en Allemagne ne la veut.[908]

Au cours de cette conversation, le leader socialiste désirait, à notre avis, sonder les velléités nazies vis-à-vis de la France, et entendait cerner les nazis, ce qui ne serait finalement pas le cas, dans la mesure où Schacht ne faisait alors plus partie du cercle fermé de Hitler et ne disposait pas d'informations essentielles. Il nous semble en tout cas que, malgré les appels à la

[903] Greilsammer Ilan, *Blum*, *op.cit*, p.378.
[904] *Ibid*, p.42.
[905] *Ibid*, p.46.
[906] Greilsammer Ilan, *Blum*, *op.cit*, p.377.
[907] Cette différence stratégique dans les relations avec les puissances fascistes s'expliquait par les positions de Delbos, Blum et Léger sur le sujet, comme l'a montré Bernard Lachaise dans sa biographie *Yvon Delbos*, *op.cit*. p.191.
[908] DDF/III, Compte-rendu de l'Entretien de M. Léon Blum, et du D^{r} Schacht, Hôtel Matignon, 28/08/1936 (de 11 h. 30 à 12 h. 15), p.307.

méfiance, en provenance des services de renseignements et du Quai d'Orsay, le Front Populaire ne perçut pas dans sa globalité la menace que représentaient les Allemands pour la France et pour l'Europe. Le gouvernement de Front Populaire disposait, certes, de toutes les informations nécessaires pour assurer la paix durable qu'elle souhaitait pour l'Europe, mais leurs perceptions des évènements étaient erronées. Alors qu'une fermeté dès 1936 aurait pu mettre un terme aux ambitions européennes hitlériennes, Blum et son cabinet choisirent la voie de la négociation avec l'Allemagne et notamment dans le cadre de la guerre d'Espagne, par l'intermédiaire de la politique de non-intervention.

Les relations franco-allemandes pendant la guerre d'Espagne.

Si les renseignements français mirent en garde les dirigeants du Front Populaire concernant l'étendue de la menace posée par le régime hitlérien, nous pourrions nous interroger si la crainte de l'Allemagne n'aurait pas influencé la politique étrangère du gouvernement français par rapport à la guerre d'Espagne et constitué un frein à une intervention en faveur de la Seconde République. Les deux premières semaines de la guerre d'Espagne virent le gouvernement de Front Populaire français essayer de mener une intervention pour sauver le régime républicain, avant d'effectuer une volte-face, car comme nous le constaterons de manière détaillée ultérieurement, les Britanniques ne soutenaient pas les Français dans cette initiative. Cependant, les intentions du gouvernement de Blum étant rapidement démasquées, la presse allemande orienta sa propagande vers une critique d'un interventionnisme français sur le sol ibérique. Ces informations furent notamment remontées par les Français vivant en Allemagne. Dès le 4 août 1936, le général Renondeau, cité plus haut, s'inquiétait d'une aide en Espagne qui serait très mal perçue par les Allemands et pourrait faire risquer une guerre entre les deux pays :

> La *Berliner Börsenzeitung* du 4 août signale par un titre en gros caractères : « La France livre des avions à l'Espagne. » […] Je pourrais énumérer les autres communications faites sous le titre signalé plus haut : nouveaux envois d'or espagnol à Paris, présence à Barcelone de 400 volontaires français, etc. Les autres journaux font paraître des notes analogues. […] Je me place dans cette note, il est inutile de le dire, d'un point de vue objectif, et je relève ce que rapporte la presse allemande sans le discuter.

Il est curieux d'observer, une fois de plus, l'attitude allemande à notre égard. D'une part, des amabilités. Lors de l'inauguration des fêtes olympiques, notre délégation a été acclamée, à son entrée dans le stade, par des applaudissements […]. D'autre part, un flot de remarques acerbes et parfois menaçantes. Le niveau en est monté brusquement depuis que la guerre civile a éclaté en Espagne […]. La presse allemande est à l'affût des moindres indices, vrais ou faux, de l'aide envoyée par nous en Espagne ; des allemands nous avertissent clairement qu'ils sont prêts à entrer en guerre contre la France communiste. […]

Je ne crois pas à une guerre imminente déclenchée par la volonté unique de l'Allemagne. L'armée allemande, malgré l'effort prodigieux réalisé depuis deux ans, n'est pas encore prête. […] Les imprudences d'un gouvernement ou les passions d'un parti à propos des affaires d'Espagne peuvent être le point de départ de complications dans lesquelles les gouvernements ne seront plus maîtres de choisir leur voie. […]

Telles sont les différentes raisons qui me font éprouver des inquiétudes pour l'avenir prochain. Depuis quatre ans bientôt que je suis à Berlin, j'ai toujours répondu à ceux qui croyaient à l'imminence d'un conflit par un optimisme qui m'a été reproché à plusieurs reprises ; ceci me donne le droit de dire aujourd'hui que les dangers de guerre, à mon avis, ont singulièrement grandi.[909]

Plusieurs points méritent d'être analysés dans cette dépêche du général Renondeau au ministre Daladier. Tout d'abord, confirmation de ce que nous avons avancé précédemment sur l'ambiguïté communicationnelle d'une Allemagne hitlérienne, profitant des Jeux Olympiques de Berlin pour démontrer des intentions pacifiques à l'égard de la France, tout en exposant clairement, par l'intermédiaire de sa propagande médiatique, son opposition à une action française auprès de la République espagnole. C'est justement sur les propos de la propagande nazie que l'attaché militaire français à Berlin basait son argumentaire. A ses yeux, les messages envoyés via la presse méritaient d'être considérés comme des menaces pour la sécurité de la France. Autre point important de cette dépêche est la croyance et l'inquiétude d'Hitler concernant l'état de la France à l'été 1936. Pour le Führer, les intentions interventionnistes du gouvernement de Front Populaire en Espagne constituaient une nouvelle preuve concrète que le communisme se propageait et gagnait la France, renforcée par la signature du pacte franco-soviétique et par l'arrivée au pouvoir du Front Populaire, et évoquée par André François-Poncet à André Blumel, proche collaborateur de Léon Blum, suite à son entretien avec Hitler le 2 septembre 1936 :

[909] DDF/III, Dépêche n°510. Secret. Du Général Renondeau à M. Daladier, Berlin, 04/08/1936, pp.121-123.

> Selon lui, l'état de l'Europe était plus critique encore que je ne semblais l'imaginer. L'Europe était rongée par le bolchevisme. […] Le pacte franco-russe était, à cet égard, une erreur, une faute épouvantable. Hitler ne parvenait pas à comprendre que nous ayons pu la commettre. L'avenir de la France était, pour lui, un sujet de profonde inquiétude.[910]

En conséquence, d'après le général Renondeau, la solution la plus sage consistait en une abstention de toute action en Espagne. Un choix contraire pouvait mener à un affrontement futur avec l'Allemagne, ce qui ne semblait pas judicieux au vu du renforcement militaire allemand. La dynamique en 1936 n'était pas la même que lors de l'arrivée d'Hitler au pouvoir et le risque d'une nouvelle guerre avec les Allemands s'accroissait. En s'adressant à Daladier qui était, certes, son interlocuteur direct dans le gouvernement, le général Renondeau informait un membre influent et plutôt hostile à un soutien militaire en Espagne, et savait donc que son message serait diffusé plus aisément.

Parallèlement à cette dépêche de l'attaché militaire français en Allemagne, François-Poncet offrit ses premières impressions, vues d'Allemagne, au ministre Delbos. Entre le 22 juillet et le 30 juillet 1936, l'ambassadeur français à Berlin notifia tout d'abord la préférence allemande pour une victoire rebelle dans la guerre d'Espagne, pour des raisons idéologiques :

> Les milieux dirigeants du Reich suivent avec passion les évènements qui se déroulent en Espagne. Sans préjuger leur issue, ils ne cachent pas qu'une victoire des éléments de gauche leur semblerait très grave, car elle conduirait à l'établissement d'un régime des Soviets. Ils avouent d'ailleurs, que leurs sympathies sont du côté des insurgés et qu'ils souhaitent ardemment le succès des militaires révoltés. […] Elle dénonce le plan de soulèvement révolutionnaire européen […] et dont la première étape devrait comprendre la bolchevisation de l'Espagne, de la France et de la Roumanie.[911]

D'après François-Poncet, si la tendance allait à un soutien allemand pour les rebelles, les nazis s'inquiétaient quelques jours plus tard d'y découvrir que le Front Populaire français comptait soutenir la République. En effet, « en secondant en Espagne la cause de Moscou, la France accomplirait un geste grave, qui pourrait avoir des répercussions sur l'avenir des

[910] DDF/III, Annexe de la lettre de M. François-Poncet à M. Blumel, Personnel. Secret. Berlin, 10/10/1936, p.497-498.
[911] DDF/III, Télégrammes n° 2247 à 2250, de M. François-Poncet à M. Delbos, Berlin, 22/07/1936, p.24.

relations franco-allemandes »[912]. Le diplomate avançait surtout l'argument idéologique et l'indignation allemande à une telle intervention française. Or, Ángel Viñas a expliqué qu'au vu de la situation, Hitler prit un nouveau risque en spéculant sur l'action de la France:

> Le 25 juillet, Hitler [supposait] que la France aidait, ou allait aider, le Gouvernement de Madrid. Il encourut un risque politique et diplomatique délibéré, parce que le pari devait en valoir la peine. Sur cette évaluation, les ministères des Négociations Etrangères ou de la Guerre, bien plus prudents, ne le rejoignirent pas.[913]

Une telle supposition permettait à Hitler de pouvoir justifier sa politique internationale, et ainsi de se donner le droit d'intervenir en Espagne. Malheureusement, lorsque la France décidera de lancer le projet de non-intervention, l'Allemagne se retrouvera piégée et cherchera des excuses pour retarder son adhésion[914]. L'intervention allemande en Espagne, signale Viñas, représentait un autre coup de bluff, après celui de la Rhénanie en mars, pour voir si la France allait cette fois-ci réagir. En constatant que la France n'intervenait pas, la confiance du Führer dans sa politique internationale agressive se renforçait[915]. Ici encore, la décision de s'engager dans la politique française de non-intervention fut influencée par ce nouveau coup de poker d'Hitler en Espagne. La France de Blum ne souhaitait pas risquer cette guerre avec l'Allemagne, en intervenant auprès des républicains espagnols, mais souhaitait bien négocier avec l'Allemagne, comme nous l'avons vu.

Concernant l'implication allemande en Espagne, l'ambassadeur français énonça des raisons avant tout idéologiques. Il est important de rappeler ici la volonté des dirigeants nazis de fonder un front anti-communiste mondial. Le rapprochement des Allemands avec le Japon dès 1933, avec Mussolini pour la formation de l'Axe Rome-Berlin allait dans ce sens. L'aventure en Espagne, auprès du général Franco, constituait une autre condition importante

---

[912] DDF/III, Télégrammes n°2289, 2290. Confidentiel. Réservé. De M. François-Poncet à M. Delbos, Berlin, 25/07/1936, p.56.

[913] Viñas Ángel, *Franco, Hitler y el estallido de la guerra civil, antecedentes y consecuencias, op.cit.* p.399.
"El 25 de julio, Hitler supondría que Francia ayudaba, o iba a ayudar, al Gobierno de Madrid. Incurrió en un riesgo político y diplomático deliberado, porque la apuesta debió merecerle la pena. En tal valoración no coincidió con los ministerios de Negociaciones Extranjeros o de la Guerra, mucho más cautos."

[914] François-Poncet avertira d'ailleurs le gouvernement des nombreuses tentatives dilatoires de l'Allemagne au cours du mois d'août 1936 :
-DDF/III, Télégrammes n°2347, 2348. Confidentiel. Réservé. De M. François-Poncet, à M. Delbos, Berlin, 30/07/1936, p.79.
-DDF/III, Télégrammes n°2399 à 2404, De M. François-Poncet à M. Delbos, Berlin, 04/08/1936, pp.112-113.
-DDF/III, Dépêche n°1304, de M. François-Poncet à M. Delbos, Berlin, 19/08/1936, pp.250-252.

[915] Viñas Ángel, *Franco, Hitler y el estallido de la guerra civil, antecedentes y consecuencias, op.cit.* p.401.

vers la constitution de ce « pacte anti-Komintern »[916]. S'il nous semble donc que l'anticommunisme allemand était indéniable, et pouvait être une des raisons du soutien aux insurgés espagnols, Pierpaolo Barbieri a démontré à quel point l'intervention nazie en Espagne représentait, avant tout, une étape essentielle dans la politique économique du Troisième Reich, mettant notamment en avant le rôle de premier plan du Dr Schacht[917]. A la lumière de ces travaux, les raisons de l'intervention allemande furent à la fois d'ordre idéologique et économique, et constituaient un moyen d'entraîner son armée. Mais lorsque le gouvernement français eut connaissance des plans d'aides allemands aux rebelles espagnols, il misa sur le projet de non-intervention, se bornant ainsi à sa politique de négociation avec Hitler. Une aide à la République espagnole, qui faisait courir le risque d'une guerre internationale avec l'Allemagne, représentait une option bien trop téméraire. Le gouvernement de Léon Blum se résigna par conséquent à un projet international commun, bien plus rassurant. Le pacte de non-intervention, établi avec l'appui de ses alliés britanniques, avait pour objectif d'empêcher Hitler de trop déstabiliser l'Europe, tout en maintenant les espoirs franco-britanniques d'apaiser l'Allemagne. Malheureusement, ce plan ne fut jamais effectif, et eut même l'effet inverse, en augmentant considérablement la confiance d'Hitler en sa bonne destinée européenne. Une nouvelle fois réduites à de simples protestations, l'Angleterre et la France ne gênaient plus Hitler, et le libéraient dans sa quête expansionniste à l'est, notamment en Autriche et en Tchécoslovaquie.

De son entretien avec Hitler, le 2 septembre 1936 à Berlin, André François-Poncet informa également son gouvernement du peu de crédit que le Führer conférait au pacte qu'il avait pourtant signé :

> De l'Espagne, M. Hitler m'a parlé avec une passion mal contenue. Il a chaleureusement proclamé sa sympathie, son admiration pour les généraux espagnols […]. Il a marqué le peu de confiance qu'il avait dans la politique de non-intervention, préconisée par la France et l'Angleterre. Cette neutralité, selon lui, n'était pas sérieuse. A tout instant, elle se trouvait enfreinte. C'était la raison pour laquelle le Führer n'avait pas voulu adhérer à la constitution d'une commission ayant son siège à Londres. Il avait, pourtant, observé jusqu'à présent la plus grande modération. S'il avait seulement levé le petit doigt et laissé libre cours aux sentiments de son peuple, on aurait vu s'organiser en Allemagne des collectes et des manifestations formidables et se produire un immense

[916] Zorgbibe Charles, *Histoire des relations internationales, 1919-1945,* Paris, Hachette, 1994, p.220.
[917] Barbieri Pierpaolo, *La sombra de Hitler, el imperio económico nazi y la guerra civil española*, *op.cit* p.164.

élan populaire, auprès duquel les rassemblements des marxistes en d'autres pays auraient fait piteuse mine. Mais il avait préféré s'abstenir, pour ne pas envenimer les choses.[918]

En fait, Hitler ne croyait pas en une abstention collective, à laquelle il ne comptait de toute façon pas participer. Le Führer ne subissait en effet aucune pression importante de la part du couple franco-britannique, et se sentait guidé par la Providence. L'épisode rhénan n'avait fait que confirmer cette croyance, que l'on peut remarquer dans le rapport de François-Poncet. Hitler se sentait en confiance et bien aidé par sa propagande, il pouvait compter sur le soutien de sa nation. En évoquant une hypothétique mobilisation du peuple allemand à l'ambassadeur français, le chancelier allemand savait qu'il allait toucher à la peur des Français d'une nouvelle guerre. La France ne ferait rien sans l'aide britannique, ce qui lui offrait un peu de marge de négociations vis-à-vis de l'Espagne. La politique dilatoire de l'Allemagne nazie pour l'aboutissement du plan de contrôle du Comité de Londres, décrite tout au long de la deuxième partie de ce travail, s'inscrivait dans cette démarche confiante de l'Allemagne, en matière de politique internationale. Prenons un exemple éclairant qui se déroula à la fin décembre 1936, alors que la France et la Grande-Bretagne poussaient pour une adhésion pleine au projet de contrôle proposé. François-Poncet notait qu'Hitler souhaitait en fait attendre l'issue de certains combats, notamment de la bataille dans la Cité Universitaire de Madrid[919], espérait toujours un dénouement rapide des hostilités en Espagne. De fait, l'Allemagne adopta une attitude prudente et attentiste vis-à-vis des démarches du Comité de non-intervention, dénoncée par le rapport de l'ambassadeur français à Berlin au ministre Yvon Delbos[920]. Il faut toutefois signaler que l'Allemagne avait, le 18 novembre 1936, reconnu *de jure* le camp franquiste, ce qui allait en contradiction avec le principe de non-intervention souhaité par la France et la Grande-Bretagne. Le gouvernement français était donc pleinement renseigné des ambitions nazies, mais ne réagit pas avec fermeté, ce qui constitua, nous semble-t-il, son erreur. Les alertes de François-Poncet en ce sens furent nombreuses au cours de l'année 1937[921], mais le Front Populaire se maintenait dans la politique qu'il avait choisie sur le plan international.

[918] DDF/III, Annexe de la lettre de M. François-Poncet à M. Blumel, Personnel. Secret. Berlin, 10/10/1936, p.497-498.
[919] L'offensive franquiste ne mena à aucune victoire des rebelles sur Madrid et le conflit se poursuivit inlassablement.
[920] DDF/IV, Télégrammes n° 4328 à 4331, de M. François-Poncet à M. Delbos, Berlin, 28/12/1936, p.362.
[921] DDF/IV, Dépêche n°222, De M. François-Poncet à M. Delbos, Berlin, 18/02/1937, pp.808-809.

L'hostilité entre l'Allemagne et la France, depuis 1870, constitua donc un facteur dans la prise de décision du gouvernement français sur sa politique à l'égard de la guerre d'Espagne. La Grande Guerre, le traumatisme qu'elle engendra, le Traité de Versailles provoquant un ressentiment allemand envers la France, et l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933, furent des évènements importants à prendre en compte. Les alertes des services diplomatiques ou de renseignement, informant du retour progressif d'une menace allemande pour la France, furent nombreuses, mais les gouvernements français préférèrent écouter les formules apaisantes d'Hitler et opter pour une politique de négociations avec le régime nazi. La non-intervention de la France pendant la guerre d'Espagne s'inscrivait, à notre avis, dans cette logique d'apaisement, car elle se mêlait à une crainte d'un nouvel affrontement avec le voisin d'outre-Rhin, en cas de soutien militaire à la République espagnole. Conscient d'une intervention nazie auprès des troupes du général Franco, le gouvernement de Front Populaire s'engagea dans un projet d'abstention collective, à laquelle l'Allemagne n'avait aucune envie de souscrire. La grande erreur des gouvernements français fut de nier l'évidence des ambitions militaires et expansionnistes nazies et de ne pas recourir à la fermeté pour stopper les velléités d'Hitler. Cette non-intervention représenta en tout cas la concrétisation d'une vision erronée concernant l'Allemagne. En ne s'engageant pas en Espagne, le gouvernement français laissait la République livrée à son sort et, une fois sa non-intervention mise en place, afin de prémunir la France et l'Europe d'une nouvelle guerre, elle manqua de vigueur pour empêcher l'Allemagne d'intervenir, et n'obtint finalement que l'inverse de ce qu'elle souhaitait. En avril 1939, la République s'effondra au profit d'un régime autoritaire mené par Franco, et en septembre, la France se retrouva, de nouveau, dans une lutte meurtrière avec l'Allemagne.

Les enjeux internationaux eurent donc une influence non négligeable dans la décision française de ne pas intervenir en faveur de la République espagnole. La non-intervention constituait, avant tout, une politique en accord avec la volonté de paix de la France pour un continent européen sous tension, et une mesure en vue d'obtenir la sécurité collective nécessaire face aux crises internationales des années 1930, que la Société des Nations n'avait su résoudre, pour les raisons que nous avons évoquées précédemment. En outre, la prise en compte de la menace nazie par les gouvernements de Front Populaire devait se traduire, à

DDF/V, Télégramme n°1125, De M. François-Poncet à M. Delbos, Berlin, 15/03/1937, pp.165-166.

leurs yeux, par la voie de la négociation, dont le pacte de non-intervention en constituait une réalisation pratique. Ceci dit, il nous semble que la question de l'alliance avec la Grande-Bretagne, partenaire de la France dans la non-intervention en Espagne, nécessite également une analyse plus approfondie, afin de saisir dans sa globalité la complexité de la décision française à l'égard de la guerre civile espagnole.

3. La question de l'alliance avec la Grande-Bretagne.

Le pacte de non-intervention, que nous avons étudié au cours de la deuxième partie du point de vue de la France, ne résultait pas de la seule initiative des Français, mais constituait une politique commune de la France et de la Grande-Bretagne à l'égard de la guerre d'Espagne, ce qui nous interroge sur la prise en compte de l'alliance entre ces deux pays dans la décision prise par les gouvernements français par rapport au conflit espagnol, car comme nous l'avons constaté précédemment, aux velléités d'intervention en faveur de la République espagnole d'une partie du gouvernement français, les dirigeants du Front Populaire ne reçurent qu'un refus catégorique de la part de leurs homologues britanniques. L'obstacle majeur à une intervention de la France en Espagne ne fut-il pas en réalité l'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard de ce conflit ? Il semblerait en fait que la politique de non-intervention britannique en Espagne répondait à une stratégie diplomatique plus générale du gouvernement conservateur de Londres, ainsi qu'à la situation politique de la Grande-Bretagne, ce qui ne laissait d'autres choix que celui de la non-intervention. Outre ce contexte, les relations entre les deux pays, les rapports de force qui s'exerçaient au sein de cette alliance franco-britannique, ainsi que les différences de perspectives concernant le conflit espagnol, constituèrent autant de contraintes qui conduisirent la France à mettre en œuvre la politique de non-intervention en Espagne.

3.1 - Les raisons de la non-intervention britannique en Espagne.

Lorsqu'en août 1936, la Grande-Bretagne décida de soutenir la France dans le projet de pacte de non-intervention européen en Espagne, à aucun moment elle ne se sentit contrainte par ce pacte de neutralité qu'elle souhaitait et approuvait pleinement par ailleurs. En effet, cette politique extérieure correspondait parfaitement à l'attitude établie par le Gouvernement National conservateur et à leurs intérêts vis-à-vis de l'Espagne. Si la politique de non-intervention était commune à la Grande-Bretagne et à la France, force est de constater que les raisons qui conduisirent ces deux pays à pratiquer cette politique étaient de nature différente.

L'Apaisement comme stratégie globale à l'international.

En matière de politique étrangère, on peut constater après la consultation de nombreux travaux d'historiens sur cette période, une préférence pour une politique de conciliation et de pacification à l'international. Non pas que la Grande-Bretagne n'ait jamais eu à faire la guerre, loin s'en faut, mais l'Apaisement avec les autres puissances mondiales était la politique privilégiée par les différents gouvernements britanniques contemporains. L'historien Tim Bouverie rappelle que l'Apaisement ne datait pas des années 1930, mais demeurait bien une tradition qui remontait au siècle précédent :

> Ce ne fut pas Neville Chamberlain qui inventa la politique d'apaisement. Cette stratégie, que certains historiens font remonter à la diplomatie britannique du milieu du XIXème siècle, était devenue dès le début des années 1920 le principe moteur de la politique étrangère britannique. Anthony Eden déclara à plusieurs reprises à la Chambre des communes que l'objectif de la Grande-Bretagne était « l'apaisement de l'Europe », tandis que les diverses missions gouvernementales auprès d'Hitler et de Mussolini eurent toutes pour but de mettre en œuvre cette politique d'une façon ou d'une autre.[922]

Cette tradition débuta à partir du conflit entre la France et la Prusse en 1870, durant lequel la Grande-Bretagne du Premier Ministre Gladstone[923] décida de ne pas s'engager. L'Apaisement comme traitement des questions internationales de manière pacifique, devint alors une référence pour sa politique internationale et resta en vigueur jusqu'à la Première Guerre Mondiale. Traumatisée par les horreurs de la Grande Guerre, l'opinion publique britannique, au même titre que la française, exécrait la solution belliqueuse et se voulait profondément pacifique, ce qui poussait les gouvernements britanniques à renouer avec cette tradition. Le gouvernement du libéral Lloyd George approuva de fait la création de la Société des Nations en 1919, et en 1926, le Foreign Office offrait une nouvelle indication sur la priorité du pays dans les affaires internationales : "Notre unique but est de conserver ce que nous avons et de vivre en paix"[924]. Au cours des années 1930, tandis que la menace d'une nouvelle guerre internationale s'accentuait, la Grande-Bretagne décida de poursuivre ce pari de l'Apaisement, dans le but d'éviter de plonger le pays dans une nouvelle confrontation. Si l'on se réfère aux

[922] Bouverie Tim, *Apaiser Hitler*, Paris, Flammarion, 2019, p.192.
[923] William Ewart Gladstone fut Premier Ministre de Grande-Bretagne, quatre fois au cours de sa vie, entre 1968 et 1894. Il était membre du Parti Libéral britannique.
[924] Kennedy Paul, *Stratégie et Diplomatie (1870-1945)*, Paris, Economica, 1988, p.23.

propos de Paul Kennedy, auteur de *Stratégie et Diplomatie (1870-1945),* l'Apaisement s'expliquait par :

"une sérieuse conviction morale et un désir d'éviter la guerre; la croyance en l'harmonie internationale entre les peuples; le sentiment de faiblesse économique de la Grande-Bretagne; la dépendance britannique à l'égard de la paix mondiale; l'inquiétude concernant les responsabilités internationales qui ne pourraient être assumées par des forces défensives impuissantes; et la sensibilité d'un électorat condamnant les engagements politiques outre-mer, la politique de puissance et les guerres coûteuses."[925]

En 1936, lorsque la guerre d'Espagne éclata, la Grande-Bretagne se maintint dans cette ligne diplomatique, même s'il nous semble qu'il y eut deux époques distinctes d'Apaisement au cours des trois années que dura le conflit espagnol. Entre juillet 1936 et mai 1937, le Premier Ministre Stanley Baldwin préféra déléguer les compétences internationales à son Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, Anthony Eden, Comte d'Avon, et lui laissa la charge entière de la politique britannique en Espagne, comme le rappelait Eden :

Je retournai le 16 [août 1936] au Foreign Office. Mais le Premier Ministre, dont la santé avait laissé à désirer pendant tout l'été, avait dû prendre trois mois de repos complet, et il se trouvait alors en convalescence en Galles du Sud. J'avais donc la responsabilité de l'orientation de notre politique, sans avoir à lui référer fréquemment. Le 19 août, je pris la décision d'annoncer que la Grande-Bretagne appliquerait à l'Espagne un embargo sur les armes sans attendre la prise de positions d'autres puissances.[926]

Il nous semble que la décision de Baldwin de céder ses responsabilités à Eden s'expliquait tout d'abord par les problèmes de santé que connut le Premier Ministre à l'été 1936, et qui le poussèrent, en partie, à démissionner en mai 1937. De plus, après la démission de Sir Samuel Hoare de son poste aux Affaires Etrangères, en décembre 1935, à la suite de la crise en Abyssinie, Baldwin pressa Eden d'accepter la succession d'Hoare, après avoir écarté les noms de Austen Chamberlain et Lord Halifax: « Il semblerait que cela doive être vous »[927]. La nomination d'Eden à la tête du Foreign Office fut bien accueillie en France et en Allemagne,

[925] *Ibid.* p.25-26.
[926] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit*. p.455.
[927] Thorpe D. R., *Eden, The Life and Times of Anthony Eden, First Earl of Avon, 1897-1977*, *op.cit*. p.166.

l'historien D.R. Thorpe signalant notamment que le Comte d'Avon entretenait de bonnes relations avec Léon Blum, dès l'arrivée du leader socialiste au pouvoir :

> Léon Blum, qui allait devenir un ami proche d'Eden, devint formellement président du Conseil du gouvernement de Front Populaire le 18 juin 1936. Eden rencontra Blum pour la première fois le 15 mai pour des discussions autour de l'Abyssinie, une occasion marquée par un optimisme et une bonne volonté de part et d'autre. Eden trouva une figure civilisée et humaine à quelques semaines d'être au pouvoir, et alors qu'il faisait mieux connaissance avec Blum, il regretta qu'une telle figure, avec une force intellectuelle inébranlable, n'ait pas pris les rênes en France plus tôt. L'alchimie entre les deux fut immédiatement ostensible, bien aidée par les sensibilités littéraires de Blum et par son aura civilisée. Eden devint plus tard un hôte fréquent de la maison de Blum sur l'Île-Saint-Louis à Paris, où il pouvait jeter un œil à l'une des meilleures bibliothèques privées de France. Ils échangeaient des trésors et présents de leurs héritages littéraires respectifs.[928]

La bonne entente entre les deux hommes constitua, nous semble-t-il, une raison essentielle à la mise en application du pacte de non-intervention en Espagne et à son maintien, malgré la nuance apportée par l'historien Ilan Greilsammer, qui écrivait que le chef du gouvernement aurait probablement « largement surestimé l'amitié [d'Eden] à son égard »[929]. Même si la ligne d'apaisement d'Eden n'était en rien jusqu'au-boutiste, le leader du Foreign Office considérait que la non-intervention était une solution opportune, à condition qu'elle empêche les puissances fascistes de soutenir Franco. Anthony Eden désirait de fait une politique de non-intervention efficace, comme il le notait le 7 janvier 1937:

> La guerre civile espagnole a cessé d'être pour l'Espagne une affaire interne ; elle est devenue un champ de bataille international. Déterminer le caractère du futur gouvernement espagnol est désormais moins important pour la paix de l'Europe que d'empêcher les dictateurs d'être victorieux dans ce pays. L'étendue et la nature de l'intervention maintenant pratiquée

---

[928] *Ibid*, p.179.
"Léon Blum, who was to become a close friend of Eden, formally became Prime Minister of the Popular Front Government on 18 June 1936. Eden's first meeting with Blum was on 15 May for talks on Abyssinia, an occasion marked by optimism and goodwill on both sides. Eden found a civilised and humane figure on the verge of power, and as he got to know Blum better he regretted that such a figure, with his resolute intellectual force, had not held the reins in France earlier. The chemistry between the two was at once apparent, helped by Blum's literary sensibilities and civilised aura. Eden later became a frequent guest in Blum's house on the Île St-Louis in Paris, where he could browse in one of the finest libraries in France. They exchanged treasures and gifts from their respective literary heritages."
[929] Greilsammer Ilan, *Blum*, *op.cit*, p.379.

par l'Allemagne et par l'Italie ont montré clairement au monde que le but de ces puissances est d'assurer la victoire du général Franco, qu'il représente ou non la volonté du peuple espagnol…[930]

L'Apaisement tel qu'Eden la concevait s'orientait vers un maintien de la paix en Europe, mais pas à tout prix, la fermeté à l'égard de l'Allemagne et de l'Italie étant, à ses yeux, une condition *sine qua non* au succès de leur stratégie européenne. Cette vision n'était cependant pas partagée par l'ensemble du cabinet ministériel de Baldwin, et la perception ferme d'Eden n'était d'ailleurs pas majoritaire. Lorsque le Secrétaire d'Etat proposa, en décembre 1936, l'idée de la création d'un plan de contrôle en Espagne, conjointement avec la France, pour forcer les dictateurs à pratiquer une non-intervention efficace, et ainsi éviter le déclenchement d'une nouvelle guerre dans un futur proche, le reste du cabinet la rejeta tout simplement. Des membres du gouvernement, et en premier lieu Sir Samuel Hoare, jugeaient cette solution trop radicale, signalant qu'une telle proposition allait, à leurs yeux, à l'encontre de la non-intervention prônée par le *National Government*, qui visait à faire en sorte que la France résiste aux pressions intérieures et se maintienne dans une inaction officielle en Espagne[931]. En réalité, le courant d'Apaisement défendu par Eden trouvait de moins en moins d'adeptes dans le gouvernement conservateur, isolant ainsi progressivement le leader du Foreign Office du reste du Cabinet. L'arrivée de Neville Chamberlain au pouvoir le 28 mai 1937, à la place de Baldwin, ne fit que renforcer cette tendance et réduisit la marge de manœuvre d'Eden dans la politique extérieure de la Grande-Bretagne. Car, à la vision de fermeté envers les dictateurs européens, le nouveau Premier Ministre offrait une vision distincte de l'Apaisement britannique. Les notes qu'Ivan Maïsky, ambassadeur soviétique à Londres, rapporta dans son *Journal* la première conversation qu'il eut avec Chamberlain, le 29 juillet 1937, peuvent nous aider à cerner les velléités européennes du nouveau locataire du 10 Downing Street :

J'avais été informé, avant de voir Chamberlain, que la conclusion d'un pacte des quatre puissances, et particulièrement l'amélioration des relations entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, constituait la ligne générale de sa politique étrangère. J'ai voulu vérifier si cela était vrai et lui ai posé directement la question : quelle est à son avis la meilleure méthode pour parvenir à l'« apaisement de l'Europe » ?

[930] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit*. pp.488-489.
[931] Parker R.A.C., *Chamberlain and Appeasement, British Policy and the Coming of the Second World War*, Londres, The MacMillan Press, 1993, p.85.

Chamberlain, qui ne s'attendait visiblement pas à une question de cette sorte, a hésité et m'a regardé soit avec surprise soit avec embarras. Puis il a commencé à répondre […] : « […] L'apaisement de l'Europe est une affaire longue et complexe. Il exige une grande patience. […] » Le PM s'est arrêté un moment, a réfléchi et a repris : « Je pense qu'un règlement réussi de la question espagnole pourrait être la première étape directe vers l'apaisement de l'Europe. » […] « Il ne fait pas de doute que Mussolini a très envie de voir une Espagne fasciste. [….] Dans l'opinion de Mussolini, la victoire de Franco est nécessaire pour éviter que l'Espagne ne devienne un « Etat bolchévique ». Si Franco échoue, le triomphe du communisme en Espagne est, dit-il, inévitable, et c'est quelque chose que l'Italie ne peut accepter. »

« En plus de la question espagnole, il y a une seconde question urgente et très importante : la question allemande. […] Si nous pouvions amener les Allemands à la table des négociations et […] passer en revue la totalité de leurs réclamations, de leurs revendications et de leurs souhaits, cela contribuerait grandement à purifier l'air ou du moins à clarifier la situation présente. […] Si cela était possible, nous irions aussi loin que nous le pourrions pour les satisfaire […]. »[932]

Les propos rapportés par Maïsky nous renseignent assez clairement des ambitions de Chamberlain sur le plan international. Sur la volonté de paix en Europe, sa vision ne différait en rien de celle d'Eden, et le maintien de la paix devait être placé au centre de la politique extérieure de la Grande-Bretagne. Ce qui différait en revanche, c'était les moyens pour parvenir à l'Apaisement britannique. A ce titre, les mesures proposées par Chamberlain étaient nettement différentes de celles préconisées par le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères. Tandis que Chamberlain préférait privilégier la négociation avec les puissances fascistes pour les apaiser, Anthony Eden prescrivait une fermeté, considérée par le premier comme une action trop radicale. A contrario, le Premier Ministre recommandait des mesures patientes afin de ne pas risquer l'échec des négociations avec l'Allemagne et l'Italie. Nous touchons ici au cœur des débats qui eurent lieu au sein du gouvernement conservateur britannique, au cours des années 1937, 1938 et 1939. Le spécialiste de l'Apaisement britannique à l'égard des nazis, R.A.C. Parker, a d'ailleurs montré dans ses travaux les divergences entre Eden et Chamberlain à propos de la politique britannique envers Hitler et Mussolini :

En pratique, Eden et Chamberlain s'accordaient pleinement sur la question la plus importante de la politique étrangère : que la Grande-Bretagne pouvait et devait éviter

[932] Maïsky Ivan, *Journal, 1932-1943*, *op.cit*. p.164.

la guerre avec l'Allemagne. […] Alors qu'ils travaillaient ensemble, Chamberlain et Eden n'étaient pas d'accord sur les méthodes et les tactiques. Chamberlain, irrité par ce qu'il estimait être un manque de considération et une obstruction du Foreign Office, conclut finalement qu'Eden […] n'essayait pas suffisamment fortement et régulièrement de surmonter ces problèmes. Sur Mussolini, ils divergeaient fondamentalement. Chamberlain pensait que faire des sacrifices pour s'assurer de la bonne volonté de Mussolini en valait la peine ; Eden ne pensait pas possible de gagner l'amitié de Mussolini, et en aucun cas, que cela en valait la peine. Dès le début de 1938, Chamberlain décida, finalement, qu'il pourrait plus facilement essayer d'obtenir de meilleures relations avec l'Allemagne, l'Italie et le Japon, les ennemis potentiels de l'Empire britannique, sans Eden.[933]

Au sujet de la guerre d'Espagne, la perception ferme d'Eden le conduisait à suggérer que la non-intervention franco-britannique était la plus efficace possible, et que par conséquent, la Grande-Bretagne devait demander expressément que les puissances fascistes cessent leur aide militaire à Franco. Neville Chamberlain souhaitait, en revanche, la conclusion rapide de la guerre d'Espagne, « première étape directe vers l'apaisement de l'Europe », comme il le déclara à Maïsky. Pour obtenir cela, sans pour autant s'attirer les foudres de l'Allemagne et l'Italie, la Grande-Bretagne devait poursuivre la non-intervention telle qu'elle était alors : une politique qui favorisait le camp franquiste sur la République, considérée comme étant aux mains des communistes. Si dans sa vision de la politique étrangère espagnole, Eden considérait comme importante l'alliance et la bonne entente avec la France du Front Populaire, qui demandait une non-intervention efficace, Chamberlain, qui n'était en rien francophile, préférait obtenir les bonnes faveurs de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, même si cela signifier en contrepartie le sacrifice de l'Espagne républicaine.

Au cours de la deuxième partie de l'année 1937, Eden et Chamberlain s'affrontèrent donc sur la politique étrangère de la Grande-Bretagne. Considéré comme un « obstacle à un

[933] Parker R.A.C., *Chamberlain and Appeasement, British Policy and the Coming of the Second World War, op.cit.* p. 95.
"In practice, Eden and Chamberlain agreed wholeheartedly on the most important issue in foreign policy: that Britain could and should avoid war with Germany. […] As they worked together, Chamberlain and Eden differed over methods and tactics. Chamberlain, irritated by what he regarded as the insensitivity and obstructiveness of the Foreign Office, eventually concluded that Eden […] did not try sufficiently hard and steadily to overcome them. About Mussolini they disagreed more fundamentally. Chamberlain felt it worth making sacrifices to secure Mussolini's good will; Eden did not think it possible to gain Mussolini's friendship and, in any case, thought it not worth having. Early in 1938, Chamberlain decided, at last, that he could more easily attempt to win better relations with Germany, Italy and Japan, the potential enemies of the British Empire, without Eden."

accord avec les dictateurs »[934], et ne supportant pas la contradiction, Chamberlain fit en sorte que le chef du Foreign Office reste en marge du Cabinet. Les soutiens d'Eden faisaient défaut[935], et seul le député Churchill, parangon du courant antinazi des années 30, le soutenait dans sa fermeté à l'égard des dictateurs, sans être toutefois membre du *National Government*. Les relations entre les deux hommes se dégradèrent fortement au début de l'année 1938, ce que confirma Maïsky le 11 février dans son journal : « Les relations entre Eden et Chamberlain ne s'améliorent pas du tout. J'ai appris de diverses sources qu'Eden considère le règlement de la question espagnole comme le pré-requis fondamental à tout accord avec l'Italie, alors que Chamberlain est prêt à laisser tomber l'Espagne en dernier recours. »[936] Dans ses mémoires, Eden écrivait également : « Nous nous affrontions maintenant ouvertement, Chamberlain et moi »[937]. La fracture entre les deux conservateurs semblait s'accentuer à chaque décision au sujet de l'Italie. Enrique Moradiellos signale que « l'isolement d'Eden au sein du Cabinet fut largement démontré au cours des réunions du 8 et du 22 décembre »[938], au cours desquelles ses positions étaient constamment rejetées. A la mi-janvier, Eden s'opposa à la reconnaissance de l'Abyssinie italienne, tandis que Chamberlain la souhaitait. Le premier déclara que Mussolini était « un vrai gangster », mais le second ne cherchait qu'à négocier avec lui[939]. Les frictions atteignaient alors le point de non-retour. Cette situation aussi insupportable qu'interminable prit fin lorsque le Premier Ministre traita des questions internationales sans en avertir son Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères. Sans aucune autre option possible, Eden décida, le 20 février, de présenter sa lettre de démission à Neville Chamberlain :

Les évènements de ces derniers jours ont mis en évidence notre désaccord, sur une décision de grande importance par elle-même et de grande portée dans ses conséquences. Je ne puis recommander au Parlement une politique que je n'approuve pas. En outre, je suis de plus en plus conscient, comme vous-même je le sais, de la divergence de vues qui existe entre nous à l'égard des problèmes internationaux actuels, ainsi que des méthodes par lesquelles nous

[934] *Ibid.* p. 96.
[935] Dans le gouvernement, seuls MacDonald et Elliot, respectivement Secrétaires d'Etat aux Dominions et à l'Ecosse, partageaient les vues d'Eden.
[936] Maïsky Ivan, *Journal, 1932-1943, op.cit.* p.186.
[937] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit*. p.624.
[938] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*, p.235.
[939] Thorpe D. R., *Eden, The Life and Times of Anthony Eden, First Earl of Avon, 1897-1977, op.cit.* p.201;203.

devrions chercher à les résoudre. […] C'est pour ces raisons qu'avec un très profond regret, j'ai décidé de vous quitter, vous et vos collègues […].[940]

L'annonce de la démission d'Eden de son poste au Foreign Office marqua, nous semble-t-il, un tournant, car elle permit à Chamberlain de mettre totalement en application sa politique d'Apaisement en Europe. En plaçant un de ses hommes, Lord Halifax, à la tête du Foreign Office, le Premier Ministre était ainsi en mesure de négocier avec l'Italie et l'Allemagne. Le départ d'Anthony Eden du *National Government* convenait, en tout cas, aux Italiens, comme l'a montré D.R. Thorpe : « […] il était dans les intérêts italiens de le voir remplacé au Foreign Office par une personnalité plus malléable »[941]. L'Italie pouvait ainsi poursuivre ses plans, et notamment son aide auprès de Franco, sans s'attirer les foudres du gouvernement britannique. Chamberlain maintint la non-intervention en Espagne, même si elle demeurait inefficace. Sacrifier l'Espagne républicaine afin d'obtenir en retour une pacification de l'Allemagne et l'Italie dans le reste de l'Europe constitua le moyen pour le Premier Ministre de l'apaiser.

L'attitude de la Grande-Bretagne face à la victoire de Franco.

Hormis la traditionnelle politique d'Apaisement, d'autres arguments poussèrent le gouvernement britannique à pratiquer la non-intervention en Espagne. Pour les Britanniques, le maintien de la paix était en règle générale une condition nécessaire à la bonne santé des intérêts britanniques, considérée comme une priorité absolue par les différents gouvernements, ainsi la politique de non-intervention en Espagne prétendait dégager des profits politiques et économiques pour la Grande-Bretagne.

Sur le plan politique, un premier constat peut être établi : le Gouvernement National conservateur avait une préférence pour une victoire des rebelles sur la République, sans que cette préférence ne constitue pour autant un soutien direct. Dans ses mémoires, Anthony Eden nous fait part, dès le début du conflit espagnol, de la crainte des dirigeants britanniques que le

[940] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit*. p.670.
[941] Thorpe D. R., *Eden, The Life and Times of Anthony Eden, First Earl of Avon, 1897-1977, op.cit.* p.209. " […] it was in Italy's interests to see him replaced at the Foreign Office by a more malleable personality."

gouvernement républicain ne cède au communisme. Cet amalgame se diffusa au sein du Foreign Office par l'intermédiaire de l'ambassadeur républicain à Londres, Julio López Oliván, en juillet 1936 :

> Le 24 juillet, […] M. Olivan, un ami de vieille date, vint me voir, très inquiet et déprimé. Il pensait que la guerre civile aboutirait à la constitution d'un gouvernement communiste ; auquel cas, disait-il, non seulement lui, mais plusieurs autres membres du personnel de l'ambassade d'Espagne, donneraient leur démission. Et si les rebelles gagnaient, il ferait de même, car la tragédie dans laquelle sombrait l'Espagne était à son avis sans issue.[942]

L'ambassadeur finit d'ailleurs par démissionner de son poste dans la capitale anglaise à la fin août 1936. Nous pouvons constater une autre preuve de cet amalgame des conservateurs britanniques dans le journal de l'ambassadeur soviétique Maïsky en janvier 1937: « En octobre dernier, le gouvernement britannique a clairement misé sur la victoire de Franco. Ce n'était que trop évident au sein de la fameuse Commission de non-intervention. […] En outre la haine de classe à l'égard de l'URSS demeure une réalité bien établie. »[943] Si nous pouvons relever une nouvelle fois le mépris de Maïsky envers le Comité de Londres, l'anticommunisme du gouvernement conservateur de Baldwin puis de Chamberlain était de notoriété publique. Les exactions sur le territoire républicain au cours de l'été, marquées par les incendies de lieux de culte, les assassinats de religieux, portèrent largement préjudice à l'image d'une République considérée, dès lors, comme un régime instable et révolutionnaire. Les exécutions de prisonniers civils par les républicains, en octobre 1936, renforça l'inquiétude des Britanniques[944]. Face à une Seconde République en proie au chaos, le camp rebelle de Franco représentait une solution certes imparfaite, mais qui permettait de ramener l'ordre dans le pays. Si en Grande-Bretagne, une minorité était en faveur d'une victoire de Franco, comme le laissait paraître Maïsky dans son journal, il nous est apparu que le rétablissement de l'ordre, que supposait une victoire de Franco, était bien perçu à Londres. Par son inefficacité, la non-intervention favorisait les insurgés en empêchant l'implantation du communisme en Espagne.

A l'anticommunisme avéré du *National Government*, pour expliquer la préférence d'une victoire franquiste en Espagne, s'ajoutait le maintien des intérêts économiques de la

[942] Eden Anthony, *Face aux dictateurs, op.cit*. p.451.
[943] Maïsky Ivan, *Journal, 1932-1943, op.cit.* p.151.
[944] Avilés Farré Juan, *Pasión y farsa, franceses y británicos ante la guerra civil española*, *op.cit*. p.46.

Grande-Bretagne dans la péninsule ibérique. Tandis que dans le camp républicain, des voix s'élevaient en faveur d'une collectivisation des terres, l'intérêt de Franco à s'attirer le soutien financier des grands propriétaires terriens du pays semblait en adéquation avec les intérêts économiques du gouvernement conservateur britannique. Les entreprises britanniques basées en Espagne étaient effrayées par les conséquences potentielles qu'avait, à leurs yeux, la dérive de la réforme agraire républicaine vers une collectivisation, qui aurait mis en péril leurs intérêts économiques et, de fait, ceux de la Grande-Bretagne. Pour autant, il serait erroné de croire que cet intérêt ait toujours conduit à de bonnes relations entre les Britanniques et les rebelles. Au premier trimestre de l'année 1937, la "crise de la pyrite" dégrada momentanément leurs liens : les exportations de fer et de pyrite vers la Grande-Bretagne, à hauteur de 45% avant la guerre civile, diminuèrent quand les nationalistes décidèrent d'envoyer une large part de ces exportations en Allemagne et en Italie, compensations de l'aide accordée par les deux puissances. Cette décision causa des dommages financiers pour les compagnies britanniques implantées dans la péninsule, telles que *Río Tinto Company Ltd.*, dans la province de Huelva. En réponse, Eden proposa le 1er mars 1937 de bloquer les envois de pyrite en Allemagne et en Italie par l'intermédiaire de la flotte britannique. Une proposition rejetée par le reste du Cabinet car une telle mesure pouvait conduire à une guerre avec l'Allemagne. Cette objection démontrait également que les conservateurs souhaitaient conserver de bonnes relations avec les insurgés. Le blocus envisagé par Eden n'aurait pas été favorable à Franco qui n'aurait pas pu payer les allemands et les italiens. Malgré le fait que Franco ait dénoncé la propriété, par des Britanniques, de mines situées en Espagne, une victoire des rebelles était plus avantageuse pour l'économie britannique. Les arguments économiques dépassant le reste, le Foreign Office se borna seulement à de simples contestations contre le camp insurgé, comme le signale Moradiellos:

> En accord avec la décision ministérielle, le Foreign Office limita ses démarches face aux autorités franquistes à protester contre l'importance des saisies, à solliciter des compensations pour les compagnies britanniques touchées et à demander des garanties sur l'approvisionnement vers la Grande-Bretagne.[945]

[945] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*. p.147. "De acuerdo con la decisión ministerial, el Foreign Office limitó sus gestiones ante las autoridades franquistas a protestar por la magnitud de las incautaciones, solicitar compensaciones para las compañías británicas afectadas y pedir garantías sobre los suministros al Reino Unido."

Après des négociations avec Nicolás Franco, frère et Secrétaire général du *Caudillo*, les Britanniques n'obtinrent que des garanties des contrats avec les compagnies britanniques situées en Espagne. Le succès de ces négociations s'expliquait à la fois par le maintien d'un marché économique important pour les insurgés, et par la réaffirmation des intérêts économiques britanniques. S'en suivit un regain des relations, avec la levée des interdictions du gouvernement franquiste sur les exportations de compagnies, tels que *Río Tinto* dans d'autres pays européens, au début de l'année 1938[946]. A la fin de l'embargo s'ajouta un échange d'agents entre les gouvernements de Burgos et de Westminster, ainsi que de nombreux échanges commerciaux. Enrique Moradiellos a d'ailleurs montré que la Grande-Bretagne importa 325 000 tonnes de pyrite de la zone franquiste au cours de l'année 1938, ainsi que 750 000 tonnes de fer[947], mais ses importations comportaient également des produits alimentaires, notamment en provenance des îles Canaries. En contrepartie, les exportations de la Grande-Bretagne (vers l'Espagne) étaient presque totalement à destination de la zone nationaliste. Le général Franco était très conscient de l'enjeu que représentait cette relation économique pour la victoire de son camp lors de la guerre d'Espagne. Afin de conserver son "allié" britannique, Franco alla même jusqu'à refuser des concessions à Hitler, comme le soulignait Ponce Alberca:

> L'importance économique incontestable des anglais en Espagne atteignait un tel point que Franco résistait à la tentative des allemands de contrôler des entreprises dans des secteurs clés comme, par exemple, le secteur minier. Qu'elle que fusse l'aide militaire envoyée par Hitler, il est indéniable que l'Espagne franquiste était dans l'orbite économique de l'Angleterre. Cela représenterait un facteur essentiel pour comprendre le déroulement de la guerre civile, l'entente spéciale entre le gouvernement conservateur britannique et le camp nationaliste.[948]

Les avantages économiques de la Grande-Bretagne en cas de victoire de Franco en Espagne, n'incitaient pas les dirigeants conservateurs britanniques à remettre en cause la politique de

[946] Gómez Mendoza Antonio, *El "Gibraltar" económico": Franco y Río Tinto, 1936-1954*, Madrid, Civitas, 1994, p. 47.
[947] Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión, el Gobierno británico y la guerra civil española*, *op.cit*. p.149.
[948] Ponce Alberca Julio, *La Guerra Civil y el Peñón de Gibraltar*, Historia Contemporánea, n°41, 2010, p.334.
"La incontestable importancia económica de los ingleses en España alcanzaba tal grado que Franco se resistió a que los alemanes intentaran controlar empresas en sectores clave como, por ejemplo, la minería. Por mucha ayuda militar que enviase Hitler, lo cierto es que la España franquista aún estaba en la órbita económica de Inglaterra y ese sería un factor esencial para comprender el curso de la guerra civil, el especial entendimiento del gobierno conservador británico con el bando nacional."

non-intervention qui, comme nous l'avons déjà constaté, favorisait dans les faits davantage les rebelles que les républicains espagnols.

La question de Gibraltar, colonie britannique depuis 1704 enclavée dans la province de Cadix en Andalousie et base britannique, fut également sujette à discussion au cours de la guerre d'Espagne, et ici encore, l'attitude des autorités britanniques de Gibraltar allait d'emblée porter préjudice aux républicains. Les nombreuses réformes de la Seconde République avaient été accueillies avec méfiance par les dignitaires et commerçants de Gibraltar. Lorsque la guerre éclata, de nombreux espagnols, ainsi que les Britanniques vivant en Espagne, traversèrent la frontière de La Línea de la Concepción en direction du Rocher, pour fuir les combats. Plus de 5000 réfugiés arrivèrent à Gibraltar, ce qui causa des problèmes de logement et de salubrité. Les autorités durent par conséquent gérer les arrivées de réfugiés et les droits d'asile, issus du chaos. Au début du mois d'août 1936, les attaques aériennes, en provenance de Ceuta, touchèrent également Gibraltar. Le haut-dignitaire Brooks protesta avec véhémence auprès du gouvernement républicain, mais ce fut Franco qui répondit le plus vite en envoyant le général Kindelán pour présenter ses excuses, qui marquèrent le début des très bonnes relations entre les insurgés et la colonie. Au bout de quelques semaines, les rebelles occupaient la province de Cadix et le détroit de Gibraltar, ce qui facilita les rapports entre les deux parties. En octobre 1936, Franco demanda à ce qu'un bureau officieux soit placé sur la colonie, sous la direction de Ricardo Goizueta. Un bureau que les Britanniques refusèrent de reconnaître officiellement, pour maintenir les chances de réussite de la non-intervention, même si l'historien Julio Ponce Alberca le qualifia de "consul de l'ombre"[949]. Le gouvernement républicain protesta à son tour contre ce consul officieux, qui serait déplacé de l'autre côté de la frontière à la fin de l'été 1937. Dans le cadre des échanges d'agents entre Burgos et le Gouvernement National, un consulat fut créé et dirigé par Luciano López Ferrer, à partir de janvier 1938, et constitua une sorte de passerelle entre la Grande-Bretagne et l'Espagne franquiste. Les relations positives entre les deux parties se poursuivirent en 1938, avec notamment la construction de l'aéroport de Gibraltar qui était pleinement approuvée par les autorités franquistes. Si d'une part, les Britanniques de Gibraltar, entretenaient une affinité avec le camp franquiste, Ponce Alberca a démontré, à l'inverse, toute l'hostilité exprimée envers la Seconde République:

[La disparition de la République] fut en partie la conséquence des instructions implicites des différents gouvernements britanniques (Baldwin, Chamberlain), mais à

[949] *Ibid*. p.330.

Gibraltar le rejet du régime républicain atteignit une intensité spéciale en raison du climat conservateur présent au sein des groupes dirigeants dans la colonie.[950]

Du point de vue britannique, Gibraltar demeurait indispensable, de par sa situation géographique, et représentait une base stratégique dans la Méditerranée qu'il convenait de conserver à tout prix. Les troupes de Franco occupant toute la zone autour du détroit, la Grande-Bretagne se devait, nous semble-t-il, d'entretenir de bonnes relations avec les nationalistes, afin d'éviter un risque d'une invasion et la possibilité de perdre une base importante. Preuve des faveurs offertes par les Britanniques aux rebelles, à la différence des navires républicains, les navires de guerre franquistes purent se ravitailler en combustible sur le Rocher de Gibraltar. Les troupes italiennes avaient également l'autorisation de débarquer à Gibraltar pour ensuite passer la frontière espagnole. Le cas de Gibraltar fut ainsi, à notre avis, assez significatif du parti pris des Britanniques.

Le choix de la non-intervention constitua donc un choix marqué par des raisons économiques. Par son inefficacité, elle favorisait le camp franquiste, dont la victoire permettait de conserver certains avantages économique et son maintien dura tant qu'elle ne mettait pas en péril les intérêts de la Grande-Bretagne. L'historien Martin Thomas confirme que l'efficacité de la non-intervention n'était importante, aux yeux des dirigeants conservateurs, qu'en vertu des intérêts britanniques:

> Tout d'abord la non-intervention était destinée à contenir les tensions internationales causées entre la France et l'Union Soviétique d'un côté, et le Portugal et les puissances fascistes d'un autre. Que la non-intervention soit pratiquée […] comme prévu à l'origine, ou par l'intermédiaire d'un pouvoir naval, comme ce qui arriva finalement, n'importait pas spécialement, sauf si cela devait affecter la puissance navale britannique dans d'autres régions du globe. Ensuite, la politique britannique était conçue pour préserver des relations politiques et commerciales raisonnables avec le futur vainqueur en Espagne.[951]

---

[950] *Ibid.* p.324.
"[La desaparición de la República] fue en parte consecuencia de las directrices implícitas de los distintos gabinetes británicos (Baldwin, Chamberlain), pero en Gibraltar, el rechazo contra el régimen republicano adquirió una especial intensidad por la atmósfera conservadora de los grupos directores en la colonia."

[951] Thomas Martin, *Britain, France and Appeasement, Anglo-French Relations in the Popular Front Era*, Oxford, Berg, 1996, p.93.

Les intérêts économiques de la Grande-Bretagne en Espagne conduisaient donc le gouvernement conservateur à ne pas remettre en cause une politique de non-intervention en Espagne qu'il savait inefficace. Au fur-et-à-mesure de la guerre, les dirigeants britanniques constataient le déséquilibre qu'impliquait le pacte de non-intervention, et qui menait inéluctablement vers une victoire des franquistes et permettait un statu quo économique pour les Britanniques. Le gouvernement n'avait, de fait, aucun intérêt à dévier de sa politique internationale à l'égard de la guerre civile espagnole.

Une opposition à gauche indécise.

Si nous avons pu constater précédemment que l'opposition de droite et d'extrême-droite française avait influencé la décision du Front Populaire de prôner la non-intervention en Espagne, il nous semble pertinent d'analyser, de façon analogue, la question du poids de l'opposition de la gauche britannique dans le choix de la politique étrangère du *National Government*.

Nous devons, en premier lieu, mesurer les capacités de la gauche britannique à s'allier dans un combat commun, en vue d'une union de ses forces, à l'instar des gauches espagnole et française. A la différence de ce qui se passait chez ses voisins européens, la création d'un Front Populaire en Grande-Bretagne ne fut jamais une réalité, même si des pourparlers eurent lieu dès mars 1934, quand le parti communiste britannique et le parti travailliste indépendant (ILP)[952] proposèrent, par l'intermédiaire d'une lettre de son leader Archibald Fenner Brockway au parti travailliste, d'unifier toutes les composantes de gauche. Arthur Henderson, Secrétaire du parti travailliste, répondit à l'ILP que, malgré les convictions communes en matière de lutte contre le Fascisme, expliquant que « le Bureau Exécutif National [soutenait] que la réelle unité pour une action commune par les travailleurs était déjà établie par

"Firstly, non-intervention was intended to contain the international frictions caused between France and the Soviet Union on the one hand, and Portugal and the fascist powers on the other. Whether non-intervention was practised […] as originally intended, or with some naval muscle as eventually occurred, did not especially matter, except in so far as it affected British naval power in others regions of the globe. Secondly, British policy was intended to preserve reasonable political and trading relations with the eventual victor in Spain."

[952] Independent Labour Party (ILP) : Parti Travailliste Indépendant, considéré comme l'aile gauche du Labour Party. Dans les années 30, il fut dirigé par Archibald Fenner Brockway, qui soutiendrait la création et l'action des Brigades Internationales en Espagne.

l'intermédiaire des organisations représentatives »[953] du *Labour Party*, de l'ILP, de la *Socialist Union* et des syndicats. Le lendemain, Henderson donna au PCGB les raisons de son refus d'alliance :

De l'opinion du Bureau Exécutif National, il serait insensé d'ignorer les différences fondamentales de politique et de méthode, qui existent entre le parti travailliste et le parti communiste, et de constituer un soi-disant « Front Uni », derrière lequel une intense propagande communiste s'exercerait contre les organisations associées. Le parti communiste ne croit pas à la démocratie parlementaire. Les partis communistes sont autorisés par la Troisième Internationale à entrer au Parlement, non pas dans le but d'une collaboration, mais dans le but de détruire le Parlement « de l'intérieur ». […]

En d'autres termes, l'attitude du parti communiste envers le Labour et les mouvements syndicaux est une représentation erronée, une dénonciation et une perturbation. Il est, par conséquent, difficilement envisageable que le Bureau Exécutif National soit en capacité de placer sa confiance dans une « action commune » avec n'importe quelle organisation, dont les activités classiques sont inspirées par une telle hostilité avérée, et dont l'objectif est de détruire l'influence du parti travailliste et de bouleverser ses adhérents.[954]

Le Secrétaire général du parti travailliste transmet une réponse négative manifeste, qui s'expliquait, d'après l'historien Paul Lees, par le fait « qu'en 1929, l'Internationale communiste avait traité les travaillistes de « sociaux-fascistes »[955], termes qui correspondaient à la rhétorique souhaitée par Moscou, au début des années 30, atténuée par l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne. Dans l'esprit d'Henderson, l'équation était limpide : le parti travailliste ne collaborerait pas avec le parti communiste en vue de la création d'un Front

[953] PHM, Lettre d'Arthur Henderson à Archibald Fenner Brockway, 01/03/1934.

[954] PHM, Lettre d'Arthur Henderson au secrétariat du parti communiste de Grande-Bretagne, 02/03/1934.
"In the opinion of the National Executive, it would be idle to ignore fundamental differences of policy and method which exist between the Labour Party and the Communist Party, and to establish a so-called "United Front" behind which intensified Communist propaganda would be carried on against associated organisations. The Communist Party does not believe in Parliamentary Democracy. Communist Parties are allowed by the Third International to enter Parliament not for the purpose of organic work, but in order to destroy Parliament "from within". […]
In other words, the attitude of the Communist Party towards the Labour and Trade Unions Movements is one of misrepresentation, denunciation and disruption. It is hardly to be expected, therefore, that the National Executive would be able to place any faith in "common action" with any organisation whose normal activities are inspired by such avowed hostility and whose aim is to destroy the Labour Party's influence and to disrupt its membership."

[955] Lees Paul, « La gauche britannique devant les enjeux internationaux de la Guerre d'Espagne » dans Martínez-Vasseur Pilar (Coord.), *La Guerre Civile espagnole: du réel au légendaire (1936-2006)*, Nantes, CRINI, 2006, p.72.

Populaire. L'argumentation des travaillistes ne changea pas au cours de la deuxième moitié de la décennie, réduisant à néant la possibilité d'une action commune des formations de la gauche britannique. En juin 1936, Herbert Morrison, membre travailliste du Parlement, affirma dans un article qu'une unité était impossible. Malgré les différents appels du leader communiste Harry Pollitt qui, la même année, soulignait que « les divisions au sein du mouvement socialiste en France et en Espagne étaient terminées »[956], menant à des Front Populaire victorieux aux élections, Morrison rejetait l'argument, en déclarant que la comparaison avec la situation en France n'était pas judicieuse. Le député travailliste exposa la différence entre son parti démocratique britannique et le parti communiste, d'obédience moscovite et révolutionnaire donc considéré comme antidémocratique : une union avec les communistes était, à ses yeux, aussi inconcevable qu'une alliance avec les fascistes. Il conclut qu'un front uni avec les communistes ne constituerait pas « une voie vers le pouvoir », mais bien « un chemin vers la ruine »[957]. Pourtant, les communistes avançaient l'idée selon laquelle la division de la gauche britannique empêchait toute tentative d'obstruction contre le *National Government* conservateur et le Fascisme international. En septembre 1936, Rajani Palme Dutt, journaliste et théoricien communiste, notait dans le *Labour Monthly* que « les forces populaires étaient toujours muselées par le manque de front populaire en Grande-Bretagne et que, par conséquent, le gouvernement national britannique était capable d'agir dans la pratique comme un allié déguisé du fascisme »[958]. En 1937, Pollitt rejeta la comparaison de Morrison, entre communistes et fascistes, rappelant que l'absence d'union entre sociaux-démocrates et communistes avait conduit à l'avènement d'Hitler au pouvoir en Allemagne[959], mais ses appels ne furent jamais entendus par les travaillistes britanniques. La division semblait irréconciliable et l'union impossible, l'historien K.W. Watkins, qui a étudié au début des années 1960 les divisions existantes dans la gauche britannique résumant ainsi la situation:

> Ce n'était pas une simple division entre un parti travailliste social-démocrate et un parti communiste marxiste. Au contraire, il s'agissait d'une division entre d'un côté l'Aile Droite du parti travailliste et ses syndicats, ainsi que la plupart des leaders, et d'un autre côté une

[956] PHM, Pollitt, Harry: "The case for unity" dans Pollitt, Harry: *Unity, Peace and Security,* Londres, Democratic Left, 1936, p.8.
[957] PHM, Morrison, Herbert: "The case against unity" dans Pollitt, Harry: *Unity, Peace and Security,* Londres, Democratic Left, 1936, p.7.
[958] PHM, *Labour Monthly*, Londres, numéro 9, septembre 1936, p.531.
"[…] the popular forces are still strangled by the lack of the People's Front in Britain; and in consequence the British National Government is able to act as in practice the covert ally of Fascism".
[959] PHM, Pollitt, Harry: *Labour's way forward,* Londres, Democratic Left, 1937, p.5.

alliance officieuse et difficile de l'Aile Gauche du parti travailliste et ses syndicats, le parti communiste, le parti travailliste indépendant, et d'autres groupes.[960]

Si l'opposition, en France, était puissante bien que divisée, en Grande-Bretagne, il nous semble évident que le manque d'union de la gauche ait été à l'avantage du gouvernement conservateur, dans la deuxième partie des années 30. Son manque de poids, en tant qu'opposition, la desservit et laissait au *National Government* la liberté d'agir politiquement à sa guise. L'historien Andrew Thorpe confirme que le parti travailliste représentait la « seule opposition sérieuse au Gouvernement National mais que du fait de « ses divisions internes », le parti ne fut « jamais proche du pouvoir »[961].

Si l'opposition de gauche n'exerça aucune pression importante sur le gouvernement britannique, les dirigeants du *National Government* se trouvaient en mesure de choisir la politique qu'il désirait, ce qui n'était pas le cas de leurs homologues français, et étaient libres de mettre en application leur stratégie d'apaisement, concrétisée en Espagne par la non-intervention, et se retrouvait par conséquent en position de force pour inciter la France à suivre leur ligne diplomatique. La situation était d'autant plus simple qu'à l'été 1936, cette politique était globalement soutenue par l'opposition de gauche. Le 21 août 1936, le chargé d'affaires à Londres, Roger Cambon, rédigea un rapport à Delbos expliquant ce soutien à la non-intervention :

> Les critiques très vives dont est l'objet de la part de l'opposition et de sa presse […] la politique du gouvernement britannique dans les affaires d'Espagne ne doivent pas faire illusion sur les sentiments réels de l'Angleterre.
>
> La presque unanimité des conservateurs, de nombreux travaillistes parmi lesquels les Unions syndicales, sont partisans d'une attitude de neutralité. En ce qui concerne les Trade Unions, d'ailleurs toutes anticommunistes, l'essai de souscription en faveur du prolétariat espagnol a dû être arrêté après avoir obtenu de très faibles résultats. […]

---

[960] Watkins K.W., *Britain divided: the effect of the Spanish Civil War on British Political Opinion*, Thomas & Sons, 1963. p.142.
"It was not a simple division between a Social Democratic Labour Party and a Marxist Communist Party. On the contrary, the division was between the Right Wing of the Labour Party and trade unions, including most of the leaders, on the one hand, and the other an unofficial and uneasy alliance of the Left Wing of the Labour Party and trade unions, the Communist Party, the Independent Labour Party, and other groups."
[961] Thorpe Andrew, *Britain in the 1930s*, Oxford, Blackwell Historical Association Studies, 1992, p.59.

Lorsqu'au cours de ces dernières semaines, le cabinet de Londres a accueilli puis soutenu les initiatives françaises, il s'est orienté vers l'obtention de résultats vitaux au point de vue international, mais cependant négatifs, et qui de ce fait répondaient très exactement aux tendances de l'opinion anglaise.

Cette orientation s'est effectivement traduite par la mise en application par l'Angleterre de dispositions légales unilatérales qui me semblaient devoir rester en vigueur aussi longtemps que se prolongeront les luttes espagnoles.[962]

A l'été 1936, l'adhésion au projet de neutralité en Espagne, regroupant toutes les puissances européennes, était quasi-totale dans les différentes formations politiques britanniques. A gauche, malgré quelques réticences originelles chez les communistes, on décida de soutenir la proposition franco-britannique, tant qu'elle serait admise et appliquée par l'Allemagne et l'Italie. Le maintien de la paix que supposait une non-intervention effective correspondait aux désirs des partis politiques en Grande-Bretagne, comme le confirme Juan Avilés Farré :

En définitive, l'adéquation entre le gouvernement et l'opposition sur les principes de la démocratie parlementaire et la défense de la paix facilitait en Grande-Bretagne un consensus essentiel de sa politique extérieure, y compris sur des thèmes comme celui de la guerre civile espagnole, pour laquelle les sympathies des conservateurs et des travaillistes s'orientaient vers des directions opposées.[963]

Les infractions répétées du pacte de non-intervention, que nous avons détaillé auparavant, conduisirent le parti travailliste à revoir, peu à peu, sa position par rapport à la guerre d'Espagne, en passant d'une adhésion totale à un rejet du pacte. Les premières critiques travaillistes arrivèrent début octobre 1936, à l'occasion de la Conférence du parti, au cours duquel, le conflit espagnol « faillit diviser le parti » d'après Paul Lees[964]. Arthur Greenwood, qui occupait le second poste au sein du *Labour*, proposa une résolution qui allait dans le sens d'un pacte de non-intervention efficace. Au cours de nos recherches, nous avons eu accès aux

[962] DDF/III, Télégrammes n°1611 à 1613, de M. Cambon à M. Delbos, Londres, 21/08/1936, p.264.

[963] Avilés Farré Juan, *Pasión y farsa, franceses y británicos ante la guerra civil española, op.cit.* p.27.
"En definitiva, la coincidencia de gobierno y oposición en los principios de la democracia parlamentaria y la defensa de la paz facilitaban en Gran Bretaña un consenso básico en política exterior, incluso en temas como el de la guerra civil española, en el que las simpatías de conservadores y laboristas se orientaban en direcciones contrapuestas."

[964] Lees Paul, « La gauche britannique devant les enjeux internationaux de la Guerre d'Espagne », *op.cit*. p.77.

compte-rendus des débats organisés du 5 au 7 octobre, au cours desquels Greenwood déclara, durant l'après-midi du 5, que « la violation de ce nouveau projet international par l'Allemagne et l'Italie [devait] conduire inévitablement à une reconsidération de la situation par les autres puissances », tout en ajoutant que le Conseil national travailliste était « en charge de veiller constamment à la situation »[965]. Plusieurs autres membres allaient dans le sens d'une non-intervention claire et efficace et mettaient en garde les voix dissonantes qui appelaient à intervenir directement auprès des républicains espagnols. La résolution fut votée[966] par la Conférence à 1 836 000 voix pour, contre 519 000 et il fut admis que le parti travailliste devait exercer une pression sur le Gouvernement National pour une bonne application de la non-intervention. Le républicain Jiménez de Asúa intervint le 7 octobre pour dénoncer la « monstruosité » de la non-intervention, reprenant ainsi les termes de Del Vayo à la SDN quelques jours plus tôt. A l'issue de cette intervention, et compte-tenu des preuves des violations italo-allemandes de la non-intervention, Clement Attlee, leader du parti travailliste exigea, via une motion, des gouvernements britannique et français de prendre des mesures « pour maintenir l'autorité du gouvernement constitutionnel d'Espagne et rétablir la loi et l'ordre sur son territoire »[967]. Cette motion fut approuvée unanimement. L'ambassadeur Corbin avait décrit les décisions sur le point d'être prises comme « le début d'une orientation nouvelle de la politique du Labour Party »[968]. Néanmoins, Paul Lees précise que « les responsables travaillistes ont mis un an avant de se prononcer clairement contre les violations du pacte », ce qui leur valut de nombreuses critiques à gauche. Ce ne fut qu'en 1939 que le parti travailliste décida de se montrer plus ferme à l'égard des puissances fascistes, alors que l'hypothèse d'une nouvelle guerre internationale ne semblait plus faire de doute. La passivité avec laquelle la gauche britannique réagit à la duperie de la non-intervention ne put influencer les décisions politiques du Gouvernement National britannique en matière de politique internationale. L'impossibilité d'une union de la gauche rendant déjà difficile l'élaboration d'une opposition solide au gouvernement, la mollesse des dirigeants travaillistes ne modifia pas la donne politique.

[965] PHM, Retranscription de la Conférence du parti travailliste britannique, 05/10/1936, p.169.
[966] *Ibid*, p.181.
[967] PHM, Retranscription de la Conférence du parti travailliste britannique, 07/10/1936, p.258.
[968] DDF/III, Télégrammes n°1906, de M. Corbin à M. Delbos, Londres, 03/10/1936, p.465.

La non-intervention britannique était donc due, nous semble-t-il, à plusieurs raisons : la tradition historique d'apaisement du pays ne permettant pas sa participation dans des affaires étrangères ; l'anticommunisme du Gouvernement National aux mains des conservateurs ; les intérêts économiques qui découlaient d'une victoire de Franco; et l'absence d'opposition forte à gauche qui, à l'image du parti travailliste, soutint d'abord la non-intervention en Espagne, avant de critiquer le manque de fermeté de la Grande-Bretagne et de la France pour sa bonne application.

Outre ces raisons, il nous a également semblé que cette décision politique de ne pas intervenir dans la guerre civile espagnole obtenait le soutien d'une large partie de l'opinion publique britannique. A la différence de la France, si la guerre d'Espagne a passionné la Grande-Bretagne, la question ne divisa pas pour autant le pays. Comme l'ont démontré les recherches de R.A.C. Parker, le soutien en faveur du camp du général Franco en Grande-Bretagne était restreint, même dans le parti conservateur : « En octobre 1938, 57% des personnes interrogées étaient en faveur du gouvernement espagnol, 9% pour Franco, et les 34% restants n'avaient pas d'opinion. »[969] A gauche, l'intérêt suscité par le conflit espagnol l'amène à porter un soutien humanitaire aux victimes. Rappelons ici le profond sentiment pacifiste qui régnait à la fois au sein de la classe politique mais aussi au sein de l'opinion publique. La Première Guerre Mondiale, qui avait fait 750 000 morts dans le camp britannique et bon nombre de "gueules cassées" et de veuves, fut un traumatisme pour toute une génération. Le *No More War Movement* (NMWM), association pacifiste, créé en 1921 et présidé par le député travailliste Fenner-Brockway, en constituait la preuve. Par le biais de journaux nationaux comme *The Guardian*, le mouvement anti-guerre se développa et toucha les consciences des Britanniques. Selon des études récentes, le mouvement, dont un des grands objectifs était le désarmement du pays, atteignit le pic des 3000 membres à la fin des années 1920. Lorsque la guerre d'Espagne débuta, la majorité des Britanniques était empreinte de ce pacifisme, et la non-intervention adoptée par le gouvernement de Baldwin allait clairement dans ce sens. Le gouvernement ne pouvait se passer de l'appui de son opinion publique, et nous l'avons vu, même l'opposition semblait soutenir sa politique internationale en Espagne, tout du moins au début du conflit. La menace hitlérienne et le sentiment qu'une nouvelle guerre semblait inéluctable réduisirent, peu à peu, le pacifisme ambiant. Les

[969] Parker R.A.C., *Chamberlain and Appeasement, British Policy and the Coming of the Second World War, op.cit.* p.89.

Britanniques étaient davantage favorables au réarmement pratiqué par Chamberlain, malgré l'Apaisement.

La faible connaissance de la population britannique sur les autres pays, probablement en partie due à son insularité, pourrait aussi expliquer pourquoi l'opinion publique britannique ne pouvait sûrement pas saisir pleinement les enjeux que représentait une intervention en-dehors de ses frontières, a fortiori en Espagne et dans le cadre d'un conflit à ses débuts à caractère national, un pays pour lequel les Britanniques exprimaient également une certaine défiance, comme l'écrit Michael Alpert:

> Il serait incorrect de décrire ici l'image défavorable de l'Espagne en Angleterre, où la majorité de la population n'avait jamais visité ce pays, ni connu d'Espagnol, et voyait toujours l'Espagne sous le prisme de la "Légende Noire" de l'Inquisition et des corridas de taureaux.[970]

Les Britanniques n'auraient peut-être pas compris l'intérêt d'aller faire la guerre, dans un pays qu'ils ne connaissaient pas, et le soutien de l'opinion publique n'aurait probablement pas été garanti. La population britannique restait d'ailleurs profondément attachée aux principes démocratiques, héritage datant de la rédaction de la *Magna Carta* de 1215, texte fondateur de la démocratie, de la liberté et du droit sur l'île britannique, qui stipulait qu'aucun homme, pas même le roi, ne se situait au-dessus de la Loi. A ce titre, toute intervention britannique dans la guerre civile espagnole aurait également été, de ce point de vue, contraire à ce que proclamait la Grande Charte de 1215, dans la mesure où elle aurait signifié une ingérence d'une puissance étrangère dans la Loi espagnole.

Il nous paraît également important de citer ici la crise de la monarchie comme raison ayant influencé la politique extérieure britannique de l'époque. A la fin de l'année 1936, la Grande-Bretagne fut frappée par une crise de sa monarchie sans précédent : le 11 décembre, le roi Edouard VIII, couronné le 20 janvier à la suite de la mort de son père Georges V, décida d'abdiquer de son trône au profit de son frère, couronné les 9 et 10 mai 1937 sous le nom de Georges VI. Ces deux évènements marquèrent six mois de bouleversements pour la monarchie britannique et le Gouvernement National. L'historien Jean Des Cars définit cet

[970] Alpert Michael, "A Salvo de las bombas: los niños vascos en Inglaterra", *op.cit*. p.27.
"Sería ocioso aquí describir la imagen desfavorable tenida de España en Inglaterra, donde la mayoría de la población nunca había visitado ese país ni conocido a un español, y veía a España todavía por el prisma de la 'Leyenda Negra' de la Inquisición y de las corridas de toros."

évènement comme "un séisme sans équivalent, un traumatisme pour tout le monde"[971]. On peut imaginer que ces deux péripéties furent considérées comme plus importantes que la guerre d'Espagne, contemporaine à ces évènements. Le gouvernement de Stanley Baldwin dut gérer une situation aussi difficile qu'inédite, car l'éventualité d'un mariage entre Edouard VIII et Wallis Simpson, pour les raisons déjà mentionnées, n'était absolument pas au goût de l'*Establishment* conservateur. Si la version officielle britannique affirmait qu'Edouard VIII avait abdiqué par amour pour Wallis Simpson, des archives du FBI ont démontré que cette abdication était une volonté du Gouvernement de Baldwin, bien décidé à écarter le couple en raison de leurs sympathies pour les Nazis[972]. Si Stanley Baldwin pensait qu'Edouard préfèrerait le trône à Wallis Simpson, le roi finit par abdiquer et fut, par la suite, éloigné du pouvoir, en étant nommé "gouverneur général des Bahamas".

Au cours de cet épisode, le gouvernement dut gérer la transition entre les deux rois, il n'est donc pas étonnant de voir un Stanley Baldwin, déjà peu intéressé par les Affaires étrangères, laisser le soin de ses dossiers à Eden pour se consacrer pleinement à ce problème. C'est à l'occasion du couronnement de George VI, les 9 et 10 mai 1937, de ce moment d'instabilité que Manuel Azaña, président de la Seconde République espagnole, envoya Julián Besteiro, fraîchement nommé ambassadeur en Grande-Bretagne auprès du nouveau roi Georges VI, pour ouvrir des négociations avec le Foreign Office, comme l'écrit l'historien Georges Soria[973]. La tentative républicaine s'avéra infructueuse, mais traduisit une certaine fragilité des autorités britanniques, qui n'allaient finalement pas prendre le risque de modifier leur politique extérieure en Espagne et s'enferrer dans une guerre à l'étranger. De nombreuses raisons conduisirent les dirigeants britanniques à la politique de non-intervention au cours de la guerre d'Espagne. Il faut désormais nous interroger sur l'alliance politique et diplomatique entre la France et la Grande-Bretagne, qui menèrent ce projet en commun, et sur l'hypothèse selon laquelle la Grande-Bretagne se retrouvait en position de force diplomatique vis-à-vis de son voisin d'Outre-Manche.

[971] Edouard VIII, agent des nazis ?", Emission "L'ombre d'un doute", diffusé sur France Télévisions, le 6 février 2013.
[972] Le roi Edouard VIII était en effet admiratif des mesures prises par Hitler en matière d'économie, et le couple avait effectué une visite à Hitler, à Berchtesgaden, en octobre 1937.
[973] Soria Georges, *Guerre et Révolution en Espagne*, Tome IV, Paris, Robert Laffont, 1975, p.66.

3.2 - Alliance franco-britannique : Fidélité ou soumission?

Dans son ouvrage *Pasión y Farsa, Franceses y británicos ante la guerra civil española*, Juan Avilés Farré note que malgré le fait que « l'Accord de non-intervention ne fonctionnait pas de manière efficace », « le Foreign Office et le Quai d'Orsay s'accrochèrent à cette politique»[974]. C'est justement la relation réelle entre la France et la Grande-Bretagne et les rapports de force entre les deux pays que nous comptons désormais analyser.

Une politique commune de raison.

Il nous paraît important de rappeler ici que la politique de non-intervention en Espagne fut le fruit d'une collaboration commune et au cours de la guerre d'Espagne, plusieurs acteurs témoignèrent d'une finalité commune recherchée dans le pacte de non-intervention par les Français et les Britanniques, même si les motivations étaient fort différentes. Un télégramme réservé, issu des Archives Diplomatiques françaises, rédigé par Charles Corbin et transmis à Yvon Delbos, rapporte une conversation entre l'ambassadeur français à Londres et Anthony Eden au sujet de l'Espagne, le 24 octobre 1936. A cette occasion le diplomate français indiqua avoir « dit à M. Eden que le gouvernement de la République restait strictement fidèle aux principes qui ont conduit à la mise en œuvre de l'accord de non-intervention »[975]. Le Secrétaire du Foreign Office confirmait cette fidélité française à la politique commune en Espagne, dans ses mémoires, évoquant qu'en novembre 1936, Delbos « avait insisté sur l'amitié étroite et confiante qui régnait entre la France et la Grande-Bretagne » et « avait affirmé la totale similitude de leurs convictions et de leurs intérêts »[976]. Les déclarations du ministre des Affaires Etrangères français avaient pour but de maintenir l'unité d'action et la cohésion entre les deux pays, alors sous le feu des critiques en raison de l'inefficacité de la non-intervention. Une cohésion née de la rencontre, précédemment citée, entre Blum et Eden, en mai 1936, lorsque le nouveau président du Conseil avait insisté sur la « nécessité de la coopération anglo-française » en matière de politique extérieure. Ainsi, le pacte de non-

[974] Avilés Farré Juan, *Pasión y farsa, franceses y británicos ante la guerra civil española, op.cit.* p.70.
[975] DDF/III, Télégramme n°2067 à 2069. Réservé. De M. Corbin à M. Delbos, Londres, 24/10/1936, p.617.
[976] Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, *op.cit*. p.468.

intervention en Espagne constitua une des mesures phare de la collaboration entre les deux démocraties[977].

Toutefois, à notre avis, ces témoignages, faisant part d'une France et d'une Grande-Bretagne unie main dans la main au sujet de l'Espagne, ne doivent pas nous faire oublier un certain déséquilibre dans le rapport de forces entre les deux puissances. Jean Lacouture a suggéré que si Blum « avait fait le choix décisif pour l'alliance anglaise » dès son investiture, les dirigeants conservateurs britanniques (mis à part Eden) prirent leur temps avant d'inviter leurs homologues du Front Populaire à Londres[978]. Le cabinet de Stanley Baldwin exhibait une certaine méfiance envers la coalition populaire, attendant de percevoir son orientation. L'absence des communistes dans le gouvernement du 4 juin 1936 et la rencontre positive entre Blum et Eden en mai, avaient partiellement convaincu les Britanniques qu'une alliance était possible. Cependant, les deux pays ne considéraient pas cette entente de la même manière : les Français faisant le pari de l'alliance avec la Grande-Bretagne afin de maintenir la paix en Europe ; les Britanniques poursuivant leur politique d'apaisement et observant de manière attentiste la suite des évènements pour envisager une collaboration plus étroite. Les velléités d'intervention du Front Populaire auprès de la Seconde République espagnole, dévoilées dans la presse française d'opposition en juillet 1936, déjà mentionnées, leur offrirent un premier élément de réponse. Blum se trouvant à Londres pour une première visite officielle, les dirigeants conservateurs recommandèrent la « prudence » à Blum. Le gouvernement français effectua une volte-face et se dirigea finalement vers la non-intervention. Ce revirement de situation se devait autant à une volonté de calmer l'opposition sur le plan national, comme nous l'avons vu, qu'à un souhait de satisfaire les Britanniques, opposés à toute intervention en Espagne. Ainsi, la question d'une pression britannique sur les Français nous semble légitime et fut maintes fois posée par les contemporains de la période, ainsi que par bon nombre d'historiens. Comme nous l'avons mentionné au cours de la partie précédente, aucune archive officielle n'a pu confirmer réellement cette hypothèse. Les rencontres entre les amiraux Darlan et Chatfield, ainsi que la discussion entre l'ambassadeur Clerk et Delbos, la première semaine du mois d'août 1936, achevèrent de convaincre les Français du bien fondé de la solution non-interventionniste. Juan Avilés Farré précisa toutefois que dans le cas de Sir George Clerk, l'initiative ne provenait pas du Foreign Office :

[977] La France et la Grande-Bretagne demeuraient des partenaires privilégiés sur les questions internationales. La crise en Abyssinie à partir de 1935, ou celle de Munich en 1938 montrèrent un certain degré de coopération.
[978] Lacouture Jean, *Léon Blum, op.cit.* pp.314-315.

> Ensuite, de manière « totalement personnelle » et « sous sa propre responsabilité », il avertit [Delbos] du danger de « toute action qui puisse définitivement compromettre le gouvernement français avec un camp du conflit » et rendre ainsi plus difficile la coopération étroite entre la Grande-Bretagne et la France, qu'exigeait la crise. […] Londres approuva la gestion de l'ambassadeur qui, apparemment, agit effectivement sans instructions préalables. D'après un membre de l'ambassade britannique, l'avertissement put avoir été décisif sur le résultat du débat au sein du gouvernement français […].[979]

Des accusations de pressions sur la France, provenant de l'opposition travailliste et communiste, alimentèrent cette hypothèse. Dans le numéro de septembre 1936 du *Labour Monthly*, Rajani Palme Dutt dénonça le rôle du Gouvernement National dans la décision française de s'abstenir en Espagne : « C'est cette ligne britannique qui a conduit le gouvernement de Front Populaire français à cet effort désespéré de garantir un embargo similaire sur les approvisionnements de la part des puissances fascistes »[980]. Il cita par la suite le *Manchester Guardian Weekly* du 21 août 1936, qui informait que la France souhaitait intervenir mais que le gouvernement britannique fut celui qui l'en empêcha. Quelques semaines plus tard, d'autres membres du parti travailliste allèrent dans ce sens, lors du Congrès du parti, début octobre. Au cours des débats, le député David Grenfell affirma que le gouvernement français avait sa part de responsabilité dans la non-intervention, mais que le cabinet de Baldwin n'était pas exempt de tout reproche :

> Il est vrai qu'au regard de cette politique de non-intervention il y eut des doutes exprimés, même au sein du Conseil National du parti travailliste […]. Je me tiens ici aujourd'hui avec la conviction que le gouvernement français se décida finalement après consultation avec du gouvernement britannique. Je crois que les deux sont tous aussi responsables de cette politique de non-intervention.[981]

---

[979] Avilés Farré Juan, *Pasión y farsa, franceses y británicos ante la guerra civil española, op.cit.* pp.16-17.
"Luego, de manera "enteramente personal" y "bajo su propia responsabilidad", le advirtió acerca del peligro de "cualquier acción que pudiera definitivamente comprometer al gobierno francés con un bando del conflicto" y hacer así más difícil la estrecha cooperación entre Gran Bretaña y Francia que requería la crisis. […] Londres aprobó la gestión del embajador, que al parecer actuó efectivamente sin instrucciones previas. Según un miembro de la embajada británica, la advertencia pudo haber sido decisiva para el resultado de la discusión en el seno del gobierno francés […]."

[980] PHM, *Labour Monthly*, Londres, numéro 9, septembre 1936, p.531.
"It is this British line that has driven the French People's Front Government to the desperate expedient of endeavouring at any rate to secure a similar embargo on supplies from the Fascist Powers."

[981] PHM, Retranscription de la Conférence du parti travailliste britannique, 05/10/1936, p.172.

Si Grenfell laisse entendre qu'une pression du gouvernement britannique aurait été exercée sur celui de Blum à l'occasion de cette « consultation », l'ancien ministre de l'Agriculture travailliste Christopher Addison accuse directement le cabinet de Baldwin : « Je veux que vous ne perdiez pas de vue le fait que cette affaire de la non-intervention est conduite et a été manigancée […] au Foreign Office […]. »[982] Outre l'opposition travailliste, le leader communiste Harry Pollitt signalait, en 1939, qu'en dépit des nombreuses accusations envers la France pour sa politique de non-intervention, le vrai coupable restait bel et bien le gouvernement britannique, qui avait forcé le Front Populaire français à proposer cette solution de compromis[983]. Quelle crédibilité pouvons-nous accorder à ces témoignages, et notamment à ceux des opposants au gouvernement conservateur ? Il nous semble évident, pour les raisons que nous avons avancées plus haut, que la Grande-Bretagne n'allait pas déroger à sa position pacifiste en Espagne. Par l'entremise de déclarations non officielles, le cabinet de Blum prit acte du rejet catégorique des Britanniques et décida de ne prendre aucun risque pouvant mettre en péril l'alliance qu'elle désirait. Les conservateurs britanniques s'étaient montrés très clairs sur les conditions nécessaires à une bonne entente entre les deux gouvernements. De fait, le président du Conseil fit un choix stratégique et de raison en adoptant la non-intervention. A défaut de pouvoir aider les républicains espagnols, il pouvait élaborer un pacte empêchant sur le principe les puissances fascistes de soutenir les rebelles nationalistes en Espagne, avec le soutien de la Grande-Bretagne, permettant de renforcer la position diplomatique de la France en Europe. A ce sujet, Yvon Delbos déclarait d'ailleurs en septembre 1936: « Nous savions que des peuples amis n'auraient pas approuvé une politique d'intervention par des fournitures d'armes et par conséquent ne nous auraient pas suivis dans ses conséquences. »[984] Afin d'obtenir le soutien de la Grande-Bretagne, le Front Populaire refusa de venir au secours de la République espagnole et la sacrifia pour une politique qui ne fut qu'un écran de fumée.

"It is true that in regard to this doctrine of non-intervention there were doubts expressed, even in the National Council of Labour […]. I stand here to-day believing the French Government made up his mind finally after consultation with the British Government. I believe they are both equally responsible for this policy of non-intervention."

[982] PHM, Retranscription de la Conférence du parti travailliste britannique, 05/10/1936, p.174.
"I want you to bear in mind that this non-intervention business is being conducted and was devised […] at the Foreign Office […]."

[983] PHM, Harry Pollitt, « Spain : what next ? », Parti Communiste de Grande-Bretagne, Londres, 17/03/1939, p.1.

[984] « Un exposé de M. Yvon Delbos sur la politique extérieure », *Le Populaire*, Paris, numéro 4964, 14/09/1936, p.3.

Faiblesse diplomatique du Quai d'Orsay : « soumission » à la Grande-Bretagne ?

Pour autant, la chronologie des évènements peut-elle nous faire envisager une dépendance de la France à la Grande-Bretagne ? Si une alliance renforçait la position diplomatique française, ne faut-il pas y voir plutôt la preuve d'une dépendance à la Grande-Bretagne ? Si nous prenons en compte le portrait dressé par l'ambassadeur soviétique Ivan Maïsky, le 31 mars 1938, de son homologue Charles Corbin, également en poste à Londres, nous serions tentés de croire à une faiblesse diplomatique française : « L'ambassadeur français a considérablement vieilli depuis l'année dernière. Il marche désormais voûté, ses cheveux ont blanchi et son visage est couvert de rides. Il est l'image même de la crise que connaît la France ! »[985] Cette description de Maïsky aurait pu être perçue comme un simple jugement de valeur, mais la dernière phrase nous interroge sur sa vision de la France et de sa diplomatie. Le Quai d'Orsay serait-il devenu vieillissant au cours de la deuxième moitié des années 30 ? Un retour sur la situation de la diplomatie française durant la période d'Entre-deux-guerres nous semble nécessaire, afin de mieux appréhender la conjoncture des années de 1936 à 1938.

Au début de l'année 1934, la France était gangrenée, comme nous l'avons vu auparavant, par les scandales politico-financiers successifs, et à l'issue de la démission du gouvernement de Camille Chautemps, suite à l'Affaire Stavisky, le président Albert Lebrun nomma Gaston Doumergue comme président du Conseil, qui plaça l'expérimenté Louis Barthou aux Affaires Etrangères. Agé de 72 ans lors de sa nomination, Barthou avait occupé à de nombreuses reprises des postes dans des ministères depuis 1894. Jean-Baptiste Duroselle signalait qu'avec son arrivée, « on a l'impression d'une brève période d'incontestable redressement sur le chemin de la décadence »[986]. Profondément hostile à l'Allemagne et conscient de la menace nazie, Barthou tenta essentiellement de doter la France d'une sécurité collective. Il fut un des instigateurs du rapprochement avec l'URSS, matérialisé par la signature d'un plan secrètement établi avec Litvinov. Barthou souhaitait une alliance à l'Est avec l'URSS, la Pologne et la Tchécoslovaquie, et fut d'ailleurs considéré comme « l'artisan de la Petite Entente qui resserrait les liens de la France et des puissances de l'Europe centrale »[987]. Pour Duroselle, ce pacte constituait « un moyen psychologique d'opérer le

[985] Maïsky Ivan, *Journal, 1932-1943, op.cit.* p.198.
[986] Duroselle Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939, op.cit.* p.89.
[987] Encyclopédie Universalis – Louis Barthou, https://www.universalis.fr/encyclopedie/louis-barthou/ (Consulté le 08/02/2022).

changement profond que Barthou voulait apporter à la politique française »[988]. Malheureusement, il n'en eut pas la possibilité, car lors de la visite du roi Alexandre de Yougoslavie à Marseille, il fut une victime collatérale de l'attentat des nationalistes croates visant le monarque. Sa disparition fut un coup énorme porté à la diplomatie française et son successeur Pierre Laval poursuivit sa politique « mais en l'édulcorant »[989] et souhaitait un rapprochement avec l'Allemagne et l'Italie, ce qu'exécrait Barthou. Faute d'avoir pu mettre en place le pacte à l'Est désiré par Barthou, Laval signa une alliance bilatérale avec l'URSS en 1935, par l'intermédiaire du pacte d'assistance mutuelle. Cette incapacité à protéger la France par une sécurité collective se poursuivit au cours des années suivantes, qui marquèrent la décadence du Quai d'Orsay et son isolement diplomatique croissant. L'arrivée au pouvoir du Front Populaire et celle de l'inexpérimenté Yvon Delbos ne purent freiner cette trajectoire. Dans son discours à la Chambre des Députés le 5 décembre 1936, Delbos rejeta les critiques d'un isolement de la France en politique extérieure, ayant au préalable exposé les alliances de la France avec la Grande-Bretagne, la Belgique, les Etats-Unis, l'URSS et la Pologne, ainsi que celles de la Petite Entente (Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie) :

> Ce simple tour d'horizon est, me semble-t-il, la meilleure réponse à ceux qui nous accusent de manquer de vigilance ou de rayonnement, et qui annoncent chaque jour des renversements d'alliances et des constellations nouvelles. Je crois pouvoir dire que nous n'avons pas perdu de terrain, que nous avons même gagné, bien que nous n'ayons pas orchestré chaque progrès réalisé. […] Mais on aurait tort de voir dans cette réserve un signe de faiblesse ou d'inaction. Et à ceux qui parlent d'isolement, je réponds que la France peut avec fierté faire le compte des sympathies et des appuis qui l'entourent.[990]

Les propos de Delbos visant à rassurer sur l'action diplomatique du gouvernement de Front Populaire, en vue d'obtenir des soutiens dans le monde, masquaient une réalité toute différente. L'alliance avec la Belgique ne la protégeait pas réellement d'une menace allemande, celle de la Petite Entente s'essoufflait et serait dissoute en 1938, les Etats-Unis étaient repliés sur eux-mêmes. Quant au pacte avec l'URSS, était-il réellement opérant ? Finalement, l'isolement de la diplomatie rendait la France dépendante de ses relations avec les autres pays, tout au moins aux yeux des autres puissances, son influence semblait en tout cas

[988] Duroselle Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939, op.cit.* p.121.
[989] Zorgbibe Charles, *Histoire des relations internationales, 1919-1945, op.cit.* p.205.
[990] « La déclaration de M. Yvon Delbos, hier, à la Chambre », *Le Populaire*, numéro 5046, 05/12/1936, p.5.

affaiblie. Nous avons pu constater que lorsqu'il se réfère dans son journal aux démocraties occidentales, Maïsky place presque systématiquement la France après la Grande-Bretagne. Simple manœuvre rhétorique ou réelle réflexion politique ? A notre avis, le diplomate soviétique considérait la France comme étant l'alliée soumise de la Grande-Bretagne. Une position partagée également par la diplomatie républicaine espagnole. Dans une lettre du 12 août 1937, l'ambassadeur à Paris Ossorio indiquait que dans un avenir proche, seule l'Angleterre pourrait avoir une influence sur la guerre d'Espagne : « Le moment n'est plus éloigné où l'Angleterre serait appelée à être le seul arbitre en Espagne. »[991] Si la République considérait la France comme un de ses alliés, elle la sentait toutefois soumise au bon vouloir de la Grande-Bretagne.

Comment donc expliquer cette faiblesse diplomatique française ? Ici encore, l'étude approfondie du fonctionnement du Quai d'Orsay publiée par Duroselle, nous offre une bonne indication :

> L'impression que l'on éprouve […] est que le Quai d'Orsay a su se donner d'excellents ambassadeurs, avides d'informations étendues, ayant leur franc-parler, ne sortant pas de leur rôle, qui était de proposer des solutions, subordonnant avec abnégation leurs vues personnelles à la politique de l'Etat […].
>
> Ce qu'on peut par contre se demander, c'est si le Quai d'Orsay, et surtout le ministre des Affaires Etrangères, a toujours su bien les utiliser. Cela tenait en partie au ministre et aux relations personnelles qu'il entretenait avec ses envoyés. […] Qu'il s'agisse de Laval, dont la vision du monde était superficielle, de Delbos, qui était hypnotisé par un nombre limité de problèmes, […] les propositions, les plans des ambassadeurs ne paraissent guère avoir été suivis. Quant aux relations avec le Quai d'Orsay, elles paraissaient avoir été meilleures dans la période où Massigli contrebalançait en quelque sorte Léger. Lorsque celui-ci eut éloigné son « rival » et attiré à sa place les hommes de son « clan », Charvériat et Rochat, elles devinrent plus difficiles […].[992]

Suite à cette analyse de Duroselle, précisons qu'à propos des dissensions au sein du Quai d'Orsay et de la rivalité entre le Secrétaire général Alexis Léger et son directeur-adjoint René Massigli, les deux considéraient qu'il fallait opter pour une opposition à Hitler, mais que les moyens et les alliances pour y parvenir différaient. Massigli était, plus qu'aucun autre au Quai

[991] FJN, 1 MES 3100 0000 5001 0009, 12/08/1937.
[992] Duroselle, Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939, op.cit.* p.281.

d'Orsay, conscient du péril que représentait le Führer, et aspirait à une alliance avec l'Italie pour empêcher Mussolini de tomber dans les mains d'Hitler. Léger concevait, avant toute autre chose, la nécessité de l'alliance avec la Grande-Bretagne. Cependant, Massigli était subordonné à Léger, qui allait même éloigner le premier du centre décisionnaire en 1938, en le nommant ambassadeur en Turquie. Avec Charvériat, sous-directeur d'Europe, et Rochat, son adjoint, Léger possédait alors un groupe pro-britannique bien décidé à développer l'entente avec le *National Government*. Les Britanniques possédaient ainsi des alliés à l'intérieur de la diplomatie française. Le rôle d'Alexis Léger dans l'orientation diplomatique a souvent été questionné, au cours des décennies, et notamment durant la crise munichoise en septembre 1938. La difficulté de juger l'action et l'influence réelle du poète et diplomate[993] s'explique par le fait qu'il ne laissa que peu d'écrits sur la période qui nous intéresse. Il n'écrivit pas de mémoires, ce que déplorait un de ses collaborateurs Etienne de Crouy-Chanel, dans l'ouvrage qu'il lui consacra, *Alexis Léger, l'autre visage de Saint-John Perse*[994]. Au cours de nos recherches, nous n'avons malheureusement pas trouvé de documents écrits de la main de Léger. Nous reprendrons par conséquent les différentes analyses, effectuées sur le sujet à partir des travaux des différents historiens sur la question et des anciens collaborateurs de Léger au Quai d'Orsay, afin de dresser un portrait du Secrétaire général et de dégager son rôle dans la crise espagnole.

En 1925, Léger était déjà dans la diplomatie depuis presque dix ans. D'abord spécialisé sur les questions asiatiques, il avait été un des hommes de l'ombre présents à Locarno pour assurer une paix durable en Europe. Il avait eu l'ambition, comme Briand, prix Nobel de la Paix, de mener le monde à une sécurité collective, par l'intermédiaire de la SDN et par un rapprochement de la France avec l'Allemagne[995]. Il devint Secrétaire du Quai d'Orsay en 1933. Il se distingua par sa longévité au Quai d'Orsay, ce que dénonça *L'Action Française* en 1935, soupçonnant notamment, en vain, une appartenance à la franc-maçonnerie[996]. Entre 1933 et 1940, il connut en effet seize gouvernements différents, et douze ministres des Affaires Etrangères. Pour expliquer la longue durée de son action diplomatique, les différentes mémoires de collaborateurs et travaux d'historiens, auxquels nous avons eu

[993] Alexis Léger eut une carrière littéraire importante sur le pseudonyme de Saint-John Perse, avant et après sa carrière diplomatique. Une fondation est dédiée à sa mémoire littéraire et diplomatique : http://fondationsaintjohnperse.fr/ (Consulté le 09/02/2022).

[994] Crouy-Chanel (de) Etienne, *Alexis Léger, l'autre visage de Saint-John Perse*, Paris, Picollec, 1989, p.111.

[995] Pallandre Christian, « L'ombre et le regard. Quel a été le rôle d'Alexis Léger dans les Accords de Munich ? », Aix-en-Provence, *Souffle de Perse*, Fondation Saint-John Perse, numéro 15, 2011, p.33.

[996] Sainte-Suzanne (de) Raymond, *Une politique étrangère, Le Quai d'Orsay et Saint-John Perse à l'épreuve d'un regard*, Paris, Viviane Hamy, 2000, p.22.

accès, relèvent qu'Alexis Léger avait l'oreille des hommes politiques, qu'ils soient ministres des Affaires Etrangères ou présidents du Conseil. Faut-il considérer qu'il disposait d'une influence au point de décider de l'orientation de la politique étrangère française ? D'après Etienne Crouy-Chanel, dont le témoignage avait aussi pour objectif de réhabiliter son supérieur, Léger disposait d'une grande capacité de persuasion. Toutefois, d'après lui, Léger savait rester à sa place de Secrétaire général, qui lui imposait seulement de conseiller et de se subordonner à la décision du ministre des Affaires Etrangères :

> Les ressources de sa dialectique étaient remarquablement riches. Il possédait et maniait déjà toutes les techniques de ce qu'on appelle maintenant la « communication ». L'influence que lui valaient le charme de son accueil et l'intérêt de son propos séduisait et entraînait peu à peu la conviction. […]
>
> Les moyens hors du commun dont disposait Alexis Léger pour convaincre lui ont valu maints succès. Sans doute aussi ont-ils finalement causé sa perte. Pourtant s'il défend son point de vue avec adresse et ténacité, Alexis Léger a toujours considéré qu'il était de son devoir de grand commis de se faire l'exécutant loyal de la décision finale du ministre, même s'il la désapprouve. Jamais il n'a pu être pris en défaut sur ce point et il a toujours mis au service de son chef les ressources de son expérience et l'intégralité de sa diligence. « C'est », disait-il, « mon premier devoir. »[997]

Concrètement, son analyse du dossier soviétique en 1934 lui permit de gagner le soutien et la reconnaissance du ministre Barthou. Léon Blum, déjà sous le charme de sa poésie, admirait ses compétences diplomatiques, tandis qu'Yvon Delbos partageait un certain nombre de vues sur les affaires internationales, notamment son hostilité à une politique pro-italienne ou sa conviction de bonnes relations avec l'Angleterre. L'historien Christian Pallandre affirme que Léger était « anglophile au moins par réalisme »[998], maintenant de très bonnes relations avec plusieurs membres du Foreign Office, et notamment une grande amitié avec Robert Vansittart, au début de leur carrière diplomatique. Les deux hommes devinrent avec le temps des proches et occupèrent des positions diplomatiques similaires, favorisant ainsi partiellement un rapprochement entre Français et Britanniques. Pour Jean Lacouture, le mot « anglophile » n'était cependant pas le terme qui convenait le mieux pour définir la position de Léger vis-à-vis de la Grande-Bretagne :

---

[997] Crouy-Chanel (de) Etienne, *Alexis Léger, l'autre visage de Saint-John Perse, op.cit.* pp.131-132.

[998] Pallandre Christian, « L'ombre et le regard. Quel a été le rôle d'Alexis Léger dans les Accords de Munich ? », *op.cit*. p.37.

> Anglophilie n'est peut-être pas le meilleur mot. Parce que chez Léger, l'idée maîtresse n'était pas que l'Angleterre devait être tenue pour une amie sûre : c'était au contraire qu'elle risquait de glisser vers un compromis général avec Hitler. […] Anglophilie ou alliage de confiance et de défiance, il est de fait que dans certaines circonstances graves – de l'affaire d'Espagne à celle de Munich – l'obsession qu'eut cette équipe de rester collée à la position britannique pèsera lourd sur les décisions françaises.[999]

Léger croyait en la nécessité d'une alliance avec la Grande-Bretagne, avant tout pour organiser la résistance à Hitler, qu'il considérait comme primordial, au même titre que Massigli. Il formait par conséquent avec d'autres membres du Quai d'Orsay un groupe pro-britannique, un « clan » pour reprendre les termes de Duroselle, pour user de son influence et ainsi amorcer ce rapprochement. Parmi eux, citons Charvériat, Rochat, Bargeton, Coulondre ou Massigli[1000]. Bien sûr, ce groupe n'était chargé que de conseiller les hommes politiques, les décisions étant prises par le gouvernement. Toutefois, c'est bien l'importance d'une coopération étroite avec l'Angleterre qui le poussa, avec ses associés, à préconiser au gouvernement de ne pas appuyer la Seconde République espagnole. A ses yeux, une intervention en Espagne sans l'aval de l'Angleterre mettrait en effet un terme aux ambitions d'une collaboration profonde entre les deux pays. Une autre raison possible a été invoquée par l'ancien président du Conseil et ministre des Affaires Etrangères Joseph Paul-Boncour, dans ses mémoires, pour expliquer cette préférence : « A vrai dire, le Quai d'Orsay, si attentif à tout, ne m'a paru pas attacher à nos rapports avec l'Espagne républicaine une importance suffisante. »[1001] L'indifférence du Quai d'Orsay, évoquée à l'égard des républicains espagnols, put-elle conditionner en partie l'attitude de la France dans la guerre d'Espagne ? Il nous semble que si elle eut existé, elle n'amena pas le personnel diplomatique à préconiser une sortie de la non-intervention, même après les nombreuses violations italo-allemandes. Léon Blum, qui souhaitait exploiter pleinement l'alliance diplomatique avec la Grande-Bretagne, rejoignit en tout cas la position de Léger pour mettre en place la politique de non-intervention commune.

Il nous paraît donc possible d'avancer que pour le président du Conseil, la raison l'emporta sur les sentiments quant à la question espagnole, et qu'il se laissa persuader par

[999] Lacouture Jean, *Léon Blum, op.cit.* p.311.
[1000] Par la suite, Léger et Massigli se déchirèrent sur la question munichoise en 1938.
[1001] Paul-Boncour Joseph, *Entre-deux-guerres, Souvenirs sur la III*ème *République, Sur les chemins de la défaite (1935-1940),* Paris, Plon, 1946, p.72.

Léger, même si dans une certaine mesure, il partageait ses vues. Comme l'a écrit le professeur Claude Thiebaut, « l'idée de la « non-intervention » française, le 25 juillet 1936, c'était lui, Léger, avec quelques autres, et non pas Blum, celui-ci s'étant seulement rallié à une idée qui n'était pas d'abord sienne »[1002], tandis que l'historien Ilan Greilsammer signale quant à lui « le rôle essentiel [de Léger] dans l'invention de la non-intervention »[1003]. L'initiative de la politique étrangère française dans la guerre d'Espagne proviendrait donc de Léger, ce qui conduisit notamment Paul Allard à affirmer, en 1938, que le Secrétaire général du Quai d'Orsay était « le vrai ministre »[1004] des Affaires Etrangères.

Si en théorie l'idée était louable, l'inefficacité du pacte de non-intervention et l'incapacité de la coopération franco-britannique à rendre cette politique efficiente rendit cette idée critiquable. C'est d'ailleurs l'échec de sa politique qui poussa le Front Populaire à s'en éloigner partiellement en pratiquant la « non-intervention relâchée », ce que nous avons déjà montré. Dans une lettre de l'ambassadeur Ossorio destinée à Negrín en août 1937, on peut constater l'irritation de Blum et Delbos à propos de la politique anglaise et de possibles « décisions importantes concernant le transit [d'armes] sur le territoire français et la frontière »[1005]. Interrogeons-nous alors si ce groupe pro-britannique au Quai d'Orsay aurait empêché le gouvernement de Blum d'aller plus loin. Crouy-Chanel rappela un épisode qui nous montre clairement la confiance que le chef de gouvernement avait à l'égard de son Secrétaire général au Quai d'Orsay. La gendarmerie française avait stoppé un convoi clandestin d'armes et de munitions en direction de l'Espagne, ce qui allait à l'encontre des directives du Comité de Londres. Le diplomate se souvient :

> J'étais chargé d'informer le chef du gouvernement et de recueillir son instruction s'il voulait bien m'en donner une. Je parvins à joindre Léon Blum dans un couloir de la Chambre et à lui exposer la question. « Que conseille Léger ? », me demanda le président. Je répondis qu'il préconisait l'arrêt du convoi. « Eh bien, c'est d'accord ; je prends cela sur moi », décida-t-il après une seconde d'hésitation.[1006]

[1002] Thiebaut Claude, « Léon Blum, Alexis Léger et la décision de non-intervention (juillet-septembre 1936) », dans Caucanas Sylvie et Sagnes Jean (dir.), *Les Français et la Guerre d'Espagne 1936-1939*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, 2008.
https://books.openedition.org/pupvd/35592 (Consulté le 08/01/2022).

[1003] Greilsammer Ilan, *Blum*, *op.cit*, p.381.

[1004] Allard Paul, *Le Quai d'Orsay*, Paris, Editions de France, 1938, p.56.

[1005] FJN, 1 MES 3100 0000 1002 2001 →2003, 31/08/1937.

[1006] Crouy-Chanel (de) Etienne, *Alexis Léger, l'autre visage de Saint-John Perse, op.cit.* p.144.

Léon Blum fit donc le pari de miser sur une alliance avec la Grande-Bretagne, habilement suggérée par Léger et ses collaborateurs, qui le poussa à choisir la non-intervention en Espagne, plutôt qu'une aide à la République. Il semblait de fait plus aisé de choisir une politique disposant de l'approbation de la Grande-Bretagne et dans une certaine mesure, la France se plaçait derrière la volonté des Britanniques. Peut-on pour autant parler de soumission ? De toute évidence, ce partenariat ne pouvait fonctionner qu'en cas de réciprocité du côté anglais, ce qui n'était pas le cas. Si Eden salua « la grande loyauté » de la France concernant la question espagnole, et chercha à maintenir les bons rapports, ce ne fut pas le cas de Chamberlain, à partir de mai 1937. Si les Français faisant de la coopération franco-britannique une priorité pour sa politique extérieure, pour le gouvernement conservateur britannique, les relations entre les deux pays n'étaient pas primordiales. Le 1er décembre 1937, Ivan Maïsky nota même dans son journal qu'à ses yeux, le programme de Chamberlain visait à faire de la France un simple membre de la sphère d'influence anglaise :

> Faire de la France une annexe de White Hall, liquidation ou tout au moins « gel des pactes orientaux de la France et surtout du pacte franco-soviétique. Dans son essence, c'est le germanophilie et une capitulation complète devant l'agresseur.[1007]

Il est vrai qu'à la différence d'Anthony Eden ou de Winston Churchill, le Premier Ministre et la plupart des membres de son gouvernement n'étaient pas connus pour leur grande sympathie envers la France, encore moins envers le Front Populaire. Le pacte entre la France et l'URSS pouvait peut-être constituer un frein qui l'empêchait de considérer en la France un partenaire idéal dans sa quête de pacification d'Hitler, même s'il concevait la nécessité de cet allié. A propos d'une francophobie des conservateurs, Tim Bouverie écrit :

> […] La déception des Britanniques à l'égard de la France atteignait de nouveaux sommets. En plus d'avoir refusé de soutenir la Grande-Bretagne lors de la crise d'Ethiopie et d'avoir (supposait-on) tenté de l'entraîner dans une guerre en Rhénanie, elle avait élu en mai 1936 le Front Populaire, une alliance de partis de gauche incluant les communistes – et ce, deux mois seulement après la ratification d'un pacte franco-soviétique qui semblait extrêmement suspect aux yeux des Britanniques. A la francophobie traditionnelle s'ajoutait donc une peur accrue du

[1007] Maïsky Ivan, *Journal, 1932-1943, op.cit.* p.175.

communisme, alors même que le déclenchement de la guerre civile espagnole laissait penser que l'Europe se scindait en camps idéologiques rivaux.[1008]

Face à d'un côté, un gouvernement recherchant à tout prix une alliance avec la Grande-Bretagne, et de l'autre une méfiance grandissante, le déséquilibre dans la relation entre les deux pays était évident. Ce décalage dans les perceptions des deux côtés de la Manche, ainsi que la volonté française de ne rien risquer sans le soutien de la Grande-Bretagne, confirme, nous semble-t-il, l'idée d'une certaine faiblesse et soumission de la France. Ce fut le cas à partir d'août 1936 avec la coalition de Front Populaire, mais également sous le gouvernement suivant, avec Daladier à sa tête, comme l'a montré Duroselle dans un article à l'occasion d'un colloque sur *Les Relations franco-britanniques* entre 1935 et 1939 : « Au lieu de prendre des décisions claires, le gouvernement français se met entièrement à la remorque du gouvernement britannique »[1009].

En conclusion, la politique étrangère française en Espagne fut tout d'abord la concrétisation de la volonté à tout prix du gouvernement de Front Populaire de s'associer diplomatiquement avec la Grande-Bretagne en vue d'obtenir sa sécurité. L'influence du Secrétaire général du Quai d'Orsay et de son « clan » pro-britannique sur Blum et Delbos fut indéniable dans l'orientation de la politique extérieure du gouvernement, pour laquelle le gouvernement sacrifia la République espagnole. Le gouvernement conservateur britannique, anticommuniste, parangon de l'Apaisement, et soucieux de ses intérêts économiques sur la péninsule ibérique, ne pouvait en effet accepter une autre proposition que celle de l'abstention dans la guerre d'Espagne. En position de force, il contraignit par conséquent la France à ne pas intervenir auprès des républicains en la menaçant de les lâcher en cas de représailles. Le Front Populaire ne pouvait se permettre diplomatiquement d'agir sans l'Angleterre, ce qui le plaça dans une situation de dépendance. Il jugea donc plus judicieux de pratiquer la non-intervention en Espagne, permettant ainsi de rompre un certain isolement diplomatique français grandissant depuis la mort de Louis Barthou en 1934. Le choix de la non-intervention était, à notre avis, un choix de raison diplomatique, mis en avant par le Quai d'Orsay.

[1008] Bouverie Tim, *Apaiser Hitler, op.cit.* pp. 160-161.

[1009] Duroselle Jean-Baptiste, « L'influence de la politique intérieure sur la politique extérieure de la France », dans *Les relations franco-britanniques 1935-1939*, *op.cit.* p.230.

L'attitude des gouvernements de Léon Blum et de Camille Chautemps envers l'Espagne, en 1936 et 1938, doit absolument être analysée à la lumière de l'ensemble de ces facteurs d'ordre international que nous venons d'évoquer. Ne pas prendre en compte le contexte complexe et extrêmement tendu des années 30 en Europe ne permettrait pas, nous semble-t-il, de saisir pleinement l'étendue de la dimension internationale de la guerre civile espagnole, et réduirait le conflit à une dimension purement national. La décision du gouvernement du Front Populaire de se lancer dans le projet d'une non-intervention en Espagne répondait à une volonté de faire face à une Europe dont les tensions étaient de plus en plus fréquentes, après quelques années de relative paix. Le conflit espagnol en fut un des points de négociation diplomatique au niveau européen, mais il fut également ancré dans un contexte européen, dans lequel les modèles démocratiques se réduisaient à la faveur de régimes plus autoritaires. La non-intervention constitua aussi une politique visant à obtenir une sécurité collective que la Société des Nations, dont le crédit était réduit à néant depuis les retraits du Japon, de l'Allemagne et la conquête abyssinienne italienne, était incapable d'offrir. Une solution pacifique permettant d'éviter ce qu'une majorité de Français craignait, à savoir un nouvel affrontement international et contre l'ennemi héréditaire allemand. Les gouvernements de Blum et de Chautemps croyaient en une possibilité d'apaiser l'Europe, par l'intermédiaire de son alliance avec la Grande-Bretagne. Une alliance aux allures de soumission, tant la diplomatie française, qui avait souffert de la mort de la figure de Louis Barthou, était faible. La non-intervention qu'elle proposa en Espagne, conjointement à la Grande-Bretagne, représentait l'assurance d'un soutien britannique, dont la politique d'apaisement était une tradition, poussée à l'extrême avec l'arrivée de Neville Chamberlain au pouvoir. La politique extérieure française en Espagne, analysée tout au long de cette partie grâce à l'étude du processus ayant mené à l'élaboration de la non-intervention et à son exécution, devait beaucoup à cette alliance, souhaitée par une frange importante du Quai d'Orsay et du gouvernement français.

CONCLUSION

Dans une note rédigée pendant sa captivité, au cours de la Seconde Guerre Mondiale, Léon Blum écrivait au sujet de la guerre d'Espagne : « Je n'ai pas voulu risquer la guerre pour l'Espagne. Je ne l'ai pas pu. Mais si quelque chose avait pu l'éviter, c'est la victoire des Républicains… Si la résistance espagnole avait été prolongée de quelques mois, l'attaque allemande se serait prononcée un an plus tard ce qui changeait tout… »[1010] S'il faisait alors allusion à la possibilité de déclencher – par l'intermédiaire d'un soutien à la République espagnole – un nouveau conflit à échelle mondiale, l'ancien président du Conseil témoignait des fortes contraintes qui empêchèrent son gouvernement de porter secours à l'Espagne républicaine. Ce sont bien ces contraintes et l'ambivalence de la coalition du Front Populaire au cours de la guerre qui sont au cœur du présent travail. Après des premières velléités d'intervention, la position diplomatique française s'inscrivit finalement dans une non-immixtion, une neutralité apparente mais au parti pris évident envers la République espagnole. A défaut de pouvoir soutenir ses amis espagnols, le gouvernement lança en effet, avec l'appui de la Grande-Bretagne, un projet de non-intervention qui prétendait, en théorie au moins, empêcher toute intervention étrangère en faveur des rebelles.

C'est à partir de l'hypothèse d'une prise en compte des conjonctures nationale et internationale dans le choix de cette réorientation de la politique étrangère de la France que s'est construite cette thèse. Contrairement à certains contemporains du Front Populaire, qui s'attachèrent à critiquer la politique de non-intervention prônée par la France sans tenir compte des contextes français et européen, nous avons justement, au cours de nos recherches, souhaité revenir sur ces obstacles qui conduisirent les gouvernements français à s'orienter vers la neutralité.

Notre thèse, qui s'inscrit dans le cadre d'une perspective géopolitique globale, nous a donné la possibilité de dégager plusieurs enseignements majeurs. La première partie aura été l'occasion d'une contextualisation de notre champ d'étude et nous aura permis de mieux appréhender l'environnement dans lequel s'était constitué le pacte de non-intervention, mais également d'apprécier à quel point les divisions au sein des sociétés espagnole et française en 1936 étaient exacerbées, constituant ainsi le terreau fertile pour, d'une part, l'éclatement

[1010] Exposition Léon Blum, Paris, Archives de France, Palais Soubise, 1972, p.43.

d'une guerre civile en Espagne, puis, d'autre part, pour une absence de consensus en France sur l'attitude à adopter quant à cette question.

Dès le début du XX^{ème} siècle, et surtout au cours des premières années de la Seconde République espagnole (1931-1936), la société espagnole s'était en effet déchirée, comme l'écrit Enrique Moradiellos, en trois blocs irréconciliables, « Réforme, Réaction, Révolution »[1011], menant à une guerre fratricide, au cours de laquelle les camps républicain et nationaliste firent appel à des puissances étrangères pour soutenir leurs efforts de guerre. Les réactions en France suscitées à la suite de l'appel à l'aide de la République espagnole au gouvernement de coalition de Front Populaire français, confirmèrent la bipolarisation de la France entre un bloc populaire et un bloc national, établie suite à la crise de 1929, aux scandales politico-financiers du début des années 30, et aggravée après les manifestations antiparlementaires du 6 février 1934, provoquant en réaction le rapprochement des forces de gauche dans un Front Populaire.

Il ressort de cette première partie qu'au cours des deux premières années de la guerre d'Espagne, la politique extérieure française du Front Populaire fut profondément influencée par la conjoncture nationale, et qu'à aucun moment il n'y eut de consensus au sein de la coalition autour de la question espagnole, ce qui favorisait *de facto* une orientation non-interventionniste. Le gouvernement était certes critiqué par le PCF qui, dans une stratégie globale de lutte antifasciste, se plaça en opposition avec la politique de non-intervention adoptée en exposant toute la menace que pouvait représenter l'aide hitlérienne en Espagne pour la France. Toutefois, la voix des communistes français ne put s'imposer au sein de la coalition, ce qui mena le cabinet de Léon Blum à défendre un pacte de non-intervention. Les directives de l'Internationale Communiste privilégièrent en effet le maintien de l'unité du Front Populaire, obligeant les dirigeants du PCF à s'assurer que leurs critiques demeuraient acceptables. En analysant la composition du gouvernement, nous avons également pu remarquer que l'absence de participation des communistes, qui étaient les seuls à disposer d'une ligne politique claire vis-à-vis de la guerre d'Espagne, ne put encourager une éventuelle remise en cause de cette politique étrangère. Certains historiens, spécialistes du Front Populaire et de ses dirigeants, tels que Jean Vigreux ou Jean Lacouture, ont révélé, dans leurs travaux, les différentes positions prises par les membres du gouvernement du Front Populaire à propos de la question espagnole. A partir de ces travaux, nous avons voulu soumettre l'idée

[1011] Moradiellos Enrique, *1936, Los mitos de la guerra civil*, Barcelone, Península, 2019, p.46.
Preston Paul, *La destrucción de la democracia en España, Reforma, reacción y revolución en la Segunda República*, Barcelone, Penguin Random House Grupo Editorial, 2020.

selon laquelle la présence de membres du gouvernement partisans de la non-intervention à des postes clés – Blum à la présidence du Conseil, Chautemps à la vice-présidence puis à la présidence, Delbos au ministère des Affaires Etrangères – avaient fait pencher la balance en faveur d'une neutralité française en Espagne. Enfin, les relations difficiles de Léon Blum avec les communistes, le rapprochement de raison avec les radicaux, mais également la crainte qu'une intervention en Espagne ne soit interprétée par l'opposition comme l'influence du Komintern sur les destinées du gouvernement français, n'offraient que peu de chance de voir aboutir une action militaire française en Espagne. Dans ces conditions, il était difficile pour le gouvernement du Front Populaire d'envisager une autre politique que celle de non-intervention.

Ce choix politique fut en outre tributaire de la mise en œuvre du programme commun, considérée comme la priorité absolue de la coalition, raison pour laquelle le Front Populaire avait été élu. Le choix de la « cadence rapide » du mouvement réformiste du cabinet Blum, jusqu'en janvier 1937, répondait en effet à l'attente des masses populaires de voir leurs conditions de vie s'améliorer. L'aversion de la société française pour un nouveau conflit généralisé, et le pacifisme régnant en France depuis la fin de la Première Guerre Mondiale, constitua également un autre argument servant les intérêts de la politique de non-intervention prônée par le gouvernement. Enfin, l'analyse des reportages, des éditoriaux, ainsi que des prises de position de la presse que nous avons effectuée tout au long de ce travail ont confirmé la bataille médiatique à laquelle se livrèrent les quotidiens politiques français dans le but de peser sur l'opinion publique et d'influer sur les décisions politiques des gouvernements. Rappelons juste ici l'influence de la campagne de presse de juillet 1936 dans la réorientation de la politique étrangère française vers le projet de non-intervention. Au fil du présent travail, nous avons, à cet égard, pu relever, entre autres, dans les journaux français des contrevérités, des dissimulations d'informations, la mise en place des théories du complot[1012], la manipulation par la peur, la glorification du camp soutenu et la déshumanisation de l'adversaire. Ces procédés manipulatoires attestent à la fois de la « passion » française, déjà signalée par Odette Martinez-Maler et Geneviève Dreyfus-Armand[1013], provoquée par la guerre d'Espagne, mais aussi des clivages empêchant le gouvernement de prendre le risque d'une intervention militaire en Espagne.

[1012] « La conspiration », dans Girardet Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986, pp.25-62.
[1013] Dreyfus-Armand Geneviève et Martinez-Maler Odette, *L'Espagne, Passion française, 1936-1975, Guerres, exils, solidarités*, Paris, Les arènes, 2015.

La deuxième partie, qui constitue le cœur de notre recherche, propose une analyse détaillée des coulisses de la politique de non-intervention française au cours du conflit espagnol. Force a été de constater qu'au terme d'un mois d'âpres négociations avec les puissances fascistes italienne et allemande, le vide juridique concernant des sanctions en cas de violation du pacte de non-intervention octroya à l'Allemagne et à l'Italie une certaine liberté d'action auprès des rebelles. À aucun moment Hitler et Mussolini ne se sentirent concernés par ce pacte, les preuves de leurs violations ayant été apportées dès septembre 1936, ce qui poussa, par ailleurs, Staline à entreprendre l'approvisionnement de la République espagnole et à modifier le déroulement de la guerre. Dans ces conditions, la France et la Grande-Bretagne se maintenaient pourtant fidèles au pacte de non-intervention mais le gouvernement Blum pressa le Comité de Londres pour qu'un plan de contrôle soit mis en place afin de rendre le pacte réellement effectif. Cependant, face à la politique dilatoire des puissances fascistes, qui ne cessèrent de saboter les efforts franco-britanniques au sein du Comité, le gouvernement français demeura – ce fut sans doute sa plus grande erreur – dans une posture de négociation avec ces puissances et manqua clairement de fermeté. Il y eut bien quelques victoires diplomatiques, comme à Nyon en septembre 1937, mais à aucun moment le Comité de Londres ne sut dissuader et mettre un terme à l'effort de guerre fasciste et soviétique en Espagne, laissant peu à peu place à la résignation au sein du Comité de Londres.

Pour compenser l'échec rapide de la politique de non-intervention, l'apport des archives de la *Fundación Juan Negrín* nous a permis de mieux comprendre les efforts de ce que l'on connaît comme la « non-intervention relâchée », décrétée par Léon Blum dès septembre 1936 en réponse aux violations italo-allemandes du pacte, et dont nous n'avions pas trouvé de traces dans les documents diplomatiques français. Malgré le rapprochement entre l'ambassade de la République espagnole à Paris et le gouvernement français, à l'occasion de la création de la Commission d'achat, gérée par Luis Araquistáin et active jusqu'en décembre 1936, puis grâce à la médiation d'hommes politiques français, cette politique de soutien clandestin fut irrégulière et largement insuffisante pour combler les besoins militaires des républicains espagnols. Parallèlement, les gouvernements français firent leur possible pour faciliter des envois de matériels militaires, en imposant aux douanes françaises de fermer les yeux sur les opérations de contrebande et en ordonnant brièvement l'ouverture de la frontière pyrénéenne, ce qu'ont révélé les archives que nous avons consultées. La coalition du Front Populaire dut probablement se satisfaire en constatant les soutiens non-gouvernementaux offerts aux républicains espagnols, à commencer par les aides

humanitaires et l'accueil de nombreux réfugiés sur le sol français, dès novembre 1936, grâce au Comité d'Accueil aux Enfants d'Espagne (CAEE) soutenu par le syndicat de la CGT, à la Délégation Espagnole pour l'Enfance Evacuée (DEEE), et au Comité International de la Croix-Rouge (CICR), présent en Espagne pour soulager les victimes. La place accordée à la République espagnole dans le cadre de l'Exposition universelle de Paris, en juin 1937, facilita la visibilité de la lutte des républicains à l'encontre du fascisme et incita la population civile française à soutenir leur cause. Enfin, le recrutement depuis Paris, à partir de l'automne 1936, de volontaires français et étrangers au sein des Brigades Internationales organisées par le PCF, apporta un soutien en hommes et en matériel au camp républicain.

Les raisons du maintien de la France du Front Populaire dans la politique de non-intervention, malgré sa mise en échec évidente dès le mois de septembre 1936, font l'objet d'une analyse approfondie dans notre troisième partie. Léon Blum n'a effectivement pas pu soutenir la République espagnole, contraint tout d'abord par une opposition de droite et d'extrême-droite virulente qui chercha, par le biais de la presse, à déstabiliser profondément son gouvernement. La virulence de ces attaques obligea ainsi sa coalition à reconsidérer sa position diplomatique vis-à-vis de l'Espagne, à se montrer plus prudente et la conduisit petit à petit à adopter une politique de non-intervention. Les articles de presse issus de quotidiens, tels que *L'Action Française*, *L'Echo de Paris*, *Gringoire* ou encore *Je suis partout*, que nous avons consultés et analysés, véhiculaient des messages antibolcheviques, destinés à orienter leurs lecteurs sur le double-jeu du Front Populaire en Espagne, accusé de vouloir aider les républicains, si proches pour eux des bolcheviques, malgré la signature du pacte de non-intervention. Paradoxalement, la droite et l'extrême-droite approuvaient le choix de cette politique étrangère, mais allaient constamment poursuivre leurs dénonciations sur la dérive du gouvernement de Blum vers le communisme et mettre l'accent sur les exactions commises par la République espagnole durant le conflit, afin d'inciter les lecteurs à soutenir le camp insurgé et de critiquer une violation éventuelle du pacte de non-intervention par le Front Populaire. Si l'anticommunisme était omniprésent dans les discours, une partie de l'opposition offrit un soutien aux rebelles franquistes qui allait revêtir plusieurs formes : une description glorifiée du général Franco, érigé en « sauveur » et en fondateur « d'une Espagne nouvelle » ; une présentation héroïque de la résistance franquiste, notamment au siège de l'Alcazar de Tolède ; ou encore une intervention réelle du groupe armé CSAR (Comité Secret d'Action Révolutionnaire), qui sabotait les opérations d'aides clandestines à la République espagnole. Par ailleurs, le général Franco reçut le soutien proclamé de personnalités politiques, telles que

Charles Maurras ou Pierre Laval, visant dès 1937 à préparer de « saines relations » avec l'Espagne nationaliste et à proposer une alternative politique pour la France après le conflit. La prise en compte de cette opposition virulente, si l'on excepte les prises de positions plutôt singulières de Mauriac, Mounier, Maritain et Bernanos, n'incita pas, nous semble-t-il, les gouvernements de Front Populaire à risquer la perte du pouvoir ou à déclencher une éventuelle guerre civile pour aider les républicains espagnols. La politique de non-intervention en Espagne prônée par le gouvernement revêtait, à cet égard, une forme de sécurité politique lui permettant, en priorité, de se maintenir au pouvoir.

Contrainte par l'opposition française de se contenter de la politique de non-intervention, la décision des gouvernements de Front Populaire vis-à-vis de la guerre d'Espagne fut, sans aucun doute, conditionnée par le contexte européen des années 30. Ceci étant, nous sommes tout d'abord revenus sur l'héritage laissé par la Première Guerre Mondiale et ses conséquences au cours des deux décennies de l'Entre-deux-guerres, sur un continent européen qui assistait alors à l'essoufflement des démocraties européennes, au profit d'alternatives révolutionnaires ou contre-révolutionnaires, ainsi qu'à l'émergence du communisme et du fascisme. Ce constat nous permettait de rappeler que la tentative de renversement de la République en Espagne, en juillet 1936, s'insérait dans un contexte plus global, à l'échelle européenne, et que de fait la guerre civile espagnole constituait un des points des négociations pour les diplomaties européennes. Ainsi, la politique de non-intervention de la France doit être considérée comme le moyen, au moins en théorie, d'entraver une expansion fasciste qui pouvait placer la France dans une posture diplomatique et sécuritaire difficile et d'éviter l'idée d'une nouvelle guerre internationale que son opinion publique rejetait. C'est en tout cas la position que Blum adopta jusqu'à la fin de sa vie. Pourtant, l'échec de la politique de non-intervention provoqua bien l'inverse de ce que le gouvernement de Front Populaire souhaitait et en voulant assurer la paix à tout prix, la France et la Grande-Bretagne n'obtinrent finalement que la poursuite des tensions, qui allaient conduire au second conflit mondial, en septembre 1939.

Sur le plan européen, le pacte de non-intervention prétendait constituer une réponse à l'échec de la Société des Nations, considérée comme un espoir pour le monde en 1919, mais discréditée, depuis lors, par son incapacité à résoudre les conflits majeurs en Mandchourie et en Abyssinie et par les retraits du Japon et de l'Allemagne en 1933, suivis un an plus tard de celui de l'Italie. De fait, la résolution concernant l'internationalisation de la guerre d'Espagne devait s'effectuer en-dehors du cadre de la SDN. Afin de convaincre l'Allemagne et l'Italie de

ne pas soutenir militairement les rebelles espagnols, la France et la Grande-Bretagne n'eurent en effet d'autre choix que de créer un pacte annexe au détriment de la République espagnole, membre semi-permanent d'une SDN aux abois, mais exclue des discussions au sein du Comité de Londres. Privée de voix à Londres, la République paya également l'inefficacité du pacte de non-intervention menant certes à un déséquilibre dans les soutiens internationaux du conflit espagnol, mais qui restait malgré tout une réponse à une SDN discréditée.

La politique extérieure française en Espagne fut également influencée par les relations qu'elle entretenait, de longue date, avec deux de ses voisins : l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Malgré les rapports conflictuels entre la France et son voisin d'outre-Rhin depuis 1870, et la réapparition de la menace allemande à la suite de l'arrivée des nazis au pouvoir en 1933 – danger que ne surent pas reconnaître pleinement les dirigeants du Front Populaire, pourtant bien informés par les services de Renseignement et par l'ambassadeur François-Poncet à Berlin – Blum fit le choix de la négociation avec Hitler. Cette position, qui s'expliquait notamment par la tactique médiatique du Führer alternant discours pacifiques et menaçants à l'égard de la France, impliquait de ne pas intervenir en Espagne auprès des républicains, alors même que les Allemands soutenaient les rebelles depuis juillet 1936. Une intervention aurait probablement provoqué un nouvel affrontement entre les ennemis héréditaires français et allemand, ce que ne souhaitait pas le chef de gouvernement. Pourtant, les décisions européennes de Hitler constituaient de véritables coups de poker diplomatiques, et en cas de fermeté de la part de la France, le Führer aurait probablement reculé, mais l'Histoire doit se cantonner aux faits. En ce sens, si la politique de non-intervention dans la guerre d'Espagne répondait à une stratégie visant à empêcher une conflagration européenne, il nous semble que le manque de fermeté du Comité de Londres profita à Hitler, qui savait pertinemment que la France ne déclarerait pas la guerre à l'Allemagne. Le Führer était donc en mesure de retarder les travaux du Comité et de soutenir le camp franquiste en Espagne.

Au regard des archives diplomatiques françaises et des archives britanniques du *People's History Museum* de Manchester, auxquelles nous avons eu accès, la politique de non-intervention de la France du Front Populaire fut, nous semble-t-il, largement déterminée par son alliance avec la Grande-Bretagne. Poursuivant sa stratégie d'apaisement en matière de politique étrangère et disposant d'intérêts économiques en Espagne, le gouvernement britannique avait en effet fait part de son opposition aux velléités d'intervention du gouvernement français aux côtés des républicains espagnols, dont il craignait une éventuelle dérive idéologique. Dans ces conditions, Blum fit le choix d'une alliance avec les

Britanniques et afin de l'obtenir, son gouvernement n'hésita pas à sacrifier la République espagnole en prônant la non-intervention. Ce choix stratégique et de raison était à la fois motivé par le refus catégorique de la Grande-Bretagne, la présence de collaborateurs pro-britanniques au sein du gouvernement français, menés par Alexis Léger, autant que par la faiblesse de la diplomatie française suite à la mort du diplomate Louis Barthou en 1934. Le Front Populaire ne pouvait en effet pas se permettre d'agir diplomatiquement sans le concours de la Grande-Bretagne, ce qui le plaça dans une situation de soumission, expliquant sa décision de renoncer à une intervention en Espagne en faveur de la constitution d'un pacte soutenu par les Britanniques, destiné à interdire toute autre intervention étrangère.

En conséquence, il semble légitime d'avancer que la politique de non-intervention française qui, par son échec, eut des conséquences néfastes pour la République espagnole, n'était en rien une politique naïve mais bien une politique de raison qui répondait à une prise en compte des conjonctures nationale et internationale. En d'autres termes, la voie choisie par le Front Populaire à l'égard de l'Espagne obéissait à des impératifs multiples, et parfois contradictoires, qui conférèrent une dimension qui allait privilégier le principe de réalité dans le cadre de sa politique extérieure.

La pluridisciplinarité de notre recherche, qui a été induite par notre inscription en « Etudes Hispaniques » à l'Université de Nantes, et en « Histoire contemporaine » à l'Université de Saragosse, ainsi que la diversité des champs disciplinaires, nous a conduit à croiser diverses approches méthodologiques, même si nous reconnaissons que cette interdisciplinarité inviterait à apporter parfois un éclairage plus approfondi dans chacune des thématiques convoquées au cours de cette thèse.

Par ailleurs, l'étude des sources auxquelles nous avons eu accès, et notamment celles en provenance de la *Fundación Juan Negrín*, ainsi que les conclusions de ce travail, nous amènent à envisager des prolongements à cette recherche : quelques zones d'ombre planent encore sur le rôle complexe de Léon Blum en tant que chef du gouvernement et homme d'Etat au sujet de la politique étrangère française à l'égard du conflit espagnol. D'après une perspective chronologique, il serait également pertinent de poursuivre notre questionnement sur la dernière année de la guerre d'Espagne, au cours de laquelle la France changea de gouvernement, présidé à partir d'avril 1938 par Edouard Daladier, sans pour autant s'écarter de la politique de non-intervention. Ces questions, que nous nous posons à l'issue de cette étude, pourraient certainement faire l'objet de travaux ultérieurs.

Au regard de l'internationalisation rapide du conflit en Ukraine, depuis février 2022, certains contours pourraient apparaître comme analogues à ceux de la guerre d'Espagne que nous venons d'étudier, et plusieurs commentateurs médiatiques ont, à ce propos, évoqué au cours des derniers mois le souvenir de la guerre d'Espagne et dressé quelques similitudes. Dans ce contexte, l'historien Angel Viñas avait toutefois fait remarquer, à l'occasion d'une tribune ouverte publiée en mars 2022, l'impossibilité de comparer le conflit qui se déroula en Espagne avec celui de l'Ukraine, estimant que « l'environnement international qui englobe les deux conflits n'a pas de point de comparaison »[1014]. Si comparaison n'est, effectivement, pas raison, dans la mesure où l'Union Européenne, à la différence des puissances démocratiques en 1936, est bien intervenue auprès de l'Ukraine[1015], il semble néanmoins que l'ampleur des débats suscités par cette intervention étrangère – dans les médias et dans l'espace public – est là pour nous rappeler l'impérieuse nécessité de replacer les décisions des dirigeants politiques dans la globalité de leurs contextes nationaux et internationaux, afin de les appréhender pleinement et sans a priori. Dans ce cadre, le rôle de l'historien, comme le souligne Enrique Moradiellos, se doit de « découvrir, identifier […] ces vestiges qui ont été dispersés, et qui sont devenus *les preuves, les évidences* et des « sources d'information de première main » sur lesquelles s'est érigé son récit, sa construction narrative du passé historique »[1016]. Nous espérons ainsi que cette thèse aura pu contribuer à nourrir la réflexion sur la dimension internationale de la guerre d'Espagne et nous encouragera à la mise en place de certains prolongements dans le futur.

[1014] Viñas Ángel, « España 1936 – Ucrania 2022: comparación imposible », *El Diario*, 03/03/2022. https://www.eldiario.es/opinion/tribuna-abierta/espana-1936-ucrania-2022-comparacion-imposible_129_8799938.html (Consulté le 14/05/2023).
[1015] « Soutenir l'Ukraine pour assurer la paix », *Le Monde*, 10/01/2023. https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/01/10/soutenir-l-ukraine-pour-assurer-la-paix_6157279_3232.html (Consulté le 14/05/2023)
Déclaration commune de la France et de l'Ukraine, *Site officiel de l'Elysée*, 15/05/2023. https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2023/05/15/declaration-commune-de-la-france-et-de-lukraine#:~:text=Lors%20de%20leur%20r%C3%A9union%20%C3%A0,la%20Russie%20contre%20l'Ukraine. (Consulté le 16/05/2023).
[1016] Moradiellos Enrique, *El oficio del historiador*, Madrid, Akal, 2013, p.36.

ANNEXES

Annexe 1 : Extraits de l'œuvre graphique Josep (cité p.9)

Source : Aurel et Milesi, Jean-Louis et Rebmann, Audrey : *Josep*, Paris, Editions de l'usine, 2021, pp.6-8.

VOUS CROYEZ QUE CES LOUPS ONT PEUR DU COQ !
VOUS ALLEZ VOIR COMMENT ILS VONT LE PLUMER !
HEIN ! MAINTENANT QU'ON A LAISSÉ MUSSOLINI ET HITLER FAIRE JOUJOU AVEC LEUR ARMÉE ET VENIR EN AIDE À LEUR AMI FRANCO.
ÇA A LE GOÛT DU SANG !
LA FRANCE QUI A LAISSÉ FAIRE ! L'EUROPE, AH !
L'EUROPE QUI A LAISSÉ FAIRE !
VOUS ÊTES FRANÇAIS ?
OUI JE SUIS FRANÇAIS ! MARTIN FRANÇOIS ! BRIGADE INTERNATIONALE !
VOUS ÊTES LA HONTE DE NOTRE PAYS !

Annexe 2 : Exemplaire britannique du texte officiel de la non-intervention du15 août 1936 (cité p.87)

Source : DDF : Télégrammes n°1468 à 1473 ; 957 à 962 ; 493 à 498 ; 491 à 496 ; 480 à 485 ; 437 à 442 ; 157 à 162 ; 251 à 256 ; 559 à 564 ; 101 à 106. De M. Delbos aux Représentants diplomatiques de France à Londres, Rome, Berlin, Moscou, Bruxelles, Varsovie, Lisbonne, La Haye, Prague, Stockholm, à Paris, le 15 août 1936, pp.221-223.

I

Paris, 15 août 1936.

« Monsieur l'Ambassadeur,

« Les négociations poursuivies entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne ayant permis de constater leur accord sur une attitude commune à observer au regard de la situation en Espagne, j'ai l'honneur, conformément à la proposition dont les autres gouvernements européens ont été saisis et en rappelant les initiatives déjà prises par le gouvernement français, de faire à Votre Excellence la déclaration suivante :

« Le gouvernement de la République,

« Déplorant les tragiques évènements dont l'Espagne est le théâtre,

« Décidé à s'abstenir de toute ingérence, directe ou indirecte, dans les affaires intérieures de ce pays,

« Animé de la volonté d'éviter toute complication préjudiciable au maintien de bonnes relations entre les peuples,

« Déclare ce qui suit :

« 1° Le gouvernement français interdit, en ce qui le concerne, l'exportation, directe ou indirecte, la réexportation ou le transit, à destination de l'Espagne, des possessions espagnoles ou de la zone espagnole du Maroc, de toutes armes, munitions et matériels de guerre, ainsi que de tous aéronefs, montés ou démontés, et de tous navires de guerre.

« 2° Cette interdiction s'applique aux contrats en cours d'exécution.

« 3° Le gouvernement français tiendra les autres gouvernements participant à cette entente informés de toutes mesures prises par lui pour donner effet à la présente déclaration.

« Le gouvernement français, en ce qui le concerne, mettra cette déclaration en application dès que le gouvernement de Sa Majesté britannique, le gouvernement allemand, le gouvernement italien, le gouvernement de l'U.R.S.S. et le gouvernement portugais y auront également adhéré.

« Au fur et à mesure que lui parviendront les adhésions des autres gouvernements saisis, le gouvernements français aura soin de les communiquer au gouvernement britannique ainsi qu'aux autres gouvernements intéressés.

« Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur… »

II

« Excellence,

« Les négociations qui ont eu lieu entre le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le gouvernement français ayant abouti à un accord au sujet de l'attitude commune à observer touchant la situation en Espagne, j'ai l'honneur, conformément à la proposition dont les autres gouvernements européens ont été saisis et en rappelant les initiatives déjà prises par le gouvernement français, de faire à Votre Excellence la déclaration suivante :

« Le gouvernement de Sa Majesté,

« Déplorant les tragiques évènements dont l'Espagne est le théâtre,

« Décidé à s'abstenir de toute ingérence, directe ou indirecte, dans les affaires intérieures de ce pays,

« Animé de la volonté d'éviter toute complication préjudiciable au maintien de bonnes relations entre les peuples,

« Déclare ce qui suit :

« 1° Le gouvernement de Sa Majesté interdit, en ce qui le concerne, l'exportation, directe ou indirecte, la réexportation ou le transit, à destination de l'Espagne, des possessions espagnoles ou de la zone espagnole du Maroc, de toutes armes, munitions et matériels de guerre, ainsi que de tous aéronefs, montés ou démontés, et de tous navires de guerre.

« 2° Cette interdiction s'applique aux contrats en cours d'exécution.

« 3° Le gouvernement de Sa Majesté tiendra les autres gouvernements participant à cette entente informés de toutes mesures prises par lui pour donner effet à la présente déclaration.

« Le gouvernement de Sa Majesté, en ce qui le concerne, mettra cette déclaration en application dès que le gouvernement de français, le gouvernement allemand, le gouvernement italien, le gouvernement de l'U.R.S.S. et le gouvernement portugais y auront également adhéré.

« Au sujet de la question de la réexportation et du transit, je dois informer Votre Excellence que des difficultés pratiques empêcheraient de mettre en application d'une manière complètement efficace dans ce pays une prohibition du transit des munitions et du matériel de guerre à travers le Royaume-Uni ou le transbordement de pareils articles dans les ports du Royaume, quoique le gouvernement de Sa Majesté soit disposé à prendre telles mesures qui apparaitront pratiques pour atteindre ce but. Mais il ne semble pas que la question du transit dans le Royaume-Uni puisse avoir, en pratique, des conséquences sérieuses, puisque la forme de transit qui vraisemblablement aura le plus d'importance en la matière sera sans doute le trafic terrestre à travers les pays limitrophes de l'Espagne. En outre, on suppose que cette difficulté sera résolue du fait que l'accord envisagé sera accepté par un nombre plus grand de puissances.

« Veuillez agréer… (Signé) : Georges CLERK »

<u>Annexe 3</u> : Photographie de femmes gisant sur le sol à Guernica (cité p.218)

<u>Source</u> : « Mille bombes incendiaires lancées par les avions de Hitler et de Mussolini réduisent en cendres la ville de Guernica », *L'Humanité*, Paris, numéro 14 012, 28/04/1937, p.1. (Plateforme *Gallica*, Bibliothèque Nationale de France)

5 HEURES DU MATIN — ÉDITION PARISIENNE

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (S.F.I.C.)

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 138, RUE MONTMARTRE, PARIS (2e) — LE NUMÉRO : 30 CENTIMES

34e ANNÉE. — N° 14.012 — MERCREDI 28 AVRIL 1937 — CINQ ÉDITIONS

Fondateur : JEAN JAURÈS — Directeur : MARCEL CACHIN — SÉNATEUR DE LA SEINE

LE PLUS HORRIBLE BOMBARDEMENT DEPUIS LE DEBUT DE LA GUERRE D'ESPAGNE

Mille bombes incendiaires lancées par les avions de Hitler et de Mussolini

Aucun hasard dans l'atroce extermination, par les fascistes, de la population non-combattante. Marchés fréquentés, églises pleines, quartiers peuplés, voilà les objectifs préférés des meurtriers. Ci-dessus, quelques femmes — des mères sans doute — abattues au cours d'un bombardement

réduisent en cendres la ville de Guernica

<u>Annexe 4</u> : Une du Charivari du 1er août 1936 « La Blumencita » (cité p.284)

<u>Source</u> : « La Blumencita », *Charivari*, Paris, numéro 526, 01/08/1936, p.1.

(Plateforme *Gallica*, Bibliothèque Nationale de France)

SOURCES

Archives françaises

▪ Documents diplomatiques français (1932-1939), 2ème Série, Tome III (19 Juillet 1936 – 19 Novembre 1936), ministère des Affaires Etrangères, Paris, Imprimerie Nationale, 1966.

▪ Documents diplomatiques français (1932-1939), 2ème Série, Tome IV (20 Novembre 1936 – 19 Février 1937), ministère des Affaires Etrangères, Paris, Imprimerie Nationale, 1967.

▪ Documents diplomatiques français (1932-1939), 2ème Série, Tome V (20 Février 1937 – 31 Mai 1937), ministère des Affaires Etrangères, Paris, Imprimerie Nationale, 1968.

▪ Documents diplomatiques français (1932-1939), 2ème Série, Tome VI (1 Juin 1937 – 29 Septembre 1937), ministère des Affaires Etrangères, Paris, Imprimerie Nationale, 1970.

▪ Documents diplomatiques français (1932-1939), 2ème Série, Tome VII (29 Septembre 1937 – 16 Janvier 1938), ministère des Affaires Etrangères, Paris, Imprimerie Nationale, 1962.

▪ Exposition Léon Blum, Paris, Archives de France, Palais Soubise, 1972.

Archives de la Fondation Juan Negrín (Las Palmas de Gran Canaria, Espagne)

▪ Documents appartenant au *Ministerio de Defensa.*

▪ Documents appartenant au *Ministerio de Estado* – Ambassade d'Espagne à Paris.

▪ Documents appartenant au *Servicio de Evacuación de Refugiados Españoles* (SERE).

▪ Documents appartenant au *National Joint Committee for Spanish Relief* (Comité National Britannique d'Aide à l'Espagne).

▪ Photographies du départ des Brigades Internationales.

▪ Photographies de l'Exposition universelle de Paris.

Archives du People's History Museum (Manchester, Grande-Bretagne)

▪ Rapport du Conseil Exécutif National du parti travailliste britannique du 28-29 septembre 1936.

▪ Retranscription de la Conférence du parti travailliste britannique, séances du 5 au 7 octobre 1936.

▪ *The Labour Monthly*, Volume 18, N°9, septembre 1936.

Archives du ministère des Affaires Etrangères allemand, Londres, Grande-Bretagne

▪ Documents diplomatiques de la politique étrangère allemande, Série D, Volume III « *The Spanish Civil War* », Londres, His Majesty's Stationery Office, 1951.

Sources orales

▪ Discours d'investiture de Léon Blum devant la Chambre des Députés, le 6 juin 1936.

▪ Blum, Léon, *Discours de Luna Park*, [Format MP3], INA, 6 septembre 1936. 51 min 31 sec.

https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000000918/a-luna-park-blum-tente-de-justifier-sa-politique-de-non-intervention-en-espagne.html

▪ Discours de Julio Alvarez del Vayo à la Société des Nations, le 30 septembre 1936: "L'Espagne accuse", Paris, Bibliothèque Nationale de France.

Sources écrites, Mémoires et témoignages cités dans le cadre de la thèse

Espagne

▪ Alvarez del Vayo Julio, *Les batailles de la liberté*, Paris, François Maspero, 1963.

▪ Azaña Manuel, *Causes de la guerre d'Espagne*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1999.

France

▪ Blum Léon, *Mémoires* suivis de *A l'Echelle humaine*, Paris, Archidoc, 2021.

▪ Blumé Daniel, « Contribution à l'Histoire de la politique de non-intervention », *Cahiers Léon Blum*, numéros 2 et 3, Paris, Ed. Jacques Enfer, décembre 1977 - mars 1978.

▪ Bonnet Georges, *Le Quai d'Orsay sous trois républiques*, 1870-1961, Paris, Fayard, 1961.

▪ Brasillach Robert et Bardèche Maurice, *Histoire de la guerre d'Espagne*, Paris, Ed. Godefroy de Bouillon, 1996.

▪ Crouy-Chanel (de) Etienne, *Alexis Léger, l'autre visage de Saint-John Perse*, Paris, Picollec, 1989.

▪ François-Poncet André, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin*, 1931-1938, Paris, Perrin, 2016.

▪ Héricourt Pierre, *Pourquoi Franco vaincra*, Paris, Ed. Baudinière, 1937.

▪ Jouhandeau Marcel, *Le Péril juif*, Paris, Sorlot, 1936.

▪ Maurras Charles, *Vers l'Espagne de Franco*, Paris, Editions du Livre Moderne, 1943.

▪ Maxence Jean-Pierre, *Histoire de dix ans, 1927-1937*, Paris, Gallimard, 1939.

▪ Moch Jules, *Rencontres avec Léon Blum*, Paris, Plon, 1970.

▪ Paul-Boncour Joseph, *Entre-deux-guerres, Souvenirs sur la III*^{ème} *République, Sur les chemins de la défaite (1935-1940),* Paris, Plon, 1946.

▪ Sainte-Suzanne (de) Raymond, *Une politique étrangère, Le Quai d'Orsay et Saint-John Perse à l'épreuve d'un regard*, Paris, Viviane Hamy, 2000.

▪ Zay Jean, *Souvenirs et solitude*, Paris, Belin, 2010.

Reste de l'Europe

▪ Churchill Winston, Mémoire *de Guerre (1919-1941)*, Paris, Tallandier, 2013.

▪ Eden Anthony, *Face aux dictateurs*, Paris, Plon, 1963.

▪ Hitler Adolf, *Mein Kampf (Mon Combat)*, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1979.

▪ Maïsky Ivan, *Journal, 1932-1943*, Paris, Les Belles Lettres, 2017.

▪ Pollitt Harry, « Spain : what next ? », Parti Communiste de Grande-Bretagne, Londres, 17 mars 1939.

▪ Schmidt Paul-Otto, *Sur la scène internationale avec Hitler*, Paris, Tempus, 2018.

Presse écrite française : journaux et magazines consultés dans le cadre de la thèse

Journaux :

▪ *Ce Soir* (quotidien communiste – période consultée : mars 1937 – 1938)

▪ *Charivari* (quotidien satirique d'extrême-droite – période consultée : 1936 – 1937)

▪ *Gringoire* (hebdomadaire nationaliste – période consultée : 1936 – 1938)

▪ *Je suis Partout* (hebdomadaire antisémite – période consultée : 1936 – 1938)

▪ *Le Figaro* (quotidien de la droite conservatrice – période consultée : 1936 – 1938)

▪ *Le Populaire* (quotidien socialiste – période consultée : 1936 – 1938)

▪ *L'Action Française* (quotidien du « nationalisme intégral » – période consultée : 1936 – 1938)

▪ *L'Echo de Paris* (quotidien conservateur et nationaliste – période consultée : 1936 – 1938)

▪ *L'Humanité* (quotidien communiste – période consultée : 1936 – 1938)

▪ *L'Œuvre* (quotidien radical – période consultée : 1936 – 1938)

▪ *Paris-Midi* (quotidien généraliste – période consultée : 1936 – 1938)

▪ Thorez Maurice, « Au service de la liberté et de la paix », Paris, *Les Cahiers du Bolchevisme*, numéro 14-15, 25 août 1936.

Magazines :

▪ *L'Illustration* (hebdomadaire illustré hostile au Front Populaire – période consultée : 1936 – 1938)

▪ *Regards* (hebdomadaire de gauche – période consultée : 1933 – 1939)

▪ *Vu* (hebdomadaire de gauche, favorable à la République espagnole – période consultée : 1930 – 1939)

BIBLIOGRAPHIE

1- Histoire de l'Espagne:

1.1 - Histoire de l'Espagne (XIX^{ème}, XX^{ème} et XXI^{ème} siècles) :

Artola Miguel, *Los orígenes de la España contemporánea 1*, Madrid, Instituto de estudios políticos, 1975.

-- *Los orígenes de la España contemporánea 2*, Madrid, Instituto de estudios políticos, 1976.

Canal Jordi, *Histoire de l'Espagne contemporaine, de 1808 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2021.

Carr Raymond, *España 1908-2008*, Barcelone, Ariel, 2009.

-- *Historia de España*, Barcelone, Península, 2014.

Casanova Julián et Gil Andrés Carlos, *Historia de España en el siglo XX* (4ème ed.), Barcelona, Ariel, 2009.

Casanova Julián, « Ferrer Guardia y la pedagogía moderna », Madrid, *El País*, 11/08/2009.

Cassasa Jordi et Santacana Carles, *Le nationalisme catalan*, Paris, Ellipses, 2004.

Chaput Marie-Claude et Pérez-Serrano Julio, *Civilisation espagnole contemporaine (1868-2018)*, Paris, PUF, 2018.

Dardé Carlos, *Historia de España, La Restauración, 1875-1902, Alfonso XII y la regencia de María Cristina*, Madrid, Temas de Hoy, 1997.

De la Granja José Luis, *Le nationalisme basque*, Paris, Ellipses, 2002.

Espadas Manuel, Seco Carlos, García Queipo de Llano Genoveva et Tusell Javier, *Alfonso XIII, Centenario de un rey polémico*, Madrid, Historia 16, numéro 120, avril 1986.

Fontana Josep, *Historia de España, Vol.6: La época del liberalismo* (dir.), Barcelone, Marcial Pons, 2007.

Fusi Juan Pablo, *Espagne. Nations, nationalités et nationalismes, des Rois Catholiques à la Monarchie Constitutionnelle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002.

García Queipo de Llano Genoveva, *Historia de España, El reinado de Alfonso XIII, La modernización fallida*, Madrid, Temas de Hoy, 1997.

Hermet Guy, *L'Espagne au XX^{ème} siècle*, Paris, PUF, 1992.

Jackson Gabriel, « Las lecciones de Joaquín Costa », Madrid, *El País*, 01/10/2011.

Juliá Santos, *Un siglo de España, Política y Sociedad*, Madrid, Marcial Pons, 1999.

Lema Luis, *Espagne, la passion de l'identité*, Bruxelles, Editions Nevicata, 2013.

Malveille François, « « L'Espagne est le problème, et l'Europe la solution » ; ou comment l'Europe a servi de modèle à l'Espagne », dans *L'Europe à la recherche de son identité*, Actes du 125ème Congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Paris, Editions du CTHS, 2002, pp.333-341.

Martínez-Vasseur Pilar (Coord.), *La question nationale en Espagne*, Nantes, CRINI, 2002.

-- *L'armée espagnole (XIX^{e} et XX^{e} siècle)*, Paris, Ellipses, 2003.

Muñoz Molina Antonio, « El país de Galdós », Madrid, *El País*, 10/09/2011.

Payne Stanley, *La España contemporánea desde el 98 hasta Juan Carlos I*, Madrid, Playor, 1990.

Pellistrandi Benoît, *Les fractures de l'Espagne, de 1808 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2022.

-- « La guerre et le franquisme pèsent trop sur la mémoire des Espagnols », dans *Géo Histoire : Guerre d'Espagne, des plaies jamais refermées*, numéro 69, mai-juin 2023, pp.116-121.

Pérez Joseph, *Histoire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 1996.

Serrano Carlos et Jacques Maurice, *L'Espagne au XXe siècle*, Paris, Hachette, 1995.

Temime Emile et Broder Albert et Chastagnaret Gérard, *Historia de la España contemporánea, desde 1808 hasta nuestros días*, Barcelona, Ariel Historia, 2009.

Tuñón de Lara Manuel, *La España del siglo XX, Vol. I*, Barcelone, Laia, 1974.

Tusell Javier, *Historia de España en el siglo XX*, *Vol. I, Del 98 a la proclamación de la República*, Madrid, Taurus, 2012.

Vilar Pierre, *Histoire de l'Espagne*, Paris, PUF, 2017.

Villares Ramón et Moreno Luzón Javier, *Historia de España. Restauración y Dictadura, Vol.VII*, Barcelone, Crítica, 2007.

Waintrop Edouard, *Les anarchistes espagnols (1868-1981)*, Paris, Denoel, 2012.

1.2 - Histoire de la Seconde République espagnole :

Amalric Jean-Pierre, Dreyfus-Armand Geneviève, Vargas Bruno, *Huit ans de République en Espagne, entre réforme, guerre et révolution, 1931-1939*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2017.

Antilogus Pierre, « Une république si fragile », dans *Géo Histoire : Guerre d'Espagne, des plaies jamais refermées*, numéro 69, mai-juin 2023, pp.22-29.

Aróstegui Julio, *Memoria de la Segunda República: mito y realidad*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2006.

-- *Largo Caballero*, Madrid, Debate, 2021.

Berdah Jean-François, *La démocratie assassinée, la République espagnole et les puissances, 1931-1939,* Paris, Berg International, 2000.

Brenan Gerald, *El laberinto español, Antecedente sociales y políticos de la guerra civil*, Barcelone, Planeta, 2020.

Broué Pierre, *La révolution espagnole – 1931-1939*, Paris, Flammarion, 1973.

Casanova Julián, *República y guerra civil*, Barcelone, Crítica, 2014.

-- *De la calle al frente, El anarcosindicalismo en España*, Barcelone, Crítica, 2010.

-- "La Segunda República, un sueño democrático que se proclamó hace 90 años sin violencia", Madrid, *El País*, 14/04/2021.

-- "Tres grandes mentiras sobre la Segunda República", *InfoLibre,* 16/04/2023.

Ceamanos Llorens Roberto, *El discurso bolchevique, El Parti Communiste Français y la Segunda República española (1931-1936)*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2010.

De la Cierva Ricardo, *Historia actualizada de la Segunda República y la Guerra de España, 1931-1939*, Madrid, Fénix, 2003.

Graham Helen, *La República española en guerra, 1936-1939*, Barcelone, Debate, 2006.

Jackson Gabriel, *La República española y la guerra civil*, Barcelone, Crítica, 5ème édition, 2020.

Juliá Santos, *Historia de las dos Españas*, Madrid, Taurus, 2015.

-- *Vida y tiempo de Manuel Azaña (1880-1940)*, Barcelone, Penguin Random House, 2015.

-- *República y guerra en España, 1931-1939*, Madrid, Espasa Calpe, 2006.

Miralles Ricardo, *Juan Negrín. La República en guerra*, Madrid, Temas de Hoy, 2003.

Moradiellos Enrique, *Negrín*, Barcelone, Península, 2015.

Preston Paul, *Las tres Españas del 36*, Barcelone, Penguin Random House Grupo Editorial, 2003.

-- *La destrucción de la democracia en España, Reforma, reacción y revolución en la Segunda República*, Barcelone, Penguin Random House Grupo Editorial, 2020.

Raguer Hilari, « "España ha dejado de ser católica": la política religiosa de Azaña », Leioa, *Historia Contemporánea*, numéro 6, 1991, pp.145-157.

Rodríguez Puértolas Julio, *La República y la cultura: Paz, guerra y exilio*, Madrid, Akal, 2009.

Salomón Chéliz María Pilar, « Los católicos españoles ante la libertad religiosa durante la Segunda República », *Diachronie: Studi di Storia Contemporanea*, numéro 26, 2016.

-- « El discurso anticlerical en la construcción de una identidad nacional española republicana (1898-1936) », *Hispania Sacra*, Vol.54, numéro 110, 2002, pp.485-498.

Tusell Javier, *Historia de España en el siglo XX*, *Vol. II, La crisis de los años treinta: República y guerra civil*, Madrid, Taurus, 2012.

Viñas Ángel, *La soledad de la República, El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, Barcelone, Crítica, 2006.

-- *El escudo de la República, el oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, Barcelone, Crítica, 2007.

-- *El honor de la República, entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, Barcelone, Crítica, 2008.

1.3 – <u>Histoire de la guerre civile espagnole</u> :

Alonso Carballes Jesús, *1937, Los niños vascos evacuados a Francia y a Bélgica. Historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, Bilbao, Ed. ANE 37, 1998.

-- « Montrer la guerre d'Espagne? Les photographies du conflit dans les manuels d'histoire espagnols (1977-2012) », *Bulletin Hispanique*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2016.

Alpert Michael, *A new international history of the Spanish Civil War*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2004.

-- "La respuesta inglesa humanitaria y propagandística a la guerra civil española", Madrid, *Revista de Estudios Internacionales*, Numéro 5, Janvier/Mars 1984, pp. 29-38.

-- "Anthony Eden y la Guerra de España", Madrid, *Tiempo de Historia*, 1974, pp. 19-25.

-- "A Salvo de las bombas: los niños vascos en Inglaterra", Madrid, *Cuadernos republicanos*, n°50, 2002, p.23-39.

-- « Gibraltar y la guerra civil española », Londres, *Université polytechnique de Londres*, 1985.

Arasa Daniel, *De Hemingway a Barzini, corresponsales extranjeros en la guerra civil*, Barcelona, Stella Maris, 2016.

Avilés Farré Juan, *Pasión y farsa, franceses y británicos ante la guerra civil española*, Madrid, Eudema, 1994.

-- *Las grandes potencias ante la guerra de España*, Madrid, Arco Libres, 1998.

Barbieri Pierpaolo, *La sombra de Hitler, el imperio económico nazi y la guerra civil española*, Barcelone, Taurus, 2015.

Beevor Anthony, *La guerre d'Espagne*, Paris, Calmann-Levy, 2006.

Bennassar Bartolomé, *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, Perrin, 2006.

Bernard Pierre, « 1936-1939 : une répétition générale ? », dans *Géo Histoire : Guerre d'Espagne, des plaies jamais refermées*, numéro 69, mai-juin 2023, pp.54-61.

-- « La valse-hésitation du Front Populaire », dans *Géo Histoire : Guerre d'Espagne, des plaies jamais refermées*, numéro 69, mai-juin 2023, pp.64-67.

Bôle-Richard Michel, « Les questions de l'Espagne sur sa guerre civile », Paris, *Le Monde*, 19 juillet 1996.

Bolloten Burnett, *La guerre d'Espagne, Révolution et contre-révolution (1934-1939),* Marseille, Agone, 2014.

Broué Pierre, *Staline et la Révolution, le cas espagnol*, Paris, Fayard, 1993.

Buchanan Tom, *Britain and the Spanish Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

Canal Jordi et Duclert Vincent (Dir.), *La guerre d'Espagne, Un conflit qui façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016.

Casanova Julián, *España partida en dos*, Barcelone, Crítica, 2013.

-- "La guerra española en el reñidero de Europa", Madrid, *El País*, 18/07/2016.

Casanova Marina, *La diplomacia española durante la Guerra Civil*, Madrid, Centre de publications du ministère des Affaires Etrangères et de Coopération d'Espagne, 1996.

Catala Michel, « L'attitude de la France face à la Guerre d'Espagne: l'échec des négociations pour la reconnaissance du gouvernement franquiste en 1938 », Madrid, *Mélange de la Casa de Velázquez*, volume 29, numéro 3, 1993, pp. 243-262.

Charpentier Pierre-Frédéric, *Les Intellectuels français et la guerre d'Espagne, une guerre civile par procuration (1936-1939)*, Paris, Editions du Félin, 2019.

Collectif, *Brigadistes!*, Saint-Etienne, Editions du Caïman, 2016.

Delperrié de Bayac Jacques, *Les Brigades Internationales*, Paris, Arthème Fayard, 1968.

Dreyfus-Armand Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France*, Paris, Albin Michel, 1999.

Dreyfus-Armand Geneviève et Martinez-Maler Odette, *L'Espagne, Passion française, 1936-1975, Guerres, exils, solidarités*, Paris, Les arènes, 2015.

Farré Sébastien, « Le Comité de Londres et la politique de non-intervention durant la guerre civile espagnole (1936-1939) », *Prévention, gestion et sorties des conflits*, Genève, Institut européen de l'Université de Genève, 2006, pp.201-219.

-- « Neutralité, non-intervention et non-immixtion : la politique étrangère suisse durant la Guerre civile espagnole (1936-1939) », Lyon, *Matériaux pour l'Histoire de notre temps*, n°93, janvier 2009, pp. 87-93.

Fernández Recalata Denis, « Des camps pour les républicains espagnols », *Le Monde Diplomatique*, Paris, 1999.

Gil Andrés Carlos, *Españoles en guerra, la guerra civil en 39 episodios*, Barcelone, Ariel, 2014.

Godicheau François, *La guerre d'Espagne, République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004.

Gómez Mendoza Antonio, *El "Gibraltar económico": Franco y Riotinto, 1936-1954*, Madrid, Civitas, 1994.

Heiberg Morten, *Emperadores del Mediterráneo. Franco, Mussolini y la guerra civil española*, Barcelone, Crítica, 2004.

Hermet Guy, *La guerre d'Espagne*, Paris, Seuil, 1989.

Hernández Sánchez Fernando, « Con el cuchillo entre los dientes: el mito del "peligro comunista" en España en julio de 1936" dans Viñas, Ángel: *Los Mitos del 18 de julio*, Barcelone, Crítica, 2019.

Howson Gerald, *Armas para España, La historia no contada de la Guerra Civil española*, Barcelone, Península, 1998.

Johnson Gaynor, "The international context of the Spanish Civil War", Cambridge, *Cambridge Scholars Publishing*, 2009.

Kauffer Rémi, « La mort tombe du ciel », *Nouveaux regards sur la guerre d'Espagne*, Paris, Historia, numéro 725, mai 2007.

Kowalsky Daniel, *La Unión Soviética y la guerra civil española. Una revisión crítica*, Barcelone, Crítica, 2004.

Lauret Alain, « La Retirada : les mois tragiques de 1939 », *Blagnac Questions d'Histoire*, Blagnac, numéro 38, 2011.

Ledesma José Luis, « Cruzar el Rubicón por el Ebro », dans Alvarez Tardío Manuel et del Rey Reguillo Fernando, *Vidas truncadas: historias de violencia en la España de 1936*, Barcelone, Galaxia Gutenberg, 2021, pp.199-258.

-- « Las violencias en la zona republicana y sus paradojas », dans Reig Tapia Alberto et Sánchez Cervelló Josep (Dir.), *La guerra civil española, 80 años después, Un conflicto internacional y una fractura cultural*, Madrid, Tecnos, 2019, pp.40-62.

Lees Paul, « La gauche britannique devant les enjeux internationaux de la Guerre d'Espagne » dans Martínez-Vasseur, Pilar (Coord.): *La Guerre Civile espagnole: du réel au légendaire (1936-2006)*, Nantes, CRINI, 2006, pp.67-84.

Lefebvre Michel et Skoutelsky Rémi, *Las Brigadas Internacionales, Imágenes recuperadas*, Barcelone, Lunwerg, 2003.

Lefebvre Michel, *Guerra gráfica, Photographes, artistes et écrivains en guerre*, Paris, Editions de La Martinière, 2013.

Malefakis Edward, *La Guerra Civil española* (Dir.), Madrid, Taurus, 2006.

Marqués Pierre, *La Croix-Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939), les Missionnaires de l'humanitaire*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Martínez-Vasseur Pilar (coord.), *La Guerre civile espagnole : du réel au légendaire (1936-1939)*, Nantes, CRINI, 2006.

Mathieu Anne, *Nous n'oublierons pas les poings levés : Reporters, éditorialistes et commentateurs antifascistes pendant la guerre d'Espagne*, Paris, Syllepse, 2021.

Miralles Ricardo, « Georges Bonnet y la política española del Quai d'Orsay (1938-1939) », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, Madrid, Tome 30, n°3, pp.113-141.

Monier Frédéric (Dir.), « Nouveaux regards sur la Guerre d'Espagne », *Etudes Jean-Richard Bloch*, numéro 13, 2007.

Moradiellos Enrique, *Quo Vadis, Hispania? Winston Churchill y la guerra civil española (1936-1939)*, Madrid, Real Academia de la Historia, 2021.

-- *Historia mínima de la Guerra Civil española*, Madrid, Turner, 2016.

-- *1936, Los mitos de la guerra civil*, Barcelone, Península, 2019.

-- *La perfidia de Albión: El gobierno británico y la guerra civil española*, Madrid, Siglo Veintiuno, 1996.

-- *La guerra civil* (Dir.), Madrid, *Revista Ayer*, numéro 50, 2003.

-- "El gobierno y la Guerra de España: Apaciguamiento y No-Intervención", Madrid, *Historia del Presente,* 2006, pp. 71-88.

-- "La política britanica ante la guerra civil española", *Espacio, Tiempo y Forma*, Serie V, Madrid, Historia Contemporanea, 1992, pp. 185-210.

-- "La evitable Guerra Civil española de 1936", Madrid, *El País*, 18/09/2006.

-- "18 de julio de 1936", Madrid, *El País*, 18/07/2016.

Pineira-Tresmontant Carmen et Fergombe Amos, *Art – Ecriture – Engagement, S'engager pour l'Espagne républicaine*, Bruxelles, E.M.E., 2011.

Poggioli Morgan, «La CGT et la guerre d'Espagne (1936-1939)», *Les Cahiers de l'IHS-CGT*, n°102, juin 2007, Montreuil, pp. 6-11.

Ponce Alberca Julio, La Guerra Civil y el Peñón de Gibraltar, *Historia Contemporánea*, Madrid, n°41, 2010, pp.321-343.

Preston Paul, *El holocausto español. Odio y exterminio en la guerra civil y después*, Barcelone, Debate, 2011.

-- *Une guerre d'extermination*, Espagne 1936-1939, Paris, Belin, 2012.

-- *La Guerra Civil española* (avec José Pablo García), Barcelone, Penguin Random House Grupo Editorial, 2016.

-- *La muerte de Guernica* (avec José Pablo García), Barcelone, Penguin Random House Grupo Editorial, 2017.

-- *La Guerra Civil española*, Barcelone, Penguin Random House Grupo Editorial, 2017.

Rafaneau-Boj Marie-Claude, *Los campos de concentración de los refugiados españoles en Francia (1939-1945)*, Barcelona, Omega, 1995.

Rankin Nicholas, *Telegram from Guernica*, Londres, Faber and Faber, 2003.

Ranzato Gabriele, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Casterman, 1995.

Reichberg Gregory, *Jacques Maritain, l'Espagne, et la guerre sainte*, Toulouse, Revue thomiste, 2016.

Reig Tapia Alberto et Sánchez Cervelló Josep (Dir.), *La guerra civil española, 80 años después, Un conflicto internacional y una fractura cultural*, Madrid, Tecnos, 2019.

Rodrigo Javier, *La guerra fascista, Italia en la Guerra Civil española, 1936-1939*, Madrid, Alianza, 2016.

Rousselot Nathan, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937 - octobre 1938) », *Relations internationales*, volume 170, numéro 2, 2017, pp. 9-24.

Salmon Pierre, « Une impuissante « non-intervention » : les limites de la prohibition du trafic d'armes en France à destination de la guerre d'Espagne (1936-1939), *Histoire Politique*, numéro 37, Paris, Centre d'histoire de Sciences Po, 2019.

Saux Volker, « Gerda Taro, dans l'ombre de Capa », dans *Géo Histoire : Guerre d'Espagne, des plaies jamais refermées*, numéro 69, mai-juin 2023, pp.36-43.

Schwartz Fernando, *La Internacionalización de la guerra civil española*, Barcelone, Planeta, 1999.

Serrano Carlos, *L'enjeu espagnol, PCF et guerre d'Espagne*, Paris, Messidor, 1987.

Skoutelsky Rémi, *L'Espoir guidait leurs pas*, Paris, Grasset, 1998.

Soria Georges, *Guerre et Révolution en Espagne*, Paris, Robert Laffont, 1975. (Tomes IV et V)

Southworth Herbert R., *La destruction de Guernica, Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, Paris, Ruedo ibérico, 1975.

Stone Glyn, "Italo-German Collaboration and the Spanish Civil War (1936-1939)", dans Johnson Gaynor, *The International Context of the Spanish Civil War,* ed. (2009), Cambridge, Cambridge Scholars Publications, pp. 33-55.

Témime Emile, *1936, La guerre d'Espagne commence,* Bruxelles, Ed. Complexe, 2006.

Témime Emile et Broué Pierre, *La révolution et la Guerre d'Espagne*, Paris, Les éditions de Minuit, 1961.

Thiebaut Claude, « Léon Blum, Alexis Léger et la décision de non-intervention », dans Caucanas, Sylvie et Sagnes, Jean (dir.), *Les Français et la Guerre d'Espagne 1936-1939*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, 2008.

Thiolay Boris, « 2 Espagne, 1000 divisions », dans *Géo Histoire : Guerre d'Espagne, des plaies jamais refermées*, numéro 69, mai-juin 2023, pp.30-35.

Thomas Hugh, *La guerra civil española*, Barcelone, Delbosillo, 2020.

Vilar Pierre, *La guerre d'Espagne (1936-1939)*, Paris, PUF, 1986.

Viñas Ángel, *Franco, Hitler y el estallido de la guerra civil, antecedentes y consecuencias*, Madrid, Alianza, 2001.

-- *Los Mitos del 18 de julio*, Barcelone, Crítica, 2019.

-- « Una sublevación militar con ayuda fascista », Madrid, *El País*, 21/01/2013.

-- « ¡Guernica!, ¡Guernica! », Madrid, *El País*, 21/01/2013.

Wingeate Pike David, *France divided, The French and the Civil War in Spain*, Eastbourne, Sussex Academic Press, 2011.

1.4 – <u>Histoire du franquisme</u> :

Barciela Carlos, *La España de Franco (1939-1975)*, Madrid, Economía Síntesis, 2001.

Casanova Julián, *La Iglesia de Franco,* Madrid, Temas de Hoy, 2001.

-- *40 años con Franco*, Madrid, Crítica, 2015.

-- "Franco", *InfoLibre*, 20/11/2021.

Catala Michel, *Les relations franco-espagnoles pendant la Deuxième Guerre Mondiale, Rapprochement nécessaire, réconciliation impossible, 1939-1944*, Paris, L'Harmattan, 1997.

De Riquer Permanyer Borja, *La dictadura de Franco*, Barcelone, Crítica, 2021.

Di Febo Giuliana et Juliá Santos, *El franquismo: una introducción*, Barcelone, Crítica, 2012.

Fontana Josep, *España bajo el franquismo*, Barcelone, Crítica, 1986.

Fusi Juan Pablo, *Franco. Autoritarismo y poder personal*, Madrid, Taurus, 2011.

Gallego Ferran, El *evangelio fascista: la formación de la cultura política del franquismo, 1930-1950,* Barcelone, Crítica, 2014.

Jover Zamora José María, *Historia de España Menéndez Pidal: 41 La época de Franco 1939-1975 1 Politíca, ejército, iglesia, economía y administración*, Madrid, Espasa-Calpe, 1994.

Kubiak Valérie, « Franco et la longue nuit espagnole », dans *Géo Histoire : Guerre d'Espagne, des plaies jamais refermées*, numéro 69, mai-juin 2023, pp.98-105.

Moradiellos Enrique, *La España de Franco (1939-1975), Política y Sociedad,* Madrid, Síntesis, 2000.

-- *Franco: Anatomía de un dictador*, Madrid, Turner, 2018.

-- "El Franquismo (1936-1975): Cuarenta años de la historia de España", *Colección Conferencias y cuadernos – número 7*, Llerena, Sociedad Extremeña de Historia, 2011.

-- “El lugar de Franco en la historia”, Madrid, *El País*, 01/10/2019.

-- “Franco, un Caudillo que gobernó 40 años”, Madrid, *El País*, 24/10/2019.

Payne Stanley, *El régimen de Franco, 1936-1975*, Madrid, Alianza, 1987.

Preston Paul, *Franco Caudillo de España*, Barcelone, Mondadori, 2005.

Sagarra Renedo Pablo et González López Oscar, *Atlas ilustrado Falange española de las JONS*, Madrid, Susaeta, 2016.

Tusell Javier, *Historia de España en el siglo XX, La dictadura de Franco, Vol. III*, Madrid, Taurus, 1999.

-- *Dictadura franquista y democracia (1939-2004)*, Barcelone, Crítica, 2005.

2 – Histoire de France :

2.1 – Histoire de la France (XIX^{ème}, XX^{ème} siècles):

Allard Paul, *Le Quai d’Orsay*, Paris, Editions de France, 1938.

Berstein Serge, *La France des années 30*, Paris, Armand Colin, 5ème édition, 2011.

-- *Le 6 février 1934*, Paris, Archive Gallimard Julliard, 1975.

Berstein Serge et Winock Michel, *Fascisme français*, Paris, Perrin, 2020.

Birnbaum Pierre, *Un mythe politique : la « république juive » de Léon Blum à Pierre Mendès France*, Paris, Gallimard, 1988.

Bourdin Janine et Rémond René, *Daladier, chef de gouvernement, avril 1938-septembre 1939,* Paris, Presses de Sciences Po, 1977.

Chauvy Gérard, *Le drame de l’armée française du Front Populaire à Vichy*, Paris, Pygmalion, 2010.

Cointet Jean-Paul, *Hitler et la France*, Paris, Tempus, 2017.

Denéchère Yves, *Jean Herbette (1878-1960), Journaliste et ambassadeur*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang SA, 2003.

Duroselle Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939*, Paris, Imprimerie Nationale, 1979.

Lachasse Pierre, *Gide & Blum, Correspondance 1890-1950*, Lyon, PUL, 2011.

Lacouture Jean, *Malraux, une vie dans le siècle*, Paris, Seuil, 1973.

-- *François Mauriac, un citoyen du siècle (1933-1970)*, Paris, Seuil, 1980.

Paillole Paul, *Notre espion chez Hitler*, Paris, Nouveau Monde, 2013.

Pallandre Christian, « L'ombre et le regard. Quel a été le rôle d'Alexis Leger dans les Accords de Munich ? », Aix-en-Provence, *Souffle de Perse*, Fondation Saint-John Perse, numéro 15, 2011.

Paxton Robert, *La France de Vichy*, 1940-1944, Paris, Seuil, 1997.

Pierron Véronique, « Par la plume et par les armes », dans *Géo Histoire : Guerre d'Espagne, des plaies jamais refermées*, numéro 69, mai-juin 2023, pp.68-73.

Poitevin Raymond, *Les relations franco-allemandes (1815-1975),* Paris, Armand Colin, 1977.

Prost Antoine, « Le patriotique pacifisme des anciens combattants », dans *Les anciens combattants et la société française (1914-1939), Tome III : Mentalités et idéologies,* Paris, Presses de Sciences Po, 1977, pp.77-119.

Ory Pascal et Sirinelli Jean-François, *Les intellectuels en France, De l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Perrin, 2004.

Schneidermann Daniel, *La guerre avant la guerre, 1936-1939*, Paris, Seuil, 2022.

Sirinelli Jean-François, *Intellectuels et passions françaises*, Paris, Gallimard, 1990.

Sudda Magali della, « La suppression de l'hebdomadaire dominicain Sept – Immixtion du Vatican dans les affaires françaises (1936-1937) ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°104, octobre-décembre 2009.

Weber Eugen, *La France des années 30. Tourments et Perplexités*, Paris, Fayard, 1996.

Winock Michel, *La France politique: XIX^{e} - XX^{e} siècle*, Paris, Seuil, 2003.

2.2 – **Histoire du Front Populaire (1936-1938)** :

Berstein Serge, *Léon Blum*, Paris, Fayard, 2006.

Birnbaum Pierre, *Léon Blum, un portrait*, Paris, Seuil, 2016.

Brunet Jean-Paul, *Histoire du Front Populaire (1934-1938)*, Paris, PUF, 1991.

Delperrié de Bayac Jacques, *Histoire du Front Populaire*, Paris, Fayard, 1972.

Greilsammer Ilan, *Blum*, Paris, Flammarion, 1996.

Lachaise Bernard, *Yvon Delbos, biographie 1885-1956*, Périgueux, Fanlac, 1993.

Lacouture Jean, *Léon Blum*, Paris, Seuil, 1979.

Lalmy Pascal-Eric, *Le Parti Radical-Socialiste et le Front Populaire, 1934-1938*, Paris, Mare et Martin, 2007.

Morel Yves, *Histoire du Parti Radical*, Versailles, Via Romana, 2015.

Morin Gilles et Richard Gilles, *Les deux France du Front Populaire*, Paris, L'Harmattan, 2008.

Racine Nicole et Bodin Louis, *Le Parti Communiste Français pendant l'Entre-deux-guerres*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1972.

Réau (de) Elizabeth, *Daladier 1884-1970,* Paris, Fayard, 1993.

Renouvin Pierre et Rémond René, *Léon Blum, Chef de gouvernement, 1936-1937*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1981.

Sirot Stéphane, *Maurice Thorez*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

Tartakowsky Danielle, « 1936 : Quand le cinéma faisait politique et que la politique faisait cinéma », dans Grember Maxime, *La vie est à nous, le livre*, Saint-Ouen, Ciné-Archives, 2016.

Touchard Jean et Bodin Louis, « L'état de l'opinion au début de l'année 1936 », cité dans Renouvin Pierre et Rémond René, *Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937)*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981.

Vigreux Jean, *Le Front Populaire 1934-1938*, Paris, PUF, 2011.

-- *Histoire du Front Populaire, l'échappée belle*, Paris, Tallandier, 2018.

Wieviorka Annette, *Maurice et Jeannette, biographie du couple Thorez*, Paris, Tempus, 2016.

Wolikow Serge, « Les enjeux internationaux du Front Populaire », dans Grember Maxime, *La vie est à nous, le livre*, Saint-Ouen, Ciné-Archives, 2016.

2.3 – Histoire de l'extrême-droite française (XIX^{ème} et XX^{ème} siècles) :

Burrin Philippe, *La dérive fasciste, Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, Paris, Seuil, 2003.

Dard Olivier, *Charles Maurras, Le nationaliste intégral*, Paris, Armand Colin, 2013.

Debono Emmanuel, « Le visage de l'anti-France dans la France des années trente : l'exemple de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA) », *Revue d'Histoire de la Shoah*, 2001/3 (N° 173).

Igounet Valérie, « Révisionnisme » et négationnisme au sein de l'extrême droite française », dans *Négationnistes, les chiffonniers de l'Histoire*, Paris, Syllepse/Golias, 1997.

Jeanneney Jean-Noël, « Maurras appelle au meurtre », L'Histoire, numéro 353, mai 2010.

Milza Pierre, *Fascisme français, Passé et Présent*, Paris, Flammarion, 1987.

Winock Michel, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 2014.

-- *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Seuil, 1993.

3 - Histoire de l'Europe :

3.1- Histoire de l'Europe d'Entre-deux-guerres :

Arendt Hannah, *Les origines du totalitarisme : Sur l'antisémitisme*, Paris, Gallimard, 2002.

-- *Les origines du totalitarisme : Le système totalitaire*, Paris, Gallimard, 2002.

Aron Raymond, *Démocratie et Totalitarisme*, Paris, Gallimard, 1965.

Bouverie Tim, *Apaiser Hitler*, Paris, Flammarion, 2019.

Casanova Julián, *Europa contra Europa*, Barcelona, Crítica, 2012

-- *Una violencia indómita, El siglo XX europeo*, Barcelone, Crítica, 2020.

Chapoutot Johann, *Fascisme, nazisme et régimes autoritaires en Europe (1918-1945)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013.

CNRS*, Les relations franco-britanniques 1935-1939*, Paris, CNRS, 1975.

Duroselle Jean-Baptiste, *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, Paris, Armand Colin, 2001.

Gerbet Pierre, *Le rêve d'un ordre mondial de la SDN à l'ONU* (Dir.), Paris, Imprimerie Nationale, 1996.

Hobsbawm Eric J., *L'âge des extrêmes, Histoire du Court XX^e Siècle*, Paris, Editions Complexe, 1994.

Kershaw Ian, *L'Europe en enfer, 1914-1949*, Paris, Seuil, 2016.

Marbeau Michel, *La Société des Nations, vers un monde multilatéral 1919-1946*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 2017.

Mazower Mark, *Le continent des ténèbres : une histoire de l'Europe au XX^ème siècle*, Paris, Points, 2021.

Merlio Gilbert, « Le pacifisme en Allemagne et en France entre les deux guerres mondiales », *Les cahiers Irice*, numéro 8, 2011, pp.39-59.

Milza Pierre, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, Armand Colin, 2003.

Nolte Ernst, *La guerre civile européenne, national-socialisme et bolchevisme, 1917-1945*, Paris, Perrin, 2000.

Olivera Philippe et Offenstadt Nicolas, « L'engagement pour la paix dans la France de l'Entre-deux-guerres : un ou des pacifismes? », dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°30, 1993, pp. 53-56.

Rothschild Robert, *Les chemins de Munich, une nuit de sept ans, 1932-1939,* Paris, Librairie Académique Perrin, 1988.

Vinen Richard, *A History in Fragments: Europe in the Twentieth Century*, Londres, Abacus, 2002.

Zorgbibe Charles, *Histoire des relations internationales, 1919-1945,* Paris, Hachette, 1994.

3.2 – Histoire de la Grande-Bretagne (XIX^{ème} et XX^{ème} siècles):

Chassaigne Philippe, *Histoire de l'Angleterre, des origines à nos jours*, Paris, Flammarion, 2008.

Curran James et Seaton Jean, *Power without responsability*, Londres, Routledge, 1997.

Hills George, *Rock of contention, a History of Gibraltar*, Londres, R. Hale, 1974.

Kennedy Paul, *Stratégie et Diplomatie (1870-1945)*, Paris, Economica, 1988.

Kersaudy François, *Winston Churchill*, Paris, Tallandier, 2015.

Morgan Kenneth, *The Oxford History of Britain*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

Mougel François-Charles, *Histoire du Royaume-Uni au XXème siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996.

Parker R.A.C., *Chamberlain and Appeasement, British Policy and the Coming of the Second World War*, Londres, The MacMillan Press, 1993.

Seymour-Ure Colin, *The political impact of mass media*, Londres, Communication and Society Series, 1974.

Thomas Martin, *Britain, France and Appeasement, Anglo-French Relations in the Popular Front Era*, Oxford, Berg, 1996.

Thorpe Andrew, *Britain in the 1930s*, Oxford, Blackwell Historical Association Studies, 1992.

Thorpe D. R., *Eden, The Life and Times of Anthony Eden, First Earl of Avon, 1897-1977*, Londres, Pimlico, 2004.

Watkins K.W., *Britain divided: the effect of the Spanish Civil War on British Political Opinion*, Londres, Thomas Nelson & Sons, 1963.

3.3 – Histoire de l'Allemagne (1914-1945):

Beradt Charlotte, *Rêver sous le Troisième Reich*, Paris, Payot, 2004.

Kershaw Ian, *Hitler*, Paris, Flammarion, 2014.

-- *Hitler, Essai sur le charisme en politique*, Paris, Gallimard, 1995.

-- *L'opinion allemande sous le nazisme*, Paris, CNRS Editions, 2010.

Möller Horst, *La République de Weimar, 1919-1933*, Paris, Tallandier, 2011.

Quétel Claude, *Hitler, Vérités et légendes*, Paris, Perrin, 2022.

Reich Wilhelm, *La psychologie de masse du fascisme*, Paris, Editions Payot, 1972.

Schneidermann Daniel, *Berlin 1933, La presse internationale face à Hitler*, Paris, Seuil, 2020.

1889-1945, Hitler, le dictateur qui terrifia le monde, revue Géo-Histoire, Gennevilliers, février-mars 2015.

3.4 – Histoire de la Russie et de l'Union Soviétique (XX^{ème} siècle):

Casanova Julián, *La venganza de los siervos, Rusia 1917*, Barcelona, Crítica, 2017.

Khlevniuk Oleg, *Staline*, Paris, Gallimard, 2019.

Werth Nicolas, *Histoire de l'Union Soviétique de Lénine à Staline (1917-1953)*, Paris, PUF, 1995.

-- *Histoire de l'Union Soviétique de Khrouchtchev à Gorbatchev (1953-1991)*, Paris, PUF, 1995.

3.5 – Histoire de l'Italie (1919-1945) :

Brice Catherine, *Histoire de l'Italie*, Paris, Perrin, 2019.

Gentile Emilio, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Paris, Gallimard, 2004.

Ludwig Emil, *Entretiens avec Mussolini*, Paris, Perrin, 2016.

Milza Pierre et Berstein Serge, *Le fascisme italien, 1919-1945*, Paris, Seuil, 1980.

Milza Pierre, *Le fascisme italien et la presse française, 1920-1940*, Paris, Editions Complexe, 1987.

Serra Maurizio, *Le mystère Mussolini*, Paris, Perrin, 2021.

4 - Ouvrages théoriques :

4.1 – Essais sur Histoire politique et société :

Alvarez Junco José, "Las deformaciones de la memoria", *El País*, Madrid, 7 décembre 2014.

Aron Raymond, *Paix et guerres entre les nations*, Paris, Calmann Levy, 1968.

-- *Introduction à la philosophie politique : Démocratie et révolution*, Paris, Le Livre de Poche, 1997.

-- *Le spectateur engagé*, Paris, Editions de Fallois, 2004.

Birbaum Jean, *Le courage de la nuance*, Paris, Seuil, 2021.

Chagnollaud Dominique, *Introduction à la politique*, Paris, Seuil, 1996.

Clausewitz (von) Carl, *De la guerre*, Paris, Perrin, 2014.

Duverger Maurice, *Introduction à la politique*, Paris, Gallimard, 1964.

Fottorino Eric, *Qui veut réécrire l'histoire ?*, Paris, Le 1 – Hors-Série, 2022.

Girardet Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986.

Machiavel Nicolas, *L'art de la guerre*, Paris, Perrin, 2011.

Milliot Vincent et Wievorka Olivier, *Méthode pour le commentaire et la dissertation historiques*, Paris, Armand Colin, 2015.

Moradiellos Enrique, *Sine Ira et Studio, Ejercicios de crítica historiográfica*, Cáceres, Universidad de Extremadura, 2000.

-- *El oficio del historiador* (5è ed.), Madrid, Siglo Veintiuno, 2008.

-- *La persistencia del pasado: Escritos sobre la historia*, Cáceres, Universidad de Extremadura, 2009.

-- "La intervención extranjera en la guerra civil: un ejercicio de crítica historiográfica", Núm.50, *La Guerra Civil*, Ayer, Madrid, 2003, pp.199-232.

Poliakov Léon, *Histoire de l'antisémitisme, Tome 1 - L'âge de la foi*, Paris, Calmann-Lévy, 1981.

-- *Histoire de l'antisémitisme, Tome 2 - L'âge de la science*, Paris, Calmann-Lévy, 1981.

Renan Ernest, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, Sorbonne, 11 mars 1882.

Renouvin Pierre et Duroselle Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1991.

Ricoeur Paul, « L'écriture de l'histoire et la représentation du passé », *Le Monde*, Paris, 13 juin 2000.

Rojo José Andrés, « Las historias de la Historia », *El País Babelia*, Madrid, 2014.

Ruby Christian, *L'Histoire*, Paris, Quintette, 1988.

Tertrais Bruno, *La guerre*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010.

Thuillier Guy et Tulard Jean, *La méthode en Histoire*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986.

-- *Le métier d'historien*, Paris, Presses Universitaires de France, 1991.

Tzu Sun, *L'art de la guerre*, Paris, Mille et Une Nuits, 1996.

Veyne Paul, *Comment écrit-on l'Histoire ?*, Paris, Seuil, 1979.

Ypersele (van) Laurence, *Questions d'histoire contemporaine, Conflits, mémoires et identités*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006.

4.2 – Presse, Photographie et Propagande :

Bacot Jean-Pierre, « La naissance du photo-journalisme. Le passage d'un modèle européen de magazine illustré à un modèle américain », *Réseaux,* numéro 151, 2008.

Bernays Edward, *Propaganda, comment manipuler l'opinion en démocratie*, Paris, Editions La découverte, 2007.

Charaudeau Patrick, *Les médias et l'information, L'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck, 2011.

-- *La manipulation de la vérité, Du triomphe de la négation aux brouillages de la post-vérité*, Limoges, Lambert-Lucas, 2020.

D'Almeida Fabrice, *Images et Propagande, XX^{ème} siècle*, Bruxelles, Casterman, 1995.

Debray Régis, *Le stupéfiant image*, Paris, Gallimard, 2013.

Delporte Christian et Blandin Claire et Robinet François, *Histoire de la presse en France. XX^{e}-XXI^{e} siècles*, Paris, Armand Colin, 2016.

Freund Gisèle, *Photographie et société*, Paris, Seuil, 1974.

Jeanneney Jean-Noël, *Une histoire des médias, des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 2015.

Kerbrat-Orecchioni Catherine et Mouillaud Maurice, *Le discours politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1984.

Lasswell Harold Dwight, "The Theory of Political Propaganda", *The American Political Science Review*, Vol. 21, numéro 3, Août 1927.

Le Bon Gustave, *Psychologies des foules*, Paris, BoD-Books on Demand, 2018.

Lefebvre Michel et Lebrun Bernard, *Robert Capa, traces d'une légende*, Paris, Edition de la Martinière, 2011.

Lormier Dominique, *Histoire de la presse en France*, Paris, De Vecchi, 2004.

Maingueneau Dominique, *Discours et analyse du discours*, Paris, Armand Colin, 2014.

Maspero François, *L'ombre d'une photographe, Gerda Taro*, Paris, Seuil, 2006.

Pineira-Tresmontant Carmen, *Le langage manipulateur : comment et pourquoi argumenter ?*, Arras, Presses Universitaires de l'Artois, 2014.

5- **Ouvrages de fiction**:

5.1 – **Littérature** :

Aurel et Milesi Jean-Louis et Rebmann Audrey, *Josep*, Paris, Editions de l'usine, 2021.

Benamou Georges-Marc, *Le fantôme de Munich*, Paris, Flammarion, 2007.

Bernanos Georges, *Les grands cimetières sous la lune*, Paris, Points, 2014.

Céline Louis-Ferdinand, *Bagatelles pour un massacre*, Paris, Denöel et Steele, 1937.

Cercas Javier, *Soldados de Salamina*, Barcelona, Tusquets, 2001.

Costa Joaquín, *Oligarquía y caciquismo*, Madrid, Biblioteca Nueva, 1998.

Ganivet Ángel, *Idearium español, El porvenir de España*, Madrid, Biblioteca Nueva, 1996.

García Lorca Federico, *Romancero gitano*, Madrid, Catedra, 1977.

Grandes Almudena, *Los pacientes del doctor García*, Barcelone, Tusquets, 2017.

Greilsammer Ilan, *Une amitié espagnole*, Paris, Grasset, 2010.

Grellet Gilbert, *Un été impardonnable*, Paris, Albin Michel, 2016.

Hemingway Ernest, *Pour qui sonne le glas*, Paris, Gallimard, 1973.

Malraux André, *L'Espoir*, Paris, Gallimard, 1937.

Ortega y Gasset José, *España invertebrada*, Barcelone, Austral, 2011.

Orwell George, *Hommage à la Catalogne*, Paris, Champ libre, 1982.

Pérez Galdós Benito, *Episodios Nacionales, Quinta serie, España sin rey*, 1908. (Disponible sur la plateforme Cervantesvirtual.com)

-- *Episodios Nacionales, Quinta serie, España trágica*, 1909.

-- *Episodios Nacionales, Quinta serie, La Primera República,* 1911.

-- *Episodios Nacionales, Quinta serie, Cánovas*, 1912.

Pérez-Reverte Arturo, *Falcó*, Barcelone, Penguin Random House Grupo Editorial, 2016.

Salvayre Lydie, *Pas pleurer*, Paris, Seuil, 2014.

Unamuno (de) Miguel, *En torno al casticismo*, Madrid, Biblioteca Nueva, 1996.

Vuillard Eric, *L'ordre du jour*, Arles, Actes Sud, 2017.

5.2 – Podcasts :

Collin Philippe, Ballet Violaine, « *Léon Blum, une vie héroïque (1872-1950)* », France, France Inter, 5 décembre 2022, 9 épisodes de 60 minutes.

Collin Philippe, Ballet Violaine, « *Le fantôme de Philippe Pétain », épisodes 3 « La vanité du Maréchal », et 4 « Le fossoyeur de la République »*, France, France Inter, 13-14 juillet 2022, 54 minutes.

5.3 – Cinéma : documentaires et fictions :

Sur le XX^{ème} siècle:

« Hitler – Staline : liaisons dangereuses », Jean-François Delassus, France, 1996. (documentaire)

Série de documentaires en 3 épisodes : 1 - Le Brise-glace, 2 - Pacte avec le Diable, 3 - L'affrontement.

"Les rêves brisés de l'Entre-deux-guerres", Jan Peter et Frédéric Goupil, Allemagne - France, 2018. (documentaire)

Sur l'Espagne :

"Espagne 1936", Jean Paul Le Chanois, France, 1937. (documentaire)

"Espoir, sierra de Teruel", André Malraux et Boris Peskine, France, Espagne, 1940. (fiction)

"Land and Freedom", Ken Loach, Espagne, Grande-Bretagne, 1995. (fiction)

"La conspiración", Pedro Olea, 2012. (fiction)

"La lengua de las mariposas", José Luis Cuerda, Espagne, 1999. (fiction)

"La tragédie des Brigades Internationales, Patrick Rotman, France, 2016. (documentaire)

"La vie est à nous", Jean Renoir, France, 1936. (fiction)

"L'Assedio dell'Alcazar", Augusto Genina, Italie, 1940. (fiction)

"L'Espagne vivra", Henri Cartier-Bresson, France, 1939. (documentaire)

"10 jours de guerre d'Espagne", Patrick Jeudy, France, 2015. (documentaire)

"Josep", Aurel, France, Espagne, Belgique, 2020. (fiction)

Sur la France:

"Blum-Pétain, duel sous l'occupation", Julie Bracher et Hugo Hayat, France, 2013. (documentaire)

"Histoires d'une nation", Françoise Davisse et Carl Aderhold, France, 2018. (documentaires)

-- Episode 1 : "Le pays où l'on arrive (1870-1927)".

-- Episode 2 : "Des héros dans la tourmente (1927-1954)".

"Jacques Doriot, le petit Führer français", Joseph Beauregard, France, 2018. (documentaire)

"Le Front Populaire: à nous la vie !", Jean-François Delassus, France, 2012. (documentaire)

"L'extrême-droite dans l'Histoire: du Général Boulanger à Jean-Marie Le Pen", Gilles Nadeau, France, 2003. (documentaire)

"Léon Blum haï et adoré", Julia Bracher et Hugo Hayat, France, 2016. (documentaire)

"Notre espion chez Hitler", Laurent Bergers, France, 2017. (documentaire)

"Quai d'Orsay, au cœur de la diplomatie française", Amal Mogaïzel, France, 2015. (documentaire)

"Quand la Gauche collaborait, 1939-1945", Florent Leone et Christophe Weber, France, 2017. (documentaire)

"Quand l'extrême droite résistait, 1939-1945", Florent Leone et Christophe Weber, France, 2017. (documentaire)

« Vichy la mémoire empoisonnée », Michael Prazan, France, 2016. (documentaire)

Sur la Grande-Bretagne:

"Churchill, un géant dans le siècle", David Korn-Brzoza, France, 2014. (documentaire)

"Edouard VIII, agent des nazis ?", Gaël Chauvin, France, 2012. (documentaire)

"Edward et George, deux frères pour une seule couronne", Claire Walding, Allemagne, 2011. (documentaire)

"Oswald Mosley, le Führer anglais", Canada, 2015. (documentaire)

Sur l'Allemagne:

"Apocalypse Hitler", Isabelle Clarke et Daniel Costelle, France, 2011. (documentaire)

"Berlin 1936 : dans les coulisses des Jeux Olympiques", Florian Huber, Allemagne, 2016. (documentaire)

"De Marx aux marxistes", Peter Dörfler, Allemagne, 2018. (documentaire)

"Hitler, la naissance du mal", Christian Duguay, Canada et Etats-Unis, 2003. (documentaire)

"Karl Marx, penseur visionnaire", Christian Twente, Allemagne, 2018. (documentaire)

"Les complices d'Hitler: Goering le numéro deux", Guido Knopp, Allemagne, 1996. (documentaire)

"Les complices d'Hitler: Himmler l'exécuteur", Guido Knopp, Allemagne, 1996. (documentaire)

"Les complices d'Hitler: Hess le suppléant", Guido Knopp, Allemagne, 1996. (documentaire)

"Les complices d'Hitler: Speer l'architecte", Guido Knopp, Allemagne, 1996. (documentaire)

Sur l'Italie :

"Le fascisme italien en couleur, 1- La conquête du pouvoir", Chris Oxley, Grande-Bretagne, 2006. (documentaire)

" Le fascisme italien en couleur, 2- Mussolini au pouvoir", Chris Oxley, Grande-Bretagne, 2006. (documentaire)

Sur la Russie/l'Union Soviétique:

"Apocalypse Staline", Isabelle Clarke et Daniel Costelle, France, 2015. (documentaire)

"1917, La Révolution Russe", Paul Jenkins, Etats-Unis, 2007. (documentaire)

"Le communisme, histoire d'une illusion", Peter Glotz et Christian Weiserborn, Allemagne, 2006. (documentaire)

INDEX

A

ABD-EL-KRIM, 25, 293

ADDISON, Christopher, 378

AGUEZ (d'), Francis, 293-294

AGUIRRE, José Antonio, 34

ALAIN (CHARTIER, Emile-Auguste), 57-59, 112

ALBERT, Pierre, 118, 128

ALBERTI, Rafael, 26, 190

ALBORNOZ (de), Alvaro, 79, 85

ALCALA ZAMORA, Niceto, 29, 33, 36-38, 40, 42, 305

ALEIXANDRE, Vicente, 26

ALEXANDRE I (de Yougoslavie), 380

ALFONSO XII (d'Espagne), 17-18

ALFONSO XIII (d'Espagne), 19, 21-24, 27-29

ALLARD, Paul, 385

ALMEIDA (d'), Fabrice, 119, 123, 270

ALPERT, Michael, 10, 74, 84, 148, 151, 163, 214, 228, 239, 261-263, 372

ALTOLAGUIRRE, Manuel, 26

ALVAREZ DEL VAYO, Julio, 96, 149, 154, 179, 334

ARAGON, Louis, 119

ARANA, Sabino, 19, 220

ARAQUISTAIN, Luis, 39, 42

ARASA, Daniel, 125, 128, 132

ARON, Raymond, 319, 322

ASSELAIN, Jean-Charles, 55

AURIOL, Vincent, 67, 97, 100, 248, 255-257

ATTLEE, Clement, 371

AUREL, 9, 260

AVILES FARRE, Juan, 11, 80, 200, 233, 241, 370, 375-376

AVENOL, Joseph, 334

AZAÑA, Manuel, 29-32, 34, 36-38, 40-42, 47, 68, 190, 208, 231-232, 271, 291-292, 328-329, 335, 374

AZORIN, Antonio, 17

B

BACOT, Jean-Pierre, 122

BAKOUNINE, Mikhaïl, 20

BALDWIN, Stanley, 70, 74, 154, 170, 194, 201, 354, 356, 361, 364, 372, 374, 376-378

BARBIERI, Pierpaolo, 10, 89, 348

BARBUSSE, Henri, 112

BARDECHE, Maurice, 287-289, 295, 301-303

BARGETON, Paul, 384

BARIETY, Jacques, 342-343

BAROJA, Pío, 17

BARROSO, Antonio, 67, 69

BARTHOU, Louis, 379-380, 383, 387-388, 395

BASTID, Paul, 97, 100

BEDOUCE, Albert, 97, 100

BEEVOR, Anthony, 77, 169

BENNASSAR, Bartolomé, 11, 132, 217, 221, 231

BERENGER, Henry, 68-69

BERDAH, Jean-François, 67, 135, 137, 199, 224, 243

BERENGUER, Dámaso (général), 27

BERGAMIN, José, 26, 190, 317

BERGERY, Gaston, 278

BERNANOS, Georges, 49, 269, 279, 306, 316-317, 393

BERSTEIN, Serge, 56, 107, 201, 281, 283, 395

BESTEIRO, Julián, 25, 374

BETEILLE, *Prénom inconnu*, 304

BIRNBAUM, Jean, 318

BIRNBAUM, Pierre, 115, 284

BISMARCK (von), Otto (Prince), 148

BLED, Jean-Paul, 342

BLOCH, Jean-Richard, 119

BLONDEL, Jules-François, 203-204, 240

BLUM, Léon, 9, 11, 13, 15, 54, 62-72, 74-76, 80-83, 88-94, 96, 109, 113-115, 119-120, 134-149, 155-156, 166, 170-175, 179-183, 187, 213, 219, 227-228, 231-232, 235, 245-249, 252-259, 264-265, 273, 279-281, 283-290, 296, 305, 309-310, 326, 342-348, 355, 375-378, 383-396

BLUME, Daniel, 255

BLUMEL, André, 135, 345

BODIN, Louis, 82

BOLIN, Luis, 128

BONJEAN, René, 136, 164

BONNET, Georges, 67, 101

BOUVERIE, Tim, 353, 386

BOUVIER, Jean, 55

BRACKE (DESROUSSEAUX, Alexandre-Marie), 143, 264

BRASILLACH, Robert, 287-288, 294-295, 299, 301-303

BRAUDEL, Fernand, 55

BRIAND, Aristide, 55, 110, 337, 382

BRETON, André, 57

BRETS, Paul, 194

BRODER, Albert, 25

BROUE, Pierre, 11, 45-47, 152, 192, 198

BRUNET, Jean-Paul, 98

BUCARD, Marcel, 105, 277

BUGEDA, Jerónimo, 252-253

BUISSON, Georges, 263-264

BURRIN, Philippe, 278, 284

C

CABANELLAS, Miguel (général), 65

CALVO SOTELO, José, 36, 41, 43

CAMBO, Francesc, 19, 22, 26

CAMBON, Roger, 79-80, 369

CAMUS, Albert, 112

CANALEJAS, José, 19-20

CANOVAS DEL CASTILLO, Antonio, 17-19

CAPA, Robert (FRIEDMANN, André), 122, 126-127

CARDENAS, Juan Francisco (de), 68

CARDENAS, Lázaro, 53, 71

CARON, François, 55

CARR, Raymond, 17, 24, 26, 30-32, 39-40, 47

CARTIER, Raymond, 69

CARTIER-BRESSON, Henri, 122, 126-127, 283

CASANOVA, Julián, 11, 23, 35-36, 38, 40, 43-46, 49, 126, 166, 207, 209, 321, 332, 396

CASARES QUIROGA, Santiago, 42, 65

CASTAGNEZ, Noëlline, 112-113

CASTELLS, Andreu, 184, 192

CASTELNAU (de), Edouard (général), 309

CASTRO (de), Rosalía, 19

CASTRO ALBARRAN (de), Aniceto, 315

CELINE, Louis-Ferdinand, 280

CERETTI, Giulio, 258

CHAMBERLAIN, Austen, 354

CHAMBERLAIN, Neville, 229, 244, 257, 326, 353, 356-361, 364, 373, 386, 388, 396

CHAMBRUN (de), Charles (comte), 78, 86-87, 163, 333

CHAPOUTOT, Johann, 321-322

CHARAUDEAU, Patrick, 131, 133, 147

CHARPENTIER, Pierre-Frédéric, 127, 129, 286, 296, 298, 302, 316-319

CHARVERIAT, Emile, 63, 381-382, 384

CHASTAGNARET, Gérard, 25

CHATFIELD, Ernle (amiral), 81, 376

CHAUDUN, Pierre, 256

CHAUTEMPS, Camille, 56, 97, 100-101, 107-109, 133, 183, 228, 231-233, 235-236, 244-245, 251, 253, 258, 264, 267, 273, 276, 343, 379, 388, 390

CHAUVY, Gérard, 156

CHURCHILL, Winston, 75-76, 359, 386

CIANO, Galeazzo (comte), 84, 88, 163, 203, 239, 304, 333-334

CLERK, George (sir), 81, 202, 376

CLINQUART, Jean, 256-258

COALE, Robert, 184, 193

COINTET, Jean-Paul, 338

COMPANYS, Lluis, 38

CORBIN, Charles, 75, 147, 155, 159, 162, 166, 170-172, 183, 193, 195, 198-199, 202-203, 211, 213, 215-216, 226, 228, 232-234, 240-244, 371, 375, 378

CORMAN, Mathieu, 217-218, 220

COSTA, Joaquín, 17-18, 24

COULONDRE, Robert, 68-69, 197-198, 383

COT, Pierre, 67-70, 97, 100, 190, 248, 285

COTY, François, 105, 277

CROUY-CHANEL (de), Etienne, 382-383, 385

CUSIN, Gaston, 254-255

D

DALADIER, Edouard, 9, 57, 61, 67-68, 97, 100-101, 108-109, 120, 156, 188, 240, 245, 260, 277, 306, 340, 343, 345-346, 387, 396

DARDE, Carlos, 18

DARLAN, François (amiral), 81-82, 376

DATO, Eduardo, 22-23

DAUDET, Léon, 56, 120

DEAT, Marcel, 120, 278

DEBONO, Emmanuel, 286

DELBOS, Yvon, 64, 66-70, 73-74, 77-81, 88, 97, 100-101, 109, 113, 148-151, 155, 159, 162, 166-168, 173, 176-178, 181, 183, 187, 191, 196-198, 202-204, 211-212, 215, 225, 227-228, 230, 232-233, 236, 238-244, 252, 285, 287, 320, 323, 326, 343, 346, 349, 369, 375-381, 383, 385, 387, 390

DELGADO GOMEZ-ESCALONILLA, Lorenzo, 269

DELONCLE, Eugène, 305-307

DELPERRIE DE BAYAC, Jacques, 60, 102, 179, 184, 186-188, 192, 248, 396

DELPORTE, Christian, 118

DEL CASTILLO, Cristóbal, 67

DE LOS RIOS, Fernando, 25, 68, 70

DENECHERE, Yves, 230, 268

DES CARS, Jean, 373

DIECKHOFF, Hans, 87

DIMITROV, Georges, 60-61, 98

DINNEMATIN, Gilles, 121

DOLLFUSS, Engelbert, 39

DORGERES, Henry, 278

DORIOT, Jacques, 59-60, 278, 305-307

DOUMERGUE, Gaston, 57, 379

DREYFUS-ARMAND, Geneviève, 261, 265, 391

DRIEU LA ROCHELLE, Pierre-Eugène, 279

DRUMMOND, Eric (sir), 239

DUCLOS, Jacques, 98, 255

DUPONT, Félix, 263

DUPONT, Frédéric, 173, 175

DUPUY, Jean, 120

DUROSELLE, Jean-Baptiste, 101, 104, 138-139, 196, 203, 213, 319, 342, 379, 381, 384, 387

DURRUTI, Buenaventura, 45, 190

E

EBY, Cecil D., 301

EDEN, Anthony, 69-70, 74, 76, 78-79, 87-88, 147, 154-156, 165, 167-175, 182, 193, 198-203, 212-213, 223, 227, 232, 236, 238-242, 244, 261, 325, 333-334, 353-362, 374-376, 386

EDOUARD VIII du Royaume-Uni, 197, 373-374

EINSTEIN, Albert, 112

EISNER, Maria, 127

ELUARD, Paul, 270

F

FANELLI, Giuseppe, 20

FAURE, Paul, 97, 100

FENNER BROCKWAY, Archibald, 366, 372

FERRER, Francisco, 21

FOUCAULD (de), Charles, 294

FRANCO, Francisco (général), 35, 39, 43, 48-52, 65-66, 76-77, 85-87, 89, 95, 120, 148, 151, 158, 160-161, 163-176, 178-180, 199-204, 206-209, 216, 220-222, 225, 229-230, 233, 235, 237-245, 248, 253, 260, 275-276, 279-283, 288, 292-298, 303-307, 312, 315, 318, 324-325, 327, 347, 350, 355-364, 370, 372, 393

FRANCO, Nicolás, 363

FRANCOIS-PONCET, André, 78, 84, 87, 136, 162-163, 167, 199, 225, 227-228, 233, 323, 341-346, 348-349, 395

FREUND, Gisèle, 122

G

GAOS, José, 270

GARCIA LORCA, Federico, 26

GARCIA PRIETO, Manuel, 22

GARCIA QUEIPO DE LLANO, Genoveva, 18, 21, 23

GASNIER-DUPARC Alphonse, 97, 100

GAXOTTE, Pierre, 280, 297

GAYMAN, Vital (commandant), 191-192

GENINA, Augusto, 299

GEORGE VI du Royaume-Uni, 374

GERBET, Pierre, 330

GIDE, André, 112

GIL ROBLES, José María, 35, 37-40, 295

GIRAL, José, 47, 54, 65-67, 99, 151, 191, 256, 283

GIRARDET, Raoul, 275-276

GLADSTONE, William Ewart, 353

GODED, Manuel (général), 65-66

GOIZUETA, Ricardo, 364

GOMA, Isidro (cardinal), 49

GORODETSKY, Gabriel, 326

GRANDI, Dino, 147, 152, 157, 193, 202-203, 212-213, 229, 242-244

GREENWOOD, Arthur, 154, 370-371

GREILSAMMER, Ilan, 255, 259, 342, 355, 385, 396

GRELLET, Gilbert, 66, 100

GRENFELL, David, 114, 377-378

GUIEU, Jean-Michel, 330-331

GUILLEN, Jorge, 26

H

HALIFAX, Edward Wood (lord), 78, 354, 360

HEIBERG, Morten, 11, 169

HENDERSON, Arthur, 366-367

HENDERSON, Nevile, 229

HENRIOT, Philippe, 61

HERBETTE, Jean, 64-66, 151, 158, 168-169, 210, 212, 229-230, 255, 268, 296

HERICOURT, Pierre, 127, 296

HERMET, Guy, 11, 32, 36, 49, 77, 80, 205, 225, 255, 291, 308-309

HERNANDEZ SANCHEZ, Fernando, 292

HERRIOT, Edouard, 101, 252-253

HITLER, Adolf, 35, 61, 71, 76, 78, 89-91, 94-95, 108, 126, 136, 140, 148-150, 156, 159-163, 166-168, 176, 224, 227-228, 233, 235, 239, 276, 280, 308, 316, 325-326, 331, 334, 337-350, 357, 363, 367-368, 381, 384, 386, 391, 395

HOARE, Samuel (Sir), 170, 201, 354, 356

HOBSBAWM, Eric J., 320

HORN, Guillaume, 195

HORTHY, Miklós (amiral), 126

HYON, Louis, 256-257, 267

I

IBARRURI GOMEZ, Dolores (La Pasionaria), 125

IGLESIAS POSSE, Pablo, 20-21

IRUJO, Manuel, 34

ISABEL II (de Castille), 17

IVENS, Joris, 272

J

JACKSON, Gabriel, 11, 30, 33, 35, 37-38, 46, 82, 237, 301

JACKSON, Peter, 339-340

JARDILLIER, Robert, 97, 100

JAURES, Jean, 115, 119, 281

JEANNENEY, Jean-Noël, 121

JEANNENEY, Jules, 101

JIMENEZ DE ASUA, Luis, 43, 64, 153, 179, 371

JOUHANDEAU, Marcel, 280

JOUHAUX, Léon, 263

JOUVENEL (de), Bertrand, 278, 339

JULIA, Santos, 11, 28, 31, 42, 231

JUNOD, Marcel (docteur), 268

K

KAGAN, Samuel, 148, 151, 153, 157, 159-161

KAMENEV, Lev, 102

KENNEDY, Paul, 354

KEREN, Célia, 260, 263

KERILLIS (de), Henry, 69, 120, 145-146, 300

KERSHAW, Ian, 23, 320, 325

KESSEL, Joseph, 118, 127

KHLEVNIUK, Oleg, 198

KINDELAN, Alfredo (général), 295, 364

L

LABONNE, Eirik, 255-256

LABROUSSE, Ernest, 55

LACHAISE, Bernard, 113, 127

LACOUTURE, Jean, 69, 102, 115, 143, 190, 311, 376, 383, 390, 396

LALMY, Pascal-Eric, 60, 101

LANGEVIN, Paul, 58, 112

LAPERRINE, François-Henry (général), 294

LARGO CABALLERO, Francisco, 25, 36, 38-42, 46-47, 51, 150-151, 190, 231, 291-292

LARRAZ, Emmanuel, 121

LA ROCQUE (de), François (colonel), 105, 278, 305-306

LAVAL, Pierre, 62, 67, 305-306, 324, 380-381, 393

LEBAS, Jean-Baptiste, 97, 100

LEBRUN, Albert, 84, 101, 204, 379

LEDESMA RAMOS, Ramiro, 35

LEES, Paul, 367, 370-371

LEFEBVRE, Michel, 126, 185

LEGER, Alexis, 237, 238, 381-385, 395

LENINE, Vladimir Oulianov, 189, 321

LERROUX, Alejandro, 37-40

LE BON, Gustave, 130-131

LE BOUCHER, José, 91

LIEBERMANN, B.V., 219

LITVINOV, Maxime, 379

LLEDOS, Barthélémy, 254

LLOYD GEORGE, David, 353

LOACH, Ken, 44

LOPEZ FERRER, Luciano, 364

LOPEZ MASEGOSA, Julio (capitaine), 252

LOPEZ OLIVAN, Julio, 261, 361

LORANT, Stefan, 122-123

LUXEMBURG, Rosa, 322

LYAUTEY, Hubert (maréchal), 295

M

MACHADO, Antonio, 17, 190

MACIA, Francesc, 26, 33, 38

MAÏSKY, Ivan, 147, 152, 206, 212, 215-216, 325, 331, 356-359, 379-380, 386

MALRAUX, André, 187, 190-191, 269, 272

MANDEL, Georges, 256

MARBEAU, Michel, 332-333

MARIE-CHRISTINE (d'Autriche), 17

MARITAIN, Jacques, 49, 279, 308-309, 313-316, 393

MARQUES, Pierre, 260, 270

MARTINEZ BARRIO, Diego, 41

MARTINEZ-VASSEUR, Pilar, 22, 26-27, 30-31, 35

MARTY, André, 94, 185, 187-192

MASPERO, François, 127

MASSIGLI, René, 186, 197, 236-238, 341, 380, 382

MASSIS, Henri, 299

MATTEOTTI, Giacomo, 342

MAURA, Antonio, 19-21, 317

MAURIAC, François, 49, 279, 308-313, 317, 393

MAURRAS, Charles, 120, 129-130, 146-147, 279-281, 292, 295-296, 307

MAZOWER, Mark, 320, 329

MENDIZABAL, Alfredo, 317

MERCADER, Ramón, 103

MERLIO, Gilbert, 110

MIAJA, José (général), 50, 292

MILLAN ASTRAY, José (commandant en chef), 295

MILZA, Pierre, 14, 117, 277, 305, 327

MISTRAL, Frédéric, 275

MOCH, Jules, 64, 68, 76, 82-84, 93-95, 137, 247-248, 256, 259

MOLA, Emilio (général), 43, 50, 65, 85, 215, 220, 222, 316

MONNET, Georges, 97, 100

MORADIELLOS, Enrique, 11-12, 40, 45, 48, 51-53, 65, 75-76, 82, 84, 155, 157, 169, 172, 178, 189, 196, 201, 203, 205, 227, 234, 239, 256, 293, 359, 362-363, 396

MOREL, Yves, 61, 101, 191

MORRISON, Herbert, 368

MORRISON, W. S., 147-148

MOSCARDO, José (colonel), 298, 301-303

MOSSE, George L., 321

MOUNIER, Emmanuel, 49, 279 308-309, 315-318, 393

MOUNSEY, George (Sir), 78, 155

MOUSSINAC, Léon, 125, 127

MOUTET, Marius, 97, 100

MUNZENBERG, Willy, 119

MUSSOLINI, Benito, 24, 71, 76-77, 84, 86, 88, 94-95, 108, 112, 140-141, 148-150, 160, 166-171, 200, 207, 212, 219, 224, 227, 233, 235, 238-244, 268, 275-276, 324-328, 330, 332-333, 342, 347, 353, 357-358, 381, 391

N

NAMUTH, Hans, 124, 126

NEGRIN, Juan, 47, 51-52, 76, 151, 188-190, 194, 224, 231-232, 243-244, 249, 251, 253-259, 262, 264, 385

NEURATH (von), Konstantin, 84, 225, 227, 229

NIN, Andrés, 47

NIZAN, Paul, 89-90, 257, 319

NOEL-BAKER, Philip, 333

NORA, Pierre, 10

O

OFFENSTADT, Nicolas, 110, 113

OLIVERA, Philippe, 110, 113

ONAINDIA, Alberto, 217, 219

ORGAZ, Luis (général), 207, 295

ORLOV, Alexandre, 47

ORMESSON (d'), Wladimir, 222

ORTEGA Y GASSET, José, 17, 23-24, 27-28, 34

ORWELL, George, 45

ORY, Pascal, 112

OSSORIO, Angel, 99, 251-253, 256, 264, 267, 270-271, 381, 385

P

PABLO (de), Santiago, 34

PAILLOLE, Paul, 339-340

PALLANDRE, Christian, 383

PALME DUTT, Rajani, 368, 377

PARIS, Carlos, 269

PARISOT, Henri (général), 240

PARKER, R.A.C., 357, 372

PAUL-BONCOUR, Joseph, 384

PAYART, Jean, 158, 191-192, 241, 248

PEDRAZZI, Orazio, 168-169

PELLISTRANDI, Benoit, 19, 23, 25, 27, 32

PEREZ, Joseph, 18, 20, 28, 30, 36, 42

PERI, Gabriel, 89-90, 160, 173, 219

PERTINAX (GERAUD, André), 120, 161

PESKINE, Boris, 120, 161

PETAIN, Philippe (maréchal), 293, 305-308

PICASSO, Pablo, 270

PIE XI (pape), 308

PIVERT, Marceau, 137

PLA Y DENIEL, Enrique, 49

PLYMOUTH (Lord), 148, 152, 155, 158-159, 160, 166, 183, 202, 211, 216, 234, 243-244

POGGIOLI, Morgan, 260, 262

POLLITT, Harry, 368, 378

PONCE ALBERCA, Julio, 362-364

PORTELA VALLADARES, Manuel, 40

PRAT DE LA RIBA, Enric, 19

PRESTON, Paul, 11, 41, 43, 48, 53, 151, 168, 207, 293, 302-303, 314

PRIETO, Indalecio, 25, 42, 136, 231

PRIMO DE RIVERA, José Antonio, 35, 43

PRIMO DE RIVERA, Miguel, 22-27, 29

PRIVAT, Maurice, 121

PROST, Antoine, 110-111

PROUVOST, Jean, 118

PUJOL, Juan, 296-297

Q

QUEIPO DE LLANO, Gonzalo (général), 48, 220, 316

QUINTANILLA, Luis, 301

R

RAGUER, Hilari, 32

REICHBERG, Gregory, 315

REIG TAPIA, Alberto, 302-303

REISNER, Georg, 124, 126

REDONDO, Onésimo, 35

RENOIR, Jean, 272

RENONDEAU, Gaston (général), 340, 344-346

RENOUVIN, Pierre, 319

REVEILLAUD, Jean, 71

REYNAUD, Paul, 173-176

RIBBENTROP (von), Joachim, 148, 212, 215-216, 226, 228

RIBECOURT, *Prénom inconnu*, 209

RIVET, Louis, 339

RIVET, Paul, 58, 112

RIVIERE, Albert, 97, 100

ROATTA, Mario (général), 207

ROCHAT, Charles, 381-382, 384

RODRIGO, Javier, 11, 86, 169, 204

ROJO, Vicente (général), 50, 298

ROLLAND, Romain, 112

ROMANONES, (comte de), 22

ROOSEVELT, Franklin Delanoe, 176

ROSENFELD, Oreste, 90

ROSSELLI (Frères), 304

ROUSSELOT, Nathan, 255

RUCART, Maurice, 97, 100

S

SAGASTA, Práxedes Mateo, 18-19

SAINT-EXUPERY (de), Antoine, 269

SAINTE-SUZANNE (de), Raymond, 382

SALAZAR, António (DE OLIVEIRA), 147, 150-151, 203

SALENGRO, Roger, 97, 100, 283

SALINAS, Pedro, 26

SALMERON, Nicolás, 21

SALVAYRE, Lydie, 317

SAMPER, Ricardo, 37-38

SANJURJO, José (général), 34-35, 37, 39

SARRAULT, Albert, 62, 112

SCHACHT, Hjalmar (docteur), 343, 348

SCHMIDT, Hans-Thilo, 339-340

SCHNEIDERMANN, Daniel, 117, 295, 339

SCHWARTZ, Fernando, 75

SELASSIE, Hailé, 332

SELIGMANN, Guy, 121

SELLIER, Henri, 97, 100

SEMPRUN, José María, 317

SERRA, Maurizio, 212

SERRANO, Carlos, 12, 95, 103, 119, 181, 188

SEYMOUR, David (Chim), 126-127

SIMPSON, Wallis, 374

SIRINELLI, Jean-François, 112

SKOUTELSKY, Rémi, 184-185, 187, 192

SORIA, Georges, 374

SOUTHWORTH, Herbert R., 215, 217, 221-223, 312

SPINASSE, Charles, 97, 100

STALINE, Joseph, 46, 53, 88, 102-103, 142, 157-159, 161, 227, 248, 286, 290, 321, 324, 392

STAVISKY, Alexandre, 56-57, 275, 379

STRESEMANN, Gustav, 55, 337

T

TAITTINGER, Pierre, 105

TARDIEU, André, 287, 289-290

TARO, Gerda (POHORYLLE, Gerta), 122, 126-127

TEMIME, Emile, 11, 25, 92, 130, 192, 198, 250, 258

TERY, Gustave, 120

TERY, Simon, 127

THIEBAUT, Claude, 385

THOMAS, Hugh, 11, 81, 216, 291, 298, 302

THOMAS, Martin, 365

THOREZ, Maurice, 59, 90-91, 95-99, 140-142, 173, 178-180, 235, 255

THORPE, Andrew, 369

THORPE, D.R., 171, 355, 360

TITHERINGTON, *Prénom inconnu*, 332

TOUCHARD, Jean, 82

TREMOULET, Jean, 194-195

TROTSKY, Léon, 102-103

TUSELL, Javier, 237

U

UNAMUNO, Miguel (de), 17, 27-28, 34

UNIK, Pierre, 125

URENA (de), *Prénom inconnu*, 164

V

VAILLANT-COUTURIER, Paul, 99

VALLE INCLAN (del), Ramón, 17

VANSITTART, Robert, 383

VARELA, José Enrique (général), 50

VAZQUEZ CAMARASA, Enrique, 301

VIGREUX, Jean, 58, 60, 98, 105-106, 389, 395

VILANOVA, Antonio, 301

VILAR, Pierre, 43, 50, 105

VINEN, Richard, 320

VIÑAS, Angel, 11, 52-53, 87, 158, 210, 346

VIOLLETTE, Maurice, 98, 100

VOGEL, Lucien, 124-126

VYCHINSKY, Andreï, 102

W

WAINTROP, Edouard, 20-21

WATKINS, K.W., 368

WEBER, Eugen, 55, 111, 254, 274, 288

WEIL, Simone, 269

WIEVIORKA, Annette, 95-96, 99

WILSON, Woodrow, 328

WINGEATE PIKE, David, 12, 69, 160, 191, 195

WINOCK, Michel, 275, 277-278

Y

YAGÜE, Juan (général), 45, 295, 310-311

Z

ZAY, Jean, 97, 100, 245, 265

ZINOVIEV, Grigori, 102

ZYROMSKI, Jean, 96-97

Titre : Les regards politique et médiatique de la France du Front Populaire sur la guerre civile espagnole (1936-1938).

Mots clés : Espagne, Guerre d'Espagne, Histoire, Front Populaire, Non-intervention, Presse française

Résumé : La politique de non-intervention, prônée par les gouvernements de Front Populaire à l'égard de la guerre d'Espagne, entre 1936 et 1938, a souvent fait l'objet de critiques de la part de ses contemporains et de l'historiographie. Cette thèse pluridisciplinaire mêlant Histoire politique, Histoire européenne ou encore analyse de discours politiques et de la presse, tente de replacer cette décision diplomatique au sein de son contexte national et européen, en prenant en compte les contraintes qui empêchèrent la coalition de Léon Blum de porter secours aux républicains espagnols. Dans la première partie, une contextualisation des années de la République espagnole, de la guerre civile espagnole, et de la France du Front Populaire, permet de situer la politique de non-intervention au sein de son époque. A partir d'archives en provenance de France, Espagne et Grande-Bretagne, la deuxième partie porte sur l'analyse approfondie des coulisses de la politique de non-intervention, son évolution de l'éclatement de la guerre à l'été 1936 jusqu'à la chute du Front Populaire français en 1938, mais également sur ses conséquences sur le déroulement de la guerre d'Espagne. Elle met aussi en lumière les initiatives, au sein du gouvernement français ou en-dehors, visant à compenser l'échec de la politique de non-intervention. La troisième partie de cette recherche cherche à révéler les obstacles qui conduisirent la France à ne pas aider la République espagnole et à faire le choix de la non-intervention, telles que l'opposition politique de droite et d'extrême-droite française, l'échec de la Société des Nations, ou les relations établies entre la France et ses voisins allemand et britannique.

Title : The French political and media points of view on the Spanish Civil War during the Popular Front period (1936-1938)

Keywords : Spain, Spanish Civil War, History, Popular Front, No-Intervention, French media

Abstract : A policy of non intervention, praised by the governments of the Popular Front toward the Spanish Civil War between 1936 and 1938, was often the subject of criticism on behalf of its contemporary peers and historiography. This pluridisciplinary thesis combining politics history, European history or even analysis of political speeches and the press, attempts at replacing this diplomatic decision at the heart of its national and European context, taking into account the coercions which prevented the coalition wished by Leon Blum to help the Spanish republicans. In the first part, a contextualisation of the years of the Spanish Republic, the Spanish civil war and the Popular Front France, allows to situate the policy of non-intervention at the heart of its time. Starting from archives coming from France, Spain and Great-Britain, the second part deals with the in-depth analysis of what came behind the scenes of this policy of non intervention, its evolution from the start of the war during summer 1936 to the collapse of the French Popular Front in 1938, but also on its consequences on the continuity of the Spanish war. It also highlights the initiatives inside the French government or outside, aiming at compensating the failure the policy of non-intervention was. The third part of this research seeks to revel obstacles which drove France not to help the Spanish Republic and opt for this non-intervention, such as the opposition to the right-wing or even far-right-wing policies, the failure of the Society of Nations, or even the relationships established between France and its German and British neighbours.

Resumen en español:

Esta tesis de doctorado, cuyo título es « Las miradas política y mediática de la Francia del Frente Popular sobre la guerra civil española (1936-1938), ha sido preparada bajo las direcciones de la profesora Martínez-Vasseur (Universidad de Nantes) y del profesor Julián Casanova (Universidad de Zaragoza), busca resituar la política de no-intervención de la Francia del Frente Popular ante la guerra civil española teniendo en cuenta los contextos nacionales franceses e internacionales.

Los estudios de la dimensión internacional del conflicto español (1936-1939), muy numerosos desde el principio del siglo XXI, han ofrecido nuevas perspectivas para un conocimiento más profundizado del periodo. En 2004, Michael Alpert propuso una visión global de la internacionalización de la guerra, un análisis seguido por otros más recientes sobre este asunto, entre las cuales cabe señalar la de Jordi Canal y Vincent Duclert - *La guerre d'Espagne, un conflit qui a façonné l'Europe* - publicado en 2016, y la de Alberto Reig Tapia y Josep Sánchez Cervelló - *La guerra civil española, 80 años después, un conflicto internacional y una fractura cultural* - publicado en 2019[1017]. Todos estos trabajos confirmaron, entre otras cosas, que el conflicto no hubiera tenido lugar sin una participación decisiva hacia cada uno de los dos beligerantes.

Varios otros historiadores han analizado a su vez la importancia del apoyo fascista y nazi al bando rebelde y las razones de tal intervención, así como Ángel Viñas, Pierpaolo Barbieri, Morten Heiberg o Javier Rodrigo[1018]. De la misma manera, Enrique Moradiellos y Tom Buchanan han puesto en evidencia y han documentado las razones que condujeron Gran Bretaña a no intervenir en la guerra civil española[1019]. En una lógica similar, nos hemos

[1017] Alpert Michael, *A new international history of the Spanish Civil War*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2004.
Canal Jordi et Duclert Vincent (Dir.), *La guerre d'Espagne, Un conflit qui façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p.327.
Reig Tapia Alberto et Sánchez Cervelló Josep (Dir.), *La guerra civil española, 80 años después, Un conflicto internacional y una fractura cultural*, Madrid, Tecnos, 2019.
[1018] Viñas Ángel, *Franco, Hitler y el estallido de la guerra civil, antecedentes y consecuencias*, Madrid, Alianza, 2001.
Barbieri Pierpaolo, *La sombra de Hitler, el imperio económico nazi y la guerra civil española*, Barcelone, Taurus, 2015.
Heiberg Morten, *Emperadores del Mediterráneo. Franco, Mussolini y la guerra civil española*, Barcelone, Crítica, 2004.
Rodrigo Javier, *La guerra fascista, Italia en la Guerra Civil española, 1936-1939*, Madrid, Alianza, 2016.
[1019] Buchanan Tom, *Britain and the Spanish Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

interesado al caso de Francia que decidió optar, conjuntamente con Gran Bretaña por una neutralidad, lo que provocó muchas críticas por parte de los contemporáneos de esta guerra y de una parte de la historiografía. Si David Wingeate Pike redactó una tesis en 1975 en la cual deja constancia de las divisiones en la sociedad francesa a propósito de la cuestión española, Juan Avilés Farré presentó dos décadas después un análisis detallado de la política común de no intervención de los franceses e ingleses. Por su parte, Carlos Serrano estudió la mirada del Partido Comunista francés ante la guerra civil española[1020].

A pesar de que estos trabajos sigan vigentes y de su importancia, nos pareció que quedaban zonas oscuras en cuanto a la posición de Francia en este conflicto. En el marco de una perspectiva globalizante, nuestro trabajo intenta ofrecer un estudio de esta cuestión a la luz de las situaciones nacionales y europeas, develando la influencia de cada una en la decisión política tomada por los gobiernos del Frente Popular francés.

Del análisis de varios tipos de fuentes históricas - tal como los documentos diplomáticos franceses, los archivos de la Fundación Juan Negrín de Las Palmas de Gran Canaria, los del People's History Museum de Manchester, artículos de las prensas francesas disponibles en la plataforma Gallica de la Biblioteca Nacional Francesa, y las memorias de contemporáneos del periodo - hemos podido sacar varias conclusiones.

Primero, recordamos que el principio del siglo XX había visto una sociedad española fragmentada en tres bloques irreconciliables, « Reforma, Reacción, Revolución »[1021], como lo ha escrito Enrique Moradiellos, que llevó al país a una guerra fratricida. Las reacciones en Francia sobre el desenlace de la guerra civil española, que siguieron la llamada de ayuda del gobierno republicano del Frente Popular a sus homólogos franceses, confirmaron la bipolarización de Francia en un bloque popular y un bloque nacional, heredada de la crisis económica de 1929, de los escándalos político-financiares del inicio de la década de 1930, y agravada tras las manifestaciones antiparlamentarias del 6 de febrero de 1934, que desencadenaron el acercamiento de las fuerzas de izquierda hacia un « Front Populaire ».

Moradiellos Enrique, *La perfidia de Albión: El gobierno británico y la guerra civil española*, Madrid, Siglo Veintiuno, 1996.

[1020] Wingeate Pike David, *Les Français et la guerre d'Espagne*, Paris, PUF, 1975.
Avilés Farré Juan, *Pasión y farsa, franceses y británicos ante la guerra civil española*, Madrid, Eudema, 1994.
Serrano Carlos, *L'enjeu espagnol, PCF et guerre d'Espagne*, Paris, Messidor, 1987.

[1021] Moradiellos Enrique, *1936, Los mitos de la guerra civil*, Barcelona, Península, 2019, p.46.

De la primera parte de nuestra tesis, cabe destacar que la política exterior del Frente Popular francés fue profundamente influida por la coyuntura nacional, y que en ningún momento hubo un consenso en la coalición acerca de la cuestión española, lo que favoreció de facto una orientación no intervencionista. Si esta política era criticada por el Partido Comunista Francés, que se enmarcaba en una estrategia global de lucha antifascista, su ausencia del gobierno y su lealtad relativa a la coalición no permitieron un potencial cambio de política internacional. Además, la presencia de miembros no intervencionistas en los puestos claves (Blum a la presidencia del gobierno, Chautemps a la vicepresidencia, Delbos al Ministerio de Asuntos Exteriores) llevó a una decisión a favor de una neutralidad francesa en España.

Esta opción política fue, al mismo tiempo, tributaria de la puesta en marcha del programa común, considerado como la prioridad absoluta de la coalición, razón por la cual el Frente Popular francés había ganado las elecciones de mayo de 1936. La aversión de la sociedad francesa por un nuevo conflicto generalizado, y el pacifismo que era mayoritario en Francia desde el final de la Primera Guerra Mundial, constituía otro argumento a favor de la política de no intervención en España. No significó sin embargo que no hubo un interés francés hacia la guerra civil española. El análisis de la prensa francesa que hicimos confirmó la batalla mediática sobre el conflicto español, cada uno de los periódicos intentando influir sobre la población francesa y sobre las decisiones del gobierno, mediante falsedades, puesta en marcha de teorías del complot, manipulaciones, glorificación de un beligerante. Citemos aquí la campaña de prensa de la derecha y extrema derecha francesa que impidió a Léon Blum intervenir junto al bando republicano en julio de 1936 y que favoreció la creación del pacto de no intervención.

La segunda parte de nuestro estudio, que constituye la piedra angular de nuestra investigación, ha propuesto un análisis detallado de la política de no intervención de Francia, entre 1936 y 1938. Pudimos constatar que el vacío jurídico del pacto en cuanto a sanciones en caso de violaciones, ofreció a Mussolini e Hitler cierta libertad para apoyar a Franco, lo que llevó a Stalin a emprender el abastecimiento militar de la Segunda República, modificando así el desarrollo del conflicto español. En esas condiciones, Francia y Gran Bretaña se mantuvieron fieles a su política exterior, pero el gobierno de Blum presionó al Comité de Londres para que un plan de control fuera creado para dar eficacia al pacto. Sin embargo, Italia y Alemania no dejaron de sabotear los esfuerzos franco-británicos. No obstante, el

gobierno francés se quedó - y probablemente fue su mayor error - en una posición de negociación con las potencias fascistas y no supieron mostrar firmeza, a la excepción de la conferencia de Nyon en septiembre de 1937. Este fracaso diplomático dejó paulatinamente un lugar a la resignación en los rangos del Comité de Londres.

Para compensar el fracaso rápido de la política de no intervención, el aporte de los archivos de la Fundación Juan Negrín nos permitió entender mejor los esfuerzos de lo que mejor conocemos como la « no intervención relajada », decretada por Léon Blum en septiembre de 1936, como respuesta a las violaciones ítalo-alemanas del pacto, de los cuales no habíamos encontrado evidencias en los documentos diplomáticos franceses. A pesar de la creación de una Comisión de compra por la embajada republicana española en París y de la mediación de hombres políticos franceses, esa ayuda clandestina resultó irregular y demasiado insuficiente para cubrir las necesidades militares del bando republicano. La coalición del Frente Popular francés facilitó también la visibilidad de la lucha republicana en el marco de la Exposición Universal de París en 1937. Paralelamente, los gobiernos franceses facilitaron el traspaso del material bélico, pidiendo a las aduanas que cerraran los ojos sobre las operaciones de contrabando y que abrieran temporalmente la frontera de los Pirineos. Los gobiernos franceses pudieron constatar también el apoyo no gubernamentales, como las ayudas humanitarias, la acogida de numerosos refugiados a partir de noviembre de 1936 con la ayuda del sindicato CGT y de la Cruz Roja. Por su parte, el PCF organizó el reclutamiento de las Brigadas Internacionales que ofrecieron una apoyo a las fuerzas republicanas.

Las razones de la fidelidad de Francia a su política exterior, a pesar de su fracaso rápido, constituyó el tema principal de la tercera parte de nuestro trabajo. Léon Blum no pudo apoyar a la Segunda República, forzado primero a tomar en cuenta la virulencia de la oposición de derecha y extrema derecha mediante la prensa, lo que obligó al gobierno a reorientar su política y dar muestras de prudencia. Si el anticomunismo y el antisemitismo estaban omnipresentes en los artículos, aunque la oposición estaba de acuerdo con la no intervención, una parte de esta oposición ofreció un apoyo al bando insurgente: una descripción gloriosa del general Franco, descrito como « el salvador de España », una presentación heroica de la resistencia franquista como en Toledo, o la intervención del grupo armado CSAR (Comité Secret d'Action Révolutionnaire) que saboteaba las operaciones clandestinas de ayuda a la República. Asimismo, el general Franco recibió el apoyo de personalidades de la derecha y extrema derecha francesa, como Charles Maurras y Pierre

Laval. La toma en consideración de esta oposición, a la excepción de las posiciones singulares de Mauriac, Mounier, Maritain y Bernanos, no incitó probablemente los gobiernos a arriesgar el poder ni desatar una guerra civil para secundar a los republicanos españoles. En esas condiciones, la política de no intervención permitía mantenerse en el poder y constituía una forma de seguridad.

El Frente Popular francés se contentó de su política de no intervención en España, por razones relativas al contexto europeo de los años 1930. El continente europeo asistía en aquella época al estancamiento de las democracias a favor de regímenes alternativos de tipo fascista, autoritario, comunista, y con el riesgo de una nueva conflagración internacional dos décadas después de la Primera Guerra Mundial, la no intervención debe ser considerada como un medio, al menos en teoría, de evitar una nueva guerra, opción rechazada por la población francesa. Sin embargo, el fracaso de la política internacional de Francia y Gran Bretaña tuvo el efecto contrario de lo deseado y se mantuvieron las tensiones en Europa hasta el estallido de la Segunda Guerra Mundial en septiembre de 1939.

La no intervención pretendía también ser una respuesta al fracaso de la Sociedad de Naciones, desacreditada a lo largo de los años 30 y en la cual ya se habían retirado Alemania y luego Italia. Por consiguiente, el pacto permitía negociar con las potencias fascistas pero por su parte, la República española no pudo defenderse en el Comité de Londres (aunque fuera un miembro de la Sociedad de Naciones) y pagó por el fracaso del pacto de no intervención.

La política internacional de Francia estaba también condicionada por sus relaciones con Alemania y Gran Bretaña. Pese a las relaciones bélicas de Francia y Alemania en 1870 y entre 1914 y 1918, y a las advertencias, por parte de los servicios secretos y del embajador en Berlín François-Poncet, de la amenaza que representaba el nazismo para Francia, el gobierno francés no supo reconocer plenamente el peligro nazi y se mantuvo negociando con su vecino. Esta posición se explicaba, entre otras cosas, por la estrategia de Hitler que alternaba discursos pacíficos y amenazadores hacia Francia. En este contexto, la falta de firmeza de Francia convenció a Hitler de que los franceses no iban a reaccionar a sus violaciones del pacto y por consiguiente podía apoyar plenamente al general Franco.

A la luz de los archivos del People's History Museum y de los archivos diplomáticos franceses, la política de no intervención fue muy ligada a la relación entre Francia y Gran

Bretaña, que se negaba a intervenir por razones ideológicas, económicas y por su estrategia de Apaciguamiento. Ante la negativa de los conservadores británicos, Léon Blum escogió una alianza con Gran Bretaña, sacrificando al mismo tiempo a la República española al defender la no intervención. Esta decisión estaba motivada por la firme negativa de Gran Bretaña, por la presencia de un grupo encabezado por Alexis Léger que defendía una alianza con Londres, y por la debilidad de la diplomacia francesa tras la muerte de Louis Barthou en 1934. El Frente Popular francés no podía actuar diplomáticamente sin el apoyo de Gran Bretaña y esa sumisión explicaba la decisión de prohibir las intervenciones extranjeras en España.

En consecuencia, la política de no intervención francesa, que por su rápido fracaso, tuvo consecuencias nefastas para la Segunda República, no era una política ingenua sino una política que tenía en cuenta las coyunturas nacionales e internacionales de la época y que obedecía a múltiples imperativos.